



UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

École doctorale des Sciences Humaines et sociales – Perspectives Européennes

Faculté de Sciences Sociales, Pratiques sociales et Développement

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Département de Sciences sociales

Présentée et soutenue publiquement par

Vazeh ASGAROV

Le 12 novembre 2012

L'immigration des Azerbaïdjanais en France :
Histoire et perspectives

Directeur de Thèse :

Mr Stéphane De TAPIA, Directeur de recherche, CNRS

Jury :

Mr Samad SEYIDOV, Recteur de l'Université des Langues de Bakou, Azerbaïdjan

Mr Paul DUMONT, Directeur du Département d'Etudes turques, Université de Strasbourg

Mr Didier FRANCFORT, Professeur d'Histoire contemporaine, Université de Nancy 2

Mr Arif MAMMEDOV, Ambassadeur d'Azerbaïdjan près le Conseil de l'Europe

2012

Tables des matières

Table des matières	p 2
Remerciement	p 6
Introduction	p 7
1. Choix et problématique du sujet	p 10
2. La migration : principes théoriques du phénomène social	p 14
3. La sociologie et la pensée sociologique en Azerbaïdjan	p 23
4. La diaspora azerbaïdjanaise	p 25

PREMIERE PARTIE

1. De l'émigration à l'intégration ou l'apparition des premières publications

dans l'émigration	p 31
1.1. Les premières publications à l'étranger sur l'émigration russe	p 31
1.2. Les recherches et les différentes publications sur les émigrants azerbaïdjanais	p 35
1.3. La littérature azerbaïdjanaise de l'émigration	p 43
1.3.1. Le mouvement prométhéen	p 47
2. L'émigration azerbaïdjanaise au XIXème siècle : les aspects historiques	p 51
2.1. Les khanats azerbaïdjanais et la conquête de la Russie impériale	p 54
2.2. La Première Guerre russo-iranienne et le traité de paix de Gulistan	p 58
2.3. La Deuxième Guerre russo-iranienne et le traité de paix de Turkmentchay...p	60
2.4. L'immigration des Allemands, des Russes, des Arméniens, des Juifs et des Kurdes en Azerbaïdjan	p 63
2.4.1. La création des colonies allemandes en Azerbaïdjan	p 64
2.4.2. Les Arméniens	p 67
2.4.3. Les Russes	p 69
2.4.4. Les Juifs	p 72
2.4.5. Les Kurdes	p 74
2.5. Les révoltes des années 1830-1840 et leurs conséquences migratoires après la colonisation de l'Azerbaïdjan du nord	p 75
2.6. Conclusion	p 77
3. Histoire de l'émigration des Azerbaïdjanais entre XIXème et début du XXème siècle	p 80
3.1. L'Azerbaïdjan dans la seconde moitié du XIXème siècle	p 80
3.2. Les représentants de l'émigration azerbaïdjanaise jusqu'au XXe siècle	p 82

3.2.1. L'émergence de l'intelligentsia et l'émigration	p 82
4. L'émigration azerbaïdjanaise au XXe siècle	p 86
4.1. L'émigration avant la première indépendance (1918-1920)	p 86
4.1.1. Les révolutions dans la région : Russie.....	p 89
4.1.2. Les événements de 1905-1906 entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens	p 91
4.1.3. La situation politique dans l'Azerbaïdjan du Sud (iranien).....	p 95
4.1.4. La révolution en Turquie et les Jeunes Turcs	p 97
4.1.5. La Première Guerre mondiale et l'Azerbaïdjan	p 100
4.2. Conclusion	p 102
5. La République Démocratique d'Azerbaïdjan (RDA) : intellectuels	
d'abord, émigrés économiques ensuite	p 107
5.1. La résistance pour l'indépendance	p 107
5.2. La déclaration de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (<i>Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti</i>)	
5.3. L'Azerbaïdjan sur l'arène internationale. La conférence de paix de Paris et le traité de Versailles	p 117
5.4. Conflit national et retour de l'opposition arméno-azerbaïdjanaise	p 120
5.5. Conclusion	p 124

DEUXIEME PARTIE

1. L'URSS – société enfermée et notion d'émigration. La politique	
sécuritaire de l'époque soviétique et la raison des tendances à émigrer	p 127
1.1. La situation politique de l'Azerbaïdjan à la veille de l'occupation par la XIème Armée rouge	p 127
1.2. Les relations turco-soviétiques	p 132
1.3. L'installation du nouveau régime, l'indigénisation (<i>korenizasia</i>) et le fonctionnement des partis politiques clandestins en Azerbaïdjan	p 135
1.4. Les raisons politiques des grandes répressions de l'époque soviétique et l'Azerbaïdjan	p 139
1.5. Conclusion	p 148
2. La période de la Deuxième Guerre mondiale et la formation	
des Légions azerbaïdjanaises	p 154
2.1. La formation des camps des prisonniers soviétiques en Allemagne et la création de l'Armée Vlassov	p 158

2.2. Le rapatriement des citoyens déplacés soviétiques ou le retour des <i>peuples punis</i>	p 163
2.3. Transmigration ou déportation ? La migration forcée des travailleurs azerbaïdjanais entre 1948-1953. L'idée de la création de la <i>Grande Arménie</i> <i>sans Turcs</i>	p 169
2.4. Des époques du Dégel (<i>Ottepel</i>) et de la Stagnation (<i>Zostoï</i>) jusqu'à la <i>Pérestroïka</i>	p 175
2.5. Les caractéristiques principales de l'émigration de la période soviétique pendant la Guerre froide	p 181
2.6. Conclusion	p 184
3. La question de l'émigration après la restauration de l'indépendance en 1991	p 189
3.1. Les raisons politico-sociales et économiques	p 189
3.2. Le conflit du Haut-Karabakh : hier et aujourd'hui	p 194
3.3. Les minorités nationales en quête de sécurité et d'un bon niveau social : les familles mixtes	p 204
3.4. Conclusion	p 208

TROISIEME PARTIE

1. L'histoire de l'immigration des citoyens d'Azerbaïdjan en France	p 215
1.1. Une brève histoire des relations franco-azerbaïdjanaises	p 215
1.2. La France : nouvelle destination des migrants azerbaïdjanais – les raisons et les perspectives	p 218
2. Les grands noms de l'immigration azerbaïdjanaise	p 222
2.1. Des personnes de même destin	p 222
2.2. Les précieuses découvertes de Ramiz Aboutalibov	p 223
2.3. Ali Mardan bey Toptchibachi	p 225
2.4. Djeyhoun bey Hadjibeyli	p 230
2.5. Umm El Banu Assadoullayev – Banine	p 233
2.6. Irène Mélikoff	p 237
2.7. Les premiers étudiants azerbaïdjanais en Europe durant la période de la République Démocratique d'Azerbaïdjan	p 242
2.8. Togrul Narimanbeyov	p 248
2.9. Gedir Suleyman ou Suleyman Gedirov?	p 250
2.10. Mamed Aliyev	p 254

3. Les migrations contemporaines et l'immigration en France	p 259
3.1. Le cadre général d'après des sources azerbaïdjanaises	p 259
3.2. Le cas particulier de la France	p 266
3.2. Conclusion	p 271
4. Les flux migratoires en provenance d'Azerbaïdjan. L'enquête auprès des immigrants azerbaïdjanais en France	p 274
4.1. L'objectif, le public et la technique d'entretien	p 274
4.2. Résultats de l'enquête concernant les motivations des migrants	p 277
4.3. Les étudiants et leur intégration à la société française	p 281
4.4. Histoire et chronique des nouvelles familles azerbaïdjanaises en France.....	p 284
4.4.1. <i>L'Azerbaïdjan</i>	p 284
4.4.2. <i>L'Arménie</i>	p 287
4.4.3. <i>La Géorgie</i>	p 290
4.4.4. <i>La Russie</i>	p 293
4.4.5. <i>L'Iran</i>	p 296
4.4.6. <i>La Turquie</i>	p 299
Conclusion générale	p 302
Bibliographie	p 317
Annexe	p 345

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier toutes les personnes qui ont pris part, de près ou de loin, à l'élaboration de cette thèse en accordant leur temps et leur amitié.

Mes remerciements vont spécialement à mon directeur de thèse M. Stéphane De Tapia pour son soutien, tous les moments de partages et d'échanges tout au long de la recherche. Sans sa patience et son attention, je n'aurais pu mener à bien ce travail à son terme.

Je poursuivrai en remerciant M. Pascal Hintermeyer qui m'a fortement encouragé et soutenu pour mes voyages de recherches en Azerbaïdjan afin que je puisse travailler dans les archives et les bibliothèques de Bakou.

Mes remerciements vont aussi aux professeurs et aux diplomates qui m'ont encadré, m'ont rencontré et m'ont offert leur aide, tels que M. Paul Dumont, M. Samed Seyidov, M. Didier Francfort, M. Arif Mammedov et M. Ramiz Aboutalibov.

Je remercie tous particulièrement l'ensemble de l'Université de Strasbourg et plus spécialement le laboratoire Cultures et Sociétés en Europe qui nous a fourni la possibilité de travailler dans les bureaux destinés aux doctorants. En effet, j'ai beaucoup apprécié de pouvoir bénéficier de l'exclusivité de poursuivre mes recherches au sein des bureaux de la MISHA.

D'ailleurs, je suis aussi reconnaissant à tous les collègues de l'Université de Strasbourg et plus précisément ceux avec qui j'ai partagé mon bureau.

Je voudrais également adresser un grand merci à Mme Cathy Reibel qui était toujours à l'écoute pour m'encourager et faciliter mon travail de recherche tout au long de la thèse.

Je remercie pareillement les personnes qui m'ont accordé de leur temps et de leur amitié pour réaliser mes enquêtes ainsi que tous les amis dans mon entourage qui ont accepté de relire mon travail.

Au final, je voudrais remercier infiniment ma famille, qui était toujours présente à distance pour me donner plus de force et de courage. De ce fait, mes remerciements spéciaux à mon épouse Mme Guliyeva (Asgarov) Vafa pour son écoute et son éternel soutien à l'origine de ma motivation nécessaire pour poursuivre mes recherches puis conclure ce travail.

Introduction

La sociologie peut avoir différentes branches en tant que science de la réalité sociale visant à appréhender les multiples dimensions de la dynamique sociale. L'homme, en tant qu'acteur social, concentre l'objet de la sociologie sur le cadre où se déroulent les différentes réalités. On trouve les multiples champs d'action de la sociologie qui comprend l'Économie, la Religion, la Politique, l'Industrie, la Ville, le Droit, la Communication, la Littérature, la Musique et aussi l'Immigration.

Qu'est-ce que la diaspora et qu'est-ce que l'émigration ? Les dictionnaires donnent l'interprétation suivante : la diaspora - l'établissement des Juifs parmi les non-Juifs après le début de leur issue dans l'année 538 avant notre ère de la judaïté et d'Israël ; l'émigration - la transmigration obligée ou volontaire d'un pays à l'autre pour des raisons politiques, économiques et autres. Aujourd'hui, une partie de la population (groupe ethnique), vivant en dehors de leur pays d'origine et formant un groupe stable dans le pays de résidence ainsi qu'ayant des institutions sociales afin de maintenir et développer leur identité et leur communauté s'appelle – diaspora. La diaspora peut également jouer un rôle important dans la préservation de la culture et formation de l'identité nationale. Dans le monde entier, des nombreux pays gardent des relations avec la diaspora. De ce fait, pour certains pays (Israël, l'Arménie, l'Inde), la diaspora reste le fournisseur de soutien politique et économique avec la Patrie. La diaspora se forme à la suite de l'émigration des populations, peu importe forcé ou volontaire. Dans le sens moderne du terme de diaspora a été utilisée depuis la fin du XXème siècle, a cessé d'être exclusivement associé à un groupe ethnique juif. Généralement, le départ ou l'émigration des commerçants avait un caractère commercial. Par contre, l'émigration (*emigro* en latin – expulser) est la migration d'un pays à l'autre pour des raisons économiques, politiques et personnelles. C'est-à-dire, l'émigration est aussi une décision indépendante qui est différente de la réinstallation forcée ou déportation. Les raisons de l'émigration peuvent être différentes : la guerre, la famine, la pauvreté, la répression politique, les conflits ethniques et religieux les catastrophes naturelles, le regroupement familial, la discrimination, l'incapacité à obtenir une éducation, la profession, le travail, personnel et professionnel etc. Contrairement de la migration simple qui présente le départ d'une région à une autre du même pays, dans le cas de l'émigration, il y a le passage de la frontière. Dans le cas de l'émigration, le séjour n'a pas une durée qui est différente de visites personnelles et commerciales ou des voyages touristiques.

Pour définir le statut du mot « immigré », nous caractérisons bien la diversité des mots employés dans le sens : émigré, immigré, migrant, étranger, réfugié qui désignent le fait de quitter son pays pour s'y établir dans un autre.

La population immigrée installée dans un autre pays constitue bien une entité hétérogène encadrée. Dans ce sens, l'intégration à la société est différente. La plupart des passagers venant d'une autre culture ne constituent pas une communauté au sein d'une collectivité où il y a un fort sentiment de participation. Au contraire, on rencontre des cas différents quand certains, malgré les années qui passent, restent attachés à la culture originelle.

Dans le monde entier, les différents niveaux de vie, les situations démographiques et économiques provoquent la migration. Des fractures géopolitiques ou culturelles telles que celles provoquées par les guerres et les révolutions, les crises économiques et politiques jettent des populations sur le chemin de l'exil ou les amènent à chercher un autre monde.

Le recours massif à la main-d'œuvre étrangère commence vers la moitié du XIX^{ème} siècle. Et jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, la croissance de l'immigration se fait dans un climat de semi-liberté qui suivra soumettre des lois sur l'immigration plus strictes. Mais jusqu'à nos jours, aucun règlement n'a pu empêcher l'entrée des immigrés venus essentiellement de pays frontaliers.

Nous avons entamé une recherche en 2007 sur le sujet de *L'immigration des Azerbaïdjanais en France : Histoire et perspectives*. Nous voudrions présenter quelques points synthétiques sur l'état de nos recherches et les réflexions sur l'évolution de la thèse.

Nous nous proposons d'étudier l'ensemble des courants migratoires azerbaïdjanais vers la France à l'époque contemporaine, notamment de la fin du XIX^{ème} siècle au début du XXI^{ème} siècle ainsi que les comparer avec, en termes absolus, à d'autres immigrations. L'exemple azerbaïdjanais rassemble des groupes de migrants très diversifiés qui ont accompagné les différents moments de l'histoire contemporaine. Les flux migratoires azerbaïdjanais revêtent une importance capitale en raison des courants très variés comme culturels, politiques et même plus économiques aujourd'hui.

Les relations entre la France et l'Azerbaïdjan ont été initiées par les premiers diplomates pendant la période de l'accréditation officielle (mai 1919 - avril 1920). Le 9 août 1919, la préfecture parisienne a enregistré un comité « France-Caucase », le premier paragraphe des statuts annonçait : « Le Comité est créé en vue de l'assistance au

développement des liaisons économiques entre la France et les républiques de la Transcaucasie : la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ».

La revue *Azerbaïdjan*, qui était l'organe du parti Moussavat (Égalité), a commencé à être publiée en 1926 à Paris. Après la disparition des membres vétérans, l'Association des émigrés azerbaïdjanais a cessé de fonctionner, mais plus tard leurs enfants ont pris le relais. La plus brillante représentante de cette génération a été Umm–El–Banine Assadoullaev (1905-1992), qui a été reconnue comme une des meilleures spécialistes de l'œuvre des écrivains russes Bounine et Teffi et de l'Allemand Ernst Jünger. À partir du mois de mars 1999, les étudiants français ont commencé à étudier l'azerbaïdjanais à l'Institut des Langues et des Civilisations orientales (INALCO) de Paris.

1. Choix et problématique du sujet

Notre recherche consiste essentiellement en l'étude de l'histoire de la formation de l'immigration azerbaïdjanaise en France. La situation de l'Azerbaïdjan au début du XX^e siècle est bouleversée par les révolutions organisées à ce moment en Russie, en Iran et en Turquie. Ces trois événements présentent des caractéristiques comparables dans les étapes des révolutions et des contre-révolutions. Certains chercheurs azerbaïdjanaïses comme Eltchin, Aliheydar Atakichiyev, Mirza Bala Memmedzade sur le sujet de l'émigration azerbaïdjanaïse montrent qu'elle a débuté exactement à cette période et a causé le départ des intellectuels et des élites. C'est à cette époque qu'émigrent Ali bey Huseynzade, Ahmed Ağaoğlu, Memmed Emin Rasoulzade, Nassib bey Yussifbeyli, Fuad bey Korpuszade. Leur première destination fut la Turquie ottomane. La première étape de l'émigration, a été « officiellement » datée du vingtième siècle, dans les années trente. Elle commença en avril 1920 tout de suite après la chute de la République Démocratique Azerbaïdjanaïse (RDA). La grande majorité de la première vague d'émigrants était constituée par ceux qui, à cette époque-là, quittaient les frontières de l'Azerbaïdjan soviétique. L'émigration était légale dès lors que des parents vivaient à l'étranger et payaient en devises leur sortie du territoire soviétique. Le franchissement illégal de la frontière était la cause de grandes difficultés et de risques immenses. Plus tard, on a connu encore une forme de déportation. Par exemple, en 1938 on « expédia » tous les Azerbaïdjanaïses ayant des passeports iraniens en Iran (Ibrahimli, 1996).

L'émigration des Azerbaïdjanaïses du début du XX^e siècle jusqu'à l'occupation de l'Armée rouge s'est déroulée en deux étapes. Dans la première étape commencée à la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle, on trouvait les personnes de différents domaines et professions ainsi que des intellectuels. Ali bey Husseynzadé, Ahmed Ağaoğlu, Memmed Emin Rasoulzade et beaucoup d'autres ont émigré en Turquie, en Iran et en Europe. L'une des raisons de l'émigration était la situation politique et économique. Par exemple, l'une des causes de l'émigration de plusieurs intellectuels azerbaïdjanaïses était liée au conflit arménien. Les guerres infinies et conflits interethniques poussaient les gens à émigrer. Les descendants des émigrés de cette période continuent à vivre en Turquie et dans les autres pays. Par exemple, le fils d'Ali bey Husseynzadé, le peintre Selim Turan (Paris) ou les enfants d'A. Ağaoğlu, Sureyya et Samed (Turquie), le fils de Djeyhun Hadjibeyli, Timurtchin Hadjibeyli (Paris).

La deuxième génération d'émigrants a quitté le pays après la chute de la République Démocratique d'Azerbaïdjan. À cette période, beaucoup d'hommes politiques et de personnalités publiques de l'Azerbaïdjan étaient obligés d'émigrer. Les migrants comme Djeyhun Hadjibeyli, Ahmed Djaferoglu, Almas Ildirim, Mirze Bala Memmedzade, Memmed Emin Rasoulzade, Ali Merdan bey Toptchibachi se sont installés le plus souvent en Turquie, en France ou dans d'autres États européens. On peut mentionner ici les Azerbaïdjanais, qui après la désagrégation de la République Azerbaïdjanaise Démocratique, sont partis vers l'Iran.

La deuxième étape de l'émigration a été vécue principalement par d'anciens prisonniers de guerre non revenus dans le pays natal après 1945. Ils n'avaient plus le choix, particulièrement après que Staline ait annoncé : « les Vainqueurs jugent ». Parmi cette catégorie, il y avait ceux qui se sont battus bravement dans les rangs des Résistances française et italienne. Mais pendant l'époque soviétique, l'histoire de l'humanité a connu une autre sorte de migration sous les noms de *Purges*, *Grande Terreur* ou *Terreur rouge stalinienne*.

Au cours du XX^{ème} siècle, l'étude de la politique répressive en URSS a été menée sans utilisation des sources statistiques et des données des organismes internationaux. Ces documents étaient tenus strictement secrets, et donc inaccessibles. Justement, à la fin des années 1980, avec la mise en place d'une politique plus libérale en matière d'expression (*glasnost*) et la démocratisation, les chercheurs réussissent à accéder aux archives et à rendre publics les articles, auparavant interdits sur le sujet des prisonniers du *goulag*. Ces publications de statistiques ont donné de nouvelles forces vives pour une étude ultérieure féconde du problème. Par contre, personne ne peut donner de statistiques exactes sur les victimes du régime communiste en URSS pour la simple raison que les documents authentiques demeurent insuffisants, occultant certaines disparitions. En plus, sur les plaques commémoratives établies en l'honneur de ces citoyens, fusillés ou décédés dans les camps, l'information sur les conditions exactes de leur mort tragique reste absente. Il a été révélé et marqué les signes mémoriaux seulement sur une petite partie des tombeaux et des milliers de cimetières à côté des camps ont été perdus ou bien transformés en terrains vagues. À leur place, de nouveaux blocs d'habitations où des ensembles industriels ont été bâtis. Jusqu'ici, des millions de gens ne savent pas où sont enterrés leurs parents, leurs grands-parents et leurs arrière-grands-parents.

Les chercheurs russes H. Q. Okhotin et A. B. Roguinsky donnent le chiffre d'environ 5,5 millions de personnes condamnées et exilées pour la seule période de 1921 à 1953. Ils

divisent les catégories principales les plus massives des victimes des répressions politiques en URSS de l'époque stalinienne (Roguinsky, Okhotin, 2005).

La troisième étape de l'émigration s'est déroulée durant les années 1970 et 1980. La raison était la recherche d'un « autre monde ». L'émigration de l'URSS de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle jusqu'à la fin des années 1970, était couverte par l'immigration. Il est apparu une période d'une certaine liberté d'émigrer (surtout des étudiants) pendant la période du Dégel, des pays de l'Asie et l'Afrique venant en URSS. Le chercheur russe E. Dolgikh (2001) présente le tableau de la migration internationale nette de la population de l'URSS entre les années 1961 à 1990 (voir la page 183).

La mort de Staline a mis la fin aux déportations massives, mais le système d'organisation des mouvements migratoires lancé sous Staline a été modifié. Pendant la période soviétique, le grand processus migratoire était essentiellement composé de la migration intérieure et toujours déterminé par l'État. C'était plutôt l'industrialisation forcée, pour accélérer l'évolution de l'urbanisation et le développement de régions périphériques, avec le but de transformer le pays agricole en un pays industriel le plus vite possible qui a motivé ces flux migratoires. Des migrations massives étaient nécessaires pour le développement, mais leur contrôle strict était aussi nécessaire pour maintenir le régime politique totalitaire. Pourtant l'autorité craignait le contrôle sur des migrations massives qui présentait un risque de ruiner le système de l'État.

Une autre période de l'émigration des Azerbaïdjanais a été dans les années 1960 et 1980. Pendant cette période, le désir d'émigrer légalement de l'Union soviétique n'est plus considéré comme un crime, mais considéré par les autorités comme une trahison de ses concitoyens. Avant la ratification du Pacte internationale de 1973 sur les droits civils et politique, l'Union soviétique ne reconnaissait pas le droit à émigrer librement et le permis de sortie ne dépendait que de l'attitude des autorités¹. L'émigration des Azerbaïdjanais à cette époque était essentiellement vers la Turquie et l'Iran. Le départ en Turquie était lié essentiellement avec le travail. Par contre, le deuxième cas avait une caractéristique spécifique. La Révolution iranienne, en renversant l'État impérial de la dynastie Pahlavi en

¹ **Otkaznik** (en russe : отказник) était le terme officiel désignant les personnes à qui le visa d'émigration était refusé par les autorités de l'Union soviétique, principalement (mais pas uniquement) des Juifs soviétiques. Natan Sharansky était en 1976, l'un des fondateurs et le porte-parole du mouvement refuznik.

1979, a transformé l'Iran en République islamique ce qui a engendré la fuite de population vers l'étranger.

Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991, le monde s'en trouve complètement modifié. Ce processus engendre la division de certains états en Europe comme en ex-Yougoslavie et en ex-Tchécoslovaquie, la création de nouvelles zones de conflit et aussi, la proclamation de l'indépendance de certains pays comme l'Azerbaïdjan en octobre 1991. Ces modifications politiques provoquent des mouvements de population. Essentiellement liée avec la sécurité, surtout en raison du conflit arméno-azerbaïdjanais qui a laissé une trace dans l'économie, les hommes émigrent et s'installent dans les pays de la CEI, particulièrement en Russie et en Ukraine, mais aussi en Allemagne, en Israël, et ailleurs. Aujourd'hui, les raisons de l'émigration du peuple azerbaïdjanais sont différentes.

2. La migration : principes théoriques du phénomène social

Dans cette partie nous allons examiner les raisons, les causes et la politique de l'émigration dans les pays d'origine. Nous allons étudier en même temps les problèmes de la vie sociale, l'intégration et les conditions des différents pays d'accueil des migrants. Dans cette partie on jettera un coup d'œil également à l'histoire de la sociologie, à la sociologie de l'immigration et aussi on essayera d'analyser quelques concepts de sociologues.

C'est au XIX^{ème} siècle que remonte la naissance de la sociologie. Elle se construit comme une discipline sur une période d'un siècle entre 1830-1930, dans un contexte historique et social. Elle a trois spécifiques événements essentiels : l'industrialisation, l'urbanisation et la démocratisation des institutions. Il existait certes, avant cela, des réflexions sur la société produite par des penseurs comme Platon, Hobbes, Locke et Hume, Montesquieu ou Rousseau. Leurs discours relèvent toujours une orientation philosophique et morale qui déclinera avec l'autonomie de la sociologie (Chapoulie, 1994).

Les hommes, selon Hobbes (1588-1679), objet de la nature, ne sont pas des êtres moralement responsables, et la tranquillité qui leur est assurée par l'État n'est pas fondée sur l'accord des particuliers, mais sur leur soumission morale. Si Rousseau déclare : « *Commençons par écarter toutes les constatations empiriques* », Hobbes affirme : « *Commençons par écarter toutes les représentations à propos de faits empiriques* ». Tous les deux exigent la subordination complète de l'individu à la collectivité (Coulon, 2004).

Montesquieu (1689-1755) tente de décrire les déterminismes de la société, ses institutions et ses valeurs dans leurs rapports réciproques. Pour lui, la théorie sociale n'a pas mission de décrire un destin aveugle qui dominerait tous les hommes, mais la connaissance de rapports particuliers et variés, spécifique à l'existence humaine. Montesquieu, Hobbes et Locke jugeaient les institutions sociales selon leur fonction d'intégration et de désintégration.

Auguste Comte (1798-1857) est souvent appelé le père de la sociologie. C'est lui qui a décidé d'utiliser une méthode scientifique pour l'étude de la société. Il croyait qu'avec l'aide de la science, l'homme peut découvrir les lois cachées qui régissent toutes les sociétés. Auguste Comte l'a nommé tout d'abord la *physique sociale*, ensuite, la *sociologie* qui signifiait « science de la société » (Muglioni, 1995).

L'histoire de la sociologie nous a amené à distinguer deux grandes périodes :

1. La préhistoire de la sociologie, la période qui va jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle avec ces pensées des philosophies sociales, politiques et historiques.

2. La deuxième période se distingue en trois grandes phases :

- a) Les pionniers, les idées de Karl Marx et Auguste Comte.
- b) Les fondateurs, les sociologues américains et les études de Durkheim et Max Weber.
- c) Les héritiers, la sociologie moderne et contemporaine.

La première période est celle d'une présociologie. Ce sont plutôt les analyses des faits sociaux, des thèmes de réflexions, d'études, que faisaient les philosophes, juristes, historiens ou écrivains. C'était la pensée du projet sociologique qui élaborait la science sociale, dans la littérature et la philosophie.

Par contre, la sociologie moderne se détache des modes de pensée précédente des années 1920. Elle n'est ainsi pas en mesure de pratiquer à l'égard d'un lointain passé leur discipline et les œuvres de leurs précurseurs. Il faut aussi noter que pendant un certain moment les travaux de sociologues n'étaient pas stables. Surtout entre les deux guerres, à partir des années trente, ces ouvrages restaient ignorés. Pourtant, cette indifférence relative et ce désintérêt partiel sont compensés pour une tendance contemporaine à la relecture des œuvres fondatrices et par l'usage des concepts centraux de la sociologie de cette période.

La sociologie de l'immigration distingue traditionnellement deux problématiques : celle de l'immigration et celle de l'installation des immigrés. La première étape traditionnelle étudie les causes et les origines de l'immigration, le déplacement jusqu'à l'arrivée dans le pays d'accueil. La deuxième étape traditionnelle de l'immigration se concentre sur l'intégration, l'acquisition d'une position sociale, économique ou politique, dans le pays d'accueil. Les recherches de l'École de Chicago produites entre 1910-1940 constituent les textes fondateurs de la sociologie de l'immigration conduite par des enseignants et des étudiants de l'Université de Chicago. La sociologie de Chicago se caractérise avant tout par sa recherche empirique. Au début, les recherches étaient orientées vers des enquêtes sociales. L'École de Chicago développe des méthodes originales de recherche en utilisant les documents personnels, travail sur les terrains systématiques et diverses sources documentaires en faisant une sociologie quantitative (Coulon, 2004).

Occupant la troisième place des États-Unis par sa population, largement accrue à la fin du XIXème siècle par l'arrivée en masse de migrants américains et d'immigrants étrangers, la ville de Chicago devient une cité industrielle, un centre de commerce et une bourse prospère. Elle est, en effet, l'une des villes des États-Unis qui connaissent le développement le plus

rapide dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Les facteurs de ce développement sont multiples : la ville est un lieu d'implantation des industries liées à l'agriculture des plaines du Middle West avec des abattoirs et des fabriques d'instruments agricoles. Un des principaux fabricants de wagons, la société Pullman, s'installe à Chicago. Elle est le siège d'importantes industries sidérurgiques, d'imprimerie, de textiles et de traitements de cuir. Par ces emplois, la ville attire une masse d'immigrants venus par vagues successives de toutes les parties de l'Europe : Allemagne, Irlande, Suède, Pologne, Russie, Slovaquie, Italie, Lituanie et République tchèque. Si en 1840, sa population est de 4500 habitants, en 1870 elle atteint 300 000 habitants, 500 000 en 1880, 1 700 000 en 1900, 2 700 000 en 1920. Vers l'année 1900, environ la moitié des habitants de Chicago sont nés à l'étranger (Guth, 2004).

Au cours de son développement, la ville, périodiquement agitée par des conflits sociaux opposant les immigrants les plus récemment arrivés sur les conditions de travail et de rémunération, est devenue une agglomération cosmopolite.

Chicago était l'une des villes où les classes moyennes devaient affronter les problèmes urbains comme la pauvreté chronique d'une fraction importante de la population. La définition de ces problèmes urbains est en relation dialectique avec le développement de différents mouvements sociaux, comme ceux du mouvement ouvrier et de réforme qui amène aux affrontements entre employeurs et ouvriers et enfin à des grèves qui sont très fréquentes à Chicago à cette époque-là. Par exemple, entre 1893-1894, une baisse des salaires entraîne une longue grève des ouvriers de l'usine de constructeur de matériel de chemin de fer Pullman, implanté dans le sud de la ville (Coulon, 2004).

Les changements structurels économiques et démographiques s'accompagnent de changements sociaux. Le statut social tient de plus en plus à la compétence acquise. Cela veut dire que la transformation des fondements de l'ordre social était plus apparente que réelle. Dans l'ensemble de la population, la conjonction du talent, de la formation et de la situation sociale n'était pas équilibrée.

En 1889, la fille d'un sénateur Quaker, Jane Addams, diplômée en 1881 d'un établissement d'enseignement supérieur féminin, s'installe dans Hull House, l'un des quartiers pauvres de Chicago. Étant un peu moins élitiste que ses prédécesseurs britanniques, elle propose d'offrir avec son ancien collègue des services sociaux et culturels, ainsi qu'un lieu de rencontre et de réunion aux immigrants. Durant les années suivantes, Hull House devient le

centre d'activités variées et culturelles et provoque chez les nombreuses jeunes femmes l'envie de poursuivre leurs études à l'Université de Chicago.

La nouvelle Université ouvre ses portes en octobre 1892, grâce à la générosité de John Rockefeller qui n'a pas fait d'études supérieures. À l'issue d'une longue négociation, il propose 1 million de dollars à condition de trouver d'autres donateurs. Pendant les vingt premières années d'existence de l'Université, Rockefeller y consacra 35 millions de dollars de sa fortune. Parmi les donateurs, on trouve le nom de Marshall Field, le propriétaire d'un des grands magasins de la ville, ainsi que des Juifs d'origine allemande².

Le président de l'Université, William Harper (1856–1906) s'engage à élargir le champ d'action de l'Université et demande à Albion Small (1854-1926) de fonder et diriger le nouveau département d'Anthropologie et de Sociologie qui jouera un rôle important dans le mouvement de réforme des services sociaux de Chicago.

La première école de Chicago s'achève avec la Seconde Guerre mondiale au moment où la sociologie américaine est devenue plus quantitative et plus diverse sur le plan théorique.

L'étude de l'installation des migrants constitue l'un des objets fondateurs de la sociologie américaine, où la sociologie de l'immigration n'a jamais été considérée comme un sujet mineur. Les chercheurs américains, utilisant la ville de Chicago comme un laboratoire social, prennent les relations ethniques et raciales comme objet d'étude. L'École de Chicago constitue une entreprise scientifique et militante avec la composition des travaux de ses trois fondateurs, Robert Park, Ernest Burgess et William Thomas et aussi les 78 thèses produites entre 1919 et 1935 (Coulon, 2004).

Dans leur *The Polish Peasant in Europe and America* (1918), William Thomas et Florian Znaniecki introduisent un intermédiaire, les attitudes, pour expliquer les relations entre les conditions objectives et les comportements. Cette œuvre entre comme l'une des toutes premières recherches dans la tradition de l'École de Chicago et est aussi le premier récit de vie de l'histoire de la sociologie et une interprétation de l'immigration à partir du cycle désorganisation-réorganisation. Dans la seconde partie, les auteurs étudient principalement les effets de changements sur les familles et les communautés et l'apparition

² <http://www.uchicago.edu/about/history.shtml>

de nouvelles formes d'organisation sociale. Tandis que la première partie du livre comprend un exposé des deux états de la société polonaise (Guth, 2004).

La seconde partie intitulée « Organisation et désorganisation en Amérique » examine l'immigration vers les États-Unis plutôt que le mode d'installation et le développement de communautés locales des immigrants. La dernière partie est constituée d'une longue autobiographie rédigée par un individu qui ne trouve dans son entourage aucune place acceptable parce que ses attitudes correspondent encore à l'ancien type d'organisation sociale.

Aux États-Unis, les sociologues américains Park et Burgess dans leurs *Introduction to the Science of Sociology* (1921) formalisent le cycle des relations raciales. Leurs homologues européens étudieront ce même processus près de soixante ans plus tard. D'après les auteurs, il y a quatre étapes du cycle des relations raciales : la compétition, le conflit, l'accommodation (compromis) et l'assimilation. Il s'agit d'une sorte de typologie des processus qui affectent les relations entre populations présentes sur le même territoire ou sur des territoires voisins.

Dans la première étape, l'individu entre en compétition pour l'accès aux ressources économiques et l'acquisition de nouveaux biens. Le conflit constitue la forme d'interaction qui, à la différence de la compétition, suppose un contact entre les personnes ou les groupes. Ceci est en même temps associé à la première étape. Il n'est pas continu et impersonnel, mais au contraire intermittent et personnel. La troisième étape est le résultat du conflit. Elle correspond au cas où l'antagonisme entre les différents éléments est réglé et en même temps à une organisation des relations sociales. Pour les auteurs, la dernière étape est le « problème de l'immigration ». L'assimilation ne constitue pas le simple produit de l'accommodation. Elle est définie comme un processus inconscient et suppose davantage de valeurs et d'intérêts communs.

L'évolution sémantique concernant l'immigration au sein de la société française est significative. On a consacré les désignations des étrangers depuis les années soixante. « Immigré », le terme le plus employé pour parler des populations migrantes s'est vidé de son sens initial pour n'être plus qu'une entité artificielle. Depuis les années soixante, les Français ont opéré un amalgame entre les termes « étranger » et « immigré », le premier effaçant au profit du second. Les chercheurs de l'INED, de l'INSEE et du Haut Conseil à l'Intégration ont insisté pour la première fois en 1991 sur la nécessité de définir clairement les mots « étranger » et « immigré ». L'INSEE propose une définition claire de deux termes :

Les étrangers : personnes qui ont leur résidence permanente en France au moment du recensement, mais qui n'ont pas la nationalité française.

Les immigrés : personnes nées hors de France, étrangères ou françaises, par acquisition.

Alors un *étranger* peut être aussi un *immigré*. Autrement un *immigré* n'est pas un *étranger*. En 1992, le Haut Conseil à l'intégration (HCI) a établi la définition précise d'un *immigré*. L'*immigré* est une personne née étrangère, dans un pays étranger et qui vit actuellement en France. L'*immigré* peut devenir Français et aussi tout *émigré* n'est pas nécessairement un *étranger*. L'*étranger* né en France, mais conservant sa seule nationalité d'origine ne considère pas un *immigré*.

Le mauvais souvenir de la Guerre d'Algérie entretenant une rancœur tenace a renforcé cet amalgame. René Gallissot (1992) rappelait à ce sujet : *il faut bien se souvenir qu'on a inventé le mot métèque pour désigner les juifs d'Europe orientale. Après cela, on a inventé le mot immigré pour désigner les Algériens qu'on n'osait appeler ni Français ni Algérien.*

Le mot *immigré* du milieu des années quatre-vingt, à l'apparition du couple identité nationale-immigration, alors que le syntagme *travailleur immigré*, était plus courant dans les années soixante et soixante-dix. L'*immigré* est associé au *travailleur* appartenant à un sous - prolétaria. Ces immigrés, à l'inverse des ouvriers français, retournaient dans leurs pays d'origine une fois leurs travaux terminés. Même si ces deux mots étaient associés un *immigré* n'était pas forcément un *étranger* ou un *travailleur* puisque ce terme regroupait également des femmes et des enfants.

Quant au terme *migrant*, il présupposait une certaine neutralité qui exprimait le mouvement en dehors de toute considération d'origine et utilisée essentiellement dans l'usage administratif ou scientifique, tandis que le terme *étranger* était plutôt utilisé dans les statistiques officielles, les textes de loi, les recherches universitaires ou spécifiques (Bonnafous, 1991).

En 1984, l'Encyclopedia Universalis, dans sa deuxième édition a donné l'explication du mot *immigré*. Par contre, le *migrant* était la seule dénomination désignative de ce groupe social figurant dans la première édition publiée entre 1968-1975. Dans la deuxième édition (1984) le mot *immigré* désigne : *départ, pays, accueille, retour, migration, émigration*. La Troisième édition de l'Encyclopédie (1988) donne les entrées suivantes : *droit, nationalité, asile, intégration, immigration et demandeur* (d'asile).

« Immigration — entrée dans un pays de personnes non autochtones qui viennent s’y établir, généralement pour trouver un emploi » est la définition que donne *Le Nouveau Petit Robert de la langue française 2008* pour la signification du mot immigration. *Emigrare* est un mot latin signifiant « s’installer ailleurs ». En arabe le *hajr* mot signifie « partir d’un lieu à un autre ». En 622 apr. J.-C., ce mot était donné aux musulmans qui suivaient le prophète Mohammed de la Mecque à Médine.

D’après les historiens, les héros fondateurs viennent toujours de l’est et se dirigent toujours vers l’ouest pour s’installer. Les premiers chasseurs nomades du paléolithique moyen venu de l’Afrique de l’Est via le Proche-Orient parviennent dans une Europe, probablement vide à cette époque, vers 400 000 ans avant notre ère. Depuis la préhistoire, l’homme suivant la course du Soleil s’est installé à l’extrémité ouest de la masse du continent asiatique. À partir de la fin du III millénaire avant J.-C., commencent les migrations des Indo-européens venus des steppes eurasiatiques vers l’Europe. Les recherches historiques récentes tentent de démontrer que toutes les nations se soient formées à partir de vagues migratoires successives et des mélanges progressifs entre différentes populations. Ces migrations ont été plus ou moins fortes selon les périodes. Par exemple, les grandes invasions du quatrième et septième siècle de notre ère ont accéléré la circulation des hommes et bouleversé les paysages sociaux et culturels pendant l’effondrement de l’Empire romain. Un autre exemple est la civilisation arabe (huitième au treizième siècle) qui est marquée par l’influence des monde perse et byzantin (Barou, 2001).

La migration moderne commence par des migrations européennes vers le continent américain. Des masses d’hommes basculent vers de Nouveaux Mondes et pénètrent des espaces inconnus. Dans la société il y a des motivations de déplacement pour diverses raisons. À ce moment on distingue l’organisation et la désorganisation forcées (esclavage) ou volontaires (travail, l’argent).

Aujourd’hui, les raisons qui ont caractérisé les migrations arrivant dans d’autres pays riches sont multiples : économique, démographique, politique, etc. Dans son livre *Géopolitique des migrations. La crise des frontières*, Maxime Tandonnet (2007) présente trois natures de l’émigration :

1) *L’émigration de développement* est liée à l’économie et concerne les pays émergents. Pour ce type d’émigration, soit homme ou femme, l’auteur présente la tranche

d'âge quinze — trente ans et considère qu'environ 60 % des phénomènes migratoires sont de cette nature, donc la majorité des mouvements internationaux de populations.

2) *L'émigration de la fuite* correspond l'instabilité politique. L'auteur touche plutôt des migrants venus des pays pauvres où il y a des régimes politiques corrompus, les guerres civiles ou ethniques, etc. Cette nature, d'après l'auteur, concerne 20 à 30 % des flux migratoires.

3) *L'émigration des élites* est le troisième type qui est un pilier essentiel de la mondialisation et concerne les personnes considérées comme les meilleures et les plus talentueuses d'un groupe par exemple ; professeur, médecin, avocat, ingénieur, etc. Cette nature a beaucoup augmenté depuis 1990 et touche 10 à 20 % des gens.

Si on regarde les chiffres, on voit clairement que plus d'un million de personnes quittent chaque année définitivement leurs pays pour des raisons principalement économiques. Presque autant d'autres cherchent à sauver leur liberté en demandant l'asile, 125 millions de personnes dans le monde vivent hors de leur pays d'origine. Ces chiffres ne constituent que 2,5 % de la population de la planète.

Concernant les politiques d'immigration, Maxime Tandonnet (2007) présente trois modèles :

1) *L'immigration de peuplement* qui correspond essentiellement aux trois pays occidentaux, les États-Unis, le Canada et l'Australie dont l'immigration est le pilier de l'avenir et du dynamisme.

2) *L'immigration du droit* (La convention de Genève 1951)³. Ce modèle est très éloigné du premier et correspond plutôt à l'immigration européenne qui n'envisage pas de quotas destinés aux personnes. Au cours des siècles, les Européens étaient à l'origine d'invasions et maintenant « les nations européennes reconnaissent un droit aux migrants à venir s'installer sur leur territoire ». L'auteur signale en même temps que l'Europe occidentale s'efforce aujourd'hui de sortir de cette tradition d'immigration.

³ La **Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés**, dite **Convention de Genève** constitue le document-clé dans la définition du réfugié, ses droits et les obligations légales des états. Le protocole de 1967 a retiré les restrictions géographiques et temporelles de la Convention.

3) Le troisième modèle est *l'immigration précaire* qui est liée en général au travail. Il concerne les grandes masses de flux migratoires planétaires. Dans ce cas les migrants ne peuvent prétendre à aucun droit durable au séjour ni de demander l'autorisation de résidence dans le pays d'accueil subordonné à la durée du contrat de travail.

3. La sociologie et la pensée sociologique en Azerbaïdjan

La pensée sociale a été largement utilisée depuis les temps anciens en Azerbaïdjan et en Perse. Dans l’Avesta, on rencontre la résistance de bien et mal et les idées sacrées pour la création de la société correcte⁴. Nizami Ganjavi, Siradjeddin Urmevi, Nesreddin Tusi dans leurs œuvres présentaient une grande discussion sur des problèmes de relations juridiques, la gestion de l’état et de la famille. Par exemple, selon Urmevi la société ressemble à l’organisme de l’être humain. La tête (le cerveau) joue le rôle de chef. Au début du XIXème siècle, M. F. Akhoundov et A. Bakikhanov présentent les dispositions sociologiques dans l’opinion publique. Un peu plus tard les littéraires azerbaïdjanais Mehemmed Hadi, Hüseyin Djavid, Abdulla Chaïg analysent les problèmes sociaux dans leurs écrits. Les activités scientifiques, le développement des idées sociologiques de M. E. Rasoulzade, A. Houseynzade, A. Ağaoğlu, U. Hadjibeyov joueront dans la fondation d’une nouvelle société et la déclaration de la République Démocratique d’Azerbaïdjan.

Avec l’arrivée au pouvoir des bolcheviks, l’approche scientifique des faits sociaux changea. Le terme de sociologie constitué comme une science bourgeoise fut définitivement exclu de la société. Dès le début des années 1920, une politique d’unification des sciences sociales à l’Université et à l’Académie des sciences fut engagée sous le terme d’*obchtchestvovedenie* (science sociale). Sous l’égide du marxisme et du matérialisme historique, les sciences sociales furent unifiées en une seule science de la société (Mespoulet, 2007 : 57-86). En 1924, l’activité académique sociologique fut interdite en URSS et la sociologie déclarée « non-science », le mot lui-même n’était plus en usage.

À la fin des années 1920, la sociologie disparaîtra du paysage des sciences sociales et jusqu’à l’époque du dégel khrouchevien resta interdit en URSS. Pendant la période de l’après-guerre, l’apprentissage des systèmes relationnels de la société devient important. La sociologie retrouva un droit de la cité dans la société à partir de la fin des années 1950 et particulièrement dans les années 1960. On assista à l’ouverture de divers instituts au sein de l’Académie des sciences et des universités de l’URSS, mais aussi sur la base d’un réseau de relations informelles entre intellectuels qui se regroupèrent pour mener des recherches dont

⁴ L’Avesta est un livre saint de la religion zoroastrienne qui reste le rituel des Parsis de l’Inde et des Guèbres de l’Iran. Dans la région de Sourakhany dont je suis originaire (Bakou), les habitants parlent toujours le parsi, un dialecte persan dite aussi *tate*. *Le Temple du feu* ou *Atechgah*, l’un des plus anciens monuments d’Azerbaïdjan, se trouve à Sourakhany.

les résultats se diffusèrent dans toutes les sphères de la vie sociale. Une autre cause de la réanimation de la sociologie fut liée aux changements de la vie des peuples et les relations interethniques. En effet, l'Union Soviétique était l'État polyethnique, dans laquelle les non-Russes présentaient 45 % de la population (Yadov, 1998). La situation changea au XXème congrès du Parti communiste de 1956. Dans son discours, N. Khrouchtchev dénonce les crimes de Staline, contribua à libérer quelque peu les sciences sociales du poids de certains dogmes staliniens. Malgré tout, l'activité des sociologues suscita la surveillance du Parti communiste. La création de l'Association soviétique de sociologie en juin 1958 par un décret du Présidium de l'Académie des sciences de l'URSS constitua un pas important. L'accent fut mis sur la loyauté nécessaire du travail sociologique aux enseignements marxistes-léninistes. En janvier 1964, une conférence réunissant des chercheurs en sciences sociales de toutes les républiques sous l'égide du Comité central du PCUS marqua le début de la prise de conscience méthodologique. La discipline sociologique acquit bientôt une ouverture internationale : en 1966, les Soviétiques envoyèrent pour la première fois une véritable délégation scientifique au VIème Congrès international de sociologie tenue à Evian.

C'est à cette époque qu'apparaissent quelques travaux théoriques des sociologues azerbaïdjanais par exemple ceux de S. Ahmadli et V. Pachayev *La critique de la sociologie bourgeoise* (1968). Par la suite, S. Ahmadli et J. Sogomonov publièrent un autre livre intitulé *Les discours sur la sociologie* (1972). Avec ces deux ouvrages, les lecteurs azerbaïdjanais font la connaissance avec un certain problème de la sociologie et justifient la nécessité de mener des recherches dans différentes branches de la sociologie. Après l'instauration de l'indépendance (1991), les sociologues du pays ont développé les nouveaux mécanismes et structures des analyses fonctionnelles sociologiques. De nos jours, les problèmes de la sociologie sont étudiés à l'Académie Nationale des Sciences d'Azerbaïdjan et enseignés à l'Université d'État de Bakou.

4. La diaspora azerbaïdjanaise

Durant 200 ans, la formation de la diaspora azerbaïdjanaise s'était faite essentiellement par les citoyens de trois pays différents : Azerbaïdjan du Nord et Sud et la Turquie. Les Azerbaïdjanais constituent le peuple turcophone *azéri* vivant en République d'Azerbaïdjan, en Iran, en Géorgie, et dans la Fédération de la Russie. Les statistiques sur le nombre des Azerbaïdjanais ont été calculées sur la base du rapport de l'UNESCO, le Comité d'État pour la Coopération avec les Azerbaïdjanais à l'Étranger, l'information des ambassades dans les pays étrangers et le Congrès des Azerbaïdjanais du monde. Définir le nombre exact est très difficile⁵. Tout d'abord, il faut signaler que la géographie de la diaspora azerbaïdjanaise et la détermination de son nombre ne sont pas faites. Aujourd'hui, sans avoir la statistique concrète nous ne pouvons pas parler des chiffres. Cependant, dans son discours le président Ilham Aliyev remarquait : *je suis le président de 50 millions d'Azerbaïdjanais*⁶. Par contre, ce manque d'historique est lié aux événements sociopolitiques. Par exemple, après la conquête du Caucase par les Russes, jusqu'au début du XXe siècle, sur la carte d'identité des Azerbaïdjanais écrivait « identité russe ». Malheureusement, pendant la période soviétique, elle est devenue « nationalité soviétique ». Outre cela, pendant une longue période les Azerbaïdjanais vivant en Iran, en Turquie, en Géorgie et en Russie sont considérés comme *tatar, azéri, turc* qui a aussi rendu le compte difficile (Aliyev, 2005 : 82).

Bayram Balci définit deux notions différentes les *Azéris* et les *Azerbaïdjanais* qui se retrouvent éparpillées dans plusieurs pays du monde. Il souligne : *certaines de ces populations sont originaires du territoire de l'actuel Azerbaïdjan, d'autres ont une parenté ethnique ou linguistique avec les Azerbaïdjanais, d'autres encore, à peine conscients de leur proximité ethnique ou linguistique avec les Azerbaïdjanais d'aujourd'hui, sont perdus comme des co-ethniques par les autorités azerbaïdjanaises postsoviétiques* (Balci, 2008 : 187). Selon l'auteur, les communautés azerbaïdjanaises d'Iran, de Turquie, de Russie et de l'Europe, en raison de leurs sociopolitiques n'ont pas un rapport particulier envers leur origine. Aujourd'hui, la République d'Azerbaïdjan ne peut donc pas véritablement s'appuyer sur cette diaspora et la Russie est le seul pays où elle dispose d'une diaspora importante, avec environ un million de personnes (plus de deux millions selon d'autres estimations). À l'exception

⁵ Selon le Congrès des Azerbaïdjanais du Monde, le nombre des Azerbaïdjanais vivant dans 67 pays a dépassé 50 millions.

⁶ Journal *Azerbaïdjan*, 17 mars 2006

d'une petite communauté en Turquie et en Géorgie, seule la diaspora azerbaïdjanaise de Russie semble faire preuve de dynamisme et offrir une certaine visibilité à son pays d'origine.

La population de langue et de culture azerbaïdjanaise dépasse largement le cadre de l'Azerbaïdjan, puisqu'elle représente 35-40 millions de personnes, principalement installées en Asie occidentale. La plus grande communauté est iranienne, essentiellement groupée au Nord, dans la région de Tabriz. Elle compte environ 20 millions de personnes, soit près de deux fois et demi de la population de l'Azerbaïdjan⁷. Lors du deuxième Congrès sur la diaspora azerbaïdjanaise dans le monde à Bakou (16 mars 2006), le président Aliyev affirme que le nombre d'Azerbaïdjanais dans le monde est de 50 millions dont 30 millions vivent en Iran. A. Yunusov écrit qu'après ce discours, le 25 mars 2006, l'ambassadeur iranien d'Azerbaïdjan soulignait dans son interview qu'en réalité dans son pays vit plus de 35 millions d'Azerbaïdjanais (Yunusov, 2009 : 147). Aujourd'hui, ces Azerbaïdjanais vivent dans 70, pays y compris la République d'Azerbaïdjan. Les Azerbaïdjanais habitant en Iran, en Géorgie, en Fédération de Russie, devenus des citoyens étrangers au cours de certains événements historiques spécifiques résultants de la délimitation des frontières, ne sont pas considérés comme appartenant à la diaspora. L'Arménie est exclue de cette liste, car durant le conflit du Karabakh les Azerbaïdjanais ont été chassés de leur terre. En 1998, le Comité d'État Statistique d'Azerbaïdjan dénombrait 204 667 réfugiés du Karabakh entre 1987 et 1994, dont 201 000 Azerbaïdjanais, 2 359 Kurdes et 1 239 Russes (Yunusov, 2009 : 26).

En Azerbaïdjan, la notion de diaspora est récente, mais le processus de l'émigration et de l'installation dans différents pays du monde est ancien. Aujourd'hui, la loi sur « La politique de l'État à l'égard des Azerbaïdjanais vivant à l'étranger » stipule que : *les citoyens de la République d'Azerbaïdjan et leurs enfants qui vivent en dehors de la République, les anciens citoyens de la République soviétique d'Azerbaïdjan ou de la République d'Azerbaïdjan vivant à l'étranger et leurs enfants, et les individus qui se rattachent à l'Azerbaïdjan pour des raisons ethniques, linguistiques, culturelles ou historiques* (le Comité d'État pour la Coopération avec les Azerbaïdjanais du Monde).

L'Encyclopédie Nationale d'Azerbaïdjan (2007) présente la notion de diaspora azerbaïdjanaise ainsi : *les personnes ayant des raisons économiques, sociopolitiques particulières, sociales et autres, victimes d'émigration forcée ou volontaire de leur territoire*

⁷ Azerbaïdjan : présentation générale, 31 juillet 2008. Source : www.colisee.org.

d'origine, vivant à l'étranger, gardant et développant leurs appartenances nationales et culturelles conservant toujours un lien avec le pays d'origine, ainsi qu'ayant des rapports linguistiques et des valeurs religieuses, représente la diaspora azerbaïdjanaise (Azərbaycan Milli Ensiklopediyası, 2007).

Selon sa formation historique, la diaspora azerbaïdjanaise a connu quelques étapes (Vəlixanlı, 2007) :

1) La première étape commence à la fin du VII^{ème} et au début du VIII^{ème} siècle avec l'occupation des Arabes. Avant cette date, il n'y a pas de recherches sur la diaspora azerbaïdjanaise. On suppose que jusqu'à cette époque il y a eu une légère émigration azerbaïdjanaise en Asie et en Europe. L'installation d'une autre langue, culture et religion a causé le départ au Proche et Moyen-Orient surtout à la Mecque. Cependant, l'arrivée des conquérants arabes qui s'opéra lors de l'expansion de l'islam au milieu du VII^{ème} siècle a provoqué l'émigration des zoroastriens en Inde et en Chine. Les auteurs Ibn Kutayba (« Kitab-eçheçer ve çuera ») et Aboulfaradj Isfahani (« Kitab el-aghani ») dans leurs œuvres montrent l'existence des poètes azerbaïdjanaïsi à Médine, parmi eux, Musa Chahabat, Ismayil ibn Yesar, Abdoulhasan Keskhani, Khatib Tebrizi, Ebu Omar Osman Sefbendi, Ebuhefiz Omar ibn Ali Zendjani pour ne citer que les plus célèbres (Rizvan, 2002).

2) La suite de la première période a débuté avec la renaissance en Orient. À cette période, l'Azerbaïdjan a des relations culturelles avec l'Europe et l'Asie. Sous l'occupation de Tamerlan (Timur le Boiteux 1136-1405) et la Horde d'Or, la plupart des villes azerbaïdjanaises ont été détruites et les artisans, les artistes ont été déportés vers l'Asie centrale. Cette étape a continué jusqu'au XIX^{ème} siècle où nous avons assisté à une forte émigration des savants et des étudiants vers le Proche et Moyen-Orient. Xatib Tabrizi (XI^{ème} s.), Nesreddin Tusi (1201-1274), Chefieddin Urmevi (XIII^{ème} s.), Ebdürrechid Bakuvi (XIV^{ème} et XV^{ème} s.), Oruc bey Bayat (1560-1604), Hadji Zeynalabdin Chirvani (1780-1838), etc., sont des personnes célèbres à l'étranger⁸.

3) La formation de la troisième période de la diaspora azerbaïdjanaïsi commence après la conquête du Caucase par la Russie. Ici, nous pouvons parler de l'émigration systématique liée

⁸ Oruc bey Bayat (1560-1604) est un historien et diplomate d'origine azerbaïdjanaïsi. Il est arrivé en Espagne en tant que ambassadeur de l'État séfévide et après sa mission a décidé de rester à Madrid. Après s'être converti au christianisme, il est appelé Iran Don Juan. La reine de l'Espagne Margarita devient sa marraine. Le livre « Fars Don Juan » (1603) reste le premier livre publié en Espagne et en Europe par un auteur azerbaïdjanais.

aux événements politico-militaires et la guerre russo-persane. Le développement de la culture et du sentiment de la conscience nationale a été détruit. La Guerre du Caucase durera 70 ans, entre 1802 à 1872. Si jusqu'à cette période il existait une tendance vers l'Orient, à partir du XIXème siècle elle change pour l'Occident. Dans certaines villes de Russie comme Kazan et Saint-Pétersbourg les langues turques commencèrent à être étudiées et enseignées. À cette époque, l'émigration ne se faisait pas seulement vers la Russie, mais aussi vers l'Empire ottoman ou l'Iran. Les noms de personnages célèbres comme Mirze Kazimbey, Mirze Djafar Toptchubachov, Mirze Ebuturab Vezirov, Abasgulu agha Bakikhanov, Ismail bey Goutgachinli, Mirze Feteli Akhoundov, etc. signent l'apparition de la nouvelle génération d'intellectuels. Khaledin Ibrahimli (1996) dans *Azərbaycan Siyasi Mühacirəti 1918 – 1991* présente quelques périodes de l'occupation russe :

a) La première période débute avec le traité du Gulistan, mais n'entraîne pas une forte émigration. Les khanats azerbaïdjanais essayent de rétablir leurs pouvoirs.

b) Après le traité de Turkmentchay la Russie consolide sa position au Caucase. Une nouvelle période commence pour le peuple divisé en deux obligeant des milliers de gens à l'émigration.

c) Les guerres de Crimée (1853-1856) et russo-turques (1877-1878) posent une nouvelle difficulté pour les Azerbaïdjanais qui essayent d'organiser une diaspora en Turquie, en Iran et en Europe.

d) Dans cette période, l'auteur englobe les événements qui se passent entre 1908-1918. Durant cette période, des émigrants comme E. Houseynzade, M. E. Rasoulzade, A. Ağaoğlu commencent leurs activités diasporiques en créant différentes publications en Turquie, en Iran, en Russie et en Europe.

4) Au début du XXe siècle, l'émigration des Azerbaïdjanais prend un caractère intensif et cause une forte émigration des intellectuels. La quatrième étape couvrant toute la période du XXe siècle se résume en quelques périodes :

a) Avec les révolutions dans la région : la Russie 1905-1907, la collision arméno-azerbaïdjanaise 1905, la révolution en Iran (Sattar Khan) 1908, la révolution en Turquie et les Jeunes Turcs 1908.

b) Avec la Première Guerre mondiale 1914-1918 et l'effondrement de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (1918-1920).

c) Avec la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945 et la révolte de 1945 en Iran (Seyyed Jafar Pishevari).

d) Avec la révolution iranienne de 1979.

e) avec l'effondrement de l'URSS et l'apparition d'une nouvelle diaspora.

La première communauté nationale à l'étranger est apparue après la Deuxième Guerre mondiale. En 1949, l'Association Culturelle Azerbaïdjanaise fondée par M. E. Rasoulzade fait le premier pas dans l'organisation de la diaspora. Une autre « Association Azerbaïdjan-Amérique » est créée en 1958 au New Jersey. À cette période, les réalités politiques du problème avec la diaspora empêchaient de bâtir l'idéologie nationale pour construire une forte communauté. En 1946, est créé la Société d'Amitiés et de Relations Culturelles d'Azerbaïdjan avec les pays étrangers. À partir de 1960, celle-ci a commencé à publier le journal *Vətən səsi* (la voix du Patrie) qui sera remplacé en 1982 par *Odlar Yurdu* (Terre du feu)⁹. Entre 1974 et 1975, l'association réussit à organiser des journées de la culture azerbaïdjanaise en France, en Italie, au Danemark (Tahirli, 2001). Par contre, nous signalons qu'en général, la communauté azerbaïdjanaise à l'étranger n'avait pas de liens directs avec cette association et cela s'explique par la dureté du système soviétique.

Vers la fin des années 1980, le chef de l'association *Vətən*, Eltchin Efendiyev joua un rôle exceptionnel dans la création des relations entre la diaspora et la patrie ainsi qu'entre les savants comme Tadeusz Swietochowski, Ehmed Chmide, Audrey L. Altstadt, etc. Entre 1986-1992, l'association réussit à fonder une cinquantaine de clubs, cercles, amicales et comités à l'étranger. Avec l'influence de la tragédie sanglante commise par les troupes soviétiques à Bakou le 20 janvier 1990 (Janvier Noir) 120 associations ont été créées dans plus de 30 pays pour exprimer leurs protestations contre cet acte atroce (Tahirli 2007).

Par l'adoption de l'acte constitutionnel « Sur l'indépendance » le 18 octobre 1991, le pays devient indépendant. La politique de l'État envers ses compatriotes à l'étranger change aussi. Le 26 décembre 1991, le Conseil national du Soviet suprême de la République d'Azerbaïdjan déclare le 31 décembre la journée de la solidarité azerbaïdjanaise. La

⁹ Le journal *Odlar yurdu* (Terre du feu) publiait en langue azerbaïdjanaise en caractères cyrilliques, latins et arabes et envoyait aux associations azerbaïdjanaises à l'étranger.

célébration de cette fête a donné l'initiation de propager l'idéologie de diaspora. Le rôle du Congrès des Azerbaïdjanais du Monde (*Dünya Azərbaycanlıları Konqresi*) est indéniable¹⁰.

L'idéologie nationale et le problème de l'émigration en Azerbaïdjan restent toujours à étudier. Étant un phénomène social nouveau au début des années 1990, les questions de l'émigration et de la diaspora sont traitées différemment dans les médias. Si une partie des journalistes présentait cette masse de la population en tant que forte diaspora pouvant former un lobby azerbaïdjanais, une autre partie ignorait totalement la présence de la diaspora azerbaïdjanaise. Par contre, aujourd'hui sans étudier l'histoire, la cause, le nombre, la géographie, le mode de vie ainsi que la publication ou la période de la composition de la diaspora, il est très difficile de définir une idée complète sur l'émigration et la diaspora azerbaïdjanaises.

¹⁰ Le Congrès des Azerbaïdjanais du monde est une organisation qui coordonne la diaspora azerbaïdjanaise du Monde. Il est créé en 1997 aux États-Unis.

I Partie

1. De l'émigration à l'intégration ou l'apparition de la première publication dans l'émigration

1.1. Les premières publications à l'étranger sur l'émigration russe

Tout d'abord, nous précisons qu'il existe deux types de la publication : sur l'émigration et sur l'immigration. Toutes les deux trouvent leurs origines à la même période sauf que la première était éditée par les émigrants eux-mêmes alors que la deuxième par les auteurs étrangers.

La victoire de la révolution d'Octobre en 1917 a ébranlé la Russie et la création du « mouvement blanc » a produit le phénomène d'émigration¹¹. Ce processus était tout à fait normal, car, l'émigration contre-révolutionnaire est toujours la conséquence des grandes révolutions sociales, quant au cours de la lutte révolutionnaire les nouvelles forces publiques viennent au pouvoir. Pendant la Révolution française, par exemple, quelques milliers de personnes ont quitté la France. Tout au début, toutes les personnes n'acceptant pas le nouveau pouvoir des ouvriers et des paysans se rapportaient à l'émigration blanche. À l'étranger, en produisant des dizaines de journaux, en soutenant de nombreux liens avec la bourgeoisie internationale et mobilisant diverses formations militaires, l'émigration tente d'exercer une influence sur la situation internationale et intérieure de la république soviétique.

Dans les années vingt sont apparus les premiers travaux sur l'histoire de l'émigration russe blanche. Recevant l'aide de troupes britanniques, françaises et américaines pour lutter contre le communisme, les anciens cadres de l'armée impériale, sans faire de recherches historiques, écrivaient des récits sur la vie des émigrants. Par exemple, les personnalités russes blanches comme F. E. Dzerjinsk, M. I. Kalinin, M. N. Pokrovski, P. N. Wrangel et beaucoup d'autres écrivaient de nouvelles méthodes de lutte contre-révolutionnaire, notaient les changements qui se passaient dans la vie des émigrants. Toute l'activité des contre-

¹¹ *Le mouvement blanc*, dit aussi les *Russes blancs* est un terme désignant la partie de la population russe n'ayant pas accepté la prise de pouvoir par les bolcheviks et luttant contre le nouveau régime lors de la guerre civile russe.

révolutionnaires en émigration était bien surveillée. En même temps, au début des années vingt, dans la littérature soviétique apparaissaient des séries d'articles critiquant « le mouvement blanc ». Le livre de V. Belov (1923) *Mal aux cheveux blanc* (Белое похмелье) présente des études sur la psychologie, les humeurs et les conditions de vie de l'émigration russe de ce temps. L'auteur, retourné au pays après deux années d'exil, écrivait les conséquences des erreurs très profondes de l'émigration russe et l'appelait un crime contre la Russie.

L'une des nouvelles, et sans doute, la plus grande source d'information sur l'émigration blanche est apparue alors les souvenirs des anciens émigrants retournés après la Deuxième Guerre mondiale en Union soviétique. En 1961, le livre de V. V. Shulgin *La lettre aux émigrants russes* fut publié à Moscou. Shulgin, l'un des idéologues du mouvement blanc et un grand homme politique dans le passé, reconnaît le pouvoir soviétique à la fin de sa vie. Ce livre a causé l'apparition de nouveaux romans historiques, d'essais documentaires, de films projetant des sujets de lutte avec la contre-révolution installée à l'étranger. Ces questions ont attiré l'attention d'écrivains comme Lev Nikulin, Vasily Ardamatski, Natalia Ilina, etc.

Les documents plus importants sur l'émigration russe se trouvent dans les archives des différents pays où vivaient les émigrants. Outre cela, il existe aussi des publications sur les émigrants russes publiés par des auteurs étrangers. En 1924, l'historien allemand Hans Von Rimsha publie son livre *La guerre civile russe et l'émigration russe de 1917 à 1921*. Dans le livre, considéré l'une des premières œuvres écrites par un auteur bourgeois, Rimsha examine les divers groupement d'émigrants mettant l'accent sur leur orientation vers l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Amérique, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

En 1927, Rimsha publia son deuxième livre *La Russie étrangère de 1921 à 1926* où il critique la mauvaise situation de l'émigration blanche en constatant l'absence de personnalité autoritaire qui pourrait unir les forces dépareillées. En même temps, il reconnaît dans ce livre les grandes constructions menées par la nouvelle Russie Soviétique.

Après une longue période, un autre livre est rédigé par Hans Eric Volkmann, toujours par un auteur allemand. À la différence de Rimsha, qui embrassait le sujet de l'émigration russe trop largement, Volkmann donnait un aperçu de la position sociale des émigrants russes en Allemagne et les relations des émigrants avec la population et le gouvernement allemands. Il faisait attention à l'activité politique des monarchistes russes, qui se trouvaient à Berlin et

Munich. Volkmann présentait les documents inédits des fonds des archives politiques du ministère des Affaires étrangères, les principales archives de l'État de Bavière et d'autres archives de la République Fédérale d'Allemagne).

Un autre travail plus important sur l'émigration russe en Allemagne fut publié à Londres en 1972. L'auteur de ce livre, Robert William (1972), professeur de l'Université de Washington, a commencé ses recherches dès 1881 et les a menées jusqu'aux années 1930. Il a utilisé les documents inédits des collections de l'Institut Hoover sur la Guerre, la Révolution et la Paix (Hoover Institution on War, Revolution and Peace), de l'Institut russe de l'Université Columbia, de l'Institut international d'Histoire Sociale d'Amsterdam et des archives de la RFA. R. William comme H. Volkmann présente les documents sur les activités des migrants contre-révolutionnaires et reconnaît leur incapacité à unir leurs forces.

Nous savons qu'il existe des aperçus de certains faits et les événements de l'histoire des l'émigration russe blanche dans les pays occidentaux comme aux États-Unis, au Canada, en Allemagne et dans d'autres pays.

La littérature russe à l'étranger est une branche de la littérature apparue après 1917 en dehors de la Russie et de l'URSS. En général, on distingue en trois périodes :

- a) De 1918 à la Deuxième Guerre mondiale
- b) La période de la Deuxième Guerre mondiale,
- c) L'époque après le dégel khrouchtchévien.

La première période a une signification culturelle et littéraire très importante. Elle était présentée par l'intelligentsia russe comme les philosophes N. Berdyayev, S. Bulgakov, L. Karsavin, les compositeurs S. Rakhmaninov, I. Stravinskiy, les écrivains I. Bounin, A. Avertchenko, K. Balmont, A. Remizov et beaucoup d'autres. L'anniversaire de Pouchkine devint le jour de la fête nationale de l'émigration russe. Le développement de la littérature russe de cette période a été divisé entre la génération senior et junior. Les seniors paraissaient plus tôt conservatifs tandis que la nouvelle génération s'orientait vers la tradition occidentale et refusaient de reconstruire leurs vies désespérément perdues. Les centres principaux de l'installation de l'émigration russe ont été Constantinople, Sofia, Prague, Berlin, Paris, Harbin.

La deuxième période n'a pas un poids aussi important que la première. C'était essentiellement les prisonniers de la guerre, les personnes déplacées qui se trouvaient à

l'extérieur du pays et s'installaient particulièrement en Allemagne et aux États-Unis. Parmi les poètes se trouvant dans la deuxième vague de l'émigration il y avait I. Elagin, D. Klenovsky, J. Ivask, B. Nartsissov, I. Chinnov, V. Sinkevich, N. Narokov et d'autres. Leurs œuvres évoquaient la guerre, la captivité, les terreurs. La plupart de leurs ouvrages étaient imprimés aux États-Unis dans les revues « Nouveau Journal », « Fassett »¹².

Les écrivains de la troisième période se sont trouvés dans l'émigration tout à fait dans une différente circonstance que leurs prédécesseurs. La « préservation de la culture » n'était pas le but essentiel, ils sont plutôt attirés par les styles l'avant-gardiste et le postmoderniste. Ce sont des intellectuels, des hommes de la culture et de science, des écrivains grandissant dans une atmosphère spirituelle en mettant l'espoir sur le « dégel » qui n'a pas changé la société. Parmi eux, il y a A. Soljenitsin, V. Maximov, G. Vladimirov, N. Korjavin, S. Dovlatov, V. Nekrassov, S. Sokolov, M. Rozanova, etc. Se trouvant dans l'isolation par les anciens émigrés, les représentants de cette période ont ouvert les maisons d'édition pour la publication des revues et des almanachs. Le premier journal *Continent* a été publié en 1974 par V. Maximov à Paris.

¹² **Nouveau Journal** — périodique trimestriel des émigrés russes, fondé en 1942 à New York par poète Mikhaïl Tsetlin et le prosateur Marc Aldanov.

Facets (« Грани » en russe) — journal russe de la littérature, l'art et la pensée sociale publiée depuis 1946. Il fut fondé par Eugène Romanovitch Romanov (de son vrai nom Ostrovsky).

1.2. Les recherches et les différentes publications sur les émigrants azerbaïdjanais

Cette partie de notre recherche consistera essentiellement à étudier l'ensemble de l'histoire de l'émigration générale des Azerbaïdjanais, notamment de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au début du XXI^{ème} siècle. Pendant les dernières années de l'époque soviétique, dans les années 1980, la *perestroïka*, le nationalisme et l'indépendantisme se ressentirent aussi dans la presse. Dans un pays où tout était « idéal », on commença à entendre des critiques. À cette époque, on assista de plus en plus à la publication d'articles sur l'émigration azerbaïdjanaise. Au début, ces articles furent plutôt informatifs. Par exemple, dans la revue *Odlar Yurdu* (Terre de Feu) publié depuis 1960, dans presque tous les numéros, il y eut une page spéciale appelée *À l'attention des lecteurs*. Les lecteurs envoyaient à la rédaction les noms de leurs proches portés disparus après la Deuxième Guerre mondiale. Fin des années 1980, le thème de l'émigration devient très actuel et commence à intéresser de plus en plus les chercheurs. Cependant, il faut aussi souligner que le mot *mühacir* (immigré), même à l'heure actuelle, est souvent associé aux mots *vətən xaini* (traître à la patrie), *satqın* (déserteur). Ici, on assiste au même phénomène qu'en France pendant la Deuxième Guerre mondiale les Français appelèrent les Alsaciens, qui parlèrent dans un dialecte proche à l'allemand, *schleu* qui signifiait le traître¹³. En réalité, *Chleuh*, est le nom des populations berbères du Maroc occidental. Les soldats français qui combattaient au Maroc au début du XIX^{ème} siècle appelèrent ainsi les soldats des troupes territoriales. À leurs yeux, c'étaient des sauvages, des barbares qui parlaient une langue incompréhensible. Ce terme importé en France désigne alors les Alsaciens et autres frontaliers qui parlent une autre langue que le français, on dit que ce sont des *chleuhs* qui parlent *schleu*, puis ce terme désigna le soldat allemand avant de définir plus largement l'occupant allemand durant la Seconde Guerre mondiale (Adam, 1951).

Après l'époque soviétique, le mot *migrant* change de signification. Actuellement, au lieu d'employer le mot *mühacir* (migrant) on rencontre plus souvent le composé des mots *diaspora üzvü* (membre de la diaspora) ou *dünya azərbaycanlıları* (les Azerbaïdjanais du monde).

Movsum Aliyev, Nikpur Djabbarli, Eltchin Efendiyev, Khaleddin Ibrahimli, Chamil Qurbanov, Asif Rustemli, Vaqif Sultanli, Abid Tahirli, Nesiman Yagublu, sont les premiers

¹³ Le mot *chleuh* a été employé par le chanteur Pierre Dac dans sa chanson *J'avais m'faire Chleuh*, pour désigner les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale.

qui ont publié de nombreux livres, revues et des articles sur l'immigration. Pourtant, nous nous posons la question, comment se déroulaient les événements en dehors du pays avant et pendant l'époque soviétique (Tahirli, 2002 : 176).

En Azerbaïdjan, pour la première fois à la fin des années quatre-vingt du vingtième siècle, apparaissent des publications concernant l'émigration azerbaïdjanaise. Le chercheur Movsum Aliyev, sous la rubrique « Première fois sur cela » commença à publier ses articles sur les émigrants assez connus comme Memmed Emin Rasoulzade, Alimardan bey Toptchibachi, Djeyhoun Haddjibeyli etc. À la même époque, en 1988, on assiste à la création de l'association *Vətən* (Patrie), sous la direction d'Eltchin Efendiyev, qui jouera un rôle important pour la création des liens entre l'Azerbaïdjan et ses émigrés¹⁴. Bientôt l'association mobilise des milliers de personnes autour d'elle et reprend le journal *Odlar Yurdu* (publié depuis 1960) comme organe de presse qui fut distribué non seulement en Azerbaïdjan, mais aussi à l'étranger. Ce lien également aide les chercheurs à approfondir leurs recherches. 18 personnes en 1988 et 47 personnes (émigrants) en 1989 sont invitées par l'association *Vətən* au pays pour visiter les régions de l'Azerbaïdjan. En même temps une dizaine d'artistes sont partis en Europe, au Canada et aux États-Unis pour donner des concerts à ses compatriotes¹⁵.

Le collaborateur de l'association *Vətən*, Abid Tahirli, dans son livre *Immigration Azerbaïdjanaise* publié en 2001 présente l'émigration azerbaïdjanaise du vingtième siècle en cinq étapes. La première étape couvre les années 1905 et 1907 lorsque la révolution a éclaté en Russie tsariste et s'est étendue dans les provinces de l'empire. Par conséquent, la plupart des intellectuels (A. Ağaoğlu, M. E. Rasoulzade, A. Husseynzade) étaient obligés de passer par l'Iran et par la Turquie pour rejoindre l'Europe. La seconde étape englobe les années 1915-1920, commençant avec la Première Guerre mondiale sur le front russo-turc entre 1914-1917 jusqu'à la première indépendance de la République d'Azerbaïdjan et son occupation par l'Armée rouge. Cette étape a laissé une trace très profonde dans l'histoire de la libéralisation du peuple azerbaïdjanais. L'auteur souligne que cette émigration est différente de celle de la précédente en expliquant que cette fois les migrants étaient les leaders d'un pays qui a eu son indépendance et non pas d'un parti politique. La troisième étape concernait les années 1937-1939 — (l'époque de la répression, la période la plus dure pour les intellectuels, les littéraires,

¹⁴ Association a fonctionné jusqu'au 2002 et a cédé sa place à la Comité d'État pour la Coopération avec les Azerbaïdjanais à l'Étranger.

¹⁵ *Odlar Yurdu* décembre 1989, N 24, p. 1

les scientifiques, etc.). À la fin des années 1930, des milliers d'Azerbaïdjanais sont déportés en Sibérie, en Asie Centrale et au Kazakhstan. Une partie des intellectuels azerbaïdjanais (Almas Ildirim, Abdulvahab Yurdsever) ont échappé au *stalinisme* et ont trouvé refuge en Turquie ou en Iran. L'époque de la Seconde Guerre mondiale en URSS, les années 1941-1946 et l'après-guerre, le chercheur la considère comme une quatrième étape. Des milliers d'Azerbaïdjanais choisissent de rester à l'étranger au lieu d'être déportés en Sibérie. L'auteur avoue que cette étape reste ouverte et demande beaucoup de recherches. Enfin, la dernière étape correspond aux années 1970-1980, la raison étant la découverte d'un autre monde. Cette étape concerne plutôt les Azerbaïdjanais originaires d'Iran et de Turquie. A. Tahirlî a consacré quelques livres sur la publication à l'étranger : *Azərbaycan mühacirət mətbuatı I ərə* et la II ərə, (2002-2003), *Azərbaycan mühacirət mətbuatında publisistika*, (2005).

Eltchin Efendiyev à son tour divise l'émigration azerbaïdjanaise selon les périodes suivantes :

1. L'émigration commencée fin du XIX^{ème} siècle jusqu'à la République Démocratique d'Azerbaïdjan (RDA).

2. Après l'effondrement de la République Démocratique d'Azerbaïdjan.

3. Cette génération comprend principalement des anciens prisonniers de guerre non revenus dans le pays natal après 1945.

4. Et la dernière génération commence par la révolution iranienne en 1979. Certains chercheurs comme Ibrahimli, donnent quelques détails ici en justifiant qu'on ne peut pas émigrer d'un « Azerbaïdjan sud » (iranien) à un « Azerbaïdjan nord (soviétique) »¹⁶.

Khaleddin Ibrahimli (1996) présente en général les émigrés de l'Azerbaïdjan en quatre étapes : la première étape commence un peu avant les événements du 27 avril 1920 avec la délégation envoyée à Tbilissi sous la direction H. Aghayev et à Paris sous la direction A. M. Toptchibachi, ainsi que 100 étudiants envoyés par le RDA en Europe pour continuer leurs études¹⁷. La deuxième étape commence avec l'occupation soviétique, à partir du 27 avril 1920 et après. Sous la troisième étape, l'auteur rassemble les émigrants fuyant la répression, la prison, la déportation, avant la Deuxième Guerre mondiale. La quatrième étape commence,

¹⁶ Terme employé parmi les Azerbaïdjanais après le traité de Gulistan (1813) et Turkmentchay (1828) signé entre la Perse et la Russie qui ont divisé le pays en fixant la frontière sur le cours de l'Araxe.

¹⁷ Voir la liste des étudiants dans l'annexe page 15 à 20.

d'après l'auteur, pendant la Deuxième Guerre mondiale, avec les anciens combattants qui ont refusé de rentrer et qui s'est allié soit aux Allemands, soit aux Français. Dans son livre l'auteur présente une nouvelle étape politique de l'émigration azerbaïdjanaise, ses causes et ses origines. Dans la seconde partie, il montre la création de la vie associative et dans la troisième partie il parle de l'époque de la Seconde Guerre mondiale en expliquant la situation après la guerre jusqu'aux années 1980.

À partir des années 1990, les chercheurs sont très intéressés par la question migratoire en publiant différentes brochures et des livres. Mais il faut rendre compte que le premier livre sur le sujet a été écrit par un migrant lui-même, Mirza Bala Memmedzadé, intitulé *Le Mouvement National de l'Azerbaïdjan*. Ce livre a été écrit à l'occasion du 25-ème anniversaire du Parti Moussavat (Égalité) accordé en 1936 sans le traité de Varsovie. Publié en 1938 à Berlin, le livre montre la création du Parti Moussavat et explique ses succès au sein de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (Ibrahimli, 1996). L'auteur donne deux raisons sur la politique d'immigration azerbaïdjanaise jusqu'à l'occupation soviétique. La première est liée au traité du Gulistan de 1813, l'occupation de l'Azerbaïdjan par les Russes et la division du peuple en deux parties. La deuxième, avec les répressions commencées après la première révolution russe en 1905-1907. D'après l'auteur, la première immigration politique commence au début du XIXème siècle, avec le désir d'indépendance des khanats, d'unir le peuple divisé en deux et de mettre fin à l'influence russe. La deuxième immigration politique est liée avec la volonté d'avoir, initialement, l'autonomie culturelle du pays puis un statut fédéral au sein de la Russie jusqu'à l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Il faut noter que la troisième partie d'un nouveau programme du Parti Moussavat parla de *dövlətçilik* (cümhuriyyətçilik) et de *républicanisme*. Si le premier programme du Parti envisagea d'avoir une autonomie culturelle, après il prévoit la réclamation d'un statut fédéral au sein de la Russie. Dans le deuxième programme, le parti Moussavat posa et insista sur la question de l'indépendance de l'Azerbaïdjan selon les principes démocratiques.

Pour nos recherches, le livre de Ziya Bounyadov *Qırmızı Terror* (Terreur Rouge) est aussi important. Essentiellement, concernant la question de la répression, l'une des tragédies du peuple azerbaïdjanais qui a commencé en 1936, l'auteur présente beaucoup d'explications sur les racines de ces événements. Il explique que l'ouverture de ces drames commence le lendemain, le 29 avril 1920, par l'occupation de l'Armée rouge. Cette première étape concerne les élites et l'intelligentsia du pays qui pouvaient reprendre le pouvoir. Quoique les

représentants du parti Moussavat (Égalité) et Ittihad (Union) aient signé l'accord de collaboration avec les Soviets, cet acte restera sur le papier et ne sera jamais appliqué.

La deuxième étape de purge, la plus frappante, était différente de celle de la première. Tout d'abord le nouvel état promet, de donner la terre aux paysans après *propose*, de créer le *kolkhoz* (économie collective). La révolte des paysans a provoqué la création des prisons en Sibérie. La troisième étape était la plus courte et « effective ». Pendant les années 1937-1939, des milliers de personnes, surtout les élites et l'intelligentsia, sont tués par le terrorisme d'état. On peut citer les noms comme Hussein Djavid, Mikhaïl Mouchviq, Yusif Vezirov (Tchemenzemenli), Rouhoulla Akhundov (Bünyadov, 1993).

L'auteur a utilisé les matériels d'archives et a donné beaucoup d'informations sur les relations des migrants azerbaïdjanais avec le pays.

Le livre d'Hassan Quliyev *La littérature azerbaïdjanaise à l'immigration*, publié en russe en 2004 dans la série *La Littérature du Caucase*, est aussi important pour notre recherche. L'auteur divise la littérature de l'émigration en deux volumes et présente l'ensemble des analyses des œuvres publiées à l'émigration ainsi qu'il essaye de donner les parcours importants de la migration. Dans ce livre on trouve beaucoup d'informations sur les œuvres et sur la vie des écrivains migrants. Dans la première étape de la littérature de l'émigration il classe les auteurs comme Ali bey Houseynzade, Memmed Emin Rasoulzade, Ahmed bey Ağaoğlu, Mohammed Hadi avec ses publications dans les journaux *Füyüzat* (1906-1907), et *Şalalə* (Cascade 1913-1914). L'auteur explique les difficultés de ces publicistes, leurs obligations et leurs travaux à l'étranger, en Turquie, en Iran, en France, en Pologne.

La deuxième étape de la littérature de l'immigration, selon l'auteur, commence après la chute du RDA. Après l'arrivée au pouvoir, des soviets, la plupart des intellectuels, n'arrivant pas à s'adapter à la dictature étaient obligés de quitter le pays. Dans cette partie, on fait la connaissance avec la vie des auteurs comme Banine, Almas Ildrim, Djeyhoun Hadjibeyli, Yusif Vezirov (Tchemenzemenli).

Dans la dernière partie du livre, l'auteur essaye de répondre à toutes les questions concernant le roman *Ali et Nino*, qui garde toujours son actualité, et touche le problème du droit d'auteur. Plus de la moitié de ce livre a été consacré à ce sujet.

Le livre de Nassiman Yagublu *Les Légions Azerbaïdjanais* publié en 2005 nous donne beaucoup d'informations sur nos compatriotes qui ont combattu dans les rangs de la

Wehrmacht. C'est le premier travail qui rassemble les matériels dès le début de l'époque soviétique jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. L'auteur développe la période de la guerre et explique bien l'organisation des Légions étrangères, ses causes et ses motivations. Ensuite on voit la création de légions azerbaïdjanaises et leur organisation.

Dans le livre d'Aliheydar Atakichiyev, *La littérature azerbaïdjanaise à l'immigration*, l'auteur présente la richesse du patrimoine littéraire et culturel, créée par les migrants azerbaïdjanais au cours du siècle dernier (Ibrahimli, 1996). Au début du XXe siècle, l'émigration azerbaïdjanaise devient massive et prend un caractère politique. De ce fait, la littérature à l'immigration est un grand héritage créatif des écrivains dispersés dans le monde entier pour des raisons politiques. En principe, nous savons bien qu'une grande partie importante de la littérature classique d'Azerbaïdjan a été créée en dehors d'Azerbaïdjan. Selon le chercheur, la littérature azerbaïdjanaise à l'immigration du XXe siècle a eu quatre phases principales :

- 1) Les années 1909-1920 jusqu'à la chute de RDA.
- 2) Les années 1920-1941 avec l'arrivée des Bolcheviks jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.
- 3) De la Deuxième Guerre mondiale au rétablissement de l'indépendance de l'Azerbaïdjan (1941-1991).
- 4) La période de l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

L'auteur a utilisé les bases essentielles de la littérature d'émigration de l'Azerbaïdjan du Nord, pourtant pour l'analyse il est parti sur des principes d'intégrité de la littérature iranienne comprise.

Le livre de Chalala Hassanova *Mühacirət irsimizdən səhifələr* (Les pages héritées de notre émigration, 1995), ouvre pour notre recherche la publication à l'étranger précisément la publication du journal *Azərbaycan Yurd Bilgisi* publié en Turquie et aussi la vie de son rédacteur en chef Ahmed Djeferoglu. Cette publication reste pour les chercheurs l'un de premier travail sur le journal *Azərbaycan Yurd Bilgisi* et aussi sur la vie de son auteur. Dans le livre nous faisons la connaissance avec la vie d'un immigré, Ahmed Djeferoglu et ses activités à l'étranger. C'est vrai que le livre est plus attirant pour les philologues, mais en même temps il est intéressant pour les chercheurs en histoire, en géographie ou en ethnographie. L'auteur découvre beaucoup d'informations concernant la culture, le folklore et

la littérature azerbaïdjanaise. Il essaye d'analyser les problèmes, les idées et la différence avec les autres publications publiées à l'étranger et il explique le rôle important de ce journal dans la formation de la littérature à l'étranger.

Le livre de Mamedaga Sardarov (2004) présente la méthodologie, l'importance des modèles et des causes de la migration azerbaïdjanaise. Dans cet ouvrage, on étudie le rôle des organisations internationales, l'histoire de la population azerbaïdjanaise, la politique et la sociologie politique de la migration du XXe siècle. L'auteur aborde les questions de la migration dans les pays postsoviétiques. Dans ses recherches il présente la migration de la population en deux approches : 1) approche directe – étudier profondément le fait qui est inconnu, 2) approche indirecte (traditionnelle) – étudier les motifs subjectifs et socio-économiques des processus migratoires. En présentant le schéma du mécanisme sociologique de la migration, Sardarov, montre les étapes difficiles de ce procès et explique l'organisation effective de la migration. Il essaye de présenter les causes de la migration des années 1980-1990 en Azerbaïdjan et la régularisation de ce procès par différentes organisations internationales.

L'un des chercheurs de l'immigration azerbaïdjanaise est Vilayat Guliyev¹⁸. Depuis, fin des années 1980, quand le drapeau tricolore apparaît sur la place de la Liberté, il s'intéressa avec l'émigration azerbaïdjanaise. Vilayat Guliyev, étant l'auteur de quelques livres de ce sujet explique que l'histoire de l'émigration azerbaïdjanaise a au moins mille ans et que les écrivains philosophes azerbaïdjanais commençaient à s'installer à l'étranger aux Xème et XIème siècles. L'auteur de plusieurs articles souligne en même temps que l'histoire de la politique de l'émigration a commencé au début du XXe siècle plus précisément après la révolution de 1905. Beaucoup d'intellectuels de cette époque émigrent vers la Turquie et l'Iran. Ces dernières années, Vilayat Guliyev a fait ses recherches en Pologne et a publié en 2010 le livre d'*Héritage de la politique de l'immigration azerbaïdjanaise en Pologne (Из наследия азербайджанской политической эмиграции в Польше)*. Dans ce livre, l'auteur montre le rôle important de la Pologne après la Turquie et la France dans l'immigration politique azerbaïdjanaise. Il explique que justement, avec l'arrivée au pouvoir des Bolchéviks,

¹⁸ **Vilayat Guliyev** (est né 1952 à Agjabadi) est un critique littéraire, traducteur et homme politique d'Azerbaïdjan. Il devient entre 1996 et 1999 député de *Milli Meclis* et d'octobre 1999, il a été nommé le ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan. De 2004 à 2010, il est l'ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan de Pologne. Depuis 2010, il est l'ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan de Hongrie.

une grande majorité des hommes politiques azerbaïdjanais est installée en Turquie et en France. En 1933, avec le « rapprochement » turco-soviétique, la plupart des anciens leaders des pays turcophones voire aussi des Azerbaïdjanais sont obligés de quitter les territoires de la Turquie. Entre eux, il y a M. E. Rasoulzade, A. Ağaoğlu, A. Housseynzade. La recherche du nouveau centre devint nécessaire. Depuis l'année 1920, la Pologne n'accepte pas l'idéologie soviétique et avec à la tête Josef Pilsudski, elle manifeste à la propagande des soviets dans toute l'Europe. La création du premier centre soviétologie, l'Institut de l'Europe de l'Est en 1927, du mouvement prométhéen et la publication de son organe *Prométhée* créaient une ambiance favorable pour le travail des migrants. Une autre livre de Vilayat Guliyev sur la République Démocratique d'Azerbaïdjan est sur la participation de la délégation azerbaïdjanaise à la conférence de Paix à Paris reste intéressants pour notre recherche.

1.3. La littérature azerbaïdjanaise de l'émigration

Les changements politiques du début de XX^{ème} siècle en Russie liés à des révolutions et de guerre causèrent l'émigration de la population. Une fois le pouvoir soviétique établi dans l'ancien Empire russe, des milliers des gens quittent le pays. En créant différentes associations, les immigrés pensèrent aussi à unir leurs forces contre le bolchevisme. Cette période de l'immigration (les années 1920-30) est distinguée de celle de la précédente et suivante, car la plupart représentant de cette vague étaient les anciens leaders de leur pays. En Azerbaïdjan, l'intelligentsia – les fondateurs de la République Démocratique Azerbaïdjanaise en se sauvant de la poursuite politique, la terreur, les supplices choisirent le départ du pays. Certains intellectuels de la répression des années 1930 et les prisonniers de la Deuxième Guerre mondiale ajoutèrent au rang des émigrants précédents. Plusieurs d'entre eux, ainsi que leurs enfants vivent aujourd'hui dans le monde entier.

La vie des émigrants azerbaïdjanais était avec pleine de difficultés. Cela s'explique non seulement avec des soucis matériels, mais aussi des commotions morales de sorte que les émigrants subissaient la pression, le harcèlement, la terreur de l'URSS par la voie diplomatique dans le pays d'accueil. Par exemple : en 1930 et 31 après l'échange des visites des ministres des Affaires étrangères de la Turquie et de l'URSS, il est décidé de mettre fin aux activités des organisations locales menant des propagandes contre l'un à l'autre. Déjà en 1927, *Türk ocaqları* et son organe *Türk Yurdu* ferma et le siège de la Comité du Caucase de Turquie déplaça en 1926 vers Paris. De même année, *Yeni Kafkasya* arrêta sa publication. Le plan de commencer la publication de revue *Caucase Indépendant* échoua. À cette période M. E. Rasoulzade et M. B. Memmedzade sont obligés à quitter la Turquie. En 1931, *Odlu Yurt*, *Bildirich*, *Azeri-Türk*, *Yeni Türkestan* furent suspendus (Tahirli, 2007). Les relations d'A. Ağaoğlu et Mustafa Kemal se dégradèrent. Un autre fait de la pression finira avec la mort de Major Dudenguinski, Fetelibeyli par un espion de NKVD Michel (Mikayil Ismaylov) (Yagublu, 2008).

Tout cela n'était pas les meilleures conditions pour la lutte contre le bolchevisme. Pourtant, rien ne pouvait pas empêcher de mener la lutte idéologique aux émigrés jusqu'à la fin en laissant un héritage historique le plus riche. Ce n'est pas par hasard que le chercheur A. Tahirli (2002) compare la qualité et la quantité de l'activité pratique et théorique de l'émigration azerbaïdjanaise avec celle de l'immigration russe et ukrainienne. Dans ce chapitre, nous voudrions parler de la littérature azerbaïdjanaise à l'immigration.

La littérature azerbaïdjanaise à l'immigration est née au début du XXe siècle et a passé une évolution difficile. Elle fut composée par les écrivains azerbaïdjanaïses se trouvant à l'émigration en raison du cataclysme de la période politico-social et surtout avec la soviétisation de l'Azerbaïdjan. Notons que jusqu'à la création de la littérature à l'immigration il exista déjà les écrivains azerbaïdjanaïses qui participèrent dans la publication comme M. Shahtakhtinski 1873-1875 et 1889-1902 à Paris, R. Akhoundov 1873 à Bruxelles, A. Ağaoğlu 1885-1894 à Paris. Pourtant, toutes ces personnes se trouvèrent à l'étranger pour la poursuite de leurs études.

Aujourd'hui, grâce à certains livres publiés par les auteurs depuis la deuxième indépendance, nous trouvons la richesse du patrimoine littéraire et culturel créé par les migrants azerbaïdjanaïses au cours du siècle dernier. Et chaque auteur divise cette période de l'histoire différemment.

Hassan Quliyev (2004) distingue deux périodes différentes de la littérature à l'émigration : la première commençant le début du XXe siècle avec des publications de Ali bey Houseynzade, Memmed Emin Rasoulzade, Ahmed bey Ağaoğlu, Mohammed Hadi etc. et terminant avec la soviétisation et la deuxième après la chute du RDA avec l'apparition des nouveaux émigrants intellectuels comme Banine, Almas Ildrim, D. Hadjibeyli, Y. Vezirov (Tchemenzemenli), A. Toptchibachi, etc.

Aliheydar Atakichiyev présente quatre phases principales de la publication à l'immigration. L'auteur commence à distinguer la période de 1909, dès la révolution de Jeunes-Turcs jusqu'à la chute de RDA. La période de 1920-1941, dès la bolchevisation jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. La période de la guerre froide et la nouvelle époque de la deuxième indépendance (1945-1991) sont présentées dans différentes phases (Ibrahimli, 1996).

Abid Tahirli a consacré quelques livres de la publication à l'immigration. Le chercheur présente beaucoup d'information sur différentes publications à l'étranger comme *Yeni Gafgaziya*, *Azəri Türk*, *Odlu Yurd*, *Bildirış*, *Azərbaycan Yurd Bilgisi*, *İstiqlal*, *Gurtuluş*, *Gafgaz*, *Prometey*, *Azərbaycan* aux totales 66 publications dont la plupart éditées en France, en Allemagne et en Turquie. En même temps on trouve une centaine des noms émigrants participant dans la publication comme M. E. Rasoulzade, M. B. Memmedzadé, H. Baykara, A. Ağaoğlu, A. Housseynzade, D. Hadjibeyli, A. Toptchibachi, A. Djafaroglu, A. Dudenguinski, S. Rustembeyli (Tahirli, 2002, 2003).

Nous ne pouvons pas imaginer le développement de la vie associative sans la publication. Les revues et les journaux ne diffusent pas seulement pour l'information, mais aussi pour rassembler les émigrés sous la même idéologie et propager entre eux. La première publication à l'immigration est liée au nom de M. E. Rasoulzade. Ayant assez de l'expérience dans ce domaine et comprenant la nécessité et l'importance de la publication, il commença l'édition de *Yeni Gafgazya*. Certains chercheurs azerbaïdjanais considèrent le journal *Yeni Gafgazya* (Nouveau Caucase), publié en 1923 au mois de septembre à Istanbul sous la direction de M. E. Rasoulzade et sous la rédaction de Saïd Efendi, comme le premier journal à l'émigration. D'après eux, le livre de M. B. Memmedzadé *Le Mouvement National de l'Azerbaïdjan* reste le premier publié sur l'émigration. Concernant *Yeni Gafgazya* M. B. Memmedzadé lui-même écrivit : *la publication nationale commencée par Yeni Gafgazya, qui était non seulement la première revue des Azerbaïdjanais, mais aussi de tous les Turcs, restera comme une carte de visite dans la résistance nationale de l'indépendance* (Ibrahimli, 1996 : 119). Certains autres comme Abid Tahirli (2002), qui a beaucoup étudié l'histoire de l'émigration pense que le journal *Molla Nesreddin (Hoca Nəsrəddin)* continuant sa publication en 1921 à Tabriz sous la direction de Mirze Djalil reste le premier journal de l'émigration. À la suite des pressions, l'arrêt de la publication d'une revue accompagnera avec l'ouverture d'un autre en Turquie. *Yeni Gafgazya* a été publié jusqu'au 1927 et en 1928, la revue *Azəri Türk* qui prendra sa relève. Entre 1929 et 1931, sous la rédaction en chef de M. E. Rasoulzade édite *Odlu Yurd*. Dès le 1930, l'hebdomadaire *Bildirış* entre dans l'histoire de la publication en tant que la première revue politique. Par contre, en 1931, *Azərbaycan Yurd Bilgisi* a engagé sa publication loin de la politique et en 1934, elle a arrêté sa publication. En 1931, le départ de plusieurs des émigrés azerbaïdjanais de la Turquie mettra une nouvelle période de la publication dite *européenne*. Le 10 décembre 1932, *İstiqlal* commence sa publication à Berlin (Ibrahimli, 1996 : 120).

A. Tahirli (2002, 2003, 2007) montre dans ses recherches que la publication à l'étranger sur l'émigration commença déjà par le grand idéologue, publiciste, poète, interprète et immigré lui-même, Ali bey Huseynzade (1864-1940). Étant étudiant à Istanbul, à la fin des années 1880 du XIXème siècle, il commence à publier ses premiers articles dans les journaux. L'auteur cite aussi le nom du grand turcologue Ahmed bey Ağaoğlu qui a fait ses études à Paris et a publié ses articles dans des journaux à la fin des années 1890 du XIXème siècle. À la différence de la publication, le journalisme azerbaïdjanais à l'émigration a débuté de paraître en 1884 à Paris dans la revue *al-Urwat al-Wuthqa* publiée en arabe grâce au travail

commun de Djamal Eddine Afghani et Mohammed Abdahla. Djamal Eddine Afghani (1838-1897), l'homme politique et le théoricien révolutionnaire, turcologue, qui a influencé beaucoup sur la renaissance spirituelle et sur la mentalité culturelle de l'Orient.

Concernant la question de la publication à l'étranger, on peut citer les grands travaux effectués par les délégués du RDA (République Démocratique d'Azerbaïdjan). Ils sont partis à Paris pour participer aux conférences de Versailles en 1919 et ne sont jamais revenus au pays. Entre mai 1919 et avril 1920, ils ont réussi à publier 3 livres, 12 bulletins, une carte géographique de l'Azerbaïdjan, ainsi que beaucoup d'articles dans les plusieurs journaux parisiens. Le grand succès de ces délégués était, le 10 janvier 1920, la reconnaissance *de facto* de la République démocratique d'Azerbaïdjan (Həsənli, 2008).

1.3.1. Le mouvement prométhéen

En parlant de sujets de la publication à l'étrangère, nous devons aussi signaler le rôle important du *mouvement prométhéen* dans lequel les migrants azerbaïdjanais aussi furent partants. Son organe *Prométhée* fut publié mensuellement en français de 1926 aux 1938 à Paris. Mais qui étaient les *Prométhéens* et qu'est-ce que présentait le mouvement prométhée ? Étienne Corpeaux (1993) souligne : *les divers congrès des peuples musulmans de Russie, qui se sont réunis à partir de 1905-1906 à Nizhniy-Novgorod, Moscou, Saint-Pétersbourg, Bakou, Tachkent, etc. : constituent la préhistoire du mouvement prométhéen*. Dans la mythologie grecque, le *Prométhée* est un héros et les *prométhéens* sont des peuples dirigeant vers la lumière et vers la liberté avec Dieu. Dans le contexte actuel, c'est un mouvement international des années 1920-1930 des peuples opprimés contre le régime soviétique pour leur libération nationale et la création d'États indépendants. Les *Prométhéens* sont essentiellement des émigrants issus de *l'émigration blanche*¹⁹ non russe, de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Géorgie, du Caucase du Nord, de la Crimée, de l'Azerbaïdjan. Ils ne possèdent pas non plus une idéologie bien définie, leur but principal est mené contre bolchevisme. Les représentants arméniens et russes ne se trouvèrent pas dans le mouvement *prométhéen*. Pourtant, les Arméniens ne sont jamais exclus, car, ils participent néanmoins à la plupart des manifestations (Ibrahimli, 1996).

Notons aussi que la Pologne a beaucoup soutenu et financé ce mouvement. Contrairement à l'Europe occidentale, en Pologne, il était bien entendu que l'objectif de tout régime en Russie, historiquement enracinée profondément dans l'esprit du peuple russe, serait inévitablement le désir de reprendre le contrôle de l'espace géopolitique de l'ancien empire des Romanov. En plus, l'aggravation des relations polono-soviétique dans les années 1920 a permis à des immigrants, surtout des peuples turcs de mettre en commun leurs positions. D'autres puissances européennes, en particulier la Grande-Bretagne, la France ainsi que la Suisse montrèrent une solidarité très favorable à l'activité de sorte que le mouvement prométhéen ne se limita pas au territoire polonais, et s'est propagé à travers l'Europe (France, Allemagne, Roumanie). La France mit son appui avec le Comité Rance-Orient. Le financement de *Prométhée* est par un fonds spécial *N*. Le budget annuel pour l'année 1936 fixé par l'État polonais était 7 091 228 zlotys (monnaie à la Pologne). Malheureusement, on

¹⁹ Le nombre de *l'immigration blanche* installée essentiellement en Europe et en Chine atteignit entre 1,5 et 2 millions de personnes (Z. Aliyev, *Diaspor*, B.2007).

ne possède pas des données précises sur le budget alloué au financement du mouvement pour les années précédentes (Bilinin, Zdanovic, Korotaev, 2007). Le but principal du mouvement prométhéen était de coordonner les actions des représentants des organisations d'émigrants peuples non russes de l'URSS, ainsi que la promotion de la désintégration de l'empire soviétique en États nations. Ici, nous comprenons bien que le mouvement n'était pas contre le bolchevisme ni la soviétisation, mais bien entendu c'était une mobilité des non-Russes contre Russes. En 1926, à cause de poursuite soviétique, les futurs prométhéens s'installèrent à Paris et planifièrent la publication de la revue prévue *Caucase Indépendant* sous le nom *Prométhée*. En novembre 1926 apparaît le premier numéro de *Prométhée*. Tous ces événements se passent, pendant la période quand les deux régimes – kémaliste et bolchevik – sont encore en phase de consolidation interne laquelle s'expliquait par la non-volonté de la Turquie de s'approcher des États occidentaux. Et cela n'empêcha pas que la Turquie autorise aux bolcheviks à mener espionnage contre les Caucasiens sur leurs territoires (Corpeaux, 1993).

La réussite essentielle du mouvement fut aussi sa composition. On rencontre les anciens chefs d'État, les anciens ministres ainsi que les diplomates. Parmi eux A. Choulguine et Smal-Stocky Roman (Ukraine), M. E. Rasoulzade et Mir Yagub Mehdiyev (Azerbaïdjan), Mustafa Tchokay (Turkestan), N. Jordania et G. Gwazava (Géorgie), Saïd Chamil, Khourchilov et T. Chakhmanov (Caucase du nord), Djafar Seïd Ahmad et Idil (Crimée). La plupart de ses représentants se rencontrent déjà pendant la Conférence de Lausanne (1916) durant la Première Guerre mondiale en Suisse. Le rôle des Azerbaïdjanais dans le mouvement est très important. Parmi eux nous voyons les personnages très célèbres comme M. E. Rasoulzade, Mir Yagub Mehdiyev, Mirze Bala Memmedzade, Arif Kerim, Ali bey Azertekin, Mustafa Vekilov etc. K.Ibrahimli souligne que M. E. Rasoulzade est le premier portant l'idée prométhéenne en citant de son article publié le 26 juin 1923 à *Yeni Gafgasiya* (Ibrahimli, 1996 : 150).

Le mouvement prométhéen ne peut pas être considéré comme la continuation du mouvement turc. Et pourtant, ayant les dirigeants turcs en tête du mouvement, dans une certaine mesure, il peut être conditionnelle considérée comme l'une des branches du mouvement de la libération nationale turque dans la lutte contre le régime soviétique. En général, trois idées principales présentent l'idéologie *prométhéisme* : la liberté des nations, le refus catégoriquement de la coopération avec le régime soviétique et l'union de tous les Turcs et autres peuples non russes dans la lutte commune.

Le rôle du mouvement est aussi important, car à part le journal *Prométhée*, il était réalisé certains d'autres publications comme *Sakartvelo* (en géorgien à Paris), *Severniy Kafkaz* (en russe, en turc, en quelques langues nord-Caucasiennes à Berlin), *Yana Milli Yol* (en tatar à Berlin), *Qurtuluş* (en azerbaïdjanais à Berlin), *Yaş Türküstan* (en ouzbek à Berlin), *Gənc Türkiстан*, etc. Les acteurs du mouvement, en montrant la solidarité, écrivirent les articles un peu partout. Il existait aussi un groupe *Caucase*, dirigé par des nationalistes, des panturquistes et des panislamistes qui étaient dans l'opposition avec *Prométhée*. Les Azerbaïdjanais Khalil Khasmemmedov, Chafi Rustembeyli, Nagui Cheykhzamanli, Fuad Emirdjan (Daryal) sont les émigrés de ce rang. Leur organe *Caucase* commença sa publication en 1935 en français, en anglais, en turc, en russe et dès le 1937, en allemand. Le but principal de la publication était de créer la Confédération Caucasienne²⁰. Malheureusement, ni pendant la révolution bolchevique de 1917 ni durant la conquête de l'annexion du Caucase du Nord, les peuples d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie n'ont pas fait preuve de solidarité. En 1924, les représentants de la République de Géorgie, d'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord décident de rétablir l'union de la Confédération Caucasienne (Tahirli, 2003 : 25).

Le mouvement *prométhéen* eut aussi les « ennemis » parmi les émigrants politiques russes qui n'acceptèrent pas le partage de la Russie et appelèrent l'Europe pour les empêcher. L'idée principale était la résistance contre le bolchevisme. Parmi eux, A. Kerenski et P. Milioukov sont les plus actifs²¹. Le 18 novembre 1934, malgré tous les efforts des émigrants, l'URSS fut admise à la Société des Nations (SDN). En août 1939, le pacte germano-soviétique et l'occupation de la Pologne par l'Allemagne nazie causent quasi la fin de *Prométhée*. C'était le début du départ de certains émigrants en Grande-Bretagne, en Iran et en Turquie. M. E. Rasoulzade s'installe à Bucarest (Yagublu, 1999).

²⁰ L'idée de la Confédération Caucasienne est lancée en 1918 avant que les trois républiques déclarent leurs indépendances. Réanimé en 1927, le pacte de la confédération ne sera signé que le 14 juillet 1934 à Bruxelles, par les représentants de l'Azerbaïdjan (M. E. Rasoulzade, A. Topchibachi), de la Géorgie (N. Jordania, A. Tchenkeli) et du Caucase du Nord (G. Sounche, L.Tchoulik, T. Chakmak).

²¹ **Alexandre Fiodorovitch Kerensky** (né 2 mai 1881 mort 11 juin 1970), occupa divers postes ministériels dans les deux premiers gouvernements du prince Lvov après la révolution Février. Dès 1918 jusqu'au 1940 il vécut à Paris. En 1966, son livre intitulé *La Russie et l'Histoire à un point de changement* publia en France.

Pavel Nikolaïevitch Milioukov (15 janvier 1859 mort 31 mars 1943) est le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire russe début de 1917. Avant de s'enfuir à l'étranger, il devient le conseiller politique d'A. Dénikin. Installé à Paris il continua ses activités et resta un des leaders de l'immigration russe.

Après douze années de parution en 1938, avec 137 numéros imprimés, la revue *Prométhée* arrêta sa publication. L'une des raisons était le 2 septembre 1939, début de l'occupation de la Pologne et de Paris (14 juin 1940) par l'armée allemande (Ibrahimli, 1996). Mais cela ne donnait pas aux prométhéens une raison valable de cesser leur activité. La période de l'après-guerre ils fonctionnèrent sous petits groupes. L'installation de la deuxième vague de l'émigration en Europe et le commencement de la guerre froide ouvrirent une autre manière du travail. L'URSS est le vainqueur de la guerre et aussi très fort que jamais. L'autre « joueur actif » de la guerre froide, les États unis, interdit l'entrée de l'URSS à l'ONU. L'activité du mouvement Prométhée paraît intéressante aux Américaines et le 9 juillet 1950, il est fondé l'*Institute for the Study of the URSS* à Munich. L'institut existera encore une vingtaine d'années et publiera de nombreuses revues (Corpeaux, 1993).

2. L'émigration azerbaïdjanaise au XIXème siècle : les aspects historiques

La première vague de l'émigration date des années trente du vingtième siècle. Elle a commencé notamment le 27 avril 1920, tout de suite après la chute de la République Démocratique Azerbaïdjanaise (RDA). La partie considérable de la première émigration était constituée par ceux, qui à cette époque-là quittèrent les frontières de l'Azerbaïdjan Soviétique. Les causes et les trajectoires géopolitiques de l'immigration de cette époque se distinguèrent de ceux de l'immigration précédente. Il est difficile de définir cette étape sans étudier l'histoire des migrations en général. Bien que notre recherche ne comprenne pas toute l'histoire des migrations, issue des guerres et des conquêtes de différents empires, nous voudrions bien retracer cette étude de la fin du XVIIIème siècle où on assiste à l'arrivée d'une nouvelle puissance dans la région. Il s'agit de la Russie qui, en conséquence des guerres avec l'Empire ottoman et la Perse, conquiert le Caucase et les traités de 1813 et 1828 signés avec la Perse divisent l'Azerbaïdjan en deux parties. À partir de ce moment et jusqu'aujourd'hui maintenant le peuple azerbaïdjanais est partagé en deux et connaît une évolution différente dans des systèmes politiques et économiques différents (Constant, 2002).

À l'heure actuelle, après l'effondrement de l'Union soviétique, il y a une lutte d'influence dans le Caucase entre les pays qui ont eu la concurrence au XIXème siècle dans la région. Ainsi, l'histoire se répète et la situation observée au début du XIXème siècle est présente.

Sur l'étendue de grande partie de l'histoire l'Azerbaïdjan divisait le destin commun avec l'Iran, y compris l'islamisation commencée au milieu du VIIème siècle et l'introduction de la branche chiite de l'Islam à XVIème siècle pendant la dynastie Séfévide. La fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle la situation intérieure et internationale de l'Azerbaïdjan était très complexe. Le morcellement du territoire de l'Azerbaïdjan en petits états féodaux, les guerres intérieures infinies entre les khans pour l'acquisition du territoire du khanat voisin, le renforcement de la contradiction massive entre les féodaux et les paysans, la décadence économique étaient caractéristiques de la situation intérieure de l'Azerbaïdjan. Les initiatives de conquête de la Russie tsariste, de l'Iran du chah et de la Turquie ottomane

concernant la Transcaucasie, les démarches dévastatrices des conquérants iraniens compliquaient encore plus la situation.

Ismail bey, l'ambassadeur iranien en Russie et probablement corrompu par les fonctionnaires tsaristes a conclu l'accord, le 12 septembre 1723, avec le gouvernement russe sans prévenir le Chah. Ce présent traité prévenait de céder, au Tsar de toutes les Russies, les villes de Bakou et de Derbent ainsi que les provinces de Guilan, de Mazandéran et le nord-est de l'Iran Astarabad, à condition d'envoyer de l'aide si de révoltes éclatent dans ses territoires sans lui demander d'argent. Cependant, le Chah Tahmasp II^e, ayant appris cela, a refusé catégoriquement la ratification de l'accord de Petersbourg et a accusé l'ambassadeur pour sa trahison (Vəlixanlı, 2007).

À cette époque, le Shah Tahmasp II^e ne possédait aucun pouvoir réel et Pierre I^{er} le savait très bien. C'est pour cela qu'il essayait par tous les moyens de ne pas laisser approcher les troupes ottomanes de la mer Caspienne et empêchait leurs progressions en Transcaucasie, particulièrement sur le territoire de l'Azerbaïdjan. Désintéressée dans la guerre avec la Turquie, la Russie, le 12 juillet 1724, a conclu l'accord à Istanbul. Sous les conditions du traité d'Istanbul, la Transcaucasie était divisée entre la Turquie du sultan et la Russie tsariste. La Turquie a reconnu le droit de la Russie sur les provinces Caspienne et en même temps, elle s'est engagée de ne pas empêcher la Turquie d'occuper le reste du territoire Transcaucasien et notamment celui de l'Azerbaïdjan. En outre, ils décident d'unir leurs forces contre le shah de Perse. Une question importante de l'accord d'Istanbul était celle du nord-est de l'Azerbaïdjan, plus précisément Shirvan qui a eu, après de longues discussions, une autonomie définitive dans les affaires intérieures (Aliyev 1995).

Le traité d'Istanbul avait une grande signification pour la Russie, ainsi que pour la Turquie. Cet accord prévoyait de maintenir la stabilité sur le territoire de l'Azerbaïdjan. La Russie renforçait sa position dans la mer Caspienne et empêchait les troupes turques d'avancer vers les rives de la mer Caspienne. Après la conclusion de cet accord, au début de 1725, toute la Géorgie, le khanat d'Erevan (le territoire de l'Arménie actuelle) et une partie de l'Azerbaïdjan se trouvaient sous l'autorité de l'Empire ottoman. La côte occidentale de la mer Caspienne était sous domination russe (Constant, 2002).

Au début des années 30 du XVIII^e siècle, la situation de l'Azerbaïdjan a changé brutalement. Son territoire devient l'arène de conflits entre la Turquie ottomane et l'Iran. Il faut aussi noter qu'après la mort de Pierre I la politique intérieure et extérieure de la Russie

était très difficile. Les grands pays européens comme la Grande-Bretagne et la France, à leur tour, encourageaient l'Empire ottoman et l'autorité perse, pour résister à la Russie. L'idée n'était pas seulement de fournir une assistance militaire et diplomatique, mais, également, de transformer cette région du Caucase à une de leurs colonies avec ces circonstances favorables. L'état Séfévide aussi demandait instamment aux Russes de quitter les territoires de l'Azerbaïdjan. Ainsi, il est apparu nécessaire à conclure un traité de paix le 21 janvier 1732, entre l'Iran et la Russie à Resht (Aliyev 1995).

Durant tout au long du XVIIIème siècle, jusqu'au XIXème siècle, ces trois empires ne cessent d'entreprendre des démarches sur les territoires d'Azerbaïdjan. Les puissances d'Europe occidentale, surtout l'Angleterre et la France, ayant les plans d'occupation de la Transcaucasie, suivaient les actions avec une grande patience. À la fin du XVIII siècle, avec l'arrivée de la Russie, d'une nouvelle puissance, change considérablement la situation dans la région (annexe p. 346) .

L'intérêt de la Russie sur cette région avait une des racines anciennes et des raisons différentes : l'attrait du commerce avantageux avec la Perse et la Turquie ; l'aspiration à la réception des matières premières, telles que la soie, le coton, le cuivre ; le désir de coloniser la population de faible densité. Mais il faut signaler que la Russie était surtout attirée par la valeur stratégique de faible densité de population de Transcaucasie. Les prétentions des militaires russes sur cette région commençaient à l'époque de Pierre le Grand. Le but de cette démarche sur la Perse était l'élargissement de la domination russe dans la direction de l'océan Indien. Les Russes réussissent à occuper les ports de la mer Caspienne jusqu'à Lenkoran (sud-est de l'Azerbaïdjan), mais leur première invasion militaire dans l'Azerbaïdjan s'est achevée en 1735 avec l'intervention de Nader Shah (Mahmoudov, 2005).

2.1. Les khanats azerbaïdjanais et la conquête de la Russie impériale

En Azerbaïdjan, dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, il n'y avait aucun centre commun économique, il existait juste des provinces fermées où prédominait l'économie naturelle entre les féodaux. Les féodaux locaux – les khans, les sultans, les méliks, et les beys, en se souciant seulement de l'indépendance personnelle, n'étaient pas intéressés par le morcellement féodal et empêchaient par tous les moyens la création d'un pouvoir central. Les branches principales de l'économie du pays étaient l'élevage, et particulièrement, l'agriculture. La terre était un principal bien d'investissement puisqu'en général il est à la base pour les relations féodales. L'histoire politique presque tous les khanats de l'Azerbaïdjan étaient faits de guerres éternelles et de révolutions de palais sanglantes. Presque tous les khanats de l'Azerbaïdjan se sont formés autour de n'importe quelle ville du centre administratif existant depuis le moyen âge. Seul le khanat de Karabakh faisait exception. Son fondateur, Panakh Ali khan à la différence des autres, nommait sa capitale la forteresse Bayat. En 1751, le khan construit la ville Panakhabad à l'honneur de son fondateur, sur l'ancienne ruine de la ville de Shousha détruit à l'époque par les Mongols. Par la suite, la ville accepte son ancien nom — Shousha. Très vite, la nouvelle ville augmente son économie et devient un des centres commerciaux de l'Azerbaïdjan du Nord (Svyatačovski, 2000).

Entre les khanats de l'Azerbaïdjan du Nord le plus influent et assez puissant était le khan de Shéki, Hadji Tchélébi (1747-1755), qui avait de grandes ambitions pour la restauration de l'antique domaine des chahs du Shirvan, sur la rive gauche du fleuve Koura.

À cette époque, il n'y avait pas de tradition d'unification des khanats dans le cadre d'une structure autonome, indépendante, et un tel état ne pouvait émerger que par l'expansion intensive de l'un des khanats. En Azerbaïdjan du Nord, les plus forts khanats étaient Shéki, Quba et Karabakh. Les menaces ottomanes, russes et perses ont simultanément commencé à se sentir dès la fin du XVIII^{ème} siècle dans le Caucase et ont incité l'alliance entre les khanats. L'historiographie soviétique de l'Azerbaïdjan accordait une attention particulière à la guerre prétentieuse de Khan de Quba – Fathali khan, voyant en lui un initiateur de la réunification du pays. En 1780, le khanat de Quba, grâce à Fathali khan, comprenait les territoires de Shemakhi, Derbent, Bakou, Shéki, Talych et une partie des territoires du Daghestan (Mahmoudov, 2005). Fathali khan était vraiment dans la mesure d'étendre son autorité sur de vastes régions de l'Azerbaïdjan, mais ses ambitions allaient beaucoup plus loin. Il avait l'intention d'utiliser l'Azerbaïdjan comme un tremplin pour envahir la Perse. Quoi

qu'il en soit, les plans de Fathali Khan ont échoué, quand en 1784 l'armée russe au cours de la lutte contre la Turquie est passée par le Caucase et a mis en danger l'armée du Khan. La Russie était inquiète par la croissance que Quba pouvait amener à l'apparition d'un fort état indésirable sur le territoire. Fathali khan a été contraint de refuser la plupart partie de ses gains (Svyatačovski, 2000).

Pendant l'administration de Fathali khan, une partie considérable du territoire de l'Azerbaïdjan du Nord, se trouvant sous son pouvoir, s'est témoigné des guerres infinies. Il semblait que la tentative du groupement politique féodal morcelé de l'Azerbaïdjan s'est réalisée, cependant avec la mort de Fathali khan (1789) ce groupement, peu solide et n'ayant pas de base économique, s'est désagrégé.

Outre les khanats il y avait encore de petits sultanats, qui se trouvaient d'habitude sous la dépendance d'autres khanats. Certains élargissaient leurs territoires avec les terres des voisins, ou en faisaient leurs vassaux. L'Azerbaïdjan du Nord et du Sud comptaient quatorze khanats, cinq sultanats et cinq mélikats (Vəliyev, 2000).

À cette époque-là, on assiste à la renaissance du pouvoir central en Perse tandis qu'au nord de l'Araxe régnait la semi-anarchie parmi les petites baronnies de l'Azerbaïdjan. Agha Mohammed Khan (1742-1797), chef de la tribu turque des Qadjars, réunit le vieil empire en Iran et pour sa prochaine étape de pouvoir, planifie envahir les régions du Caucase. En 1795, il a lancé son armée sur Shousha au Karabakh d'un côté, et de l'autre vers la steppe du Moughan pour accéder à la plaine de la Koura. En rencontrant de la résistance au Karabakh, il a décidé de s'élancer sur Tbilissi pour renouveler son serment d'allégeance à la Perse qui était rejeté depuis la signature du traité de Gheorghievski avec la Russie en 1783. Peu après la résistance, le khan du Karabakh Ibrahim Khalil s'est réfugié dans la forteresse du Shousha. Avec son retour en Iran, Agha Mohammed Khan devient l'empereur de Perse, mais son but de reconstituer l'empire des Séfévides ne se réalise pas. Mais de cette conquête, la population d'Azerbaïdjan n'eut que des guerres, des massacres, des cadavres, des veuves et des esclaves. Chaque changement de pouvoir bouleversait radicalement l'ordre politique et social (Ismayilov, Həsənov, Qafarov, 1995).

Pour avoir une bonne protection contre les agressions persanes ou ottomanes, le premier conseiller de la tsarine, le prince Potemkine avait pour plan de créer deux états chrétiens dans le Caucase du Sud ; l'Arménie sur la rive nord de l'Araxe et la Géorgie sur la rive nord de la Koura (Constant, 2002 : 171).

Le gouvernement de Catherine IIe, inquietant par l'irruption des troupes iraniennes en Transcaucasie, ne pouvait pas menacer les frontières sud de la Russie, en plus, ayant l'intention d'occuper cette région, en avril 1796, il a dirigé ses troupes sous le commandement de V. Zubov vers l'Azerbaïdjan. Ne souhaitant pas la collision avec les troupes russes, Agha Mohammed Khan quittait les frontières de la Transcaucasie avec son artillerie.

Sur le territoire de l'Azerbaïdjan, les troupes russes ont rencontré une forte résistance près de la forteresse de Derbent. Chikhali khan, l'héritier du Fathali khan, ne souhaitait pas se soumettre aux étrangers. Cependant, la technique militaire de l'ennemi était supérieure. Chikhali khan était obligé d'ouvrir les portes de Derbent pour éviter un affreux carnage. Il y a une légende qui raconte que les clés de la forteresse furent apportées, au commandant Zubov par un vieillard de 120 ans, qui les a présentés il y a 74 ans à Pierre Ier. Après deux semaines, Zubov déclare l'indépendance de khanat Derbent et avance avec ses troupes vers Bakou. À la fin du mois du juin, le khan de Shemakhi et de Shéki ont signé le traité assermenté « prêter serment sur la fidélité de la Russie » (Əliyev, 2007).

Ainsi, l'invasion de l'Azerbaïdjan par des troupes russes, en 1796, empêchait l'Iran de le faire. Cependant, la marche militaire de la Russie en Azerbaïdjan du Nord ne pouvait pas être considérée comme une « aide » aux Azerbaïdjanais. Le gouvernement russe avait l'intention de réaliser son but colonial, ce que la Russie a fait avec l'arrivée de Paul Ier. Outre les intentions stratégiques, l'intérêt était le port principal de la mer Caspienne, Bakou et d'autres régions sur le territoire de l'Azerbaïdjan que devait créer un endroit favorable pour le commerce avec tous les pays voisins et le Moyen-Orient. Toutes ces mesures indiquées devaient être réalisées dès 1797 (Constant, 2002). Cependant, la mort inattendue de l'impératrice (le 6 novembre 1796) a limité pour un certain temps la réalisation de ce plan.

Avec la mort de Catherine IIe, l'impératrice de Russie, Agha Mohammed Shah profite de l'occasion, en juin 1797, pour reconquérir l'Azerbaïdjan.

Étant monté sur le trône, Paul Ier a ordonné aux troupes russes de quitter plus rapidement la Transcaucasie. Après la sortie des troupes russes, Agha Mohammed Shah a décidé de faire la deuxième invasion ruineuse en Transcaucasie. Le Shah a commencé à détruire les khanats de Nakhitchevan, Khoy et Talych qui s'opposaient à ses projets.

À cette époque, le khan de Karabakh Ibrahim Khalil khan organisait la résistance contre le chah en dehors de Shousha. Après le combat sanglant, Ibrahim Khalil était obligé de s'enfuir au Daghestan vers ses parents avars (minorité dans le Caucase du Nord).

Installé à Shousha, Agha Mohammed Shah a ordonné à tous les khans de l'Azerbaïdjan du Nord de lui rendre hommage ou de lui envoyer des dons. Mais les khans n'ont pas répondu tout de suite au premier appel du Shah. Le khan de Bakou, Hossein Goulou khan, n'est pas parti à Shousha même après deux « invitations ». Alors la troupe de Chah l'a livré avec force et le khanat lui-même a mis en gérance du khan de Derbent, de Cheik Ali-khan, qui se trouvait à ce moment dans le service du Shah. Le khan de Shéki, lui-même, ne se trouvant pas chez le Chah et probablement craignant de sa propre vie, a exprimé l'humilité dans les messages écrits au Chah (Əliyev, 2007).

Pourtant, la même année, Agha Mohammed Chah est assassiné dans son camp par deux de ses valets condamnés à mort pour une dispute. Son neveu Fath Ali chah lui succède.

Ayant réglé les problèmes intérieurs, Fath Ali chah exigea une grande somme d'argent à toutes les régions de Transcaucasie. En recevant l'ordre du Chah iranien, le nouveau roi de Géorgie Géorguy XII et plusieurs khans azerbaïdjanais ont rejeté cette exigence et avec une grande inquiétude a informé l'État russe d'un nouveau danger approchant du côté de l'Iran. Le chah, s'étant persuadé de l'impuissance de son armée devant la troupe russe qui avait une technologie plus récente, a entrepris la réorganisation de ses troupes. Pour instruction de ces soldats, il invitait des spécialistes militaires européens, principalement de France. Ainsi, à la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle sont apparues toutes les conditions nécessaires historiques pour le début de la première guerre russo-iranienne en Transcaucasie (annexe p. 347).

Les premiers territoires azerbaïdjanais inclus à la Russie sont les sultanats de Gazakh et Shamshadil tout au début de XIXème siècle. En 1802, le commandant en chef du Caucase devient Tsitsianov. Lui-même, appartenant à la famille géorgienne Tsidjischvili, avait des intérêts personnels pour cette région. À cette époque en cherchant le soutien auprès des deux puissances, les khans tombaient sous leurs influences et s'alliaient avec eux. Mais ces alliances ne garantissaient pas leurs pouvoirs. Par exemple, celui du khanat de Gandja au début de 1804 tombait dans un piège. En réponse à la menace du Chah de Perse, le commandant Tsitsianov occupa Gandja. Tandis que le Chah devait défendre le khanat contre le danger. Le khan Djavad est assassiné et plusieurs milliers de personnes sont massacrées. 500 personnes enfermées dans une mosquée et brûlées (Constant, 2002 : 176). Une autre mosquée transformée en église et la cité rebaptisée Ielizavetpol en honneur de la tsarine. En effet, le début de la guerre a commencé à être durement ressenti.

2.2. La Première Guerre russo-iranienne et le traité de paix de Gulistan

La première bataille et le début de la Première Guerre russo-iranienne ont commencé le 1er juillet 1804 autour du khanat d'*Iravan* (Erevan). Le khan Mohammed, en reconnaissant le candidat proposé par les Russes, s'est finalement rapproché de troupes persanes.

Le Tsar voulait regrouper sa force pour la lutte contre Napoléon. Pour lui, le Caucase passait au deuxième plan et il propose la paix à la Perse. À cette époque, le Chah nomme son fils Abbas Mirza, le gouverneur de l'Azerbaïdjan. À la fin de l'année 1805, Tsitsianov est invité par le khan de Bakou pour la négociation. Mais il est trahi et est tué par le Khan lui-même. Sa tête et sa main droite sont apportées à Abbas Mirza. Toutefois, la mort de Tsitsianov n'était pas la fin des opérations militaires au contraire, les Russes en renforçant leurs troupes dans la région attaquent d'autres khanats. Antoine Constant dans son livre « l'Azerbaïdjan » écrit : *Les féodaux se rappelleront que le pouvoir russe sait parfois se rendre séduisant ; le souvenir de négociations réussies avec eux n'était pas oublié* (Constant, 2002 : 170).

À la fin de 1806, la Turquie a lancé une guerre contre la Russie. Des troupes russes ont remporté plusieurs victoires dans les fronts du Caucase et des Balkans. L'occupation de la ville de Lenkoran, par les Russes, a causé le début de la guerre russo-iranienne.

Craignant une série de brillantes victoires de la Russie au Caucase, le Chah a décidé de conclure une paix, le 12 octobre 1813, dans la ville de Gulistan au Karabakh.

Selon le traité de Gulistan, l'Iran a reconnu la victoire de la Russie, et a cédé les territoires des khanats de Gandja, Karabakh, Shéki, Shirvan, Quba, Bakou, Talych, et aussi l'est de la Géorgie et le Daghestan. Les khanats d'Erevan et Nakhitchevan sont restés sous le régime iranien. Cette victoire russe, dans la guerre russo-iranienne de 1804-1813, a provoqué une grande colère chez les Britanniques. Le traité de Gulistan présentait la honte pour la Perse qui avait l'intention de préparer de nouveaux plans pour la réoccupation du Caucase. Ces plans correspondaient exactement aux plans des Anglais. C'est pour cette raison que la diplomatie anglaise encourageait l'Iran pour la guerre avec la Russie (Aliyev, 1997).

Comme l'intérêt des autres empires était présent dans le Caucase, ils n'ont pas donné une grande importance au traité du Gulistan. Sachant que les Russes, les Ottomans et les Persanes avaient d'autres opérations militaires dans différentes régions, la paix du Gulistan

semblait un traité provisoire. Même le shah de Perse demandant à son fils la signature d'une paix avait l'intention de gagner du temps et de calmer la menace qui se présentait à l'intérieur de l'empire du côté du Khorasan. À cette époque, Tsitsianov avait une idée de voir les frontières de la Russie dépassées de l'Araxe et du Koura jusqu'aux villes de Guilan, de Khoy et de Tabriz. Pourtant d'après le traité du Gulistan, la rive septentrionale de l'Araxe, les khanats de Bakou, Derbent, Quba, Shéki, Shirvan, Karabakh, Gandja et la partie nord du khanat de Talysh passent sous l'influence des Russes (Ismayilov, Həsənov, Qafarov 1995).

Les khanats de Transcaucasie au début du XIX^{ème} siècle



Tadeusz Swietochowski (1985) *Russian Azerbaijan, 1905-1920: The shaping of national identity in a muslim community*, Cambridge University Press

Après la Première Guerre russo-iranienne, la politique coloniale de la Russie impériale a commencé au Caucase. L'exode et la migration ont touché beaucoup de personnes qui ne voulaient pas obéir aux nouveaux règlements russes. Parmi eux, il y avait les anciens khans qui ont perdu leurs indépendances et essayaient de les rétablir avec le commencement de la deuxième guerre entre les deux dirigeants. Les migrants fuyant du système russe résidaient avec le statut de réfugié en Iran. M. B. Memmedzade écrivait : *ils sont en train de vivre jusqu'à nos jours avec un statut immigrant aux alentours d'Ardebil* (Məmmədžadə, 1992).

2.3. La Deuxième Guerre russo-iranienne et le traité de paix de Turkmentchay

La paix du Gulistan a été la fin de la première partie de la lutte contre les deux puissances pour la conquête de la région du Caucase. Treize ans après, de nouveau, le conflit éclatait. En mai 1826, les Perses ont occupé la ville de Lenkoran. Le Tsar Nicholas I (1825-1855) a remplacé le général Yermolov avec nouveau commandant général de la région du Caucase, Paskevitch, qui a apporté la guerre à une fin victorieuse et a dirigé son armée, le 13 octobre 1827, en direction de Tabriz (Constant, 2002).

Le 10 février 1828, dans le village de Turkmentchay, près de Tabriz, a commencé les négociations de paix entre Abbas Mirza, fils de Fath Ali Shah et gouverneur de l'Azerbaïdjan et Ivan Paskevitch, feld-maréchal des armées russes. Le traité de Turkmentchay était la deuxième phase de la séparation du peuple azerbaïdjanais. À la suite du traité, l'Azerbaïdjan a été divisé entre la Russie et l'Iran sur la rivière Araxe. En vertu de l'article 4 du traité, la Perse perd sa souveraineté sur les khanats de Irəvan (Erevan), de Nakhitchevan, de Talysh, sur les régions de Ordoubad et de Mougan en plus de toutes les terres annexées par la Russie en vertu du traité de Gulistan. La rivière Araxe est la nouvelle frontière entre la Perse et la Russie. En avril 1828 la Russie a déclaré la guerre à la Turquie.

Après le traité de Turkmentchay, les khanats et les sultanats perdent leurs pouvoirs et deviennent, des *guberniya* (préfecture). À cette époque, le nouveau pouvoir créait six régions — Bakou, Quba, Shéki, Shirvan, Karabakh et Talych, deux *daire* (district) — Ielizavetpol, Car Balakən, et deux *distancia* (distance) Gazakh et Shamshadil. Les régions de Shéki, Shirvan, Karabakh et Talych étaient administrées par le « gouvernement des régions musulmanes » avec la capitale comme la ville de Shousha. Les régions Bakou, Quba, à leurs tours, étaient dirigées par « le gouvernement militaire » qui se trouvait à Derbent. Le 1er procureur du Caucase nommait pour chaque région un *komendant* (commandant) qui avait un grand droit au pouvoir. Ce sont eux qui décidaient les questions importantes, la valeur des impôts ou bien la location d'un terrain de pétrole, etc. Le *komendant* était considéré comme le chef de sa région. Cependant, il n'avait pas le droit d'ordonner la condamnation à mort (Aliyev, 1997).

Comme à l'époque des khanats, les régions étaient composées des *mahals* (quartier). Les chefs des *mahals* étaient les *beys* fidèles de la Russie. Ces sous commandants, les beys, obligeaient les paysans de payer leurs impôts sans retarder, réglait les disputes entre les

gens, etc. Ils n'avaient pas de salaire, mais recevaient 10 % de l'impôt collecté. Par la suite du rang il existait le *kəndxuda*²² (Vəliyev, 2000).

En général, ce système était très dur pour les paysans. La corruption, la violence, l'injustice progressaient. Les impôts impayés doubleraient, tripleraient et finalement, les paysans perdaient leurs biens. Les sénateurs du Caucase, Kutyasov et Mentchikov, chargés de contrôler la situation de l'Azerbaïdjan entre 1829 et 1830, étaient choqués par la vie très dure de la population et adressaient une lettre au Ministère de la Justice. Le député Tsar, Vasilchikov, écrivait : « les impôts fonciers sont si élevés que le paiement devient impossible. En même temps, il n'existe pas une loi pour définir et collecter des impôts. Tout est décidé par le *komendant* » (Mahmudov, 2005).

Après la révolte des « dékabristes », le tsar Ier Nicolas était très en colère contre les populations avec l'esprit de liberté. Et ces événements sont bien influencés sur la politique coloniale de la Russie. Par rapport aux autres populations du Caucase, cette politique était assez sévère contre les Azerbaïdjanais à cause de leur religion et de leur langue majoritairement turque.

La richesse de la terre était si considérable que le Ministère des Finances le comte Fankrin soulignait : « Les richesses et les biens du Caucase du Sud, surtout de l'Azerbaïdjan nord peuvent être considérés comme des colonies qui rapporteront beaucoup à l'état ». Ou bien en 1828, dans le projet de *Rusiya Cənubi Qafqaz ticarət şirkəti* (l'Organisme Commercial du Caucase du sud de la Russie), créée par Griboïedov et Zavilenyevsi écrivait : *Si on fait attention aux pays du Caucase du Sud nous remarquons que la nature a créé tous pour l'homme, mais jusqu'à maintenant les gens n'en profitaient pas* (Vəliyev, 2000).

Par contre, cette richesse était à disposition du procureur du Caucase, des *komendant*, des *bey*s et des *kəndxuda*. Il faut aussi souligner que les événements des deux guerres russo-iraniennes se déroulaient sur le territoire de l'Azerbaïdjan nord et sud. Évidemment cette situation influençait l'économie. La corruption, la violence, l'injustice, l'inhumanité et la barbarie rendaient insupportables non seulement la vie des paysans et des ouvriers, mais aussi d'autres classes de la population. Mais le plus grand problème social restait l'exil et la

²² *Kəndxuda* — mot se compose de deux mots *kənd* (village) et *xuda* (dieu en persan) signifie *le chef du village*.

déportation qui étaient l'une des méthodes traditionnelles russes pour que les gens oublient leurs origines, leurs traditions et pour qu'ils se mêlent à d'autres populations.

La paix de Turkmentchay a attribué le renforcement de l'Azerbaïdjan et aussi l'ensemble du Caucase. Elle a consolidé la position de la Russie au Moyen-Orient et dans les Balkans, a créé des conditions pour l'expansion du commerce dans la mer Noire. Avec cette conquête, le nord de l'Azerbaïdjan a perdu son indépendance, sa souveraineté, et est devenu une colonie, qui, bien entendu, est un phénomène réactionnaire. Le peuple azerbaïdjanais à la suite de cet acte a été divisé en deux parties. Après cette conquête, le morcellement féodal a été aboli et a apporté la souffrance au peuple en masse.

2.4. L'immigration des Allemands, des Russes, des Arméniens, des Juifs et des Kurdes en Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan se trouvait géographiquement sur la route du soi et attirait toujours l'intention des commerçants et des voyageurs. Outre cela ayant les voisins proches et puissants comme la Russie, l'Iran et la Turquie il présentait aussi un terrain de bataille pour ces pays ayant les conflits entre eux. Au début du XIX siècle, on assiste la migration des Russes, des Arméniens, des Allemands, des Kurdes et par la suite des Ukrainiens, des Biélorusses et des Tatars en Azerbaïdjan (Verdiyeva, 1999). Actuellement, l'Azerbaïdjan est un pays multiethnique. C'est pourquoi le gouvernement semble avoir pris les mesures nécessaires pour que la garantie de l'égalité soit établie entre tous les citoyens. En même temps, l'état veille à ce que les personnes appartenant à des minorités nationales puissent participer pleinement à toutes les activités du pays. Même si la notion de « minorité nationale » n'est pas définie dans la législation nationale, le gouvernement de la République azerbaïdjanaise reconnaît des droits aux communautés minoritaires, car toute personne a le droit de déterminer librement son appartenance à quelques minorités nationales que ce soit (Ismayilov, 1997). Une partie de la population de l'Azerbaïdjan occupée par la Russie, à l'exception des Azerbaïdjanais, comprend un certain nombre de minorités nationales : les Lezguis — dans la plupart des régions du nord, les Persanes – tout au long de la côte de la mer Caspienne, le plus souvent talysh, kurde, turkmène et des nomades dans le sud et les Arméniens au Karabakh, dont le nombre a considérablement augmenté après la conquête de la Russie résultat de l'immigration de masse de la Perse et de la Turquie. Selon le recensement de 1999, la population de la République azerbaïdjanaise est composée pour 82,7 % d'Azerbaïdjanais et pour 17,3 % de diverses minorités ethniques (Lesguins, Avars, Talychs, Tsakhours, Kurdes, Oudes, Russes, Ukrainiens, Arméniens, Tatars, Géorgiens, Biélorusses etc.) (Eminov, 2005).

Dans cette partie, nous allons exposer l'arrivée de quelques populations différentes, des Allemands, Arméniens, Russes, Juifs et Kurdes, sur les territoires azerbaïdjanais. Après l'occupation des nouveaux territoires, le gouvernement russe appliquait le système traditionnel en déplaçant la population. L'arrivée des migrants russes, allemands, arméniens en Azerbaïdjan était le début de cette opération. Ces migrants prenaient possession des terres confisquées aux khans, beys, s'établissaient sur ces concessions et pendant six ans ne payaient pas d'impôts.

2.4.1. La création des colonies allemandes en Azerbaïdjan

La création de la zone coloniale pour les Allemands a commencé au début du XIX^{ème} siècle. Après la Première Guerre russo-iranienne (1804-1813), la première étape d'installation a débuté dans les territoires occupés. Cette immigration des Allemands vers la Russie était liée à la guerre menée par Napoléon en Europe qui a dévasté et fragmenté l'Allemagne à des dizaines de royaumes et principautés. La diversité de la religion, créant différentes sectes, a aggravé la situation particulièrement dans le sud des États allemands, surtout dans le royaume du Wurtemberg et a causé le départ de la minorité de cette région vers l'Est, principalement vers le Caucase (Verdiyeva, 2009).

L'une des causes de l'émigration des Allemands était le motif de la confession. Ayant des idées fanatiques et pensant qu'il y a des pensées antéchrists en l'Europe de l'Ouest et que les gens se sont éloignés de Dieu, ces Allemands préféraient émigrer. Ils étaient sûrs que le dernier jour approchait et pour cette raison il fallait se rapprocher à Jérusalem, la ville choisie par Dieu lui-même. Une autre cause était l'instabilité de la situation politico-économique en Allemagne où existaient plus de 30 royaumes. H. Verdiyeva (1999) souligne que dans les années suivant l'immigration allemande, il y avait beaucoup de demandes et que les terrains n'étaient pas suffisants pour leur installation. L'état russe décide en 1818 la création de zones pour les Allemands dans les territoires d'Elisavetpol (Gandja). Par contre, les Allemands émigrés refusent de s'installer parmi les non-chrétiens. Pendant la Première Guerre mondiale, la Russie sent une obligation de russifier les noms des villages allemands. En 1915, les villages comme Ellenendorf deviennent Elenino et Allenfeld devient Annino (Zeynalova, 2002).

Le gouvernement russe profitant de l'occasion installait les migrants dans le Caucase. La première troupe des migrants allemands est arrivée en 1817 sur l'ordre du général Yermolov. La plupart des arrivants étaient originaires du royaume du Wurtemberg. En 1817-1818, au total huit colonies étaient créées dans le Caucase, dont deux colonies Ellenendorf (nom actuel *Khanlar*) et Annenfeld (nom actuel Chamkir) installés en Azerbaïdjan. 127 familles à Ellenendorf et 67 familles à Annenfeld ont été emménagées. Plus tard, il s'est créé encore six autres colonies : Georgsfeld, Alekseevka, Grinfeld, Eygenfeld, Traubenfeld, Elizavetinka. Vers la fin du XIX^{ème} siècle encore un village allemand Cinarli (Tchinarli) était installé en Azerbaïdjan (Ibrahimov, 1995). Au début du XX^{ème} siècle, on assiste à la création de deux villages allemands ; Traubenfeld en 1912 dans l'actuelle région de Tovuz et

Yelizavetinka en 1914 dans l'actuelle région d'Agstafa dans les provinces occupées par la Russie. Les huit colonies allemandes en Azerbaïdjan étaient étroitement liées économiquement et culturellement. La grande majorité des migrants étaient des agriculteurs, qui restaient fidèles à l'agriculture traditionnelle allemande. Le 28 mai 1918 a été proclamée la République Démocratique d'Azerbaïdjan. Dans le Parlement de la RDA, il y avait aussi un représentant des colonies allemandes, Lorenz Kuhn. Le 9 juin 1919, les Allemands d'Azerbaïdjan ont célébré le 100e anniversaire de leur première colonie en Azerbaïdjan avec des festivals folkloriques et des expositions (Zeynalova, 2002).

Pourtant, après l'attaque de l'Allemagne fasciste sur l'Union soviétique, la vie des Allemands d'Azerbaïdjan a changé. En octobre 1941, ils ont été déportés en Asie centrale, et ainsi se sont achevés les 122 ans d'histoire des colonies allemandes dans ce pays. La situation a changé seulement, après la mort de Staline en 1953. Les Allemands de l'Union soviétique, comme d'autres peuples victimes de représailles en URSS, ont été réhabilités. Certains d'entre eux sont retournés sur les lieux de résidence, y compris en Azerbaïdjan, mais certains ont émigré vers l'Allemagne. Actuellement en Azerbaïdjan vivent plus de 700 Allemands, surtout à Bakou. Ils ont créé un centre culturel et historique nommé *Vozrojdenie* (Revival). L'église allemande a été restaurée à Bakou. Cette minorité de l'Azerbaïdjan conserve ses traditions mentalité, son identité ethnique, sa culture matérielle et spirituelle (Verdiyeva, 2009). Le Gouvernement d'Azerbaïdjan est très attentif envers « ses Allemands ».

En 1997, l'Institut d'Archéologie et d'Ethnographie d'Azerbaïdjan et l'Institut germanique et de l'Europe de l'Est (Allemagne) ont organisé en Azerbaïdjan la première conférence internationale sur « Les Allemands Caucasiens — les Allemands dans le Caucase jusqu'à la Première Guerre mondiale ». Les actes ont été publiés à Bakou en 2001.

En général, l'histoire des migrants allemands en Russie, *Aussiedler*, a commencé avec la tsarine Catherine IIème en 1762 et 1763²³. Depuis le XVIème siècle, les rives de la moyenne Volga, arrachées aux Tatars, restaient inhabitées. La tsarine profitant de l'occasion installait les migrants allemands sur ces territoires et créait deux zones de peuplements. La première est dans la rive de la Volga celle de région de Saratov. La deuxième se composait d'une série de colonies à Saint-Pétersbourg, en Transcaucasie, en Ukraine, en Volhynie, en

²³ La population allemande fixée à l'étranger depuis plusieurs décennies ceux qui seront plus tard nommés par les Allemands les *Aussiedler*.

Bessarabie. Acceptant l'invitation de Catherine II à venir s'installer sur les rives de la Volga, quelques dizaines de milliers d'Allemands, devenus plus de deux millions un siècle plus tard, pénétrèrent en Asie centrale, sur le territoire de l'actuel Kazakhstan principalement. L'augmentation de la population germanique dans ces régions devenait massive et s'effectuait en plusieurs vagues jusqu'en 1917 (Huseyn-zade, 2007). Vers la Deuxième Guerre mondiale, plus précisément à partir de 1939, la situation politique du Monde influença beaucoup les immigrants allemands de Russie. S'inquiétant de la collaboration avec l'Allemagne nazie, Staline ordonna le déplacement massif des Allemands de la Volga, dont près d'un million, vers l'Est et s'installent après la guerre dans l'Oural, en Sibérie au Kazakhstan (Dits, 2000). À partir des années 1980, en profitant de la loi du droit au retour la plupart des Allemands de la Volga émigrent pour la patrie de leurs ancêtres²⁴.

Les flux migratoires se sont inversés depuis cette date et continuent en quelques étapes. En 1989, il y avait en URSS 2,9 millions de personnes d'origine allemande. Cette nationalité apparaissait sur la cinquième ligne du passeport de la RSFSR (La République socialiste fédérative soviétique de Russie) – là où d'autres se déclaraient Ukrainiens, Tatars, ou encore Juifs (annexe p. 349). Une grande partie des émigrés russes était en réalité des *Aussiedler*. Les départs des Allemands de l'URSS prenaient une grande ampleur à compter de 1986 grâce à la nouvelle loi sur l'entrée et la sortie du pays, adoptée par M. Gorbatchev, le 28 août 1986, et facilitant la réunification des familles. En examinant la population du Kazakhstan entre 1979 et 1994, on voit que les chiffres de la population d'origine allemande ont considérablement évolué à la fin du XXème siècle (Annexe p. 350). Le flux de migrants a été croissant dans la première moitié des années 1990, avec un maximum de 213 000 nouveaux arrivants en Allemagne en 1994, puis a diminué et s'est stabilisé autour de 90 000 nouveaux migrants par an aujourd'hui (Verdiyeva, 2009). Puis, en accord avec la loi fédérale de révision des réglementations concernant les conséquences de la Seconde Guerre mondiale, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, l'Allemagne s'engageait à accueillir 225 000 entrées chaque année d'Europe de l'Est, dont la majorité absolue est constituée. Conformément à cette loi, ils peuvent revenir dans le pays de leurs ancêtres librement et sans obstacle jusqu'en 2011. En 1996, le test linguistique a été imposé et a fait échouer bon nombre de candidats à l'immigration. En 2000, le plafond a été réduit de 200 000 à 100 000 (Alicheva-Himy, 2008).

²⁴ <http://www.rusdeutsch.ru/>

2.4.2. Les Arméniens

L'histoire de la migration arménienne vers le Caucase nous amène à l'époque de Pierre le Grand. Avec l'occupation de Bakou et de Derbent, il autorisa aux Arméniens à s'installer dans ces villes. À l'époque des khanats, dans les villes de Guba et Shéki on assiste à forte immigration des Arméniens. À la fin du XIX^{ème} siècle, pendant les deux guerres russo-iraniennes et russo-turques, l'Empire russe a conquis l'Azerbaïdjan du Nord et la Géorgie. Les khanats locaux azerbaïdjanais, y compris celui d'Erevan et les royaumes géorgiens étaient supprimés. Ils ont été inclus dans l'Empire russe du Caucase. Sur les territoires des khanats Nakhitchevan et Erevan a été créé l'*oblast* (région) arménien afin de christianiser le peuple musulman, augmenter la proportion de chrétiens et bien entendu rendre un soutien fiable à l'empire.

Pour réaliser ces objectifs, l'Empire russe, dans le premier tiers du XIX^{ème} siècle, de façon organisée, commençait au transfert des Arméniens de l'Iran et de la Turquie vers le nord de l'Azerbaïdjan. À la fin du XIX^{ème} siècle, la migration des Arméniens vers le Caucase du Sud est considérablement augmentée. Le processus s'est poursuivi jusqu'au début du XX^{ème} siècle. En conséquence, si dans le premier tiers du XIX^{ème} siècle, il y avait 51 300 Arméniens, constituant 9,4 % de la population, en 1916, leur nombre accroit à la différence de 1 208 615, soit 33 % de la population (Verdiyeva, 1999). Ainsi, dans moins d'un siècle le nombre d'Arméniens dans le pays a augmenté de plus de 24 fois. Ce processus était lié avec la politique de la Russie impériale. L'empire les installait essentiellement dans les gouvernements de Bakou, d'Elizavetpol (Gandja) et d'Erevan. D'après la statistique de 1897, les Arméniens représentaient 59,8 % de la population locale dans la région d'Erevan causant à la création de la République d'Arménie un peu plus tard (Eminov, 2005).

Pendant la guerre russo-iranienne, beaucoup des Arméniens de Perse et de Turquie désiraient se regrouper et chercher un soutien auprès de l'Empire russe. Vaqif Arzumanli et Nazim Mustafa (1998) soulignent : *après les deux guerres russo-perse (1826-1828) et russo-turc (1828-1829) 130 000 Arméniens d'Iran et de Turquie étaient installés essentiellement dans les khanats Iravan (Erevan), Nakhitchevan et Karabakh, Gandja (Elizavetpol)*. Cette politique ne semblait pas sans raison. L'idée était de séparer les deux peuples turcophones et musulmans à la fois.

Ariel Kyrou et Maxime Mardoukhaïev (1989 : 264) écrivent à ce propos : *le tsar invite les Arméniens à quitter l'Iran et surtout la Turquie pour s'installer dans son empire, aux*

frontières des deux pays qu'ils venaient de quitter. Aux frontières de l'Islam. Ils seront 135 000 à répondre à son appel entre 1828 et 1878. Un grand nombre d'Arméniens choisiront le Haut-Karabakh... tandis que, à partir du XIXème siècle, des Azéris furent le joug russe puis soviétique vers l'Azerbaïdjan du Sud, en Iran.

En analysant les faits, on voit que l'installation des Arméniens dans ces territoires avait quelques causes importantes. Premièrement, ils étaient les chrétiens de l'Orient bien adaptés et vivaient dans les territoires musulmans sous le nouveau pouvoir de l'Empire russe. Deuxièmes, ils connaissaient les langues orientales, les traditions musulmanes et leur vie. Troisièmes, les arméniens avaient l'expérience de vivre sous les différents empires et l'adaptation à une autre confession et à la politique des autres ne posait aucune difficulté.

Le chercheur russe Chavrov écrivait en 1911 : *aujourd'hui 1 million sur 1 million 300 mille des Arméniens n'est pas la population locale, ils y sont installés par nous* (Musayeva, Mamedov, 2003). Le XVème arrêt du traité de Turkmentchay disait : *Sa Majesté le Chah... accorde le pardon parfait et total à tous ses résidents et ses fonctionnaires de la province appelaient l'Azerbaïdjan. Ces résidents possédaient un an, compté de la date du traité, pour transporter leurs biens sans payer d'impôts et cinq ans pour la vente de leurs immobiliers. Par contre, le XIVème arrêt du traité de Turkmentchay disait que la Russie interdisait aux réfugiés iraniens de s'installer dans certains territoires de l'Azerbaïdjan. L'article disait : Sa Majesté, empereur de toute la Russie, de sa part donne la promesse de ne pas permettre dans aucune loi aux réfugiés persans de s'installer ou de résider dans les khanats de Karabakh et de Nakhitchevan et d'Erevan et sur la rive droite de l'Araxe. Dans le courrier envoyé à Paskevitch, Griboïedov montre que pendant le transfert des Arméniens à Nakhitchevan il y a eu beaucoup de désaccord et de tension de la population posant le problème entre les gens. Et pour prouver ce mécontentement, il présentait le schéma des Arméniens déportés (Annexe p. 7).*

À l'heure actuelle, d'après le chiffre non officiel, en Azerbaïdjan réside près de 30 000 Arméniens, et ils n'ont pas de problèmes d'intolérance religieuse et ethnique.

2.4.3. Les Russes

Après le traité de Turkmentchay, l'occupation du nord de l'Azerbaïdjan est achevée. Maintenant, la Russie, qui avait une grande expérience pour le développement de ses colonies, devait la réaliser en Azerbaïdjan. Le gouvernement tsariste élabore alors différents programmes de migration des populations russes aux nouvelles frontières de l'Empire. Les militaires finissant leurs services refusaient de rester sur ces territoires et rentraient chez eux. Pour la première période, le Tsar utilisait la méthode traditionnelle et envoyait la population civile. Il exilait les personnes religieuses qui ne voulaient pas obéir à l'église chrétienne orthodoxe.

Les chercheurs divisent la migration russe dans les territoires d'Azerbaïdjan en deux parties. La première partie appartient aux croyants de différentes sectes du christianisme qui n'accepte pas l'autorité de l'église chrétienne orthodoxe (*molokanes, doukhobors, subbotniks, raskolniks* etc.) La deuxième ce sont les paysans devenus pauvres en perdant leurs terres et leurs biens. L'émigration russe vers le Caucase du Sud a commencé dans les années 1930. Avec l'ordre du 20 octobre 1830, l'état russe légalisait l'acte de la migration de la population russe. D'après cet ordre, les Russes originaires des provinces de Tambov, Saratov, Voronej, Astrakhan, Tver, Orenbourg devaient s'installer en Azerbaïdjan dans les régions de Karabakh, Lenkoran, Mugan, Shirvan et Bakou. Quelques années après le traité de Turkmentchay, il existait déjà 11 villages russes en Azerbaïdjan. Dix ans après ce chiffre sont montés à quinze. D'après la statistique en 1912, il existait soixante villages russes dans le *gubernia* de Bakou, 29 dans celle d'Elisavetpol (Gandja), (Eminov, 2005).

Les *Molokanes* et les *Doukhobors* sont deux sectes chrétiennes dissidentes de l'Église orthodoxe sont apparues au milieu du XVIII siècle en Russie centrale, plus précisément dans les régions de Saratov, Voronej et Tambov. Les *doukhobors* sont déplacés principalement dans le sud-ouest de la Géorgie (district d'Akhalkalak en Djavakhétie) à partir de 1840. La plus grande partie des *Molokanes* sont installés dans les régions septentrionales de l'Azerbaïdjan où les conditions géographiques et climatiques ressemblaient à celles de leurs anciens lieux de résidence et étaient propices aux activités agricoles. Les premiers villages russes sur le territoire de l'Azerbaïdjan actuel apparaissent dans les années 1830-1940. Certaines communautés sont déportées à partir de 1841 en Transcaucasie. Dans les années 30 du XIXème siècle, il existait 34 villages installés dans le sud du Caucase, dont 30 se trouvaient en Azerbaïdjan. Sur 8 600 personnes religieuses, 7 000 s'installaient en

Azerbaïdjan (Vəliyev, 2000). Ces colons russes n'étaient pas installés sans raison. Leurs rôles étaient de résoudre toute une série de problèmes comme la défense des frontières et le développement économique de la région afin de la faire entrer dans le système économique commun de l'empire. Leurs tâches n'étaient pas seulement de s'adapter aux nouvelles conditions de vie, mais aussi d'influencer au développement de l'économie et de la culture dans la région d'accueil. Cette sorte d'installation est organisée en quelques étapes. Entre 1905 et 1907, la migration a eu un caractère plutôt économique. À cette époque, le gouvernement russe décidait la création de vastes zones de peuplement exclusivement russes dans les steppes Transcaucasiennes. Jusqu'en 1917, les Russes ont créé 55 villages comptant 21 094 habitants, soit plus de 40 % de la population locale dans la steppe de Moughan et tout le long de la côte Caspienne (districts de Quba et de Lenkoran). Au total, à la charnière des deux siècles, plus d'une centaine de villages russes orthodoxes sont créés sur le territoire de l'Azerbaïdjan (Həşimova, 1992).

Tableau N° 1

La population rurale russe de Transcaucasie (1959-1979)

Républiques	Population rurale russe				Pertes
	1959	dont sectateurs	1979	dont sectateurs	1979
Arménie	16 900 (16 400)	7 400 (43,8 %)	6 000 (12 300)	3 000 (50,0 %)	64,5 %
Azerbaïdjan	60 600 (61 900)	25 700 (42,4 %)	19 700 (28 200)	18 500 (92 %)	66,8 %
Géorgie	59 800 (85 300)	8 900 (14,9 %)	15 700 (56 100)	7 200 (45,9 %)	73,7 %
Total	137 300 (163 600)	42 000 (30,6 %)	41 400 (96 600)	28 700 (69,4 %)	69,8 %

Макарова, Г. Ф. Морозова, Н. В. Тарасова (1986) *Региональные особенности миграционных процессов в СССР*, Москва, Наука.

Au XIXème siècle, les sectateurs étaient installés principalement dans les districts d'Ismaili, de Gadabey, de Djalilabad, de Massali, de Shemakhi et dans le village d'Ivanovka. Pendant l'époque soviétique, les Russes de Transcaucasie dont la plus importante communauté se trouvait en Azerbaïdjan préféraient s'installer dans les grandes villes comme Bakou, Gandja, Soumgaït (ville industrielle, construite après la Deuxième Guerre mondiale,

troisième ville du pays située au bord de la mer Caspienne). Les *Molokanes*, et les *Doukhobors*, après la révolution d'Octobre, étaient obligées de changer leur mode de vie traditionnel et s'éloignaient de leurs croyances (Galstyan, 2004).

À la fin du XXème siècle on assiste parmi les populations russes, qui représentaient la deuxième ethnie de l'Azerbaïdjan, à un exode massif conditionné par des raisons politiques, économiques, sociales, personnelles et sécuritaires (à cause du conflit de Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie). À partir de 1989, des mesures sont prises par le gouvernement de Russie pour faciliter leur retour dans leur pays d'origine.

Avec l'arrivée au pouvoir d'Heïdar Aliyev l'émigration des Russes s'est ralentie. Actuellement, en Azerbaïdjan, il y a une vingtaine de journaux et de revues publiées en russe. Pour les Russes et russophones, il existe des émissions quotidiennes de radio et de télévision. En 1998, le Patriarcat orthodoxe de Moscou a restauré l'éparchie de Bakou-Caspienne et est aussi représenté par six paroisses russes dont trois à Bakou et une à Gandja, une à Soumgaït et une dans le district de Khatchmaz (Xacmaz).

2.4.4. Les Juifs

Les Juifs des montagnes se sont établis en Albanie Caucasienne aux Vème et VIème siècles et sont créés des liens avec les populations du Daghestan voisin. Leur tradition indique qu'ils vivaient dans le Caucase oriental depuis — 722. Il y a plusieurs théories sur leur origine : l'une prétend que les Parthes et les Sassanides ont installé là des colonies juives dans le Caucase pour prévenir les incursions de tribus nomades venant des steppes du Pont, au nord-est de l'Asie Mineure (la Turquie actuelle). L'autre soutient la thèse de Tates convertis au judaïsme et inversement que les Tates musulmans actuels sont les anciens Juifs tates convertis. Une autre variante une ascendance de Khazar, assez improbable d'ailleurs, car ils sont installés au Caucase bien avant la fondation du royaume des Khazar. La signification du mot *Khazar* semble dériver d'un mot turc signifiant errant, nomade (*gezer* en turc moderne). Les Khazars étaient un peuple semi-momade turc d'Asie centrale. Au VIIème siècle ils s'établissent au Caucase, aux abords de la mer Caspienne et fondent leur khaganat (royaume). Vers la fin du Xème siècle, l'Empire Khazar s'éteignit progressivement (Balci, Motika, 2007).

Or, l'existence des Juifs dans les territoires d'Azerbaïdjan nous amène à la même époque que l'état sassanide qui a réalisé la migration juive. Parmi la population perse, déportée vers le nord de l'Iran (actuel territoire d'Azerbaïdjan), il y avait aussi des familles juives. Ceci explique le fait que leur langue est le moyen persan de l'ère sassanide²⁵. Ils sont principalement les Juifs de *djuur* ou *juhuro* installés dans le village Evreyskaya (village hébreu en russe), dit aussi « Jérusalem du Caucase », de la région de Quba. Ces Juifs sont descendus des montagnes vers les plaines côtières entre les XVIIIème et XIXème siècles, mais ont gardé toujours le nom de « Juif de montagne ». D'après le recensement de 1897, fait par la Russie tsariste, il existait 5 063 000 des Juifs dans l'Empire, dont 40 500 dans le Caucase. Presque 25 % des Juifs du Caucase (8 400 personnes) vivaient en Azerbaïdjan. Au XXème siècle, une nouvelle étape de la migration a commencé par l'occupation russe. Beaucoup des Juifs de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie et de certains pays européens sont déportés en Azerbaïdjan. Ces immigrants sont appelés jusqu'aujourd'hui « les Juifs européens ». Tandis que pour les premières et deuxièmes étapes les Juifs sont appelés les Juifs des

²⁵ <http://www.juhuro.com>

montagnes et parlent un dialecte du persan. En 1926, plus de moitié des Juifs d'Azerbaïdjan acceptaient la langue azerbaïdjanaise comme langue maternelle²⁶.

À l'époque soviétique, on les autorisait à perpétuer leurs activités économiques, quoiqu'à l'intérieur de structures collectives de type kolkhoze. Le recensement soviétique de 1926 nous montre que le nombre des Juifs est diminué de deux fois. Par contre, la population des Juifs d'Azerbaïdjan a augmenté. Ils étaient 10 300 personnes sur 2 597 400 en 1926. En 1970, les Soviétiques autorisent à l'émigration aux Juifs, Grecs et Arméniens. On assiste une forte émigration des Juifs vers Israël. Avec l'indépendance des pays soviétiques, la plupart des Juifs se sont installés soit en Allemagne, soit en Israël. D'après le recensement de 1999, il y a 8 900 des Juifs en Azerbaïdjan (Totadze, 2009 : 58-59).

²⁶ <http://www.eleven.co.il/article/10098>
<http://www.juhuro.com/>

2.4.5. Les Kurdes

Historiquement, les Kurdes habitaient dans les territoires d'Iran, d'Irak, de Turquie et de Syrie. Depuis des siècles ils n'avaient ni le pays ni l'indépendance qui leur obligeaient à émigrer. Actuellement, on compte 30 — 35 millions de Kurdes dans le monde²⁷. D'après les historiens du X^eme siècle, les Kurdes vivaient dans plusieurs régions de l'Azerbaïdjan (Shirvan, Beylogan, Derbent etc.). Pendant l'époque de Séfévides, Shah Ismaël installait beaucoup de Kurdes à Shirvan et à Irévan (Erevan). Une autre vague importante de l'émigration kurde commençait par la déportation des Turcs et des Arméniens pendant la guerre turco-perse au XVII^eme siècle. De nombreux Kurdes s'installaient dans les territoires de Zanguezour, de Karabakh et du Nakhitchevan. La migration kurde vers le Caucase du Sud s'accélérait avec la guerre russo-iranienne. Au congrès de Berlin (le 1er juin 1878), les Kurdes de Turquie ont eu l'autorisation d'émigrer vers la Russie. Cette nouvelle migration a augmenté le nombre de la population kurde à 70 000 personnes en 1886²⁸. En 1923, il était créé la région du *Kurdistan*, est connu comme *le Kurdistan rouge* et résultant de la création des villes de Kelbedjar, Latchin, Qubadli en 1931 ou la population kurde était très nombreux. Cette région était créée par les autorités soviétiques pour s'attirer la sympathie des Kurdes des pays environnants, l'Iran et la Turquie, et pour profiter des mouvements nationalistes kurdes dans ces pays. À la fin des années 1930, les autorités soviétiques déportaient la majeure partie de la population kurde d'Azerbaïdjan et d'Arménie vers le Kazakhstan (Orujev, 2003). Les Kurdes de Géorgie devenus, quant à eux, victimes des purges staliniennes de 1944. En 1941, une partie des Kurdes sont déportés à la Kirghizie. Le reste de la population est compté dans la statistique ayant la nationalité azerbaïdjanaise. L'occupation des villes de Kelbedjar, Latchine, Qubatli par l'Arménie avec d'autres territoires de l'Azerbaïdjan obligeait les Kurdes comme d'autres populations azerbaïdjanaises de trouver refuge dans les autres régions d'Azerbaïdjan et vivre sous le statut de réfugiés du Haut-Karabakh²⁹.

²⁷ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Kurdes>

²⁸ <http://www.tetedeturc.com> (La guerre russo-turque de 1877-1878 et le Congrès de Berlin).

²⁹ <http://ru.wikipedia.org/wiki/%D0%9A%D1%83%D1%80%D0%B4%D1%8B>

2.5. Les révoltes des années 1830-1840 et leurs conséquences migratoires après la colonisation de l'Azerbaïdjan du nord

Pour la Russie, l'Azerbaïdjan n'était pas seulement un territoire stratégique, il symbolisait aussi la richesse et la fortune. Les voyageurs russes étaient toujours admiratifs de cette beauté de la nature et l'exprimaient dans leurs œuvres. Par rapport aux autres populations du Caucase, le peuple azerbaïdjanais se distinguait par sa religion, sa langue, ses traditions et ses mœurs³⁰. L'installation des Russes et les mauvais comportements des fonctionnaires du Tsar rendaient la situation encore plus insupportable et obligeaient les gens à s'enfuir vers l'Iran ou la Turquie. Pendant les deux guerres russo-iraniennes, la population a perdu de nombreux biens en raison du vandalisme des occupants.

Après l'occupation russe, l'État ne dirige pas le pays avec l'ancien système des khanats, mais avec le système de *komendatura* (le système d'administration militaire russe). Par contre, dans le nord de l'Azerbaïdjan la région de *Car Balakən* (Jar-Belacan) gardait toujours une autonomie intérieure. Cette situation Caucasienne ne convenait pas à la politique coloniale du Tsar. Se situant au nord de l'Azerbaïdjan, la population de cette région ne cessait pas d'avoir des liens directs avec le chef de montagnard Sheikh Chamil. Au début de 1830, le général Paskevitch envoie ses troupes vers *Car Balakən* et en cachant ses vrais intérêts adresse une déclaration au peuple en langue local. Dans cette déclaration, il explique les nouveaux règlements qui devaient se composer de neuf personnes, dont deux personnes originaires de cette région devaient être élues par le peuple. Les représentants de la région voulaient négocier avec le général. Après une semaine d'isolation de quelques villages, les gens étaient obligés d'accepter les conditions des Russes. Avec ces événements, Tsar connaîtra la révolte pour la première fois dans l'histoire de son pouvoir (Həşimova, 1992).

Par contre, dans l'histoire de l'Azerbaïdjan du Nord, durant tout au long du XIXème siècle, on assistera encore à quatre révoltes :

- a) Révolte à Talysh en mars 1831,
- b) Révolte à Quba en 1837,
- c) Révolte à Shéki en août 1838,
- d) Révolte à Zakhatala en juin 1863 (Əliyev, 2007).

³⁰ La majorité du peuple était musulmane et turcophone.

Tous ces événements en Azerbaïdjan font comprendre au Tsar que le peuple azerbaïdjanais défendra ses droits et l'obligera, dans les années 40 du XIX siècle, à préparer et appliquer de nouvelles réformes. Même les Sénateurs et les fonctionnaires avouaient au Tsar que sans réforme, ils n'étaient pas capables de garantir la stabilité de la politique coloniale dans la région. La réforme administrative de 1841 abolit les gouvernements militaires. Cette nouvelle réforme découpe les territoires historiques de l'Azerbaïdjan du Nord pour éviter toutes sortes de problèmes. Les territoires du Caucase du Sud sont partagés en deux entités : *le gubernia Géorgie-Imérétie* avec sa capitale Tbilissi et *Xəzər vilayəti* (territoire de la Caspienne) avec sa capitale Shémakhi.

Dans les années suivantes, il y a eu encore quelques réformes, mais la situation du peuple azerbaïdjanais ne s'était pas améliorée. La corruption, l'injustice, la conversion forcée des musulmans au christianisme, etc. provoquaient encore plus de rassemblement de la population. La Russie ne voulait pas préparer de nouvelle réforme pour les paysans qui représentaient plus de 80 % de la population. Tandis que dans les territoires voisins, comme en Géorgie, ce nouveau règlement existait déjà. La région *Car Balakən*, proche de la Géorgie, ne pouvait pas rester sans réaction. En 1863, le peuple azerbaïdjanais s'est révolté pour la dernière fois de ce siècle. Par la suite, ces révoltes se transformaient en émeutes paysannes nommées *qacaq hərəkəti* (*jacquerie* – le mouvement de bandit d'honneur). Déjà, dans les villages, il existait différents niveaux de la population capitaliste. Les territoires des riches paysans (*qolçamaq*), et les territoires des *beys* se distinguaient par une richesse et une pauvreté qui provoquait des résistances. Cette opposition, appelée *qacaq hərəkəti*, se sentait dans tout l'Azerbaïdjan et inquiétait le gouvernement. Elle a joué un grand rôle dans l'histoire de la résistance du peuple azerbaïdjanais (Huseynov, Verdiyeva, 2000).

2.6. Conclusion

L'intérêt de la Russie à conquérir les territoires avait commencé sous Ivan le Terrible (1530-1584), qui avait réussi à prendre Astrakhan et à couper la route aux invasions turco-mongoles venues d'Asie centrale. Pierre le Grand (1672-1725), dans sa campagne contre les Perses, menée au moment où les Autrichiens dégagent leur capitale de l'encerclement ottoman et passent à la contre-attaque sous la dynamique impulsion d'Eugène de Savoie, conquiert le Daghestan et envahit l'Azerbaïdjan. Cette campagne militaire permet de comprendre l'importance hautement stratégique du Caucase dans l'affrontement millénaire dans l'Europe. Pierre le Grand et ses généraux constatent la nécessité de prendre pied au-delà de la chaîne montagneuse Caucasienne. La Grande Guerre du Caucase durera 70 ans, de 1802 à 1872, avec l'épisode qui a la source des drames actuels, la révolte tchéchéno-daghestanaise emmenée par un illuminé fanatique, l'Imam Chamil. Pour emporter la victoire, dès l'époque de Catherine IIème, la Russie a tablé sur sa diplomatie, sur les Cosaques du Terek et du Don et sur l'indéfectible alliance avec les Arméniens.

La politique de christianisation et colonisation ne pouvait pas rester sans réaction dans la population autochtone. Les premières années après l'occupation russe des territoires du nord, la population choisissait la résistance traditionnelle : migration ou résistance passive. Au début de XIXème siècle, les révoltes dans les khanats d'Azerbaïdjan provoquaient des migrations intérieures. Cette migration était provisoire, car les villageois ayant quitté leurs maisons après l'occupation y retournaient quelques années plus tard. Ce retour était encouragé par la guerre russo-iranienne et l'opposition populaire dans tous les khanats. Après le traité de Gulistan, l'émigration prend une forme plus active. On assiste une forte émigration de la population vers l'autre rive de l'Araxe. Ainsi pendant les guerres russo-iraniennes le peuple azerbaïdjanais était obligé d'émigrer d'un village à l'autre village, d'un khanat à un autre khanat. Le général Kotlarevski écrivait dans un rapport préparé avant le traité de Gulistan : *en 1805, après l'occupation vivaient plus de 10 000 familles à Karabakh. En 1808, il ne restait que 7474 familles* (Verdiyeva, 1999 : 46). Les guerres, les injustices, les malheurs, déficit de nourriture, les maladies provoquaient encore plus d'émigration. Dobrotvorski soulignait qu'il ne rencontrait pas de villages aussi pauvres dans le khanat de Talysh, dans l'Empire perse. La signature de deux traités (Gulistan et Turkmentchay) n'a pas arrêté les départs. Le changement politique de la Russie impériale dans les nouveaux territoires occupés était caractéristique et insupportable obligeant la population à choisir une

autre destination. La plupart choisissaient l'Iran ou la Turquie. Restant fidèle à sa politique, l'état russe installait les Allemands, les Arméniens et les Russes dans les territoires occupés afin de christianiser le peuple et augmenter le pourcentage de la population non musulmane. La population résistait contre la colonisation et la politique russe. Dans ces conflits, les Arméniens étaient aux côtés des Russes espérant obtenir un jour l'indépendance pour le peuple arménien.

Pour la christianisation de la population locale, les Russes utilisaient tous les moyens. Par exemple, le pouvoir russe, promettant des médailles, de l'or et de l'argent, a invité à baptiser les Ingiloys (sunnites musulmans, parlé à un dialecte géorgien). Il a réussi à convertir presque 20 000 personnes, soit plus de la moitié de la population. La révolte de 1863 à Zakhatala était liée avec cet événement. Estimant avoir été trompés par les Russes, ces nouveaux chrétiens se réislamisaient (Aliyev 1995).

On constate que la société sous l'Empire russe s'était considérablement aggravée et devenue encore plus dure et difficile par rapport à l'époque des khanats. Durant le XIXème siècle, le peuple azerbaïdjanais manifestait plusieurs fois, car la politique du gouvernement russe était insupportable. Cumulant beaucoup de dettes et ayant une trésorerie vide en raison des deux guerres, l'état russe a volé les biens des gens. La résistance était cessée par la répression et la déportation en Sibérie. À cet égard, l'opinion des intellectuels azerbaïdjanais était différente par rapport aux autres couches de la population. Par exemple, le grand représentant de la culture azerbaïdjanaise de XIXème Mirza Fatali Akhoundov (1812-1878), définit clairement le résultat d'occupation des territoires azerbaïdjanais en disant que :... *grâce à la protection de l'État russe, nous nous sommes débarrassés des invasions infinies ayant lieu dans le passé et les pillages des hordes usurpatrices et ont retrouvé enfin la paix* (Mukhanov, Volhonsky, 2007).

Après les traités de Turkmentchay (1828) et Adrianopol (1829), il y eut des révoltes dans les régions de Talysh, Balakend, Quba. L'état russe calmait la situation par ses méthodes traditionnelles, avec la déportation et l'installation de non-musulmans dans la région. Ce processus continuait pendant les guerres de Crimée (1853-1856) et russo-turques. En général, au XIXème siècle, la part de population azerbaïdjanaise du Caucase a diminué et passait de 42,6 % à 32 %, mais ce n'était pas lié avec un problème démographique ou l'état de guerre du pays, mais plus avec les déportations et l'émigration de la population (Vəliyev, 2000).

À la moitié du XIX^{ème} siècle la résistance continue toujours, mais cette fois-ci sous une autre forme. Les mouvements de bandit d'honneur (*qacaq hərəkəti*) se poursuivaient jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Après la guerre russo-turque (1877-1878), un grand nombre d'Azerbaïdjanais a émigré vers la Turquie.

En raison d'éparpillages des matériaux statistiques pendant les deux guerres dans le sud du Caucase, nous sommes privés de l'étude plus concrète des événements. Par contre, l'histoire récente nous donne la possibilité de constater que la résistance du peuple azerbaïdjanais contre le gouvernement russe avait eu des conséquences graves. L'injustice et les guerres infinies provoquaient non seulement l'émigration des paysans, mais aussi des familles nobles. Par exemple le khan de Karabakh, Mehdigulu Khan et le khan de Shirvan, Mustafa Khan ont été obligés de choisir l'émigration en Iran. Par la suite, la politique de l'état russe dans les territoires occupés a fait constat sur les processus de migration jusqu'au XX^{ème} siècle.

Soulignons quelques faits de l'émigration azerbaïdjanaise au XIX^{ème} siècle que H. Verdiyeva (1999 : 45-57) présente dans son livre :

Tableau N° 2

Date	Nombre de famille	Nombre de personne	Région de départ	Région d'installation
Début de XIX ^{ème} siècle	2000	--	<i>Shirvan</i>	<i>Talish, Shéki, Karabakh</i>
1804	200	329	<i>Gandja</i>	<i>Samux</i>
1804-1813	1500 (<i>ayrime, kurde</i>)	--	--	--
1813	187	--	<i>Gandja</i>	<i>Iran</i>
1805	4845	--	<i>Nakhitchevan</i>	--
1826-1828	139	--	<i>Djebrail</i>	<i>Iran</i>
1827-1828	1400	--	<i>Nakhitchevan</i>	--
1827-1828	2137	--	<i>Erevan</i>	--
1840-1850	660	--	<i>Karabakh</i>	<i>Iran</i>
1845	--	22	--	<i>Sibérie</i>
1851	--	28 (<i>muridiste</i>)	<i>Quba</i>	<i>Voronège</i>
1869	42	--	<i>Qyunik</i>	<i>Empire ottoman</i>
1872	29	311	<i>Qyunik</i>	<i>Empire ottoman</i>

3. Histoire de l'émigration des Azerbaïdjanais entre XIXème et début du XXème siècle

3.1. L'Azerbaïdjan dans la seconde moitié du XIXème siècle

Au début des années 30 du XIXème siècle en Azerbaïdjan du Nord a été imposée une monnaie unique (rouble). Ceci a eu une signification importante pour la réanimation des relations commerciales entre les régions et les provinces séparées. Depuis la seconde moitié du XIX siècle, commence une nouvelle étape dans le développement du nord de l'Azerbaïdjan. La région attire un développement de type capitaliste. Bakou, avec l'exploitation de 50 % du pétrole de l'échelle mondiale et 95 % de toute la Russie est en train de devenir une très grande ville industrielle³¹. L'Azerbaïdjan est impliqué dans les circuits des marchés mondiaux via la Russie. L'essor de l'économie donne une forte impulsion au développement culturel. À ce moment, il se crée un théâtre national, une imprimerie moderne et apparaît l'intelligentsia nationale. De nombreux Azerbaïdjanais ont reçu un enseignement supérieur en Europe. On assiste à l'essor de la poésie, du théâtre et de l'architecture. Bakou se transforme en une ville européenne, devient non seulement un centre d'affaires, mais aussi la ville culturelle de l'ensemble du Caucase du Sud.

L'industrie pétrolière a joué une grande importance dans le développement de l'Azerbaïdjan et sa capitale. L'extraction de l'huile de Bakou existait depuis des siècles. Dans la seconde moitié du XIXème siècle est parue l'augmentation massive de la production pétrolière. Il est né des premières grandes entreprises industrielles. Les puits de pétrole primitifs remplacèrent par forages. Déjà en 1873, il fut utilisé des machines à vapeur. En 1901, la production de pétrole fut en hausse d'environ 50 % (11,5 millions de ton) de la production mondiale totale du pétrole. L'industrie pétrolière de Bakou commença à attirer des capitaux nationaux et étrangers (Ezran, 2004).

³¹ <http://www.economy.gov.az>

Gisements pétroliers de Bakou à la fin du XIX siècle



Source : www.azerbajan.az

Parmi eux, il y avait aussi Robert Nobel venu à Bakou en 1873. Plus tard, en 1876, les frères Nobel fondèrent la société sur la production et la fabrication à Bakou. Bientôt, il fut créé la compagnie *Nobel Brothers Petroleum Company* à Bakou³². La compagnie ne se contenta pas seulement aux transports des produits pétroliers, mais aussi pour assurer l'indépendance d'approvisionnement se lança dans le forage et la production. En 1880, avec l'invitation des frères Nobel, les Rothschild s'installeront à Bakou. La société dénommée *Caspian and Black Sea Petroleum Company* créé par les associés était pour avoir la concurrence avec J. Rockefeller (Asbrink, 2004). La révolution industrielle perturba aussi l'émergence de mouvement national. À la fin des années 1890, apparurent à Bakou les premiers groupes sociaux-démocrates qui ont changé le cours des événements dans la région. Le début du XXème siècle en Azerbaïdjan fut caractérisé par une lutte des classes de travailleur actif pour l'indépendance et les meilleures conditions de travail.

Pendant le développement de l'industrie pétrolière de Bakou au XIXème siècle, la péninsule d'Apchéron est devenue un centre industriel puissant dans le Caucase. Ce développement causa une forte immigration de la population de différents pays du monde.

³² Le prix Nobel a été créé en 1901. En effet, environ 12 % de l'argent du prix a été établie par Alfred Nobel dans *Nobel Brothers' Petroleum Company* (Asbrink, 2004).

3.2. Les représentants de l'émigration azerbaïdjanaise jusqu'au XXème siècle.

3.2.1. L'émergence de l'intelligentsia et l'émigration

La politique de la Russie coloniale du XIXème siècle dans le Caucase du Sud menait à une transformation du statut social et à une nouvelle distinction entre les différents groupes sociaux qui au sein de ces groupes provoquait une crise d'identité. Cela a conduit à des différentes réactions – la contestation, la fuite et la résistance ont ainsi cherché à préserver la propriété et le statut social et à devenir des citoyens égaux de l'État sur les différents éléments de la culture étrangère.

Après la conquête de l'Azerbaïdjan du Nord, le gouvernement russe sentait la nécessité d'introduire un nouveau système d'enseignement public, ce qui aurait assuré la formation de fonctionnaires pour soutenir la politique et la situation économique dans la province de Tsar. L'enseignement primaire était concentré dans les *məktəb*³³ et les *mollaxana* (école coranique chez les chiites) entièrement à la charge du « clergé » musulman. L'existence des écoles nationales en Azerbaïdjan conduira la Russie tsariste à la création d'un réseau de l'enseignement général dans le pays. La première école ouvre ses portes le 30 décembre 1830.

La situation politique contraignait à chercher un système plus souple d'intégration dans la ville. Le service royal, civil et militaire avait besoin de la population locale, sa religion ou son niveau social important peu. Les principaux critères étaient la fidélité à la Russie et l'aptitude professionnelle. Le gouverneur du Caucase, le Prince Vorontsov, nommé par le Tsar, précisait de mettre en œuvre une politique de cooptation des élites locales, plutôt que d'intégration et d'assimilation. Il joua un grand rôle pour l'organisation du *Séminaria* (Séminaire)³⁴. Le premier *Séminaria* Transcaucasien de maître, étant un grand centre de la préparation des spécialistes pédagogiques, a été créé à la fin du XIXème siècle dans le sud du Caucase à Tbilissi (Géorgie). Existant entre 1866-1917 ces séminaires préparaient les professeurs des classes primaires. En 1882, il était créé sous l'initiative de M. F. Akhoundov, la branche azerbaïdjanaise du séminaire (Svyataçovski, 2000, Constant, 2002).

³³ En 1842, dans les villes Bakou, Guba, Karabakh, Shéki, Chirvan et Talysh existaient 502 *məktəb* au sein des mosquées, 534 enseignants et 5242 étudiants.

³⁴ *Les séminaires de maître étaient* les écoles pédagogiques pour la préparation des professeurs de l'école primaire. Les écoles sont apparues en Russie à 1779 à l'Université de Moscou et à 1786 à Saint-Pétersbourg.

Les enfants des anciens *beys* et *agha*, ayant perdu leurs pouvoirs, pouvaient prouver leur « origine de noblesse » après la loi de décembre 1846. La première partie de *l'intelligentsia* présentait les personnes issues d'une aristocratie azerbaïdjanaise, essentiellement des familles des anciens khans, qui faisaient leurs carrières dans l'armée russe (comme le fils de Mustafa Khan de Shirvan, le neveu d'Ibrahim Khan du Karabakh, etc.). Il faut noter que parmi cette aristocratie beaucoup de personnes n'adoptaient pas le modèle occidental et finissait par s'exiler en Iran ou en Turquie (Aliyev, 1996).

Dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, l'Azerbaïdjan développait et relançait remarquablement les branches traditionnelles de la connaissance scientifique, l'histoire, la philologie, la géographie, l'astronomie, la philosophie. Abbasgoulou agha Bakikhanli (1794 — 1846) est le premier qui comprend l'importance de la création de l'histoire nationale et à cette époque on assiste à la création de la chronologie historique des khanats azerbaïdjanais. Ces histoires étaient écrites essentiellement par les descendants des anciens khans.

Le contact des deux civilisations — l'Europe, représentée par la Russie, et la tradition musulmane — a donné naissance à l'intelligentsia locale. Les intellectuels azerbaïdjanais sont apparus au milieu du XIX^{ème} siècle suivaient la Russie et dépendaient de lui. Tadeusz Swietochowski (2000) souligne : *le terme l'intelligentsia dans le contexte de l'histoire de l'Azerbaïdjan a une signification différente de son importance dans les langues européennes.* Les personnes éduquées dans les écoles islamiques traditionnelles ne considéraient pas les intellectuels russifiés comme des interlocuteurs valables. Après les années 30 du XIX^{ème} siècle, *l'intelligentsia* était formée de personnes ayant suivi l'éducation secondaire dans les écoles militaires russes ou dans les écoles russo-tatares. Le rapprochement des musulmans avec les Russes a été senti aussi dans l'armée ou dans la fonction publique. Plus tard, parmi les musulmans Caucasiens il y aura une aspiration à l'instruction élémentaire et à la connaissance, qui amènera l'amélioration de leur moralité.

À la moitié du XIX^{ème} siècle, parmi les intellectuels sont apparus les *Tatares*, (comme les Russes désignaient tous les musulmans turcophones à l'époque) étudiés dans les universités russes et dans le séminaire du Caucase du Sud à Gori et à Tbilissi. Le Séminaire Transcaucasien à Gori jouait un grand rôle dans la préparation des enseignants pour les écoles primaires en Azerbaïdjan, surtout après l'ouverture de la branche azerbaïdjanaise en 1879. Si dans les années 1849 à 1851 à Saint-Pétersbourg étudiaient 180 élèves du Caucase, dans les années 1870, le chiffre atteint un pic pour les étudiants azerbaïdjanais. Ils continuent leurs

formations dans les autres régions de l'Empire. Malgré le petit nombre de représentants des élites modernes d'Azerbaïdjan pendant deux siècles, ceux-ci sont devenus les porte-parole de la culture et de la politique nationale (annexe p. 351). L'événement le plus important dans l'éducation nationale de l'Azerbaïdjan dans la seconde moitié du XIXème siècle reste la presse périodique. En 1875, grâce à l'effort de *Həsən bəy Məlikof Zərdabi*, le premier journal turcophone de Russie, *Əkinçi* (Laboureur), a paru à Bakou et a provoqué une grande résonance dans toute la région du Caucase. Au total, 56 numéros ont été publiés pour la période de 1875 à 1877. Le journal menait une lutte infatigable pour la purification de la langue maternelle et aussi un grand travail pour la création des articles sur la vie politique et sociale dans la langue azerbaïdjanaise.

Le rôle considérable dans l'histoire de l'éducation de la population azerbaïdjanaise a joué les écoles russo-tatares organisées par les professeurs Habib bey Mahmoudbeyov et Sultan Medjhid Ganiyev à Bakou. Dans cette école, à la différence d'autres écoles russes, la langue azerbaïdjanaise, conformément aux Règles de 1881, était admise pendant la première année de l'enseignement et était considérée comme obligatoire³⁵.

Habib bey Mahmoudbeyov et Abdulrehman bey Haqverdiyev



Source : <http://www.fotobank.az>

³⁵ <http://www.azerbaijans.com>

Dans la deuxième moitié XIX^{ème} siècle, on assiste à l'apparition de la dramaturgie par les figures les plus considérables de la dramaturgie azerbaïdjanaise de la fin du XIX^{ème} siècle, Nefes bey Vezirov, Abdulrehman bey Hagverdiyev et Nariman Narimanov. Les deux premiers écrivaient des comédies satiriques, mais Vezirov rédigeait aussi les premières tragédies azerbaïdjanaises. Le héros des tragédies de Vezirov et de Haqverdiyev était les intellectuels, qui au cours de la lutte pour le changement de vie tombaient souvent dans le piège de leur entourage hostile.

Le plus grand représentant de la culture azerbaïdjanaise du XIX^{ème} siècle était le fondateur de la littérature azerbaïdjanaise, le dramaturge et philosophe Mirza Fatali Akhoundov (1812-1878). Né dans la région de Sheki, Fatali fait ses études dans une école coranique (*madresseh*) où il apprend l'arabe et le persan. Sous l'influence de son professeur Mirza Chafi Vazeh, son intérêt change et il se tourne vers les études modernes³⁶.

Si après la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle les étudiants, pour continuer leurs études, partaient à Tbilissi, à Gori, à Saint-Pétersbourg ou dans les autres régions de l'Empire, vers la fin du XIX^{ème} siècle, l'intérêt change et ils choisissent maintenant les pays européens et surtout la France. Avec cette étape apparut une nouvelle génération. Rachid Bey Akhoundov, fils de M. F. Akhoundov, Ahmed Ağaoğlu, Mohsum Khanlarov, Mohammed Aga Schahtakhtinsky et encore d'autres font la connaissance de la vie française, de la situation politique et sociale de la France³⁷.

Les idées démocratiques se propagent de plus en plus dans la littérature. Ce mouvement crée un terrain propice à l'apparition de la littérature, culture et politique du XX^{ème} siècle de personnages connus. Abbas Qoulou agha Bakikhanli (1794- 1846), Mirza Fatali Axoundzade (1812-1878), Mirza Chafi Vazeh. (1794- 1852), Natavan (1837-1897, appelée aussi *xan qızı Natavan*, fille du dernier khan de Karabakh), Mollah Penah Vaqif, Mirzə Kazımbəy (1802-1870), Ahmed bey Aghaoglu (1869-1939), Ali bey Housseynzade (1864-1941), Alimardan bey Toptchibachi (1859-1934), Mohammed Aga Schahtakhtinsky.

³⁶ **Mirza Chafi Vazeh** — (1794 — 1852), l'héritage littéraire de l'auteur nous est arrivé par des traductions, les originaux de ses vers sont perdus. En 1846, il fait la connaissance avec l'écrivain allemand, Friedrich Bodenstedt, qui a visité Tbilissi et qui devient l'élève de Vazeh. En partant il emmène avec lui-même une partie considérable des poèmes de Mirza Chafi en l'Allemagne et là, il les a publiés dans une traduction en langue allemande.

³⁷ **Mohsum Khanlarov**, premier doctorant azerbaïdjanais « Herr doctor » de l'Université de Strasbourg (Université Kaiser-Wilhelm).

Nadjaf bey Vesirov, Abdourahim bey Akhverdiev, Mirza Alekper Sabir, Suleyman Sani Akhoundov, Uzeir Hadjibeyov, Nariman Narimanov, Hachim bey Vesirov, Djalil Mamedkoulizadé, Abbas Sahat, Mohammad Hadi, Abdullah Chaïg, Ali bey Husseynzade, Ahmad Agaoglou, Ahmad Djavad, Hussein Djavid et autres ont joué un rôle inestimable dans la formation de la littérature de la nouvelle période.

L'Azerbaïdjan qui entrait dans le XX^{ème} siècle a fait de grands progrès dans beaucoup de sphères, y compris dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la presse nationale. L'essentiel était qu'une bourgeoisie moderne se formait en Azerbaïdjan et commençait à jouer un rôle important dans la vie sociale du pays. L'activité des intellectuels dans plusieurs domaines servait à la renaissance, au réveil national, à la formation de l'esprit national. Ainsi, le cours des processus sociopolitiques commencés dès le XIX^{ème} siècle aboutit à l'évolution radicale dans la société azerbaïdjanaise. Nos hommes éminents publics et politiques élevés dans une nouvelle ambiance ont pu relever les défis du siècle. Un terrain favorable se préparait pour la création de la République Démocratique d'Azerbaïdjan. On peut appeler cette période la première étape de l'histoire de l'Azerbaïdjan du XX^{ème} siècle.

4. L'émigration azerbaïdjanaise au XX^{ème} siècle

4.1. L'émigration avant la première indépendance (1918-1920)

Dans cette partie, nous voulons retracer la situation de l'Azerbaïdjan au début du XX^{ème} siècle bouleversé par les révolutions organisées en même temps en Russie, en Iran et en Turquie. Tous ces trois événements présentent des caractéristiques comparables dans les étapes des révolutions et des contre-révolutions. Certains chercheurs azerbaïdjanaïses comme Eltchin, Aliheydar Atakichiyev, Mirza Bala Memmedzade concernant l'émigration azerbaïdjanaïse montrent qu'elle débute exactement par cette période et a causé le départ des intellectuels et des élites (Ibrahimli, 1996). C'est à cette époque qu'émigrent Ali bey Husseynzade, Ahmed Ağaoğlu, Memmed Emin Rasoulzade, Nassib bey Yussifbeyli, Fuad bey Korpuzade, etc. Leur première destination est la Turquie ottomane.

Au début du XX^{ème} siècle, la situation sociopolitique de l'Azerbaïdjan était plus au moins stable. L'industrialisation des grandes villes du pays Bakou et Gandja attirait de nombreux étrangers. En plus le Tsar continuait la déportation de paysans russes en Azerbaïdjan. Les ouvriers qualifiés dans l'industrie pétrolière venaient et s'installaient principalement dans les grandes villes afin de travailler dans les entreprises locales. Bakou devenait déjà une ville multiethnique.

Avec la réforme de 1870, les intellectuels et les élites azerbaïdjanaïses s'engagèrent dans les instances municipales. Par contre, après les années 1870, l'idée d'unifier le système d'éducation publique dans l'Azerbaïdjan a été appliquée avec une grande fermeté. Les langues locales, en particulier l'azerbaïdjanaïse, étaient exclues des matières obligatoires. Dans le système d'enseignement, les écoles russes et la langue russe venaient au premier rang des métiers exigés. À cette époque, sous l'influence des changements socio-économiques et de nouveaux développements dans la vie culturelle, parmi la population musulmane de Russie, les *məktəb* traditionnelles se transformaient et passaient à la nouvelle méthode dite *Usul Jadida*. Ces nouvelles méthodes étaient propagées parmi les populations musulmanes de Russie (Constant, 2002).

Le 31 mars 1906, sous l'ordre du Tsar, étaient organisées les élections à l'assemblée parlementaire (Douma). L'Azerbaïdjan présentait ses cinq députés très populaires et très connus. Les cinq députés, Alimardan bey Topçhibachi, Ismail bey Ziyadkhanli, Memmedtagui Aliyev, Assadoulla bey Muradkhanov, Abdurrehim bey Haqverdiyev, avec les

41 autres députés originaires de régions musulmanes, s'unissaient dans le parti politique appelé *Ittifaq al Muslimin* (Union Musulmane). Il faut noter que ces personnages présentaient la troisième génération de l'élite azerbaïdjanaise, formée aux idées nationales, jouait un rôle exceptionnel dans la création de la pensée nationaliste. Occupés dans les différentes sphères de l'administration, ils étaient les membres des différents conseils. Soulignons que cette élite était toujours encouragée par les riches pétroliers de Bakou, avec à la tête Hadji Zeynalabdin Taguiev, Moussa Naguiev, Murtouza Mukhtarov, Shamsi Assadoullayev³⁸. Dans les provinces de riches beys et aghas aidaient les paysans à organiser la vie sociale. Le parti *Difai* (Défense), fondé en 1905 par Ahmed Ağaoğlu et le parti *Müdafîa* (Défense) fondé en 1907 par Ismail bey Ziyadkhanli à Gandja aidaient les paysans, qui se présentaient 70 % de la population. Ces partis sont devenus le point de départ dans la vie politique de certaines personnes comme Shafi Roustambekov, Hassan Agazade, les frères Khasmammedov (Mahmudov, 2005). Le but essentiel de ces partis était de défendre le droit de la population azerbaïdjanaise et de résister contre le parti nationaliste arménien Dashnaksoutioun (Parti Socialiste Arménien).

Entre 1900-1903, la Russie subit une crise économique. Cette situation ne pouvait pas ressentie dans le Caucase qui restait une région sous-administrée par un État russe mal gouverné. En Azerbaïdjan, une dizaine de grandes entreprises étaient fermées et des milliers de personnes se trouvaient sans travail. Le salaire diminuait de 20-25 % et les ouvriers étaient obligés de travailler 10 à 14 heures par jour. Les employés venus de l'extérieur du pays savaient comment organiser la grève. Parmi eux se trouvaient des futurs révolutionnaires (Sattar Khan, Staline) qui vont organiser, le 2 mars 1903, la 1ère grève générale de Bakou. Par la suite, les grèves paralyseront l'activité pétrolière et d'autre secteur dans le pays³⁹.

³⁸ Père d'**Umm–El–Banu Assadoullaev** (1905-1992), connu comme Banine, francophone intellectuel, la romancière de *Jours Caucasiens* arrivée en France en 1924.

³⁹ **Sattar Khan** (1868-1914), un personnage de la révolution constitutionnelle entre 1906-1911 en Iran. Il a protesté contre l'abolition de la nouvelle constitution par Mohammad Shah Qadjar.

Joseph (Iossif) Vissarionovitch Djougachvili (1879-1953), d'abord surnommé Sosso (diminutif de Iossif) pendant son enfance, il se fit appeler Koba, ensuite a utilisé le pseudonyme de Staline, formé sur le mot russe **сталь** (*stal*), qui signifie acier. Avant la révolution 1917, il passa ses quelques années en prison et envoya ses lettres sous différents pseudonymes – *Besoshvili, Nijeradze, Tchijikov, Ivanovic*, mais le plus connu *Staline* et *Koba*. En 1912, Joseph Djougachvili choisit définitivement le pseudonyme de *Staline*.

4.1.1. Les révolutions dans la région : la Russie

Après la guerre de Crimée (1853-1856) et la guerre russo-turque (1877-1878) qui ont provoqué l'émigration des populations musulmanes, la situation dans le Caucase était plus ou moins stable. Cette immobilité est renversée en Russie en 1905, dans le pays le plus arriéré d'Europe par la première grande révolution moderne de l'histoire, première révolution populaire conduite, à la différence de la grande révolution française, par une classe opprimée, la classe des salariés des villes. Apparue très tôt dans les grandes régions industrielles, dès le début des années 1900, la classe ouvrière russe se révoltait contre l'autoritarisme tsariste et en même temps, combattait pour sa dignité et ses conditions d'existence. Ces luttes et résistances quotidiennes regroupaient les éléments les plus avancés du prolétariat au sein d'un parti social-démocrate et formaient en particulier son aile la plus radicale, le bolchevisme⁴⁰. L'histoire du parti bolchevik et le rôle de Lénine, au nom duquel elle est associée, ont subi une des plus grandes falsifications de l'histoire. Le dimanche 9 janvier 1905, des milliers d'ouvriers conduits par Gueorgui Gapone (1870-1906)⁴¹ convergent vers la place du palais d'Hiver pour s'en remettre au tsar. Dans son discours destiné aux ouvriers qui suivent Gapone, il nie qu'il n'y a plus de dieu ni de tsar. Quarante mille hommes de La Garde du Tsar chargent la foule, faisant plus de 1 000 morts et plus de 2 000 blessés. Cette date est restée sous le nom de « dimanche sanglant ». En fait, les révolutionnaires n'ont joué qu'un rôle négligeable dans les premiers mois de 1905 (Svyatačovski, 2000, Constant, 2002).

Il faut aussi remarquer que la guerre russo-japonaise (février 1904-septembre 1905) se terminait par la victoire du Japon. Le tsar Nicolas II et l'empereur du Japon Mutsuhito voulaient chacun fonder un empire colonial pour faire comme les puissances occidentales. Leur cible commune était la Chine. Le 2 janvier 1905, la garnison russe de Port-Arthur

⁴⁰ **Bolcheviks** (majoritaires) et **mencheviks** (minoritaires) la démarcation de 1903, une date historique, après IIe congrès du parti social-démocrate russe débutait à Bruxelles puis siégeait longuement à Londres, dans l'atmosphère d'une fin d'empire.

⁴¹ Prêtre orthodoxe, ardent organisateur, brillant orateur, il se rend très populaire dans les milieux ouvriers en organisant le 9 janvier 1905 une manifestation pour présenter une pétition au tsar. Gapone émigra après ce « dimanche rouge » et mena, pendant un certain temps, une vie de « réserviste de la révolution » luxueuse. Rentré en Russie en décembre 1905, il est démasqué comme agent de l'Okhrana (la police politique secrète de la Russie impériale) et pendu par des révolutionnaires.

capitulait et l'armée du tsar devait abandonner la Mandchourie. Ses déboires sont à l'origine d'une révolte sanglante à Saint-Pétersbourg le dimanche 22 janvier 1905. L'autocratie russe est sévèrement ébranlée de l'intérieur. Le Tsar ne peut plus assurer le coût économique et politique de la guerre. Plus de 5 000 Russes sont tués et 6 000 fait prisonniers. Le tsar ouvre les négociations pour une paix humiliante qui sera signée à Portsmouth (États-Unis) le 5 septembre 1905. Plusieurs meetings, manifestations, grèves se font l'écho de revendications démocratiques et montre l'achèvement de cette « guerre ruineuse et criminelle » (Cherbakov, 2011).

Après la révolution, la stabilité du Caucase n'était plus garantie et le gouvernement impérial savait bien que la stabilité de la région était très importante. Afin d'augmenter la répression contre l'autocratie, en février 1905, la loi martiale était imposée dans la province de Bakou. Les premiers à manifester étaient les ouvriers de Bakou et par la suite les ouvriers d'autres villes de l'Azerbaïdjan et du Caucase suivent. En même temps, le gouvernement tentait de résoudre la relation entre les pétroliers et les ouvriers. Le 30 septembre de la même année, il était organisé une réunion à Saint-Pétersbourg au cours de laquelle les intérêts des ouvriers musulmans étaient défendus par Alimardan bey Toptchibachi.

La première grande révolution moderne de l'histoire s'achevait avec un coup d'État organisé, le 3 juin 1907, par le premier ministre de Nicolas IIe. Après cette date la répression redoublait. On assiste alors à l'exode et l'émigration de la population.

4.1.2. Les événements de 1905-1906 entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens

Dans le premier tiers du XIX^{ème} siècle, après deux guerres russo-iraniennes et deux guerres russo-ottomanes l'Empire russe occupait l'Azerbaïdjan du Nord et la Géorgie. Les khanats azerbaïdjanais et le royaume de Géorgie étaient supprimés et inclus dans l'Empire russe du Caucase. Sur les territoires des khanats de Nakhitchevan et d'Erevan en 1828, était créée l'oblast arménien afin de christianiser par la force les peuples musulmans, agrandir les territoires des chrétiens, rendre la confiance et le soutien fiable à l'Empire dans les différents domaines de la culture, de la langue et de relation interethnique (Arzumanli, Mustafa, 1998).

Aux termes des traités de Turkmentchay (1828) et d'Edirne en 1829, les Arméniens qui, à cette époque, vivaient en Iran et dans l'Empire ottoman ont été contraints de s'installer en Azerbaïdjan, essentiellement sur le territoire des khanats de Nakhitchevan, Erevan et Karabakh. Entre 1828 et 1830, on estime que 40 000 Arméniens d'Iran et 84 000 Arméniens de Turquie s'installèrent dans la région Transcaucasienne. Ils occupent les meilleures terres des provinces d'Elizavetpol (Gandja), Karabakh et d'Erevan où la population arménienne était insignifiante à l'époque. Le gouvernement russe attribua 200 000 *dessiatines* (mesure de superficie) de terres aux Arméniens. En réalité, la politique russe visait à transformer la structure démographique de l'Azerbaïdjan au profit des Arméniens et aux dépens des Azéris. Après avoir envahi la partie est de la Turquie en 1854, les Russes déportèrent 100 000 Arméniens vers le Caucase où ces derniers s'installèrent à la place des Azerbaïdjanais contraints à l'émigration ou à la mort (Vəliyev, Muxtarov, Hüseynov, 1998).

Après la guerre russo-turque des années 1877-1878, grâce aux efforts des pays européens (l'Angleterre et la France), la *question arménienne* devenait l'ordre du jour et se donnait un moyen d'acquérir l'autonomie dans l'est de l'Anatolie. Au cours de ces années en Turquie une véritable propagande était menée pour favoriser l'insurrection arménienne. La direction de ce travail était assurée par les partis politiques nationalistes et socialistes *Hentchak* (fondé en 1887 à Genève) et *Dashnaksoutioun* (fondé en 1890 à Tiflis). Le but de ces partis était la création d'un état libre et autonome des peuples arméniens dans les provinces ottomanes de la Turquie. Il y a eu des confrontations entre les Turcs, Kurdes et Arméniens. Les médias de l'Europe écrivaient de massacre des Arméniens. Les bouleversements produits par les Arméniens en Turquie en 1894 et 1896 étaient réprimés par le sultan Abdülhamid. La grande partie des organisateurs et les activistes de ces confusions

jetaient en prison où déménageaient dans diverses régions du Caucase (Arzoumanli, Mustafa, 1998 : 45-52).

En 1905, les mécontentements et les émeutes contre le pouvoir impérial débutés en Russie commençaient à se sentir dans la Transcaucasie. L'église arménienne au début du XXème siècle jouait un rôle essentiel pour les partis nationalistes arméniens. Cependant, ce nationalisme produisait une contradiction avec la politique d'assimilation conduite par le gouvernement impérial. Le gouverneur du Caucase, le prince Grigory Golicyn, diminua le quota des élites arméniennes face à l'élite musulmane. Dans quelques écoles secondaires, il était autorisé l'étude de la langue russe. Le décret de 1903 sur la transmission des terres et des biens d'Église au Ministère de l'Agriculture portait un grand coup aux partis politiques financés par l'Église. L'édition de cette loi devenait une raison de l'élargissement du terrorisme arménien et l'accroissement des humeurs antiturcs et antimusulman. Pour affaiblir les forces antigouvernementales, l'état créait des désaccords multiethniques dans la région. Tadeusz Swietochowski montre que : *voyant la réaction négative des Arméniens à la fermeture des écoles nationales et à la tentative d'affiliation d'église Grégorienne à l'Orthodoxe, le pouvoir a commencé l'inflation d'un jeu entre des musulmans et des Arméniens* (Svyatačovski, 2000). À Erevan et à Etchmiadzine, l'église arménienne a organisé des insurrections contre cette loi. Les Arméniens organisaient des actes de terreur. Dans la ville on diffusait des tracts prétendument signés par le chef de la police urbaine (mais la contrefaçon a été trouvée plus tard), appelant le peuple azerbaïdjanais à attaquer les Arméniens. Par contre, le pouvoir n'accordait pas aux musulmans le port d'arme. Après la visite de Nakachidze, le nouveau gouverneur du Caucase à Saint-Pétersbourg en janvier 1905, le gouvernement sanctionnait la distribution aux musulmans d'armes en grande quantité. Antoine Constant souligne : *les autorités russes encouragèrent des groupes informels azéris à s'opposer aux activistes arméniens. L'utilisation de tels groupes, profitable à l'intérieur, donnait à l'extérieur un gage de la bonne foi russe* (Constant, 2002 : 225).

Les collisions arméno-azerbaïdjanaises étaient provoquées au début de l'année 1905 sous le prétexte de l'assassinat d'un musulman par les *dashnaks*. Les violences interethniques, entre 1905-1906, auront lieu non seulement dans les villes de Bakou, Gandja, Karabakh, Erevan, Nakhitchevan, Zanguezour mais aussi dans les villages. D'après les estimations, 128 villages arméniens et 158 villages azerbaïdjanais étaient détruites et causantes de 3 000 à 10 000 victimes plupart étant des Azerbaïdjanais (Əliyev, 2007).

Justin McCarthy et Carolyn McCarthy dans leurs *Turcs et les Arméniens* (1989) soulignent : *qu'on parle toujours du génocide des Arméniens et jamais des massacres des musulmans. En outre, en ignorant le siècle d'histoire du conflit, comme une évaluation unilatérale des événements efface le passé terrible et le présent dangereux du conflit.*

Les représentants de l'intelligentsia azerbaïdjanaise comme H. Zardabi, F. Kotcharli, N. Vezirov, M. Shahtahtinsky, E. Toptchibachi, E. Sultanov voyaient ces événements comme un grand désastre et essayaient de mettre fin par tous les moyens à ces actes cruels et absurdes. Ils étaient aussi chargés de guider la communauté musulmane de la Transcaucasie puisqu'il n'y avait pas d'autre groupe qui était en mesure d'assumer ce rôle. En 1906, les socialistes musulmans publiaient le premier journal bilingue arméno-azerbaïdjanais *Davetkach* (Appel). Ce journal clandestin a été adressé à la population arméno-azerbaïdjanaise et accusait le gouvernement de provocation à la haine ethnique. Après la publication de 16 numéros, ce journal fut fermé par le gouverneur de Bakou (Swietochowski 1995).

H. Z. Taguiev, « le père du peuple azerbaïdjanais », selon la population, a joué un rôle exceptionnel pour calmer le conflit arméno-azerbaïdjanais organisé par la Russie tsariste. Il envoyait des lettres aux différents fonctionnaires des villes azerbaïdjanaises en demandant la paix. Voici quelques extraits de réponses envoyées à Taguiev.

Ex. : cher Monsieur Hadji, nous avons lu votre télégraphe en présence des communautés arméniennes et de musulmane de Karabakh. La population de ces deux ethnies est déjà déçue pour ces événements et me demande de vous remercier pour votre appel à la paix. Ces deux peuples frères sont sûrs qu'avec votre présence, ces événements ne se répéteront plus à Bakou. Le chef de la municipalité Safaralibeyov, Karabakh, Shousha, 14 février 1905 (Journal Elm, N 6/182, 11 février 1989).

Ex. : cher Monsieur Hadji, ce vendredi les religieux musulmans et d'Arméniens se rassemblaient à la mosquée pour lire votre demande. La population était appelée à la paix et a rendu ses armes. Demain nous allons répéter ce rassemblement. Je vous assure qu'actuellement il existe la paix entre ces deux ethnies. Poladzadé, Pishnamazzadé, Gandja 14 février 1905 (Journal Elm, N 6/182, 11 février 1989).

La menace réelle de l'alliance russo-arménienne a poussé la création des organisations politiques clandestines azerbaïdjanaises pour faire face à ce danger. Le parti *Difai* (Défense), fondé en 1905 par Ahmed Ağaoğlu et le parti *Müdafiə* (Défense) fondé par S. Roustambékov, A. Khasmamedov, les frères Ziyadkhanov et *Geyrət* (Honneur), créé en été 1905

coordonnaient leurs actions pour aider les peuples musulmans et cherchaient à atténuer les conflits locaux.

En 1906, à l'initiative de Vorontsov-Dashkov, gouverneur du Caucase, a eu lieu une conférence de paix à Tiflis pour mettre fin au conflit arméno-musulman. Lors de la conférence, les représentants des musulmans A. Ağaoğlu, A. Toptchibachi, A. Ziyadkhanov et d'autres incriminaient les intentions du parti *Dashnaksoutioun* et prouvaient que le gouvernement a fermé les yeux sur les intérêts de ce parti, qui est l'organisateur et l'exécuteur des massacres et du terrorisme perpétrés dans la région du Caucase. Selon Tadeusz Swietochowski (2000), lors d'affrontements, en 1905, il a été détruit 158 villages azerbaïdjanais et arméniens et selon différentes estimations de 3 000 à 10 000 personnes sont tuées.

4.1.3. La situation politique dans l'Azerbaïdjan du Sud (iranien)

À la fin du XIX^{ème} siècle, la plupart de la population azerbaïdjanaise du sud était obligée de partir ailleurs pour gagner leur vie. Notre sujet ne concerne pas l'émigration azerbaïdjanaise du sud, divisé par le traité de Gulistan et Turkmentchay au début du XIX^{ème} siècle, mais, plutôt décrire leur situation sous le régime du Chah qui n'était pas agréable. L'état perse, dirigé par la dynastie Qadjar, devenait un état de plus en plus faible politiquement et militairement, dépendant économiquement des grandes puissances étrangères russes et anglaises. Les paysans, beaucoup plus touchés, partaient pour les pays voisins comme la Turquie, le Caucase du Sud et l'Asie Centrale. En Azerbaïdjan, ces migrants trouvaient du travail dans les secteurs d'agricole et de pétrolier, le plus souvent dans les grands *gubernia* comme Bakou et Elizavetpol (Gandja). En 1903, seulement à Bakou, leur nombre présente plus de 20 % de tout le prolétariat de Bakou (Keenan, 1962)⁴². Ils devenaient *qara fəhlə* (ouvrier noir) et travaillaient plus et gagnaient moins d'argent que leurs collègues. Encore aujourd'hui, cette population est appelée *həmşəri* ou *həmşəhərli* (citoyen de la même ville) pour montrer la solidarité avec les « frères » du sud⁴³. Par contre, la population qui n'avait pas le moyen de quitter le pays rencontrait la souffrance, la misère, la corruption qui menait à l'opposition.

Le pays devenait une semi-colonie russe et anglaise. Presque 300 000 migrants ont quitté le pays pour la Russie et sont revenus pour participer aux manifestations (Aliyev, 1995). Les révoltes s'organisaient essentiellement dans les grandes villes de l'Azerbaïdjan du Sud à Tabriz, Zanzan, Ardebil et commençait le 12 décembre dans la capitale Téhéran. Avec les grèves, les assassinats, la fermeture des bazars et les émeutes, les grévistes réussissaient à forcer le gouvernement afin de créer un Parlement en août 1906. Le gouvernement russe ne désirant plus avoir le problème de nationalisme chez son voisin du sud, qui pouvait provoquer la même situation au nord de l'Araxe, soutenait la dynastie Qadjar tandis que l'Angleterre, tout en surveillant les événements, essayait d'affaiblir le pouvoir du Chah. On a souligné que l'inspiration de révolte venait de l'étranger plus précisément de personnes d'origines iraniennes qui travaillaient dans les pays voisins. Même le héros légendaire de la révolution, Sattar Khan, ancien ouvrier de Bakou, venait du Caucase comme de nombreux combattants

⁴² La population de Bakou en 1903 comprenait 206 751 habitants.

⁴³ *Si tu vois dans n'importe où un homme malheureux sait que c'est un Həmşəri - Cəlil Məmmədquluzadə*

de la révolution. Fin de 1908 et début de 1909, à l'exception de la région Makou, tout l'ouest de l'Azerbaïdjan était sous l'influence du nouvel état démocratique. Pendant le mouvement nationaliste, les Azerbaïdjanais du nord les aidaient par les différents moyens. Quelque 800 personnes partaient du Caucase du Sud pour participer à la manifestation (Ibrahimli, 1996). Parmi eux il y avait des gens, en croyant à la création d'un nouvel état démocratique, ne voulait pas rester sous influence russe et fuyait au sud. Les différentes publications de journaux comme *Irşad*, *Tazə həyat*, *Həyat*, *Molla Nəsrəddin* inspiraient moralement les révolutionnaires. En 1908, le jeune Mohammed Emin Rasoulzade, membre de la partie *Hummət* (Effort), avec la répression du système de tsar, obligeait d'émigrer en Iran et fondait le grand journal *Irani Nou* à Téhéran. En rencontrant les membres de la révolution et Sattar Khan, il devient l'un des organisateurs de la révolution et crée la première journalistique Européenne en Iran (Tahirli, 2002).

À leurs tours les riches pétroliers de Bakou, H. Z. Taguiyev, N. Mutellibov, Agha Mousa Naguiyev et d'autres, envoyèrent une grande somme d'argent et d'armes à leurs compatriotes du sud. Certaines régions voisines iraniennes (Azerbaïdjan, Turquie) en voyant l'état de paralysie du pays envoyaient leurs délégués non pas à Téhéran, mais à Tabriz.

Par contre, s'inquiétant de cette situation, la Russie et l'Angleterre mobilisaient leurs troupes pour « libérer » l'Iran. Enfin, fin 1911, le Chah restaurait son pouvoir. Les représentants de la révolution avec à la tête des troubles révolutionnaires, Sattar Khan et Bagir Khan étaient condamnés à mort. Notamment la révolution iranienne, influencée sous la révolution russe de 1905, a joué le rôle sur le réveil de l'Asie.

Entre 1913 et 1916, le gouvernement russe commence à la construction de la voie ferrée entre Nakhitchevan — Tabriz et réunie pour la première fois depuis 1812 l'Azerbaïdjan nord et sud.

4.1.4. La révolution en Turquie et les Jeunes Turcs

La révolution des Jeunes Turcs en 1908 a beaucoup influencé le développement du mouvement national azerbaïdjanais. Dans ces nouvelles circonstances, le panturquisme, le mouvement culturel, a commencé à se transformer en mouvement politiquement organisé. En décembre 1908, à Istanbul, la création de l'organisation *l'Association turque (Türk derneği)* pour la propagande du turquisme, avec à sa tête le grand théoricien du panturquisme Ziya Gökalp, avançait l'idée du *Grand Turan* et de l'union de tous les peuples turcs sous l'égide de la Turquie. Dans la composition de cette organisation, sous influence profonde de cette idéologie, on trouvait des Turcs émigrés de Russie comme A. Ağaoğlu, A. Husseynzadé, Y. Akçura, M. E. Rasoulzade, etc.

Depuis les années 1870, la Turquie devient progressivement une semi-colonie des puissances impérialistes, mais la situation dans les Balkans et le Moyen-Orient a empêché le partage définitif des territoires ottomans. En même temps, l'effondrement financier et l'asservissement de l'Empire ottoman l'ont obligé à retirer ses militaires non seulement dans le marché mondial capitaliste, mais aussi dans le monde de production capitaliste. Cependant, l'économie turque s'est développée d'une manière unilatérale. Au niveau de développement industriel de la Turquie, elle est dans l'une de dernière place de l'Europe et de l'Asie. Les investisseurs étrangers ont forcé le sultan à accepter de contrôler l'Office de la dette publique ottomane et ses finances. Bientôt, l'influence étrangère pénétrera jusqu'à l'armée, gendarmerie, marine, douane et dans d'autres sphères en Turquie. Par exemple : les riches pétroliers et leurs constructions modernes, craignant d'une nouvelle intervention des grandes puissances, l'homme d'État turc Midhat Pacha, ainsi que quelques autres membres du gouvernement ont organisé un coup d'État (30 mai 1876), dans lequel le Sultan Abdul Aziz, régnant de 1861-1876, a été renversé. Le nouveau gouverneur Sultan Abdul Hamid II (régnant de 1876-1909) a inauguré solennellement la nouvelle Constitution ottomane en décembre 1876. La défaite de la Turquie dans la guerre russo-turque de 1877-1878 a conduit effectivement à un effondrement presque total de la domination turque dans les Balkans. Congrès de Berlin de 1878, a reconnu l'indépendance de la majorité des peuples des Balkans. En 1881, la France a envahi la Tunisie et l'Égypte a été occupée en 1882 par la Grande-Bretagne.

Par contre, avec l'arrivée au pouvoir de Sultan Hamid II, dans l'économie de l'Empire a été sentie une amélioration surtout dans sa position internationale car les relations avec certains ennemis ont été rétablies. Pendant cette période on assiste des visites des rois, des

princes comme le prince Nicolas du Monténégro en 1892, le ministre bulgare Stambolov suivi avec la visite du prince et de la princesse bulgare en 1898, le roi serbe en 1894 et la plus importante visite celle de l'empereur et l'impératrice d'Allemagne.

La révolution Jeunes Turcs. La manifestation à Istanbul après la restauration de la Constitution de 1876. Juillet 1908



Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Jeunes-Turcs>

À la fin de XIX^{ème} siècle, les *Jeunes Turcs* se considèrent comme les successeurs politiques des *Nouveaux Ottomans*, la première organisation apparue en 1889 et plus connue comme comité secret *Union et Progrès*. Les *Jeunes-Turcs* trouvent leur origine dans les échecs politiques et militaires du gouvernement ottoman et son déclin progressif tout au long du XIX^{ème} siècle. Ils recrutent leurs membres dans les sociétés secrètes des étudiants progressistes des universités et des cadets militaires qui veulent moderniser et occidentaliser la société turque traditionnelle. Leur organisation est principalement composée d'intellectuels et d'officiers. La situation favorise l'essor entre 1890 et 1908 d'un nouveau mouvement d'opposition, les Jeunes Turcs, se constituant pour partie à l'intérieur de l'Empire (Istanbul, Salonique) et pour partie à l'extérieur (Genève, Le Caire, Paris). Publiant leur programme à Paris en 1895, les Jeunes-Turcs entendent mener une révolution semblable à celle de 1789 en France et s'adressent principalement à la bourgeoisie ottomane. À partir de 1907, ce comité prend une coloration plus militaire avec l'adhésion d'officiers tels Enver, Niazi, Djamal et le jeune Mustafa Kemal. La révolution de 1905-1907 en Russie a influencé et a lancé les opérations des jeunes turquistes. Le mouvement des *Jeunes Turcs* triomphe en ouvrant une nouvelle ère pour l'Empire, marqué par l'avènement de la démocratie, ainsi que de l'idée de

justice sociale et plus encore de fraternité entre les peuples, quand le sultan en s'effrayant du mouvement annonce en juillet 1908 la convocation du Parlement et la remise en vigueur de la Constitution de 1876. Par contre cette victoire ne dure pas. Le Sultan Abdül Hamid II s'appuyant sur l'agitation de la population musulmane et chrétienne (avril 1909) dissout le Parlement et arrête plusieurs membres du *Comité Union et Progrès*. Peu après Mehmet Vème succède à Abdül Hamid, sans pouvoir réel. Les membres du mouvement Jeunes — Turcs eux-mêmes ont commencé à diriger le pays.

Avec la guerre italo-turque (1911-1912), la Turquie a perdu ses dernières possessions en Afrique, la Tripolitaine et la Cyrénaïque, ainsi que les îles du Dodécanèse. À la suite des guerres balkaniques de 1912-1913, les territoires turcs d'Europe sont propriété européenne de la Turquie limitée à la Thrace orientale et à Edirne. Depuis le début de 1914, le pouvoir en Turquie est concentré dans les mains des dirigeants Jeunes-Turcs dirigés par le trio Enver Pacha, Talat Pacha et Djemal Pacha. À cette époque, l'attitude des puissances étrangères soutenant les communautés non turques qui souhaitent l'éclatement de l'Empire et accéder à l'indépendance obligeait les Ottomans à durcir leur pouvoir face aux nationalistes et défendre les idées du panturquisme. La situation dans le monde à la veille de la Première Guerre mondiale a poussé la Turquie à entrer dans la guerre aux côtés de l'Allemagne. La guerre en Turquie se termine par une défaite. En fait, c'est la fin de l'Empire. L'armistice entraîne la démission d'Enver Pacha et à l'émigration des dirigeants Jeunes-Turcs. L'autodestruction de la partie *Comité Union et Progrès* marque la fin du mouvement Jeunes-Turcs.

4.1.5. La Première Guerre mondiale et l'Azerbaïdjan

La Première Guerre mondiale (28 juillet 1914 — 11 novembre 1918), l'un des événements marquants du XX^{ème} siècle, est gravée dans l'histoire contemporaine comme le premier conflit militaire du monde, provoquant plus de décès et causant plus de destruction matérielle que toutes les guerres antérieures. Même si l'Allemagne vers 1890 devient le premier état dans la diplomatie européenne et joue un rôle exceptionnel dans le lancement de la guerre avec son idée de redistribution du monde, la guerre est fixée entre deux coalitions des pouvoirs : les puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Bulgarie) et l'Entente (Russie, France, Grande-Bretagne, Serbie et, plus tard, Japon, Italie, Roumanie, États-Unis et d'autres)⁴⁴. Au total, 38 états sur les 59 états indépendants qui comptaient le monde de cette époque ont participé au conflit. Mais les grandes puissances qui participaient à la guerre avaient leurs propres intérêts de l'occupation. Près de 73,5 millions de personnes ont été mobilisées ; dont 9,5 millions de morts, plus de 20 millions blessés, 3,5 millions restent invalides (Iqnyatev, 1975).

En novembre 1914, l'entrée de la Turquie dans la guerre conduisait à des opérations militaires dans le Caucase, sur la mer Noire et une partie de la Perse. Malgré le fait que la plupart des troupes russes du Caucase avaient été orientées sur le front austro-allemand, le commandement russe a décidé de mener une action contre la Turquie pour protéger la Transcaucasie.

Dans cette guerre, la position géographique et le pétrole de l'Azerbaïdjan étaient très importants. Les opérations provoquaient différentes réactions dans les diverses couches de la société azerbaïdjanaise. La bourgeoisie et les intellectuels libéraux soutenaient la Russie dans la guerre. On peut trouver les réflexions des représentants de la bourgeoisie et les publicistes, dans les documents officiels et les demandes. De la part des membres de la fraction musulmane, le représentant de l'Azerbaïdjan M. J. Djafarov appelait à la guerre émancipatrice et en même temps, remarquait que : *l'armée russe porte la liberté aux peuples non russes, surtout la même liberté doit être rendue aux nombreux peuples faisant partie de l'Empire russe* (Aliyev, 1995). Les intellectuels azerbaïdjanais comme M. E. Rasoulzade, F. Khoyski,

⁴⁴ Le Royaume-Uni et la France signent « l'Entente cordiale » le 8 avril 1904, résolvant leurs différends sur l'Égypte, le Maroc, l'Extrême-Orient et les droits de pêche au large de Terre-Neuve. Le Royaume-Uni et la Russie signèrent un accord similaire le 31 août 1907, « Triple Entente », délimitant leurs sphères d'intérêt respectives en Perse et en Afghanistan. C'était la création de la division de l'Europe en deux camps armés.

etc. en gardant extérieurement la loyauté au gouvernement, comptaient recevoir à la suite de la guerre la liberté pour le peuple. F. Khoyski dans son discours soulignait : *après la guerre tout changera, les fortes puissances en sortiront faibles et couvertes de blessure, et alors notre temps arrivera à dicter des conditions signifiant la liberté pour nous. Cette liberté ressort de notre force, notre argent et notre pétrole. C'est pourquoi, n'oubliez pas : le monde a besoin de nous plus que nous en lui* (Baguirova, 1997).

Plusieurs Azerbaïdjanais issus de familles de l'élite, malgré l'absence de l'appel des musulmans à l'armée et de l'interdiction du port d'armes, s'y rendaient volontairement. Au total, près de 200 officiers azerbaïdjanais, parmi eux, des célèbres généraux comme Samed bey Mehmandarov, Ali Agha Shiklinski, Hussein khan Nakhitchevanski, se trouvaient sur le front. La Division de cavaliers indigènes du Caucase, appelée aussi par l'état russe « Division sauvage », était très populaire et se comporte avec le courage sur le front.

Avec la révolution en février 1917, la Russie sortit de la guerre, et le 15 décembre 1917 les Bolcheviks, pris le pouvoir en novembre 1917, signait l'accord sur l'armistice avec les Puissances centrales. Le gouvernement russe refusait ses droits sur certains pays de l'Europe de l'Est, sur la Transcaucasie et sur les territoires de l'Empire ottoman. La conférence de la paix eut lieu en 1919 à Paris avec la participation de 32 États. Par contre en 1917, après la révolution de février, des soviets se forment partout dans le Caucase. Les Azerbaïdjanais, que domine le parti Moussavat, comptent sur l'appui des Turcs pour ne pas retomber sous la domination russe. Alors que les Arméniens du parti nationaliste Dachnak préfèrent encore s'appuyer sur les bolcheviks plutôt que retomber sous la coupe des Ottomans.

Après la révolution d'Octobre (novembre 1917), à la différence de l'Arménie et de la Géorgie, en Azerbaïdjan s'était établi le pouvoir soviétique et s'était formé *la Commune de Bakou* (Бакинская коммуна). À cette époque, à la différence de 1905, commençait la nouvelle ère pour la liberté de l'Azerbaïdjan. On assistait à une vie politique active, les organisations azerbaïdjanaises nationales et le soutien national pour les partis politiques. Ayant chacun une orientation idéologique différente, ces partis entamaient le processus politique en Azerbaïdjan sur trois extensions : nationalisme, panislamisme et le socialisme. En 1918, suite aux révolutions russes et au déroulement de la Première Guerre mondiale, le nord de l'Azerbaïdjan déclare, comme d'autres pays Caucasiens, son indépendance et entre dans l'histoire, créant la première république laïque et démocratique du monde musulman.

4.2. Conclusion

À la question *comment se passera la révolution en Orient ?* La réponse des socialistes à la fin du XIX^{ème} siècle était simple et absolue, *l'Orient va poursuivre les modèles révolutionnaires de l'Occident, ce qui les aidera à surmonter le retard séculaire.* Mais le cours réel de l'histoire nous a montré que le schéma théorique ne correspondait pas à la situation et que celle-ci était bien compliquée. Au début du XX^{ème} siècle, lorsque les puissances européennes se préparaient à la guerre, des centaines de millions d'opprimés se sont éveillés à la nouvelle vie dans la lutte pour les droits humains élémentaires et pour la démocratie en Asie. Par exemple, en 1908, la révolution iranienne a balayé la dynastie régnante et a établi une monarchie constitutionnelle. On remarque aussi que parmi les progressistes intellectuels avec les idées occidentales il y avait assez des religieux musulmans révolutionnaires qui défendaient la nouvelle Constitution. Ils croyaient que le pouvoir absolu du Chah, souverain temporel, est opposé aux principes de gouvernement indiqué dans le Saint Coran. Le mouvement démocratique massif a levé les slogans de l'Islam et l'indépendance nationale. Presque dans tous les pays de l'Asie se sont formés précipitamment les partis de la bourgeoisie nationale, et pour la première fois se construisait un parlement sur le modèle européen.

Grâce à ces révolutions et révoltes, on ne peut pas dire qu'aujourd'hui l'Orient est retardé, comme il y a 70 ans. En outre les organisations islamiques internationales comme le Banque Islamique du Développement ou l'Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) suivent les grandes tendances mondiales. Les idées de partage du monde par les grandes puissances européennes que les révolutions qui ont été entamées dès le début du XX^{ème} siècle ne pouvaient pas empêcher l'exode et l'émigration des peuples. Cette période de l'émigration touchait essentiellement les hommes politiques, les intellectuels et se déroulait en différentes périodes. Encouragés et ayant participé activement à la première révolution russe, ces personnages étaient obligés de quitter leurs pays à cause d'un coup d'État, le 3 juin 1907, organisés par le Tsar. Memmed Emin Rasoulzade, comme ses compatriotes, après la répression redoublée, quittait l'Azerbaïdjan pour l'Iran. Il collabora immédiatement avec les activistes et rejoignit Téhéran. Il créa en peu de temps un journalisme du type européen et devint l'un de leader du Parti Démocrate en Iran. À cause de sa position contre le gouvernement russe, l'ambassade russe d'Iran demandait son retour, et le 1^{er} ministre iranien lui ordonna de quitter le territoire iranien. Le jeune M. E. Rasoulzade, plein

d'idées, partait pour Istanbul et rejoignait ses compatriotes A. Ağaoğlu et A. Husseynzade. Justement pour l'occasion du 300ème anniversaire de la dynastie Romanov, le Tsar, amnistiait tous les migrants politiques...

Lors de son départ du pays, Ağaoğlu se souvenait : *j'étais aussi entre les personnes poursuivies. Dans ce cas non seulement ma sécurité, mais aussi la sécurité de ma famille n'étaient plus garanties. Il y a eu la révolution des Jeunes Turcs en 1908 en Turquie. Il y avait des personnes arrivées au pouvoir que je connaissais. D'autre part le vice-roi Vorontsov-Dashkov ordonnait mon arrestation et ma déportation par tous les moyens. J'étais obligé de partir à Istanbul à la fin de 1908* (Ibrahimli, 1996 : 89-90).

La figure en vue du kémalisme Ağaoğlu, député à la Grande Assemblée Nationale et professeur à la faculté de droit d'Ankara, défendait activement la modernisation et l'occidentalisation de la Turquie. De culture persane et très active pour ses idées musulmanes chiites, Ağaoğlu, pendant ses études à Paris, défendait la société persane. En même temps très sensible à la division de l'Islam entre chiisme et sunnisme, il manifestait contre la division du monde turque.

En général, après les révolutions russes et de *jeune turque* d'autres, panturquistes comme Ismail Gaspirali, Yusuf Akçura, Sultan Galiyev, Zeki Validi Togan, quittaient la Russie pour la Turquie. Les migrants de Russie (Nassib bey Yussifbeyli, Fuad bey Korpuszade, Selim bey Behboudov) fondaient avec des intellectuels turcs leur première association *Türk dārnāgi* (Association turque) qui avait pour l'objectif d'unir tous les pays turcophones et de créer une langue commune.

Avant la Révolution de Février la principale force du mouvement national des musulmans de Transcaucasie repoussait sur les intellectuels et les bourgeoisies. Au cours de la longue recherche d'une idée nationale, il était formé deux projets politiques nationaux : le premier était d'avoir une autonomie nationale et culturelle au sein de l'Empire russe (le Parti Mussavat) et le deuxième de créer un mouvement du *Grand Turan* (touranien), composé de Turcs du Caucase⁴⁵.

⁴⁵ **Turan** – projet de panturquisme d'un seul état pour tous les Turcs ethniques d'impliquer la création d'un État turc laïc, protégé par la Turquie. Pour la première fois, a été nommé par les Jeunes Turcs et par Mustafa Kemal Atatürk.

La première était au cours de la révolution de 1905-1907, lorsque les intellectuels musulmans commençaient à s'impliquer dans la vie sociale et politique de la Russie. C'est à cette époque que s'organisent les mouvements exigeant l'égalité, le droit civil et le développement de la culture nationale pour les musulmans de Transcaucasie. Le deuxième projet apparaît sous l'influence de la révolution de Jeunes Turcs accompagnés des idées du panislamisme et du panturquisme. Par contre, à cette époque, l'identité nationale chez du peuple azerbaïdjanais n'était pas encore assez formée. Même l'intelligentsia et la bourgeoisie n'arrivaient pas à établir une identité de masse. La conscience de la population était liée plutôt à des affrontements sanglants multiethniques. Ici, nous pouvons mentionner les événements de 1905-1906 entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais. Il restait beaucoup de travail avant que l'identité turque s'enracine dans l'esprit de la population musulmane du Caucase.

Nous avons déjà souligné que le conflit multiethnique arméno-azerbaïdjanais a les racines très anciennes et nous ramène à la colonisation du Caucase par la Russie. En 1816, le commandant russe Marquis Philippe Paulitchi propose quelques conseils comment agir avec la population musulmane du Caucase du Sud :

- Éviter la résistance pour affaiblir leur foi. La source de notre victoire peut-être la même foi.
- Maintenir toujours la tension entre différentes ethnies, parce que leurs unions peuvent être mortelles pour nous.
- Développer le christianisme entre la population.
- Empêcher les contacts surtout avec l'Iran et la Turquie (Swyataçovski, 2000 : 17).

Par contre, tout au début, le mécontentement a été réalisé entre les musulmans chiites et sunnites. La Russie tsariste a utilisé les volontaires chiites contre la guerre de la Turquie en 1828-1829, 1853-1855, et aussi contre Imam Chamil. Le développement du christianisme paraissait plus intéressant, car il servait en même temps la création de problème multi ethnique. À ce propos en 1834, sur les anciens territoires des khanats Irévan (Erevan) et Nakhitchevan il était créé *oblast* Erevan. Selon les recherches George Bornuton, avant la conquête du Caucase par la Russie les Arméniens de ces territoires représentant 20 %, le reste était des musulmans. Après l'occupation russe, 57 Arméniens et 35 musulmans sont venus de l'Iran et de la Turquie (Swyataçovski, 2000 : 9-25).

Au sujet du conflit arméno-azerbaïdjanais, A. Ağaoğlu écrivait : *les peuples du Caucase se battent toujours entre eux, ressemblant à un feu qui ne s'éteint jamais, et le conflit arméno-azerbaïdjanais était le seul moyen, d'après de longues études, de faire oublier la résistance pour leurs indépendances* (Həşimova, 1992 : 22).

L'Empire russe et sa politique coloniale ont joué un grand rôle dans le lancement et la poursuite des affrontements ethniques. Les autorités russes manipulaient les deux parties, d'un côté le mécontentement des Azerbaïdjanais contre les autorités coloniales et de l'autre, l'humeur révolutionnaire des Arméniens était orientée vers la haine ethnique. Malheureusement, les événements des années 1905-1906 se répétaient de nouveau, cette fois-ci à plus grande échelle. En mars 1918, le parti *Dashnaksoutioun*, avec le soutien des Bolcheviks, organisait un nouveau massacre contre le peuple azerbaïdjanais.

Ariel Kyrou et Maxime Mardoukhaïev (1989) écrivent à ce propos : *à lire, notamment, la prose de Lénine et de Staline, les guerres arméno-tatares auraient été provoquées par les autorités tsaristes ; les soldats russes s'habillant en Tatar pour attaquer les communautés arméniennes, afin d'engendrer une riposte de leur part, et se billant ensuite en Arméniens pour attaquer le Tatars.*

En 1988, débutait la phase moderne du conflit, avec des conséquences tragiques bien connues. Tous ces événements ont beaucoup influencé la population et ont causé l'exode et l'émigration des deux côtés. On reviendra sur ce conflit dans les prochains chapitres.

La Première Guerre mondiale a amené une récession brusque des migrations internationales surtout dans les domaines de migration de travail ; elle a aussi suspendu les migrations intercontinentales. Par contre, simultanément, les migrations intérieures surtout les migrations les exodes de réfugiés ou les mouvements des personnes évacuées. Ce changement historique lié avec la guerre a changé à la faveur de la révolution et a ramené la victoire aux Bolcheviks. Juste après la révolution d'Octobre, a commencé l'émigration en masse des groupes les plus divers sociaux de la population russe. Ce fait historique a créé en même temps la première vague de la migration du XXème siècle. Juste après les deux révolutions de Russie des milliers de personnes, militaires ou civiles émigrèrent en raison de la prise du pouvoir par les Soviétiques et des famines. D'après P. Polyan il existe différentes estimations de l'émigration de cette époque et elle se varie entre 1,5 à 3 millions de personnes (Polyan, 2005 : 493-519). Il ne faut pas oublier que certains territoires de l'ancien Empire russe à la suite la Première Guerre mondiale se sont attachés aux états voisins (Bessarabie vers la

Roumanie) ou bien sont devenus des états indépendants (Finlande, Pologne et Pays Baltes). L'Ukraine, la Biélorussie, les pays de la Transcaucasie et de l'Asie centrale et même la république d'Extrême Orient ont essayé d'obtenir leurs indépendances à la même époque.

Cette première vague d'émigration dite aussi *l'émigration blanche* se forme après les défaites de l'Armée Blanche au nord-ouest du pays⁴⁶. Les premiers émigrants sont en 1918 les militaires l'armée du général Yudenich. Ces émigrants s'installent la plupart de temps en France surtout à Paris, le centre culturel et politique de la diaspora russe. Les combattants des armées blanches de Denikine et de Wrangel ainsi que des civils qui avaient souffert des nouvelles mesures gouvernementales forment les vagues ultérieures.

⁴⁶ *L'émigration Blanche* désigne l'ensemble des émigrées russes durant la guerre civile (1917-1922). L'appellation « blanche » est le dérivé du terme « Russe blanc » qui est la population russe n'ayant pas accepté la prise de pouvoir par les bolcheviks et lutte contre l'Armée rouge.

5. La République Démocratique d'Azerbaïdjan (RDA) : intellectuels d'abord, émigrés économiques ensuite

5.1. La résistance pour l'indépendance de l'Azerbaïdjan

Au cours du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, le régime militaire-colonial de la Russie n'a pas réussi à supprimer les traditions de la structure de l'État du peuple azerbaïdjanais. Le gouvernement tsariste, menant une politique de destruction de la conscience nationale et avec les anciennes traditions de structure d'État du peuple azerbaïdjanais, a transformé le Caucase du Sud en une sanglante arène de guerre. Le but de cette politique était le nettoyage ethnique de la population locale turco-musulmane de l'Azerbaïdjan, puis la conquête de l'Iran et de la Turquie avait permis de réaliser, le rêve historique de l'Empire russe ; atteindre l'Inde. Notamment, dans ce but, déménager la population chrétienne de différente origine en Azerbaïdjan, mais aussi réaliser une politique de la christianisation et la russification de la population locale (Mahmoudov, 2005). L'une des actions les plus fructueuses de cette politique a été la provocation de conflits entre les peuples azerbaïdjanais et arménien. L'Azerbaïdjan se transforma en centre principal du mouvement de la résistance nationale contre le régime cruel du tsarisme. Des intellectuels Caucasiens passèrent à la tête du mouvement de libération nationale des peuples turco-musulmans de tout l'Empire russe (Мамедов, 2009).

L'Azerbaïdjan entraît au XX^{ème} siècle en faisant de grands progrès dans beaucoup de sphères, y compris dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la presse nationale. L'essentiel était que la bourgeoisie moderne se formait dans le pays et commençait à jouer un rôle important dans la vie sociale du peuple. L'activité des intellectuels azerbaïdjanais dans plusieurs domaines servait la renaissance nationale, le réveil national et la formation de l'esprit national. Ainsi, au cours des processus sociopolitiques commencées dès le XIX^{ème} siècle, on aboutissait à une évolution radicale de la société azerbaïdjanaise. Les hommes éminents publics et politiques élevés dans une nouvelle ambiance pouvaient relever les défis du siècle. Un terrain favorable se préparait pour la création de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (*Azərbaycan Xalq Cuhuriyyəti*). Memmed Emin Rasoulzade, fondateur de la

Ire République azerbaïdjanaise, disait : *l'indépendance n'est pas offerte, mais il faut l'obtenir !* (Yagublu, 1999).

On peut appeler cette période la première étape de l'histoire de l'Azerbaïdjan du XXème siècle. La République Démocratique d'Azerbaïdjan grâce aux réformes sérieuses faites pendant un court temps se transformait en un état indépendant souverain avec tous les attributs de l'état — parlement, gouvernement, armée et monnaie. D'après tous les indices et principes de la structure de l'état, elle devenait la première République Démocratique en Orient. La Déclaration historique adoptée par le Conseil national azerbaïdjanais déclarait au monde les principes prioritaires de la politique intérieure et extérieure de la nouvelle République démocratique d'Azerbaïdjan. En janvier 1920, l'indépendance de l'état azerbaïdjanais a été reconnue *de facto* (Mahmudov, 2005). N'ayant duré que pendant 23 mois, elle ne pourra pas mener jusqu'à la fin les démarches les plus importantes de la construction d'un l'état démocratique, pourtant, elle jouera un grand rôle pour faire renaître les structures de l'état national.

Les chercheurs azerbaïdjanaïses ont beaucoup étudié cette période de l'indépendance, car elle a touché une étape très importante de l'émigration. Pendant cette période, l'histoire des délégations envoyée à Tbilissi sous la direction de H. Aghayev à Paris pour participer aux discussions de Traité de Versailles, sous la direction A. M. Toptchibachi, ainsi que 100 étudiants envoyés par l'État azerbaïdjanais en Europe pour continuer leurs études, reste toujours un sujet très intéressant pour les chercheurs (Aboutalibov, 2007).

Selon l'opinion générale des chercheurs, le processus de la formation de l'identité et de la conscience nationale chez des peuples non russes de l'Empire, était étroitement liés aux grandes réformes commencées en 1860. Ces processus, provoqués par les réformes de l'industrialisation, l'urbanisation, commençaient à pousser au développement de changements importants dans la structure sociale parmi les peuples non russes et en même temps créait les conditions nécessaires pour la formation des mouvements nationaux. On assiste alors chez certains intellectuels locaux ayant un grand intérêt pour leur langue, leur histoire, leur folklore. D'autres parties de la population sont embarrassées par le mouvement nationaliste qui exige en premier lieu l'autonomie puis l'indépendance de son peuple. On peut citer le cas du parti Moussavat (Égalité) en Azerbaïdjan qui envisageait d'avoir une autonomie culturelle dans son premier programme du Parti, puis prévoyait la réclamation d'un statut fédéral au

sein de la Russie et finalement insistait sur la question de l'indépendance de l'Azerbaïdjan sur les principes démocratiques (Ibrahimli, 1996)⁴⁷.

Les premiers jours qui suivirent la révolution, l'organisation des musulmans de Transcaucasie se trouvaient dans un état d'inertie et aucune action ne fut entreprise. On peut sans doute l'imputer au faible nombre de militants et intégrés dans les structures du nouveau pouvoir. Le Premier Congrès des musulmans de Transcaucasie eut lieu en avril 1917 à Bakou et rassembla près de 300 délégués, représentant les musulmans de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie. Il était principalement question de la future politique russe. M. E. Rasoulzade, reprends des formules politiques du nationalisme turc pendant son émigration en Iran et en Turquie, demandait le droit à l'autodétermination des groupes nationaux russes. Les partisans du mouvement panislamiste affirmaient que l'idée de l'autonomie territoriale sépare seulement les peuples musulmans. Les socialistes pensaient que cette action mènerait vers la division du mouvement révolutionnaire. Après une longue discussion, le congrès retient l'idée de la fondation d'une République démocratique fédérale sous responsabilité de l'État russe ce qui sera plus rassurant pour la population musulmane (Mahmudov, 2005).

Le congrès de Bakou à peine terminé, un autre congrès débutait le 1er mai cette fois à Moscou réunissant tous les musulmans de Russie. Les délégués se divisaient toujours en deux camps concernant la question de la structure de l'État russe. Une partie était pour la création d'une fédération avec les autonomies territoriales nationales, l'autre pour un État unitaire avec un large gouvernement régional et avec principe l'autonomie culturelle nationale. Dans ce congrès aussi, tout comme dans le congrès de Bakou, l'idée d'un État fédéral est activement défendue par Memmed Emin Rasoulzade. En insistant sur cette idée, il montre que les nations turco-tatares ont des racines communes. Cependant, chacune de ces nations parle un dialecte distinct. Les Ouzbeks, les Kazakhs, les Kirghizes et les autres peuples turcophones ont leurs littératures, leurs poésies, leurs écrivains et poètes. Aucun de ces peuples ne renoncera à sa langue et à ses coutumes, l'Azerbaïdjan non plus (Volkhonskiy, Moukhanov, 2007).

Enfin, le 7 mai, le Congrès de tous les musulmans de la Russie décida de reconnaître plus ou moins les intérêts des peuples musulmans sous la République Démocratique Fédérale et d'accorder à ces peuples, n'ayant pas le territoire défini, l'autonomie culturelle.

⁴⁷ Le parti politique le plus ancien d'Azerbaïdjan fondé en 1911.

Après la révolution, comme dans tout l'empire, le peuple du Caucase obtenait aussi plus au moins la liberté qui repoussait certains de ses partis politiques pour la réorganisation. En même temps, ce changement politique a donné à la fois une nouvelle impulsion au développement des mouvements nationaux sur le territoire de l'ancien Empire russe. Il était senti avec le ravissement spécial chez les musulmans qui souhaitaient avoir la liberté et la résolution des problèmes ethniques ainsi que la suppression d'état religieux. Le parti Moussavat, paralysé depuis 1913, en applaudissant le nouveau gouvernement établi en Russie, reprit ses activités politiques. Le 3 juillet 1917, l'union du parti Moussavat avec le parti *Ədəmi Mərkəziyyət* donna la naissance à un nouveau parti *Türk Ədəmi Mərkəziyyət Federalistlər partiyası — Moussavat* (Le Parti Turc des Fédéralistes — Moussavat). Ce rassemblement déclarait avoir reconnu la nouvelle République Démocratique Fédérale de la Russie et souhaitait d'avoir l'autonomie culturelle pour l'Azerbaïdjan au sein de la Russie (Hasanli, 2008). Il envisageait en même temps d'unir et de créer la fédération de tous les peuples turcophones de la Russie. À la différence de ses voisins arméniens et géorgiens en Azerbaïdjan, le 15 novembre 1917, la Commune de Bakou proclamait le pouvoir soviétique à Bakou et dans certains territoires de l'Azerbaïdjan.

En été 1917, les représentants de certains pays musulmans ont compris que le gouvernement provisoire n'aspirait pas spécialement à la coopération avec les organisations musulmanes et ont commencé donc à résoudre eux-mêmes plusieurs problèmes. Par exemple, l'événement politique le plus considérable dans la vie des musulmans russes survint en juillet 1917 à Kazan : les délégués de trois congrès des musulmans proclamaient l'autonomie culturelle des musulmans de la Russie européenne et sibérienne. Il faut aussi souligner que les questions sur les résolutions nationales et coloniales n'étaient pas fondées seulement sur l'expérience des communistes étrangers. Déjà en 1918 à Kazan, pendant la conférence des communistes musulmans de toute la Russie, il s'était créé un parti communiste musulman russe, transformé plus tard en organisations musulmanes de la PCR. Le parti était présidé par Sultan Galiev et se présentait en tant qu'organisme de tous les révolutionnaires musulmans. Étant le principal adjoint de Staline aux Affaires musulmanes, Sultan Galiev chercha à adapter la doctrine marxiste au milieu musulman. En faisant un appel à tous les musulmans de la Russie et de l'Orient, S. Galiev, planifiait aussi de créer une Armée rouge musulmane, en capacité de réunir presque la moitié des forces bolcheviques. Il disait dans son discours que l'Islam malgré son caractère social et communautaire est vécu par les musulmans de Russie comme une religion opprimée. Devenu l'une des premières victimes de la répression

stalinienne, Sultan Galiev emprisonné en 1929 commence à exposer ses vues sur le nationalisme, en particulier, en s'intéressant à la consolidation des peuples turcs parlant des langues proches. Sa troisième arrestation en 1937 a été suivie de son exécution en 1940. Son but était de créer un état touranien musulman associé avec les Russes dans la lutte contre l'impérialisme ainsi qu'un gouvernement fédéral pour les groupes musulmans n'ayant pas obtenu le statut de république dans l'Union et subissant toujours le chauvinisme russe. Les idées panturquismes et panislamistes de Galiev, en influençant des milliers de révolutionnaires, créeront une nouvelle théorie du *sultangaliévisme* avec les idées du communisme national (Bennigsen, Lemerrier-Quelquejay, 1986).

Sans souhaiter se soumettre aux Bolchéviques, les représentants des partis mencheviks géorgiens, sociaux-démocrates, Moussavat et du parti socialiste révolutionnaire, Dashnaksoutioun refusait de reconnaître le pouvoir du gouvernement bolchevique de Russie prenant la décision de la création d'un gouvernement indépendant de Transcaucasie : la Diète (ou le Seime) Transcaucasienne. Finalement, les députés élus à l'Assemblée constituante du Caucase du Sud ne pouvaient pas aller à Petrograd et Moscou et le 14 février 1918 créaient à Tbilissi le Parlement Transcaucasien, organe suprême du pouvoir en Transcaucasie. La fraction musulmane dans le Seim présentait avec ses 44 députés plus d'un million d'électeurs turco-musulmans de l'Azerbaïdjan et de tout le Caucase du Sud⁴⁸. En réalité, cette fraction accomplissait la fonction du Conseil Transcaucasien des musulmans, plus précisément le Parlement Transcaucasien musulman (Həsənov, 1993).

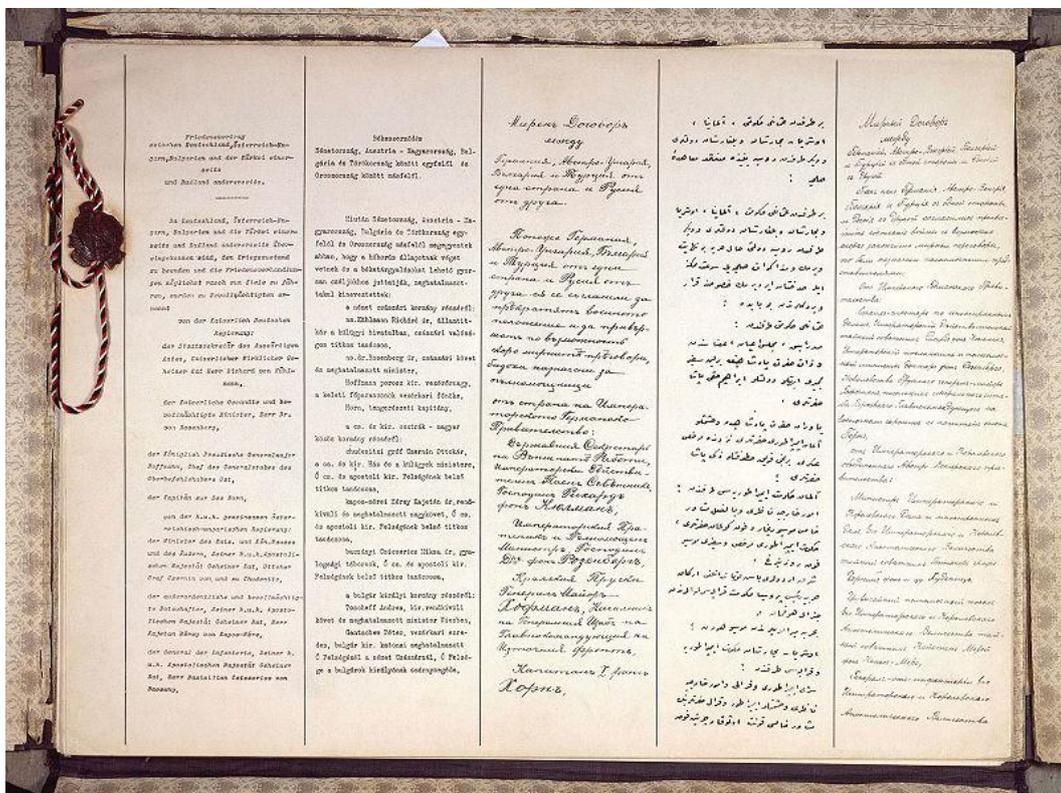
Cependant, la présence de contradictions dans les intérêts nationaux et la politique extérieure et comme l'intérieur ne donnait pas la possibilité à la Diète Transcaucasienne et aux Gouvernements Indépendants de la Transcaucasie de réaliser leurs projets concrets. Ces événements ont mené à la sortie de la Géorgie de la Diète le 25 mai 1918 et à la proclamation, le 26 mai, de l'indépendance de la Ire République Démocratique Géorgienne (Mahmudov, 2005).

⁴⁸ Fraction- le mot est employé pour désigner le nombre de la place dans les partis.

5.2. La déclaration de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (*Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti*)

L'idée de la création du parlement en Transcaucasie est apparue au début de 1918 juste après la dispersion de l'Assemblée Constituante. Le 25 février 1918, représentée par les membres de trois fractions politiques principales avec à leur tête Gegechkori, s'est ouvert la Diète Transcaucasienne. Finalement la Diète, comptant 125 députés, était principalement composée de trois partis dont l'influence était considérable : les 32 députés du parti social-démocrate (menchevik) de la Géorgie, les 30 députés du parti Moussavat de l'Azerbaïdjan et les 27 députés du parti Dashnaksoutioun (Parti Socialiste Arménien). Au moment où le Seime se préparait aux pourparlers de paix avec la Turquie, les Bolcheviks signaient l'accord germano-russe à Brest-Litovsk. Selon ce traité, Ardahan, Kars et Batumi devraient être rattachés à la Turquie. Le gouvernement transcaucasien bien évidemment a refusé d'adhérer aux conditions de cette paix (Mahmudov, 2005).

Le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918 entre les gouvernements des empires centraux et les bolcheviks.



Source : <http://commons.wikimedia.org>

La Turquie, en s'appuyant sur les décisions de l'accord de Brest, envoyait immédiatement un ultimatum au Seime pour le « nettoyage » des régions d'Ardahan, Kars et Batumi et ouvrait la conférence de paix entre la Turquie et la Transcaucasie à Trabzon. La fraction musulmane était intéressée par les conclusions de paix les plus rapides avec la Turquie. Le 22 avril 1918, la Diète transcaucasienne acceptait la résolution sur la déclaration de l'indépendance Transcaucasienne de la République Démocratique Fédérative. Le 11 mai 1918 recommençaient les négociations entre la délégation de la Transcaucasie et la Turquie à Batoumi et la délégation du Seime était obligée de reconnaître entièrement le protectorat turc et le traité de Brest-Litovsk. En sentant la trahison de la Diète, la fraction géorgienne, sous la pression du général de von Kress, le participant allemand dans la conférence, décidait de sortir de la République Caucasienne Fédérative et annoncer son indépendance le 26 mai 1918.

Le 25 mai, les 3000 premiers soldats allemands à la demande des Géorgiens afin de soutenir la politique extérieure et intérieure débarquent à Poti. Le même jour, le destin de la fédération transcaucasienne était déjà prédéterminé. Pendant la session de la Diète, A. Tsereteli a fait la demande suivante : *la fraction sociale-démocrate et en général le secteur géorgien de la Diète sont venus à une telle persuasion qu'autour du slogan de « l'indépendance » on ne réussit pas à unir les ethnies Transcaucasiennes, et le fait de la désintégration de la Transcaucasie est déjà présent. L'absence de cette union était ressentie particulièrement pendant les négociations avec la Turquie. Notre parti était ignoré, comme le parti de la minorité, et nous sommes obligés d'annoncer maintenant l'indépendance de la Géorgie. À la session de la Diète de lendemain, nous constatons le fait de la désintégration de la république Transcaucasienne* (Volxonskiy, Moukhanov, 2007).

Un jour après, le 27 mai 1918, les membres de la fraction musulmane (Conseil Transcaucasien Musulman de la Diète) présidèrent la réunion et décidèrent de proclamer l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Pendant cette réunion, il a été élu la présidence et le président du Conseil National de l'Azerbaïdjan. M. E. Rasoulzade fut ainsi devenu le président du Conseil National. Ainsi, le Premier parlement de la République azerbaïdjanaise

— le Conseil National de l'Azerbaïdjan commença à faire ses premiers pas. Lors de la première période d'activité à Gandja, le Conseil National, pendant sept séances, vota deux décisions importantes :

— la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan

— la formation du premier gouvernement d'Azerbaïdjan avec à sa tête Fatali khan Khoysky (Гасанлы, 2008).

Pour la première fois, depuis 1813, le pays était indépendant. Il fallait maintenant assumer la responsabilité du peuple azerbaïdjanais et gérer la situation internationale et régionale dans des conditions complexes.

Le 28 mai a eu lieu une session historique du Conseil National sous la présidence d'Hassan bey Aghayev. Prenant part à cette réunion le président et la présidence acceptaient la Déclaration d'Indépendance de l'Azerbaïdjan. Cette Déclaration annonçait la création de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, première république proclamée de tout le monde musulman.

L'histoire de la première République d'Azerbaïdjan a eu deux étapes (Mahmudov, 2005) :

— la première étape, de 27 mai jusqu'au 19 novembre 1918. Lors de la première étape, durant six mois, le premier parlement azerbaïdjanais comprenant 44 représentants (des turco-musulmans) et fonctionnant sous le nom du Conseil National de l'Azerbaïdjan a pris les décisions historiques les plus importantes et a réalisé beaucoup de réformes.

Le 19 juin, sur tout le territoire de l'Azerbaïdjan annonçait la loi martiale et cinq jours après, on acceptait l'un des symboles de l'État indépendant, le drapeau sur le fond rouge avec la représentation du croissant blanc et l'étoile blanche à huit branches. Le 27 juin, la langue azerbaïdjanaise turque était proclamée langue nationale du pays. Les écoles étaient nationalisées et la décision des livraisons des manuels scolaires et l'invitation des professeurs de la Turquie étaient décidées. Les noms historiques d'Elizavetpol et de Karyaguina étaient rebaptisés à Gandja et Djebail. Le 23 août, on promulguait le décret sur la nationalité de la République Démocratique azerbaïdjanaise. Le 15 septembre 1918, après les batailles difficiles, l'Armée islamique Caucasienne avec l'aide des détachements des engagés volontaires nationaux de l'Azerbaïdjan a libéré Bakou⁴⁹. Le 9 novembre, le drapeau national

⁴⁹ Armée islamique Caucaseienne (*Qafqaz İslam Ordusu*) – était un groupe d'unité militaire créée en mars 1918 par l'Empire ottoman à la tête d'Enver Pacha (ministre de la Guerre) étant composée que des musulmans. À la fin de la Première Guerre mondiale, elle a participé dans le front du Caucase. Sa composition était 20 000 soldats musulmans dont, entre 12 000 et 14 000 soldats ottomans et le reste les bénévoles de l'Azerbaïdjan et du Daghestan. Son rôle principal était d'empêcher l'abattage de la population turco-musulmane après les

de la RDA était remplacé par le drapeau tricolore avec la représentation du croissant et l'étoile à huit branches.

Le premier drapeau de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (mai 1918)



Le deuxième drapeau de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (novembre 1918)



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Drapeau_de_l'Azerbaïdjan

— la deuxième étape, ou la période de Bakou dans l'histoire du parlementarisme de la République Démocratique azerbaïdjanaise fixait sa place du 7 décembre 1918 au 27 avril 1920, n'a duré que 17 mois. Pendant cette période ont eu lieu seulement 145 séances du Parlement. Lors de ces séances, le parlement de la RDA restait fidèle aux principes définis par la Déclaration de l'indépendance en prenant en considération la situation concrète historique et en acceptant les lois les plus importantes et les décisions sur la garantie de l'intégrité territoriale et la préservation de l'indépendance du pays. Le but était la création d'un État démocratique moderne, dans lequel on assurait l'équilibre entre les droits et les libertés de la personne. Toutes ces lois et décisions étaient dirigées en fin de compte vers la formation et la séparation de trois branches du pouvoir — législatif, exécutif et judiciaire.

événements de carnage de Bakou et des autres régions de l'Azerbaïdjan ainsi qu'aider au peuple daghestanais. L'Armée islamique Caucasienne a été fonctionné jusqu'en novembre 1918.

Malgré les conditions très difficiles, le gouvernement et le parlement mirent toujours au centre de leurs intérêts les questions du développement de la science, la formation, l'instruction publique et la santé publique. Ainsi, on assistait à l'ouverture des écoles, des gymnases, d'école pour les filles, des jardins d'enfants, des bibliothèques, des hôpitaux dans tout le pays. Il faut spécialement remarquer à cet égard la loi, acceptée par le parlement le 1er septembre 1919, sur l'ouverture de l'Université d'État de Bakou. À cette époque le parlement de l'Azerbaïdjan en vertu de la proposition du gouvernement, votait la loi sur l'envoi à l'étranger, au compte de l'état, de 100 étudiants pour une formation supérieure (annexe p. 357). La répartition des étudiants par pays était suivante : l'Angleterre 10, l'Italie 23, la France 45, la Turquie 9, la Russie 13 (Mahmoudov, 2005 : 15).

Le peuple azerbaïdjanais reconnaissant honorait la mémoire des hommes éminents tels que Mammad Emin Rasoulzade, Alimardan bey Toptchibachi, Fatali khan Khoyski, Hassan bey Agayev, Nassib bey Ussubeyov, Mekhti bey Hadjinski, Mammad Youssouf Djafarov, Khudat bey Rafibeyov, Akperaga Cheykhulislamov, Teymour bey Makinski, Samed bey Mekhmandarov, Ali Aga Chikhliniski, Souldan Medjid Ganisadé, Khalil bey Khasmammadov, Ahmad bey Pepinov, Chafi bey Rustambeyov estimant qu'ils avaient des mérites exceptionnels dans la création de cette république.

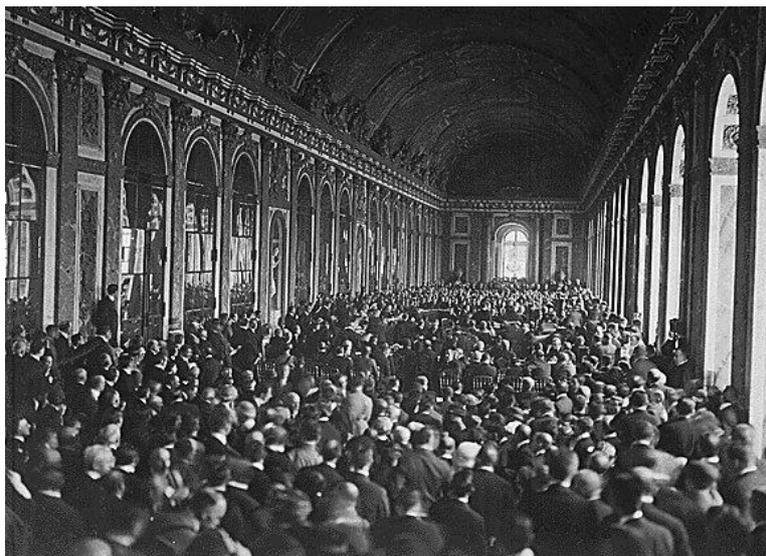
5.3. L'Azerbaïdjan sur l'arène internationale. La conférence de paix de Paris et le traité de Versailles

Afin de prévenir les menaces extérieures, le gouvernement et le parlement organisaient de grands travaux dans le but d'obtenir la reconnaissance internationale de la jeune république, y compris par les grandes puissances. Pour cette raison, le parlement de la République prenait la décision le 28 décembre 1918 d'envoyer une délégation spéciale sur la conférence de paix de Paris. Présidée par le président du parlement A. M. Toptchbachi, la délégation était composée des personnes suivantes : M. H. Hadjinsk (le vice-président) et A. Sheykhislamov, A. Ağaoğlu, M. Meherremov, L. Mirmehdiyev, D. Hadjibeyli. Avec de grandes difficultés, A. M. Toptchibachi, obtenait la reconnaissance de facto de la République Démocratique azerbaïdjanaise par les grandes puissances.

Outre cela, dans la composition de la délégation entraient des collaborateurs divers : Ali bey Husseynazdé (1864-1940) et V. Marchevsky, S. Melikov et Alekper bey Toptchibachi (secrétaires), A. Gafarov (interprète la langue française), G. Gafarova (interprète la langue anglaise), X. Mammedov (les langues françaises et turques), Rashid bey Toptchibachi exécutait les devoirs du secrétaire particulier du président. Par contre A. Ağaoğlu et A. Husseynzadé, accusés par les pays de l'Entente de collaboration avec le mouvement Jeunes Turcs, ne furent pas admis dans la délégation. Le dernier membre, Safvet bey Melikov parti avec la délégation restait à Istanbul en tant que représentant de l'Azerbaïdjan en Turquie (Aboutalibov, 1998 : 6).

L'année 1920 commence pour la République azerbaïdjanaise, et pour tout le peuple azerbaïdjanais avec un événement significatif : le 11 janvier, l'Union Suprême des grandes Puissances prend unanimement la décision de la reconnaissance de facto de l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Il y avait une multitude des facteurs qui contribuait à l'acceptation de cette décision par les grandes puissances. Cependant, le rôle principal jouait sur le changement politique de la Russie et le renforcement de la position du pouvoir bolcheviste (annexe p. 354).

Signature du Traité de Paix de 1919, galerie des Glaces, Versailles



Source : www.wikipedia.org

Cependant, le mérite considérable appartient à la délégation azerbaïdjanaise à la conférence de paix de Versailles. Exécutant un travail dans des conditions extrêmement difficiles et complexes et sentant toujours la relation hostile et sceptique des états puissants, la délégation azerbaïdjanaise réussissait à changer cette relation et obtenir une reconnaissance internationale.

La rencontre de cette délégation avec le président Wilson était très importante. La chercheuse Solmaz Rustamova (2008) souligne dans son article : *il faut prendre en considération que la délégation azerbaïdjanaise dès les premiers jours rencontrait une campagne large et intense anti – azerbaïdjanaise commencée longtemps avant l'arrivée des Azerbaïdjanais à Paris. Cette propagande s'organisait avec grand succès par les délégations arméniennes et exerçait absolument une influence négative sur l'opinion des chefs des grandes puissances. Même le président des États-Unis Wilson était contre la participation de l'Azerbaïdjan dans le travail de la conférence.*

Le président de la délégation A. M. Toptchibachi informait régulièrement le gouvernement, le Conseil des ministres du Travail de la délégation, sur les négociations organisées, les rencontres, les accords détenus. Tous les messages renvoyés au gouvernement

écrivait sur les formulaires officiels tamponnés : *Président de la délégation de paix de la République d'Azerbeïdjan* (Aboutalibov, Gouliyev, 1998)⁵⁰.

Observons un formulaire daté de 8 et 9 juillet 1919 et adressé au gouvernement azerbaïdjanais :

Le président Wilson était court dans son discours en nous répondant : 1) qu'ils ne veulent pas diviser le monde en petites parties. 2) que pour nous, il serait mieux, si nous nous sommes associés pour l'idée de la formation de la fédération du Caucase. 3) que cette Confédération pourrait se trouver sous la protection de quelque puissance, selon la commission la Ligue des Nations. 4) que cette question ne peut pas être permise avant la question russe (Aboutalibov, Gouliyev, 1998 : 22). À cette rencontre le président des États-Unis a assuré la délégation azerbaïdjanaise de ce que... *le peuple azerbaïdjanais trouvera la protection désormais de grand Amérique et aussi le soutien dans la défense de la liberté et de l'indépendance* (Aliyev, 1995).

À Paris, la délégation azerbaïdjanaise rencontrait une autre forte opposition de la part de l'Iran. Après la création de la RDA, l'Iran avait des prétentions territoriales sur l'Azerbaïdjan et demandait son rattachement à l'État iranien. Après la conclusion de l'accord anglo-iranien le 19 août 1919 à Londres, l'Iran abandonnait cette prétention sur l'Azerbaïdjan. Le 1er novembre 1919 à Paris, entre l'Azerbaïdjan et l'Iran était conclu l'accord sur la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan et l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays (Həsənli, 2009).

Finalement, il était décidé d'envoyer une commission d'enquête américaine pour étudier la situation objective de la Transcaucasie. Malgré tout, au prix de grands efforts, le 28 mai 1919, jour de la déclaration de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, la délégation réussissait à obtenir l'audience chez le président Wilson et l'indépendance de l'Azerbaïdjan était reconnue de facto. Notons que l'indépendance du pays ne fut reconnue que par la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et Japon. Les États-Unis ne s'est joints pas à cette décision (Mahmudov, 2005).

⁵⁰ Selon l'orthographe employée par la délégation officielle.

5.4. Conflit national et retour de l'opposition arméno-azerbaïdjanaise

Le succès plus important du peuple azerbaïdjanais avec la proclamation de la deuxième indépendance, depuis 1991, était la possibilité de réétudier l'histoire et de dessiner un tableau objectif de la marche historique de son développement, découvrir les pages obscures de son histoire, donner une estimation correcte et impartiale des périodes falsifiées ou parfois simplement restées discrètes et muettes. Les événements de mars de 1918 dans l'historiographie soviétique furent présentés comme « la guerre civile », « la révolte contre-révolutionnaire moussavatiste », provoquée par le parti Moussavat en vue de renverser le pouvoir soviétique à Bakou (Həsənli, 2009). En examinant quelques détails de ce conflit interethnique, organisé juste à la veille de la proclamation de l'indépendance, nous voulons mettre l'accent sur le phénomène migratoire de la population.

En effet, avant les événements de 1905-1906, les deux peuples vivaient plus au moins en paix. Évidemment, l'occupation de l'Azerbaïdjan par l'Empire russe et l'installation des peuples non musulmans dans le pays causaient le mécontentement de la population locale. Sûrement, ces événements menaient aux conflits multiethniques, surtout entre Azerbaïdjanais et Arméniens. Également, le conflit turco-arménien dans l'Empire ottoman pendant les années 1890 était ressenti jusqu'en Azerbaïdjan par l'image négative des Turcs. L'effet le plus tragique fut provoqué par les événements de 1915 en Anatolie. Les Arméniens examinaient les Azerbaïdjanais comme des ennemis et cela favorisait l'activité extrémiste du parti *Dashnaksoutioun*. Cependant, il ne faut pas non plus oublier que la politique colonialiste de l'Empire russe jouait un rôle clé dans le déclenchement du conflit interethnique. Le pouvoir russe manipulait les deux parties : d'un côté le mécontentement des Azerbaïdjanais du fait du pouvoir colonial et de l'autre humeur révolutionnaire des Arméniens fut transféré dans l'hostilité interethnique. Il est intéressant de souligner que même durant l'époque soviétique, la politique du favoritisme et la discrimination entre les deux nations ont continué.

Il y avait une opinion particulière chez les Arméniens que la raison du conflit était liée avec la religion. Les chercheurs travaillant sur le conflit supposent que l'idée panislamiste était très forte dans le Caucase pendant cette époque. Mais on se pose alors la question suivante : pourquoi les musulmans du Caucase n'avaient pas le conflit avec les Géorgiens, les Grecs ou bien contre les Juifs ou d'autres minorités ? Alors faut-il chercher la raison du conflit ailleurs ?

Les événements de mars ont déclenché le 15 mars 1918. Selon la version azerbaïdjanaise et la plupart des chercheurs étrangers, il a débuté quand la Commune de Bakou, armé à la tête et sans aucune raison, a désarmé et a arrêté un petit groupe azerbaïdjanais duquel se trouvait le général Talyshinsky venu pour rendre hommage du fils du millionnaire Hadji Zeynalabdin Taguiev. Son fils Mammed Taguiev avait été tué pendant le conflit entre les musulmans et un groupe russo-arméniens dans la ville de Lenkoran. Cependant, le désarmement des militaires azerbaïdjanais, tentant de partir de la ville, a provoqué l'indignation de la population musulmane. Après trois jours, le 18 mars dans les différentes parties de la ville sont apparues des barricades et des meetings spontanés avec l'exigence de rendre aux militaires les armes confisquées. La bataille a commencé le 30 mars par l'arrivée au port de Bakou le régiment de la *Division Sauvage* musulmane⁵¹. Même le dialogue entre le chef de Commune de Bakou, Shamouyan et le leader du parti Moussavat M. E. Rasoulzade, dans l'appartement de N. Narimanov, n'empêchait pas à la collision (Həsənli, 2009).

Firuz Kazemzade (1951 : 75), souligne en analysant la période de 1917-1921 en Transcaucasie que :... *c'est le Conseil qui a provoqué la guerre civile en espérant de détruire le pouvoir du parti Moussavat, son adversaire le plus influent. Cependant quand le Conseil s'est adressé au parti Dashnaksoutioun dans la lutte contre les nationalistes azerbaïdjanais, la guerre civile s'est transformée en carnage. Les Arméniens ont commencé à tuer les musulmans sans donner l'importance à leur appartenance politique ou sociale ou à leur situation économique.*

⁵¹ **La Division Sauvage** — la division de cavalerie est l'une des parties de l'armée élitée de la Russie impériale, formée le 23 août 1914. Comprenant 90 % de musulmans volontaires, ils étaient originaires du Caucase du Nord et de la Transcaucasie, qui selon la législation de l'Empire russe ne pourront être mobilisés et étaient obligés de payer l'impôt.

Le bâtiment de la société « Aide aux musulmanes » Ismaïliye hier et aujourd'hui (à présent la Présidence de l'Académie des Sciences de l'Azerbaïdjan), construit par Agha Musa Naguiev, riche pétrolier, à l'honneur de son fils, brûlé pendant les événements de mars de 1918.



Aujourd'hui



Source : www.google/image

Selon le chercheur britannique Peter Hopkirk (1994) : *les Arméniens, ayant vu que leurs anciens ennemis s'enfuient avait l'avis de la vengeance. C'est pourquoi les combats se sont prolongés jusqu'à ce que pratiquement toute la population musulmane soit expulsée de la ville ou massacrée. Dans le cinquième jour, bien qu'une partie considérable de la ville soit encore en feu, la résistance a cessé, et les rues étaient toujours remplies des cadavres et des blessés majorités musulmans.*

M. E. Rasoulzade à son tour souligna la nécessité de coordination plus étroitement avec l'action des partisans, avec le mouvement antibolchévique et avec les autres peuples du Caucase. Il nota en même temps que l'union des paysans azerbaïdjanais avec les Arméniens

pourra servir à mener une lutte contre l'ennemi commun en disant : *peuple du Caucase, unissez vous et unissez votre rang. Hissez haut, avec votre drapeau national, le drapeau de l'unité Caucasienne – notre seul salut !*⁵²

Hélas, si après les événements 1905-1906 et 1918 les représentants de deux communautés ethniques ont recommencé à avoir les contacts faisant les tentatives vers la réconciliation, à l'étape actuelle la rhétorique des prétentions territoriales et selon l'expression de l'ex-président de l'Arménie de R. Kocharyan *l'incompatibilité génétique*, empêche sérieusement le règlement du conflit⁵³.

En 1998, le président de l'Azerbaïdjan Heydar Aliev a proclamé le 31 mars *le Jour du Deuil national* en mémoire des morts de mars 1918.

⁵² Bullutin du Comité de l'indépendance du Caucase N°13, mars 1931, p.10.

⁵³ <http://azertag.com/node/939214>

5.5. Conclusion

La Commune de Bakou des députés ouvriers a proclamé le 15 novembre 1917 le pouvoir soviétique à Bakou. Vers le printemps 1918, le pouvoir soviétique s'est établi non seulement à Bakou et sur la péninsule d'Apchéron, mais aussi dans certains *uyezd* (districts) de l'Azerbaïdjan. Le pays était dirigé par des commissaires du peuple à la tête avec Stéphane Shaumyan. Cependant le pouvoir soviétique s'est maintenu juste quelques mois. Le Conseil National de l'Azerbaïdjan a proclamé le 28 mai 1918 la République Démocratique azerbaïdjanaise (RDA) avec comme capitale Gandja. La république a existé 23 mois et a été occupée de mai à octobre 1918 par la Turquie et de novembre 1918 jusqu'à août 1919 par la Grande-Bretagne. Après cela, en moins d'un an, la république a changé cinq fois de gouvernement, mais toujours formé par le parti Moussavat en coalition avec d'autres partis (Həsənli, 2009). Le premier ministre de premiers trois gouvernements était Fathali khan Khoyski et celui des deux derniers Nassib bey Yussifbeyli. Le 7 décembre 1918, le chef de l'État A. M. Toptchibachi était élu président du parlement. En cette qualité, il ne présentait pas l'Azerbaïdjan à la conférence de la paix Paris 1919-1920. Après le départ des troupes britanniques en août 1919, le destin de l'Azerbaïdjan indépendant dépendait entièrement de l'issue de la guerre civile en Russie. Au printemps 1920, l'Armée rouge a remporté la victoire et le 28 avril 1920 elle est entrée en Azerbaïdjan. On forma le même jour le gouvernement soviétique de l'Azerbaïdjan avec à sa tête Nariman Narimanov.

Ainsi, après un siècle d'occupation, depuis 1828, la renaissance des traditions de la structure de l'État azerbaïdjanais a eu lieu dans les territoires du nord du pays sous forme de République parlementaire. En plus, la première République d'Azerbaïdjan est apparue dans des conditions très difficiles au cours de la Première Guerre mondiale et avec l'abolition de l'autocratie de la dynastie Romanov. Cependant, malgré la reconnaissance de son indépendance par la communauté internationale, notamment lors de la Conférence de Paix à Paris en 1919-1920, la République Démocratique d'Azerbaïdjan est reconquise, en violation du droit international, par la Russie, cette fois-ci soviétique. L'Azerbaïdjan a été pendant 70 ans l'une des républiques fédérées de l'URSS et n'a repris son indépendance qu'en 1991, suite à la chute de l'Empire soviétique.

Malgré tout, la République populaire azerbaïdjanaise a laissé une trace profonde dans l'histoire de la lutte émancipatrice du peuple azerbaïdjanais. Bien que la République populaire azerbaïdjanaise n'ait existé que 23 mois seulement, elle a prouvé que même les régimes les

plus cruels coloniaux et les répressions ne sont pas capables de supprimer les idéaux de la liberté et la tradition de l'indépendance d'État du peuple azerbaïdjanais. La République populaire azerbaïdjanaise a été la première république parlementaire dans l'histoire du peuple azerbaïdjanais, et simultanément le premier modèle d'État démocratique, juridique et laïque en Orient, y compris dans le monde turco-musulman et même avant la Turquie kémaliste.

Comme on l'a souligné un peu plus haut, l'émigration azerbaïdjanaise du début de XXème siècle jusqu'à l'occupation de l'Armée rouge est passée dans deux étapes. Lors de la première étape de l'émigration, commencée fin du XIXème siècle jusqu'au début du XXème siècle, on retrouvait des personnes de différents domaines et professions et aussi des intellectuels. Ali bey Husseynzadé, Ahmed Ağaoğlu, et beaucoup d'autres ont réfugié en Turquie, en Iran et en Europe. La raison principale de l'émigration était la situation économique. Les guerres infinies, le conflit interethnique poussaient les gens à déménager et se trouver en émigration. Par exemple, l'une des causes de l'émigration de plusieurs intellectuels azerbaïdjanais était liée avec l'occupation et l'effondrement du RDA et le conflit arménien. Les descendants de cette génération continuent à vivre en Turquie et dans d'autres pays : le fils d'Ali Husseynzadé, le peintre Selim Turan vivaient à Paris ou les enfants d'A. Ağaoğlu, Sureyya Ağaoğlu et Same Ağaoğlu, les fils de Djeyhun Hadjibeyli, Timurtchin Hadjibeyli.

La deuxième génération d'émigrants a quitté le pays après la chute de la République Démocratique d'Azerbaïdjan. À cette période, beaucoup d'hommes politiques et personnalités publiques d'Azerbaïdjan étaient obligées d'immigrer. Les immigrés, comme Djeyhun Hadjibeyli, Ahmed Djaferoglu, Almas Ildirim, Mirze Bala Memmedzade, Memmed Emin Rasoulzade, Ali Merdan bey Topchibachi s'installait le plus souvent en Turquie, en France, Pologne et d'autres États européens. Ici, on peut aussi mentionner les Azerbaïdjanais ayant déménagé sur le territoire de l'Iran après la désagrégation de la République Azerbaïdjanaise Démocratique.

Durant les années 1905-1911, le pouvoir russe était obligé de mater les révoltes et les mouvements nationalistes par n'importe quel moyen et a poussé la plupart des Azerbaïdjanais quitter le pays. Avec le changement du pouvoir et la proclamation de la RDA, la plupart des intellectuels ont choisi de retourner au pays. Mais la deuxième vague d'émigration du XXème siècle, commencée le lendemain de 27 avril 1920, était plus forte et plus remarquable.

Après la chute de la RDA et avec l'installation du système bolchévique, la plupart des Azerbaïdjanais ont choisi la Turquie comme destination. Étant proche géographiquement, religieusement et ayant la même langue, la Turquie était considérée comme un pays idéal pour les immigrés azerbaïdjanais. Une autre cause était liée à l'existence d'une immigration azerbaïdjanaise en Turquie, déjà bien formée au XIX^{ème} siècle, dans l'Empire ottoman. Il faut aussi remarquer que la Turquie et plus précisément Istanbul jouait un rôle exceptionnel dans les relations de la politique migratoire entre l'Europe et l'Asie. Cette situation de la Turquie ne pouvait pas empêcher l'immigration des autres pays turcophones débutée après les révolutions de Février et d'Octobre en Russie. Les Turcs de l'Asie Centrale et de la Crimée, comme les Azerbaïdjanais, formés dans une ambiance russo-européenne, connaissant quelques langues européennes et finalement faisant une synthèse extraordinaire entre l'Orient et l'Occident, ils trouvaient un accueil chaleureux en Turquie. Tous ces événements obligeaient les nouveaux migrants à travailler ensemble. Le grand savant azerbaïdjanais, turcologue, professeur de l'Université d'Istanbul, Ahmed Djeferoglu, soulignait l'importance du travail en commun en disant que l'indépendance politique est étroitement liée avec l'indépendance culturelle et que les savants devront coopérer (Cabbarlı, 2001).

II Partie

1. L'URSS – Société enfermée et notion d'émigration. La politique sécuritaire de l'époque soviétique et la raison des tendances à émigrer.

1. 1. La situation politique d'Azerbaïdjan à la veille de l'occupation par la XIe Armée rouge

Avec l'éclatement de la révolution d'Octobre en 1917 la Russie devient une république avec un gouvernement provisoire présidé par Alexandre Kerenski⁵⁴. Le traité de Brest-Litovsk signé avec les Allemands a comme conséquence les concessions territoriales de la Pologne, d'une partie de l'Ukraine, des Pays baltes, etc., soit environ 800 000 km². Par contre, la perte de la région de Bakou en 1918 a eu de dures conséquences pour la Russie surtout ressenties par le blocus économique. Avec le changement de la situation en Russie en faveur des bolcheviks au début de 1920, la question de l'influence russe dans les régions du Caucase et de l'Asie Centrale est réactualisée. À cette époque, commence la correspondance diplomatique entre Moscou et Bakou avec la proposition de l'union militaire contre Anton Denikine⁵⁵. Le gouvernement de la Russie Soviétique, qui avait pris l'initiative de commencer ce dialogue, ne visait pas d'établir des relations diplomatiques et économiques avec l'Azerbaïdjan, plutôt à gagner du temps pour la préparation des opérations militaires et en cas de réussite des négociations, pour impliquer la République Démocratique d'Azerbaïdjan dans le conflit avec Denikine afin de faciliter une reprise saisie de la République. Par contre, au début de l'année 1920, le danger de Denikine était remplacé par la menace bolchevique. Recevant trois télégrammes dans un bref temps, la réponse du ministre des Affaires étrangères

⁵⁴ **Alexandre Fiodorovitch Kerenski** (né 02/05/1881 et mort 11/06/1970) occupa divers postes ministériels dans les deux premiers gouvernements du prince Georgy Lvov et après la Révolution de Février et fut le président des deux suivants jusqu'à la prise du pouvoir par les bolcheviks à l'occasion de la Révolution d'Octobre.

⁵⁵ **Anton Ivanovitch Denikine** (né 04/12/1872 à Pologne mort 08/08/1947 aux États-Unis). Général russe, chef d'état-major dans les armées de la Russie impériale pendant la Première Guerre mondiale, commandant en chef de l'armée des volontaires pendant la guerre civile russe.

de la République d'Azerbaïdjan est que la menace de Denikine est une affaire intérieure de la Russie et que l'Azerbaïdjan en tant qu'état souverain ne se permet pas de s'immiscer dans les affaires d'un autre état souverain. Le ministre F. Khoyski reconnaît la nécessité d'établissement de bonnes relations de voisinage entre les peuples russe et azerbaïdjanais et souligne que la condition pour le début de ces négociations peut servir comme une reconnaissance de la souveraineté de la République d'Azerbaïdjan (Aliyev, 1995 : 202).

Les leaders d'Entente en avril 1920, une fois de plus, après avoir examiné les plans d'aide-militaire aux républiques de Transcaucasie, sont venus à la conclusion qu'ils n'ont pas de la force pour les aider. Au début d'avril 1920, un détachement de la XIème Armée rouge est apparu sur la frontière de la République Démocratique d'Azerbaïdjan et a intensivement commencé à se préparer à l'attaque au pays. Les Bolcheviks d'Azerbaïdjan faisaient preuve de courage et de volonté pour pousser la masse travailleuse à résoudre les tâches urgentes de la révolution. Ils organisaient des conférences et des rapports dans les usines, dans les exploitations pétrolifères, ils préparaient les ouvriers à la lutte politique, consolidaient l'unité internationale. N. Narimanov trouvait le temps d'aller visiter les ouvriers. Les conférences au sujet de la révolution russe intitulées : *Les partis politiques et leur programme, Notre point de vue envers la révolution russe, Révolution russe et son influence sur l'Iran* lui réservait un accueil chaleureux (Əhmədov, 1984).

Le 27 avril, le Comité Central du parti Communiste de l'Azerbaïdjan forme un comité temporaire révolutionnaire présidé par N. Narimanov. Il envoie un ultimatum au gouvernement de la république qui ne se trouvait pas du tout prête à un tel développement des événements. Les détachements armés ouvriers ont vite pris le contrôle des gisements pétroliers, des administrations, de la poste, du télégraphe, de la gare et la station de radio.

La nuit de 28 avril, le parlement a accepté l'ultimatum et l'Azerbaïdjan est aussitôt proclamé République soviétique. Le 30 avril, le détachement de la XIème Armée rouge est entré à Bakou. Un groupe d'officiers turcs dirigés par Khalil Pacha a contribué activement à encourager la population locale de ne pas résister à l'Armée rouge. Ainsi, à la suite de l'intervention de la Russie a été renversé le Gouvernement national d'Azerbaïdjan ce qui a interrompu au moins pour 70 ans le développement de la démocratie en Azerbaïdjan. *Le bonheur éternel de la République d'Azerbaïdjan est lié à la Russie... Sans la Russie soviétique il n'y a pas d'Azerbaïdjan soviétique* lance N. Narimanov en un mot d'ordre, dont ces paroles,

exprimées les espoirs de tout le peuple azerbaïdjanais dès les premiers jours de l'installation du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan (Əhmədov, 1984 : 25).

Le ministre de la défense de l'Azerbaïdjan S. Mehmandarov ayant toute la responsabilité de défendre le pays et sachant que toute l'armée était rassemblée au Karabakh pour calmer le conflit multiethnique déclarait qu'il était inutile de résister et que cette opposition n'apporterait aucun résultat positif. Malgré le refus de certains moussavatistes comme M. E. Rasoulzade, Ch. Rustembeyli, le Parlement décide de céder le pouvoir aux Bolcheviks. Après l'occupation de l'Azerbaïdjan, les Russes se mobilisaient sur les frontières de la Pologne. Le plan d'occupation de tout le Caucase se réalisera un peu plus tard, avec l'Arménie en décembre 1920 et la Géorgie en février 1921 (Mahmudov, 2005).

L'occupation de l'Azerbaïdjan, surtout la ville de Bakou, était si importante pour les bolchéviques que Lénine exprimait sa certitude le 29 avril en disant : *nous savons que notre industrie est arrêtée faute de fuel, nous venons d'apprendre que le prolétariat a pris le pouvoir à Bakou. Cela signifie que nous disposons maintenant d'une base économique telle qu'elle peut permettre le fonctionnement de toute notre industrie* (Afanasyan, 1981 : 106).

La direction bolchevique avait toujours considéré cette région comme une partie intégrante de la Russie, qui rapprochait dans cette affaire avec son adversaire principal — les dirigeants du « mouvement blanc ». Toutefois, contrairement à Denikine, les bolcheviks ont été en mesure de démontrer un certain pragmatisme politique qui leur a permis de remporter une victoire stratégique convaincante — en 1921, l'ensemble de la Transcaucasie était étroitement contrôlé par Moscou et entra bientôt dans la partie d'union d'un État.

À partir du mois d'avril 1920, commence une nouvelle étape pour l'Azerbaïdjan qui préserva son « indépendance » après l'instauration du pouvoir soviétique. Le 30 avril fut signé un traité militaro économique entre la Russie et l'Azerbaïdjan. Les représentations des pays étrangers fonctionnaient en Azerbaïdjan, y compris le consulat russe. Comme preuve de la politique réussie de l'Azerbaïdjan à cette période, on peut considérer l'activité dans le cadre de la défense de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et aussi les traités de Moscou et de Kars ou la conférence de Gênes. En 1920, le premier Congrès des peuples de l'Orient eut lieu à Bakou. Après avoir compris que les pays d'Orient n'aspiraient pas aux révolutions, les bolcheviks, compte tenu de leurs intérêts politiques, ont renoncé à maintenir l'indépendance de l'Azerbaïdjan. En décembre 1922, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie ont formé une union temporaire. La création de la République Socialiste Fédérative Soviétique de la

Transcaucasie (RSFSR 1922-1936) est devenue la première démarche sur la voie de la perte de « l'indépendance » (Гасанли, 2008). La création de l'URSS le 30 décembre 1922 mit fin à cette liberté de l'Azerbaïdjan. Malgré le maintien d'un nombre d'attributs de l'État y compris du drapeau, des armoiries, de l'hymne et de la Constitution, l'État a perdu le statut de sujet du droit international dans plusieurs domaines.

Le 12 mai 1920, le Commissariat intérieur a annulé tous les grades des citoyens azerbaïdjanais. Le troisième acte de ce décret prévoyait de concéder tous les biens des commerçants et des riches au Comité de l'Armée révolutionnaire. Par exemple, la fabrique de coton de Taguiev, le 21 juin 1920, a été proclamée bien de La République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan et a été renommée à l'honneur de Lénine. Âgé de 96 ans, Taguiev est privé de tous ses biens et retourne dans sa résidence sur la péninsule d'Apchéron. Il meurt dans la misère. D'ici quelques années, on trouvera sa fille cadette Sona khanim dans une rue de Bakou avec un morceau de pain sec dans la main en train de mendier (Süleymanov, 1996).

Au XIX^{ème} siècle le pétrole a transformé la ville Bakou à un grand capital. Avec le nombre de millionnaires la ville occupait une position le leader dans la région. « L'or noir » de Bakou a attiré des spécialistes de tout le coin du monde. Parmi eux des scientifiques il y avait des chimistes, des ingénieurs talentueux et les architectes, les constructeurs et inventeurs ainsi que des millionnaires de pétrole mondial comme les frères Nobel, les frères Rothschild, les frères Artemovi, etc. Pendant cette époque la ville a connu aussi quelques riches pétroliers originaires de Bakou dont les plus célèbres Haci Zeynalabdin Taguiev, Agha Musa Naguiev, Murtuza Mukhtarov, Semsî Essedoullayev, Isa bey Hadjinski, etc. Toutefois, les millionnaires de Bakou étaient différents de ceux de leurs collègues car ils n'étaient pas hérités de leurs familles et ils sont passés de travailleurs à des millionnaires. Certains d'entre eux ont joué un rôle important dans le développement économique, social et culturel de la pré-révolutionnaire de Bakou. La ville a rassemblé un grand nombre de migrants - les Juifs de Russie, les Allemands, les Arméniens, les Azerbaïdjanais (à la fois de la Russie et la Perse). Avec le boom pétrolier la vie culturelle a fleuri. L'ouverture des théâtres et la construction de l'Opéra ont fait connaître Bakou comme *Paris du Caucase*. Début des années 1920, avec la nationalisation des biens des millionnaires certains ont réussi à fuir à l'étranger, certains d'autres ont continué la résistance jusqu'à la mort.

Au mois de septembre 1920, l'Azerbaïdjan n'a plus de droit de garder sa propre armée. À cette époque la signature de l'unification de l'économie, de la finance, de transport et de l'armée de l'Azerbaïdjan avec la Russie donne tout le pouvoir à Moscou.

Les années 1922 et 1991, embrassent la période de l'instauration du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan et engageant l'existence pendant 70 ans dans le cadre du pouvoir et de l'État soviétique. Pendant ces années, un riche potentiel économique et intellectuel fut créé en Azerbaïdjan. Par contre, l'histoire de l'Azerbaïdjan soviétique a commencé par la répression et des révoltes. Dans les années trente ont commencé les « nettoyages » massifs en URSS. En 1936, la RSFSR était supprimée et la République Soviétique Socialiste d'Azerbaïdjan était insérée dans la composition de l'URSS comme une république indépendante dirigée par le Moscou. Les Turcs azerbaïdjanais ont commencé officiellement à s'appeler les Azerbaïdjanais et leur langue nationale est devenue l'azerbaïdjanais.

1.2. Les relations turco-soviétiques

Après la victoire des Bolcheviks sur les armées blanches, en 1920-1921, la politique libérale des Soviets envers les peuples musulmans de la Russie ne durait cependant pas longtemps. Le régime soviétique a été établi dans tous les territoires musulmans de l'ancienne Russie. Il était aussi nécessaire d'établir une alliance entre les pouvoirs kémaliste et bolcheviste. Commencé de 1919 jusqu'au début de l'année 1921, cette alliance turco-soviétique montrait devant les Alliés une alliance formidable, chacun était prêt à profiter du premier signe de faiblesse de son partenaire. Finalement, le 16 mars 1921, un traité appelé *le traité russo-turc de Moscou* fut signé (Mandelstam, 1970).

Le rapprochement turco-soviétique et l'essai de bolchevisation de l'Anatolie ont largement influencé les relations turco-azerbaïdjanaises. Six mois après le premier traité signé, le 13 octobre 1921, un autre traité (Kars) a été signé. Avec ce dernier traité signé, d'une part entre les républiques soviétiques de la Transcaucasie (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie) et d'autre part avec la Turquie kémaliste, les frontières de ces pays étaient fixées et les déplacements de la population vers la Turquie étaient limités. La situation des migrants azerbaïdjanais en Turquie n'ayant plus de relation avec ces pays étant devenue difficile. Avec cette fermeture de la frontière, beaucoup de personne engagé politiquement ne pouvait plus échapper aux représailles du nouveau pouvoir.

L'approche turco-soviétique nous amène en avril 1916, deux ans avant le traité de Brest-Litovsk signé le 3 mars 1918, quand les grandes puissances de l'Entente avec un traité secret se partageaient les territoires de l'Empire ottoman. Les gains de la Russie tsariste après cet accord étaient la reconnaissance de droits sur Constantinople (Istanbul), les Dardanelles et une grande partie orientale de l'Empire. Par contre avec la révolution de 1917, les Bolcheviks changent leur position et mettent fin aux ambitions tsaristes, encourageant Moustafa Kemal dans l'organisation de la résistance contre les Franco-Britanniques. Les bolcheviks, « au nom de la paix », sortis vainqueurs de la Première Guerre presque immédiatement se sont trouvés les alliés de la Turquie. La situation internationale et l'influence des pays européens sur la Turquie et sur la Russie soviétique provoquaient leur alliance malgré toutes leurs relations traditionnelles problématiques. D'après Paul Dumont, on voit que les premières relations turco-bolchevik ont débuté en mai 1919. Le colonel soviétique Budennyj se trouvant en Turquie fournira des armes, des munitions et de l'argent en échange de l'installation d'un régime selon les principes du bolchevisme en Anatolie (Dumont, 1977/1 : 167). En sachant

qu'il y avait à l'époque environ 25 millions de musulmans en Russie, les rapports des Soviets avec les Turcs s'expliquaient par leur désir de faire basculer le monde musulman dans leur camp et par l'espoir de bolcheviser l'Anatolie. La tâche de propagande communiste parmi le peuple musulman de Turquie était réalisée par Mustafa Suphi, le chef du parti communiste turc⁵⁶. Le leader communiste turc mobilisait les prisonniers turcs en Russie et avec ses 200 collaborateurs, dirigés par Khalil Pacha et d'autres officiers turcs, aidait à l'Armée rouge pour la « libération » de l'Azerbaïdjan⁵⁷.

Mustafa Suphi



Source : www.google/image.fr

La Turquie, toutefois, préoccupée par les puissances occidentales pour son indépendance, avait besoin d'un soutien militaire et diplomatique de la Russie soviétique. En 1920, la Russie a engagé des contacts étroits avec les représentants de Mustafa Kemal, venu à la tête de l'administration turque. L'offensive des troupes britanniques à Istanbul, le 16 mars

⁵⁶ **Mustafa Subhi-** (né 1883 à Giresun, mort 29/01/1921 à Trabzon), révolutionnaire turc, fondateur et président du parti Communiste Turc créée en juin 1920 à Bakou. En 1914 échappés de la répression et réfugié en Russie, il commence à propager les idées bolchevistes. En 1918 il fonde le journal *Yeni Dünya* (« un Nouveau Monde »), qui préconise les idées de la révolution d'octobre 1917 parmi les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient. Arrêté par les gendarmes turcs à Trabzon il est noyé dans la mer.

⁵⁷ À la fin de la Première Guerre mondiale, il y avait environ 60 000 prisonniers turcs sur le territoire de l'ancien Empire russe (Paul Dumont, 1977).

1920, ont eu une influence déterminante sur la nature des relations turco-soviétique pour l'obtention de l'aide militaire. Nous lisons dans la lettre de Mustafa Kemal envoyée à Lénine le 26 avril 1920 les lignes suivantes : *si les forces soviétiques commencent les opérations militaires contre la Géorgie ou bien avec les relations diplomatiques obligent la Géorgie à entrer dans l'union pour qu'elle expulse les Britanniques du territoire du Caucase, le gouvernement turc entreprendrait des opérations militaires contre l'Arménie impérialiste et s'engagerait à obliger la République d'Azerbaïdjan d'entrer dans l'état soviétique* (Aliyev, 1995 : 203).

Le rapprochement avec les Turcs a donné une chance supplémentaire aux bolcheviks de réussir à attirer une masse de la population musulmane du Caucase vers eux. Comme l'a signalé Ordjonikidze à Lénine : *Juste après la prise de Bakou, les soldats et les officiers turcs ont joué un rôle très actif en faveur de la révolution qui a obligé le gouvernement à s'enfuir de Bakou* (Volkhonskiy, Moukhanov, 2007). Le chercheur R. Moustafazadé pense que l'approche de la Turquie kémaliste avec la Russie soviétique est le facteur le plus important dans la chute de la République démocratique d'Azerbaïdjan (Moustafa-zade, 2006 : 44). Paul Dumont (1977/1 : 169) souligne dans son article : *les relations turco-soviétiques de 1919-1922* que : *La stratégie nationaliste avait dès cette époque comme axe principal de la création d'une frontière commune avec le Bolcheviks afin de faciliter l'arrivée de l'aide escomptée. Il s'agissait en somme, en échange d'un soutien soviétique à la cause Anatolienne, d'aider à la bolchevisation de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie.*

Après l'occupation de Bakou, la promesse de XIème Armée rouge de partir sauver la Turquie n'est pas réalisée. Les officiers turcs étaient soit arrêtés soit retournés en Turquie. Mustafa Subhi même était assassiné à Trabzon. Les Turcs pensaient que l'arrivée de l'Armée rouge en Azerbaïdjan porterait un coup à l'Entente, à leur ennemi commun et que cela contribuerait à une collaboration plus effective entre la Turquie et les Soviets. Le désintérêt de la soviétisation du pouvoir d'Ankara a causé, en mars 1922, la dégradation des relations turco-soviétiques et la reprise d'une collaboration avec les Alliés et de bons voisinages. Comme explique Paul Dumont : *... Mustafa Kemal souhaité améliorer l'image de marque de la Turquie nationaliste avant de se lancer dans des négociations avec des Alliés. Il s'agissait [...] de signifier au monde capitaliste que la Turquie était fermée au communisme et qu'elle ne tolérerait jamais une immixtion bolchevique dans ses affaires.* (Dumont, 1977/1 : 184).

1.3. L'installation du nouveau régime, l'indigénisation (*korenizasia*) et le fonctionnement des partis politiques clandestins en Azerbaïdjan

Après l'installation du bolchevisme, le nouveau régime commence à établir la nationalisation et la soviétisation, dit aussi *korenizasia*, de la société. Ce processus commencé dès le début de la bolchevisation la politique de *korenizasia* consistait d'accroître les cadres nationaux dans l'administration soviétique afin d'affermir continuera jusqu'au 1928 avec le but de créer un état soviétique avec le peuple unique soviétisé et assimilé dans le but de « reproduire » une seule nation russe⁵⁸. Le but principal de le pouvoir des bolcheviques. Le début de ces événements a été organisé à incendier les villages, donner la terre aux pauvres, fidèles aux autorités soviétiques, et mettre dans les trains les hommes des villages âgés entre 18 à 50 en les envoyant vers le Nord pour les gros travaux forcés. Finalement, les personnes ayant participé activement à ces processus à la fin des années vingt étaient arrêtées et subissaient une répression féroce.

Pour mettre en place la nationalisation du système administratif, la presse, l'enseignement et autres, il fallait préparer la base linguistique correspondant aux exigences des idées soviétiques et s'occuper des cadres nationaux qualifiés. Par contre, ces cadres devaient être composés de l'intelligentsia qui devait être recrée à cause de l'émigration. La politique de *korenizasia* était conduite dans toute la Russie et aussi dans le Caucase, commençant en particulier avec l'élimination des contre-révolutionnaires. Leurs fautes étaient le fait de participer à la guerre civile aux côtés des Blancs et l'affaiblissement les sentiments autonomistes. Elle visait à renforcer le pouvoir soviétique dans les périphéries en y associant les résidents locaux. D'une part, mener le registre dans toutes les agences gouvernementales dans les langues nationales et autrement, impliquer les autorités, l'administration et les tribunaux de la population locale familiers des traditions et des modes de vie. Comme Antoine Constant (2002 : 289) souligné : *La fondation de l'homme nouveau dans une société communiste passait par une coupure nette avec le passé*. Il était nécessaire de permettre aux

⁵⁸ *Korenizasia* — politique du pouvoir soviétique de la question nationale dans les années 20 et au début des années 30 du XXème siècle. Son but était d'accroître la part des cadres nationaux et locaux, dans le Parti et l'administration soviétique de la frontière afin de renforcer les autorités bolcheviques sur le terrain. La tentative de contestation de la politique de nationalisation, installation de la langue russe, sa culture et ses traditions, sera suspendra au début des années 30 contre le nationalisme bourgeois. Majeure partie de ses membres subira la répression.

travailleurs de voir leurs représentants au gouvernement des républiques autonomes en raison de la persistance de la méfiance envers la Fédération de la Russie, héritée de l'époque tsariste. L'une des tâches de la politique de nationalisation était l'introduction de l'enseignement de la langue azerbaïdjanaise dans les écoles supérieures. La latinisation de l'alphabet, débutée à partir de l'année 1922, est installée dans tous les pays turcophones, en raison principale que l'alphabet arabe est très mal adapté à la phonétique des langues turques et trop liée à l'Islam. L'idée était de séparer le monde musulman de l'alphabet arabe, symbolique de l'unité religieuse pour la plupart des pays turcophones et diminuer l'influence de la Turquie et en plus mieux isoler le peuple azerbaïdjanais divisé depuis les traités de Gulistan et Turkmentchay. À l'exception de l'Arménie et la Géorgie qui conservent leur propre alphabet, l'Azerbaïdjan soviétique, le 27 juin 1924, accepte officiellement l'alphabet latin dans l'administration.

À la fin des années 1920, la politique de la *korenizasia* s'achève avec le combat de contre nationalisme bourgeois. En Azerbaïdjan, ce combat est mené en parallèle contre le panturquisme et le panislamisme. Les partisans de ces idéologies sont poursuivis, arrêtés et deviennent victimes de la Terreur rouge. Ces incidents touchaient aussi les membres des partis politiques, essentiellement ceux de Moussavat (Égalité) et Ittihad (Union).

Après l'établissement du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan, l'état a annoncé la tolérance de tous les partis politiques et les a invité à la collaboration. Hélas, ce ne sera pas réalisé, car bientôt les membres des partis politiques seront accusés d'organisation des révoltes dans les régions. Les partis importants Moussavat et Ittihad sont dissous et leurs partisans sont entrés dans la clandestinité. Justement, la branche gauche de Moussavat avait été tolérée jusqu'en 1923. Le parti Ittihad se divisant en trois groupes indépendants créait des liens avec l'Iran. Le Daghestan prend la tête des révolutions dans les régions avec l'idée de bouleverser l'état soviétique. K. Ibrahimli divise l'activité clandestine du parti Ittihad en trois périodes : la période des années 1920 et 1923, les manifestations actives antisoviétiques et l'unification du parti avec certains autres partis aux idées proches. La deuxième, couvrant les années 1923 et 1926, montre un travail prudent et attentif du parti et son approche et la fédération avec le parti Moussavat. La dernière période commence à partir de 1927 dans laquelle le parti Ittihad s'intègre au parti Moussavat et disparaît de l'arène politique (Ibrahimli, 1996 : 63).

Pendant de longues années, l'historiographie soviétique nous a montré que l'Armée rouge était entrée à Bakou pour sauver le peuple azerbaïdjanais et que cela n'était pas un acte d'occupation. Elle accentuait sur le fait que IXème Armée rouge devait entrer en Azerbaïdjan, sans passer par Bakou et devait se diriger vers l'Anatolie via l'Arménie. Par contre, comme l'état moussavatiste avait la volonté d'empêcher les Russes de réaliser leur plan, ils étaient obligés d'entrer en Azerbaïdjan. À cette époque, on a montré en même temps que les moussavatistes organisaient la résistance dans les provinces de l'Azerbaïdjan. À ce propos, A. Yourdsever écrivait :... *les grandes révoltes des régions de Gandja, Zakhatala, Karabakh et Lenkoran et d'autres ne sont pas liées à un plan organisé ou à un parti. Nous sommes contre ces mouvements non organisés* (Ibrahimli, 1996 : 56-57). C'était plutôt les beys, khans et les capitalistes qu'avaient décidé de ne pas céder le pouvoir aux ouvriers et aux paysans sans résistance.

À la suite de l'invasion bolchevique, le parti Moussavat, pendant de longues années, resta le dirigeant idéologique du mouvement nationaliste d'Azerbaïdjan. Malgré le traité signé avec le Commissariat Populaire d'Azerbaïdjan Socialiste Soviétique pour le fonctionnement ouvert du Parti, à partir de juin 1920 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, l'activité de Moussavat devient clandestine avec à sa tête de Mirza Bala Memmedzadé (Bünyadov, 1993). Ibrahimli (1996) caractérise les activités du parti en quatre étapes :

Tableau N° 3

Ière étapes	1920-1923
IIème	1923-1927
IIIème	1927-1931
IVème	1931 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale

Entre les années 1920 et 1923, en formant un comité secret, dans lequel participe même le célèbre dramaturge azerbaïdjanais Djafar Djabbarli, les moussavatistes créent à l'aide du Consulat Turc de Bakou un lien avec les émigrants. Le grand travail du Comité a été la préparation de la fuite de Rasoulzade en 1922, de la Russie à la Finlande. Jusqu'à

l'arrestation de certains dirigeants du parti, ils réussissent à publier les 19 numéros du journal *Istiqlal* (Indépendance)⁵⁹. Après l'arrestation et la réélection du nouveau Comité et avec les contacts de Rasoulzade en Turquie et de Memmedzadé en Iran, le parti continue ses activités jusqu'aux années 1923 et 1927. L'organisation de plusieurs insurrections armées dans les régions de Gandja, Zakhatala, Karabakh et Lenkoran amène l'arrestation de plus de 2000 moussavatistes. La plupart des membres éminents de Moussavat sont tués, exilés ou s'échappent vers l'étranger. À partir de 1923, Moussavat commence ses activités en exil et jusqu'aux années 1930, Istanbul devint le centre du parti avant de passer à Ankara en fin des années 1940.

Djefer Djabbarli (est né en 1899, mort 1934) célèbre dramaturge azerbaïdjanais.



Source : www.google/image.fr

Ces deux partis ont joué un rôle exceptionnel dans l'établissement des relations du pays avec ses compatriotes émigrés en Turquie en Iran et en Europe.

⁵⁹ Les journaux et revues publiés par le parti Moussavat en exil. Annexe page 25

1.4. Les raisons politiques des grandes répressions de l'époque soviétique et l'Azerbaïdjan

Pendant des décennies, l'étude de la politique répressive en URSS était conduite sans utilisation des sources statistiques des organismes les plus importants. Ces documents étaient strictement secrets et inaccessibles. Justement, à la fin des années 1980, avec la politique de liberté d'expression (*glasnost*) et la démocratisation, nous réussissons à accéder aux archives et publier des articles auparavant interdits concernant des prisonniers du *Goulag*⁶⁰. Ces publications statistiques ont donné de nouvelles forces vives pour une étude ultérieure plus féconde du problème. Par contre, personne ne peut donner la statistique exacte des victimes du régime communiste en URSS pour la simple raison que les documents disponibles ne sont pas suffisants. En plus, sur les plaques commémoratives établies en l'honneur de ces victimes qui ont été fusillées ou ont péri dans les camps, manque l'information sur les circonstances réelles de leur mort tragique. Les signes mémoriaux sont révélés et marqués seulement sur une petite partie de tombes et des milliers de cimetières situés à côté des camps sont perdus ou bien transformés en terrains vagues. À leur place, on bâtit de nouveaux blocs d'habitation ou des ensembles industriels. Jusqu'ici des millions de gens ne savent pas où sont enterrés leurs parents, leurs grands-parents et leurs arrière-grands-parents.

L'auteur de *l'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne (1974), emprisonné au goulag comme prisonnier politique, fut publié à l'étranger en 1973 avant que le *KGB* ne confisque une copie de son manuscrit⁶¹. Dans son livre, il raconte au monde la réalité du système concentrationnaire soviétique à partir de sa propre expérience des camps et de

⁶⁰ *Glasnost* étant un mot d'origine russe explique la politique de liberté d'expression et de la publication d'informations, introduite par Mikhaïl Gorbatchev dans la seconde moitié des années 1980.

⁶¹ Le **GOULAG** – (Главное Управление исправительно—трудоу Лагерьей) Direction principale des camps de travail, gérant les camps de travail forcé en Union soviétique. Existant dès 1917 ils sont légalisés par décrets, en septembre 1918, puis en avril 1919. Mais ils ne prennent leur dénomination définitive qu'en avril 1930. Le Goulag a tenu un rôle prépondérant dans les emprisonnements de masse et dans la répression qui a sévi à partir des années trente. Se trouvant essentiellement dans les régions arctiques et subarctiques ces camps ont reçu des victimes de toutes sortes. D'après les chercheurs au total, plus de 10 millions de personnes sont passés par les camps du Goulag et plusieurs autres millions ont été exilées ou déportées dans d'autres régions de l'Union soviétique.

KGB (Комитет государственной безопасности) le *Comité pour la Sécurité de l'État*, créé le 13 mars 1954 et chargé de la sécurité de l'Union Soviétique.

témoignages de prisonniers. Après la publication du livre, l'auteur était arrêté et accusé de hautes trahisons et a été privé la nationalité soviétique. Le 13 février 1974, il était expulsé de l'URSS. Longtemps resté dans la clandestinité, *l'Archipel du Goulag* est publié une première fois en 1989 dans la revue *Novy Mir* (Nouveau Monde). Mais, l'information écrite sur la répression avec ses moindres détails exista en Europe bien avant grâce à la revue *Prométhée*. Étienne Copeaux (1993) souligne : *...on pouvait tout savoir sur le Goulag dès 1930, quarante ans avant que ne paraissent les œuvres majeures de Soljenytsine.*

Les chercheurs russes, H. Q. Okhotin et A. B. Roguinsky (2005), donnent le chiffre de près de 5,5 millions de personnes condamnées et exilées seulement pour la période de 1921 au 1953 et décrivent les catégories principales des victimes des répressions politiques en URSS⁶². La première catégorie massive se compose de personne arrêtée selon les accusations politiques par les organismes de la sûreté de l'État (NKVD, GPU), emprisonnés, condamnés à la peine de mort et envoyés aux camps⁶³. Il est impossible de faire une statistique de *la Terreur Rouge* pour une simple raison que les noms des accusés déplacés sous la dénomination « les ennemis de la classe » n'étaient fixés nulle part. Les chercheurs hésitent entre 50 000 et 100 000 de personnes, voire jusqu'au un million. Selon Stéphane Rosière (2006 ; 160), 1,8 million de goulaks sont déportés entre 1930 et 1931 et 342 000 entre 1932-1933.

Appelée le Service Spéciale (Особый отдел), cette organisation s'engageait à ramasser tous les noms des ennemis dans la périphérie du pays. Une fois arrêtées, les personnes étaient jugées par la « Troïka » remplacée par СК ou Tcheka (чрезвычайная комиссия), forme abrégée de Commission extraordinaire panrusse pour la répression de la contre-révolution et du sabotage et condamnée à la prison⁶⁴. La Tcheka organisait son propre

⁶² H. Q. Okhotin et A. B. Roguinsky, *Sur l'échelle des répressions politiques en URSS à l'époque stalinienne:1921-1953*. Source : <http://www.osaarchivum.org>.

⁶³ **NKVD** (НКВД) est abréviation de (Народный комиссариат внутренних дел), Commissariat du peuple aux Affaires intérieures, créée en 1934 à la suite de GPU et joué le rôle de la police secrète soviétique. Elle était remplacée elle-même en 1946 par la MVD

Guéréou ou **GPU** (ГПУ) est l'acronyme de (Государственное Политическое Управление) Direction Politique d'État a géré la partie du système de détention avec le NKVD ou commissariat du peuple à l'intérieur et était remplacé en 1934 par NKVD lui-même.

⁶⁴ Pour accentuer l'exclusivité des pouvoirs des agents de sécurité, les organes punitifs du gouvernement soviétique inventaient de divers noms effrayants. À cet égard, le KGB appelé les commissions spéciales

réseau capillaire dans tout l'immense territoire du pays, avec autorité sur tous les autres organes de l'État et à partir de 1919 elle a le droit de condamner et d'exécuter. Le déroulement des procédures de la Troïka durait au maximum 15 minutes et la plupart du temps, les condamnés subissaient à la peine de mort. Au-dessus de la Tcheka, il n'y avait que le Comité central du parti communiste. En février 1922, la Tcheka est abolie, et ses pouvoirs sont transférés à l'Administration politique de l'État, la Guépéou (GPU/OGPU). À partir de 1929, tous les camps passent sous le contrôle direct de la GPU. Les sentences de la GPU étaient prononcées par une troïka de fonctionnaires. On pouvait trouver des dossiers sous les classements suivant : la déportation ou la résidence surveillée, l'exil interne, la prison en isolement, le camp, la mort par fusillade. En 1934 a été créé un unique Commissariat du peuple aux affaires intérieures (NKVD), avec sa direction centrale (UNKVD), dans laquelle la GPU fut absorbée. En 1946, le NKVD est remplacé par le ministère des Affaires intérieures (MVB) puis par le ministère pour la Sécurité de l'État (MGB). En 1954 est créé le Comité pour la Sécurité de l'État KGB. Donc, après la révolution bolchevique, le service spécial de Troïka a été évolué et est devenu un système assez complexe et justement après la mort de Staline, il prendra la forme de KGB (Bünyadov, 1993).

Une autre catégorie de répression était massivement organisée dans les années 1920 et 1930 sous les motifs politiques pour la construction des goulags comme instrument de développement industrie. Pour ne pas se trouver dans les camps de la Sibérie, Kazakhstan ou Oural, et en se préservant de répression, la collectivisation et la famine massive, les paysans choisissaient la voie de l'exode vers l'émigration en masse avec leurs familles. Leur nombre est considéré d'environ 6 à 9 millions de personnes (Zemskov, 2010). La troisième catégorie massive des victimes des répressions politiques est formée des peuples et des minorités de différentes ethnies entièrement déportées en Sibérie, l'Asie centrale et le Kazakhstan. Le russe Nikolay Bougay (2004) l'appelle les peuples *blâmés* (поруганных) et *punis* (наказанных). En général, toutes les actions de déportation ou migration forcée de n'importe quel peuple soviétique avaient une base juridique.

La période la plus marquante de cette époque est intervenue pendant la Deuxième Guerre mondiale. La guerre, certes, a changé toutes les conditions. Premièrement, comme

« Troïka » (Trois) afin d'appuyer sur leur compétence. Son rôle était juger les soldats capturés et les dirigeants de l'Armée blanche.

pendant la Première Guerre mondiale, a été soulevé le problème de la déportation préventive des personnes non fiables. Dans les études de Viktor Zemskov (2010) le chiffre des personnes de GOULAG pour les années 1939-1941 atteint 1 317 195 (annexe, p. 370). Le pacte germano-soviétique et l'annexion de la Finlande, de la Moldavie, des pays baltes et de la Pologne par l'URSS et en raison des interventions ouvertes des groupes divers de la population contre le régime, l'état planifie des déportations de masse vers les camps de Sibérie accusant les populations de collaboration avec l'Allemagne nazie. L'opération Barbarossa de l'Allemagne nazie contre l'URSS accéléra ce processus. Après deux mois d'opérations militaires, la déportation des personnes collectives touchait les groupes ethniques. À cette époque, les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Kalmouks et les peuples du Caucase (les Turcs Meskhets) prenant des mesures draconiennes pour renforcer sa situation militaire, furent déportés vers des camps de travail forcé⁶⁵. Grâce à Mir Djafar Baguirov, le premier secrétaire d'Azerbaïdjan en 1933-1953, le plan de déportation des Azerbaïdjanais en 1942-1948 vers l'Asie Centrale ne se réalisera pas (Arzumanli, Mustafa, 1998)⁶⁶. Par contre,

⁶⁵ **Les Allemands de la Volga** étaient des individus ethniquement allemands vivant près de la Volga et de la Mer Noire. S'inquiétant de la collaboration avec l'Allemagne nazie, Staline ordonna le déplacement massif près d'un million de populations vers l'est. Après la guerre ils s'installent dans l'Oural, en Sibérie au Kazakhstan. À partir des années 1980, en profitant de la loi du droit au retour la plupart des Allemands de la Volga émigrent pour la patrie de leurs ancêtres.

Les Tatars de Crimée sont collectivement accusés, comme les peuples déportés du Caucase, d'actes de « collaboration » avec l'occupant. En 1944, 191 044 Tatars prennent le chemin de l'exil, principalement vers l'Ouzbékistan. Ils seront remplacés par des colons russes et ukrainiens. Cette population pourra quitter l'Asie centrale dans les dernières années de l'Union Soviétique et retournera en Ukraine.

Les Turcs Meskhets sont un groupe musulman déporté vivaient dans la région de la Meskhétie, dans le sud de la Géorgie, qui forme aujourd'hui la région administrative de Samtskhe-Javakheti. Les autorités soviétiques ont considéré dangereux d'avoir des Géorgiens musulmans habitant à la frontière turque. Dans la nuit du 14 novembre 1944, quasiment toute la population des Meskhets musulmans (environ 300.000) fut rassemblée et exilée en Asie centrale. À titre de condition pour adhérer au Conseil de l'Europe en 1999, la Géorgie s'est engagée à faciliter le retour des Meskhets d'ici 2011.

⁶⁶ **Mir Djafar Baguirov** (est né 1895 Gouba, mort 26 mai 1956 Bakou) est le premier azerbaïdjanais devenu secrétaire de la SSR d'Azerbaïdjan entre 1933 et 1953. Dès le 1918 il participe activement dans l'installation du parti communiste au Caucase est devient un ami proche de Lavrenti Beria qui lui apportera un soutien dans le lancement de sa carrière. Après la mort de Staline et la chute de L. Beria en 1953, M. D. Baguirov est limogé, arrêté et condamné à mort, pour la répression qu'il avait organisée en Azerbaïdjan dans les années 1920. Il est aussi coupable de la mort d'environ 70 000 intellectuels azerbaïdjanais condamnés dans les années 30.

les relations étroites de Baguirov avec Staline n'empêcheront pas l'organisation de grandes déportations des Azerbaïdjanais autochtones de l'Arménie prévus dans les années 1948-1953. Cela suivra donc un peu plus tard.

La date de novembre 1943 marque le début des campagnes de déportation totale *des peuples punis*. Le printemps 1944, les opérations continuent sur le Caucase du Nord et débutent par la déportation des Tatars de Crimée et des Grecs. Le tour des Turcs de Meskhétie viendra fin de l'année 1944.

On se pose la question, comment les peuples Caucasiens pouvaient collaborer avec les Allemands et comment le régime soviétique a ordonné leur déportation ? Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le commandement allemand poursuivait le but d'élargir et affermir son influence sur le Caucase du Nord, dans le but d'organiser la lutte contre le pouvoir soviétique. L'Amiral Wilhelm Canaris en janvier 1942 avec son plan *Chamil* voulait occuper les régions pétrolifères comme Grozny et Maïkop afin d'entrer à Bakou pour installer le régime d'occupation dans tout le Caucase. Un document allemand disait que *les mœurs et les traditions musulmanes de la charia tiennent encore fermement la majorité de la population montagnarde. Les montagnards selon la nature sont très confiants. Il est facile de collaborer avec eux qu'avec d'autres nationalités...* (Bougay, 2004).

Les chercheurs russes Bougay (2004), Dembinskiy (2004), Zemskov (2010) estiment que pendant les années de la Deuxième Guerre mondiale, près de soixante groupes ethniques ont subi la déportation. Il est possible que les conditions de la situation militaire (extrême) provoquent la nécessité d'actions préventives du gouvernement soviétique à l'arrière et aux approches de la ligne du front. Mais on ne peut aucunement justifier les mesures répressives appliquées à plusieurs de ces peuples. En effet, cette sévère punition touchait non seulement des personnes coupables et reconnues aussi comme telles des peuples entiers. De telles condamnations ne peuvent pas être reconnues justes. C'est l'une des pages tragiques, gardées dans un profond secret dans l'histoire de l'État soviétique, qui reste toujours mal connu et demande beaucoup de nouvelles recherches. On doit souligner que contrairement ce que prétendait cette politique de la déportation, ces populations ont protégé leur pays et combattu courageusement dans les rangs de l'Armée soviétique. Ces déportations ont influencé largement l'économie du pays causant d'irréremédiables dommages humains et dégâts matériels. Les échanges culturels et traditionnels entre les peuples voisins ont déformé la conscience nationale des peuples.

Par cette mesure on organisait la déportation de peuples, les minorités ethniques, les groupes de la population appartenant de statut très divers selon la nomenclature soviétique de l'époque. En analysant d'informations recueillies sur 2,6 millions de personnes, les Russes Q. Okhotin et A. B. Roguinsky (2005) donnent une triste conclusion en disant qu'ils ont réussi à réunir presque 20 % du nombre des noms des victimes de la terreur d'état en URSS. En même temps, ils soulignent que dans les pays baltes, en Ukraine, au Kazakhstan, il existe des programmes nationaux pour la préservation de la mémoire des victimes de la terreur, ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays comme la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Nous espérons que la collaboration de tous ces pays autrefois soviétiques peut nous amener à étudier profondément l'histoire de la grande terreur et perpétuer la mémoire de ces victimes.

Tableau N° 4

Les peuples déportés de 1937–1944

<i>Nationalité</i>	<i>L'année de déportation</i>	<i>Le nombre expédié (une moyenne estimation)</i>
Coréens	1937–1938	172 000
Allemands	1941–1942	905 000
Finnois, Roumains et autres nationalités des états alliés de l'Allemagne	1941–1942	400 000
Kalmouks	1943–1944	101 000
Karachaeviens	1943	70 000
Tchéchènes et Ingouches	1944	485 000
Balkans	1944	37 000
Tatars de Crimée	1944	191 000
Turcs-Meskhétie et d'autres ethnies de Transcaucasie	1944	100 000
Total		2 461 000

Source : Н. Г. Охотин, А. В. Рогинский. (2005) *О масштабе политических репрессий в СССР при Сталине: 1921-1953* Москва, Мемориал

Il faut aussi souligner que la répression et la condamnation des prisonniers dans les régions inhabitées existaient auparavant sous l'Empire russe. Avant la légalisation de GOULAG par le pouvoir bolchevik en 1917, il existait déjà, en Russie tsariste, des camps sous un autre nom *katorga*⁶⁷. L'Empire russe utilisait en effet, depuis le XVIIème siècle, des brigades de travail forcé en Sibérie. Les objectifs assignés aux camps de travail n'avaient pas changé depuis l'époque impériale. Le but était éloigner les opposants politiques, les marginaux et peupler de façon autoritaire dans les régions vides, exploiter les ressources de l'immense Russie et terroriser la population.

En général, les années de la répression font les pages noires de l'histoire du peuple azerbaïdjanais de la période soviétique. La plupart de ceux qui subissaient la terreur étaient des ouvriers innocents et des paysans, mais aussi les représentants des intellectuels azerbaïdjanais. L'intelligentsia a souffert à cette époque pour la simple raison que le but des staliniens était d'exterminer les intellectuels du peuple azerbaïdjanais ou de les jeter en prison pour les isoler de la population et priver celle-ci de ses racines culturelles et morales. La plus grande menace pour l'état soviétique était représentée par les savants (histoire, philosophie, linguiste, psychologue) ainsi que les porteurs de la culture (écrivains, poètes, dramaturges, œuvres d'art) supportés d'une culture et d'un esprit national.

L'enseignement élémentaire universel a été introduit en Azerbaïdjan en 1928, après la fin du système de *korenizasia*. L'alphabet arabe traditionnel a été remplacé par l'alphabet latin puis en 1939 en l'alphabet cyrillique. C'est vrai que l'idée de changer deux fois l'alphabet d'un peuple avait pour objectif en une courte période de gommer et de faire oublier les origines de celui-ci. L'élimination de l'alphabet arabe permettait l'exclusion de la vision religieuse et le remplacement de l'alphabet latin par l'alphabet cyrillique a permis de couper les relations avec les pays turcophones en particulier avec la Turquie kémaliste qui a lui-même changé son alphabet en 1928. Par contre, on doit insister sur le fait que le taux d'alphabétisation qui était d'environ 10 % avant 1917 a augmenté de manière impressionnante après la révolution bolchévique et a atteint en 1959, 97-99 % (Həsənli, 2008). Donc, la période soviétique a apporté une expansion de la lecture publique qui a réduit

⁶⁷ Les **Katorga**- sont apparues en 1722 sous le tsar Pierre le Grand. Les prisonniers étaient envoyés avec leurs femmes et leurs enfants, dans des camps très éloignés, situés dans de vastes régions inhabitées de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. Faisant la partie du système judiciaire normal de la Russie tsariste le *katorga* est devenu le GOULAG après la révolution russe de 1917 et a été massivement développé.

l'analphabétisme. Toutefois, dans les années 1930, l'Union des Ecrivains Azerbaïdjanais devient la cible particulière des purges du dictateur Staline.

La répression des années 1930 a débuté dès les premiers mois de l'établissement du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan. Le directeur du séminaire de Kazakh, le maître Firudin bey Kotcharli (1863-1920) est devenu l'une des premières victimes de la terreur rouge. Parmi les hommes éminents subissant la répression durant ces années, il y avait de nombreux représentants de la littérature azerbaïdjanaise, des arts, de la critique littéraire et de la linguistique comme le grand dramaturge Hussein Djavid, le jeune poète brillant Mikhaïl Mushvig, le prosateur et critique littérature Seid Hussein, l'auteur du premier et dernier hymne de la République azerbaïdjanaise, le poète Ahmed Djavad, l'écrivain et le savant Jussif Vezir Chemenzeminli, le professeur de philologie et savant polyglotte Bekir Tchobanzadé, le recteur de l'Université d'État de Bakou, l'écrivain Tagui Shahbazi et encore beaucoup d'autres. Tous ces intellectuels fondateurs, à l'exception de J. V. Chemenzeminli (1887-1943) et H. Djavid décédés en prison en exil, ont été fusillés⁶⁸. Les assassins, sans prendre en compte l'âge des victimes, les jugeaient immédiatement et les exécutaient. Mohamed Kazim Agha, l'un des premiers traducteurs du Coran dans la langue azerbaïdjanaise a été fusillé à l'âge de 83 ans. Mikhaïl Mushvig en avait 29.

Dans tout l'Azerbaïdjan, la terreur rouge continuait. Les gens qui manifestaient et organisaient la résistance étaient victimes de la terreur sous les accusations *d'ennemis du peuple, contre-révolutionnaire ou provocateur* (Bünyadov, 1993).

En 1936, la République soviétique adopte sa Constitution et met en place de larges programmes culturels sous le drapeau de la révolution culturelle et des réformes éducatives. Par contre, avec cette nouvelle constitution soviétique commença un autre cycle de répression s'attaquant aux dirigeants communistes prérévolutionnaires, aux bolcheviques, aux intellectuels, etc. Entrée dans l'histoire sous le nom de *purge*, elle a touché toutes les personnes ayant des idées panturquismes, panislamistes et moussavatiste. Ces mesures de répression des années 1937 — 1939 ont porté un grand coup à la science et à la culture de l'Azerbaïdjan — plus de 50 000 personnes ont été fusillées, plus de 100 000 ont été déportés

⁶⁸ Hassan Quliyev, auteur du livre *La littérature azerbaïdjanaise à l'immigration*, essaye de répondre à la question du droit de l'auteur du livre *Ali et Nino* en prouvant que J. V. Chemenzeminli et Kurban Said sont les mêmes personnes.

en Sibérie et au Kazakhstan. Des personnalités aussi remarquables qu'Hussein Djavid, Mikhaïl Mushvig, Tagui Shahbazi, Salman Moumtaz, etc. ont été exterminées.

Une fois émigrés, les Azerbaïdjanais se sont installés en Turquie, en Iran ou en France ou dans les autres pays européens. Cette vague d'émigration sera plus active avec une propagande voulant montrer le vrai visage du bolchevisme. À cette époque il y avait déjà des migrants azerbaïdjanais en Europe. Les diplomates et les étudiants envoyés sous la Première République se trouvaient involontairement dans l'émigration. Malgré toutes les difficultés, la délégation azerbaïdjanaise envoyée à la Conférence de Versailles continuait à organiser différentes manifestations avec à sa tête A. Toptchibachi. Cependant, les activités de ces émigrés n'étaient pas très organisées. Justement, après l'émigration de plusieurs membres du parti Moussavat et surtout avec l'émigration du grand leader azerbaïdjanais M. E. Rasoulzade en 1922 en Turquie, cela a poussé à rassembler tous les migrants azerbaïdjanais autour d'une seule idéologie. La Turquie est devenue le centre de tous les migrants azerbaïdjanais du monde entier. En 1923, Rasoulzade crée le bureau étranger du parti Moussavat et lance la publication du premier journal *Yeni Gafgaziya* qui jouera un rôle exceptionnel pour le peuple azerbaïdjanais. Dans ses articles Rasoulzade expliquait : *Notre bataille n'est pas seulement une idéologie contre Moscou, mais aussi contre l'impérialisme russe qui doit nous rendre notre indépendance. Actuellement l'Union Soviétique est une force qui présente une population dont 52 % n'est pas russe. Il est impossible de défendre la culture des peuples quand le blé et le charbon de l'Ukraine, le pétrole et d'autres richesses du Caucase, le coton du Turkestan et beaucoup d'autres sont sous le contrôle de Moscou rouge* (Həşimova, 1992 : 127).

1.5. Conclusion

L'invasion soviétique a causé la chute de l'Azerbaïdjan démocratique. Avec l'occupation russe le 27 avril 1920, commence une nouvelle branche de l'émigration définie par des chercheurs comme l'émigration des élites. Elle touche essentiellement les commerçants, les bourgeois, les partisans de l'armée nationale, les députés, les ministres, les fonctionnaires d'état, les membres des partis politiques, les intellectuels et les nationalistes. Pays voisin, la Turquie facilitait beaucoup l'émigration non seulement des Azerbaïdjanais, mais aussi d'autres peuples n'acceptant plus de vivre sous l'occupation russe. Ziya Bunyadov (1993 : 22) dans son *Qirmizi Terror* souligne qu'avec l'arrivée au pouvoir des bolcheviques en Azerbaïdjan, Lénine annonçait : « Vive l'Azerbaïdjan indépendant » et le lendemain de l'occupation d'avril 1920, promettant un avenir florissant au peuple, il commença à éliminer tous ces hommes brillants.

Les riches paysans (*Goulag*) refusaient de partager leurs productions avec l'état, soit en les cachant dans leurs caves, soit en les détruisant. Ces paysans étaient chassés et expulsés, et en cas de résistance sont assassinés.

Construction d'un canal par des prisonniers de GOULAG (1932)



Source : www.mapage.noos.fr

Lorsque l'état soviétique est établi dans les frontières de l'ancien Empire russe, des centaines de milliers, voire des millions de personnes ont été obligées de fuir leurs foyers. Les habitants de la Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et d'autres républiques, fuyant la persécution, la terreur, les meurtres et autres horreurs sont partis à l'étranger. La vie des émigrés azerbaïdjanais fut également pleine de difficultés, de

douleurs et de contradictions, mais en même temps, plein d'honneur et d'intérêt. Les pays qui ont accordé l'asile aux migrants ont été sous pressions diplomatiques de l'URSS et constamment harcelé par la terreur des services de renseignement soviétiques. L'exil à l'étranger n'offrait pas les meilleures conditions pour la lutte contre le bolchevisme. Pourtant, rien ne pouvait empêcher de mener la lutte idéologique jusqu'au bout. Ces événements font partie du patrimoine et se sont inscrits dans l'histoire. Le travail théorique et pratique de l'émigration azerbaïdjanaise sur son contenu, sa qualité, peut être comparé avec le travail de la migration russe et ukrainienne.

Il existe encore aujourd'hui des opinions publiques qui croient que la déportation des peuples soviétiques a débuté dans les années trente. Mais en réalité, les événements ont commencé durant les premiers mois et les années du conseil d'administration des bolcheviks, pendant la période de la guerre civile en Russie. De plus, la politique de déportation de l'Union Soviétique avait une préhistoire très solide commencée sous le tsar Pierre le Grand.

Dès le début de la soviétisation jusqu'à la mort de Staline, l'Azerbaïdjan a connu quelques périodes de répressions. La première période a commencé au début des années vingt et concernait les paysans, les politiciens, les religieux et les propriétaires. La deuxième période touchait plutôt les nationalistes, les moussavatistes et les dirigeants des idées panturquistes. Elle a débuté juste après l'installation du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan et étant plus longue, a continué jusqu'aux années trente. La troisième période est entrée dans l'histoire sous les noms de *Purge*, *Grandes Terreurs* ou *Terreur rouge stalinienne*.

Malgré le fait que la République Démocratique d'Azerbaïdjan ait cédé le pouvoir sans résistance aux Bolcheviks, dans les régions azerbaïdjanaises de Karabakh, de Gandja, de Zakhatala, de Shamkir, etc. la résistance contre l'occupation continua jusqu'aux années trente. Ces combats contre la réoccupation russe étaient organisés non seulement par les riches paysans et les ouvriers, mais aussi par les intellectuels azerbaïdjanais présentant les différents partis politiques (Moussavat, Ittihad). L'attaché militaire de la République azerbaïdjanaise (RDA) en Turquie A. Askerov-Kenguerlinski (1990) dans son essai *La tragédie de l'Azerbaïdjan* montre que *48 000 personnes furent assassinées par la terreur rouge rien qu'entre le 28 avril 1920 et août 1921*⁶⁹. Mahmoudov (2005) explique qu'après l'installation

⁶⁹ L'essai *la Tragédie de l'Azerbaïdjan* a été gardé pendant 70 ans sous la griffe « tout à fait confidentielle » et a été publié en 1990 par A. Rustamov. L'auteur de l'essai d'Alesker Askerov-Kengerlinsky, l'attaché militaire de la République azerbaïdjanaise en Turquie jusqu'au milieu de 1922, a été renvoyé à Bakou. Le 15 juin 1922, le

des bolcheviques en Azerbaïdjan, seulement en une année, 50 000 personnes importantes furent fusillées. L'historien H. Azimov souligne : *après l'effondrement de la révolte à Gandja 15 000 Azerbaïdjanais furent assassinés. Les savants représentaient la majorité des 50 000 personnes massacrées entre le 28 avril 1920 et janvier 1921*⁷⁰. Nous pouvons citer le nom de N. Yusifbeyli, l'un des premiers ministres de la RDA, qui était porté disparu et retrouvé assassiné après un mois d'occupation du territoire azerbaïdjanais. Les destins du grand historien de la littérature azerbaïdjanaise Firudine bey Kothcerli, du ministre étranger Feteli khan Khoyski, du moussavatiste Memmed Baguir bey, du docteur N. R Refibeyli, des généraux Mourad bey, Ahmed bey, Gaytabachi sont similaires.

Ibrahimli (1996) souligne que jusqu'en 1924, furent organisées plus de 60 révoltes dans différentes régions azerbaïdjanaises. Le renforcement de la reconstruction socialiste de l'agriculture entre les années vingt et trente accompagnée par la collectivisation a également affecté la vie des paysans. Les mesures répressives ont touché des milliers de paysans, de goulags et des représentants d'autres couches de la société et se sont notamment traduites par des expulsions vers l'Oural, en Sibérie occidentale, en Ouzbékistan, et au Kazakhstan. À Bakou, les anti soviets furent fusillés dans les endroits spéciaux, à l'abri des regards, dans l'île de Nariguine, l'île de Zire, l'île de Goum, appelé aussi *l'île des morts*.

Dans le livre *L'Azerbaïdjan* d'Antoine Constant (2002 : 274) nous lisons : *En mai 1920, excédée par les fouilles et les confiscations abusives, les insultes, les vols, les privautés sur les femmes commis par les soldats, marins et tchékistes, la population apporta son soutien au Comité de salut public fondé par Khan Khoysky à Tiflis et l'Organisation de l'indépendance, menée par les jeunes moussavatiste comme M. B. Mammedzadeh, A. Yourdsever ou Djafar Djabbarli.*

Plus tard, dans l'historiographie soviétique ces événements trouveront leur place ainsi : *le 28 avril, les paysans, les ouvriers, les travailleurs azerbaïdjanais se révoltèrent contre le pouvoir des **aghas**, des **beys** et des **khans** pour installer le régime soviétique en Azerbaïdjan. Le comité révolutionnaire (Ingilab Komitəsi) qui fut en tête de ces événements demanda une aide de la Russie soviétique (Həşimova, 1992).*

consulat de la ville de Samsun informe l'ambassade soviétique à Ankara qu'Askerov a disparu sur le chemin qui le menait jusqu'en Azerbaïdjan. Source : <http://tatarica.yuldash.com/history/article1314>

⁷⁰ Source : <http://xalqcebhəsi.az/news.php?id=6683>

À partir de 1929, Staline décide de supprimer la propriété privée dans les campagnes, le bétail, les outils, les terres devraient désormais être mises en commun. Les moyens de production agricole étaient regroupés dans les *kolkhozes* ou dans les *sovkhozes*. Cette collectivisation forcée provoqua des résistances. Les révoltes des paysans englobèrent tout l'Azerbaïdjan. La collectivisation, la création des *kolkhozes* et des *sovkhozes* et certaines autres expérimentations (changement de l'alphabet) du pouvoir provoquèrent la résistance de la population. Nous assistons ici au changement de la révolution depuis l'annexion du Caucase par les Russes. Parallèlement aux émeutes, il eut une réorganisation des mouvements de bandit d'honneur. Les motifs, les causes et les raisons de ces mouvements vont nous amener à l'époque du même type de résistance au XIXème siècle, toujours contre les Russes, mais cette fois-ci soviétique.

Une autre sorte de déportation se faisait en masse. Le russe Pavel Polyan (2005) souligne dans son article qu'en 15 mois inachevés, à partir du milieu d'octobre 1944, le pouvoir soviétique déporta presque 5,3 millions personnes – un chiffre énorme. Mais en même temps il exista d'autres types de déportation dans différents pays de l'Europe du Sud-est. Les principaux contingents de la terreur à cette époque furent les goulags, les bandits, les éléments antisoviétiques, basmatschs et aussi les communautés confessionnelles. En général, le pouvoir soviétique prévoyait trois types d'envoi : le premier avec l'interdiction de la résidence dans d'autres points définis de la RSFSR, le deuxième présentait l'envoi dans un lieu défini de la RSFSR et la troisième l'envoie à l'étranger. NKVD avait le droit non seulement d'expédier certaines catégories de citoyens, mais aussi de les installer dans des camps de travaux forcés. Le troisième type d'envoi s'organisait sous la surveillance de l'organisme local du GPU. Les intellectuels avec l'esprit de la liberté devenaient les premières victimes de cet acte. Par exemple, la première déportation massive internationale forcée dans l'histoire soviétique a été organisée en 1922. Près de 50 intellectuels russes (avec les membres de leurs familles — environ 115 personnes) sont envoyés de Petrograd en Allemagne⁷¹.

Le 25 mars 1925 sont supprimés tous les droits des propriétaires fonciers sur l'exploitation du sol accordés avant la révolution d'Octobre. Cet événement a fait comprendre aux GOULAG que la nouvelle politique économique n'était pas éternelle. Par contre, la question de la déportation à cette époque ne fut pas profondément étudiée. En analysant tous

⁷¹ Pavel Polyan, A la racine de la politique de déportation soviétique : expulsion de Cosaques blancs et les grands propriétaires terriens (1918-1925). Source : <http://antropotok.archipelag.ru/text/a304.htm>

les chiffres, nous pouvons conclure que seule la déportation intérieure de l'URSS pour la période de la Deuxième Guerre mondiale atteint à 5,9 millions de personnes. Si on prend la période soviétique jusqu'à la fin de l'époque stalinienne ce chiffre touche 12 millions de personnes.

Après l'installation du pouvoir bolchevique en Azerbaïdjan, il était préparé les listes *des ennemis de soviets* sous la responsabilité de Ponkratov. Les directives juridiques qui toutefois répondaient à une unique politique avaient pour objectif l'élimination des *mauvais éléments* de la société (Bünyadov, 1993). Bientôt Lénine sur la proposition de Trotski ordonna de créer des colonies pour les prisonniers⁷². Des milliers d'ennemis de la révolution, des aristocrates, des personnes éminentes, des intellectuels ayant fait leurs études en Europe et aussi des anciens communistes participant activement à la construction du pouvoir soviétique, mais aussi des membres de différents partis politiques devenaient ainsi les premiers habitants de ces colonies.

Les arrestations se faisaient en masse en Azerbaïdjan. Par exemple, des centaines de membres du parti Moussavat accusés de résistance au pouvoir soviétique furent condamnés à mort. Dix généraux azerbaïdjanais furent fusillés sans jugement. Grâce à N. Narimanov, les généraux A. Shikhlinski et S. Mehmandarov ont échappé à cet acte atroce.

Faisant la connaissance avec l'histoire soviétique on voit que les Bolchéviks, dès leur installation au pouvoir, organisaient l'élimination des personnes créant le moindre de doute. Mais la vraie tragédie de cette époque débutera en 1936 et prendra une forme assez violente dans les années 1937-1939. D'après Z. Bunyadov (1993), *seulement en deux ans et demi, entre 70 000 et 80 000 Azerbaïdjanais de renoms (savants, écrivains, professeurs, militaires, religieux, etc.) sont massacrés, porté disparu et exilés. La « machine de la condamnation » à mort tournait sans arrêt et sans pause et durait maximum 15 à 20 minutes.*

Les Azerbaïdjanais, étant des musulmans et ethniquement proches des Turcs, sont considérés comme une menace potentielle du pouvoir soviétique dans le Caucase du Sud. Par exemple, si les Géorgiens et les Arméniens sont autorisés à garder leurs alphabets, chez les

⁷² **Léon Trotski** (né le 7 novembre 1879 et assassiné le 21 août 1940) est l'homme du mouvement révolutionnaire international communiste, praticien et théoricien du marxisme. Les idéologues de ses courants s'appelaient trotskistes. Il est l'un des organisateurs de la révolution d'Octobre de 1917, un des créateurs de l'Armée rouge. S'opposant à la bureaucratisation du régime et à Staline, il est chassé du gouvernement en 1924 et a subi plusieurs exils. Il est assassiné par l'homme de Staline au Mexique.

Azerbaïdjanais il était changé deux fois – d'abord l'alphabet arabe est remplacé par l'alphabet latin, et ensuite, quand le pouvoir kémaliste en Turquie passe à l'alphabet latin, en Azerbaïdjan on le fait remplacé par l'alphabet cyrillique. Les mêmes discriminations et les différenciations peuvent être notées dans les noms de famille des pays Caucasiens. Si les Géorgiens et les Arméniens gardent le suffixe de leurs patronymes durant l'époque soviétique, pour le peuple azerbaïdjanais cela n'est pas le cas. Le plus souvent, les noms arméniens se terminent par *-ian* ou *-yan*, ce qui signifie "fils de". Plusieurs noms chez les Géorgiens se terminent par le suffixe *-dze* signifiant "le fils", *chvili* signifiant l'enfant, ou bien *-ouri*, *-ouli*, *-ani*. Avec l'arrivée du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan, les noms commencent à se changer avec plus d'exigence. Ayant peur de la répression, les suffixes *-khan* ou *-bey* sont supprimés des noms et prénoms. Les nouveaux nés portent plus les noms des personnalités historiques, mais par fois mêmes les noms absurdes avec la politique de la collectivisation comme *Tractor* (le Tracteur), *Inqilab* (la Révolution), *Sovet* (Conseil), *Octyabr* (Octobre, à l'occasion de la révolution d'Octobre). Marlen (combinaison des prénoms Marks et Lénine). En conséquence, le pouvoir soviétique modifie forcément les noms azerbaïdjanais et chez la plupart des familles les suffixes des noms sont remplacés par *-ov* et *-ev*. Avec la proclamation de l'indépendance en Azerbaïdjan en 1991, les noms traditionnels azerbaïdjanais commencent à reprendre leur place, les suffixes *-li*, *-zade* *-oğlu* signifiant l'origine géographique, l'appartenance à l'aristocratie et la parenté. Actuellement en Azerbaïdjan, la réduction des fins des noms est devenue plus répandue et facile au niveau du changement de la documentation.

Ce phénomène est seulement l'un des exemples de l'imposition de la politique de l'Empire russe (soviétique) avec le but « d'acculturer » des peuples « manquant » de culture. Le même cas existe chez les autres pays turcophones comme au Kazakhstan, en Ouzbékistan ou au Turkménistan. Par exemple, en Ouzbékistan, même aujourd'hui, les suffixes des noms russes sont conservés. Chez les Tatars de Crimée, il est ressenti le mouvement pour la cessation de l'utilisation des suffixes russes dans les noms. Ils préfèrent être appelés non *Ümerov*, *Veliyev*, mais simplement *Ümer*, *Veli*. Dans les pays baltes, le pouvoir letton jugea que dans un « État indépendant » le peuple ne peut pas garder les noms russes. En Lettonie, la plupart des noms avec les suffixes russes *-ov*, *-ev* se sont ajoutés une lettre *-s* et pour cela il fallait absolument « déculturer » la population en rendant à chaque nom une lettre *s*.

2. La période de la Deuxième Guerre mondiale et la formation des Légions azerbaïdjanaises

Au XXème siècle, les années de la Deuxième Guerre mondiale sont la période la plus difficile et terrible pour l'humanité. Le fascisme régnant en Italie et le nazisme en Allemagne menacent les vies, non seulement, de ces peuples, mais aussi de toute l'humanité. Profitant des possibilités économiques de plusieurs pays, l'idéologie fasciste devient une réelle force destructrice et le monde se trouve face au dilemme *être ou ne pas être* (W. Shakespeare). Pour les pays du monde, une des choses les plus importantes du XXème siècle, malgré leurs politiques, idéologiques et économiques différents, est la compréhension de la nécessité des efforts communs par rapport à ce danger. Ainsi, une coalition puissante antifasciste des peuples se créé. Grâce à l'abnégation des forces antifascistes, le monde a pu sortir de cette immense tragédie. Le peuple azerbaïdjanais participe également à la victoire sur le fascisme.

Les troupes nazies qui voulaient envahir l'URSS pendant la guerre déjà en juillet 1942 ont débouté sur la grande chaîne Caucasienne. Mais elles ne rentrent pas sur le territoire de l'Azerbaïdjan. À cette époque, Bakou était la principale source de pétrole (80 %) de toute l'économie de l'URSS avec de riches ressources et une position stratégique favorable, l'Azerbaïdjan attira un fort intérêt des grandes puissances pendant la Deuxième Guerre mondiale. En saisissant les structures pétrolifères de Bakou, l'Allemagne nazie voulait atteindre l'océan Indien *via* l'Iran et le Golfe et couper la route de l'Inde aux Anglais. Pour cet objectif, un plan d'invasion et d'occupation est préparé (Ismayilov, Həsənov, Qafarov, 1995).

Durant ces années, le peuple azerbaïdjanais donne des preuves d'héroïsme sur les champs de bataille et à l'arrière du front. Plusieurs centaines d'Azerbaïdjanais participent à l'effort de guerre et combattent dans l'Armée rouge. Un habitant sur cinq (3,4 millions de personnes en 1941) participe à la guerre. Pendant une courte période, après le commencement de la guerre, sur le territoire de la république sont organisés 87 bataillons actifs et 1124 brigades d'autodéfense. Entre 1941 et 1945, plus de 600 000 jeunes hommes et jeunes filles de la république sont partis sur le front. Quelque 400 000 Azerbaïdjanais sont morts pendant la Deuxième Guerre mondiale, nombre égal aux pertes des Américains de la même période de la guerre sachant que le nombre de la population était un peu plus de 3 millions (13%) d'habitants (Qafarov, 2008). Les divisions azerbaïdjanaises ont passé une voie glorieuse du

Caucase jusqu'à Berlin. Près de 130 Azerbaïdjanais ont été honorés du titre de *héros de l'Union soviétique*, 30 de l'ordre dit de *Gloire de IIIème degrés* (*Орден Славы III степени*). Plus de 170 000 soldats et officiers azerbaïdjanais ont été décorés des ordres et des médailles de l'URSS. Deux fois Héros de l'Union soviétique, Hazi Aslanov, Héros de l'Union soviétique, Israfil Mamédov, Aslan Vézirov, Adil Gouliyev, Ziya Bunyadov, Gueray Assadov, Melik Maguerramov, Mehdi Husseyznadé, les généraux Mahmoud Abilov, Akim Abbassov, Tarlan Aliyarbekov, Hadjibaba Zeynalov et beaucoup d'autres, ont introduit de nouvelles pages dans l'histoire du peuple azerbaïdjanais. Il ne faut pas non plus oublier l'héroïsme des femmes pendant la guerre. Le pilote Züleykha Seid Memmedova, la tireuse d'élite Ziba Ganieva, le capitaine de marine Chövkat Selimova et beaucoup d'autres montrent du courage.

La bataille du Caucase fut l'une des plus grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale et se déroule du 25 juillet 1942 au 9 octobre 1943. Dans l'historiographie soviétique, elle s'est trouvée dans l'ombre des autres grandes batailles comme les batailles de Moscou, Stalingrad, Kursk, Leningrad et Berlin. Dans cette bataille, les troupes nazies ont perdu au total 580 000 soldats et officiers. Les troupes soviétiques perdirent près de 800 000 militaires (Hüseynov, 2003).

Un grand travail a été fait pour le transfert de l'économie militaire. L'industrie légère et alimentaire commence à produire pour le front. Pendant un court temps, Bakou s'est transformée en arsenal important. En 1942, on produisait 130 types d'armes. Malgré de grandes difficultés, les ouvriers et cadres travaillaient sans arrêt, assurant l'alimentation du front et de l'économie. Une nouvelle technologie de production d'essence d'aviation est élaborée sous la direction de Yussif Mamedaliyev, de l'Académie des Sciences. Grâce à cette technologie, une production d'essence à indice d'octane élevé est lancée. En 1941, à l'aide de ce travail intense, l'Azerbaïdjan exploite la plus grande quantité de pétrole de toute l'histoire du pays (23,5 millions de tonnes), ce qui représentait 71,4 % de tout le pétrole de l'Union soviétique. Tout au long de la guerre, 75 millions de tonnes de pétrole, 22 millions de tonnes d'essence et d'autres produits énergétiques dérivés du pétrole ont été produits (Nadirov, 2003). On peut dire avec certitude que le pétrole de Bakou est un des facteurs décisifs de la victoire sur le fascisme. Il joua un rôle inestimable pour la victoire de l'Armée soviétique qui se charge de la plus grande partie du poids de la guerre en mer, sur terre et dans les airs. Il suffit de signaler le fait que quatre avions, chars, autos sur cinq avaient pour combustible l'essence produite par les raffineries de Bakou et extraite des chantiers pétroliers locaux.

Le travail des Azerbaïdjanais a eu une place spéciale. Il est difficile d'estimer la part de leur participation pour cette période, puisque Bakou était la principale source d'approvisionnement de l'Armée soviétique pour l'essence et les huiles de graissage. L'Armée soviétique et l'économie du pays n'éprouvent pas de manque durant la guerre.

Parmi les troupes de l'Armée soviétique qui remportèrent la victoire à Berlin, il y a aussi la « Division 416 de Taganrog », fondée au début de l'année 1942 dans une région d'Azerbaïdjan et composé d'Azerbaïdjanais, décorée des ordres du Drapeau Rouge et de Souvorov⁷³. Après 27 mois de combat et 2500 kilomètres franchis, on rencontre des soldats de cette division 416 (A. Madjidov) mettant le 2 mai 1945, le drapeau de la victoire sur la Porte de Brandebourg. Lors de batailles de Berlin, la Division 416 obtient pour la 17ème fois la *reconnaissance du Staline*⁷⁴.

Au début des opérations, le front soviéto-germanique, de grandes masses des combattants et des commandants de l'Armée rouge restent sur place pour diverses raisons. Après des batailles acharnées, beaucoup d'entre eux périrent, quelques petits groupes retournèrent vers l'arrière, une partie forma des groupes de partisans, mais la plupart sont capturés par l'adversaire en raison des blessures, des maladies, de l'absence de munitions, de carburant et de provisions. À cette période, on assiste également à une collaboration volontaire avec les Allemands. Après l'échec d'une série d'offensives dans la première moitié de 1942, les troupes allemandes occupent le bassin du Donetsk (Donbass), se dirigent vers le Caucase du Nord et la Volga. La défense de Stalingrad est organisée. Le 16 août 1941, le prikaze (ordre) N° 270, dit aussi, *pas un pas en arrière*, dans le cas de lâcheté, de capitulation ou des mesures de telles actions, signées par Staline lui-même, déclare que tous les prisonniers tombés aux mains de l'ennemi étaient des traîtres. Selon le prikaze N° 227, tous les soldats soviétiques refusant de continuer la bataille étaient exécutés sur place (Meltyukhov, 2008).

⁷³ Le 22 février 1942, par l'ordre du commandant militaire de Transcaucasie, commence la formation de la Division de fusiliers 416 dont le siège à Udjar dans une ville d'Azerbaïdjan. Une fois la formation terminée, elle fut déplacée du Caucase du Nord via Mozdok jusqu'à Berlin. Pour ses combats, en particulier pour la libération de la ville de Taganrog et l'héroïsme exceptionnel le 30 août 1943, le gouvernement soviétique la renomma la « *Division Taganrog 416* ».

⁷⁴ Voir le film d'E. Yusifova « *La division 416-nous avons gagné ensemble* » : <http://bashtube.ru/video/104548/>.

La victoire de l'Armée rouge sur le front de la Seconde Guerre mondiale exerce une influence décisive sur l'émigration et força plusieurs de ses représentants à reconsidérer leur position. Le changement des événements sur le front en faveur des Russes laisse une empreinte profonde parmi les migrants de différentes convictions politiques. Notons qu'après la bataille de Stalingrad, les gens ne croient plus à la victoire de l'Allemagne. Ces procédés touchent non seulement l'émigration des Russes, mais aussi les ressortissants d'autres nationalités.

Selon les recherches de K. Ibrahimli, le nombre d'Azerbaïdjanais capturés ou ayant émigré pendant l'époque de l'après-guerre change selon les pays. Il affirme que le nombre de prisonniers de cette période atteint 150 000 personnes et en même temps, que à partir de 1920 jusqu'à la Grande Guerre 50 000 personnes émigrent (Ibrahimli, 1996 : 98, 99).

2.1. La formation des camps des prisonniers soviétiques en Allemagne et la création de l'Armée Vlassov

En étudiant les faits historiques, nous voyons que l'Allemagne nazie, pour se rapprocher de la victoire profite des mécontentements populaires envers le régime stalinien en créant des comités de différentes nationalités. Il est vrai que la création des comités nationaux prit du retard à cause d'Hitler lui-même qui n'avait pas suffisamment confiance envers les comités composés de différentes nationalités et surtout envers les Russes. Cependant, on souligne aussi que même avant la guerre, les nazis sont très intéressés à créer des liens avec des peuples de l'URSS et d'autres peuples d'Europe. Soulignons que dès les années 1920, il y avait des émigrés antisoviétiques qui se sont installés en Europe. Ils continuaient leurs propagandes contre le communisme qui pouvait être bénéfique pour l'Allemagne nazie. Les anciens leaders, comme Memmed Emin Rasoulzade de la République d'Azerbaïdjan, Noé Jordania de Géorgie, Djabagui Hassan du Caucase du Nord, Mustafa Tchokay du Turkestan avaient différentes activités dans ce genre (Le mouvement prométhéen, les différentes publications, etc.). Donc, il existait déjà une équipe d'activistes sur place. L'autre raison de cette méfiance envers les comités nationaux était liée aux deux leaders ukrainiens qui essayèrent de reprendre le pouvoir en Ukraine en juin 1941 (Yaqublu, 1999).

Tout au début de la guerre, on créait des colonies spéciales pour les prisonniers et « les volontaires » afin de travailler dans l'arrière-front du combat. Appelés *Hivi*, l'abréviation du mot allemand *hilfswillige* qui désigne une personne exécutant des tâches volontaires, ces prisonniers coopéraient avec les Allemands pour améliorer leur condition de détention. Ces « volontaires » sont entrés facilement dans les divisions, mais ont été encore désarmés au début de la guerre. Ils ont pris plus tard part aux actions militaires sous le commandement de la Wehrmacht dans la lutte contre les partisans⁷⁵.

⁷⁵ **Wehrmacht** (Force de défense) – né en Allemagne en 1935 et a existé jusqu'à la capitulation du 8 mai 1945. Comportant trois éléments, armés de terre, marine et de l'air, elle restera pendant quelques années l'armée la plus puissante et la plus dangereuse du monde.

Les légionnaires du Caucase



Photo : www.lent.az

La déception de l'armée allemande sur le front a poussé les officiers de commandement de la Wehrmacht à penser plus sérieusement à la fondation de divisions étrangères. En 1942 sont créés les comités azerbaïdjanais, arménien, géorgien, turkestanais, tatar, kalmouk. Ces comités avaient le pouvoir d'organiser des congrès. L'affaiblissement des troupes allemandes durant la guerre créé encore plus de possibilités aux légionnaires pour continuer leurs activités. Si au début de l'année 1943, Hitler ignore définitivement la proposition de la formation des colonies des prisonniers russes, à la fin de l'année 1943, sa position change. À l'automne de 1943, le lieutenant-colonel Luftwaffe Holters propose ouvertement de constituer une unité de *volontaires* russes. La relation envers les prisonniers change. La preuve est que le régime hitlérien refuse toujours de reconnaître l'indépendance des pays soviétiques et seulement vers la fin de la guerre, en mars 1945, il reçoit tous les responsables des comités nationaux en tant que président de leur pays indépendant. Le Major Dudenguinski connu aussi sous le nom de Fetelibeyli disait à ce propos : *ce n'est pas important que notre république ait été reconnue à la veille de la capitulation* (Ibrahimli, 1996).

Dans le règlement intérieur de l'Armée soviétique, il est écrit : *le soldat soviétique, contre sa volonté, ne peut pas être capturé. S'il est détenu, il n'y a pas d'autre explication, il devient « l'ennemi du peuple »*. Les matériels d'archives et les recherches récentes nous donnent le résultat sur le nombre de personnes soviétiques qui étaient sous l'uniforme entre 1941-1945. Les chiffres pour ces années atteignent 32 millions dont 5 734 528 sont capturés (Yagublu, 2005 : 103).

Nous avons signalé qu'Hitler était contre la fondation de l'armée par des prisonniers d'origine russe, car il pensait terminer la guerre à l'hiver 1941 (Ibrahimli, 1996 : 177). Par contre, le changement de la situation sur le front a favorisé la création du ROA — l'Armée de libération de la Russie (Русская Освободительная Армия). Son but essentiel était le stalinisme et même après la capitulation de l'Allemagne, cette armée continua la résistance contre l'URSS à l'aide des Américains et des Britanniques. Tout a commencé le 14 août 1944 lorsqu'Andreï Vlassov parvient à fonder à l'aide de SS le *Comité pour la libération des peuples de Russie* (CLPR)⁷⁶. Par contre, les peuples non russes comme les Azerbaïdjanais, les Géorgiens, les Tatars, les Arméniens ne voulaient pas se retrouver encore une fois sous commandement russe et refusaient d'y participer. Cependant, durant la guerre et tout au long de l'après-guerre, tous les citoyens soviétiques, comprenant même des légionnaires Caucasiens qui combattaient au côté de l'Allemagne, étaient considérés en Union Soviétique comme *vlassoviens*⁷⁷. En réalité, les partis nationaux ne firent jamais partie de l'Armée russe ROA et ne se soumettaient également pas au général Vlassov.

Selon les partis nationaux, Vlassov avait l'intention de créer une union dans les actuelles frontières de la Russie, mais sans les communistes. Par contre, la SS introduisait des unités nationales sous la responsabilité de l'armée Vlassov. Par exemple, en janvier 1945, *l'Armée du Salut en Russie* composée par *l'Armée turque de l'Est* et *Forces armée du Caucase* a été attachée à l'armée Vlassov. Les non-Russes étaient opposés aux idées du *Comité pour la libération des peuples de Russie* (CLPR), car la liberté et la souveraineté des autres nations n'étaient pas soutenues. Les représentants de quatre comités Caucasiens refusèrent d'accepter les conditions de Vlassov. Le major Dudenguinski écrivait : *j'ai mis la seule condition devant les antibolcheviks russes, la reconnaissance de l'indépendance des pays non russes* (Ibrahimli, 1996 : 191).

Selon la théorie fasciste raciale, les montagnards du Caucase étaient reconnus comme des peuples aryens et les alliés naturels des Allemands dans la lutte contre l'URSS⁷⁸. À la fin

⁷⁶ *SS* ou *Schutzstaffel* (escadron de protection) était l'une des principales organisations du régime nazi. Fondée en 1925, elle était initialement chargée de la protection rapprochée du Führer, Adolf Hitler.

⁷⁷ **Andreï Andreïevitch Vlassov** (14 septembre 1900-2 août 1946) fut un général soviétique qui combattait dans les rangs de l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale.

⁷⁸ **La race aryenne** est un ancien peuple de langue indo-européenne utilisé entre la fin du XIX^{ème} et le milieu du XX^{ème} siècle, plutôt avec la publication de livre de Charles Darwin « *l'Origine des espèces* » (1859). Mais l'idée venait déjà d'Arthur de Gobineau. En 1855, dans son « *Essai sur l'inégalité des races humaines* » il fut

de l'année 1941 se sont composées les quatre premières légions nationales ; celles du Turkestan, de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. En seulement deux années se sont formés huit bataillons azerbaïdjanais, géorgiens, arméniens pour chacun et sept bataillons représentant les peuples du Caucase du Nord. Hitler a ordonné personnellement d'utiliser les Caucasiens dans la lutte contre les partisans. Selon les données du commandement de la Wehrmacht, le nombre total des représentants des peuples Caucasiens dans le rang de l'Armée allemande entre 1941-1945 était de : 40 000 pour les Azerbaïdjanais, 30 000 pour les Caucasiens du Nord, 25 000 pour les Géorgiens, 20 000 pour les Arméniens et 7 000 pour les Kalmouks. Au total, 120 000 Caucasiens représentant la dixième partie du nombre total des représentants des peuples de l'URSS (1,2 million) ont servi dans la Wehrmacht. Ils étaient souvent persuadés de combattre le despotisme stalinien (Ibrahimli, 1996).

Les légionnaires du Caucase



Photo : www.lent.az

La défaite de l'Armée allemande sur le front oriental a obligé le commandement de la Wehrmacht à retirer les bataillons originaires du Caucase. En 1943, les majeures parties des bataillons Caucasiens furent lancées en Europe occidentale : une partie pour la protection du Mur de l'Atlantique, l'autre dans le centre et le sud de la France pour la lutte contre les partisans.

introduit l'idée de l'image physique aryenne d'être plutôt blond, de grande taille, aux yeux bleus et venants d'Europe centrale. Au début du XXème siècle, cette théorie fut utilisée comme un terme raciste. De nombreux Allemands soutinrent l'idée pangermaniste et la race aryenne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Après la prononciation du *Manifeste de Prague* par Vlassov devant le *Comité pour la libération des peuples de Russie* le 14 novembre 1944, les quatre comités Caucasiens refusèrent d'y entrer et envoyèrent une lettre au nom de Rosenberg. Le 22 décembre 1944, deux officiers légionnaires, le major Dudenguinski et Baymirza Hayit demandèrent au commandant SS d'annuler la décision de combattre les Azerbaïdjanais et les Turkestanais sous le commandement de Vlassov. La réponse du gouvernement allemand fut négative. Le 24 décembre 1944, le régiment de commandement turkestanais Gulam Alimov ordonne d'ouvrir le feu sur les soldats allemands. En mars 1945, le IIIe Reich change de décision et est contraint de reconnaître le régiment de légion turkestanais en tant qu'Armée nationale turkestanaise. Ainsi, l'Armée vlassovienne n'arrive pas à établir des relations avec les autorités nationales. Ils ont prouvé encore une fois que leurs objectifs de combattre aux côtés de l'armée allemande étaient également de voir un jour leur État libre et indépendant. Le 17 mars 1945, Rosenberg déclara officiellement avoir reconnu l'indépendance des peuples azerbaïdjanais, arméniens, géorgiens, tatars de Crimée ainsi que des Caucasiens du nord de l'Allemagne (Yagublu, 2005 : 135-140).

Dans la littérature azerbaïdjanaise, il y a vraiment peu d'informations sur les légionnaires et se référer sur les écrivains russes ne semble pas suffisant pour aboutir à un résultat pertinent. Premièrement, la création des Légions étrangères pendant la Seconde Guerre mondiale se forme d'une part à l'aide des personnes qui ont souffert du totalitarisme stalinien, des émigrants et des prisonniers, deuxièmement, il ne faut pas oublier qu'il reste toujours des détails non étudiés de la guerre de l'Allemagne nazie.

Quelques mois avant de la capitulation de l'Allemagne du 4 au 11 février 1945, les dirigeants de l'URSS, des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont organisé à Yalta les plans de guerre des puissances alliées, ainsi que les principes de l'organisation d'après-guerre de l'Europe. Une nouvelle étape difficile a commencé pour les légionnaires, car selon le traité secret accordé à Yalta, les alliés des Allemands devaient rapatrier tous les légionnaires et les prisonniers de la guerre ayant la citoyenneté soviétique. Pendant cette période, des milliers d'Azerbaïdjanais étaient expédiés vers l'Union Soviétique et exilés en Sibérie.

2.2. Le rapatriement des citoyens déplacés soviétiques ou le retour des *peuples punis*

La question du rapatriement des prisonniers de guerre soviétiques et des réfugiés est l'un des sujets les moins étudiés dans l'histoire de la sociologie. Jusqu'à la fin des années 1980, la documentation sur cette question restait secrète dans les pays soviétiques. L'absence de données historiques et, en conséquence d'information objective a engendré autour d'elle beaucoup de mythes. Cela se rapporte à une série de publications publiées à l'Ouest, et dans l'URSS. On pouvait facilement rencontrer assez souvent une sélection tendancieuse des faits et leurs interprétations préconçues. Malgré la violence, le crime humanitaire et les violations des droits de la personne de tous les individus soviétiques déplacés, on doit étudier l'histoire du rapatriement dans un autre aspect. C'était une période assez normale qui s'exprimait par le recouvrement de La Patrie par des millions de gens privés de leurs droits. Mais qu'est-ce que le rapatriement ? Étymologiquement, ce mot est proche de « réconcilier ». En 1859, le terme est utilisé pour un acte de renvoi dans sa patrie d'un marin naufragé ou resté dans un pays étranger. *Le rapatriement* est le terme utilisé seulement en cas de retour à la patrie d'un pays étranger. Par contre, ce terme est inapplicable dans le cas de transmigration d'une région à l'autre (déplacement au sein de l'URSS) du même pays.

D'après le maréchal de l'armée soviétique F. I. Golikov (1900-1980), à la fin de la Seconde Guerre mondiale il restait près de 5 millions de citoyens soviétiques vivant en dehors du pays, dont plus de 3 millions se trouvaient dans la zone d'opération des Alliés (Allemagne occidentale, France, Italie, etc.) et moins de 2 millions dans la zone d'opération de l'Armée rouge à l'étranger (Allemagne orientale, Pologne, Tchécoslovaquie et les autres pays). Par exemple, avec l'arrivée des troupes anglo-américaines en France durant l'été 1944, ils ont arrêté une grande quantité de soldats et d'officiers allemands (Zemskov, 2010). Il se révéla bientôt que la plupart de ces captifs ne comprenaient pas l'allemand et que c'étaient les anciens militaires soviétiques se trouvant en captivité allemande qui étaient rentrés dans le service de l'armée allemande.

Le chercheur russe N. Dembitskiy (2004 : 232-264) dans son article, *Le destin des prisonniers* donne le tableau de l'information de la gestion pour l'affaire des prisonniers de guerre du commandement suprême de la Wehrmacht. Mais en même temps, l'auteur explique que ce document étant intéressant pour les recherches donne des explications supplémentaires

et la comparaison avec d'autres sources. Il souligne que ces informations sur le nombre de prisonniers de guerre soviétiques publiées à l'étranger ne peuvent pas être précises.

Tableau N° 5

L'information sur les prisonniers soviétiques

Les renseignements sur les prisonniers de guerre soviétiques	À la disposition d'OKW⁷⁹	À la disposition d'OKH⁸⁰	Total :
Prisonnier dès le début de la guerre	2 045 932	3 117 449	5 163 381
Morts et autres pertes	1 335 569	1 890 668	3 226 237
Libérés	535 523	287 707	823 230
Évadés	Pas de donnés	66 694	66 694
Se trouvent dans les camps	176 840	877 980	1 054 820
Sont employés pour les travaux	151 270	724 309	875 579

Source : le nombre des prisonniers de guerre soviétiques pour le 31 décembre 1944, tableau de N.P.

Dembiski, 2004 *Le destin des prisonniers*.

Les grands soucis de ces gens étaient qu'en cas de retour en URSS, l'enquête sur la vie et sur l'activité à l'étranger ou bien les circonstances de la remise en captivité pouvaient être ouvertes. Mais, il existait un autre problème plus inquiétant lié à la relation négative et suspecte du gouvernement soviétique aux gens qui sont allés à l'étranger. Ils doutaient d'obtenir la permission de revenir dans leur pays natal. Le gouvernement soviétique était intéressé par le retour des personnes déplacées sans exception, même les gens qui ressentaient

⁷⁹ OKW - *Oberkommando der Wehrmacht*, le commandement suprême des forces armées de la Wehrmacht.

⁸⁰ OKH — *Oberkommando des Heeres*, le commandement suprême des forces terrestres de la Wehrmacht de 1939 jusqu'à 1945. OKH se soumettait à l'OKW

le désir de rester à l'Ouest. À la rencontre de Yalta en février 1945 le « partage du monde » (Laffont, 1964) Staline, Roosevelt et Churchill se met d'accord pour le rapatriement obligatoire. Pour cette raison, divers auteurs comme Nikolay Tolstoï (1980) nomment ces citoyens soviétiques déplacés *les victimes de Yalta*.

Les Soviétiques surveillaient attentivement les alliés pour qu'ils accomplissent toutes les décisions de Yalta et surtout qu'ils rendent les prisonniers de guerre soviétiques. Alexandre Soljenitsyne dans son *Archipel du Goulag* (1974) proposait le chiffre de deux millions et demi de citoyens soviétiques qui se sont rendus et ont subi la répression.

Cependant, avec le temps, les relations entre les anciens alliés de la coalition antihitlérienne ont commencé à se refroidir. Les Soviétiques déplacées, souhaitant trouver un refuge à l'Ouest, étaient considérées petit à petit, dans la conscience des Anglais et des Américains, comme « des militants contre le communisme ». Les chefs des pays occidentaux ont conçu la possibilité, sans risquer de provoquer la colère de l'opinion publique, de leur accorder la situation de réfugiés politiques. L'assimilation des originaires de l'URSS dans le monde occidental n'était pas suffisante et de ce fait, ils étaient considérés comme des personnes élevées dans l'esprit de l'idéologie soviétique.

Par rapport à l'Ouest, en URSS il y avait des présentations opposées sur le droit de la personne à la liberté du choix de la nationalité. Si aux États-Unis et en Grande-Bretagne ce droit était absolument reconnu et était fixé dans la législation, d'après les lois de l'URSS même la simple tentative de changer la nationalité ou d'émigrer entraînait dans la liste de crimes politiques comme le sabotage, la propagande contre-révolutionnaire. Dans la législation de l'URSS, la transformation de cette notion s'est réalisée seulement à la fin des années 1980 (Dembitskiy, 2004).

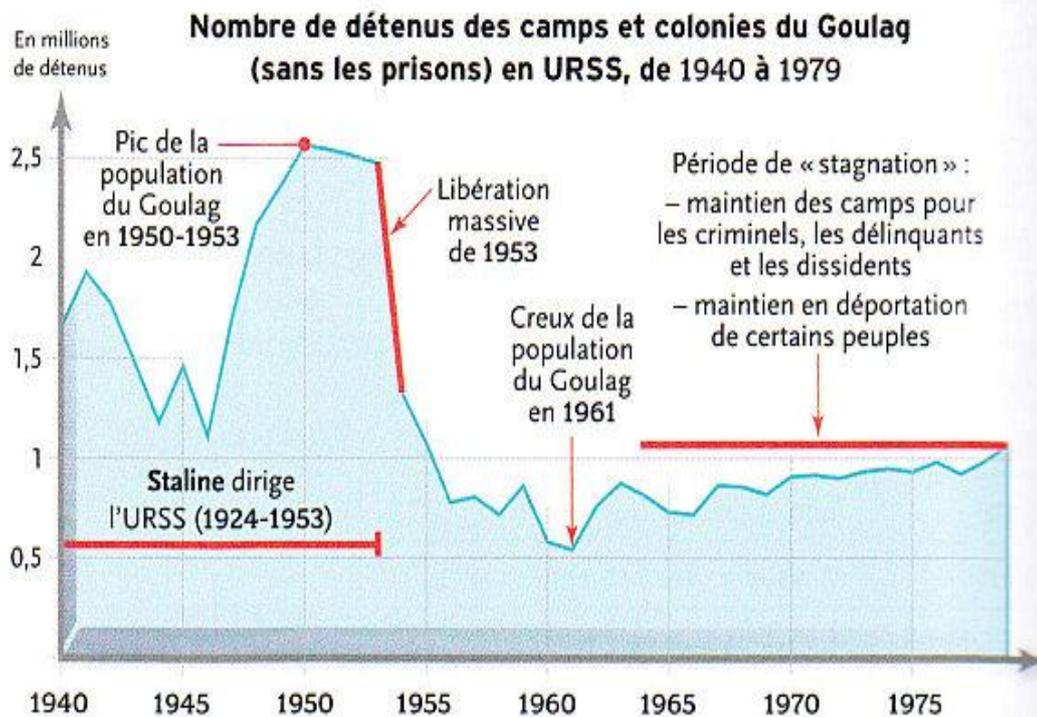
Dans l'interview donnée à l'Agence télégraphique de l'Union Soviétique début novembre 1944, F. I. Golikov exposait la politique du gouvernement sur les questions du rapatriement des citoyens soviétiques : *les personnes hostiles envers l'État soviétique, tentées par la provocation, empoisonnent la conscience de nos concitoyens et les forcent à croire un mensonge monstrueux, comme si l'État Soviétique les avait oubliées, abandonnées et ne les considérait plus en tant que citoyens soviétiques. Ces gens menacent nos compatriotes en cas de retour dans leur pays d'origine, ils s'exposent à la répression. L'Union soviétique se souvient et se soucie de ses citoyens qui se sont retrouvés sous l'esclavagisme allemand. Ils seront acceptés comme fils de la patrie...* (Zemskov, 2010).

Le 7 juillet 1945, par décret de la Présidence du Soviet suprême de l'URSS, ce problème est définitivement résolu. En raison de la victoire sur l'Allemagne hitlérienne, l'amnistie était accordée aux militaires en captivité en Allemagne.

Dire que tous les rapatriés étaient condamnés serait injuste. Nous reconnaissons que le destin de dizaines de milliers de déplacées soviétiques, particulièrement celui des officiers était tragique. Cependant, la plupart des rapatriés ont échappé aux arrestations, mais ont été contrôlés pendant de longues années par le NKVD. Ils gardaient le même statut que n'importe quel citoyen de l'URSS, mais sans droit de quitter le lieu de travail défini obligatoirement par l'État. Quitter son lieu de travail sans autorisation valait une condamnation de 5 à 8 ans au Goulag pour eux. Le destin de Michel (Mikayil Ismaylov) a connu un autre dénouement. Pour avoir la possibilité de retourner au pays et de disposer d'une vie en sécurité, il reçoit l'ordre du NKVD d'assassiner le Major Dudenguinski (Abdurrahman Fetelibeyli). Sa mission accomplie, Michel retourne avec sa femme italienne en Azerbaïdjan et obtient un appartement et un travail. Après quelque temps, on le retrouve suicidé dans sa maison d'Apchéron près de Bakou (Yagublu, 2008).

Dans le tableau N° 5, Marc Elie présente le nombre de détenus des camps et colonies du Goulag en URSS entre les années 1940 et 1979. On voit bien que dans les années 1950, le nombre de détenus atteint à 2,5 millions de personnes. Justement, après la mort de Staline, avec la libération massive de détenus, le nombre des prisonniers composé essentiellement des criminels, des délinquants et aussi certaines populations déportées, *peuples punis*, ne dépasse pas plus d'un million. D'après Stéphane Rosière (2006), entre 1944 et 1953 1,8 millions de personnes sont déportées sur des critères ethniques.

Tableau N° 6



2 La persistance de la répression : les détenus du Goulag (1940-1979)

D'après Marc Élie, *Les Anciens Détenus du Goulag*, EHESS, 2007.

La population des camps et colonies de travail chute en 1953-1956, avant de se stabiliser. De plus, les « colons spéciaux », personnes déplacées dans des conditions moins pénibles (souvent les familles des peuples déportés), passent de 2,5 millions en 1953 à quelques milliers en 1960.

Selon les statistiques de F. I. Golikov, le 1er mars 1946, 5 352 963 citoyens soviétiques, dont 3 527 189 civils et 1 825 774 prisonniers de guerre, sont rapatriés. Le nombre des Azerbaïdjanais dans cette liste est 24 333 de personnes (Zemskov, 2010).

Dans la période de l'après-guerre, justement après la mort de Staline, le 24 février 1956, lors du XXème congrès du Parti communiste d'URSS, les peuples déportés ont eu la réhabilitation. Commencée pendant cette période, la réhabilitation ne finira que pour certains peuples avec l'effondrement de l'URSS. Pour les trois peuples : les Tchétchènes, les Tatars de Crimée et les Meskhètes ont été exclus. Les Meskhètes, constituant un groupe ethnique de la confession musulmane a même fondé un comité pour la réhabilitation et le rapatriement en Géorgie. Par contre, Moscou menant toujours la propagande contre les Meskhètes et les traitants comme un peuple dangereux et indésirable, n'accepte que leur installation en

Azerbaïdjan. En 1956, les premiers (43 000 personnes) Meskhètes arrivent en Azerbaïdjan. La deuxième vague d'immigrants de la même ethnie s'installe sur le sol azerbaïdjanais en 1989, quand le pays accueille ses réfugiés du Haut-Karabakh. Aujourd'hui, le nombre du peuple meskhètes est plus de 300 000 de personnes qui sont essentiellement établies en Russie, en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, en Géorgie, en Ukraine et aux États-Unis.

La plupart des Tchétchènes et des Ingouches ne sont rentrés chez eux qu'au printemps de 1959. Seulement 26 avril 1991, avec la loi de la RSFSR sur « La réhabilitation des peuples opprimés », les Tchétchènes et les Ingouches ont été réhabilités. La république de Tchétchénie-Ingouchie a été restaurée avec l'expansion de son territoire.

Contrairement à d'autres déportés de 1944, les Tatars de Crimée ont été privés de ce droit jusqu'à l'année 1989. En 1960, les Tatars de Crimée déportés en Ouzbékistan ont lancé le mouvement national pour la restauration des droits du peuple. Aujourd'hui, il y a encore quelque 250 000 Tatars, déportés en 1944 en Asie centrale, qui se battent pour la reconnaissance de leurs droits politiques, linguistiques et culturels⁸¹.

⁸¹ <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/12/BILLETTE/14273>

2.3. Transmigration ou déportation ? La migration forcée des travailleurs azerbaïdjanais entre 1948-1953. L'idée de la création de la *Grande Arménie sans Turcs*

La déportation est un mot d'origine latine qui signifie être déplacé par la force, d'un endroit à un autre. Le terme est employé en 1791 en France pour exprimer la déportation des suspects⁸². Ce processus touchait plutôt les révolutionnaires qui furent envoyés à vie dans des endroits inhabités. En France, avec la loi du 23 mars 1872, des zones spéciales pour la déportation ont été créées⁸³. Pendant la période de l'Empire russe et de l'Union soviétique, la déportation a été aussi beaucoup utilisée.

La déportation concerne les peuples qui n'ont plus le droit de vivre dans leur territoire d'origine, les personnes n'ayant plus de nationalité ou résidant clandestinement dans un pays étranger. Par contre, la déportation des dizaines de milliers d'ouvriers azerbaïdjanais entre 1948 et 1953 est loin des mouvements originels pour la simple raison qu'il fut chassé de leur propre terre dont ils étaient autochtones. La politique arménienne consistant à créer la Grande Arménie de la mer à la mer (de la mer Noire à la mer Caspienne) sans Turcs n'a pas entièrement abouti, mais a réussi à construire un pays arménien. Ce projet de reconstruction d'une *Grande Arménie de la mer à la mer* est basé sur le fait que toutes les terres sur lesquelles vivent ou ont vécu les Arméniens sont de fait arméniennes et doivent donc appartenir à l'état arménien. Pendant 70 ans de domination soviétique, l'Arménie a mené une politique visant à réserver « l'Arménie aux Arméniens », en élargissant son territoire au détriment de terres azerbaïdjanaises et en recourant à tous les moyens possibles pour expulser les Azerbaïdjanais de leurs terres historiques et ethniques. Pendant cette période, la politique mentionnée ci-dessus a été mise en œuvre de façon systématique et méthodique (Orbaki, Gandjali, 1991).

Après l'installation du pouvoir soviétique en Arménie, la plupart des Azerbaïdjanais vivant en Turquie, en Iran et en Géorgie ont réussi à retourner sur leur terre d'origine en Arménie, d'où ils étaient partis au début du XXème siècle à cause des conflits ethniques.

⁸² Entre le 25 septembre et le 6 octobre 1791, a été adopté le premier Code pénal français. La déportation en droit français a été introduite dans le Code pénal à la même date. Elle était définitivement supprimée du droit français sous Charles de Gaulle en juin 1960.

⁸³ Sous Napoléon III, la loi du 23 mars 1872 remplace la presqu'île de Ducos par la vallée de Vaitahau pour la déportation en enceinte fortifiée et l'île des Pins et celle de Maré par Nuka-Hiva pour la déportation simple.

Jusqu'en 1922, malgré toutes les difficultés, 100 000 personnes ont pu retourner sur leurs terres. D'après la statistique de 1926, il y avait 743 573 Arméniens et 840 717 Azerbaïdjanais en Arménie. Par contre, la croissance démographique turque (azerbaïdjanaise) représentant 56.8 % de la population dérangeait de plus en plus l'autorité arménienne. Dans les années répression de 1937 et 1939, des milliers d'Azerbaïdjanais habitant dans les régions proches de la Turquie étaient accusés de collaboration avec les Turcs et étaient soumis à la déportation. On estime à plus de 50 000 les personnes déportées dans les années 1930 (Arzumanli, Mustafa, 1998 : 105-111).

Ayant la volonté de rapatrier la communauté arménienne en Arménie, la diaspora arménienne a profité de l'occasion de la conférence de Téhéran en 1943 en s'adressant au ministre des Affaires étrangères de l'URSS⁸⁴. Avec cette demande devait commencer la *transmigration* des Arméniens vivant en Iran, en URSS. Staline apprécie cette idée. En novembre 1945, le premier secrétaire du RSS d'Arménie G. Arutyunov dans sa lettre à Staline soulève à nouveau la question sur le changement de statut du Karabakh et en le réintégrant à l'Arménie. Par contre, à cette lettre, le premier secrétaire du RSS d'Azerbaïdjan, Mir Djafar Baguirov répondit très délicatement : *L'Azerbaïdjan n'objecte pas cette proposition à la seule condition que lui soient rendus les territoires frontaliers appartenant historiquement à l'Azerbaïdjan qui se trouve dans l'actuel RSS d'Arménie, la SSR de Géorgie et la SSR du Daghestan où la plus grande partie de la population est composée d'Azerbaïdjanais*. Moscou n'apprécie pas cette idée (Arzoumanli, Mustafa, 1998 : 112-122).

Après la Deuxième Guerre mondiale, les prétentions territoriales de l'Union soviétique envers la Turquie et le soutien actif des Arméniens à cette idée ont entraîné des événements tragiques pour les Azerbaïdjanais. Staline, prévoyant de rapatrier de 360 000 à 400 000 Arméniens, voulait ensuite déclarer au monde entier que les Arméniens étaient revenus dans leur patrie, mais ne disposait pas assez de territoire pour s'installer⁸⁵. L'Union soviétique, sortie victorieuse de la guerre et étant tellement sûre d'obtenir les territoires de Kars et

⁸⁴ La conférence du Téhéran déroulée du 28 novembre au 1er décembre 1943 fut la première rencontre entre Churchill, Roosevelt et Staline. Lors de la conférence furent prises deux décisions militaires importantes : l'organisation d'un débarquement en Normandie le 6 juin 1944 et le rejet par Staline et Roosevelt du projet britannique d'offensive par la Méditerranée et les Balkans. Il fut aussi examiné les relations soviéto-iraniennes.

⁸⁵ En 1947, le nombre d'Arméniens rapatriés en Arménie Soviétique des différents pays représentait seulement 60 000 personnes (Arzoumanli, Mustafa, 1998).

d'Ardahan que le Bureau politique a nommé un certain A. Kochinyan en qualité de secrétaire du comité régional du Parti communiste d'Arménie pour la région de Kars. La discussion à propos du calcul de la superficie des territoires de la Turquie que l'URSS devait enlever a débuté. Au total, 26 000 km² de territoire devaient être distribués entre l'Arménie (20 500 km²) et la Géorgie (5 500 km²). Cependant, la politique de la Turquie a empêché les Soviétiques de réaliser leurs plans. De plus, l'Union soviétique ne réussit pas à rapatrier en Arménie le nombre nécessaire d'Arméniens vivant à l'étranger. Ces Arméniens tentaient de repartir vers l'étranger, d'ailleurs même des centaines d'entre eux se sont enfuis en Turquie (Qafarov, 2008).

En novembre 1945, le conseil des ministres de l'URSS ordonne le grand retour des Arméniens habitants dans différents pays du monde. Pour cela fut créé un comité auprès du gouvernement arménien. En même temps, l'État envoyait une délégation aux pays d'où le retour était prévu. Au début de 1946, 130 000 demandes de retour étaient décomptées. Rien qu'en 1946, 50 900 personnes s'installent en Arménie, venant de Syrie, de Grèce, du Liban, d'Iran, de Bulgarie et de Roumanie. Ce chiffre diminue en 1947 à 35 000 Arméniens venant de Palestine, de Syrie, de France, des États-Unis, d'Égypte (Qafarov, 2008). L'autorité arménienne explique cette diminution par le fait qu'il n'y a pas assez de logements disponibles dans les villes pour installer ces personnes. Et en même temps, Moscou reçoit chaque jour des listes des personnes désirant de retourner en Arménie.

Sous prétexte d'envoyer de la main-d'œuvre dans les régions cotonnières de la steppe de Mougan-Mil dans le RSS d'Azerbaïdjan, des Azerbaïdjanais ont dû quitter le RSS d'Arménie pour que des Arméniens venus de l'étranger puissent être accueillis sur les terres ainsi libérées. Lors de la rencontre entre M. Baguirov et Staline le 23 décembre 1947, ce dernier lui oppose la loi *sur la transmigration des kolkhoziens et d'autres Azerbaïdjanais du RSS d'Arménie*. Le 27 décembre 1947, le Conseil des ministres de l'URSS adopte la décision N° 4083 sur la migration collective des travailleurs de kolkhozes et d'autres membres de la population azerbaïdjanaise du RSS d'Arménie dans la plaine de Koura-Araxe, situé dans le RSS d'Azerbaïdjan. Le 10 mars 1948, il complète sa première décision N° 754, qui énonce les mesures prévues pour transférer les Azerbaïdjanais. Dans sa première partie, la décision du 23 décembre 1947 indique qu'entre 1948 et 1950, « suivant le principe de départs volontaires », 100 000 travailleurs de kolkhozes et d'autres membres de la population azerbaïdjanaise vivant dans le RSS d'Arménie devaient être réinstallés dans la plaine de Koura-Araxe. Dans le XIème alinéa de cette loi, nous lisons : *autoriser au Conseil des ministres du RSS d'Arménie à*

utiliser les bâtiments et les locaux libérés dans le cadre du transfert de la population azerbaïdjanaise pour l'installation d'Arméniens venus de l'étranger. À cette période, M. Baguirov a été obligé de prendre le congé (Həsənli, 2008).

Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour mettre en œuvre la décision de « chasser » les Azerbaïdjanais d'Arménie. En 1948, 10 584 Azerbaïdjanais au total avaient quitté l'Arménie pour s'installer dans diverses régions d'Azerbaïdjan. Entre 1948 et 1950, 34 383 personnes sont chassées d'Arménie. Ce déplacement de population à grande échelle se poursuit jusqu'à la mort de Staline (1953) après quoi les chiffres commencèrent à baisser. Selon les statistiques officielles, 53 000 Azerbaïdjanais sont transférés dans la seule région de Koura-Araxe. Cependant, il ne s'agit pas là de la liste complète de tous ceux qui sont chassés d'Arménie ou contraints de quitter ce pays. La plupart des montagnards venus des plateaux d'Arménie ne purent s'adapter à l'environnement de la steppe de Mougan-Mil. Ils meurent, autrement sont obligés de déménager dans d'autres régions. Des milliers de familles azerbaïdjanaises sont même forcés d'immigrer vers d'autres républiques de l'URSS (Vəliyev, Muxtarov, Hüseynov, 1998).

Selon F. I. Golikov, maréchal de l'armée soviétique, la période de la déportation massive s'est achevée dans la première moitié de 1946. Les années ultérieures, elle diminue beaucoup. D'après les statistiques de juin 1948, 106 835 personnes sont retournées en URSS dont 86 346 Arméniens qui étaient essentiellement les anciens émigrés de la Russie tsariste ainsi que de la Russie soviétique. En comparant les chiffres du rapatriement des années 1947 et 1948, on voit que le nombre de personnes a augmenté de plus de 100 % (Zemskov, 2010).

Par contre, le 21 septembre 1949, le Conseil des ministres du RSS d'Azerbaïdjan demande à Moscou de diminuer la déportation de la population pour l'année en cours à 10 000 personnes. En 1949, 54 373 personnes sont encore déplacées, installées essentiellement dans les régions de Zerdab, Ali-Bayramli, Kurdemir, Goygol, Mirbechir, Salyan, Imichli, Sabirabad et Yevlakh. En 1951, une partie des Azerbaïdjanais déportés retournent au RSS d'Arménie. Au contraire, les Arméniens venant de l'extérieur de l'URSS cherchaient des moyens pour repartir à l'étranger. Après la mort de Staline, la transmigration est arrêtée et un processus inverse débute (Vəliyev, Muxtarov, Hüseynov, 1998).

Un tiers des personnes déportées, n'étant pas habituées à ce nouveau climat et n'ayant pas les conditions de vie satisfaisantes, sont mortes à la suite de famines et de maladies. Elles

étaient installées dans des étables, pour certains vides, mais pour d'autres, occupées par les animaux.

Tout au long de la période de la déportation des années 1948-1953, on remarque qu'aucun Azerbaïdjanais n'est pas autorisé à s'installer au Karabakh, sur des territoires ou climats plus convenables. Après ces événements, les territoires abandonnés par les Azerbaïdjanais ne sont pas occupés par les Arméniens (Arzoumanli, Mustafa, 1998).

On peut conclure que la déportation forcée du peuple azerbaïdjanais d'Arménie n'a été conçue ni pour la mise en place des Arméniens venant de l'étranger, ni pour le développement du coton en Azerbaïdjan. Le processus de déportation s'est achevé à la mort de Staline. Les résultats spécifiques d'une telle terreur furent les suivants : chaque année, il y avait en moyenne quelques milliers d'élèves qui terminaient les écoles azerbaïdjanaises en Arménie, et pour continuer leur formation dans le pays, la plupart d'entre eux furent contraints de partir vers d'autres républiques, en particulier vers l'Azerbaïdjan. Étant diplômés d'autres universités, les jeunes spécialistes ne trouvaient pas de travail dans leur ville natale et une nouvelle étape de transmigration des Azerbaïdjanais d'Arménie commença (Vəliyev, Muxtarov, Hüseynov, 1998).

À l'occasion du 60^e anniversaire de la déportation massive d'Azerbaïdjanais par Staline, le 28 janvier 2009, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a fait une déclaration écrite N° 419 sur *Les déportations massives d'Azerbaïdjanais d'Arménie (1948-1953 et 1988)*. La déclaration prévoyait de *faire une pression sur l'Arménie afin que ce pays reconnaisse et fasse respecter le droit fondamental des Azerbaïdjanais déportés de leur patrie historique en 1948-1953 et en 1988 de rentrer dans leur pays d'origine, l'Arménie*⁸⁶.

À partir de l'année, 1960, les Azerbaïdjanais travaillant sur les postes à haute responsabilité, étaient remplacés par des Arméniens. Les deuxièmes et les troisièmes secrétaires des comités régionaux (départementaux) furent libérés de leurs postes seulement puisqu'ils étaient azerbaïdjanais. Le théâtre dramatique D. Djabbarli ferme jusqu'à l'année 1966. Les journaux publiés en langue azerbaïdjanaise furent fermés puis interdits dans plusieurs régions (Sisyan, Kafan, Vedi, Zanguibasari Kalinin etc.), mais aussi une série de maisons d'édition des ministères républicains et des départements éditait la littérature en langue azerbaïdjanaise (Vəliyev, Muxtarov, Hüseynov, 1998).

⁸⁶ <http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/Doc09/FDOC11815.pdf>

Plus que le terme consacré en URSS, la transmigration serait juste de parler de politique systématique de répression des minorités azerbaïdjanaises vivante en République d'Arménie.

2.4. Des époques du Dégel (Ottepel) et de la Stagnation (Zastoï) jusqu'à la Pérestroïka

Après de longues années d'existence, avec la mort de Staline, personnalité charismatique appelée aussi le *Père des Nations*, le régime totalitaire nommé par certains historiens *stalinisme* arrive en 1953 à sa fin⁸⁷. Pendant 35 ans, la construction du communisme stalinien dans l'idée d'arriver au socialisme connaîtra un fin tragique destructif. À partir de cette date, l'histoire soviétique a connu sous différents dirigeants des périodes appelées *Ottepel*, *Zastoï* et *Pérestroïka*⁸⁸. Aujourd'hui, nous pouvons facilement distinguer deux procès de l'époque soviétique de la deuxième moitié du XXème siècle : c'est l'étape *évolutionnaire* (1953—1985) et l'étape *révolutionnaire* (1985—1991). Toutes les séries de propagandes que le communisme mène pendant soixante-dix ans restent encore à l'heure actuelle un sujet ouvert.

Nikita Khrouchtchev (1894-1971), successeur politique de Staline, lutte pour le pouvoir après la mort de ce dernier. La période du milieu des années 1950 jusqu'au milieu de la décennie 1960 est appelée *Ottepel* (Хрущёвская оттепель) le « Dégel ». Étant un réformateur, Khrouchtchev rendit au peuple une certaine liberté d'expression et de publication. Il chercha à détendre l'atmosphère en URSS et libéra énormément de personnes, du goulag où ils avaient été jetés par des ordres émanant de l'administration stalinienne. Le 27 mars 1953, la Présidence du Soviet suprême de l'URSS accepte le Décret *Sur l'amnistie* de

⁸⁷ Le 12 avril 1936, pour la première fois Staline a été appelé le père des peuples soviétique dans le journal *Pravda* (Правды). Source : www.istrodina.com

⁸⁸ *Ottepel* (Хрущёвская оттепель), *le dégel* est la désignation privée de la période de l'histoire de l'URSS après la mort de Staline. Il se caractérisait dans la vie de politique intérieure de l'URSS par l'affaiblissement du pouvoir totalitaire, l'apparition d'une certaine liberté de parole, la démocratisation relative à la politique et à la vie publique, une plus grande liberté aux activités créatrices. L'expression est employée pour la première fois dans le nouveau « Dégel » d'Ilya Ehrenbourg.

Zastoï (застой), *la stagnation* est utilisée dans les articles montrant la vie politique et sociale de la période de l'histoire d'URSS embrassant l'époque brejnévienne. L'expression est employée par M. Gorbatchev afin de justifier sa politique de perestroïka en rupture avec les années 1970.

Pérestroïka (перестройка), *la reconstruction, la restructuration*. Arrivé au poste de secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique en 1985, M. Gorbatchev lancera aussitôt la politique de glasnost et de perestroïka qui continuera jusqu'à la fin de l'Union Soviétique en décembre 1991.

tous les prisonniers dont la durée d'emprisonnement ne dépassait pas 5 ans, excepté les condamnés de 10 à 25 ans pour banditisme, meurtre prémédité, les crimes contre-révolutionnaires et abus de pouvoir socialiste. En priorité étaient libérés les mineurs, les femmes enceintes et les femmes ayant des enfants à bas âges, les détenus âgés et les handicapés. L'amnistie était systématiquement appliquée aux citoyens étrangers. C'est à cette période que plusieurs milliers de prisonniers politiques d'URSS et d'autres pays socialistes furent mis en liberté et réhabilités. Le rapatriement fut autorisé pour la plupart des peuples déportés entre les années 1930 et 1940. Des milliers des prisonniers allemands et japonais furent renvoyés dans leur pays. Environ cinq millions de détenus ont quitté le système carcéral soviétique entre 1953 et 1960 (ELIE, 2006 : 327-347).

La réhabilitation des victimes des répressions stalinienne dure pendant presque 12 ans et se déroule en trois étapes : si dans la première étape (1953-1956) la réhabilitation se faisait sélectivement et secrètement, dans la deuxième étape (1956-1961), en vue de l'accélération de la procédure justement après le XXème congrès, elle se réalise en masse. Dans la troisième étape (1961-1965), le processus de réhabilitation commence à diminuer et pour la première fois dans l'histoire soviétique débute une discussion ouverte sur les questions liées aux répressions (Rodionova, 2005).

La plupart des réhabilités étaient les victimes de la *Grande Terreur du 1937-1939*. Cependant, toutes les personnes condamnées par les organes extrajudiciaires extraordinaires n'ont pas encore été réhabilitées, même de nos jours. Ces organes et leurs condamnations n'ont pas encore été reconnus comme illégitimes, leurs décisions ont été jusqu'à présent une force juridique. À l'époque, ce processus s'interrompt parce qu'il y avait parmi les dirigeants du pays nombre de personnes portant une part de responsabilité dans la terreur, qui redoutaient le passé et songeaient à mettre cet instrument en réserve dans l'objectif de se maintenir au pouvoir. Justement dans les années 1980, Mikhaïl Gorbatchev saisit ce fil là où il avait été coupé dans les années 1960 (Bünyadov, 1993).

Accusé d'être un aventuriste, Khrouchtchev est destitué en 1964. Participant activement dans le complot de la démission de Khrouchtchev, Léonid Brejnev (1906-1982) prend sa place. Il mentionne Staline d'une manière positive pour la première fois depuis l'époque du dégel et diminue les demandes de la réhabilitation des victimes des purges. Dépendant de l'économie de l'Union soviétique, le pouvoir sur le plan international et la politique intérieure restent stagnants et montrent même des signes de déclin. Le retard de

l'agriculture est lié avec l'impossibilité d'une modernisation dans l'économie. La première crise du régime de Brejnev commence en 1968 avec la tentative de libéralisation des dirigeants communistes de Tchécoslovaquie. Le dernier acte sera la décision de l'intervention en Afghanistan, en décembre 1979, où le régime communiste avait de grandes difficultés à garder le pouvoir. Entrer en Afghanistan était déjà un sujet de discussion au début de la Deuxième Guerre mondiale. Pour la sécurité de la frontière du nord, Staline avait introduit en 1940 les troupes armées en Finlande. En 1941, Staline demande au gouvernement afghan d'expédier les Allemands « divisionnistes » avec le but d'assurer la frontière sud⁸⁹. C'était dans les conditions de la Deuxième Guerre mondiale. À cet appel, les Afghans se soumettront, mais les troupes soviétiques en 1941 entreront dans l'Iran voisin. Il y avait un accord avec l'Afghanistan sur la neutralité et la non-agression réciproque signée 1931. En 1975, il était prolongé pour 10 ans avec la prolongation ultérieure automatique annuelle. Mais à la suite d'un coup d'État en 1973 par le prince Mohammed Davud Khan, l'État afghan s'éloigne de plus en plus de Moscou. Pour éviter sa perte d'influence dans la région et pour y placer un régime à ses ordres, l'URSS décide d'intervenir en Afghanistan. Cette guerre qui s'est déroulée du 27 décembre 1979 au 15 février 1989 est considérée comme l'une des dernières crises de la Guerre froide.

Les anciens secrétaires du Comité central racontaient que Brejnev ne voulait pas cette guerre. La nièce de Brejnev, L. I. Brejneva disait à ce propos : *pour la justice, je veux dire que mon oncle (L. I. Brejnev) téléphonait chaque jour à Dmitry Ustinov et demandait quand est-ce que cette guerre sera finie ? Rougissant en s'énervant, il criait au téléphone : Dima, mais tu m'as promis que cela ne durerait pas pour longtemps. Mais ce sont nos enfants qui meurent là-bas !* (Kudyukin, 2002).

Pendant les neuf années de guerre, plus de 2,5 millions d'Afghans (80 % sont des civils) ont été tués et plus d'un million a été déplacé ou forcé à l'exil. Plus de 900 000 Soviétiques ont servi en Afghanistan, 14 453 ont été tués (en moyenne, 1 600 par an) et 75 000 blessés. Pour soutenir le gouvernement à Kaboul, l'URSS dépensait chaque année près de 800 millions de dollars. Presque 3 milliards de dollars étaient dépensés pour contenir la 40e armée soviétique (Kramer, 2004). Le président de l'Union des vétérans d'Afghanistan de

⁸⁹ Voir : Antoine Fleury, *La pénétration allemande au Moyen-Orient, 1919-1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran et d'Afghanistan*.

l'Azerbaïdjan, Mamed Veliyev souligne que 7 500 Azerbaïdjanais ont participé à la guerre, que 208 d'eux ont péri et 317 ont été blessés et qu'aujourd'hui, vivent près de 10 000 vétérans d'Afghanistan au pays. Les Azerbaïdjanais considérés comme les Orientaux de l'URSS participaient à l'interprétation, la traduction et parfois la négociation sous l'uniforme de l'armée gouvernementale afghane. Ils servaient plutôt dans des bataillons logistiques ou d'intendance⁹⁰.

Du point de vue historique, on doute encore sur l'attribution du rôle principal dans la destruction du « Continent Rouge », Mikhaïl Gorbatchev ou Nikita Khrouchtchev, parce que sous le régime khrouchtchévien, les bases de la destruction de l'URSS remarquées avec satisfaction à l'Ouest étaient déjà installées. À la fin de novembre 1964, au Parlement britannique, était organisée la célébration du 90e anniversaire de W. Churchill où il a prononcé ainsi un toast pour l'ennemi le plus passionné de la Russie : *malheureusement, il y a maintenant une personne, qui a porté du dommage au pays des soviets 1000 fois plus que moi-même. C'est Nikita Khrouchtchev, applaudissons-le !* (Chevyakin, 2005 : 448). A. P. Chevyakin dans le même livre souligne que les tendances à effondrement de l'URSS existaient déjà à l'époque stalinienne, mais de façon discrète, voire cachée. Mais la stabilité du pouvoir stalinien maintiendra ce pays encore longtemps.

L'année 1985 restera marquée dans la mémoire de la plupart des citoyens soviétiques par l'arrivée d'un nouveau jeune leader au pouvoir et l'établissement de décret comparable de la « prohibition de l'alcool » en Amérique⁹¹. Par la suite, les événements se sont accélérés, mais jusqu'au dernier moment peu de gens pouvaient s'attendre à un effondrement de l'Union soviétique aussi rapide. Ayant devant lui la mauvaise expérience de N. Khrouchtchev et son « dégel », M. Gorbatchev comprenait bien les difficultés du pays. En plus, on ne pouvait pas lier tous ces malheurs avec « l'ordure de stalinisme », car dans les années suivantes le pays a connu d'autres problèmes. Donc, il était nécessaire de changer beaucoup de choses fondamentales dans la société et surtout d'introduire l'économie de marché en élargissant la

⁹⁰ Source : <http://www.zerkalo.az> 14/11/2009.

⁹¹ La loi de « prohibition de l'alcool » est une loi sur l'interdiction complète pour la production, la vente et la consommation de toutes les boissons spiritueuses aux États-Unis. Entre la période du 28 octobre 1919 au 5 décembre 1933 cette loi amena à la série de conséquences négatives. Le 16 mai 1985, le gouvernement du Soviet suprême de l'URSS a ordonné le décret « Sur le renforcement de la lutte avec l'ivrognerie et l'alcoolisme »

sphère monétaire. Commencée en 1985, la perestroïka a montré la fragilité des structures de l'État du pouvoir et comme de ses leaders, face aux principaux problèmes.

Les buts de la perestroïka étaient : la création du mécanisme effectif de développement social et économique, le développement harmonieux de la démocratie, le renforcement de la discipline, le respect de la valeur et la dignité de la personne, le refus du commandement et du directivisme, l'encouragement de l'esprit novateur, le développement de la science. Mais démocratisation de la société, l'introduction de la liberté de la presse et de la publicité, le pluralisme idéologique et politique, le multipartisme et les réformes économiques figurant dans les objectifs de la perestroïka ne sont pas concrétisés. Au contraire, après deux années de *glasnost* en 1988, sont apparues beaucoup de problèmes comme les conflits sécessionnistes en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldavie⁹². Même la décision du dernier président de l'URSS, de retirer des troupes de l'armée soviétique de l'Allemagne de l'Est, a produit certaines émotions au sein du gouvernement américain qui ne pouvait aucunement comprendre quel intérêt M. Gorbatchev attendait de ceci.

Le discours de M. Gorbatchev (7 décembre 1988) à la tribune de l'ONU sur la réduction des forces armées soviétiques en RDA, Hongrie et Tchécoslovaquie a signifié la fin de la « doctrine de souveraineté limitée ». Le désengagement de l'Union soviétique sur l'Europe de l'Est inaugura entre 1988-1990 les événements de la « Révolution de Velours » à Prague et à la fin des « démocraties populaires » en Hongrie. On assista à une époque de transition d'un régime communiste à un régime démocratique en plus sans guerre de combats. La libération de la Hongrie facilite la migration des habitants de RDA vers la RFA. La chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989), l'unification de l'Allemagne (3 octobre 1990), amènera Gorbatchev en 1990, à l'obtention du Prix de Nobel de la paix. Mais n'oublions pas que ce prix est un indice de la politique de doubles standards et que l'effondrement du bloc soviétique n'est pas réalisé sans morts. La nuit du 20 janvier 1990, 26 000 hommes des troupes soviétiques ont pris d'assaut Bakou et ont massacré les civils qui manifestaient dans les rues. L'intervention militaire et l'état d'urgence décrétés par le président soviétique, Gorbatchev, soldé par la mort de 131 civils et de 700 blessés (Gafarov, 2008). Cette date restera dans l'histoire de l'Azerbaïdjan comme « Janvier Noir », le jour où le peuple azerbaïdjanais commémore une horrible tragédie de son histoire de sa libération nationale.

⁹² Notons que malgré 20 ans de l'effondrement de l'URSS les conflits (Haut-Karabakh, Ossétie du Sud et Abkhazie, Transnistrie – Moldavie) ne sont toujours pas résolus et restent gelés en raison du *statu quo*.

Jusqu'à la fin des années 1980, l'Azerbaïdjan ne connaît jamais une manifestation aussi puissante du peuple comme à la veille de la *tragédie de Janvier*. C'était en effet un mouvement massif national. Ses slogans, la base idéologique étaient faits par les exigences de restaurer les droits constitutionnels du peuple, garder l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. La *tragédie de Janvier* est entrée dans la mémoire historique du peuple azerbaïdjanais comme l'événement affligé, comme la date de deuil, mais d'autre part comme le sommet de l'abnégation et l'héroïsme. Malgré qu'il ait apporté des victimes irréparables, aujourd'hui, le peuple azerbaïdjanais est fier que les jours des essais il ait manifesté et a montré la volonté exclusive, le courage et la résistance de l'esprit national. Cette tragédie a ouvert les voies du retour de l'indépendance de l'état azerbaïdjanais.

2.5. Les caractéristiques principales de l'émigration de la période soviétique durant la Guerre froide⁹³

Après la Deuxième Guerre mondiale, une fois que « le rideau de fer » tombe, l'émigration de l'URSS aussi met fin et devient minime. Dans les années 1960, le solde migratoire est positif et lié avec répartition de certains peuples (Arméniens, Juifs). L'immigration en URSS est essentiellement pour une longue période des pays d'Asie et d'Afrique. Parmi eux majoritaires étaient les étudiants. Au cours des années suivantes, le nombre de l'entrée dans l'Union soviétique a été diminué et l'émigration nette de la population change.

Nous avons déjà signalé que pendant les années 1950 et 1960, l'émigration de l'URSS devenait difficile et presque impossible. Pourtant, la question se pose, comment le pouvoir soviétique a « relâché » sa politique afin de donner l'autorisation à l'émigration ? Ici, le rôle important a joué le traité CSCE signé en 1976. Les États-Unis et l'Europe occidentale obligent les signataires de l'Europe de l'Est à reconnaître le principe de libre circulation et d'émigration. S. Heitman (1987) écrit qu'entre les années 1973 à 1980, environ 340 000 personnes pourront quitter l'Union soviétique. L'auteur en même temps souligne qu'en général pendant la période de la Guerre froide et après l'effondrement d'Union soviétique, entre 1953 et 1993, environ 2 millions de personnes émigre d'URSS. Pour la comparaison, ce chiffre est égal à l'émigration faite pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'histoire de la grande majorité d'émigrants quittés, les frontières d'URSS ont commencé, pendant les années 1970, mais les origines de cet exode nous amène aux années d'après-guerre, quand le gouvernement soviétique détend son antipathie historique au mouvement de liberté de ses citoyens. Dans les années 1980, l'émigration a été restreinte de nouveau. Par contre, le mouvement de l'émigration ne s'est pas calmé et a passé à une période d'attente pour la réanimation de n'importe quelle circonstance du changement du pouvoir. Le début de l'année 1987, on assistera à une forte augmentation de quota de l'émigrant. Un changement remarquable se produira à partir de l'année 1988 quand il a été pratiquement autorisé l'émigration libre des Juifs, des Allemands et des Grecs ainsi que les voyages sur l'invitation personnelle accordée aux Arméniens.

⁹³ **Guerre froide** -- le terme qui désigne la période de tensions et de confrontations idéologiques et politiques entre les deux superpuissances qu'étaient les États-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

P. Polyan présente quatre étapes de l'émigration d'URSS : la première (1918-1922) touche les personnes militaires ou civiles qui ont émigré au cours de la révolution et la guerre civile. Environ, entre 1,5 et 3 millions de personnes. La deuxième est la période de la Deuxième Guerre mondiale (1941-1944). Ce sont des personnes déplacées qui ont refusé de rapatrier et leur nombre atteint entre 0,5 et 0,7 millions de personnes. La troisième étape (1948-1989 /1990) touche toute l'émigration de la période de la « Guerre froide » résultante du départ d'un demi-million de personnes. La quatrième étape (1990 à présent) l'auteur appelle l'émigration plus au moins civilisée dans l'histoire russe (Polyan, 2005).

Observons maintenant comment se passait l'émigration pendant la période de « la Guerre froide », la période qui couvre fin de l'époque stalinienne et début de gorbatchévienne (1948-1989). P. Polyan (2005) divise le déplacement des personnes soviétiques pour cette période en deux variantes. La première était les émigrants tout à fait standard qui sont expédiés et « chassés ». Ces immigrants étant très spécifiques concernaient différentes générations des transfuges et des émigrants. Le chercheur classe la deuxième période, sous le terme « normal », sachant que la « normalité » de l'émigration pour cette période était tellement spécifique. L'émigration normale comprenait la formation, le travail, l'école collectifs, etc. Par exemple, les Azerbaïdjanais diplômés de la faculté orientale de Bakou envoyaient dans le corps diplomatique en Égypte, en Turquie, en Iran, en Irak.

Tableau N° 7

Emigration by Periods, 1948-1985

Nationalité	Les années et les pourcentages					
	1948 à 1970	%	1971 à 1980	%	1981 à 1985	%
Juifs	25 200	42,3	248 000	71,7	15 900	39,5
Allemands	22 400	37,6	64 200	18,5	18 400	45,6
Arméniens	12 000	20,1	34 000	9,8	6 000	14,9
Totaux	59 600	100,0	347 000	100,0	40 300	100,0

Source: Heitman Sidney, 1987, Soviet Jewry in the 1980. *The Third Soviet Emigration: Jewish, German and Armenian Emigration from the USSR since World War II* // Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und Internationale Studien №21.

Sidney Heitman (1987) distingue trois sous étapes spécifiques de la période de la guerre froide : 1948-1970, 1971-1980 et 1980-1985. Il explique qu'entre 1948-1986 il y a près de 290 000 Juifs, 105 000 Allemands soviétiques et 52 000 Arméniens ont quitté le pays

Dans le tableau N° 6, S. Heitman, nous voyons que l'émigration de l'URSS pendant la période de *zostoï* était assez forte. Surtout, l'émigration des Juifs représentant 82 % de la période était remarquable. En général, l'émigration des Juifs, des Allemands et des Arméniens commença après la Deuxième Guerre mondiale. D'après S. Heitman, le chiffre total d'émigrants est 450 000 personnes. La destination de ces immigrants était aussi différente. Si les Juifs s'installaient en Israël et aux États-Unis et les Arméniens essentiellement aux États-Unis, les Allemands à leurs tours partaient pour l'Allemagne de l'ouest.

Le dégel khrouchtchévien (1955-1964) était aussi une période de relâchement de contrôle sur la littérature, la presse, et l'érudition. En Azerbaïdjan, il était autorisé la modification de la Constitution pour élever la langue azerbaïdjanaise au rang de la langue officielle du pays. C'est à cette époque qu'on assiste à une forte migration intérieure. Les Azerbaïdjanais ont eu « l'autorisation » de s'installer dans la capitale et dans les grandes villes du pays. En même temps, le dégel khrouchtchévien a introduit un nouveau régime antiislamique d'entraînement et aussi un retour de la russification. La crise structurelle dans le système colonial soviétique commence à émerger. L'industrie pétrolière cruciale de l'Azerbaïdjan a perdu son poids relatif dans l'économie soviétique. C'était lié d'une part, en raison de déplacement de la production pétrolière à d'autres régions de l'Union soviétique et d'une autre, en raison de l'épuisement des ressources pétrolières. En 1969, Heydar Aliyev est nommé le premier secrétaire du Parti communiste de l'Azerbaïdjan. Ayant une brillante carrière au sein de KGB, à ce dernier il était permis d'améliorer temporairement les conditions économiques et la promotion des industries alternatives à l'industrie sur le déclin du pétrole, de mener une affaire impitoyable contre la corruption et l'incompétence. Il a également consolidé une forte promotion azerbaïdjanaise dans l'administration de la République. En 1982, H. Aliyev a été nommé membre du Politburo du Parti communiste à Moscou, une position la plus élevée jamais atteinte par un Azerbaïdjanais dans l'Union soviétique.

2.6. Conclusion

La mort de Staline a mis fin aux déportations massives, mais le système de règlement de migration lancé sous son pouvoir a progressé. Pendant la période soviétique, le grand processus migratoire était essentiellement la migration intérieure qui était déterminée toujours par l'État. C'était plutôt l'industrialisation forcée, pour accélérer l'évolution d'urbanisation et le développement de régions périphériques, avec le but de transformer le plus vite possible le pays agricole à un pouvoir industriel. Les migrations massives étaient nécessaires pour le développement, mais son contrôle strict était aussi nécessaire pour maintenir le régime politique totalitaire. Pourtant, l'autorité craignait le contrôle sur les migrations massives qui présentait un risque de ruiner le système de l'État.

L'émigration de l'URSS sur l'étendue du vingtième siècle avait un caractère forcé. Le départ des citoyens soviétiques pendant les périodes de chocs politiques et militaires considérait comme la fuite et n'était pas toujours entièrement pris en considération dans la statistique officielle. Provoqué par la Deuxième Guerre mondiale, le grand déplacement migratoire est achevé. Le départ à l'étranger était extrêmement difficile non seulement par les voies militaires et économiques, mais aussi particulièrement selon les motifs politiques, car à cette époque le pays faisait semblant d'avoir la meilleure structure sociale. Le flux de l'émigration de l'URSS s'est réduit et s'est égalisé presque à zéro. L'émigration de l'URSS de la deuxième moitié du XXème siècle jusqu'à la fin des années 1970, était couverte par l'immigration au pays. On a connu une période d'une certaine affluence des immigrants (surtout des étudiants) à la période de dégel, venant à l'URSS des pays de l'Asie et l'Afrique. E. Dolgikh (1995) présente le tableau de la migration internationale nette de la population de l'URSS pour les années entre 1961-1990.

Sur le tableau, on voit clairement que le flux de l'émigration des citoyens soviétiques a augmenté considérablement vers la deuxième moitié du XXème siècle. Grâce à l'affaiblissement des restrictions sur le départ pour les représentants de certaines nationalités, pour la première fois après la guerre, le taux de l'émigration devient inférieur à celle de l'immigration. Ce processus était lié avec l'expansion des possibilités pour la sortie des Juifs, des Arméniens et des Grecs ainsi que les voyageurs sur l'invitation personnelle. Jusqu'à 1980, le départ des Juifs sera en majoritaire (voir le tableau de la page 182).

Tableau N° 8

La migration internationale nette de la population de l'URSS entre les années 1961 à 1990

Les années	Solde migratoire (URSS)
1961-1965	307.8
1966-1970	121.9
1971-1975	- 66.1
1976-1980	- 147.4
1981-1985	- 25.5
1986-1990	- 668.1

E. Dolgikh, *L'émigration de la Russie*, source : www.scepsis.ru

Les événements suivants nous montreront que l'émigration de l'URSS jusqu'aux années 1980 était encore moins importante. Le nombre de l'émigration augmente considérablement à la fin des années 1980, quand le libéralisme gorbatchévien de l'entrée et le départ a été autorisé de l'URSS. L'année 1986, date des premiers signes de l'augmentation du flux des émigrants. Au début des années 1990, il y avait une opinion en URSS et à l'Occident que l'ouverture des frontières provoquera une immense émigration. Les départs d'URSS en 1988 augmentent 2,5 fois par rapport à 1987 (de 39 000 à 108 000). Il double encore en 1989 et n'atteint à 235 000 personnes et de nouveau en 1990 à 452 000 personnes. D'après le sondage à *la volonté de départ de l'URSS pour travailler à l'étranger* mené en 1990, le résultat était 1,5 à 2 millions de personnes et encore 5 à 6 millions examinait une telle possibilité. Les experts déclaraient 4 à 5 millions de personnes dans les 5 ans à venir. Les experts occidentaux, en cumulant la menace de l'émigration en masse des nouveaux États indépendants, y compris de la Russie, n'arrivait parfois à 20 millions personne de l'émigration possible de l'ex-URSS (Vichnievski, Zayontchkovskaia, 1991).

En effet, contrairement aux attentes, l'augmentation de l'émigration de la Russie au-delà de l'ex-URSS ne s'est pas réalisée. À partir de l'année 1990, l'émigration déclarée se tient environ à un niveau. Le 1er janvier 1993, la loi, sur l'ordre d'entrée et de sortie de l'URSS,

adoptée par le Soviet suprême de l'URSS en mai 1991, fut entrée en vigueur. Pour la première fois dans toute l'histoire de la migration extérieure de l'URSS, l'émigration a acquis les signes civilisés.

Après le stalinisme, il y a eu un libéralisme qui a provoqué l'ouverture de certains problèmes dans la société. Ces nouveaux événements ont ramené à la régression du rythme de développement public. Dans les années 1970 et 1980, l'URSS a vécu les périodes de dégel et de stagnation. À cette époque, la croissance économique, l'augmentation de la production de biens, a été diminuée dans tout le pays. L'installation de la perestroïka gorbatchévienne était dans le but de résoudre les conséquences des problèmes. Par contre, à cette époque, dans le pays où le développement économique était retardé et même dans certaines grandes villes il était en train de régresser, en Azerbaïdjan, les événements étaient paradoxalement différents.

Au cours des années 1960, les signes d'une crise structurelle dans le système colonial soviétique ont commencé à émerger. Il fallait trouver une solution au problème difficile et élaborer des concepts de nouvelles approches au développement de l'économie, mettre en place des réformes structurelles dans l'économie, de nouvelles méthodes de la gestion et de stimulation économique. L'industrie du pétrole cruciale de l'Azerbaïdjan a perdu son poids relatif dans l'économie soviétique à cause de l'épuisement des ressources pétrolières pendant la Grande Guerre. L'année 1965 comparée avec 1940, l'Azerbaïdjan avait le taux le plus bas de croissance dans la productivité et la production économique parmi les républiques soviétiques et il avait aussi un haut taux de croissance démographique. En 1969, Moscou nomme Aliyev Heydar comme le premier secrétaire du Parti communiste de l'Azerbaïdjan. Aliyev a amélioré temporairement des conditions économiques et a promu des industries alternatives à l'industrie du pétrole déclinante.

Les années 1970 à 1985 sont les pages les plus brillantes dans les chroniques du travail créateur du peuple azerbaïdjanais. Le caractère des réformes structurelles profondes, menées dans l'économie et dans la sphère sociales, le passage du niveau de vie du peuple à un nouveau niveau qualitatif ; les neuvièmes, dixièmes et onzièmes quinquennats occupent une place importante dans la nouvelle histoire de l'Azerbaïdjan. Le gouvernement de l'URSS adopte cinq résolutions spéciales, prévoyant la croissance harmonieuse et le développement intensif de l'économie en Azerbaïdjan. Ayant commencé un grand travail sur la réalisation du programme adopté, les kolkhoziens et les ouvriers, les intellectuels de la république ont fait de grands progrès dans toutes les sphères de l'économie et de la culture, pour satisfaire aux

besoins croissants matériels et spirituels du peuple. Pour la première fois, pendant la période de l'après-guerre, les plans des neuvièmes et dixièmes quinquennats du développement de l'économie ont été réalisés avant terme⁹⁴.

La croissance dynamique de la production industrielle et agricole, la réalisation avant terme des engagements, l'augmentation des indices de qualité dans toutes les sphères de l'économie manifestent à quel point était intensif le développement de l'Azerbaïdjan dans les années 1970 à 1980. La part de la république dans la répartition du travail dans le cadre de l'état soviétique augmente considérablement, y compris sa participation dans les liens économiques extérieurs de l'Union soviétique. Durant la période soviétique, le résultat le plus évident du développement de l'Azerbaïdjan était le fait que le potentiel économique, scientifique, technique, culturel créé à cette époque présentera, en tant qu'un état tout à fait indépendant, une base solide pour l'établissement de la république.

Malheureusement, le potentiel immense créé pendant cette période est détruit au cours des années du chaos et de la confusion. La tragédie du Haut-Karabakh imposée à l'Azerbaïdjan a aggravé encore plus la situation.

En 1982, Heidar Aliyev s'était rendu un membre du Politburo du Parti communiste à Moscou et au poste de vice-président du conseil des ministres de l'URSS. Ayant sa place parmi les trois prétendants (Grigory Romanov, Mikhaïl Gorbatchev et Heydar Aliyev) au poste de chef d'État soviétique après Konstantin Tchernenko, il était un candidat plus convenable à cette fonction à force de sa capacité et le travail brillant effectué en Azerbaïdjan. Par contre, l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en mars 1985 amènera l'élimination de ce dernier. Le 21 octobre 1987, il a été forcé à prendre la retraite prématurée causée par une crise cardiaque.

L'installation des Azerbaïdjanais dans les pays du monde après la Deuxième Guerre mondiale était liée à la répression stalinienne. Cette période est peu connue par rapport à l'émigration de la première République azerbaïdjanaise (RDA) pour une simple raison qu'à la fin des années 1950, la plupart des associations politiques et non politiques créent par les immigrants azerbaïdjanais ont cessé leurs fonctionnements. Cela était lié à la propagande de l'URSS menée en Turquie et d'autres pays européens. Avec la proposition de M. E. Rasoulzade, quelques partis ont créé l'union. Par contre, l'émigration des Azerbaïdjanais des

⁹⁴ <http://www.azerbaijans.com>

pays voisins (l'Iran, la Turquie) à cette époque était plus nombreuse et beaucoup plus étudiée. Par exemple, l'événement de *21 Azer* a causé l'émigration des milliers des Azerbaïdjanais du sud⁹⁵. Beaucoup entre eux ont été tués, exécutés ou forcés à fuir aux pays voisins et avec l'espoir de retourner un jour. Étant toujours suivis par les services spéciaux, ces émigrants restaient dans la clandestinité et changeaient leurs noms. La modification de patronyme était très répandue chez les anciens prisonniers de la Deuxième Guerre mondiale. Par exemple, notre interlocuteur Qedir Souleyman (autrefois Souleyman Qedirov) qui habite actuellement à Paris et a 92 ans avait le même destin. Après la Grande Guerre, il était blessé et emprisonné. S'échappant de la prison il se rejoint au mouvement Résistance française. Justement après les années 1970 il aura la possibilité de visiter l'Azerbaïdjan. Sur ce sujet, nous allons parler dans les chapitres suivants. Dans les activités diasporiques aussi les rôles de ces migrants n'étaient pas réguliers. Cela était lié à la sécurité de ses proches restés dans le pays. À cause des raisons subjectives et objectives, nous avons plus d'informations sur l'émigration faite il y a 70 et 75 ans que l'émigration de cette période.

Une autre période de l'émigration des Azerbaïdjanais a été faite dans les années 1970 et 1980. C'était essentiellement les émigrants de la Turquie et de l'Iran. L'émigration de nos compatriotes de la Turquie était liée avec l'immigration de travail. Par contre, le deuxième cas avait une caractéristique spécifique. En 1979, la Révolution iranienne en renversant l'État impérial de la dynastie Pahlavi a transformé l'Iran en République islamique.

En général, au cours du XXème siècle, dans l'Empire russe et période soviétique jusqu'à l'année 1960, la migration de la population était stable. À partir de l'époque *zostoï*, pour développer l'industrie lourde et diminuer l'inégalité économique entre les républiques il existait une forte migration de la population des villages vers de grandes villes. Par contre, le gouvernement n'avait pas une politique de la migration et les déplacements des gens ne se faisaient pas sur un ordre, mais plutôt sur la volonté des gens. Dans les années suivantes, le pouvoir soviétique lancera quelques programmes de la migration. Cependant, nous assisterons aussi la transformation d'image de la migration. Si jusqu'aux années 1970, la migration était vers le Sud et l'est du pays, à partir de cette période la tendance à émigrer changea vers l'ouest du pays, vers le côté européen.

⁹⁵ Le 21-Azer 1324 (le 12 décembre 1945) est un jour important dans l'histoire des Azerbaïdjanais d'Iran. Ce jour le parti « *Demokrat Firqesi* » a établi le Parlement national autonome dit « *Milli Majlis* ». Une année plus tard en 1946, le Régime de Pahlavi par les forces militaires renversera le pouvoir.

3. La question de l'émigration après la restauration de l'indépendance en 1991

3.1. Les raisons politico-sociales et économiques

À la fin du XX^{ème} siècle le monde se trouva complètement modifié lié avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991. Les conséquences diverses, la politique de la perestroïka et de la glasnost passèrent aux négociations de désarmement et l'URSS se retira des conflits où elle fut engagée (Afrique, Afghanistan). L'accélération de l'éclatement de l'URSS créa des guerres entre les peuples des anciennes républiques soviétiques et céda la place à CEI (Communauté des États indépendants)⁹⁶. La division de certains états en Europe comme l'ex-Yougoslavie et l'ex-Tchécoslovaquie, la création de nouvelles zones de conflit (Haut-Karabakh, guerre des Balkans) et aussi la proclamation de pays indépendants comme Azerbaïdjan en octobre 1991, étaient les conséquences du changement du pouvoir et la fin de l'ère soviétique.

La désagrégation de l'URSS ouvre les frontières et la migration massive de la population reprend. Cette nouvelle vague de migration essentiellement vers les pays occidentaux avait des raisons différentes : immigration de main-d'œuvre, flux d'étudiants ou fuite des cerveaux, migration clandestine ou de réfugiés politiques, etc. La grande majorité des migrants s'installent alors en Allemagne, en Israël et aux États-Unis.

L'effondrement du système socialiste celui de l'Union soviétique provoque à une mobilité massive de migrants présentant essentiellement une migration de main-d'œuvre, bonne marchée et sans pouvoir politique. Les réformes socio-économiques, l'instabilité politique dans les anciennes républiques soviétiques conduisirent à un chômage de masse, à l'appauvrissement de la population. Les personnes en quête du travail émigrèrent à travers le monde, mais beaucoup choisirent d'aller en Russie qui était encore facilement accessible à cette période avec un passeport soviétique. En Russie, le flux migratoire a fortement

⁹⁶ La Communauté des États indépendants (CEI) a été créée le 8 décembre 1991 par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Elle est fondée sur les principes de l'égalité souveraine de tous ses membres et présente une entité intergouvernementale composée de 11 de 15 républiques soviétiques. L'Azerbaïdjan fait partie de la CEI depuis le 24 septembre 1993.

augmenté et est vite devenu incontrôlable. Le nombre de migrants n'était pas en milliers, mais en millions. Pour de nombreux pays, le problème particulier était la migration illégale. L'accord de Bichkek signé en octobre 1992 prévoyait la libre circulation des personnes (sans visa) au sein de la CEI (Azerbaïdjan et Ukraine exceptés). Seulement en 2000, la Russie dénonça les accords de Bichkek et inclut des accords bilatéraux pratiquement avec tous les États de la CEI. À partir de décembre 2000, la République d'Azerbaïdjan est rejointe à la convention pour lutter contre la migration clandestine dans les pays de CEI.

Après 70 ans du communisme, tous les pays soviétiques commencèrent à construire un état indépendant démocratique. Cette voie devient difficile aussi pour l'Azerbaïdjan. En effet, à partir de 1987, le peuple azerbaïdjanais a rencontré le problème de réfugié. Des milliers d'Azerbaïdjanais d'Arménie sont expulsés de leur terre. À partir de 1992, le conflit du Haut-Karabakh devint militaire plus sanglant et causa l'augmentation du nombre de réfugiés. À la veille du cessez-le-feu en 1994, le nombre des réfugiés atteint 1 million de personnes. D'une part, la chute de l'URSS et d'une autre, la guerre comme l'instabilité du pouvoir en Azerbaïdjan ont provoqué l'émigration de la population. À cette période, la plupart des Arméniens, Russes, juifs, mais aussi des Azerbaïdjanais ou les membres d'autres minorités ont quitté le pays.

Les raisons de l'émigration du peuple azerbaïdjanais sont différentes. Elles sont essentiellement liées avec la sécurité, surtout avec le conflit arméno-azerbaïdjanais qui a laissé des traces dans l'économie. Les émigrés s'installaient particulièrement dans les pays de la CEI, particulièrement en Russie et en Ukraine, aussi qu'en Allemagne, en Israël, aux États-Unis, etc. D'après M. Sardarov, 84,7 % des émigrants s'installent dans la Fédération de Russie, 6,3 % en Ukraine, 2,6 % en Israël, 0,9 % aux États-Unis, 0,9 % en Allemagne (Sardarov, 2004 : 68-78).

Tableau N° 9

Immigration légale vers la Russie de 1990 à 2005 (nombre d'immigrants à titre permanent)				
	1990	1995	2000	2005
Total dont :	913 223	842 050	359 330	177 230
Pays de la CEI	880 344	813 929	346 774	168 598
Arménie	13 679	34 112	15 951	7 581
Azerbaïdjan	91 436	43 442	14 906	4 600
Biélorussie	73 218	35 337	10 274	6 797
Géorgie	33 061	51 412	20 213	5 497
Kazakhstan	157 401	241 427	124 903	51 945
Kirghizstan	39 019	27 801	15 536	15 592
Moldavie	32 320	18 715	11 652	6 569
Ouzbékistan	103 951	112 312	40 810	30 436
Tadjikistan	50 812	41 799	11 043	4 717
Turkménistan	14 994	19 129	6 738	4 104
Ukraine	270 453	188 443	74 748	30 760
Hors dont :	32 879	28 121	12 556	8 632
Estonie	8 418	8 591	786	432
Lettonie	12 562	14 859	1 785	726
Lituanie	11 692	4 126	945	360
Allemagne	8	6	1 753	3 025
Israël	9	26	1 508	1 004

Notes – Les données concernant les immigrants en provenance des pays hors CEI en 1990 et 1995 portent sur le nombre de ceux ayant obtenu autorisation d'entrée dans le pays en vue d'une installation permanente et se sont fournies pour le ministère de l'Intérieur de Russie. Pour 2000 et 2005, les chiffres proviennent des documents établis pour les agences territoriales du Service fédéral de migrations.

Il n'existe pas de statistiques concernant les immigrants à titre temporaire, on ne connaît que le nombre de ceux qui ont été embauchés légalement : pour l'année 2000, 213 300 personnes et pour 2005, 702 500 [Source : Monitoring legalnoï (zakonnoï) troudovoï migrasii za 2004-2005. Sbornik FMS Rosii (Monitoring de l'immigration de travail légale pour 2004-2005. Recueil du service fédéral des migrations de Russie), Moscou, 2006, p. 6]. Selon les estimations de ce service, ceux-ci ne constituent que 10 à 15 % du final, la plupart des travailleurs, n'étant pas enregistrés.

Nikita Mkrtchian 2007, La politique d'immigration de la Russie, La Doc. Française, Le

Courrier des pays de l'Est, 2007/2 — n° 1060, pages 54 à 68.

Pendant l'époque soviétique, on comptait une dizaine d'associations azerbaïdjanaises à l'étranger insignifiant pour créer une diaspora. Après la restauration de l'indépendance, le nombre de ses associations augmente jusqu'à 250. Avec cette indépendance retrouvée, la vie diasporique connaît un fort enthousiasme (Rizvan, 2002). Le Janvier Noir de 1990, la tragédie de Khodjali, l'occupation de 20 % du territoire du pays et des milliers de réfugiés poussèrent les Azerbaïdjanais à aller à l'étranger et à se mobiliser autour des associations. Justement, après ces événements, la plupart des immigrés anciens ou récents surtout en Europe, aux États-Unis, devinrent plus actifs.

Malgré toutes les difficultés financières considérables et l'absence d'expérience, les émigrés gardent le lien avec le pays et aspirent par tous les moyens au renforcement et à l'élargissement des relations avec lui. Cependant, nous ne pouvons pas parler aujourd'hui de diaspora azerbaïdjanaise du fait qu'elle n'est pas encore formée en tant qu'institution au lobby dans les pays où vivent les ressortissants azerbaïdjanais⁹⁷.

Tableau N° 10

La migration de la population entre 1989-2000 en Azerbaïdjan

Année	Entré	Départ	Solde
1989	101,6	87,7	13,9
1990	90,2	54,2	36,0
1991	71,2	50,2	21,0
1992	37,1	40,5	-3,4
1993	28,5	37,2	-8,7
1994	18,4	37,6	-19,2
1995	13,2	21,1	-7,9
1996	8,8	15,0	-6,2
1997	7,5	35,5	-28,0
1998	5,4	10,5	-5,1
1999	4,8	9,1	-4,3
2000	4,4	10	-5,6

Source : la Comité Statistique d'État d'Azerbaïdjan

⁹⁷ Sur le sujet lire l'article de Bayram Balci « *La place de la diaspora azerbaïdjanaise* », Eur Orient, N° 28, 2008.

L'émigration de la population dans la deuxième moitié du XXème siècle était significative aussi chez les Azerbaïdjanais du Sud. Cette instabilité commença bien avant de l'effondrement de l'URSS. Des milliers des gens quittèrent le pays à la suite de la révolution de 1979 qui transforme l'Iran en République islamique, provoquant l'État impérial d'Iran de la dynastie Pahlavi. À cette période, l'Iran étant toujours le pays d'accueil de l'une des plus grandes populations de réfugiés de la région, deviens un pays d'émigration. La Révolution iranienne a exercé un profond impact sur la dynamique de l'émigration iranienne, entraînant une augmentation considérable des flux migratoires. Entre 1980 et 1985, des dizaines de milliers d'Iraniens introduisent une demande d'asile en Occident. La guerre entre l'Iran et l'Irak (1980 à 1988) a introduit aussi une nouvelle phase dans l'exode de réfugiés iraniens. Les réfugiés furent d'abord pour la plupart, des « monarchistes » : sinistres, hauts fonctionnaires et cadres supérieurs du régime du chah ou encore proches de la famille Pahlavi. Comme ils étaient tous menacés d'être exécutés ou incarcérés pour longtemps, le choix était de s'enfuir en Occident avec leurs familles, surtout en France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis. Le régime islamique, venu au pouvoir après la révolution, niait la différence ethnique entre Perses et Azerbaïdjanais. Malgré le fait que certaines importantes figures du régime (par exemple l'ayatollah Ali Khamenei) étaient d'origine azerbaïdjanaise, le pouvoir n'hésitait pas de briser la lutte et d'exécuter les Azerbaïdjanais par centaines.

3.2. Le conflit du Haut-Karabakh : hier et aujourd'hui

Pour chaque Azerbaïdjanais, le Karabakh est un lieu saint, une terre sacrée. Il est considéré comme le cœur de l'Azerbaïdjan. Le toponyme est composé de deux mots : *kara* (qara) signifiant noir et *bakh* (bağ) le jardin. Malgré son altitude culminant à 2 700 mètres, sa domination de la grande vallée de l'Araxe et les basses steppes de la Koura, le Karabakh est connu pour ses jardins fertiles et sa riche nature. Riche en matières premières, il joua un rôle de véritable pont entre l'Occident et l'Orient liant la mer Noire, la Caspienne et les chaînes du Caucase. Après l'invasion arabe, durant toute la période de Moyen Âge, le Karabakh faisait partie des royaumes féodaux azerbaïdjanais (Sajids, Ravvadids, Eldegises (Eldeniz), Karakoyunlu, Akkoyunlu, Séfévides et le khanat du Karabakh). Après la période mongole, le territoire du Karabakh est parti des royaumes azerbaïdjanais avec leur capitale Tabriz. À partir du XVIII^{ème} siècle, le tsar Pierre le Grand commença la conquête du Caucase. Enfin, en mai 1805, le Karabakh fut occupé par l'empire russe. À l'exception des années 1918-1920, le Karabakh et tous les territoires de l'Azerbaïdjan du Nord jusqu'à la deuxième indépendance restèrent sous l'influence de la Russie. Après le traité de Turkmentchay (1928), le tsar invita les Arméniens à quitter l'Iran et la Turquie pour s'installer dans son empire afin d'augmenter son influence religieuse dans la région. Un grand nombre d'Arméniens s'installèrent au Karabakh.

Nous avons essayé de montrer les origines du conflit entre les peuples azerbaïdjanais et arménien, en essayant de comprendre ses motifs, ses raisons et ses principes. La plupart des réfugiés d'origines azerbaïdjanais ou arméniens ont émigré en France à la suite de ce conflit. Ici, nous présentons un bref historique et l'origine de ce problème. Le conflit du Haut-Karabakh est la dénomination actuelle du conflit commencé 1988 et cause l'immigration de plus de 1,5 million de personnes des deux côtés. Aujourd'hui, l'une des raisons importantes du mouvement migratoire dans ces deux pays est ce même conflit. De cette guerre résulte une migration politique et économique touchant l'émigration permanente, les familles mixtes, les réfugiés politiques...

En Azerbaïdjan, Mikhaïl Gorbatchev est officiellement considéré comme « l'ennemi du peuple ». Tous les citoyens azerbaïdjanais racontent comment le secrétaire général de PCUS est tombé sous l'influence du lobby arménien et a isolé le Karabakh de l'Azerbaïdjan. De nos jours, le conflit du Haut-Karabakh est toujours l'un des multiples conflits gelés de l'ex-URSS, avec celui entre la Géorgie et ses républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du

Sud, ou celui entre la Moldavie et la Transnistrie. Le conflit arméno-azerbaïdjanais à propos de Karabakh commença officiellement en 1986 avec les premiers réfugiés chassés des régions de Gafan et de Megri (Arménie). Dans les paragraphes précédents, nous avons beaucoup parlé de problèmes arméno-azerbaïdjanais existant depuis plus d'un siècle. Pourtant commencer à étudier l'origine de ce conflit avec l'époque de la glasnost ne nous semble pas justifié. Les revendications arméniennes sur les territoires azerbaïdjanais historiques (Karabakh, Nakhitchevan, Zanguezour) ont été résolues par les traités de Moscou (16 mars 1921) et Kars (13 octobre 1921). L'attribution de la région du Zanguezour en 1921 à l'Arménie met fin à la continuité territoriale entre Azerbaïdjan et Turquie. À la suite de ce transfert, le Nakhitchevan a été séparé de l'Azerbaïdjan. La population azerbaïdjanaise de ces régions était passée de 51 % en 1897 à 6 % en 1926. Moscou accepte et proclame en juillet 1923 la République soviétique autonome du Karabakh et en mars 1924 celle de la République soviétique autonome du Nakhitchevan (Constant, 2002 : 286-296).

En juin 2011, l'historien Djamil Hasanli (2011) publie une série d'articles concernant l'histoire du Haut-Karabakh au début de la soviétisation. En se référant à des documents d'archives, l'auteur répond aux questions de « Transfert de Staline » en 1921, à propos de la partie montagneuse du Karabakh à l'Azerbaïdjan ainsi que sur les questions au sujet du Zanguezour et du Nakhitchevan. Selon les Arméniens, le 5 juillet 1921, le Bureau Caucasienn du Parti communiste soviétique décida d'inclure la province du Haut-Karabakh dans le territoire administratif de l'Azerbaïdjan. Par contre, l'auteur explique comment le pouvoir communiste dès les premières années de la soviétisation profita de zone des conflits pour s'établir dans d'autres régions du Caucase du Sud. N. Narimanov écrivait à Lénine que *les territoires qui étaient azerbaïdjanais pendant le gouvernement moussavatiste sont devenus controversés sous le régime soviétique et que les gens le voient et se plaignait*. En analysant les correspondances entre Tchitcherine, Lénine, Ordjonikidze et Narimanov, Hasanli explique que les régions de Karabakh, Zanguezour et Nakhitchevan ont été utilisées dans les négociations avec l'Arménie. Une autre raison de cette politique était de bloquer toutes les relations d'Azerbaïdjan avec la Turquie. Le 23 septembre 1920, Boris Legran envoya un télégramme codé en disant *qu'il ne faut pas craindre de transférer le Zanguezour et le Nakhitchevan à l'Arménie. Néanmoins, ces territoires sont nécessaires pour nous dans les*

*opérations en Turquie et à Tabriz*⁹⁸. L'auteur précise qu'après l'installation du pouvoir soviétique en Arménie (29 novembre 1920), le 1er décembre 1920, fut prononcée une déclaration disant que... *à partir de maintenant, aucune question territoriale ne peut pas être la cause du conflit entre les deux nations voisines...* Par contre, la diffusion de cette déclaration a été publiée différemment dans les presses de ces deux pays. Dans les journaux *Bakinskiy rabochiy* et *Kommunist*, on lisait l'autodétermination du Haut-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan. Au contraire, le journal *Kommunist* d'Arménie publiait la reconnaissance du Haut-Karabakh étant la partie intégrante de la République socialiste d'Arménie. Pourtant, après la prononciation de la déclaration, les régions du Nakhitchevan et Karabakh restèrent au sein de l'Azerbaïdjan. Néanmoins, afin de donner suite au traité entre les Soviets et la Turquie kémaliste (16 mars 1921), le Nakhitchevan devint une région autonome très importante pour assurer la sécurité des frontières orientales de la Turquie. Le 4 juillet 1921, le Bureau du Caucase (Kavburo) discuta la question d'*inclure* le Karabakh dans l'Arménie sous la condition d'organiser un plébiscite au Haut-Karabakh et de le *laisser* au sein de l'Azerbaïdjan. Le 5 juillet 1921, Kavburo décida de *laisser* le Karabakh à l'Azerbaïdjan. Ces deux mots d'*inclure* et de *laisser* joueront plus tard, à fin du XXème siècle, leur rôle au début de ce sanglant conflit. Lors de l'effondrement de l'URSS, pour attirer la sympathie de l'opinion mondiale, les Arméniens présenteront favorablement au monde comme victimes du régime de Staline. Après la décision du 5 juillet, les intellectuels nationalistes arméniens posèrent la question de l'autonomie du Karabakh. Le 7 juillet 1923, le Comité exécutif central de l'Azerbaïdjan prononça le décret sur la formation de la Région autonome du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan.

Les années suivantes, le problème du Karabakh sera soulevé plusieurs fois par les nationalistes arméniens. À l'époque, l'activité des nationalistes arméniens a été interrompue. Cependant, la politique de *perestroïka* a réintroduit les idées nationalistes non seulement en Azerbaïdjan, mais aussi dans toute l'URSS. Mais aucune des républiques de l'ex-URSS n'a connu une telle tragédie mettant directement aux prises deux anciennes républiques fédérées.

Un certain nombre de territoires azerbaïdjanais ont été annexés également à l'Arménie pendant l'époque soviétique. Le processus a commencé en 1922 avec la transmission à

⁹⁸ **Boris Legran** (1884-1936) fut un diplomate soviétique et chef du parti. À partir de la fin novembre 1920, il fut plénipotentiaire de RSFSR dans le RSS d'Arménie et mars 1921, il joua le même rôle en République d'Azerbaïdjan et en Géorgie.

l'Arménie de régions azerbaïdjanaises de Dilidjan (Dilican) et Goytche (Göycə). En 1923, neuf *rayons* (arrondissement) du Nakhitchevan ont rattaché l'Arménie. En 1929, le rattachement de quelques villages des régions de Gazakh, Zenguilan et Ordubad à l'Arménie a entraîné la création de la région de Meghri. En 1946, 4 000 hectares de forêts et en 1969, les vastes territoires des régions de Gadabey, Gazakh, Tovouz et Sederek ont été rattachés à l'Arménie, mais cela n'a été réalisé qu'en 1984. Si en 1918, la superficie de l'Arménie indépendante, pour donner suite au traité de Batoum du 4 juin 1918, était de 9 000 km², en 1988, elle atteint 29 743 km². À ce chiffre, on peut ajouter encore 20 000 km² de territoire du Haut-Karabakh et 7 régions de l'Azerbaïdjan occupées par l'armée arménienne. Au contraire, la superficie de l'Azerbaïdjan entre 1918-1920 était de 114 000 km² alors que la superficie actuelle du pays présente 86 600 km² y compris les territoires occupés par les forces arméniennes (Arzumanli, Mustafa, 1998, 129)⁹⁹. L'Organisation de la Libération de Karabakh (OLK) a publié en 2009, une brochure en trois langues sur les conséquences de l'agression arménienne. Dans la brochure elle présente la chronologie de l'agression arménienne à partir de 1918 jusqu'au dernier conflit du Haut-Karabakh (Organisation of Libération of Karabakh, 2009).

Les premiers heurts interethniques à l'époque soviétique ont secoué l'Azerbaïdjan en 1963 à Bakou et Soumgaït et en 1968 au Karabakh. Au début de 1965, l'un des premiers événements de la propagande arménienne a débuté en URSS. Cette année, les Arméniens, sous l'influence de la diaspora arménienne, ont pu organiser la célébration de 50e anniversaire du « génocide arménien » en URSS. Un an avant, tous les médias et les maisons d'édition étaient occupés par la propagande antiturque. C'est à cette période, le parti Dachnaktsoutioun (parti nationaliste-socialiste arménien), étant dans la clandestinité pendant de longues années, commence, à agir ouvertement. Grâce à Anastase Mikoyan, le parti a réussi en même temps à fêter le 100e anniversaire d'Andranik Ozanian¹⁰⁰. Même les journaux azerbaïdjanais ont publié des articles sur lui, en tant que héros du peuple arménien. Dans le meeting, organisé le 23 avril 1965 à Erevan, il y avait des affiches avec ces slogans suivants : *l'Arménie Occidentale doit appartenir à l'Arménie* », « *Le Haut-Karabakh est nôtre, Le Nakhitchevan*

⁹⁹ La République démocratique de Géorgie a vécu aussi la même histoire. La superficie totale de la Géorgie actuelle présente 69 700 km², tandis qu'elle était environ 107 600 km² lors de la première république.

¹⁰⁰ **Anastase Mikoyan** – (né le 25 novembre 1895, mort le 21 octobre 1978), d'origine arménienne, a été nommé le président du Présidium du Soviet suprême en 1964 sous le régime khrouchtchévien et devenu le deuxième homme le plus puissant de l'Union soviétique.

est une terre arménienne », « *Les Arméniens, le temps est venu pour vengeance de 1915, unissez-vous !* Ici, nous apercevons facilement que le conflit arméno-azerbaïdjanais et le mouvement de Karabakh ne sont pas récents et pendant l'époque soviétique il s'est calmé et fonctionnait longtemps dans la clandestinité (Asadov, 1998).

Artificiellement créé à la fin de 1987, le conflit du Haut-Karabakh dès les premiers jours était perçu par le peuple azerbaïdjanais comme une tentative dirigée contre l'intégrité territoriale du pays et la violation des droits constitutionnels des citoyens. Le décret de la Présidence du Soviet suprême de l'URSS du 12 janvier 1989, sur le sujet de l'introduction d'un régime spécial à la région autonome, montrait l'idée de Moscou de soustraire le Haut-Karabakh à l'administration de l'Azerbaïdjan.

Les premiers 400 réfugiés azerbaïdjanais déportés d'Arménie se sont installés à Sumgaït, la troisième ville du pays. Après le meeting antitürk organisé le 19 février 1988 à Erevan, la violation des nationalistes arméniens a été augmentée encore plus. Les lieux des prochaines manifestations furent fixés au Karabakh. Le but était de montrer au monde à l'aide de la diaspora arménienne que les Arméniens du Karabakh, privés de leurs droits, voulaient être rattachés à l'Arménie. Par la suite, ils préparaient un scénario d'une tragédie à Sumgaït à l'aide des réfugiés installés il y a deux ans de l'Arménie. Le 29 février 1988, les violences interethniques embrassant Soumgaït font 32 morts (26 Arméniens et 6 Azerbaïdjanais) et plusieurs blessés au bout de trois jours de conflit. Il y a deux choses qui attiraient plus l'attention : l'un des responsables de ces événements, Pasha Grigoryan, était d'origine arménienne et 15-20 jours avant de ces événements, la population arménienne de Soumgaït avait fermé leurs comptes des caisses d'épargne (Ismayilov, Hesenov, Qafarov, 1995, 310-318).

Ariel Kyrou et Maxime Mardoukhaïev (1989 : 266) dans *Le Haut-Karabakh, vu du côté Azerbaïdjan*, écrivent : *Trois hommes ont été jugés dans un semi procès après une simili-enquête : deux Azéris et un Arménien, Grigorian, qui aurait tué cinq Arméniens*

Dire que le conflit du Haut-Karabakh a commencé après les événements de Soumgaït ne correspond pas à la vérité. D'après les Azerbaïdjanais, le conflit a débuté à la fin des années 1980 avec l'expulsion de la population azerbaïdjanaise de l'Arménie et l'assassinat de deux Azerbaïdjanais à Askeran (Haut-Karabakh). Mais ni la presse azerbaïdjanaise, ni la presse centrale n'ont rien communiqué. Parce que cette période de l'histoire du conflit reste toujours inconnue, jusqu'aux événements de Soumgaït, la tactique des nationalistes arméniens

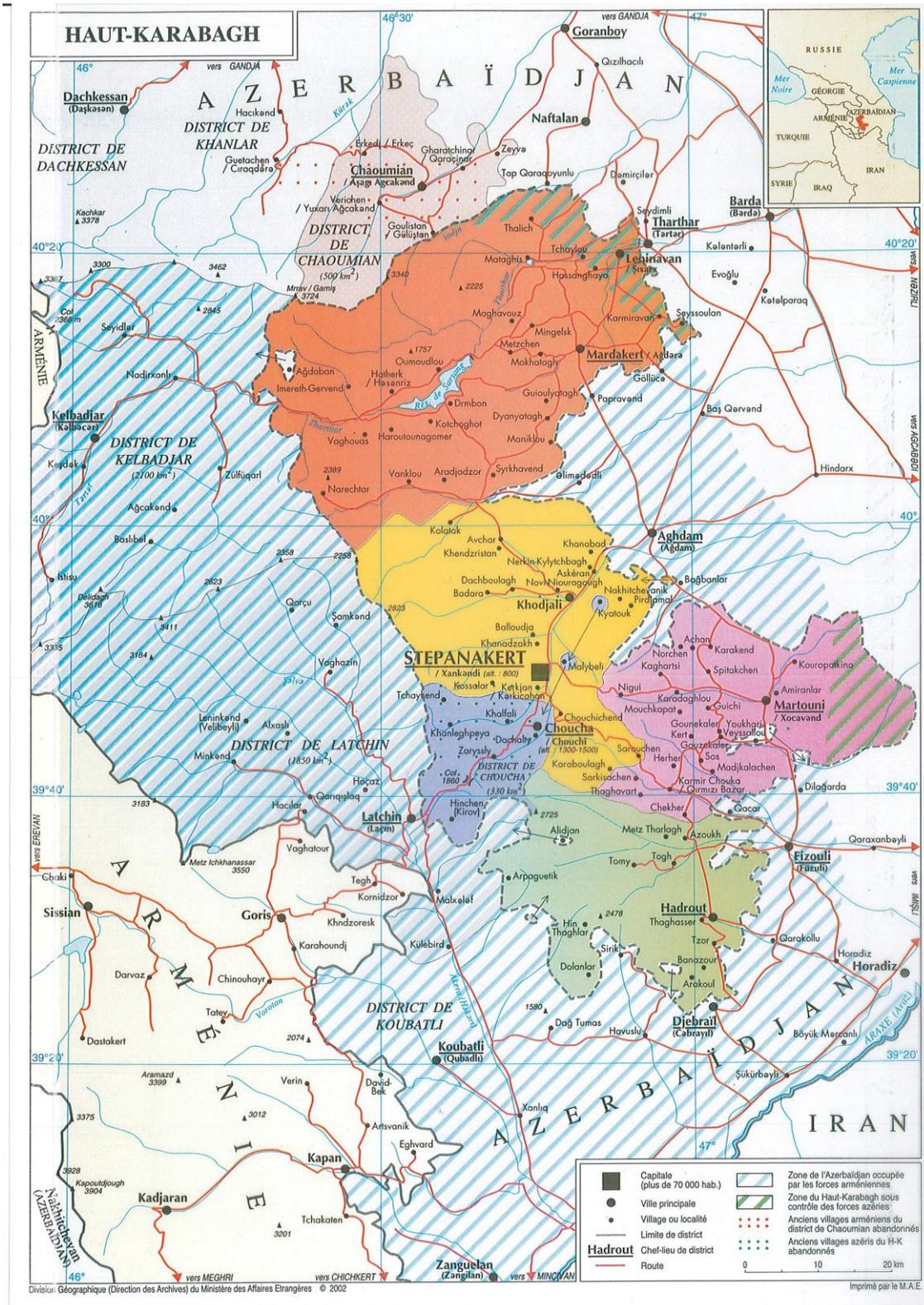
était basée sur les menaces, chantages et intimidations. Par contre, sur les incidents de Soumgaït les médias centraux présentèrent au public mondial l'agressivité et l'inhumanité du peuple azerbaïdjanais. Pour le meurtre de 26 Arméniens à Soumgaït, 96 personnes ont été condamnées à la peine de mort. Pourtant, l'opinion publique de ne pas informer la mort atroce de 317 Azerbaïdjanais en Arménie pendant cette période (Asadov, 1998).

En mai 1989, Ziya Buniyadov, historien et président de l'Académie des Sciences de Bakou, a proposé une version très particulière des pogromes. Dans son article intitulé « *Pourquoi Soumgaït ?* », il conclut que les Arméniens eux-mêmes ont projeté le pogrome de Soumgaït avec le but de discréditer l'Azerbaïdjan et de stimuler le mouvement arménien nationaliste en disant que : *la tragédie de Soumgaït était préparée soigneusement par les nationalistes arméniens. Quelques heures avant son début, les rapporteurs photographiques arméniens et les équipes de tournage de la télévision sont entrés secrètement dans la ville étant attendue du développement de cet événement. Le premier crime était conçu par un certain Grigoryan, qui se présentait en tant qu'Azerbaïdjanais et qui, lui-même, avait tué cinq Arméniens à Soumgaït* (Bünnyadov, 1989)¹⁰¹.

Ariel Kyrrou et Maxime Mardoukhaïev (1989 : 266), en soulignant d'autres détails, ajoutent : *des leaders de l'Union pour l'autodétermination nationale de l'Arménie, comme Paruyr Hayrikyan, exilé aux États-Unis après son expulsion d'URSS, m'ont certifié qu'ils avaient de nombreuses preuves que les premiers meurtres n'avaient pas été commis, ou tout de moins dirigés par des Azéris, mais par des agents du KGB* ».

¹⁰¹ Source : <http://karabakh-doc.azerall.info>.

Carte de la zone de l'Azerbaïdjan occupée par les forces arméniennes



Source : Géographique (Direction des Archives) du Ministère des Affaires Etrangères 2002

Lors de son interview, Victor Ilyukhin¹⁰², le vice-président du comité de la Douma de la Fédération de Russie souligne que : *les événements de Soumgaït ont été provoqués par les Arméniens, à la même période que l'expulsion des Azerbaïdjanais d'Arménie. De très nombreux Azerbaïdjanais ont été expulsés, sans même leur permettre de prendre des documents et des objets de première nécessité. C'était d'une grande cruauté.* À la question : *qui était intéressée par le pogrome des Arméniens à Soumgaït ?* Il répondait : *c'était avantageux pour l'Arménie, pour un aventurier comme Levon Ter-Petrosyan. Ils ont préparé la « carte de Soumgaït », au moment où il était la question de séparer le Karabakh de l'Azerbaïdjan... Bref, ils ont joué un grand spectacle sur une grande tragédie.*

À partir de 1988, les événements n'étaient plus conduits par les Azerbaïdjanais, mais par les séparatistes arméniens. Au mois de mars 1988, un décret spécial sur le développement socioéconomique de la région du Haut-Karabakh a été adopté en URSS. La démarche fut la suivante : oukase du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, le 12 janvier 1989, sur l'introduction de la forme particulière de gestion pour ôter l'autorité de l'Azerbaïdjan sur la région autonome du Haut-Karabakh, puis transfert de la gestion au Comité de l'administration particulière dirigée par le représentant du Centre, ce qui signifiait la sécession du Haut-Karabakh. L'administration soviétique faisait des efforts pour créer l'image d'une normalisation de la situation dans la région, en accordant une attention particulière à ce problème. En même temps, elle faisait silence sur la grande tragédie du peuple azerbaïdjanais. Sur cette question la position neutraliste de l'administration azerbaïdjanaise trahissait son peuple. Il était décidé en février 1988, lors d'une réunion du Soviet régional de la Région Autonome du Haut-Karabakh (RAHK), sans la participation des députés azerbaïdjanais, de séparer la RAHK de l'Azerbaïdjan et de la rattacher à l'Arménie. Le 1er décembre 1989, le Soviet suprême du RSS d'Arménie a adopté un décret sur l'annexion du Haut-Karabakh. Ce décret était contraire aux Constitutions de l'URSS et de l'Azerbaïdjan, selon lesquelles le territoire d'une République soviétique ne pouvait être modifié que par un accord mutuel des républiques intéressées. La politique tendancieuse de Moscou à l'égard de l'Azerbaïdjan a causé la colère et des protestations massives. Pour contrôler la situation, le Moscou choisit

¹⁰² **Victor Ilyukhin** était l'assistant du chef dans l'Instruction Principale de la gestion auprès de ministère public de l'URSS et prenait part aux enquêtes sur les crimes militaires. Il a présidé le groupe spécial de l'enquête des événements dans la région autonome du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan ainsi que de Géorgie et d'Arménie. Interview avec Victor Ilyukhin 09/09/2010 source : <http://www.milaz.info>.

l'intervention militaire. La nuit du 19 au 20 janvier 1920, l'armée soviétique, sans déclarer l'état d'urgence, massacra au moins 137 personnes à Bakou et on releva des centaines de blessés, de disparitions et d'arrestations (Ismayilov, Həsenov, Qafarov, 1995 : 304-326).

Durant les années 1987-1991, dans le cadre de ce conflit du Haut-Karabakh, on mit en place une politique d'expulsion complète de toute la population azerbaïdjanaise d'Arménie ; près de 200 000 Azerbaïdjanais furent expulsés. Si au début de XX^{ème} siècle, les Azerbaïdjanais représentaient presque la moitié de la population de l'actuel territoire arménien, aujourd'hui selon une statistique non officielle, en Arménie, hormis les prisonniers, il n'y aurait plus un seul Azerbaïdjanais dans ce pays. Selon Elnur Aslanov, chef du Département d'analyse des politiques et de soutien à l'information de l'Administration présidentielle de l'Azerbaïdjan, le nombre actuel des Arméniens habitant en Azerbaïdjan est de plus de 20 000 personnes¹⁰³. Une fois les territoires arméniens vidés, la prochaine étape était celle du Karabakh. Entre 1992 et 1994, eut lieu le sanglant conflit arméno-azerbaïdjanais du Karabakh.

Dès la nuit du 25 au 26 février 1992 a eu lieu l'une des tragédies les plus épouvantables de ce conflit : le massacre de Khodjali. Par sa population, Khodjali était la deuxième ville de la région après Shousha et le seul aéroport régional se trouvait dans cette ville. Pendant les opérations militaires, la ville était encerclée par les soldats arméniens. Les habitants ont été obligés de quitter la ville et de marcher vers Agdam, ville azerbaïdjanaise voisine. Mais la plupart d'entre eux n'ont pu échapper à une attaque lancée tard dans la nuit. Cette nuit-là, les forces armées d'Arménie, épaulées par le régiment N° 366 de l'armée russe, ont massacré sauvagement les civils, vieillards, femmes et enfants. La ville a été occupée et entièrement incendiée. Équipés d'artillerie et d'armes plus modernes que les combattants azerbaïdjanais, ces soldats ont commis le massacre le plus sanglant de l'histoire du conflit arméno-azerbaïdjanais (Constant, 2002).

Après les événements de février 1988, les miliciens du Haut-Karabakh et les forces armées d'Arménie ont commencé les opérations de conquête de la région. Les forces armées Soviétique se trouvant dans la région se sont jointes à eux. Avec le renforcement du Mouvement national (Xalq Cəbhəsi), en mars 1992, A. Mutalibov le premier président de la

¹⁰³ *Regnum*, 24/01/2001 source :

<http://www.regnum.ru/news/fd-abroad/armenia/1367273.html#ixzz1PRRkFrmY>

République, a abandonné son poste. Le chaos et le désordre du pouvoir ont affaibli encore plus la capacité défensive de la République azerbaïdjanaise. Après deux années de combats, l'armée arménienne a occupé le territoire de tout le Karabakh et encore 7 districts autour du Karabakh. En février 1992 a débuté un processus de médiation en vue d'un règlement du conflit, dans le cadre de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE, la future OSCE). L'Organisation des Nations Unies (ONU) a confirmé l'injustice de cette guerre contre l'Azerbaïdjan, la violation de son intégrité territoriale et l'occupation territoriale d'une partie de l'Azerbaïdjan. L'ONU a exigé dès 1993 un retrait immédiat, complet et inconditionnel de toutes les forces d'occupation des territoires occupés d'Azerbaïdjan par quatre résolutions (N° 822, 853, 874, 884). Un cessez-le-feu a été signé le 5 mai 1994 à Bichkek (Kirghizistan)¹⁰⁴. Lors du sommet de la CSCE à Budapest, les 5 à 6 décembre 1994, il a été décidé que les chefs d'État et de gouvernement des États participants créeraient une coprésidente de la Conférence de Minsk pour coordonner l'ensemble des actions de médiation menées dans ce cadre. Depuis cette date, le dialogue sur le règlement pacifique du conflit continue, sans résultats probants.

¹⁰⁴ Le 5 mai 1994, par intermédiaire du groupe des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la République du Haut-Karabakh (état non reconnu) ont signé le procès-verbal *Bichkek*.

3.3. Les minorités nationales en quête de sécurité et d'un bon niveau social : les familles mixtes

Le sujet de cette partie n'est plus le conflit du Haut-Karabakh, mais plutôt ses conséquences sur les familles mixtes arméno-azerbaïdjanaises vivant aujourd'hui dans le Caucase ou en émigration. La notion de « famille mixte » a deux caractères principaux : national et religieux. Dans le premier cas, on sous-entend le mariage de deux personnes de nationalités différentes et le deuxième suggère des croyances différentes. Par exemple, le caractère national l'emporte pour le mariage mixte dans le milieu des migrants russes en Allemagne. Par contre, c'est l'aspect religieux qui prime dans le mariage mixte russe en Israël. Cela s'explique, premièrement, parce qu'à la différence d'Israël, en Allemagne, l'église est non seulement séparée de l'État, mais aussi, elle n'est pas seule (confessions catholiques, protestantes, musulmanes, judaïques). Ensuite, la religion ne joue pas un rôle fondamental pour la plupart des habitants russes de l'Allemagne.

Le Caucase, par sa configuration géographique marquée par l'alternance des montagnes, des hautes vallées et des bassins intérieurs, a toujours été caractérisé par des populations très différentes par leur langue, leur culture et par leurs multiples religions. Jusqu'au XX^{ème} siècle, dans le Caucase, où toutes les grandes religions monothéistes étaient représentées, les mariages mixtes religieux étaient très rares. À partir de l'installation du communisme, les mariages mixtes sont devenus « internationaux », dans le sens où l'URSS était définie comme multinationale. Pourtant, les femmes arméniennes se mariaient le plus souvent avec les hommes azerbaïdjanais que le contraire¹⁰⁵. À ce propos, il est intéressant de lire le livre de Lev Nissimbaum (Kurban Said), un juif originaire de Bakou, *Ali et Nino* (publié en 1937). Ce roman passionnant qui nous fait voyager, dans le Caucase au début du XX^{ème} siècle est l'histoire d'amour d'un Azerbaïdjanais et d'une Géorgienne. Un autre roman écrit par N. Narimanov *Bahadur ve Sona* (1899) raconte une histoire d'amour entre un Azerbaïdjanais et une jeune arménienne.

Jusqu'au XX^{ème} siècle, le partage de la culture et de la religion n'était pas habituel. Pendant l'époque soviétique, ce processus a pris une forme ordinaire dans les sociétés des « pays frères » et a considérablement augmenté. Actuellement, nous n'avons pas le chiffre

¹⁰⁵ Selon la confession musulmane, les femmes ne peuvent pas se marier avec un homme d'une autre religion sauf s'il est converti à l'Islam, tandis que les hommes musulmans peuvent épouser des femmes non musulmanes.

exact sur les familles mixtes arméno-azerbaïdjanaises. La statistique d'État sur cette question est manquante. Cependant, la question reste actuelle parce que dans les deux pays vivent encore beaucoup de familles mixtes. D'après une statistique non officielle, il y aurait entre 20 000 et 30 000 Arméniens vivant en Azerbaïdjan. En 2006, le Conseil des réfugiés du Danemark a organisé un projet intitulé « La Conférence dans les frontières — les premiers pas ». Réalisé dans tout le Caucase, le but de ce projet était de révéler les problèmes des familles mixtes, la possibilité de leur participation au processus de construction de la confiance et du respect dans la région, ainsi que l'amélioration des compétences sur ces problèmes et les perspectives dans la société civile et les organisations internationales. D'après la coordinatrice du projet pour l'Azerbaïdjan, Dilara Efendieva, le déroulement du sondage se révélait assez difficile, car la plupart des répondants ne croyaient pas à l'objectivité de participants à ce projet. Pourtant, les représentants des familles mixtes ne subissent plus de pression et leur résidence est beaucoup moins exposée dans les zones de conflit. Cependant, d'après le chef du projet et malgré l'absence de menaces directes, ces personnes craignent toujours pour leur destin et celui de leurs proches. La plupart d'entre eux ont changé de nationalité, mais seulement 6 personnes interrogées sur 50 gardent des relations avec les parents vivant en Arménie. Cette relation se réalise souvent par l'Internet ou dans un pays tiers ; Russie, Géorgie (Alizade, 2006).

La même enquête a été menée par Galina Arakélova du côté arménien sur 41 personnes (dont 14 d'origine azerbaïdjanaise) au Haut-Karabakh. Ce sont des personnes d'origines azerbaïdjanaises vivant en couple. Cependant, établir le nombre exact des Azerbaïdjanais habitant au Haut-Karabakh est difficile, puisque la plupart d'eux ont changé leurs noms où ont pris les noms de leurs conjoints.

Ces derniers temps, le nombre des visites officielles et intergouvernementales entre ces deux pays a augmenté. Par exemple, le 13 mai 2010, le ministre de l'Agriculture de l'Azerbaïdjan, Ismet Abbasov, a visité Erevan pour participer à l'ouverture de la 27^e conférence de l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation de l'ONU. Originaire d'Erevan, le ministre donnait une interview aux journalistes en arménien et racontait sa visite à Vardenis, où pendant de longues années vivaient ses parents¹⁰⁶. Il n'est pas exclu qu'aujourd'hui en Azerbaïdjan, d'autres hauts fonctionnaires soient d'origine arménienne. Le

¹⁰⁶ Source : www.milli.az 13 mai 2010

journal *Milli Yol* a publié une liste de ces fonctionnaires et parmi eux nous pouvons trouver les noms d'un premier ministre, d'un vice premier ministre (*Milli Yol*, 15/08/2005).

Lors du conflit, entre 1988 et 1994, plus de 400 000 réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan et 800 000 réfugiés azerbaïdjanais d'Arménie et du Haut- Karabakh ont dû fuir leurs terres d'origine vers les pays de l'ex-Union soviétique. Ne parvenant pas à obtenir la naturalisation russe après la chute de l'URSS, la situation de ces familles mixtes s'est alors peu à peu dégradée dans l'ensemble de la région Caucasienne. De nombreuses familles se sont alors réfugiées en Europe, et notamment en France. D'après le rapport d'activité 2007 de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), la demande d'asile arméno-azerbaïdjanaise reste majoritaire selon le nombre pour l'ensemble des pays du Caucase. Aujourd'hui, périodiquement, on rencontre dans différents pays ces familles mixtes arméno-azerbaïdjanaises qui ne peuvent s'installer ni en Arménie, ni en Azerbaïdjan¹⁰⁷.

Dans le rapport 2009 de l'OFPRA, les demandes d'asile pour la Transcaucasie sont réparties comme suit : Arménie (2 788 dossiers), Azerbaïdjan (628), Géorgie (445). Par rapport à l'année 2008, le profil de la demande arméno-azerbaïdjanaise a changé dans une certaine mesure. Ces modifications se confirment en 2009, malgré de légères inflexions. Les « profils politiques » sont encore largement majoritaires au sein de la population d'origine arménienne. Il s'agit pour l'essentiel de personnes ayant participé aux manifestations consécutives aux résultats électoraux du mois de mars 2008, ou de personnes invoquant un militantisme au sein d'un parti d'opposition. L'Office est par ailleurs toujours saisi de demandes présentant la traditionnelle problématique ethnique : les demandeurs faisant valoir leur origine azerbaïdjanaise en Arménie et arménienne en Azerbaïdjan, tandis que certains autres se présentent comme appartenant à la communauté kurde yézidi. Enfin, quelques demandes arméniennes reflètent la situation de personnes soutenant avoir été victimes de règlements de comptes de la part d'hommes influents soutenus par le pouvoir en place. L'activisme politique est toujours une composante de la demande azerbaïdjanaise même si cette problématique est largement minoritaire par rapport au profil ethnique (membres de diverses minorités, dont Arméniens)¹⁰⁸.

¹⁰⁷ OFPRA Rapport d'activité 2007. Source : <http://www.ofpra.gouv.fr>

¹⁰⁸ OFPRA Rapport d'activité 2009. La population de l'Azerbaïdjan se compose d'une majorité d'Azerbaïdjanais et de plusieurs minorités : Talishs, Tats, Lezguis... Source : <http://www.ofpra.gouv.fr>

Aujourd'hui, la situation des réfugiés et des personnes déplacées reste l'un des problèmes fondamentaux de l'Azerbaïdjan contemporain. Par la suite de l'occupation de 20 % du territoire, plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées sont dispersés dans différentes régions. Le Comité d'État pour les questions relatives aux réfugiés et aux victimes de déplacement forcé a été créé en 1993 pour protéger leurs droits politiques, économiques et sociaux et en garantir l'exercice. Le Comité est l'organe exécutif central chargé d'appliquer la politique de l'État concernant la réinstallation, l'hébergement, le rapatriement et la protection sociale des réfugiés et déplacés en leur assurant des conditions de vie et de logement décentes. L'Azerbaïdjan a adhéré à la Convention et aux protocoles relatifs au statut des réfugiés et il a en conséquence créé une base juridique conforme aux normes du droit international et adopté de nombreuses lois. La loi du 21 mai 1999, sur le statut des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, fixe les modalités de l'octroi d'une aide humanitaire aux réfugiés et déplacés. La question de la naturalisation des réfugiés et déplacés a été résolue dans la loi sur la citoyenneté adoptée en octobre 1998, en vertu de laquelle les personnes qui se sont réfugiées en Azerbaïdjan du mois de janvier 1988 au mois de janvier 1992 sont citoyens de l'Azerbaïdjan et jouissent de tous les droits sur un pied d'égalité avec les autres citoyens du pays. Une loi sur la protection sociale des victimes de déplacement forcé et des personnes assimilées a été adoptée le 21 mai 1999 dans le but de pourvoir à la réinstallation et à la protection sociale des réfugiés et déplacés ainsi que de définir les obligations des pouvoirs publics à cet égard (State Committee of the Republic of Azerbaijan on deals of refugees and internally displaced persons)¹⁰⁹.

¹⁰⁹ Source : <http://www.refugees-idps-committee.gov.az>

3.4. Conclusion

De 1988 à 1994, a eu lieu dans la région du Caucase du Sud, un conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, pour le contrôle du Haut-Karabakh, territoire situé en Azerbaïdjan, mais peuplé à majorité d'Arméniens. La guerre s'est soldée par une défaite humiliante pour l'Azerbaïdjan. Le conflit a atteint son intensité maximale entre le 23 et le 26 février 1992 avec le massacre de Khodjali, causant selon les autorités azerbaïdjanaises la mort de 613 personnes, dont 106 femmes et 83 enfants (Constant, 2002).

À cause de l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan, le pays a perdu plus de 17 000 kilomètres carrés qui constituent environ 20 % du territoire entier de la République de l'Azerbaïdjan¹¹⁰. Les Arméniens ont emprisonné 4852 Azerbaïdjanais, y compris 323 femmes, 54 enfants et 410 personnes âgées. Plus de 18 000 personnes ont été tuées, plus de 50 000 sont blessés ou estropiés, 4852 personnes sont portées disparues, dont 169 enfants, 338 femmes et 286 vieillards. Aujourd'hui, 783 personnes sont prises en otage en Arménie. D'après le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), 439 personnes sont mortes en otage. Plus de 877 localités, 100 000 logements, 1000 usines, 600 écoles, 250 établissements médicaux ont été pillés ou ruinés. D'après l'estimation, le conflit a coûté 60 milliards de dollars (US) à l'économie azerbaïdjanaise. 800 000 personnes ont été chassées de Karabakh et presque plus de 200 000 réfugiés azerbaïdjanais qui étaient citoyens de l'Arménie ont dû quitter leurs propres foyers. Donc, l'Azerbaïdjan a dû accueillir plus d'un million réfugié. Hormis les questions humanitaires, le déplacement des réfugiés constitue un problème économique et social pour un pays qui compte un peu moins de 10 millions d'habitants (Arzumanli, Mustafa, 1998 : 133-137).

¹¹⁰ Le territoire du Haut-Karabakh et sept régions attachées à Haut-Karabakh. Aux totales, 12 régions de la République d'Azerbaïdjan.

Le bilan de Khodjali est triste :

Tableau N° 11

February 26, 1992 Tragedy of one night

Persons murdered	613
Including: children	63
Women	106
Aged men	70
Burnt alive	3
Tortured to death	56
Unrecognised corpses	11
Children with both parents lost	25
Familles murdered completely	8
Captives and missings whoses fates remain unknown	155
Persons subjected to tortures	1275

Le fragment du monument des victimes du génocide de Khodjali. Les données sur les victimes.

Source : (Arzumanli, Mustafa, 1998 : 133-137)

D'après Antoine Constant (2002 : 343-352), le crime de Khodjali était un avertissement pour l'Azerbaïdjan qui refuse d'intégrer la Communauté des États indépendants (CEI) lors du sommet de Minsk du 14 février. Un autre problème fut lié à la sécurité du Nakhitchevan. À cause du conflit en 1989, le Nakhitchevan, petite enclave azerbaïdjanaise bordée par l'Arménie, l'Iran et la Turquie, a reçu le raccourci de toutes les communications et des liens de transport avec l'Azerbaïdjan. Soulignons que l'Azerbaïdjan faisait partie de l'URSS et qu'il n'y avait aucun lien frontalier ni avec la Turquie, ni avec l'Iran. La communication avec la Turquie a été construite seulement au début des années 1990 avec l'arrivée d'Heydar Aliyev à Nakhitchevan. Ainsi, le Nakhitchevan était dans le blocus réel à cause de l'agression arménienne. En 1992, l'armée russe quitta la ville Sedarak (Nakhitchevan) qui se trouve à la frontière avec l'Arménie¹¹¹. Pour succéder aux lieux

¹¹¹ Le 25 mai 1993, les dernières troupes russes quittent le pays. D'ailleurs, l'Azerbaïdjan était le premier pays qui a disloqué la présence militaire russe sur son territoire.

stratégiques commence l'assaut entre les forces armées arméniennes et azerbaïdjanaises. D'après le traité de Kars signé en 1921, la Turquie se déclare prête à intervenir et met ses troupes en état d'alerte. H. Aliyev crée des relations culturelles et politiques avec la Turquie et l'Iran pour préserver la souveraineté de la ville.

L'histoire de l'humanité nous montre que la liberté s'est toujours obtenue au prix du sang et de la résistance ; le peuple azerbaïdjanais ne fait pas exception. À la fin de l'année 1988, le mouvement national démocratique a entraîné la fondation du Front populaire. Son but était la souveraineté du pays. En mai 1989, Ebulfez Eltchibey (Aliyev) en devint le dirigeant.

Timoutchine Hadjibeyli (1988 : 281-290) écrit : *les Arméniens parlent de l'émigration des Arméniens du Haut-Karabakh. Pourtant, au présidium du soviet suprême, M. Gorbatchev a demandé à M. Ambartsoumian, recteur de l'université d'Erevan : « Comment expliquer le fait qu'à Erevan, au début du XXème siècle, la population azerbaïdjanaise était de 43 % et aujourd'hui de 1 % ? Ambartsoumian ne put pas répondre.*

Dans son article *Haut Karabakh*, publié le 20 janvier 1990 dans *Le Monde*, la romancière Banine (Umm–El–Banine Assadoullaeva) écrivait : *le problème difficile du Haut-Karabakh est toujours présenté du seul point de vue arménien, forcément partial. En réalité, le Karabakh et le Haut-Karabakh (Jardin Noir en azerbaïdjanais, ce qui en dit long sur ses origines) n'ont jamais appartenu à l'Arménie. Si le Haut-Karabakh comprend une si forte population arménienne, cela provient d'un accord conclu au XIXème siècle entre le tsar Nicolas I et le shah d'Iran qui stipulait le transfert d'un nombre important de la population chrétienne en Perse chiite.*

L'agression des forces armées arméniennes contre l'Azerbaïdjan, les perturbations sociales et politiques intermittentes, l'instabilité administrative au début des années 1990, a causé le déclin de la plupart des secteurs économiques. Après la chute de l'URSS, l'Azerbaïdjan a vécu une période transitoire qui paraît tout à fait commune à l'ensemble de la région. Cela eut des répercussions dans l'économie du pays. L'occupation de 20 % de territoire azerbaïdjanais par l'armée arménienne et le départ forcé de plus d'un million de personnes compliqua encore plus la situation. Ce processus s'aggrave et acquiert un caractère chronique. Pendant la période de la guerre, la plupart des entreprises ont été fermées. La régression a touché tous les secteurs : de 20 à 24 % dans l'industrie, de 15 à 20 % dans l'agriculture et d'environ 40 % pour l'investissement. Les produits de consommation usuelle

augmentent durant la période de 14 à 18 fois et cela joue un rôle destructif dans la population. L'économie de la république fut totalement détruite, le niveau de vie baissa considérablement (Eminov, 2005). Cependant, la situation géopolitique propice de l'Azerbaïdjan, ses richesses naturelles, ses réserves de matières premières et son grand potentiel socioéconomique, scientifique et technique permirent de sortir de cette crise profonde. Il est nécessaire de mener un travail ciblé sur la transition du pays vers l'économie de marché.

Les statistiques du conflit arméno-azerbaïdjanais sont lourdes. La guerre commence en février 1988 finit en mai 1994 avec un cessez-le-feu. Il y a eu 11 000 personnes de morts du côté azerbaïdjanais et 6 500 personnes du côté arménien. Au total, il y a plus de 50 000 personnes blessées. Au 1^{er} janvier 2007, 4 566 personnes (dont 3 622 militaires et 896 citoyens) sont disparues. Entre 1992 et 2006, 1 389 personnes sont libérées de l'otage et 451 sont morts à l'otage. Le côté arménien déclare 500 personnes disparues (Yunusov, 2007 : 12).

En conséquence du conflit, des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées, pour la plupart d'origine ethnique azerbaïdjanaise, s'installent dans les régions non occupées par les troupes arméniennes¹¹². Le Comité national sur la question des réfugiés a été institué pour aider à résoudre les problèmes auxquels sont confrontées ces personnes. Mais à part ces réfugiés, on compte aussi 7 000 réfugiés environ, venant principalement de la République tchétchène de la Fédération de Russie, mais également d'autres pays de la région, tels que l'Iran ou l'Afghanistan, ainsi qu'un plus petit nombre de réfugiés venus d'ailleurs (Palestine, Somalie). Entre 2004 et 2005, l'Azerbaïdjan a accordé le statut de réfugié à 320 personnes, dont 193 Afghans, 58 Tchétchènes, 33 Irakiens, 21 Iraniens, 9 Palestiniens et 2 Somaliens. Ces personnes relèvent directement du Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Les demandeurs d'asile titulaires de cartes de l'UNHCR sont généralement tolérés, mais leur présence en Azerbaïdjan demeure illégale. Ces personnes, n'ayant aucun droit à une assistance de quelque sorte et n'étant pas non plus autorisées à travailler, sont fréquemment condamnées à vivre dans une extrême pauvreté. L'accès aux services médicaux et à l'enseignement reste l'un des problèmes actuels. La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance s'est également préoccupée du fait qu'en particulier après le 11 septembre 2001, les réfugiés arrivant aux frontières de l'Azerbaïdjan

¹¹² Les autorités azerbaïdjanaises indiquent un chiffre d'environ un million. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés donne un chiffre d'environ 810 000 personnes. Voir le rapport sur l'Azerbaïdjan en 2007.

ont été systématiquement renvoyés sans avoir la possibilité de demander l'asile¹¹³. Il est regrettable qu'alors qu'ils ont rédigé les parties du rapport concernant les Arméniens, les rapporteurs n'ayant pas jugé nécessaire de prendre en considération le fait que malgré le régime de cessez-le-feu, les deux pays soient toujours en guerre et qu'une partie de l'Azerbaïdjan (20 % du territoire) soit toujours occupé militairement (ECRI, 2003).

Dans l'ex-URSS, la question des séparatismes s'est transformée en conflits interethniques. Les peuples arménien et azerbaïdjanais sont devenus les otages des faibles structures des États issus des républiques fédérées soviétiques qui n'ont pas réussi à les protéger. Cette situation n'est pas propre au Caucase Sud ; elle est également vécue par les populations du nord Caucase, de la vallée de Fergana (entre Kirghizes et Ouzbeks) ou Transnistrie. Aujourd'hui, Arméniens et Azerbaïdjanais ne désirent pas le conflit et sont opposés aux problèmes interethniques. Le processus du règlement du conflit du Haut-Karabakh est ranimé ces derniers temps. L'Azerbaïdjan tente un règlement équitable du conflit en cherchant à retrouver son intégrité territoriale dans le cadre du droit international. Mais en dépit de demandes claires du Conseil de sécurité, l'Arménie hésite à libérer les sept districts limitrophes d'Azerbaïdjan afin d'assurer la sécurité¹¹⁴. L'Union Européenne mène une politique de développement du Caucase du Sud pour l'instauration de la stabilité dans la région. En mai 2010, le Parlement Européen a demandé le retrait des forces armées arméniennes des territoires azerbaïdjanais occupés. Parallèlement à la « politique de voisinage », l'UE est attentive aux règlements des conflits, soutient la démocratie et les droits de l'Homme, la suprématie de la loi, la coopération économique et le développement social dans les trois pays, Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie.

Aujourd'hui, les négociations se poursuivent sur la base d'un document cadre dit « Principes de Madrid ». Ce document (novembre, 2007) sur des « principes de base pour un règlement pacifique du conflit » a été remis officiellement aux ministres arménien et azerbaïdjanais à l'attention de leurs Présidents par les ministres des Affaires étrangères B. Kouchner et S. Lavrov, et le sous-secrétaire d'État, N. Burns, en marge du Conseil ministériel de l'OSCE à Madrid. Il prévoit : le retour sous contrôle azerbaïdjanais des territoires

¹¹³ Cette commission est plus généralement dénommée ECRI, selon son sigle en anglais.

¹¹⁴ En réponse à l'occupation des territoires d'Azerbaïdjan par l'Arménie, en 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité quatre résolutions (S/RES/822, S/RES/853, S/RES/874 et S/RES/884) avec lesquelles confirme l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.

entourant le Haut-Karabakh ; un statut intérimaire pour le Haut-Karabakh prévoyant des garanties en matière de sécurité et d'administration autonome ; un corridor reliant l'Arménie au Haut-Karabakh ; la définition future du statut juridique final du Haut-Karabakh dans le cadre d'un processus d'expression de la volonté juridiquement contraignante ; le droit de toutes les personnes déplacées et des réfugiés et le retour dans leurs anciens lieux de résidence ; des garanties de sécurité internationale qui incluraient une opération de maintien de la paix¹¹⁵.

¹¹⁵ Journal *BayBək*, *Azərbaycan*, 15/11/2008. Source: <http://www.azr.baybak.com>

OSCE

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Conseil ministériel

Madrid 2007

MC.DOC/2/07

30 novembre 2007

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

Deuxième jour de la quinzième Réunion

MC (15) Journal No 2, point 8 de l'ordre du jour

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Nous notons avec satisfaction que l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont accepté de poursuivre durant l'année électorale à venir les négociations en cours sur le règlement de conflit du Haut-Karabakh.

Nous appuyons les efforts de médiation des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et leur élaboration, avec les parties, d'un ensemble de principes fondamentaux pour le règlement pacifique du conflit. Nous encourageons vivement les deux parties à surmonter les dernières divergences de vues restantes et, ainsi, à avaliser le concept général du règlement et à commencer sur cette base à élaborer un accord global de paix.

*Source : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*¹¹⁶

¹¹⁶ <http://www.osce.org/node/29543>

III partie

1. L’histoire de l’immigration des citoyens d’Azerbaïdjan en France

1.1. Une brève histoire des relations franco-azerbaïdjanaises

La migration des Azerbaïdjanais vers l’Occident et la création de la diaspora en général résultent des événements politiques difficiles du XXème siècle. Après l’effondrement de la République Démocratique d’Azerbaïdjan et l’installation du pouvoir soviétique, une grande majorité de *l’intelligentsia* et de l’élite politique ont quitté le pays pour s’établir essentiellement dans des pays occidentaux comme l’Allemagne, la France et la Pologne. Ces migrants ont créé une base diasporique en Occident. Aujourd’hui, en parlant de « l’émigration d’Azerbaïdjanaise » et de « la diaspora azerbaïdjanaise », on se réfère aux générations des migrants qui ont fui leur patrie au début du vingtième siècle en raison de circonstances différentes.

Il est important de noter que selon des estimations officielles faites par le Comité d’État d’Azerbaïdjan pour les Relations avec la Diaspora, les Azerbaïdjanais vivant dans les pays occidentaux ne sont pas nombreux. Selon ce calcul, le nombre des Azerbaïdjanais de France est de 70 000 personnes¹¹⁷. Ce chiffre englobant probablement les Azerbaïdjanais d’origine iranienne et turque (Igdir, Ardahan, Kars)¹¹⁸. D’après Bayram Balci, cette estimation est exagérée et que la plupart de ces émigrés n’ont aucune conscience et la solidarité envers la République d’Azerbaïdjan (Balci, 2008 : 195).

L’émigration des Azerbaïdjanais vers la France commence fin du XIXème et début du XXème siècle. Par contre, les rapports franco-azerbaïdjanais sont nés il y a déjà des siècles et se sont développés à une vitesse remarquable, dans tous les domaines. Les premières relations commerciales existaient au cours des IXème et Xème siècles, du temps de la dynastie des

¹¹⁷ 1. Comité d’État pour les Azerbaïdjanais vivant à l’étranger : www.diaspora.az

2. Z. Aliyev, *Diaspor*, B. 2007 p.343.

¹¹⁸ L’émigration de cette masse de la population est liée essentiellement avec la révolution iranienne de 1979.

Abbassides entre les pays de l'Asie et ceux de l'Europe. Ces relations, étant caractéristiques pour cette période, se réalisaient essentiellement dans le commerce. Les commerçants azerbaïdjanais s'intéressaient beaucoup aux échanges dans les pays hors des frontières de leur pays. Vu que la Route de la Soie passait *via* l'Azerbaïdjan, unissant les centres commerciaux de l'Occident avec l'Orient, beaucoup de voyageurs ainsi que de savants étrangers arrivaient dans ce pays¹¹⁹.

Selon Kamal Abdulla (2008), la trace des premiers voyageurs français date du XIII^{ème} siècle. Dans les œuvres de Nizami, nous rencontrons le mot *firangui* signifiant *franc*. Le premier accord de commerce liant les deux nations a été signé en 1708 entre la dynastie Séfévide et la France. Les relations commerciales et diplomatiques de l'État séfévide avec les pays occidentaux ont été élargies aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles. La première information sur les poètes, la culture et la littérature azerbaïdjanaise est apparue en 1697 dans la *Bibliothèque orientale* de Barthélemy d'Herbelot (Aliyev, 2005 : 112). Plus tard, avec le prestige de la langue française dans le monde est apparu un grand groupe de francophones en Azerbaïdjan comme Ismayil Bey Goutgachinli, Mirza Fathali Akhoundov, son fils Rachid Bey Akhoundov, Mouhammad Aga Schahktakhtinsky, Alimerdan bey Toptchibachi, Mirza Kazim Bey, Mohsün bey Khanlarov, Djeyhoun Hadjibeyli, Ahmed Ağaoğlu et beaucoup d'autres¹²⁰. Des orientalistes français comme Barbier de Meynard, Alfons Silver, Lucien Buvat ou des écrivains comme George Sand, Alexandre Dumas et d'autres permettent en France une première approche des cultures persanes et azerbaïdjanaises. Les relations de la France avec l'Azerbaïdjan du XX^{ème} siècle ont été initiées par les premiers des diplomates de Bakou pendant la période de l'accréditation officielle (mai 1919 - avril 1920). Le 9 août 1919, la préfecture de Paris a enregistré un comité *France-Caucase*, le premier paragraphe des statuts annonçait : *Le Comité est créé en vue de l'assistance au développement des liaisons économiques entre la France et les républiques de la Transcaucasie : par la Géorgie et l'Azerbaïdjan*. Entre mai 1919 et avril 1920, la délégation a réussi à publier 3 livres, 12 bulletins, une carte géographique de l'Azerbaïdjan, ainsi que beaucoup d'articles dans les plusieurs journaux parisiens. Le bulletin d'informations *Azerbaïdjan* parut jusqu'en mai 1920

¹¹⁹ La Route de la Soie était un ensemble d'axes caravaniers qui traversaient l'Europe et l'Asie, allant de la Méditerranée jusqu'à la Chine en traversant l'Asie Centrale. Dès le III^{ème} siècle av. J.-C. elle était activement empruntée jusqu'au 16^{ème} siècle. Seulement au XIX^{ème} siècle, elle était baptisée La Route de la Soie.

¹²⁰ Dans les archives de la France ont été découverts beaucoup d'articles d'Ağaoğlu publiés dans les revues françaises les plus prestigieuses pour la période 1891 et 1893.

(Aboutalibov, 2006 : 31). La revue *Azerbaïdjan*, organe du parti Moussavat (Égalité), commença sa publication en 1926 à Paris. Avec la disparition de la génération la plus âgée, l'Association des émigrés azerbaïdjanais cesse de fonctionner, mais plus tard leurs enfants ont pris le relais. La plus brillante représentante de cette génération sera Umm–El–Banine Assadoullaev dite *Banine* (1905-1992), qui a été la meilleure spécialiste de l'œuvre des écrivains russes Bounine et Teffi et de l'Allemand Ernst Jünger. Depuis le mois de mars 1999, à l'Institut des Langues et des Civilisations Orientales (INALCO), des étudiants ont commencé à étudier l'azerbaïdjanais. Notons que même si entre 1918-1920, la relation franco-azerbaïdjanaise a connu quelques développements, après la soviétisation elle a pris une autre forme et est devenue franco-soviétique. Les Azerbaïdjanais, comme les autres nationalités soviétiques, sont alors considérés en tant que « citoyens soviétiques ».

1.2. La France : nouvelle destination des migrants azerbaïdjanais – les raisons et les perspectives

Cette partie de notre recherche consistera essentiellement en l'étude de la formation de l'immigration azerbaïdjanaise en France. Au cours de XIXème siècle, l'installation des Azerbaïdjanais en France devient très répandue. Les riches pétroliers azerbaïdjanais y voyagent beaucoup et achètent des biens immobiliers pour ses proches. La révolution de 1905 ramena une grande partie des réfugiés de la Russie vers la France durant l'été 1907. Les parents issus de familles aisées envoient leurs enfants en France afin de poursuivre leurs études. En 1919, le Parlement de l'Azerbaïdjan en vertu d'une proposition de la gouvernementale, vote la loi sur l'envoi à l'étranger, sur le budget de l'État, de 100 étudiants pour une formation supérieure. La plupart entre eux restèrent définitivement en France. Pour obtenir la reconnaissance internationale de la jeune république, y compris par les grandes puissances, le gouvernement et le parlement de la RDA prendront la décision le 28 décembre 1918 d'envoyer une délégation spéciale sur la conférence de paix de Paris. Un peu plus tard, l'installation prit une nouvelle forme et devint une migration cette fois-ci politique liée à l'effondrement de la RDA. Donc, la première étape de l'émigration data des années trente du vingtième siècle. Elle commença en avril 1920 tout de suite après la chute de la République Démocratique Azerbaïdjanaise (RDA). La masse considérable de la première émigration fut constituée par ceux qui à cette époque quittèrent les frontières de l'Azerbaïdjan Soviétique. Le passage illégal de la frontière sera le sujet de grandes difficultés et d'immenses risques. La délégation azerbaïdjanaise de la conférence de paix de Versailles ainsi que les 100 étudiants (45 en France) envoyés en Europe se transforma en premiers immigrés azerbaïdjanais de la France. R. Aboutalibov (2004) souligne que la première association des émigrants azerbaïdjanais en Europe a été créée à Paris. Après la date du 28 avril 1920, les diplomates azerbaïdjanais ainsi que les hommes d'affaires se trouvant en France, créaient l'association émigrante azerbaïdjanaise à la tête avec Ali Mardan bey Toptchibachi. L'amicale des étudiants était présidée par D. Ragimov.

En parlant de l'immigration azerbaïdjanaise en France, R. Aboutalibov (2006 : 26-31) présente trois périodes et raisons : la première était liée avec l'arrivée au pouvoir des bolcheviks et l'installation de la première délégation diplomatique en France. L'auteur souligne qu'un peu plus tard cet exemple sera suivi par certains diplomates accrédités et des représentants de l'intelligentsia ainsi que par des militaires et des membres de la bourgeoisie. Après 1925, les étudiants faisant leurs études en Europe et se trouvant dans la pauvreté

rejoindront au rang des premiers émigrés. La deuxième étape de l'émigration a été réalisée principalement après 1945, par les anciens prisonniers de guerre non retournés dans le pays natal. Ils n'avaient plus le choix, particulièrement après que Staline ait annoncé : « les vainqueurs jugent ». Parmi cette catégorie, il y avait ceux qui se sont battus bravement dans les rangs des Résistances française et italienne. La troisième étape de l'émigration est apparue durant les années 1970-1980. La raison était la recherche d'un autre environnement.

Les relations diplomatiques franco-azerbaïdjanaises sociale et économique se sont rétablies juste après la deuxième indépendance du pays et ont débuté le 31 décembre 1991. La France devient le deuxième pays après la Turquie ayant reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan et ouvre son ambassade le 16 mars 1992 à Bakou. Le 20 décembre 1993 a été signé un « Accord sur l'amitié, la compréhension mutuelle et la coopération » entre la France et l'Azerbaïdjan. Un an après, le 20 octobre 1994 c'est l'Azerbaïdjan qui a procédé l'ouverture de son ambassade à Paris.

Signature de « Accord sur l'amitié, la compréhension mutuelle et la coopération » entre la France et l'Azerbaïdjan par le président de la République, M. François Mitterrand et le président de la République d'Azerbaïdjan Heydar Aliyev. Palais de l'Élysée, Paris, 20 décembre 1993.



Source : www.history.az

La France copréside aussi du *Groupe Minsk* de l'OSCE qui est chargé de chercher une solution pacifique au conflit du Haut-Karabakh. Les deux présidents azerbaïdjanais, Heydar

Aliyev et Ilham Aliyev ont effectué leurs premières visites officielles en France. Pour la suite, les relations franco-azerbaïdjanaises se sont développées en trois secteurs : politique, économique et culturel. En 1993, l'Azerbaïdjan entre à l'UNESCO. En 1994, c'est la compagnie *Total* qui présente la France dans le *Əsrin müqaviləsi (Contrat du siècle)*¹²¹. En 1996, la France a rejoint le contrat sur l'exploitation du gisement de pétrole « Chahdeniz ». Aujourd'hui, des groupes d'amitiés parlementaires existent au sein du Sénat français, de l'Assemblée nationale et du Parlement azerbaïdjanais. Le président du Sénat, C. Poncelet s'est rendu en Azerbaïdjan en juillet 1999 et le président du groupe d'amitié sénatorial, M. Ambroise Dupont, s'y est rendu à de nombreuses reprises, dernièrement le 11 avril 2005 pour inaugurer le Centre Culturel Français. Les échanges commerciaux entre la France et l'Azerbaïdjan ont fortement progressé au cours des deux dernières années atteignant en 2008 pour la première fois la somme de 1,8 Md €. Nous pourrions continuer cette liste parce que les relations franco-azerbaïdjanaises sont en constante¹²².

¹²¹ TOTAL est présent depuis 1993 en mer Caspienne et depuis 1996 en Azerbaïdjan. Le South Caucasus Pipeline Company — TOTAL détient 10 %, du gazoduc qui achemine le gaz produit sur Shah Deniz vers les marchés turc et géorgien. Total possède aussi 5 % de part de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) qui relie Bakou à la mer Méditerranée. En 2010, la production de Total dans cette région s'est établie à 23 kbep / j, représentant 1 % de la production totale du groupe.

Əsrin müqaviləsi — Le 20 septembre 1994 a été signé un accord, sur le « partage de la production » des gisements pétroliers Azérie, Chirag, Gunesli situés dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne. Pour les raisons historiques, l'importance politique et internationale, cet accord a été appelé le *Contrat du siècle*. Les 13 entreprises (Amoco, BP, McDermott, Unocal, SOCAR, Lukoil, Statoil, Exxon, Petrol Turc, Pennzoil, Itochu, Ramco, Delta) de 8 pays (Azerbaïdjan, États-Unis, Royaume-Uni, Russie, Turquie Norvège, le Japon, l'Arabie saoudite).

¹²² Plus d'informations sur le site de l'ambassade de France en Azerbaïdjan <http://azambassade.fr>.

Signature de l'accord sur la création du lycée français



Source : L'ambassade de France à Bakou, visite du président de la République en Azerbaïdjan, <http://ambafrance-az.org/Visite-du-president-de-la>

Pour la première fois dans l'histoire, le président de la République française M. Nicolas Sarkozy s'est rendu le 7 octobre 2011 en Azerbaïdjan. En présence de deux Présidents ont été signés certains protocoles de projets communs en matières d'environnement, de tourisme, de finance ainsi qu'a été déposée la première pierre du Lycée français de Bakou.

2. Les grands noms de l'immigration azerbaïdjanaise

2.1. Des personnes de même destin

Dans ce chapitre nous voudrions porter notre intérêt sur biographies des migrants azerbaïdjanaïses célèbres qui restaient inconnus pendant presque toute l'époque soviétique aussi bien pour leurs compatriotes que pour les citoyens de leur pays de résidence. L'idéologie soviétique efface dans l'esprit des gens toute l'histoire du mouvement d'indépendance nationale et de la République Démocratique d'Azerbaïdjan. Malgré la politique consistante des Soviétiques, à occulter l'histoire, aujourd'hui après 70 ans, des précieux documents sortis des archives retrouvent leur place. Sachant que lors de six premiers mois suivant l'installation du régime soviétique, il y eut des millions de personnes qui quittent la Russie, parmi eux se trouvait aussi des Azerbaïdjanaïses (Ibrahimli, 1996). Pendant la période soviétique, ces personnes ont été nommées *ennemis du peuple* ou *bourgeois nationaliste*. Des articles et des livres publiés par les plus connus furent interdits à la lecture. La plupart d'entre eux choisirent la France comme deuxième patrie. Parmi eux nous rencontrons des diplomates, les fondateurs de la première république, des étudiants, les familles de riches industriels du pétrole, des prisonniers de la Grande Guerre ainsi que des révolutionnaires. En étudiant la vie des migrants, nous voudrions porter notre intérêt sur leurs biographies et présenter quelques-uns des plus connus. Il est évident que ces quelques pages n'apporteront aucune réponse directe sur la vie de ces personnes de renom et nous nous voudrions signaler que cela pourrait être le sujet d'une autre recherche et que chacun de ces personnages mérita une étude plus approfondie.

Nous signalons en même temps que dans ce chapitre nous présentons des entretiens réalisés avec des migrants encore vivants. Pour certains nous avons rencontré leurs enfants et leurs proches. Quelques personnes ont cependant refusé ces entretiens par désintérêt pour le pays d'origine de leurs parents. Par contre, nous confirmons que le sujet reste toujours ouvert et que dans les archives françaises il reste encore beaucoup d'informations à découvrir.

2.2. Les précieuses découvertes de Ramiz Aboutalibov

*Mon intérêt était plus fort que ma peur*¹²³



Source : [www.google.fr / images](http://www.google.fr/images)

Avant d'entamer cette partie, il est utile de connaître les précieuses découvertes de Ramiz Aboutalibov, l'un des meilleurs experts de la biographie des immigrés azerbaïdjanais en France. Né en 1937 à Gandja et originaire de Nakhitchevan, R. Aboutalibov a été diplomate entre 1971-79 et 1985-92 au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture (UNESCO) à Paris. Pendant la période soviétique, il est le chef du Département des Relations Internationales du Comité central du Parti communiste de l'Azerbaïdjan, membre du Parlement et chef de la Commission des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan au Soviet suprême. Il est aussi co-auteur de quatre livres sur le conflit du Karabakh publiés entre 1989 et 1992. Depuis 1993, il sert comme ambassadeur à titre personnel pour le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères et en tant que Secrétaire général de l'Azerbaïdjan pour la Commission de l'UNESCO. Son nom apparaît parmi les 269 diplomates de l'ex-Union soviétique figurant dans l'Encyclopédie britannique (1990). En 1998, en raison de son rôle dans le renforcement et le développement des relations amicales franco-azerbaïdjanaises, il fut décoré par le président J. Chirac de la médaille de la *Légion d'honneur*.

Le rôle de Ramiz Aboutalibov dans la recherche des Azerbaïdjanais de la France est inestimable. Cependant, son courage et ses efforts peuvent sembler naturels et même

¹²³ Interview avec Ramiz Aboutalibov le journal *Az-Media* N° 07(50) octobre 2004

prosaïques de nos jours. Pourtant à cette époque pour les diplomates soviétiques même un simple contact avec les émigrés était considéré comme un acte hostile. Avoir des parents à l'étranger pouvait mettre fin de carrière d'un diplomate. Il risquait d'être expulsé du pays sous 24 h à cette époque et bien sûr de perdre son travail. Soulignons que lui seulement put obtenir la confiance de ses compatriotes qui lui confieront des photos de famille, des documents rares ainsi que beaucoup d'événements historiques enregistrés. Tout commença par des recherches dans les archives à Paris et des retrouvailles inestimables pour l'histoire contemporaine de l'Azerbaïdjan. Notamment, pour la première fois Ramiz Aboutalibov donne au public azerbaïdjanais des informations sur les premiers émigrés politiques azerbaïdjanais de France, l'information sur les enseignants des universités de France et d'Europe d'origine azerbaïdjanais, sur la participation des soldats azerbaïdjanais dans la Résistance française, sur le sculpteur Zeynal Aliyev, Dudenguinski-Fetelibeyli, Selim Turan¹²⁴ méconnus au pays, sur l'intérêt de la France envers le pétrole azerbaïdjanais, sur l'organisation de l'opérette *Archin mal alan*¹²⁵ jouée en français le 4 juillet 1925, au théâtre de *Femina* à Paris et bien d'autres des éléments encore. Il découvre aussi la première traduction du poème *Les Sept Beautés* de Nizami de Gandja, le livre de Jusif Vezir Tchemenzemenli, la copie de deux comédies de M. F. Akhoundov publiées à 1904 et 1906 à Paris, l'article sur Nariman Narimanov publié en 1925 à Paris, les lettres de Djeyhoun Hadjibeyli, l'un des délégués de l'Azerbaïdjan à la Conférence de la Paix de Paris en 1919 et frère du célèbre compositeur Uzeir Hadjibeyli, les documents sur le chef de la mission de la Conférence de la Paix, Ali Mardan bey Toptchibachi ainsi que Mamed Emin Rasoulzade et beaucoup autres. C'est aussi lui qui entra en confiance avec des migrants dans les années 70 à Paris et consacra ses recherches aux immigrés politiques en France issus de la première République d'Azerbaïdjan. Toutefois, cette confiance fut difficile à établir, car les émigrés pensaient que tout diplomate ou fonctionnaire soviétique ne pouvait qu'être un membre du KGB.

¹²⁴ Selim Turan (1915 Istanbul -1994 Paris), fils de Ali bey Husseynzade.

¹²⁵ *Archin mal alan* est une comédie musicale azerbaïdjanaise composée en 1913 par Uzeir Hadjibeyli (1885-1948), le premier auteur qui créa l'opéra et l'opérette en Orient. Artiste de renom, il a été également à l'origine de la création de l'Académie des Sciences d'Azerbaïdjan. L'opéra *Koroğlu* le chef-d'œuvre d'Hadjibeyli décerna en 1938 par Staline, le titre de « Meilleur opéra soviétique ».

2.3. Ali Mardan bey Toptchibachi



Source : [www.google.fr / images](http://www.google.fr/images)

À différentes périodes de l'histoire du début du XX^{ème} siècle, le mouvement national azerbaïdjanais recherche à développer la démocratie. La vie d'Ali Mardan Toptchibachi (1859-1934) se situe exactement à l'époque de la naissance et du développement du djadidisme, du panturquisme et du nationalisme. Ali Mardan bey, né en 1859 à Tbilissi, est scolarisé en 1865 dans un gymnase de sa ville natale et continue ses études entre 1884-1888 en histoire et philologie à l'Université de Saint-Pétersbourg¹²⁶. Après l'Université, le conseil scientifique du département de la faculté de Droit décida de lui proposer un poste de professeur. Cependant, la loi impériale de 1888 n'autorisait pas le travail des non-chrétiens à l'Université, ce qui lui amène à rentrer à Bakou. Entre 1897 et 1917, il fut l'un des organisateurs et rédacteurs du journal *Kaspi*. Devenu l'un des premiers fondateurs de réforme intellectuelle des musulmans et dirigeant du mouvement sociopolitique de la Russie tsariste, A. M. Toptchibachi sera en août 1905 parmi les organisateurs du I^{er} Congrès des musulmans de Russie à *Nizhniy Novgorod*. En 1906, il est aussi parmi les leaders du premier parti politique dit « Union des musulmans de la Russie » (*Ittifagi-Muslimin*). En tant que membre

¹²⁶ À l'époque de la Renaissance, dans l'enseignement scolaire sont apparues un certain nombre des nouvelles écoles humanitaires connues comme lycées, gymnase. La première école latine est établie en 1510 à Londres. En Allemagne, elle était construite en 1526 à Nuremberg. Elle est fondée en Russie (Moscou) seulement en 1703 par pasteur luthérien Ernst Gluck. Source : www.wikipedia.org.

de la Ire Douma d'État, il signe en juillet 1906 le « Manifeste de Viborg » et sera condamné à trois mois de prison¹²⁷.

L'activité politique d'Ali Mardan bey se développe pendant les révolutions de Février et Octobre 1917. En 1918, il fut l'un des fondateurs de l'indépendance de l'Azerbaïdjan et ne put rester que trois mois au pays. D'abord il devint ministre sans portefeuille à Gandja, ensuite ambassadeur azerbaïdjanais en Géorgie et en Turquie. Le 28 décembre 1918, il fut élu par le parlement de l'Azerbaïdjan comme chef de la délégation sur la conférence de la paix de Versailles. Arrivant à Paris en mai 1919, Ali Mardan bey mène une activité dynamique en publiant 12 bulletins d'informations et plusieurs articles dans la presse française. Après huit mois de travail, le 12 janvier 1920, l'indépendance de l'Azerbaïdjan fut reconnue *de facto*. A. M. Toptchibachi eut un rôle exceptionnel dans la maintenance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan durant les 23 mois de son existence. Avec la chute de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, la vie diplomatique de Toptchibachi, comme celle du reste de la délégation, change et il connaît une nouvelle vie - émigrée. Le reste des 14 ans de sa vie, il vécut en exil en France avec beaucoup de difficultés. Il garda ses responsabilités malgré toutes les difficultés financières et resta l'un des leaders de l'émigration politique des années vingt et trente, continuant son combat jusqu'à la mort pour la liberté et les droits de son peuple ainsi que pour l'indépendance de son pays.

Entre 1920 et 1934, A. M. Toptchibachi vécut à Paris et continue ses activités politiques avec la publication d'un livre sur des hommes littéraires, d'articles dans les journaux et des magazines sur l'histoire, la géographie, la littérature ainsi que sur la création de la RDA. À la question de savoir pourquoi Ali Mardan bey choisit Paris alors que la plupart des migrants politiques ainsi que les leaders de la RDA s'installaient en Turquie, R. Aboutabilov explique que Paris pouvait être choisie comme une ville de résidence pour deux raisons, premièrement la possibilité de continuer les pourparlers avec les dirigeants des grandes puissances sur l'indépendance de l'Azerbaïdjan et deuxièmement, Toptchibachi était toujours pour l'unification et l'indépendance du Caucase or, Paris rassemblait tous les anciens gouvernants de l'Arménie, de la Géorgie et du Caucase du Nord. Les efforts d'Ali Mardan bey ne seront pas inutiles : le 10 juin 1921 fut signée la déclaration de l'Union des

¹²⁷ « **Le Manifeste de Vyborg** » est signé le 9/10 juillet 1906 par un groupe de députés de la première Douma d'État pour protester contre la dissolution anticipée du Parlement. Sa préparation eut lieu à Vyborg, non loin de Saint-Pétersbourg.

Républiques du Caucase. Quatorze ans après, un autre document se met en place le pacte de la Confédération Caucasienne (Aboutabilov, 2006 : 46).

R. Aboutabilov (2006), cite aussi quelques lettres d'A. M. Toptchibachi adressée à Dj. Hadjibeyli en montrant les difficultés financières de ce grand homme politique. Nous en présentons quelques-unes :

Notre situation matérielle est mauvaise : 100 francs reçus à titre de prêt de la délégation de Géorgie sont déjà dépensés. Nous pouvons à peine vivre le mois de février, après c'est un scandale. 29 janvier 1920

J'ai reçu votre lettre, dans laquelle vous me demandez une aide financière. Ni moi, ni la caisse de la délégation ne possédons plus d'argent... 30 juillet 1928

L'humeur, particulièrement liée avec les événements de derniers jours est affreuse. Les dettes sont augmentées, il y a le froid et l'absence complète des ressources... 14 mai 1932 (Aboutabilov, 2006 : 50).

Ali Mardan bey a décédé le 5 novembre 1934 dans la région parisienne, à Saint-Denis, et est enterré dans le cimetière de Saint-Cloud. Une partie des descendants d'Ali Mardan Toptchibachi est restée en France tandis que l'autre partie vit actuellement en Turquie. Dans la délégation envoyée à Paris, il y avait le fils d'Ali Mardan bey, Alekber bey Toptchibachi (1896-1977), qui a joué le rôle de secrétaire de la délégation. Le numéro 11 du journal *Prométhée* de 1934 consacra un numéro publication entière à Ali Mardan. La femme d'Ali Mardan bey, Peri Topchibachi (1973-1947) ainsi que ces deux fils Ali Akbey bey (1896-1977) et Rachid bey [1900-1926] sont enterrés dans le cimetière de Saint-Cloud (Aboutabilov, 2008).



*Мемориальная доска на доме по адресу ул. Де-
кампа, д. 37 в Париже, где жил А. Топчибашиев*

Source : archive de Ramiz Aboutalibov

En 1997, pour la commémoration d'A. M. Topçibachi, est apposée une plaque commémorative au numéro 37 de la rue Descamps de Paris où vécut le président du Parlement RDA pendant une période.

BULLETIN D'INFORMATIONS
DE
L'AZERBAÏDJAN

ORGANE BI-MENSUEL

RÉDACTION : Hôtel Claridge, 74, avenue des Champs-Élysées, PARIS (VIII^e)

—* TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 48-13 —*

En Dépôt aux ÉDITIONS ERNEST LEROUX, 28, rue Bonaparte, Paris-VI^e

La reconnaissance des Républiques transcaucasiennes

Paris, le 10 février 1920

A Son Excellence

M. l'ambassadeur des États-Unis
d'Amérique,

Paris.

Les soussignés, présidents des Délégations de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, ont l'honneur de déclarer ce qui suit à Son Excellence M. l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Paris :

Les deux Républiques transcaucasiennes, savoir : la Géorgie et l'Azerbaïdjan, viennent d'être reconnues en tant qu'États indépendants, *de facto*, par le Conseil suprême des grandes puissances alliées siégeant à Paris, c'est-à-dire par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, le Japon ayant adhéré par la suite à cette décision. La reconnaissance *de facto*, sans parler de la reconnaissance formelle et définitive, n'a pas été jusqu'ici accordée aux Républiques transcaucasiennes par la Puissance qui, aux yeux de leurs peuples, incarne le mieux les grands principes de liberté et de justice par les États-Unis.

Or, dans ces derniers temps, de nombreuses missions américaines ont visité les pays susmentionnés et ont réuni sur ces Républiques toutes les informations nécessaires. Le Gouver-

nement fédéral n'ignore pas les sentiments de sympathie qu'inspire le pays américain aux pays transcaucasiens, ni leur désir d'entrer en relations suivies avec la grande démocratie américaine, et cela indépendamment de la décision que l'Amérique prendra en ce qui concerne les responsabilités à assumer par elle dans certains pays de l'Asie antérieure.

Aussi est-il naturel que les peuples et les Gouvernements de Géorgie et d'Azerbaïdjan attacherai-ent une très grande importance à ce que leur indépendance fût, dès maintenant, reconnue aussi par les États-Unis.

Les soussignés ont, par conséquent, l'honneur de prier Son Excellence de bien vouloir transmettre ce qui précède au Gouvernement qu'Elle représente, et de ne pas refuser son appui personnel à ce que la Géorgie et l'Azerbaïdjan soient au plus tôt reconnues en tant que Républiques indépendantes par le Gouvernement de Washington.

Le Président de la Délégation
géorgienne,

Signé : M. TCHÉIDZÉ.

Le Président de la Délégation
D'AZERBAÏDJAN :

Signé : M. TOPTCHIBACHEFF.

2.4. Djeyhoun bey Hadjibeyli



Source : [www.google.fr / images](http://www.google.fr/images)

La délégation de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, envoyée à Paris sur décision du Parlement, fut la première mission diplomatique dans laquelle il eut la tâche d'exprimer la volonté et le désir de la nation pour son indépendance azerbaïdjanaise. La délégation était composée de personnalités politiques et publiques qui ont consacré leur vie à la lutte pour l'indépendance. Parmi eux il y a aussi Djeyhoun bey Hadjibeyli (1891-1962), frère cadet du compositeur Uzeir bey Hadjibeyli. Diplômé de la Sorbonne et de l'École des Sciences politiques de Paris (1910-1915), il est connu comme un écrivain passionné et un grand musicologue. Lors de la déclaration de la RDA, il était le rédacteur en chef du journal *Azerbaïdjan* publié en russe. Les articles de Djeyhoun bey sur la gravité des problèmes sociaux et culturels furent publiés dans des journaux russes de Bakou et du Caucase ainsi que dans la « Revue du Monde Musulman » et la « Revue asiatique » à Paris.

En 1919, il était consultant dans la délégation. La même année, il publia son livre *La première république musulmane : l'Azerbaïdjan*, en langue française à Paris. Il vécut aussi une séparation totale avec ses proches et son pays d'origine. Après les événements des années 1920, Djeyhoun Hadjibeyli est obligé de rester jusqu'à la fin de sa vie à Paris où il propage la culture azerbaïdjanaise en France.

En 1925, il traduit en français l'opérette mondialement connue de son frère Archin mal alan et la met en scène en 1928 à Paris. Durant son exil à Paris, il s'occupe de la recherche et publie quelques livres en 1930, *Histoire de la presse azerbaïdjanaise*, en 1933, *Le dialecte et folklore du Karabakh (Azerbaïdjan du Caucase)*. Son dernier travail, *La*

Propagande anti-Islam et ses méthodes en Azerbaïdjan sont publiés en 1959 dans les *Cahiers du monde russe et soviétique*. En 1953, il est l'un des fondateurs de la station de radio Azadlıg (Liberté), version azerbaïdjanaise de Radio Liberty à Munich diffusée dans tous les pays de l'Est.

En 1952, il devient rédacteur en chef du journal *Azerbaïdjan* publié à Munich et continue ses activités publicistes dans la revue *Journal Asiatique* et publie un certain nombre d'articles sur l'histoire, la langue et la littérature de l'Azerbaïdjan. Au cours de son activité scientifique, il devient membre de l'Académie française d'Etude Orientales ainsi que l'un des membres les plus actifs de l'Institut pour l'étude de l'Union soviétique à Munich (Aboutalibov, 1998).

Staline était aussi intéressé par le retour de Djeyhoun bey et parlait de lui avec son frère aîné. D'après les souvenirs de Ramazan Khalilov, en 1938, il y eut un dialogue entre Staline et Uzeir bey durant la journée de l'art azerbaïdjanais à Moscou.

Staline : *à ma connaissance votre frère cadet habite en France ? Avez-vous des correspondances ?*

Uzeir bey : *auparavant on en avait, camarade Staline, ces derniers temps on n'en a pas.*

Staline : *pourquoi ? Y a-t-il des choses qui vous empêchent ?*

Uzeir bey : *non !*

Staline : *dommage que vous ne vous correspondez pas. Envoyez-lui une lettre, peut-être il désire de retourner au pays. S'il revient, il aura un travail et logement. Envoyez absolument une lettre.* Djeyhoun bey refusa cette demande¹²⁸.

Djeyhoun Hadjibeyli a meurt le 22 octobre 1962 et est enterré à Paris. Le fils aîné de Djeyhoun Hadjibeyli tombe dans le combat contre la Wehrmacht. Timouchin Hadjibeyli, son fils cadet, est né en France et a été naturalisé français. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il a aussi participé à la Résistance française contre le fascisme. Djeyhoun bey, sa femme Zahra Hadjigassimova et ses deux fils, sont enterrés dans le cimetière de Saint-Cloud (R. Aboutalibov, 2008).

¹²⁸ Ramazan Khalilov dirigea entre 1975-1999 le musée d'Uzeir bey Hadjibeyli et fut son assistant.

En 1990, le fonds d'archives de Djeyhoun bey contenant 20 dossiers de 500 documents, est confié aux Archive Centrales d'Azerbaïdjan par Ramiz Aboutalibov.

Le manuscrit de Djeyhoun Hadjibeyli « Comment a été créé le premier opéra azerbaïdjanais ».

Как была создана
первая азербайджанская опера.
1/2 Кое-кто из нас знает Хасейну Хад-
кейдегли, соавтора оперы «Меджисун»
С самого начала ~~мы~~ как о драме, узе-
рою - не зная былого языка - влекло к себе.
Ке. Сама и урта Карабах, особенно его ко-
воинской долины - Мушгой - была полна ро-
мантической и героической вдохновения, в
областях Марикета и Итзыи.
Самые талантливые певцы и сазанджары - уро-
женцы Карабаха, среди них Хаджи Гусе
и Карянджоглу - певцы - и Садыкгулям - по-
рокой - могли даже спеться за рекой.
Было много певцов и ~~музыкантов~~ не цыган-
скими, голоса и игра ~~на~~ ~~органе~~ не цыган-
ская и была как бы и молодого Хамедде
и сазанджар.

Archives d'État de littérature et l'art S. Mümtaz : l'archive des lettres de Djeyhoun Hadjibeyli

Œuvre publiée de Dj. Hadjibeyli :

Djeyhoun bey Hadjibeyli, *Le dialecte et folklore du Karabakh (Azerbaïdjan du Caucase)*, Extrait du Journal Asiatique Janvier-Mars, Paris, 1933.

2.5. Umm El Banu Assadoullayev – Banine,

*Gazelle aux yeux noirs*¹²⁹



Photo de l'archive R. Aboutalibov

Pendant la période de l'établissement du pouvoir soviétique, la plupart des intellectuels, les représentants des classes riches ne réussissent pas à s'adapter à la dictature des bolcheviks et furent obligés d'émigrer. Aujourd'hui, on redécouvre les noms des émigrés ainsi que les documents d'archives qui permettent aux générations d'aujourd'hui et demain pour mieux comprendre le passé et surtout la situation de l'Azerbaïdjan et du Caucase au début du siècle dernier.

Jusqu'à l'année 1987, le nom de Banine reste aussi inconnu des lecteurs azerbaïdjanais, avant qu'apparaissent les premiers articles sur elle dans des journaux comme *Gobustan*, *Gandjlik*, *Azerbaijan*. Umm El Banu Assadoullayev, pseudonyme Banine, est née en 1905 à Bakou, dans une famille de riches industriels de pétrole. Ses deux grands-pères Agha Musa Naguiyev et Shamsi Assadoullayev sont connus comme les industriels pétroliers les plus riches de l'époque. Son père Mirza Assadoullayev (1875-1938) est ministre du Commerce et de l'Industrie de la RDA. Avant sa naissance, la mère de Banine est liée à la période de la révolution de 1905 et envoyée dans un village éloigné de la région de Bakou. Pendant l'accouchement, seule la petite Banine qui est survit. Elle et ses trois sœurs sont

¹²⁹ Ainsi qu'Ivan Bounine appela Banine.

élevées par une gouvernante allemande et des éducateurs européens. À treize ans seulement, avec ses trois sœurs selon le testament de son grand-père, elle devient millionnaire. Commençant très tôt l'enseignement, la jeune fille reçoit une très bonne éducation, étudie plusieurs langues étrangères et montre un très grand intérêt pour la littérature.

En 1924, après l'installation de ses proches en France, Banine saisit aussi une chance d'émigrer en Turquie. Mariée de force à l'âge de quinze ans, elle divorce de son époux qu'elle méprisait, l'abandonne à Constantinople et part pour Paris. Comme tous les émigrés, elle aussi pensait que la séparation avec le pays serait longue, mais en tout cas temporaire. Les cercles littéraires des années 1920 et 1930 de Paris influencent fortement ses propres recherches. Avant de commencer à rédiger ses mémoires en français selon les conseils de ses amis, Banine gagne sa vie en travaillant en tant que modèle, traductrice, vendeuse, secrétaire et autres métiers. En 1943, Jean Paulhan publie son premier roman *Nami*, qui sera bientôt suivi par deux récits autobiographiques, *Jours Caucasiens* en 1945 et *Jours parisiens* en 1947 (réédité en 2003). Aussitôt, ses derniers romans lui font connaître un succès énorme. Des personnes connues, comme André Malraux, Ivan Bounine, Nikos Kazantzakis, Henry de Montherlant et Ernst Jünger écrivent des lettres sympathiques à la jeune romancière du Caucase. Sa meilleure amie Nadezhda Teffila fait entrer dans l'Union des écrivains en exil de Russie¹³⁰. Dès la première rencontre de Banine avec Ivan Bounine, Lauréat du Prix Nobel de littérature, ce dernier admire la beauté orientale de Banine et l'appelle toujours, soit la *Princesse de Shamakhi*, ou la *Gazelle aux yeux noirs*¹³¹.

Plus tard, Banine écrit encore quelques romans (9 livres) et récits. En outre, elle fait aussi la traduction en anglais, russe, allemand de nombreux articles et essais, ainsi que les œuvres de Fiodor Dostoïevski, d'Ernst Jünger, etc. L'amitié avec E. Jünger dure presque cinquante ans et ainsi paraissent les ouvrages *Rencontres avec Ernst Jünger* (1951), *Jünger*,

¹³⁰ **Nadezhda Aleksandrovna Lokhvitskaya** pseudonyme Teffi, née le 21/05/1872 à Saint-Petersbourg morte le 06/10/1952 à Paris, était une humoriste et écrivain russe. Ses contes fortement dessinés fonction Field Marshals réduits à conduire des taxis, des ex-femmes de la noblesse russe à s'habiller comme des Gitanes pour servir le thé dans les cafés, et d'autres membres naufragés de l'ancienne élite de la Russie. Après la révolution d'Octobre, elle s'installa en France et participa à la publication de certains magazines. Un recueil de ses meilleurs contes, *Tout à propos de l'amour* (édition : La Presse française et étrangère) a été publié en 1985 et traduit en plusieurs langues.

¹³¹ **La Princesse de Shamakhi** est tirée du compte *Le Coq d'or (1834)* d'Alexandre Pouchkine. Il existe 33 lettres d'Ivan Bounine envoyés à Banine. Les copies des lettres ont été confiées par Banine au Fond de la Culture soviétique

ce méridional (1965), *Portrait d'Ernst Jünger : lettres, textes, rencontres* (1971), *Ernst Jünger aux faces multiples* (1989) (Voir l'une des ces lettres dans l'annexe p. 375, 376). Haïssant les Bolcheviques et leur pensée disant « la religion est l'opium du peuple », elle publie en 1959 le roman *J'ai choisi l'opium*. À cinquante ans, elle se convertit au catholicisme, le proclamant avec ironie contre les Communistes. Son dernier roman *Ce que Maria m'a raconté* est publié en 1991, un an avant son décès. Ses archives (livres, lettres, documents) sont confiées à l'écrivain allemand Rolf Stürmer, seul exécuteur testamentaire (Gouliyev, 2004).

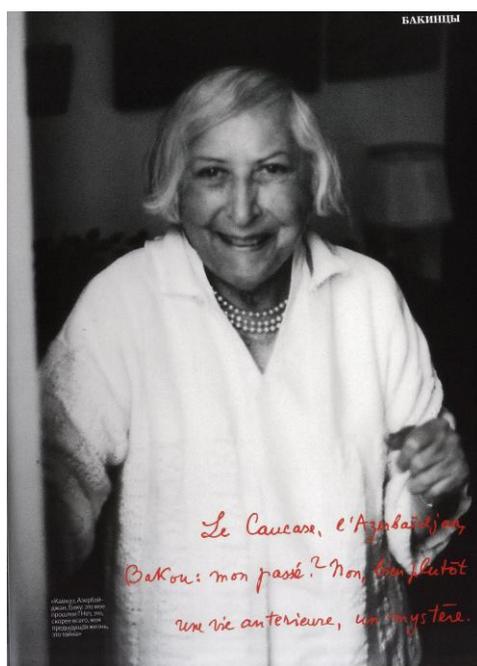


Photo d'archives R. Aboutalibov

Notons que Banine, tout au long des années, ignore les contacts avec ses compatriotes en émigration. Elle se soucie du fait que le pouvoir azerbaïdjanais se réconcilie facilement et sans lutte avec les Bolcheviques. En 1981, Ramiz Aboutalibov envoyant une invitation à une exposition de tapis azerbaïdjanais ne comptait pas sur la présence de cette fameuse dame. Mais au contraire, elle accepte son invitation et cette rencontre sera le début de leurs amitiés. Il accumule beaucoup de souvenirs de Banine. Dans l'une de ses rencontres avec elle, il lui fait faire connaissance avec un peintre azerbaïdjanais. Avant son départ, l'artiste offre à Banine deux boîtes de caviar. Ayant une « langue acérée » Banine prend le cadeau et répondit avec ironie : *est-ce tout ? En partant, nous avons laissé beaucoup plus que cela.*

Hasan Gouliyev divise le travail de Banine en deux parties : les œuvres contenant des sujets et des éléments sur l'Azerbaïdjan, plutôt mémoratives et rétrospectives et les œuvres

exposant des thèmes français et européens. Et pourquoi ? L'auteur explique cette double tendance autobiographique dans ces ouvrages, car elle appartenait à deux mondes : avec ses origines azerbaïdjanaises à l'Orient et avec sa mode de vie et son éducation à l'Occident (Gouliyev, 2004 : 61-62)¹³².



Photo d'archives R. Aboutalibov

Umm El Banine Assadoulayev s'éteignit le 23 octobre 1992 à l'âge de 87 ans à Paris. Son père, Mirza Assadoulayev (1875-1938), a meurt à Paris et a été enterré dans le cimetière de Bobigny. La tombe de son jeune frère Nadir (1919-1939) et celle de sa sœur aînée Govsar se trouvent juste à côté. Les autres grandes sœurs de Banine, Suraya (la tombe n'a pas été retrouvée) et Kübra sont aussi enterrées à Paris dans le cimetière des Batignolles. Le beau-frère de Banine, Shamsi (fils de second mariage Mirza) mort aussi à Paris (R.Aboutalibov 2008).

Outre ouvrages cités, Banine a également publié :

Après, Stock, 1962, *L'Homme des Complémentaires*, La Table Ronde, 1977.

¹³² Dans les deux romans *Jours Cauciens* et *Jours parisiens*, Banine décrit avec passion les événements tragiques et difficiles de sa vie et celle de sa famille au pays et l'émigration aux lecteurs français et européens.

2.6. Irène Mélikoff

*L'Azerbaïdjan soviétique était pour nous un sommet intouchable*¹³³



Source : www.turcologie.u-strasb.fr

Dans l'histoire de l'immigration, on rencontre souvent des personnes nées après la migration de leurs parents. On les nomme *enfants d'immigrés* qui bénéficient de deux cultures : celle de leurs parents et celle de leur lieu de résidence. Ils ne sont pas considérés comme immigrés parce qu'ils n'ont franchi aucune frontière d'une part et d'autre part ils ont la nationalité de pays de résidence.

Un destin comparable caractérise Irène Mélikoff, une éminente scientifique turcologue, grande spécialiste des cultures de l'Orient, spécialiste de renommée mondiale de l'Islam hétérodoxe turc. Née le 7 novembre 1917 (25 octobre selon l'ancien calendrier russe) à Petrograd (actuelle Saint-Pétersbourg) après la révolution Octobre¹³⁴, elle sera obligée de quitter la Russie avec sa famille pour s'installer d'abord en Finlande et deux ans après à Paris. Son père Iskender Mélikov (1876-1948) est un riche homme d'affaires de Bakou associé avec les frères Nobel. Au début du XXème, étant toujours en déplacement entre Saint-Pétersbourg

¹³³ Interview de Fazil Rehmanzade avec Irène Mélikoff *Ayriliq kədəri yaman olurmuş* (La douleur de la séparation est affreuse) in : *Azərbaycan müəllimi*, 1988 novembre, Bakou, Kommunist.

¹³⁴ Dans mon premier entretien avec Mme Mélikoff, elle se plaisait à comparer son âge avec la Révolution d'Octobre.

et sa ville natale, il rencontre et épouse la belle ballerine russe Eugénie Mokchanoff. En 1922 est né le frère d'Irène, André Mélikoff, qui deviendra ingénieur et s'installera au Canada. La petite Irène dès son enfance partage trois cultures et parla trois langues : le russe avec sa maman, l'anglais avec sa gouvernante et le français, langue de sa patrie d'adoption. Son père étant diplômé de l'Université Suisse connaissait encore quelques langues étrangères et préférait parler azerbaïdjanais avec sa fille. Cela s'explique pour ses sentiments liés à sa patrie. Après le lycée, elle s'intéresse à l'histoire de l'Islam et pour être proche à sa culture paternelle commence à apprendre le turc. À cette période, elle découvre dans la bibliothèque de son père le Divan de Hafiz, les œuvres de Sa'di et les quatrains d'Omar Khayyâm qui influencent ses études supérieures. Vers la fin des années 1930, elle continue ses études à l'Ecole Nationale des Langues Orientales à Paris. Avec le commencement de la Deuxième Guerre mondiale, elle interrompt ses études, se marie (1940) avec Faruk Sayar et s'installe (1941) en Turquie¹³⁵. À Ankara, elle enseigne au Collège American d'Izmir et met au monde ses trois filles Belkis Sonia, Laden et Shirin Laure.

Après sept années de la vie maritale en 1948, Mme Mélikoff avec ses deux filles rejoint Paris et se prépare à accoucher de sa troisième fille. Son mari ne retourne plus après 1948 en France et se marie encore deux fois. Grâce à sa mère qui prend en charge l'éducation de ses enfants, elle reprend ses études à l'université. D'abord elle prépare un diplôme de persan, un diplôme de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, une licence ès lettres et, enfin, en 1957, elle soutient son doctorat ès lettres à la Sorbonne. Encore étudiante à l'université, elle s'engage dès 1951 en tant que chercheuse au CNRS. En 1954 parut son premier livre *Le Destan d'Umur Pacha*. Son deuxième livre en deux volumes, intitulé *La Geste de Melik Danishmend*, paraît en 1960 et lui valait le titre de Docteur-Es-Lettres. En 1963, elle devient directrice de recherche au CNRS. En 1968, elle est invitée à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg et devient directrice des Instituts d'Etudes Turques et Etudes Persanes¹³⁶. En 1969, professeure titulaire de l'Université de Strasbourg, Mme Mélikoff fonde avec Georges Livet la revue *Turcica*¹³⁷. Ses recherches l'ont orientée vers l'Anatolie, les

¹³⁵ Faruk Sayar est le fils de Salih Zeka Sayar un mathématicien célèbre de Turquie.

¹³⁶ Le département d'Etudes Turques a été créé en 1962 par Professeur René Giraud, spécialiste des inscriptions de l'Orkhon en Mongolie.

¹³⁷ *Turcica* est une revue publiée depuis 1969. Elle réunit des articles des savants des différents pays les plus compétents et les plus novateurs, des spécialistes de la Turquie et des peuples turcs. Sous la direction d'Irène Mélikoff, *Turcica* publia vingt numéros et devint l'une des revues les plus importantes du domaine turcologique.

Balkans, l'Azerbaïdjan, l'Iran et l'Asie Mineure. Plus de 70 articles rédigés par Irène Mélikoff ont été publiés dans l'Encyclopédie de l'Islam. Se sentant très proche de la sensibilité, du rite et des croyances des Alévi-Bektachis, Irène Mélikoff, consacre encore quelques œuvres précieuses à l'alévisme : *Abu Muslim, le « Porte-Hache » du Khorasan* (1966), *Sur les traces du soufisme turc* (1992), *Hadji Bektâchî : un mythe et ses avatars* (1998), *Au banquet des Quarante. Exploration au cœur du bektachisme et de l'alévisme* (2001). À ce propos elle disait : *J'ai posé les premières pierres de l'étude du mouvement alévi-bektâchî. Maintenant il faut que vous continuiez ce travail, sinon il sera perdu*¹³⁸.

Poursuivant les travaux scientifiques, conférences, colloques et congrès, Mme Mélikoff organisait parallèlement en 1984, le premier colloque Franco-Azerbaïdjanais de Strasbourg. En même temps, elle fait publier des articles de Sara Achurbeyli, Oqtay Efendiyev, Ezizağa Memmedov dans *Turcica* et organise les séjours de musiciens azerbaïdjanais en France. Elle est aussi l'auteure d'une recherche sur la créativité de Khataï, des travaux de M. F. Akhoundov, le mouvement de Babek, de l'histoire de la dynastie des Safavides ainsi que d'un certain nombre de monographies. Elle était également l'une des membres actifs de la *Maison d'Azerbaïdjan en France* fondée à Paris par Cheyhoun bey Hadjibeyli. *La Maison d'Azerbaïdjan* (2005) de Strasbourg aussi était créée par son initiative.



90e anniversaire d'Irène Mélikoff à la Maison d'Azerbaïdjan. Photo d'archives de Mustafa Alinca

¹³⁸ Belkis-Sonia Philonenko *Hommage à Irène Mélikoff*, Strasbourg le 10 janvier 2009

Irène Mélikoff est inhumée selon le rite orthodoxe au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois, près de Paris, où reposent ses parents et de nombreux réfugiés de 1917. La fille aînée de Mme Mélikoff, Belkis Sonia Philonenko a été professeur en Littérature russe de l'Université de Strasbourg et directrice du Département d'Etudes Slaves. Sa dernière fille Shirin Melikoff est traductrice à l'Académie Diplomatique Internationale. Elle a été mariée avec l'une des figures importantes du mouvement alévi, Kasim Yeşilgül.

J'ai eu l'occasion de rencontrer quelquefois Mme Mélikoff. Notre première rencontre a eu lieu dans son appartement de Strasbourg au mois de mars 2008. La deuxième rencontre a été réalisée au mois de mars de la même année cette fois-ci avec Shirin Mélikoff qui connaît bien la communauté azerbaïdjanaise de Paris. Tout de suite j'ai senti que Mme Mélikoff était heureuse de voir la présence des étudiants azerbaïdjanais en France, presque impossible il y a quelques années. Notre conversation n'a duré qu'une vingtaine de minutes à cause de sa santé et les idées étaient vagues. Elle effectue sa première visite en Azerbaïdjan avec sa fille Shirin. Arrivant devant la bibliothèque *Mirze Elekber Sabir* de Bakou, elle s'arrête et ne pourra plus bouger jusqu'à ce qu'une personne de la foule qui l'attendait avec impatience sortie en disant en russe, *mais pourquoi vous n'osez pas entrer, ce bâtiment appartient à votre famille!* À ce moment, Mme Mélikoff sentira une grande souffrance morale tandis que sa fille Shirin était déjà entrée dans le bâtiment. Notre deuxième entretien a eu lieu quelques semaines plus tard toujours dans le même appartement avec Shirin Mélikoff. Elle partage non seulement l'histoire de sa famille, mais aussi donna de précieuses informations sur l'immigration azerbaïdjanaise. Au mois de décembre 2008, c'est à la Maison d'Azerbaïdjan de Strasbourg qu'est organisé le 90e anniversaire d'Irène Mélikoff.

Irène Mélikoff a été honorée pour ses recherches et travaux par des prix et distinctions suivants:

- *Légion d'Honneur du Ministère d'Education de l'Iran (1973)*
- *Diplôme d'Honneur du Ministère d'Etat de Turquie (1973),*
- *Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques (1978)*
- *Officier de l'Ordre des Palmes Académiques (1983),*
- *Médaille d'Honneur de la Société d'Histoire Turque (1982),*
- *Légion d'Honneur de la Commémoration de Mevlana (1982),*
- *Légion d'Honneur de l'Université de Strasbourg (1992),*

- *Chevalier de l'Ordre du Mérite (1994)*
- *Doctorat Honoris Causa de l'Université de Bakou (1996)*
- *Membre d'honneur de Azerbaijan Democratic Union of Intelligentsia (1990)*
- *Doctorat Honoris Causa de l'Université de Konya*
- *Prix spécial du festival international « Cinéma et Histoire », Istanbul (2007)*

2.7. Les premiers étudiants azerbaïdjanais en Europe durant la période de la République Démocratique d'Azerbaïdjan

Au milieu du XIX^{ème} siècle, pour faire suite à la conquête de l'Azerbaïdjan du Nord, le gouvernement russe sentait la nécessité d'introduire un nouveau système d'enseignement public, ce qui aurait assuré la formation de fonctionnaires pour soutenir la politique et la situation économique dans la province. Le *Seminaria* (Séminaire) Transcaucasien de Géorgie était un grand centre de la formation des pédagogues. À la fin du XIX^{ème} siècle, les jeunes (uniquement des garçons) azerbaïdjanais des familles les plus riches continuaient leurs études dans les établissements supérieurs de Tbilissi, Gori, Saint-Pétersbourg ainsi que d'autres régions de Russie. Parallèlement, certains choisissaient les universités européennes pour poursuivre leurs études comme Rachid Bey Akhoundov, Ahmed Ağaoğlu, Mohsum Khanlarov, Mohammed Aga Schahtakhtinsky... Au XX^{ème} siècle, il y a eu quelques envois de jeunes étudiants azerbaïdjanais à l'étranger : pendant l'époque de la RDA, dans les années 1970 (surtout dans les établissements de l'Union soviétique) et après 1991. Cette pratique a débuté pendant l'époque de la RDA et le destin de la plupart de ces étudiants de cette époque reste toujours inconnu.

Le groupe des étudiants azerbaïdjanais arrivés à Paris



Группа азербайджанских студентов по приезду в Париж. Начало 1920 г.

Source : Ismayilov Mahmud, Maksvell Nigar (2008) *Azərbaycan tarixi VII cildə, 1900-1920-ci illər* (L'histoire de l'Azerbaïdjan du 1900 au 1920, en 7 volumes), Bakı, Elm, p. 576

Avec la déclaration de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, l'éducation populaire a été favorisée. Dès le premier jour a été créé le Ministère de l'Education Publique (*Xalq Maarifi Nazirliyi*). Ce ministère était aussi compétent de manière culturelle. L'une de ses tâches les plus importantes était l'organisation de l'enseignement supérieur et la préparation des cadres. Il fut décidé à créer trois écoles supérieures : l'Université d'État de Bakou, le conservatoire d'État et l'Institut d'Agriculture. Le 1^{er} septembre 1919 est inaugurée l'Université d'État de Bakou. Le même jour, avec le décret du parlement de la RDA, le ministère de l'Education Publique prit en charge l'envoi de 100 étudiants azerbaïdjanais dans les écoles supérieures les plus prestigieuses du monde pour l'année universitaire 1919-1920 (annexe, p. 357 à 369). Le Parlement de la République décide d'accorder 7 millions de manats du Trésor public à la disposition du ministère. Il est attribué aux futurs étudiants européens une bourse de 400 francs mensuels et de 1000 francs pour le voyage. Pour les étudiants envoyés aux établissements supérieurs de la Russie, le montant de la bourse était ainsi 3000 roubles et 1000 manats. Pour sélectionner les étudiants, au sein du même ministère fut créé un jury composé de M. E. Rasoulzade, E. Pepinov, G. Garabeyli, M. Hadjinski, A. Efendizade. Ce jury décida l'envoi de 45 étudiants en France, de 23 étudiants en Italie, de 10 étudiants en Angleterre, de 9 étudiants en Turquie et de 13 étudiants en Russie. Mais le ministère déclara l'envoi des étudiants selon une répartition différente : 49 en Allemagne, 27 en France, 4 en Italie, 1 en Angleterre et 6 en Turquie. À cause de la guerre civile en Russie, les 13 étudiants sélectionnés ne seront pas envoyés (Mahmudov, 2005 : 15).

Les étudiants azerbaïdjanais de Paris



Source : Ismayilov Mahmud, Maksvell Nigar (2008) *Azərbaycan tarixi VII cildə, 1900-1920-ci illər* (L'histoire de l'Azerbaïdjan du 1900 au 1920, en 7 volumes), Bakı, Elm, p. 13.

Le 14 janvier 1920, les étudiants, accompagnés par leurs parents, les membres du Parlement, des hommes d'affaires, des personnalités religieuses ainsi que par des représentants publics ont été envoyés tous solennellement à Paris. Leur voyage dura presque 1 mois. Passant par Tbilissi, Istanbul et Rome, les 78 futurs étudiants arrivèrent le 11 février à Paris et s'installèrent dans les hôtels de *Belmont* et *Iéna*. Avant de partir dans les pays différents, les étudiants prennent une photo souvenir. Plus tard, cette photo historique sera confiée à R. Aboutalibov par Mamed bey Meherremov, le membre le plus jeune de la délégation envoyée à la conférence de paix de Versailles. Durant six mois, ils recevront leurs bourses d'études. Par contre, avec l'occupation de l'Azerbaïdjan par les Bolchéviks, la situation du pays changea radicalement. Les étudiants ne recevant plus régulièrement la bourse s'adressèrent à Nariman Narimanov, président du Parti Communiste d'Azerbaïdjan. Sous l'initiative personnelle de N. Narimanov, le 9 août 1920, fut organisée une réunion. Le comité décida de rétablir la bourse et d'aider les étudiants à l'étranger pour qu'ils poursuivent leurs études. Le 18 juin 1921, N. Narimanov chargea Bahram Akhoundov qui s'était engagé à s'occuper depuis 1919 des affaires des étudiants à l'étranger d'enquêter sur leurs situations en Europe. B. Akhoundov, entre octobre 1921 et janvier 1922, sera en mission dans les capitales des pays européens pour apprécier la situation financière des étudiants. À son retour, il précise

dans son rapport les activités de 28 étudiants en France, de 49 étudiants en Allemagne et de 3 étudiants en Italie. Le 22 mars 1922, N. Narimanov ordonna de créer toutes les possibilités pour que les étudiants poursuivent leurs études. Par contre, à la fin de l'année 1922, avec le départ de N. Narimanov à Moscou au comité régional du Parti Communiste de Transcaucasie, la situation des étudiants changea. À cette période, comme le souligne R. Aboutalibov, les étudiants sont divisés en deux parties *fidèles* et *infidèles*. En plus, c'était une période où l'Azerbaïdjan avait besoin des personnes qualifiées. Dans une lettre de B. Akhoundov envoyée à D. Hadjibeyli, nous lisons : ... *l'absence de Nariman a tout changé par rapport aux étudiants, qu'est-ce qui va se passer, on ne sait rien ; je ne les oublie pas et je n'oublierais jamais, au retour à Bakou je m'occuperai d'eux, nous avons besoin d'eux, seulement qu'ils étudient* (Aboutalibov, 2006 : 71-72).

Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons toujours pas d'information sur ces 73 étudiants envoyés à l'étranger en 1920. Au contraire, nous savons que la plupart des étudiants pour survivre ont été obligés de travailler dans les conditions difficiles. Certains se sont trouvés en prison comme Chikhzamanov et Ismail Aliyev à cause de leurs dettes, d'autres ont fini par se suicider. Une petite partie d'entre eux a terminé ses études difficilement et est retournée en Azerbaïdjan. Bientôt, on entendra leurs noms parmi les victimes de la *Terreur rouge*.

Dans des lettres des étudiants étrangers envoyées à Djeyhoun bey Hadjibeyli, on témoigne l'inquiétude de B. Akhoundov. Nous en présentons quelques-unes :

La lettre d'Ajdar bey Akhoundov,

Cher Djeyhoun bey,

Je n'arrive pas à vous exprimer ma sincère gratitude pour votre attention fraternelle envers moi à un moment si difficile...

Je suis installé chez la famille d'accueil il y a déjà 2 mois. Mais, jusqu'au 1^{er} juin j'ai travaillé à Paris, là le travail était facile et je l'ai supporté plus au moins, mais pour l'été ils sont arrivés ici (Dinard ville touristique de la France) à leur résidence privée et mon travail a été multiplié pour 10, je suis obligé de me réveiller à 6 heures du matin et d'aller en ville pour chercher du lait.

Au retour à la maison, à 8 h 30, c'est la suite du travail qui commence, le ménage de l'appartement de 14 pièces, à peine fini, je le jure, les pieds tremblent de fatigue et de

faiblesse, et en outre je dois aider à la cuisine, mais cela est plus que le cauchemar... Quelle saleté ! Dans cette circonstance il faut rester jusqu'aux 10 h 30 du soir.

Excusez-moi, pour l'amour de Dieu, parce que je pleure maintenant et n'arrive pas continuer à écrire...

Pour l'amour de Dieu, aidez-moi, j'ai peur qu'à cause de frayeurs je devienne fou...

Restant votre fidèle Ajdar bey

La lettre d'Abdoul-Houseyn Dadashov de l'Allemagne,

Cher Djeyhoun bey,

...le gouvernement exclut de la liste quelques étudiants; je suis parmi eux. La raison était les amis d'ici, dont l'opinion ne correspondait pas à mon point de vue...

Cordialement votre Abdoul-Houseyn.

La lettre de l'un des étudiants de l'Allemagne, Teymur Aslanov, explique bien comment le destin des étudiants est résolu à Bakou.

Certainement, vous êtes au courant des affaires étudiantes actuelles. J'ajoute pour information que je suis exclu de la liste des boursiers. Dans la réunion de la commission spéciale à Bakou, il a été signalé par une personne que je me trouve très proche du cercle des activistes et que je transfère des informations immédiatement et ponctuellement sur tous à Constantinople.

Cordialement votre Teymur (Aboutalibov, 2006 : 72-73)¹³⁹.

¹³⁹ Dans l'annexe (page 12) nous présentons l'information sur ses 100 étudiants. Notons que pendant la recherche nous avons trouvé des informations différentes concernant le lieu d'étude, le retour ainsi que sur le destin final de ses étudiants.

Miri bəy Vəzirov, İskəndər Rzadə, Mustafə bəy Vəkilov (Paris, 1920)¹⁴⁰



Les étudiants azerbaïdjanais en France, 20 mai 1920



¹⁴⁰ Source : <http://www.fotobank.az>

2.8. Togrul Narimanbeyov



Source: www.google.fr/images

Aujourd'hui, le thème de répression fait partie des pages les plus sombres de notre histoire et est l'un de sujet le plus discuté dans les pays de l'ex-Union soviétique. Beaucoup d'œuvres ont été consacrées à cette question, mais le destin des enfants de ces parents réprimés reste toujours un sujet peu abordé. Rappelons que selon les données officielles, des millions de personnes soviétiques devinrent les victimes de la répression. Selon H. Q. Okhotin et A. B. Roguinsky, 5,5 millions de personnes furent condamnées et exilées entre les années 1921 et 1953¹⁴¹. En considérant que toutes ces personnes étaient adultes et que la plupart avaient des familles, nous pouvons imaginer le nombre d'enfants touchés par la *Grande Terreur stalinienne*.

De nos jours, peu de gens se souviennent et peuvent imaginer que les deux célèbres peintres azerbaïdjanais Tahir Salahov et Togrul Narimanbeyov furent également parmi les enfants dont leurs parents furent réprimés.

Farman Narimanbeyov aussi faisait partie des étudiants envoyés en Europe, plus précisément à Toulouse. Son père, Amirbey Narimanbeyov, était avocat et pendant la République Démocratique d'Azerbaïdjan il devint gouverneur de Bakou. Farman bey continua ses études à la faculté de l'énergie de Toulouse où il fait la connaissance d'une couturière française de Gascogne nommée Irma la Rude. En 1924, ils se marient et deux ans plus tard en 1926, à Cannes, est né leur premier fils Vidadi. Plus tard, la famille s'installe à Paris

¹⁴¹ H. Q. Okhotin et A. B. Roguinsky, *Sur l'échelle des répressions politiques en URSS à l'époque stalinienne:1921-1953*. Source : <http://www.osaarchivum.org>

Montparnasse pour que Farman bey puisse continuer ses études à la Sorbonne. En 1929, la famille Narimanbeyov prend la décision de s'installer en Azerbaïdjan soviétique. Spécialiste de l'énergie, Farman bey, obtient un travail à la construction de la centrale hydroélectrique de Mingechaur. Un an après, en 1930, naquit le second fils, Togrul. Avec les années de la Grande Purge stalinienne, Farman bey est arrêté en 1937, sur le lieu de son travail, jugé avec ceux qui se trouvaient hors des frontières de l'Union soviétique et il était exilé en Sibérie. Sa femme Irma est également condamnée à l'exil en 1941, d'abord au Kazakhstan et ensuite en Ouzbékistan. Elle reste jusqu'en 1961 en exil et retourne à Bakou grâce à son fils Togrul qui adresse beaucoup de pétitions au gouvernement. Ensuite, Irma se rend en France pour voir ses parents, mais ne décide cependant plus d'y rester. Elle meurt à Bakou à l'âge de 99 ans. Farman bey retourne au pays en 1950 et continue à travailler à la centrale de Mingechaur. Malgré leur destin, les deux garçons, ne restent pas seuls abandonnés. C'est leur gouvernante Anna Andreyevna qui les prend en charge en s'occupant d'eux et de les éduquer. Plus tard, tous deux deviendront des peintres de renom.

Vidadi Narimanbeyov (13.07.1926-13.12.2001) est un artiste populaire azerbaïdjanais. Togrul Narimanbeyov étudie d'abord au collège d'art Azimzadé et puis entre 1950 et 1955 à l'Institut lituanien de l'art. L'artiste peintre et graphiste Togrul devient un peintre habile et est, comme peintre de théâtre, l'un des plus grands artistes azerbaïdjanais. En 1967, il fut nommé artiste populaire d'Azerbaïdjan. En 1980, il obtient le prix d'État de l'URSS. Il est aussi le premier Azerbaïdjanais ayant son nom dans l'Encyclopédie de l'art contemporain de France. Une partie de ses tableaux furent exposés dans différents musées et une autre partie se trouve dans les milieux des collectionneurs d'art. Aujourd'hui, l'artiste habite à Paris, mais passent la plupart de son temps à Bakou et dans diverses régions d'Azerbaïdjan.

2.9. Gedir Suleyman ou Suleyman Gedirov ?

S'ils savaient que tu travailles pour l'argent, tu pouvais être étranglé¹⁴²



Gedir Suleyman dans son appartement de Paris. Photo d'archives de Vazeh Asgarov

Jusqu'à la moitié du XIX^{ème} siècle dans le droit international, l'utilisation de la force des prisonniers en temps de la guerre n'était pas tolérée. La première convention sur la captivité militaire est adoptée en 1899 pendant la première conférence du Paix à La Haye. Après la Première Guerre mondiale, on a abouti à la nécessité de définir en 1929 la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre¹⁴³. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie, en violant les conventions internationales, a soumis les détenus à la torture et l'assassiner en masse. Avec le déclenchement de la guerre, des milliers de citoyens soviétiques ont été capturés par les nazis. Après les opérations militaires, la plupart d'entre eux sont morts, un petit parti a réussi à joindre les siens, une partie est entrée dans les rangs des partisans et une partie à cause en raison de blessures, maladies, manque de nourriture est devenue prisonnier de guerre.

Début de l'année 2008, j'ai organisé un séjour à Paris afin de faire une mission de terrain. Finalement, le 25 mai avec l'invitation d'Alain Devilliers, fils d'un ancien prisonnier de la Seconde Guerre mondiale, j'ai pu rencontrer Gedir Suleyman dans son appartement près du Bois de Boulogne avec deux autres personnes de la communauté azerbaïdjanaise âgées de

¹⁴² Interview personnelle avec Gedir Suleyman le 25 mai 2008.

¹⁴³ L'URSS ne signa pas la Convention de 1929 sur les prisonniers.

1980 et 1990 ans. Nous avons profité de ce jour pour organiser avec les autres étudiants le 90e anniversaire de Gedir Suleyman.

Il est né sous le nom de Suleyman Gedirov le 10 octobre 1917 dans le village de Zar de la région d'Abovyan, près d'Erivan (Arménie). Alors qu'il était âgé de six mois seulement, sa mère est morte. Son père se remarie et eu encore 8 enfants (4 garçons, 4 filles), mais Gedir reste l'enfant d'un seul couple. Sa belle-mère ne distingue pas Gedir de ses enfants. Après des études en école technique, il devient professeur de chimie. Dès le premier jour de la Seconde Guerre mondiale et avec l'invasion anglo-soviétique de l'Iran, Suleyman est mobilisé. À 23 ans, sa vie change complètement. D'abord il se trouve en Iran, à Astara sur la frontière de l'Azerbaïdjan, puis à Bakou, Makhatchkala, Novorossiysk, Anapa, Kertch, et en Crimée. Il rejoint l'armée de la 44e division soviétique. À Odessa, il est blessé et en mai 1942, avec l'occupation de la Crimée par les Allemands il est capturé. Sa connaissance de la langue allemande l'aida pendant l'emprisonnement. Le principe stalinien de *garde la dernière balle pour toi-même* selon le prikaze 120, l'oblige à rester en Europe et il arrive en 1945 en Alsace. *Il était préférable de se suicider, mais ne pas se rendre aux Russes* souligne Gedir Suleyman lors de notre conversation. La première chose qu'il apprend est de ne pas dire qu'il est l'originaire de l'une des républiques soviétiques. Par contre, il souligne aussi que les Américains étaient plus intéressés par les migrants russes. Bientôt, se trouvant à Paris et avec le conseil d'Alekber bey Toptchibachi, il inverse son nom et prénom et en se présentant d'origine turque, devenant Gedir Suleyman.

La Deuxième Guerre mondiale, avec plus de 50 millions de morts dans le monde entier, est marquée par l'horreur et la souffrance. Malheureusement, pour les prisonniers de guerre a débuté une autre période difficile, car le gouvernement soviétique était intéressé par le retour sans exception des personnes déplacées. Pendant la conférence de Yalta du 4 au 11 février 1945, entre l'Union soviétique (Joseph Staline), le Royaume-Uni (Winston Churchill) et les États-Unis (Franklin D. Roosevelt), est décidé le rapatriement obligatoire des personnes déplacées et des prisonniers de guerre. Gedir Souleyman comme les autres anciens prisonniers de guerre est obligé de se protéger en changeant souvent de lieu de résidence et de travail (Tolstoï, 1980).

Aujourd'hui, la communauté azerbaïdjanaise l'appelle Gedir emi (oncle Gedir). Le but de choisir un nom turc était de s'installer un jour en Turquie pour d'être proche à son pays. Par contre, la politique de la Turquie de cette période, ... *ne pas sacrifier un million de Turcs*

*pour quelques Azéries*¹⁴⁴ ne permet pas de réaliser cette idée. Cependant, il ne décide pas de quitter Paris, pourtant, pour sa sécurité, il s'installe à l'extérieur de la capitale. À cette époque, il n'y avait pas une obligation d'expulser les étrangers et Gedir emi fait une demande à l'Alliance Française pour continuer ses études. Pour la régularisation de son séjour en France, il paraissait intéressant de s'inscrire à la Légion étrangère. Mais il ne le décide pas. La situation change plus tard dans les années 1950, quand Winston Churchill appel tous les pays alliés à reconnaître les prisonniers de guerre en tant que réfugié politique. La Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié accordait le statut de réfugié aux personnes qui en faisaient la demande.

Gedir Suleyman avec la communauté azerbaïdjanaise dans son appartement en 2008



Photo d'archives de Vazeh Asgarov

Après la guerre, Gedir emi, grâce à ses connaissances du métier, trouve un travail dans un laboratoire de chimie et à son ami français. Il exerce plusieurs emplois avant de trouver un emploi près de Bois du Boulogne dans un restaurant d'un compatriote issu de la première émigration. À cette époque, il y avait beaucoup de russophones à Paris de la première et la seconde immigration. Il existait des théâtres, gymnases, magasins et restaurants russes. On comptait une quinzaine d'Azerbaïdjanais soviétiques à Paris, se souvient Gedir lors de notre conversation. C'est ici qu'en 1950, Gedir Suleyman rencontre sa future femme Raïssa Vasilevna d'origine russe. En 1952, leur fils unique Boris est né. Mais jusqu'à l'âge de 4 ans

¹⁴⁴ Gedir Suleyman interview personnelle le 25 mai 2008

Boris et sa maman sont obligés de résider sans Gedir en Allemagne où Raïssa avait trouvé refuge après la guerre. En 1956, Gedir emi obtient la nationalité française et ramène sa femme et son fils Boris en France.

Avec la nationalité française, Gedir Suleyman essaie de trouver ses proches et aussi tente de partir à Bakou. Pour cela, il fait deux fois la demande à l'ambassade soviétique où il reçoit deux fois une réponse négative. En 1972 étaient organisés les concerts des artistes soviétiques dans le cadre de la culture de l'Union soviétique à Paris. Parmi eux se trouvait aussi le neveu de Djeyhoun et Uzeir Hadjibeyli, le chef d'orchestre connu comme *Maestro Niyazi*. Il s'intéresse à faire la connaissance avec les émigrés azerbaïdjanais de France et à chercher ses cousins. Ainsi que se souvient Gedir emi cette rencontre : *la première fois quand j'ai vu sa carte du député j'ai perdu la parole*¹⁴⁵. Plus tard, Niyazi l'aidera à réaliser sa première visite en Azerbaïdjan qui semblait presque impossible pour certains en ce temps-là. Il souligne dans le journal *Bakou* que : *après 33 ans, je me suis trouvé de nouveau à Bakou. À mon départ, mes frères étaient tout petits, mais à mon retour ce sont des hommes âgés qui m'ont accueilli* (Journal Bak, 2009 *Кадыр Сулейман*, p.90-91). Ensuite, il réalise encore quelques voyages en Azerbaïdjan. Il effectue le dernier en 2001 pour participer au Ier Congrès des Azerbaïdjanais du monde. Dans son interview au journal *Baki*, il dit qu'il a récemment hébergé deux étudiantes ukrainiennes. Apparemment, il n'oubliera jamais comment les femmes ukrainiennes malgré tous les dangers le nourrissaient quand ils avaient transité par l'Ukraine.

À la fin de notre conversation à ma question : *est-ce que vous êtes satisfait de votre destin ?* Gedir Suleyman réfléchit quelques instants et il a répondu ainsi : *les traditions de la famille en France ne sont pas pareilles à celles de l'Azerbaïdjan. L'homme n'est jamais content de sa vie. Par contre, je suis chanceux d'avoir été sain et sauf pendant la guerre et d'avoir à me contrôler moi-même.*

Aujourd'hui, Gedir emi a 94 ans et vit seul dans son appartement proche du Bois de Boulogne et joue deux fois par semaine à la pétanque. Son fils Boris, avec sa femme et ses trois fils Alexandre, Volodya et Alechka vit à Paris. Comme Gedir emi souligne, *les enfants grandissent et partent maintenant vers leur vie française*¹⁴⁶ (annexe, p. 377 à 379).

¹⁴⁵ Idem

¹⁴⁶ Idem

2.10. Mamed Aliyev

Lorsqu'on n'a pas ses parents faut-il vraiment les chercher ?

La fin de la Seconde Guerre mondiale a mis fin à l'émigration blanche. L'émigration à l'Est et à l'Ouest après cette période a été divisée en deux parties. La première unissait les personnes ayant une grande sympathie envers les Soviétiques et considérant l'Union Soviétique comme leur Patrie et utilisant tous les moyens d'y retourner. La deuxième était formée des individus qui n'ont jamais été réconciliés avec l'idée de vivre sous le pouvoir soviétique et formaient l'émigration d'une deuxième génération russe. Nous constatons que les personnes se trouvant après la guerre sur le sol étranger n'appartiennent ni au premier ni au deuxième camp. La plupart ont été mobilisés dès le premier jour de la guerre pour défendre leur pays. Même les prisonniers allemands rêvaient toujours de la fin de la guerre pour rejoindre leurs proches. Par contre, paradoxalement une autre partie préférait être prisonnière toute sa vie au lieu de retourner en URSS et de se trouver dans les camps sibériens.

Mamed Aliyev appartient à celle de la deuxième génération russe. Il aime sa Patrie et veut bien y retourner pourtant, étant un ancien prisonnier de guerre, il est obligé de construire sa vie à l'étranger.

À la fin de l'année 2004, lors d'une fête nationale azerbaïdjanaise, j'ai fait connaissance avec Alain Devilliers, fils de Mamed Aliyev, ancien prisonnier de la Seconde Guerre. Étant toujours intéressés par ce sujet, nous sommes restés en correspondance et seulement en 2008, j'ai pu organiser un entretien pour la première fois avec lui. En se souvenant de l'histoire de son père, il est triste et explique cette histoire de « terrible ». Alain est né en 1953 à Paris. Les événements commencèrent un jour dans son enfance au moment, vous verrez qu'un jour dans la rue, un monsieur habitant dans le même immeuble qu'Alain lui annonce... *je suis ton père !* Dans sa maison, ce monsieur lui était présenté comme étant le père du fils de sa sœur né hors mariage. Après cet épisode, Alain se posa la question *comment, mon père est en même temps le père de mon neveu ?* Lors de notre conversation, Alain avoua *qu'il y a des choses troublantes dans cette histoire et qu'il n'a jamais su la réalité et que ça restera toujours une question pour lui et que sa maman gardera à jamais ses secrets.*

Longtemps, il s'intéresse aux origines de son père et cela durera 17 ans. Encore aujourd'hui, il lui manque toujours des preuves. Justement, en 2002, la loi sur les enfants abandonnés bouleversa toute sa vie. Selon cette loi les enfants abandonnés ont le droit d'accès

aux documents concernant leurs naissances et, de connaître leurs familles d'origine. L'enfant de sa sœur qu'elle a eu très jeune a été élevé dans une famille d'adoption. Son père adoptif est mort. À 41 ans, conformément au changement de la loi il se mit en route pour chercher ses parents et prend contact avec la famille d'Alain. Lors de cette rencontre, Alain aperçut que cette personne ne ressemble aucunement à Mamed Aliyev et que sa maman lui a menti pendant des années. Il précise... *si cet enfant n'était pas venu chercher ses origines jamais je n'aurais pu vivre ce moment.*

Par l'intermédiaire de Mouchvig, un étudiant à Paris, Alain rédige une lettre à destination de l'Azerbaïdjan. N'ayant aucune information de ses parents de Bakou et en se souciant de leur situation financière *il met 50 euros dans l'enveloppe pour faciliter l'envoi de la réponse* se souvient Alain. Et de son côté, Mouchvig se chargea de chercher la famille de Mamed et Alain à Bakou.

Le contact avec la nouvelle famille de Bakou ouvre une nouvelle fenêtre pour Alain. En 2003, ayant toujours un doute et une énorme inquiétude, il fait son premier voyage en Azerbaïdjan. Avant son départ, il prend soin d'apprendre quelques mots et formule de politesse en azerbaïdjanaïse. Après 17 ans de recherches, les retrouvailles « faciles » lui semblent être un rêve. Comme il souligne... *malgré tous je n'étais pas convaincu, mais j'avais un grand espoir.* En Azerbaïdjan, la nouvelle famille d'Alain l'attendait avec impatience, car ils étaient au courant que Mamed a eu un fils à Paris. Comme cela paraît étrange, c'est Mamed lui-même qui transmet cette information par l'intermédiaire de sa fille unique Elmira. En 1972, Elmira, une brillante savante azerbaïdjanaïse, fait une visite à Paris. Elle reste un mois et entre en contact avec son père. Gedir emi se souvient qu'à cause de la peur des Soviétiques, Mamed n'osait pas rencontrer sa fille et que c'est lui qui dû l'obliger à accepter cette invitation. Mamed ne cacha pas à sa fille l'existence d'un petit frère en France, mais sans pour autant lui dire qu'il habita dans le même bâtiment que lui. Alain exprime *qu'il est possible que j'aie croisé avec ma sœur dans la cour, car elle resta un mois avec son père.* Au cours de ce voyage, Mamed apprend que sa femme Adila s'est remariée après avoir reçu fin 1943 et début 1944 un papier justifiant que son mari est porté disparu. Par contre, pour Mamed, Adila restera toujours sa femme officielle. Premièrement, il n'a pas pu épouser la maman d'Alain à cause de ses grands-parents, car elle avait déjà une grande fille hors mariage. Deuxièmement, épouser un ancien prisonnier de guerre étant un étranger d'origine

russe ne paraissait pas facile¹⁴⁷. D'autre part, Mamed appartenait à une famille de *bey* qui lui donna le droit d'avoir d'une seule femme.

La fille de Mamed, Elmira Zulfugarova eut trois enfants, deux filles Zahra et Chahla, et un fils Chargui. Lors de sa première visite chez ses parents à Bakou, Alain rappelle qu'il entend beaucoup le nom de Chargui. Un peu plus tard il comprend que Chargui est son neveu et ressemble beaucoup à son oncle Alain. Actuellement, Zahra occupe l'appartement qu'occupait sa maman Elmira. Cet appartement a été payé par Mamed. Quand il retrouve sa fille, il lui donna une partie de ses économies pour qu'elle achète un appartement. Aujourd'hui il existe toujours et regorge beaucoup de souvenir.

À Bakou, Alain apprend aussi une chose très importante : Mamed Aliyev avait un ami à Paris qui s'appelait Gedir Souleyman et que leur amitié avait duré pendant 30 ans. De retour à Paris, Alain ne tarde pas à chercher Gedir emi et prend un rendez-vous dans son appartement. *Il m'a accueilli silencieusement et m'a fait prendre place en face de lui et s'est mis à pleurer sans arrêt*, se rappelle Alain. Lors de cette rencontre, Gedir emi souligna qu'il ressemblait beaucoup à son père surtout le haut du visage. Cet événement fit remarquer à Alain la ressemblance entre lui et son neveu Chargui. Maintenant, il était sûr que ce n'est pas simplement une vision et qu'il avait enfin trouvé une vraie famille et qu'il était bien le fils de Mamed Aliyev. Ensuite, Alain qui a maintenant plus de certitude sur l'origine de son père, développe sa photo et la montre à sa maman en disant : *regarde bien cette photo, tu ne trouves pas que ça ressemble beaucoup quand même ?* À peine regardée la photo, elle écarte ses bras avec sa main en répondant – *oui surtout le haut du visage*. Une autre fois elle dira à un de ses amis... *je suis contente pour lui, il a trouvé sa famille*. Alain explique que... *c'était juste les aveux qui ne faisaient pas directement. C'est-à-dire qu'elle n'a jamais pu sortir de sa bouche en me regardant dans les yeux. C'est lui ton père !*

En parlant de son père, Alain explique... *qu'il était dans une situation extrêmement précaire, parce que, comme tous les exilés il était considéré ni comme immigré ni comme réfugié politique. Mais il a fait une guerre « propre »*. Après avoir été blessé gravement par l'armée allemande, il fut fait prisonnier et refusa de mettre l'uniforme allemand et rejoignit les partisans en France. Avant de s'installer en France, Mamed connaissait bien la langue française et était professeur de la littérature et de langue françaises. Outre cela, il parlait couramment six langues. Pendant la guerre, il reçut cinq balles dans le corps. Deux balles

¹⁴⁷ La période de l'après-guerre tous les prisonniers soviétiques sont considérés, en tant que, l'origine russe.

traversèrent carrément ses poumons. Après l'opération, les médecins lui amputèrent un poumon. Pendant cinq ans, il est soigné à l'hôpital. N'ayant pas le droit d'enseigner à l'école, il trouva un travail dans une usine de fabrication de pneu de camion. Cette activité était déconseillée à cause de son état de santé et il tomba souvent malade. Mais, comme d'autres anciens prisonniers, il avait très peur d'être dénoncé aux autorités russes et continua à travailler. Il existait une autre sorte de danger qui venait du côté de la maman d'Alain. Car, pour être loin de son fils, elle le menaçait toujours. Alain compare le passé de son père avec le *talon d'Achille* et explique le comportement de sa mère avec une femme qui défend son enfant du danger. Alain commente lors de notre conversation... *en effaçant le père, elle effaçait aussi inconsciemment sa part de la responsabilité, parce qu'elle était originaire d'une famille très catholique.*

Aujourd'hui, Alain vit et travaille à Paris. Il visite de temps en temps l'Azerbaïdjan et invite ses proches de Bakou chez lui. Il garde des relations avec la communauté azerbaïdjanaise de France. Son rêve est d'acheter un jour un appartement à Chéki, une ville historique dans l'ouest de l'Azerbaïdjan. Étant en Azerbaïdjan, il voulait aussi visiter les régions de Kelbadjar et Agdam d'où venaient ses ancêtres il y a deux siècles. Malheureusement, cela ne s'est pas réalisé à cause de l'occupation de ces régions par les troupes arméniennes. Alain n'a pas fondé non plus sa propre famille. L'histoire de la relation avec son père et sa mère en est la raison principale. Depuis qu'il a trouvé sa famille à Bakou, sa vie est beaucoup changée. Pourtant, malgré sa volonté, à 58 ans fonder une famille ne paraît pas si facile. Alain a toujours reçu l'étonnement de sa famille de Bakou d'être célibataire. *Ce n'est pas un scandale, mais une curiosité et un exotisme très grand* souligne Alain. À Bakou, on lui a fait présenter même quelques femmes pour le mariage. Il n'a pas encore décidé. Enfin, lors de notre dernière conversation téléphonique en juillet 2011, il me confia qu'il allait se marier dans une semaine.

Pendant, notre conversation, Alain se posa aussi une question : *lorsqu'on n'a pas ses parents, faut-il vraiment les chercher ?* Dans cette histoire il a trouvé sa famille et ses proches et il est très content. Son neveu français a également trouvé sa famille. Malheureusement, ces retrouvailles ont perturbé complètement sa vie et il a replongé dans une période d'alcoolisme. Sa mère adoptive demanda à Alain de s'éloigner de son fils et de cesser toutes les relations possibles. Pour mettre tout en évidence dans cette histoire, Alain trouva aussi le père de l'enfant de sa sœur, le vrai père de son neveu.

Nous trouvons intéressant de clôturer le final de cette histoire avec des phrases d'Alain Devilliers : *quand vous retrouvez votre père dans telle situation, vous devenez normal. Cela ressemble à quelque chose qui vient du ciel, qui vient de Dieu, une petite flamme, que vous semblez. Enfin, vous êtes comme les autres, vous avez des parents, un père et une mère...*

Quand je me suis retrouvé devant la tombe de ma sœur Elmira, j'ai compris qu'on m'a volé ma sœur. Si ma mère n'avait pas eu ses secrets, j'aurais pu connaître plutôt ma sœur et mon père. Mais on se demande ce qu'on pouvait faire à leur place et on finit par pardonner. On n'a pas le droit de juger les parents...

3. Les migrations contemporaines et l'immigration en France

3.1. Le cadre général d'après des sources azerbaïdjanaises

Avec les réformes économiques et sociales gorbatchéviennes dans la deuxième moitié des années 1980, puis l'effondrement de l'URSS, apparaît une nouvelle période d'émigration. C'est la première fois dans toute l'histoire de l'émigration russe que le phénomène semble organisé. Cette période garde des caractéristiques identiques pour de nombreux pays postsoviétiques : ce sont plutôt des facteurs économiques qui déterminent ces mouvements migratoires. Les gens partent à l'étranger à la recherche de salaires plus élevés, de professions plus prestigieuses et d'une vie plus aisée. Par contre, cette période étant plus longue par rapport aux migrations précédentes, il est nécessaire de réactualiser continuellement les chiffres, car cette vague migratoire est encore loin d'être achevée. Il est également nécessaire de noter qu'à cette période les pays occidentaux prévisionnaient des chiffres fortement élevés (entre 3 et 20 millions de personnes) venant d'Union soviétique, qui paraissaient impossibles à gérer sur le plan économique. Ces prévisions ne se sont cependant pas révélées exactes, car l'émigration légale en provenance de l'Union soviétique a été fortement encadrée par tous les pays occidentaux. Selon Helena Dolgih (2001), au début des années 1990, quelques millions de personnes ont émigré de la Russie. Ce chiffre a beaucoup diminué dans les années suivantes, atteignant un maximum de 100 000 personnes par an. Lors des dix années suivantes, 1 million de Russes sont partis à l'étranger. De 1989 à 2008, après l'effondrement de l'URSS, 5,5 millions de Russes, soit trois fois plus que dans les années 1920, ont émigré.

Pendant la période postsoviétique, l'Azerbaïdjan a également connu des étapes migratoires distinctes. Certains chercheurs comme M. Sardarov (2004), Z. Eminov (2005), Z. Aliyev (2005) ont tenté de livrer des chiffres sur la migration azerbaïdjanaise pour les années allant de 1990 à 2000. Malheureusement, les données du Comité d'État des Statistiques de la République d'Azerbaïdjan sur l'émigration sont floues et ne permettent pas de donner une image complète de la dynamique migratoire azerbaïdjanaise.

Tableau N° 13

L'émigration azerbaïdjanaise entre 1990-2006

Pays destinataires	1990-1994	1995-1999	2000-2006	Total
Israël	17 564	3 898	331	21 793
États-Unis d'Amérique	4 525	1 208	219	5 952
Allemagne	106	734	292	1 132
Total	22 195	5 840	842	28 877

Source : Comité d'État des Statistiques de la République d'Azerbaïdjan

Dans le tableau N° 13, présenté par le Comité d'État des Statistiques de la République d'Azerbaïdjan, nous voyons l'émigration des Azerbaïdjanais entre 1990 et 2006. Celle-ci se concentre et principalement vers trois pays. Pareillement, nous remarquons que les départs étaient plus importants dans les années 1990 à 1994 durant le conflit de Karabakh et la crise économique que dans les autres périodes mentionnées¹⁴⁸. Parmi ces émigrants se trouvaient de nombreux Juifs, Russes, Arméniens, mais aussi des Azerbaïdjanais qui produisaient de faux documents afin de prouver leurs appartenances juives ou arméniennes. Ils restent critiqués dans la société. Plus tard, des raisons économiques et politiques se sont ajoutées aux motivations de départ. Certains représentants des partis politiques ont eux aussi fait une demande d'asile comme par exemple Rassoul Guliyev, l'ancien speaker du Milli Medjlis ou encore l'ex-président Ayaz Mutellibov¹⁴⁹.

Selon Arif Yunusov, l'UNHCR (le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), l'Institut Politique de la Migration et les services de l'immigration des pays occidentaux qui représentent les institutions livrant les informations les plus complètes sur l'émigration azerbaïdjanaise actuelle. L'auteur précise que ces informations concernent les personnes émigrant de manière légale. Dans le tableau N° 14, il présente les Azerbaïdjanais ayant fait une demande entre 1990 à 1999 pour l'obtention du statut de réfugié dans un pays

¹⁴⁸ En raison du conflit du Haut-Karabakh, près d'un million de réfugiés et de personnes déplacées se trouvent sur le territoire de l'Azerbaïdjan la plupart d'origine ethnique azerbaïdjanaise. Ces personnes sont estimées à un million de personnes par les autorités azerbaïdjanaises et à 810 000 personnes par l'UNHCR.

¹⁴⁹ **Milli Meclis** - L'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan

occidentaux. Ici, nous voyons que les demandes commencent à augmenter à partir de 1992, particulièrement vers l'Allemagne. Cela peut également s'expliquer par une forte présence de la diaspora turque et russe en Allemagne¹⁵⁰. Ici, la proximité linguistique et religieuse avec les Turcs, et la proximité linguistique avec les Russes semblent jouer un rôle notoire, car, l'émigration des russophones vers l'Allemagne est particulièrement élevée. Durant dix ans, l'émigration vers l'Allemagne reste prioritaire avec 7 868 personnes (Yunusov, 2009 : 146, 152).

Selon le rapport de l'UNHCR de 2010, la France est placée au deuxième rang des 44 pays industrialisés (38 pays européens et six États non européens)¹⁵¹. L'émigration azerbaïdjanaise vers la France est actuellement en hausse. Par rapport à l'année 2009, il y a eu une progression de 13 % de l'émigration avec 47 800 nouvelles demandes. Le nombre de demandes enregistrées en 2009 était de 42 100 (UNHCR, 2010). Dans le rapport des statistiques pour la période de 1990 à 1999 la demande des Azerbaïdjanais pour l'obtention de statut de réfugié en France n'est présentée que depuis l'année 1996. Durant quatre ans, de 1996 à 1999, 278 personnes ont obtenu le statut de réfugié en France. La France est l'un de cinq premiers pays pour la demande de réfugiés après l'Allemagne (7 868), les Pays-Bas (5 033), la Belgique (541) et les États-Unis (689). Il est fort probable que les chiffres mentionnés ne représentent pas la situation exacte, car tous les demandeurs d'asile ne sont pas affichés dans ce tableau. Notre étude montre cependant qu'il existait déjà des Azerbaïdjanais ayant demandé d'asile en France dans les années 1992 à 1996.

¹⁵⁰ Les Turcs présentent la première population étrangère en Allemagne. Les Russes sont en quatrième. http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_l'Allemagne.

¹⁵¹ Les 44 pays industrialisés sont les 27 États membres de l'Union européenne, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'Islande, le Liechtenstein, le Monténégro, la Norvège, la Serbie, la Suisse, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Turquie, ainsi que l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée. Ces 44 pays ont reçu environ 358 800 demandes d'asile en 2010 (Statistique de l'UNHCR [2010] *Niveaux et tendances de l'asile dans les pays industrialisés en 2010*).

Tableau N° 14

Les Azerbaïdjanais ayant fait une demande d'asile entre 1990 et 1999 dans un pays occidental selon les données de l'UNHCR

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Total
Allemagne			208	564	368	423	866	1 245	1 566	2 628	7 868
Australie							6	2	4	2	14
Autriche							7	4	15	53	541
Belgique			1	11	8	21	35	34	82	349	541
Bulgarie									1	2	3
Danemark					3	1	11	10	12	135	172
Espagne				9	21	3	15	13	42	72	175
États-Unis			1	4	25	78	127	84	160	120	689
Finlande					5	8			6	5	24
France							23	28	53	174	278
Grande-Bretagne								15	20	50	85
Grèce									1	13	14
Hongrie									2	3	15
Irlande					2			1		7	10
Italie									1	11	12
Canada	1	2	13	2	13	23	40	27	34	84	239
Liechtenstein									5	6	11
Luxembourg										4	4
Norvège				1	1		2	2	15	39	60
Pays-Bas			10	23	104	129	185	432	1 651	2 499	5 033
Pologne						5	33	37	16	45	136
Roumanie									1	4	5
Slovaquie										2	2
Suède				13		11	14	2	27	46	113
Suisse			3	4			7	24	41	67	146
République tchèque		5		18		4		5	9	10	51
Total	1	7	236	649	550	706	1 371	1 965	3 764	6 530	15 779

Source : Arif Yunusov 2009, *Migration Processes in Azerbaijan*, p.151

Au début du XXIème siècle, l'émigration des Azerbaïdjanais n'a pas diminué, au contraire, elle a doublé entre 2000 et 2006. Pour la même période, le nombre de délivrances de titres de séjour (directs et après recours) est resté stable. Dans le tableau N° 15, nous voyons le nombre de demandeurs d'asile. La France avec 4 391 demandes se retrouve cette fois-ci en deuxième position après l'Allemagne qui enregistre 8 963. Nous assistons tous les ans à l'augmentation progressive des chiffres. Si en 2000, il y avait 198 demandes, en 2005, elles attirent à 1 080 personnes, soit presque 6 fois plus que dans les années précédentes. Le tableau montre également que les demandes vers l'Allemagne ont diminué par rapport à la France. Elles sont passées de 1 558 personnes en 2000 à 518 à 2006. Les

statistiques pour la même période sont comparables aux Pays-Bas, où les chiffres sont passés de 1 163 à 384. Au total, par rapport aux statistiques des années 1990 à 1999, le nombre de demandes d'asile a presque doublé en 2000 et en 2006, passant de 15 779 demandes à 28 586. Pour la période de 2000 à 2006, presque 4 500 personnes en moyenne ont fait une demande de réfugié pour toute la période

Tableau N° 15

Les Azerbaïdjanais ayant fait une demande d'asile entre 2000 et 2006 dans un pays occidental selon les données de l'UNHCR

Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Total
Allemagne	1 558	1 645	1 689	1 302	1 412	839	518	8 963
Australie	12	2	10	4	9	12	13	62
Autriche	39	85	182	76	163	126	115	786
Belgique	440	148	97	94	117	70	64	1 030
Bulgarie		1			1	2	1	5
Chypre		7						7
Danemark	146	47	29	16	30	24	12	304
Espagne	61	18	7	2	5	11	9	113
États-Unis	420	523	310	406	407	299	77	2 442
Finlande	6	4	46	34	21	93	19	223
France	198	253	375	773	784	1 080	928	4 391
Grande-Bretagne	70	2	3	108	77	65	65	390
Grèce	1	5	2	1	5	8	14	36
Hongrie		4	5	8	3	2		22
Irlande	14	14	6	9	14	8	6	71
Islande				1				1
Italie	10	2						12
Canada	194	151	132	123	54	28	32	714
Liechtenstein		1		1	1			3
Luxembourg		5			1	2	1	9
Norvège	35	100	145	147	129	84	40	680
Nouvelle Zélande		2						2
Pays-Bas	1 163	634	326	256	253	287	384	3 312
Pologne	147	70	14	5	9	18	8	271
Roumanie							1	1
Slovaquie		1	31	42	5	1		80
Slovénie	5							5
Suède	60	308	778	1 032	1 041	431	247	3 897
Suisse	81	102	110	93	101	62	32	581
République tchèque	9	89	48	9	6	6	6	173
Total	4 669	4 223	4 345	4 553	4 647	3 557	2 592	28 586

Source : Arif Yunusov (2009) *Migration Processes in Azerbaijan*, p.155

Tableau N° 16

Les Azerbaïdjanais ayant fait une demande d'asile entre 1990 et 2006 dans un pays occidental selon les données de l'UNHCR

N	Pays	Personnes	%
1	Allemagne	16 831	37,9
2	Australie	76	0,2
3	Autriche	865	1,9
4	Belgique	1 571	3,5
5	Bulgarie	8	0,02
6	Chypre	24	0,1
7	Danemark	476	1,1
8	Espagne	288	0,6
9	États-Unis	3 131	7,1
10	Finlande	274	0,6
11	France	4 669	10,5
12	Grande-Bretagne	475	1,1
13	Grèce	50	0,1
14	Hongrie	37	0,1
15	Irlande	81	0,2
16	Islande	1	0,01
17	Italie	24	0,1
18	Canada	953	2,1
19	Liechtenstein	14	0,04
20	Luxembourg	13	0,03
21	Norvège	740	1,7
22	Nouvelle Zélande	2	0,01
23	Pays-Bas	8 345	18,8
24	Pologne	407	0,9
25	Roumanie	6	0,02
26	Slovaquie	82	0,2
27	Slovénie	5	0,02
28	Suède	4 010	9,0
29	Suisse	727	1,6
30	République tchèque	224	0,5
	Total	44 365	100 %

Source : Arif Yunusov (2009) *Migration Processes in Azerbaijan*, p.157

Dans le tableau N° 15, nous voyons l'ensemble des processus d'émigration des Azerbaïdjanais durant la période allant de 1990 à 2006 vers les pays occidentaux. La somme totale de l'émigration lors de ces seize années est de 44 365 personnes ayant fait une demande officielle pour l'obtention du statut de réfugié. Si on analyse l'évolution de l'émigration, nous remarquons que 90 % des demandeurs ont choisi en priorité le continent européen et plus particulièrement l'Europe de l'Ouest. En ce qui concerne le continent américain, les États-Unis et le Canada sont les deux pays les plus convoités. D'autre part, pour les demandeurs

azerbaïdjanais les pays de l'Europe de l'Ouest ne sont pas autant demandés. L'Allemagne, le Benelux et la France, avec 71 % de demandes, restent les régions les plus sollicitées. L'Allemagne et les Pays-Bas sont les premiers sur la liste avec 38 % et 19 % des demandes. La France avec 10,5 % de demandes se situe avant la Suède (9 %) et les États-Unis (7 %).

Nous avons noté plus haut que les tableaux présentés ne dévoilent pas entièrement l'image de l'émigration azerbaïdjanaise vers les pays occidentaux. Pour obtenir une image plus différenciée il s'agit également de prendre en compte le taux de réponses positives aux demandes. En réalité, 5 % seulement des demandeurs ont obtenu le statut de réfugié. De plus, n'oublions pas qu'après le refus de leur demande, les émigrés ne sont pas retournés directement dans leur pays d'origine, mais ont dans nombreux cas fait appel à l'autorité judiciaire. Ces démarches s'étendant fréquemment sur une temporalité longue, les personnes concernées sont souvent restées dans leur pays d'arrivée encore plusieurs années avant de cas de refus définitif, poursuivre leur émigration vers un pays voisin.

3.2. Le cas particulier de la France

Dans la partie présente, nous présentons les demandes d'asile et l'obtention effective du statut de réfugié pour les Azerbaïdjanais en France pour l'année 2006 telles qu'elles sont représentées dans le rapport de l'UNHCR. Dans le tableau N° 17, nous voyons les demandes passées en première instance (878), puis l'examen administratif (485) ainsi que les demandes rouvertes et recours (154). Sur 878 demandes, 547 ont été déboutées dont, 47 positivement. 111 demandes sur 878 ont été reconnues positives (Tendances mondiales en 2006 : *Réfugiés, demandeurs d'asile, rapatriés, personnes déplacées l'intérieur de leur pays et apatride*, juin 2007).

La suite de notre analyse se concentrera sur les basses statistiques de l'OFPRA dont le rapport d'activité est publié annuellement¹⁵². Des statistiques par nationalité des premières demandes d'asile et d'accords y sont publiées depuis 2001. Il s'agit des demandes enregistrées entre le 1er janvier au 31 décembre de l'année considérée. L'OFPRA distingue les dossiers par divisions géographiques : *l'Europe, l'Afrique, l'Asie, l'Amérique et le Maghreb*. L'Azerbaïdjan a été classé sous la division *Europe/Bassin-Méditerranéen*¹⁵³. Jusqu'en 2005, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et la Géorgie étaient placés sous la rubrique *Ex-URSS*. Depuis l'été 2005, à la division *Europe* ont été ajoutés les pays de Transcaucasie qui réunissent les demandes des ressortissants arméniens, azerbaïdjanais et géorgiens.

En analysant les rapports édités entre 2001 et 2010, nous avons constaté qu'à partir de 2000, les demandes d'asile en provenance de l'ex-Union soviétique ont augmenté par rapport aux années précédentes. Pour l'année 2001, les demandes des Russes, Ukrainiens, Tchétchènes, Ouzbeks et Kazakhs ont constitué les premières nationalités. 253 demandes de l'Azerbaïdjan ont été déposées, dont 158 qui ont été acceptées pour l'instruction par l'OFPRA, 146 ont été rejetées et seuls 12 ont été admises, ce qui représente 7,6 % des accords. D'après l'admission, au total 61 demandes ont été déposées dont 38,6 % ont été admises. Pour la même année, l'Arménie a obtenu 544 admissions (4 %) des accords.

¹⁵² L'OFPRA (l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) a été créé le 25 juillet 1952 en France. Elle est chargée d'assurer l'application des conventions, accords ou arrangements internationaux concernant la protection des réfugiés. Le 10 octobre 2003, le statut de l'OFPRA a fait une réforme par rapport à l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile en devenant un « guichet unique ».

¹⁵³ La division de l'*Europe/Bassin-Méditerranéen* a depuis toujours regroupé les demandes de quatre grands groupes de nationalités en provenance de l'ex-URSS, la Turquie, l'Algérie et l'ex-Yougoslavie.

Soulignons que la plupart des demandes arméniennes sont souvent été liées à la mixité d'un couple arméno-azerbaïdjanais ou encore lié au conflit de la guerre du Karabakh. On trouve également des cas semblables chez les demandeurs azerbaïdjanais : les demandeurs invoquent l'impossibilité de vivre aussi bien en Arménie qu'en Azerbaïdjan. D'après une statistique inofficielle, 20 000 Arméniens vivent actuellement en Azerbaïdjan¹⁵⁴. Il s'agit surtout de personnes vivant dans des familles mixtes arméno-azerbaïdjanaises. La plupart de ces familles a vécu en Russie dans l'illégalité durant de nombreuses années. Du fait de l'impossibilité de régulariser leur situation elles ont décidé d'émigrer vers des pays occidentaux.

Au cours des années suivantes, le nombre des demandes d'asile de citoyens azerbaïdjanais en France a doublé. Entre 2003 et 2004, le taux d'accord a changé de manière visible comparé aux citoyens d'autres nationalités. En 2004, 578 demandes azerbaïdjanaises ont été effectuées, soit 42 % de plus par rapport aux années précédentes. Selon l'analyse du rapport de 2006, les citoyens d'Azerbaïdjan ont déposé 730 demandes, dont 576 étaient des premières demandes. Le total des accords pour cette année a été de 158, ce qui a représenté 8,6 % des demandes. Les ressortissants des autres pays de la Transcaucasie, les Géorgiens et les Arméniens, ont déposé respectivement 522 et 1555 demandes, avec pour les premiers 187 accords (6,4 %), et pour les seconds 243 accords (3,1 %). En même temps, en 2006, l'OFPRA a déclaré : *le nombre de citoyens azerbaïdjanais résidants en France n'est pas connu ; au 31 décembre 2006, l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides déclarait 1210 Azerbaïdjanais sous sa protection...*¹⁵⁵.

L'analyse de l'OFPRA sur les demandes arméniennes et azerbaïdjanaises pour l'année 2006 a été la suivante : *le profil des demandes azerbaïdjanaises demeure inchangé. Les dossiers continuent à s'inscrire dans une problématique ethnique : personne d'origine mixte (arméno-azerbaïdjanaise) et de couples mixtes invoquant l'impossibilité de vivre tant en Arménie qu'en Azerbaïdjan. La plupart des demandeurs allèguent avoir quitté leur pays afin de se soustraire à des persécutions à caractère ethnique et soutiennent avoir résidé en Fédération de Russie sans jamais avoir eu l'opportunité d'y régulariser leur situation administrative* (OFPRA, 2006 : 17).

¹⁵⁴ Elnur Aslanov, *Regnum*, 24/01/2011

Source : <http://www.regnum.ru/news/fd-abroad/armenia/1367273.html#ixzz1PRRkFrmY>

¹⁵⁵ Mirian Méloua, *Bilan d'OFPRA*, 2007. Source : http://www.colisee.org/article.php?id_article=2362

Tableau N° 17

Demandes d'asile et détermination du statut de réfugié par origine et par pays/territoire d'asile, 2006

Origine	Pays/ territoire d'asile	Procédure	En suspens Début 2006		Demandes présentées en 2006	Décisions en 2006					En suspens fin 2006	Indicateurs de protection				
						Positive		Déboutés	Clos autrement	Total		Total	Taux de reconnaissance		Taux clos autrement	Évolution cas en suspens (%)
						Reco nnus	Autr es (hum)									
								T2	L3	To tal		Sta tut réf .	Total			
Azerbaïdjan	France	G	FI	-	878	47	-	500	-	547	-	9 %	9 %	0 %	-	
Azerbaïdjan	France	G	AR	-	485	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Azerbaïdjan	France	G	RA	-	154	111	-	-	-	111	-	10 0 %	100 %	0 %	-	

Clos autrement divisé par nombre total de décisions * 100 %. Évolution cas en suspens : Cas en suspens au 31 décembre 2006 moins. Cas en suspens au 1er janvier 2006 divisé par cas en suspens au 1 janvier 2006 * 100%. **T2**-Type, **L3**-Niveau, **G**-Gouvernement, **FI**-Décisions première instance, **AR**-Examen administratif, **RA**- Demandes rouvertes/recours.

Source : tableau 9, *Tendances mondiales en 2006 : Réfugiés, demandeurs d'asile, rapatriés, personnes déplacées l'intérieur de leur pays et apatrides*, UNHCR, juin 2007.

Au cours des années suivantes, l'objet des demandes arméno-azerbaïdjanaises n'a pas changé. La plupart des demandeurs ont accusé les autorités arméniennes de ne pas vouloir leur apporter de protection en raison de leur appartenance ethnique et religieuse. L'Office (2007) a noté que : *les ressortissants azerbaïdjanais invoquent essentiellement leur appartenance à la minorité arménienne*, ce qui explique que dans les deux côtés les demandes arméniennes sont majoritaires. Parmi les demandes, la raison politique n'est pas exclue. Les demandes pour l'année 2007 ont diminué pour l'Azerbaïdjan (458) et la Géorgie (290) ce qui n'est pas le cas pour l'Arménie pour qui on compte 1 718 demandes. Au 31 décembre 2007, le nombre de citoyens azerbaïdjanais sous la protection de l'OFPRA s'élevait à 1439 personnes. Le taux d'accord de l'OFPRA en 2007 pour les nationalités des trois pays de Transcaucasie est réparti comme suit : l'Azerbaïdjan avec 16 %, la Géorgie avec 8,2 %, l'Arménie avec 3,2 %.

Les élections présidentielles en 2008 en Arménie et en Azerbaïdjan ont influencé les motifs des demandes d'asile pour les années 2008 et 2009. Les manifestations en Arménie après les élections ont fait augmenter le nombre de demandes. Pour ces deux années, les demandes d'Azerbaïdjan (518 et 628) sont restées plus ou moins stables. En 2008, le taux d'octroi d'une protection concernant pour les Azerbaïdjanais a été de 14,2 % pour l'OFPRA et 59,8 % pour la CNDA¹⁵⁶. Pour la même année, les Arméniens ont eu 3,9 % de taux d'admission de l'OFPRA et 26,7 % de la CNDA. La tension entre la Russie et la Géorgie en août 2008 dans la région séparatiste d'Ossétie du Sud a ramené à une confrontation directe. Le nombre des demandeurs géorgiens déclarant être victimes de guerre s'est élevé à 404 personnes en 2008 et à 445 en 2009. Le nombre des demandeurs arméniens a lui aussi largement augmenté. En 2008, l'Office a enregistré 1 894 dossiers (3,9 % accords). En 2009, le nombre de demandes a atteint 2 788 avec 5,2 % d'accord. Le nombre d'octrois pour les Azerbaïdjanais en 2009 était toujours supérieur (12,5 %) en 2009 à celui des deux autres pays Caucasiens.

Dans le rapport annuel de l'OFPRA 2010, le profil des demandes en provenance du sud Caucasiens n'a pas radicalement changé. Les motifs sont restés les mêmes que ceux des années précédentes liés à des manifestations d'opposition en Arménie, des conflits ethniques

¹⁵⁶ La CNDA- la Cour nationale du droit d'asile – est une juridiction française de l'ordre administratif créée par la loi du 25 juillet 1952. Elle statue sur les recours formés contre des décisions prises par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) en matière d'asile.

en Géorgie et majoritairement les familles arméno-azerbaïdjanaises pour l'Azerbaïdjan. L'autre motif de la demande pour l'Azerbaïdjan a résidé dans le caractère politique des militants des partis d'opposition. Les demandes des Azerbaïdjanais et des Arméniens sont restées plus ou moins inchangées. L'année 2010 a connu une forte augmentation des demandes géorgiennes (1 025), toujours liée aux événements de 2008 et aussi aux partis d'opposition au président Saakachvili. Le 31 décembre 2009, l'OFPRA a déclaré 2094 personnes hors mineurs accompagnant placées sous sa protection. En 2010, 642 demandes d'asile ont été effectuées, dont 533 étaient des premières demandes. Le total des demandes accordées pour l'année 2010 a été de 172, soit 13,1 % de premières demandes et de demande de réexamen. Selon la nationalité hors mineur accompagnant le taux d'admission de l'Azerbaïdjan est de 13,1 %.

Tableau N° 18

Demandes d'asile et intégralité des décisions de l'OFPRA pour les Azerbaïdjanais dans les années 2001 à 2010.

À N N E E	Intégralité des demandes OFPRA					Totales décisions OFPRA (hors mineur)			
	Totale des demandes	ère demande	Réexami né	Dema ndeur mineu r	Total	Total des décisions	Rejets	% accord	Total des personnes admises Ofpra+CND A
2001		253	--	--	253	158	146	7,6 %	61
2002		375	22	--	397	257	225	12,5 %	93
2003	385	370	15	162	547	538	421	21,7 %	221
2004	578	525	53	248	826	629	565	10,2 %	228
2005	851	757	94	355	1 206	589	546	7,3 %	402
2006	730	576	154	302	1 032	547	500	8,6 %	158
2007	458	388	70	185	643	501	421	16,0 %	253
2008	518	431	87	198	716	550	472	14,2 %	329
2009	628	519	109	255	883	63	439	12,5 %	269
2010	642	533	109	237	879	74	489	13,1 %	172

(Source les rapports annuels de l'OFPRA de 2001 à 2010)

http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?dtd_id=10&xmld_id=2679

3.3. Conclusion

Le processus de migration, le changement du lieu d'habitation parfois la déportation de peuples entiers (les peuples « punis »), l'exil ont toujours existé au cours du XX^{ème} siècle, mais ils n'étaient pas toujours liés à des facteurs publics ou économiques. Le plus souvent, ces bouleversements étaient liés à la politique des pays impériaux, aux guerres, aux réformes, à la découverte de nouvelles terres, aux catastrophes naturelles, etc. Au cours des siècles précédents, le peuple azerbaïdjanais a connu le processus de migration les poussant à s'installer à l'étranger (Ibrahimli, 1996).

Dans les années 1980 et 1990, on a assisté à l'accroissement de l'émigration azerbaïdjanaise liée essentiellement au conflit du Haut-Karabakh. Des milliers d'Azerbaïdjanais ont été déportés d'Arménie et installés en Azerbaïdjan. Lors de la guerre du Karabakh de 1988 à 1994, plus de 800 000 Azerbaïdjanais d'Arménie et du Karabakh ont dû fuir leur région. Presque 400 000 Arméniens d'Azerbaïdjan ont eu le même destin (Constant, 1992). La plupart de ces réfugiés, surtout les familles mixtes, n'arrivant plus à obtenir la naturalisation et à vivre en Arménie ou en Azerbaïdjan, ont choisi d'émigrer vers un troisième pays. La France est ainsi devenue le premier pas d'accueil de ces familles mixtes. Outre cela, des milliers de réfugiés d'Asie centrale, des Kurdes, des Russes et des Tchétchènes ont trouvé refuge en Azerbaïdjan. Pour cette époque, le nombre total des réfugiés en Azerbaïdjan a atteint 1 million de personnes. Après la deuxième indépendance (1991), l'arrivée des réfugiés a renforcé à l'assurance de l'existence des clans en Azerbaïdjan¹⁵⁷. Bientôt, les clans les plus forts tels que les Arméniens, les Nakhitchevanais, les Kurdes ont pris le pouvoir. Cette classification a changé la situation économique de manière significative. Cette transformation est également devenue une cause de départ. Les personnes n'appartenant majoritairement à aucun clan ont choisi la migration. En raison de l'exode rural, les habitants des grandes villes en particulier les intellectuels sont partis à l'étranger. Malgré cela, l'émigration entre les années 1995 et 2000 (175 6000 personnes) a été moins importante que durant les années précédentes. La destination la plus choisie est restée les pays de la Communauté des États indépendants, en particulier la Russie (Sardarov,

¹⁵⁷ Lire le dessus Viatcheslav AVIOUTSKII (2007) *Les clans en Azerbaïdjan*, in : La Documentation française, *Le Courrier des Pays de l'Est* 2007/5 — n° 1063, pages 67 à 79.

2004)¹⁵⁸. Arif Yunusov affirme en même temps qu'à partir de 1997, le flux migration ethnique de la République d'Azerbaïdjan vers l'Occident a diminué. Il suggère qu'à cette période, *l'émigration des Arméniens et des Juifs a été achevée, et aussi l'époque des relations douces des Européens envers les immigrants ex-soviétiques est limitée* (Yunusov, 2009 : 172-173).

Après l'analyse des chiffres de l'émigration azerbaïdjanaise depuis les années suivant de l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, nous voyons qu'entre 100 000 et 120 000 personnes qui sont installées à l'étranger dont presque 80 000 d'entre elles sont d'origine azerbaïdjanaise. Plus de 44 000 citoyens azerbaïdjanaïses ont déposé une demande d'asile. Presque 3 000 d'entre eux ont obtenu une réponse positive¹⁵⁹.

Dans le regroupement de notre corpus statistique, nous nous sommes saisis des données de l'UNHCR, de l'OFPRA, du Comité des Statistiques d'État de la République d'Azerbaïdjan et les informations de l'Institut Politique de la Migration. Le Comité des Statistiques d'État de la République d'Azerbaïdjan estime à 28 870 le chiffre de départs d'Azerbaïdjan entre 1990 et 2006¹⁶⁰. Les données sur l'émigration vers la France ne sont pas communiquées dans ses données. L'UNHCR quand à elle évoque 1987 demandes de départs d'Azerbaïdjan pour l'année 2010 (2795 en 2009) vers les 44 pays industrialisés et 1841 demandes vers l'Union Européenne. Dans le bilan statistique de l'UNHCR pour l'année 2010, nous n'avons pas trouvé le nombre exact de demandes de l'Azerbaïdjan départ vers la France. Nous nous sommes par conséquent concentrés sur les données de l'UNHCR concernant les statistiques pour les années précédentes. De manière générale, de 1990 à 1999, seules 278 demandes de l'Azerbaïdjan ont été effectuées. Des données précises n'existent pas pour les années 1996. Pour les années de 2000 à 2006, le rapport présente 4 391 demandes azerbaïdjanaises vers la France. Au total, pendant 16 ans, de 1990 à 2006, l'UNHCR a enregistré 4 669 demandes, dont le plus grand nombre a été de 1 080 personnes pour l'année 2005.

La suite de notre recherche a été basée sur les statistiques présentées dans les rapports annuels de l'OFPRA publiés depuis 2001. Sur l'ensemble des pays du Caucase, la demande

¹⁵⁸ La Communauté des États indépendants (CEI) a été fondée le 8 décembre 1991 par la Biélorussie, la Russie, et l'Ukraine. La CEI est une collectivité intergouvernementale composée de 11 des 15 anciennes républiques soviétiques. L'Azerbaïdjan s'est joint à la CEI le 24 septembre 1993.

¹⁵⁹ <http://www.diaspora.gov.az>

¹⁶⁰ Idem

d'asile arméno-azerbaïdjanaise reste majoritaire. Au total, sur neuf années, 5418 demandes d'Azerbaïdjan ont été enregistrées en France. Selon les décisions de l'OFPRA et de la Cour nationale du droit d'asile, 2186 demandes ont obtenu une réponse positive. Entre 2001-2007, le taux d'admission global a été en moyenne de 44,95 % par an pour les Azerbaïdjanais et de 21,8 % pour les Arméniens. Depuis 2001, la demande d'asile de ces deux pays est en hausse et cette hausse est fondée particulièrement sur les problèmes ethniques et politico-ethniques qui traversent ces Etats. L'OFPRA examine les demandes d'asile de manière individuelle. Une demande enregistrée en tant qu'azerbaïdjanaise est le fait d'une grande majorité de demandeurs d'origine arménienne évoquant avoir quitté l'Azerbaïdjan avant l'indépendance. La plupart du temps, les demandeurs d'asile affirment ne pas avoir réussi à régulariser leur situation administrative dans aucune des anciennes Républiques soviétiques de manière durable. Au 31 décembre 2010, 2 239 demandeurs d'asile et une personne apatride d'origine azerbaïdjanaise, dont 52 % de femmes et 48 % d'homme ont été enregistrées sous la protection de l'OFPRA (OFPRA, 2010).

4. Les flux migratoires en provenance d’Azerbaïdjan. L’enquête auprès des immigrants azerbaïdjanais en France

4.1. L’objectif, le public et la technique d’entretien

Les flux migratoires actuels entre l’Azerbaïdjan et la France d’aujourd’hui consistent essentiellement en demandeurs d’asile. En 2010, on compte 642 demandes d’asile dont 533 ont été des premières demandes. Entre 2001 et 2010, 5418 Azerbaïdjanais ont effectué une demande afin d’obtenir le statut de réfugié en France (OFPRA, 2001-2010). Selon les statistiques officielles de Bakou, environ 70 000 de personnes d’origine azerbaïdjanaise vivent en France¹⁶¹. Pourtant, elles ne sont pas toutes originaires de la République d’Azerbaïdjan. La grande majorité d’entre elles vient de l’Iran et de la Turquie. Une autre partie, est originaire de Russie, de Géorgie et d’Arménie.

L’effondrement de l’Union soviétique a eu un impact profond sur l’émigration azerbaïdjanaise. Cet événement a entraîné une augmentation considérable des flux migratoires. Des dizaines de milliers d’Azerbaïdjanais ont effectué une demande d’asile en Occident : en Allemagne, aux États-Unis d’Amérique, en Belgique, en Autriche, en France, etc. N’ayant pas une grande culture de l’émigration, le peuple azerbaïdjanais a également profité des services de communication en utilisant l’Internet, la télévision, la radio afin d’entrer directement en contact avec la diaspora azerbaïdjanaise à l’étranger. Soulignons que durant les années 1960, s’informer sur les possibilités d’immigration n’était pas chose aisée. Seules des personnes très qualifiées pouvaient avoir recours à l’émigration tandis qu’aujourd’hui des couches très diverses de la société peuvent émigrer. D’autre part, la stratégie d’émigration actuelle a changé parce que des agences de voyages proposent dans certains cas ouvertement de faux documents (passeports, visas). Aujourd’hui, il est par conséquent difficile d’établir un profil clair des migrants. L’immigration azerbaïdjanaise en France apparaît néanmoins comme étant en grande partie une émigration de type économique. Nous ne pouvons pourtant pas exclure d’autres flux migratoires socio-économiques, politiques, etc. De nos jours, malgré les efforts des chercheurs et des

¹⁶¹ 1. Comité d’État pour les Azerbaïdjanais vivant à l’étranger www.diaspora.az.

2. Z. Əliyev, *Diaspor*, B. 2007 p.343.

institutions internationales, les études explicatives portant sur la migration azerbaïdjanaise en France restent encore peu étudiées et il semble que la présente soit l'une des premières.

La dernière partie de notre recherche est consacrée particulièrement à l'immigration azerbaïdjanaise en France de la fin du XX^{ème} au début du XXI^{ème} siècle. Nous y examinerons la communauté azerbaïdjanaise de plus près, en nous adressant à des migrants concernés avec les questions suivantes : qui sont les immigrés d'Azerbaïdjan ? Pour quelles raisons se trouvent-ils en France : pour continuer vers un pays tiers ou pour s'établir en France ? Quelles sont leurs motivations ? Quels problèmes économiques et politiques rencontrent-ils durant leur migration ? Pensent-ils retourner un jour dans leur pays ? Quelle est l'importance de la mobilité pour eux ? En général, pour le guide d'entretien de recherche de cette partie nous avons adopté ici une approche empirique. Cette enquête a pour objectif de fournir des informations sur le processus par lequel les nouveaux immigrants s'adaptent à la société française et de dégager les facteurs qui aident ou freinent l'adaptation. Une enquête rétrospective par l'interview directe a été réalisée auprès des migrants ayant accepté de répondre aux questions.

Nous avons effectué une série d'interviews ciblées vers une quinzaine des familles migrantes d'origine azerbaïdjanaise en France. Nous avons utilisé des témoins privilégiés, des associations telles que la Maison d'Azerbaïdjan (créée en 2005, Strasbourg), Association des Étudiants Azerbaïdjanais en France (créée en 1999, Strasbourg) et des personnes actives sur le terrain. Nous n'avons pas uniquement visé à rencontrer des familles migrantes provenant de la République d'Azerbaïdjan, mais aussi des familles azerbaïdjanaises originaires d'Arménie, de Géorgie, d'Iran, de la Fédération de la Russie et de la Turquie, c'est-à-dire les cinq pays frontaliers de l'Azerbaïdjan. La population cible de l'enquête a consisté en l'ensemble des immigrants issus de trois pays du Caucase du Sud et de la Fédération de la Russie après la deuxième indépendance (1991). Elle devait être âgée de plus de 18 ans et de moins de 60 ans. Dans notre enquête auprès de migrants originaires de Turquie et d'Iran nous n'avons pas prêté attention à la date d'entrée en France. Comme notre sujet concerne également la migration des étudiants azerbaïdjanais nous avons choisi pour chaque destination un étudiant. Au départ, pour analyser des enquêtes nous avons pensé à distinguer l'*idéal type* des personnes sans tenir compte de leur pays d'origine et de les

comparer avec les autres personnes et aussi comprendre en quoi elles sont « typiques »¹⁶². Etant donné la pluralité des cas et du nombre des familles, nous avons décidé d'organiser des entretiens informels (laisser parler librement l'interviewé) ce qui permet beaucoup de souplesse. Signalons que le contact avec certains immigrants n'était pas facile et certains entretiens ont été menés sans notes écrites : une conversation sans grille ou guide d'entretien, juste un échange verbal avec tous les avantages et les inconvénients que cette approche impliquait. Un travail statistique étant impossible sur un échantillon de 15 familles, notre analyse est qualitative et non quantitative. Nous avons rencontré des familles installées essentiellement en Alsace et dans différentes régions de la France. Durant notre analyse, l'anonymat aussi est une mesure de précaution et de sécurité des migrants. Pour la compréhension facile et afin de garder l'anonymat nous avons emprunté les prénoms fictifs et nous avons donné un âge faux aux personnages de l'enquête.

Les principaux résultats de l'enquête enrichissent notre recherche. Nous envisageons successivement d'une part de comparer les situations lors de l'enquête initiale et lors de l'enquête renouvelée ainsi qu'une analyse d'un même individu à diverses périodes. Dans l'analyse de nos entretiens, nous nous sommes concentrés sur les tendances migratoires des familles rencontrées, leurs caractéristiques, identifié les types de migrations selon les caractéristiques sociales et étudié l'impact des migrations sur les lieux d'origine et d'accueil des migrants.

¹⁶² *L'idéal-type* est un concept sociologique défini par Max Weber (1965). Pour Weber, cette méthode permet de dresser un « tableau de pensée homogène » qui n'a pas pour finalité de retranscrire la réalité.

4.2. Résultats de l'enquête concernant les motivations des migrants

Aujourd'hui, la France est l'un des rares pays européens, qui attribue le statut de réfugié aux migrants forcés ayant quitté leur pays d'origine pour des raisons hors de leur volonté, offrant presque les mêmes droits que les Français. Il existe trois types d'asile en France : l'asile conventionnel, l'asile constitutionnel et l'asile territorial. Par rapport aux pays du nord de l'Europe, la France peut-être ne pas paraître *confortable*, mais elle est relativement convoitée par les migrants en raison de la possibilité d'obtention *positive* (décision positive sur l'octroi de l'asile politique) élevée comparée à d'autres pays. Ce n'est pas un hasard si après l'obtention du statut de réfugié en Angleterre ou en Allemagne, certains migrants, surtout issus de pays d'Afrique, s'installent en France. Cela également valable pour la plupart des familles azerbaïdjanaises étant arrivées d'abord en Allemagne puis, après avoir échoué dans leur demande d'asile, ayant tenté leur chance en France. Pourquoi la France ? Selon l'INSEE (2008), la France métropolitaine comptait 5 millions d'immigrés en 2008, soit 8 % de la population. Tous les ans, environ 100 000 entre elles obtiennent la nationalité française - 50 % par naissance, 50 % suite aux naturalisations. Le droit d'immigrer et le choix de libre résidence ainsi que la plus importante la vie sociale plus élevée et le droit à l'égalité attirent particulièrement les immigrés vers la France. La France est sans aucune doute l'un des pays qui attire le plus d'attention des réfugiés par les nombreux avantages qu'elle leur offre en termes de logement, de nourriture, de soins médicaux gratuits, etc.

Tableau N° 19

Population étrangère et immigrée par sexe et âge en 2008 en France

	2008 (en %)	
	Étrangers	Immigrés
Part des hommes	51	49
Part de la population ayant :		
Moins de 15 ans	17	5
15 à 24 ans	10	9
25 à 54 ans	49	55
55 ans ou plus	25	31
Nombre (en milliers)	3715	5342
Poids dans la population totale	5,8	8,4

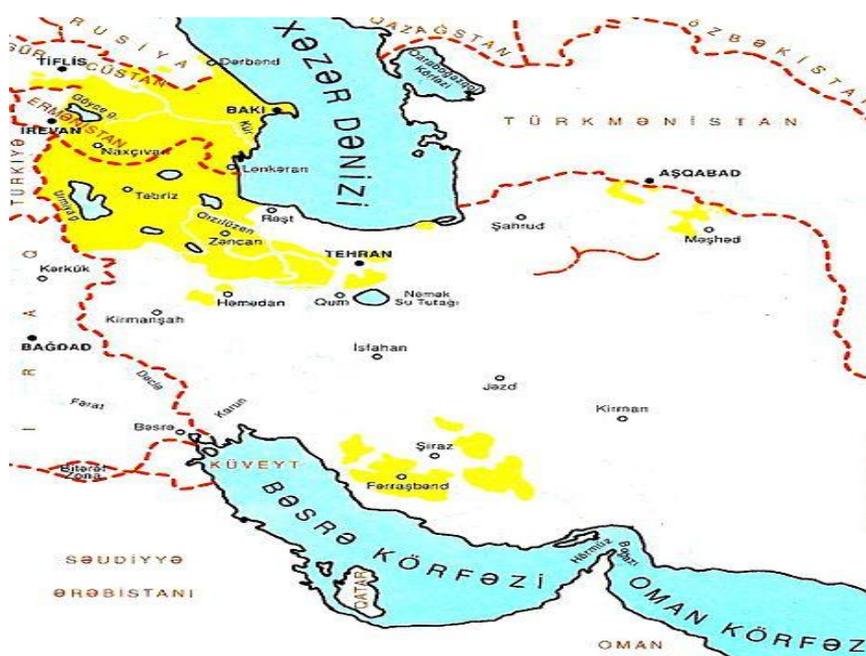
Source : Insee, RP 1990 exploitations au quart, RP1999 et 2008 de l'exploitation principale.

Les motivations que les Azerbaïdjanais avancent dans les entretiens pour expliquer leur décision d'émigrer peuvent être regroupées essentiellement en trois catégories : les raisons politiques, économiques et sociales. Un grand nombre de migrants affirme avoir quitté leur pays pour une raison politique. Le motif économique (manque de travail, conditions de travail, salaires bas et inflation) vient en deuxième position. Cependant, les migrants azerbaïdjanais de manière globale sont aussi, tout comme les autres migrants, à la recherche d'une vie meilleure et plus satisfaisant en Europe ou en Amérique du Nord afin de garantir leur avenir et celui de leurs enfants. Traditionnellement, les inégalités économiques mondiales ont été considérées comme l'une des causes principales de l'immigration vers l'Occident. Pourtant, la fin des années 1980 et le début 1990, a vu l'émergence d'une autre cause d'émigration pour les Azerbaïdjanais et les Arméniens beaucoup plus liée à des raisons politiques. Durant cette décennie, par exemple, l'émigration des Russes et des Juifs de la Russie a été remise sur des problèmes sociaux, tandis que la motivation principale des Caucasiens a résidé dans les motivations politiques.

Les résultats présentés dans cette étude basent sur nos analyses sur des familles migrantes récentes. Pour cette étude, la sélection des familles a été faite selon un certain nombre de critères. Au total, 15 familles ont été sélectionnées et au moins un ou deux membres de chaque famille ont été questionnés. En même temps, nous avons aussi souligné que l'on ne peut pas généraliser nos observations sur l'ensemble des populations immigrantes.

L'analyse de l'enquête a été effectuée en fonction du lieu d'origine des familles rencontrées. Nous avons distingué les familles en deux groupes : les familles originaires des trois pays du Caucase du Sud et de la Fédération de la Russie, et les familles originaires d'Iran et de Turquie. Les personnes du premier groupe ont un siècle d'histoire commune. Nous considérons que les familles regroupées sous ce groupe ont connu des mêmes motifs et des dates d'immigration semblables. Le deuxième groupe rassemble des Azerbaïdjanais ethniques turcophones vivant en Iran, en Turquie, en Arménie, en Géorgie et en Russie.

En jaune, les régions peuplées par des minorités turcophones (azerbaïdjanais)



Source : www.google.fr/images

Malgré de grands changements géopolitiques dans le Caucase du Sud suite aux traités de Gulistan (1813) et Turkmentchay (1828), les Azerbaïdjanais d'aujourd'hui présentent un seul groupe ethnique. Selon des statistiques inofficielles, le nombre d'Azerbaïdjanais en Iran est de 25 à 33 millions de personnes¹⁶³. Ils vivent essentiellement dans les grandes villes comme Zanjān, Tabriz, Ardabil, Hamadhan, Qazvin, etc. La deuxième population d'origine azerbaïdjanaise la plus importante vivait en Arménie jusqu'à la fin des années 1990 et ne vit plus dans ce pays aujourd'hui. Entre 1988 et 1991, en raison du conflit du Haut-Karabakh environ 200 000 Azerbaïdjanais soumis à des oppressions et à des agressions ont été obligés de quitter le pays. Selon le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, entre 30 et quelques centaines de personnes d'origine azerbaïdjanaise vivent actuellement en Arménie¹⁶⁴. Les Azerbaïdjanais en Russie vivent traditionnellement dans le sud du Daguestan, où leur nombre selon le recensement de 2002 est de 111 656 personnes¹⁶⁵. Actuellement, ils constituent une majorité dans la région de Derbent au Daghestan (55,7 %) et également dans les régions de Tabasaran et Kizliar. La migration interne de l'époque

¹⁶³ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Az%C3%A9ris>

¹⁶⁴ http://en.wikipedia.org/wiki/Azerbaijanis_in_Armenia

¹⁶⁵ Selon les estimations inofficielles, le nombre d'Azerbaïdjanais vivant en Russie a atteint 2 millions de personnes.

soviétique et postsoviétique a conduit à ce qu'aujourd'hui, selon le recensement de 2002, 621 840 personnes vivent en Russie (Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, 2005 ; 77)¹⁶⁶. Les Azerbaïdjanais vivant en Géorgie vivent essentiellement dans les régions de Borchali (Kvemo-Kartli 225 000), Marneuli (98 000), Gardabani (50 000), Bolnisi (49 000), Dmanisi (19 000) ainsi qu'en Kakhétie, à Sagarejo, à Rustavi, à Telavi, à Tbilissi et à Lagodekhi. Selon le recensement de 2002, le nombre d'Azerbaïdjanais en Géorgie est de 284 761 personnes, soit 6,5 % de la population (Ibrahimli, 2006)¹⁶⁷. En Turquie, les Azerbaïdjanais habitent traditionnellement près de la frontière avec l'Arménie, dans la province de Kars, Iğdir, et du district de la province d'Erzurum. Avec l'effondrement de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, beaucoup d'entre eux ont émigré en Turquie. Actuellement, la grande majorité vit dans les grandes villes occidentales de Turquie. Nous avons rencontré des difficultés à trouver des statistiques exactes sur la Turquie. Selon les chiffres inofficiels, environ 300 000 personnes à Istanbul. 300 000 autres vivent dans les régions de Kars, d'Iğdir et d'Erzurum. Les données officielles de Bakou suggèrent que plus de trois millions d'Azerbaïdjanais vivraient en Turquie (Balci, 2008).

Nous avons présenté les pays voisins, les régions et les nombres d'Azerbaïdjanais autochtones qui habitaient et habitent ces territoires. A présent, nous souhaitons exposer l'émigration de ce groupe.

¹⁶⁶ http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/minorities/3_fcnmdocs/PDF_2nd_SR_RussianFederation_fr.pdf

¹⁶⁷ Le recensement 2002 en Géorgie source :

http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_la_G%C3%A9orgie

http://en.wikipedia.org/wiki/Azerbaijanis_in_Georgia

4.3. Les étudiants et leur intégration à la société française

Les mots *migrant* et *nomade* selon les époques ont été employés de manières différentes et désignent les personnes qui avaient l'habitude de voyager, sachant que le nomadisme est un mode de vie fondé sur le déplacement d'un peuple. Le phénomène de migration est aussi ancien que l'humanité. Les mouvements de population atteignent 200 millions de personnes par an, soit 3 % de la population mondiale¹⁶⁸. À la fin du XIX^{ème} siècle est apparue une nouvelle forme de migration vers les universités occidentales. L'université de Tulsa aux États-Unis a désigné cette nouvelle génération « *d'étudiants migrants* ». À la différence des générations précédentes, ces migrants ne sont pas à la recherche d'amélioration de leur situation économique, mais plutôt en quête d'éducation par le voyage. La mondialisation a eu un impact sur de nombreux aspects de la vie quotidienne et les étudiants d'aujourd'hui sont plus mobiles. Si dans les années soixante du XX^{ème} siècle la croissance économique a été stimulée par l'état, aujourd'hui, les investissements privés étrangers devançant l'état. Le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les établissements supérieurs a augmenté de 10 à 15 %, y compris en Afrique, en Asie et en Amérique latine (Mouaoued, 2011). L'enseignement n'est plus réservé à l'élite comme au début du XX^{ème} siècle, mais bien au contraire, actuellement, les études sont devenues un élément central du système mondial d'enseignement supérieur. Selon *Global Education Digest* de l'UNESCO (2009), le nombre d'étudiants étrangers augmente tous les ans. Ceux-ci représentaient 53 % de l'effectif mondial. En 2009, cette tendance se poursuit. Les États-Unis sont les leaders dans ce phénomène avec 21,3 % d'étudiants étrangers résidant sur leur territoire¹⁶⁹. Toutefois, le nombre d'étudiants à l'étranger augmente mondialement. Aujourd'hui, la migration des jeunes en raison de leurs études est devenue un élément central du système mondial d'enseignement supérieur. Au cours des 25 dernières années, la mobilité internationale universitaire a augmenté de plus de 300 % (Bruch et Barty, 1998, UNESCO, 1997). L'une des principales causes de la mobilité académique des étudiants est le soutien de divers programmes (ERASMUS, COMMETT, LINGUA, TEMPUS). Un tel développement ciblé de la mobilité académique des étudiants est un moyen de développer la formation de professionnels hautement qualifiés sur le marché international.

¹⁶⁸ OIM : Organisation internationale pour les migrations, rapport 2008 sur l'état de la migration dans le monde

¹⁶⁹ *Global Education Digest 2009, Comparing Education Statistics Across the World*, UNESCO Reference Works Series

À la rentrée 2010, 2 318 700 étudiants étrangers étaient inscrits dans l'enseignement supérieur en France. Depuis 2009, le nombre d'étudiants étrangers inscrits est en forte hausse¹⁷⁰. Depuis la fin de l'idéologie soviétique, les étudiants azerbaïdjanais désirant étudier à l'étranger ont pu la chance de franchir les frontières pour atteindre leur but. Parmi les pays choisis par les étudiants, la France occupe l'une des places les plus importantes. La création du Centre de ressources sur la France contemporaine en 1998 à Bakou et l'installation de la francophonie en Azerbaïdjan a favorisé la mobilité des étudiants désirant poursuivre leurs études en France. Parmi les villes françaises de destination, Paris et Strasbourg, constituent les premières villes accueillant les étudiants azerbaïdjanais. À partir de 1999, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités françaises a augmenté. Le nombre d'étudiants ayant obtenu une *Bourse d'études du Gouvernement français* (BGF) a également progressé également. Outre différentes bourses destinées à des étudiants en différentes disciplines, il existe des échanges scientifiques : une bourse dans le cadre du partenariat entre le CNRS et l'Institut d'Archéologie de Bakou et une bourse de l'ENA dans le cadre du projet de soutien à l'AAP de Bakou. En 2006, le *Programme d'état sur l'éducation à l'étranger des jeunes azerbaïdjanais entre 2007 et 2015* a été signé. Conformément à ce programme éducatif, la candidature de près de 5000 étudiants à l'étranger a été prise en charge par l'État pour des pays européens. Selon l'information du ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, la France figure au IIIème rang des pays d'accueil des étudiants (37 % en licence, 46 % en master, 16 % en doctorat). En 1999-2000, le nombre des étudiants était de 55 personnes, pour l'année académique 2005-2006, le chiffre a atteint 194 étudiants. En 1998, l'Université Marc Bloch a signé des conventions avec 5 universités azerbaïdjanaises. L'Université des Langues de Bakou propose un master FLE pour les diplômés de ces filières, afin de former des enseignants universitaires¹⁷¹.

Depuis l'indépendance (1991), les étudiants ont aujourd'hui toutes les chances de réaliser leurs projets d'études dans des pays étrangers. Parmi les pays d'accueil, la France occupe aujourd'hui l'une des places les plus importantes et la ville de Strasbourg reste l'une

¹⁷⁰ www.insee.fr

¹⁷¹ France-Diplomatie-Azerbaïdjan

URL : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/azerbaïdjan_457/presentation-azerbaïdjan_929/enseignement-superieur_71449.html

des villes du pays les plus choisies par les étudiants. Il existe au moins 7 associations des étudiants azerbaïdjanais à Strasbourg dont la plus connue est l'ASEAF¹⁷².

Dans ce chapitre, nous souhaitons retracer la question de mobilité des étudiants azerbaïdjanais en France et voir si le déplacement dans le cadre universitaire ne pourrait pas constituer, en même temps, un moyen de voyage, voire d'immigrer. D'une part encore aujourd'hui, les recherches sur les *migrations estudiantines* azerbaïdjanaises n'est pas très nombreuses, mais les liens entre la mobilité d'étudiants et une migration de travail restent intéressants. D'autre part, la *migration estudiantine* est aussi une forme de *fuite des cerveaux* (brain drain), car elle correspond à une émigration d'un personnel instruit et professionnel d'un pays à un autre, généralement pour obtenir un meilleur salaire ou de meilleures conditions de vie.

En effet, ces dix dernières années, selon notre expérience, nous avons constaté que le nombre des anciens étudiants formant une famille avec des citoyens français est en hausse. Nous proposons ici de mener une enquête auprès de ces anciens étudiants d'origine azerbaïdjanaise installés en France. Dans les pages qui suivent, nous intégrons à titre illustratif la biographie d'un migrant arrivé en tant qu'étudiant et resté en France par la suite.

¹⁷² D'après les données de l'Association des Étudiants Azerbaïdjanais en France (ASEAF), pour l'année 2011, Strasbourg accueillait plus de 80 étudiants azerbaïdjanais.

4.4. Histoire et chronique des nouvelles familles azerbaïdjanaises en France

En entrant en contact avec le milieu de migrants d'origine azerbaïdjanaise en France, nous avons observé des cas légaux et des cas illégaux. Durant ces 20 dernières années, les principaux modèles d'immigration consistaient dans *le programme d'éducation* – quand les jeunes étaient inclus dans un projet pédagogique, et dans *l'obtention du statut de réfugié et d'asile* – qui était particulièrement utilisé dans les années 1990 et qui a régressé avec le durcissement de la politique d'immigration des pays européens. L'immigration s'est enfin également réalisée *par l'intermédiaire de parents à l'étranger et de la diaspora*. Ce mode d'entrée en France est devenu fréquent ces dernières années avec l'obtention du visa touristique. Ce modèle est utilisé aussi par les agences touristiques.

4.4.1. Azerbaïdjan

Nous avons rencontré trois familles immigrées en France originaire de la République d'Azerbaïdjan.

La première famille, arrivée en France en 1996, est la famille la plus ancienne installée sur le sol français dans notre échantillon. Notre interlocuteur Arfi est né en 1965 dans le nord de l'Azerbaïdjan. La famille est composée de cinq personnes. Les deux fils sont nés en 1992 et en 1994 en Azerbaïdjan et sa fille de 13 ans est née en France. L'interviewé explique qu'après son service militaire, fait à Saratov, une ville de Russie, il s'est inscrit à l'université. Entre temps, il s'est marié avec son épouse originaire d'Azerbaïdjan et il est reparti pour la Russie. En 1992, en raison de sa situation familiale, il a été obligé de retourner dans son pays d'origine et de poursuivre ses études supérieures à Bakou. Cependant, la situation politico-économique continuait de l'inquiéter et le poussait à partir l'étranger. Cette fois-ci, il a décidé de partir en Europe. Après l'obtention du visa touristique (visa Schengen) pour la France, il est resté en Allemagne un mois dans l'idée d'y rester quelques mois, de trouver un travail, d'acheter une voiture et de retourner en Azerbaïdjan.

Cela constitue un cas typique pour les immigrés azerbaïdjanais de Russie. Mais hélas, la situation n'a pas correspondu pas à ses attentes, car son visa ne lui a été délivré que pour un mois, et ne lui a pas donné le droit au travail. A son arrivée, des migrants originaires de Turquie et de l'ex-Union Soviétique qui lui ont donné des conseils pour obtenir le statut de réfugié. Etant donné qu'il possédait un visa français, l'état allemand l'a cependant renvoyé en France. Ce cas a été très fréquent durant notre enquête. En mai 1996,

à l'âge de 29 ans, Arif est arrivé sur le sol français. En août 1997, sa femme et ses deux fils âgés de 3 et 5 ans sont arrivés eux aussi en France avec un visa touristique. Un peu plus tard, la famille a demandé le regroupement familial et a obtenu le statut de réfugié.

L'intégration à la société française n'a pas été très difficile, même s'ils ne maîtrisaient pas le français. Arif n'a pas obtenu un travail équivalent à son diplôme, mais il a toujours eu un emploi dans différentes entreprises. Il souhaite retourner en Azerbaïdjan quand ses enfants auront grandi. Il a même acheté un appartement dans son pays natal. Nous avons aussi eu l'occasion de discuter avec les enfants d'Arif. Tous trois sont sérieux et n'ont qu'une idée — réussir dans leurs études, trouver une place dans la société française ainsi que jouer un rôle dans les relations franco-azerbaïdjanaises. Considérés comme membres de la deuxième génération, ces enfants se sentent plutôt français, mais d'origine azerbaïdjanaise. En fonction du budget familial, la famille tente de rentrer en vacances en Azerbaïdjan tous les ans.

La deuxième famille que nous avons rencontrée est aussi considérée comme l'une des familles les plus anciennes installées en France. Par contre, nous avons rencontré des difficultés dans notre travail de terrain. Le fait d'être relativement connu parmi la communauté azerbaïdjanaise du fait de notre propre implication associative et aussi parmi les migrants d'origine des républiques de l'ex-Union soviétique en France, la famille n'a accepté de discuter que sur des choses basiques, et non de mener un entretien en profondeur. Cette famille n'a pas été seule à refuser un entretien approfondi. Grâce à nos entretiens réalisés et les conversations auxquelles nous avons participé, nous avons été orienté vers d'autres dimensions de l'immigration.

La famille Rasulov est installée en France depuis 11 ans. Notre interlocuteur a 60 ans. Avant d'arriver en France, il a occupé un poste important dans l'un des pays ex-Union soviétique pendant de longues années. À la fin des années 1990, avec les bouleversements politiques du pays, il a perdu son emploi et il est retourné en Azerbaïdjan. Pendant plusieurs années des difficultés pour trouver un travail et s'adapter à la situation du pays. Cela l'a poussé à l'émigration. Laisant sa fille de 24 ans et son fils de 20 ans à Bakou, il est arrivé avec sa femme en France. Après la régularisation de leur statut de réfugié, ses enfants les ont rejoint, lui et son épouse. L'adaptation des quatre membres de la famille à leur environnement français ne s'est pas passée de manière identique, en raison de leurs âges différents. Notre interlocuteur et sa femme sentent toujours des difficultés dans leur

adaptation à la société française, mais souhaitent néanmoins rester en France. La famille s'est agrandie avec la naissance des petits-enfants. Contrairement à notre expérience avec les parents, nous n'avons pas rencontré de difficultés à réaliser un entretien avec les enfants de la famille. Tous deux sont mariés avec une personne d'origine azerbaïdjanaise. Ils se sentent à l'aise et s'intègrent facilement à la société. L'épouse du fils de notre interlocuteur a trouvé un emploi stable, et elle est même devenue fonctionnaire dans une collectivité territoriale.

Le troisième entretien que nous avons effectué a été mené avec une famille franco-azerbaïdjanaise. Cette fois-ci, notre interlocuteur a été un ancien étudiant émigré en France par le programme d'éducation. Cet interlocuteur n'a pas hésité à mener un entretien avec nous.

Ilkin est né en 1978 dans la région de Gabala (le nord de l'Azerbaïdjan). Après l'obtention de son baccalauréat, il a été engagé pendant trois ans dans l'armée pour un service obligatoire malgré l'accord de cessez-le-feu signé à Bichkek le 16 mai 1994 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En 1999, dégagé des obligations militaires, il a décidé de réaliser son rêve en d'entamer des études universitaires. À la fin de l'année 2000, il est arrivé dans la capitale azerbaïdjanaise pour préparer son entrée à l'Université des Langues d'Azerbaïdjan mention française. Cependant, des difficultés financières l'ont empêché de poursuivre ses études. Par l'intermédiaire de son cousin qui faisait ses études en France, il a préparé son dossier pour partir. En octobre 2003, à l'âge de 25 ans, il est arrivé sur le sol français avec un budget de presque zéro. Parallèlement à ses études il a trouvé un job d'étudiant et il a rencontré d'une Française. Une fois ses études terminées, il a décidé de s'établir en France. En 2006, il a obtenu son Master 2 et s'est installé avec sa petite amie en France. En 2007, leur fils, et en 2009, leur fille sont nés. L'intégration à la société française se passe facile, car mon interlocuteur parle très bien le français. Son amie est très intéressée par la culture azerbaïdjanaise et essaie d'apprendre la langue. Elle a réalisé un premier voyage en Azerbaïdjan et attend sa deuxième visite avec impatience. Elle a accepté l'origine de son compagnon sans aucune difficulté. La famille gagne raisonnablement sa vie. Nouvellement, notre interlocuteur a été embauché dans une entreprise de voitures prestigieuse en tant qu'agent de comptable. À la question « Aimeriez-vous un jour retourner en Azerbaïdjan ? », notre interlocuteur a répondu « Oui et non ». Non parce qu'il est arrivé à réaliser ses rêves depuis qu'il est en France et oui parce que tous ses proches vivent dans son pays d'origine.

4.4.2. L'Arménie

Les Azerbaïdjanais d'Arménie appelés aussi *Azerbaïdjanais occidentaux* (*qərbi azərbaycanlı*) forment une population vivant dans l'actuelle Arménie actuelle depuis plusieurs siècles. Depuis le traité de Turkmentchay en 1828 jusqu'aux années 1988 et 1991, 1,5 million de personnes ont été déportées de l'ancienne goubernia Erivan (la province Irevan). Quelque 500 000 personnes sont mortes. Selon le recensement russe de 1916, le nombre d'Azerbaïdjanais vivant dans l'Arménie actuelle était de 373 582 personnes soit 37,5 % de la population (Mamedov, 2003). Durant l'exode des années 1948 et 1950 et durant le conflit du Haut-Karabakh entre 1988 et 1991, 300 000 autres personnes ont été déportées d'Arménie (Vəliyev, Muxtarov, Hüseyinov, 1998). Aujourd'hui, mis à part des otages et des familles mixtes, il n'existe presque plus aucune famille azerbaïdjanaise en Arménie. Dans cette partie, nous n'évoquerons pas l'émigration des Azerbaïdjanais d'Arménie, mais plutôt celle des personnes originaires d'Arménie. Nos interlocuteurs de ce groupe ont été des Azerbaïdjanais vivant en France et ayant été déportés pendant la période soviétique ainsi que lors du dernier conflit arméno-azerbaïdjanais. Nous devons noter que malgré la présence des migrants sur place l'entretien de ce sous-chapitre ne c'est pas réalisé facilement ; cette difficulté était liée au statut de ces migrants.

Notre interlocuteur Arzou est né en 1970 près de la capitale azerbaïdjanaise. Après ses études secondaires, il a passé son permis poids lourd et est devenu chauffeur. Sa famille, originaire d'Arménie, a été déportée après la Deuxième Guerre mondiale. Entre 1992 et 1993, il a participé à la guerre de Karabakh et a été démobilisé en raison d'une blessure le rendant invalide. En 1994, il a fondé sa famille et a trouvé un emploi dans une agence de sécurité à Bakou. La location d'une petite chambre et son salaire bas ont rendu leur vie difficile et les a poussés à chercher des moyens d'émigrer.

En 1999, par l'intermédiaire d'un ami, il a rencontré un groupe qui a organisé l'immigration clandestine de la famille en Europe, plus précisément vers l'Allemagne. La trajectoire a compris le départ de Moscou, via la Biélorussie, la Pologne et l'arrivée en Allemagne pour 6 000 \$, dont 1 000 \$ à payer à l'avance. Arzou a remboursé le restant du montant en travaillant au noir pendant une longue période pour les mêmes organisateurs. Avec trois enfants en bas âge (5, 3 et 1 an), sa femme et 1 700 \$, dont 750 \$ compris les dépenses de voyage, il a quitté le pays presque définitivement. Le « voyage » a été organisé pour quelques familles en même temps. Lors de notre entretien, notre interlocuteur content à

peine ses larmes. Il se souvient toujours de ce trajet comme d'un cauchemar et assure que s'il avait connu l'itinéraire avant son départ, il ne serait jamais parti. En même temps, il présume que pour lui seul, le trajet n'aurait pas été difficile. Il se souvient constamment du petit bateau qui a traversé la rivière, dans lequel sa fille d'un an a risqué de se noyer, d'une marche d'une trentaine de kilomètres sans pause, du froid, de la famine et ainsi de suite. Il évoque que ses enfants ont encore aujourd'hui peur de la forêt et du fleuve. Le pire selon son récit a été la réponse de l'un des organisateurs à leur arrivée parce qu'il leur rapprocha la noyade manquée de sa fille et le trajet difficile. Ils lui ont assuré qu'il faut remercier Dieu, parce qu'il n'a perdu aucun de ses enfants. Quelques années plus tard, l'équipe qui organisait ces types de voyage clandestin a été arrêtée.

À 28 ans, il a fini par arriver sur le sol allemand avec sa famille et a effectué une demande pour l'obtention du statut de réfugié. Après deux semaines d'installation, il a été frappé par un accident vasculaire cérébral. La réponse négative de l'état allemand est arrivée deux ans plus tard. Son avocat lui a conseillé de quitter le pays avant la décision de tribunal et de s'installer dans un autre pays d'Europe, plus précisément en France. En 2002, la famille est arrivée en France. Avec les conseils de ses amis, il s'est présenté sous un autre nom et prénom et a inventé la mixité de son mariage. Après quatre ans, la famille a obtenu le statut de réfugié. Le dernier fils est né en 2007 en France. La famille, excepté le père, n'est pas encore rentrée en Azerbaïdjan. En 2008, il a pris le même trajet pour visiter sa famille au pays. À la frontière entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan il a été arrêté. Après deux semaines, il a tenté sa chance une deuxième fois et a réussi à passer la frontière. Notre interlocuteur est très content de sa vie d'aujourd'hui, mais son chagrin le plus grand est le changement de son nom qui lui pose toujours le problème. Actuellement, il ne pense pas quitter la France.

La deuxième famille est originaire d'Arménie, réfugiée d'abord en Azerbaïdjan, puis émigrée en France.

La famille Gouliyev est installée en France depuis 2001 et a obtenu le statut de réfugié politique. Cela a correspondu à l'année durant laquelle la France a officiellement proposé la reconnaissance le génocide arménien par la loi du 29 janvier 2001. Pendant notre conversation notre interlocuteur Ramiz nous a fait comprendre qu'il ne souhaite pas beaucoup parler sur le sujet de son statut, en précisant qu'il présente l'exemple d'une famille mixte arméno-azerbaïdjanaise. En réalité, sa femme et lui sont originaires d'un village azerbaïdjanais d'Arménie. En 1989, comme des milliers de leurs compatriotes, leurs familles

se sont elles aussi réfugiées en Azerbaïdjan et se sont installées durant de longues années dans les camps des réfugiés. En 1998, Ramiz et son épouse ont fondé leur famille. Après la naissance de leur fille, leur situation économique est devenue encore plus difficile. Par l'intermédiaire de parents proche installés en Allemagne depuis quelques années, ils ont décidé d'émigrer. La famille est arrivée en Allemagne au début de l'année 2001 et n'y est resté que 4 mois. Avant la fin de la date d'expiration du visa, elle a traversé la frontière vers la France. La principale cause de son émigration a été son aspiration à la liberté d'expression et sa situation économique précaire. En 2002, la deuxième fille de la famille est née. En attendant sa régularisation, la famille a commencé à créer une entreprise et bientôt, le chef de la famille a obtenu le statut de commerçant. Aujourd'hui, la famille s'intègre facilement à la société française. Par contre, avant d'émigrer en Europe elle s'attendait à une vie économique plus confortable. Malgré plusieurs années de vie en France, elle pense un jour retourner au pays.

Pour ce troisième entretien, nous avons eu l'occasion d'organiser une interview avec une personne issue d'une famille relativement connue parmi la communauté azerbaïdjanaise en France et aussi en Azerbaïdjan. L'entretien a été facile, mais bref.

Notre troisième interlocuteur est né en 1973 en Arménie. En 1989, sa famille a été déportée lors du conflit du Haut-Karabakh et s'est installée à Bakou. En 1992, il a été mobilisé et durant deux ans a participé à la guerre du Karabakh. Après le cessez-le-feu, en mai 1994, il est retourné à Bakou. Afin de poursuivre ses études supérieures, il a préparé son dossier pour l'Université. Après l'obtention de son diplôme d'ingénieur, il a décidé de partir en Allemagne. En 1998, utilisant la méthode classique (visa touristique), il est arrivé sur le sol allemand. Durant les 10 mois de clandestinité qui ont suivi, il n'est pas parvenu à s'installer définitivement. L'année suivante, il est parti pour la France pour déposer une demande de statut de réfugié. Avant d'obtention de ses papiers, pendant quelques années, il a travaillé au noir dans différentes entreprises de construction dont les patrons étaient souvent d'origine turque. Actuellement, il travaille toujours dans le même secteur et s'intègre facilement à la société. Il a contact avec ses proches d'Azerbaïdjan, mais ne veut en aucun cas y retourner définitivement. Il a également décidé de se marier avec une fille azerbaïdjanaise.

4.4.3. La Géorgie

La Géorgie du point de vue ethnique, religieux et politique n'est pas non plus homogène. Elle connaît des problèmes divers (Abkhazie, Ossétie du Sud, Adjarie) et deux régions ne reconnaissent aucune forme d'autonomie nationale en Djavakhétie ou à Borchali¹⁷³. La plus grande partie de la population de Borchali descend d'une ethnie azerbaïdjanaise. D'après l'association *Borchali*, créée en 1989 à Bakou, le nombre des Azerbaïdjanais de Géorgie est de plus de 600 000 personnes. K. Ibrahimli (2006) précise que seulement depuis 1989, au moins 100 000 personnes ont quitté la Géorgie. En 1988, en Géorgie comme dans toute l'URSS, le mouvement de libération nationale est entré dans une nouvelle politique discriminatoire contre les non-Géorgiens. Les Azerbaïdjanais de Borchali se sont installés essentiellement en Russie et en Azerbaïdjan. Le recensement géorgien de 2002 indique que 284 761 personnes, soit 6,5 % de la population est d'origine ethnique azerbaïdjanaise en Géorgie.

Les Azerbaïdjanais de Géorgie ne sont pas nombreux en France. La plupart sont venus *via* Bakou ou Moscou. Depuis le 1^{er} juillet 2005, la Géorgie est placée sur la liste des pays d'origine sûrs, ce qui restreint l'obtention de l'asile politique en France. Selon le CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du droit d'Asile), tous les pays qui... *veillent au respect des principes de liberté, de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont considérés comme sûrs*¹⁷⁴. Par contre, après les événements en Abkhazie et en Ossétie du Sud, les demandes d'asile politique des citoyens géorgiens en France ont augmenté.

Notre premier interlocuteur est originaire de Marneuli, une région comptant environ 98 000 des personnes d'origine azerbaïdjanaise¹⁷⁵.

Elvin est né en 1975 en Géorgie et a fait tout son cursus dans une école azerbaïdjanaise. Racontant sa vie, il précise qu'à partir de 1988, le mouvement de libération nationale en Géorgie est entré dans une nouvelle politique discriminatoire contre les

¹⁷³ Djavakhétie, nom géorgien et arménien. Cette région est plus connue en France sous le nom de Méskhétie.

¹⁷⁴ http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=258&dtd_id=14

¹⁷⁵ La ville Marneuli a été connue jusqu'à l'an 1947 sous le nom Borchali. Entre 1947 et 1952, elle a été renommée et est devenue Sarvan. La ville porte depuis 1964 le nom du statut officiel Marneuli.

Azerbaïdjanais. Le gouvernement a commencé à installer les habitants de Svanétie, les victimes des avalanches, à Borchali afin de modifier artificiellement la balance ethnodémographique en faveur des Géorgiens. En juillet 1989, les affrontements sont devenus une réalité. Les habitants de la région ont commencé à émigrer vers la Russie et l'Azerbaïdjan¹⁷⁶. La cause principale a consisté dans l'absence d'écoles géorgiennes dans la région et l'assimilation à la société. En 1994, pour continuer ses études supérieures comme la plupart de ses compatriotes, notre interlocuteur s'est installé à Bakou avec un passeport soviétique. Ses parents ont trouvé un travail en créant leur propre entreprise. À son tour, il a fait ses études supérieures à Bakou. En 1999, il a rejoint ses cousins qui faisaient du commerce à Moscou. Après deux ans, il a décidé de partir en Europe avec une idée en tête : découvrir un autre monde. Arrivé en France en 2001 avec un visa touristique, il a pris la décision de rester en Europe. Malgré toutes ses ressources financières et les aides de la famille, la vie est devenue de plus en plus difficile. L'étude de son dossier de demande de statut de réfugié a mis deux ans. En 2004, il a fondé une famille avec une jeune femme azerbaïdjanaise également émigrante. Durant des années, la famille a essayé de s'intégrer à la société française, ce qui ne lui a pas semblé facile. Il a ouvert son petit restaurant et s'est occupé de ses deux enfants nés en 2006 et en 2008. La femme de notre interlocuteur a précisé qu'ils travaillent beaucoup et qu'ils n'ont pas le temps de réfléchir et de prendre une décision par rapport au futur de la famille. Ils aiment la France qui représente la démocratie, les droits de l'homme, la liberté d'expression, mais la difficulté d'être loin de leurs proches leur pèse beaucoup. Ils prévoient de rentrer un jour définitivement en Azerbaïdjan.

La deuxième famille est représentée par une ancienne étudiante installée en France il y a quelques années. Actuellement, elle travaille dans une ONG et a accepté de faire un entretien sans hésitation.

Tamara est née en 1984 en Géorgie. Jusqu'à l'âge de 17 ans, elle a vécu avec ses grands-parents. Après ses études secondaires, elle a rejoint ses parents à Bakou. Économiquement parlant, la famille avait un bon niveau de vie. Leur unique fille faisait ses études supérieures à Bakou. En 2003, elle a repris ses études en France. Après quelques

¹⁷⁶ K. Ibrahimli précise qu'en raison de la discrimination, plus de 500 familles sur 1200 du village de Sardjali se sont installées en Azerbaïdjan et en Russie (K. Ibrahimli, 2006).

années d'études, elle a obtenu son Master II et est retournée à Bakou. Par contre, son ami français n'a pas accepté pas leur séparation et est parti pour Bakou afin de rencontrer ses parents. Étant issue d'une famille conservatrice, ses parents n'ont pas donné l'autorisation à leur fille unique d'épouser un Français et de partir vivre si loin de la famille.

Notre interlocutrice a néanmoins décidé de retourner en France. Au moment de départ de son petit-ami elle a laissé une lettre de quelques mots à ses parents et a rejoint son petit-ami à l'aéroport. En 2008, elle s'est installée définitivement en France. Actuellement, elle ne travaille pas dans son domaine d'études, mais elle a en emploi qui lui plaît. Leur fils est né en 2010. Son époux raconte que leur mariage est arrivé si naturellement qu'il ne pouvait même pas en rêver. Il ne voit aucune difficulté ni culturelle, ni relationnelle ni autre dans leur couple. Selon lui, sa compagne est une femme moderne et merveilleuse. L'été dernier, toute la famille est partie en Géorgie et en Azerbaïdjan. Pour eux, vivre en France ou en Azerbaïdjan n'a pas d'importance. Le plus important est d'être indépendant sur le plan économique.

4.4.4. La Russie

Après l'effondrement de l'ex-URSS, la Russie comptait 147 millions d'habitants, soit environ la moitié de la population de l'ex-Union soviétique (en 2009, 142 millions). Encore un pays multiethnique, multilingue, multiculturel et multiconfessionnel, elle présente aujourd'hui plus de 176 nationalités et groupes ethniques. Les minorités représentent environ 20 % de la population de la Fédération de Russie, dont les plus importantes sont les Tatars (3,8 %) qui sont un peuple d'origine turco-mongole. Les Azerbaïdjanais en présentent 0,6 %. Selon les informations du Ministère de la Justice de Russie, entre 2003 à 2004, les Azerbaïdjanais constituaient l'une des 16 autonomies culturelles nationales fédérales qui ont été créées en Russie et qui fonctionnent encore actuellement¹⁷⁷. Plus de 110 langues sont regroupées en sept familles linguistiques en Russie. 79 d'entre elles sont désignées comme les langues des peuples autochtones. Une partie de la population du Daghestan représente elle aussi une ethnie de la Fédération de Russie. Se trouvant dans le septentrional du Grand Caucase, le Daghestan compte environ 2 576 500 habitants. Les Azerbaïdjanais autochtones de Russie habitent essentiellement dans la région de Derbent du Daghestan et composent 55,7 % de la population¹⁷⁸.

Nous avons rencontré une famille et une étudiante en France originaires de Derbent. Par contre, nous n'avons pas réussi à les convaincre de répondre à l'enquête. Sachant qu'actuellement, il y a plus de 2 millions d'Azerbaïdjanais en Fédération de Russie, nous avons continué nos recherches auprès de ces immigrants¹⁷⁹. Les deux familles avec lesquelles nous avons mené une enquête sont originaires de Bakou installées depuis longtemps en Russie et sont émigrées en France.

La première famille est originaire de Bakou et habite depuis presque 50 ans à Moscou. Notre interlocuteur est le fils aîné, né en 1968 en Russie. Il a fait toutes ses études secondaires et supérieures dans l'ancienne capitale de l'URSS. Il a expliqué que son départ en Europe n'était pas lié à la situation économique de sa famille, mais plutôt aux problèmes ethniques et socio-politiques du pays. En 1998, il a quitté le pays pour l'Allemagne avec un

¹⁷⁷ http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/minorities/3_fcnmdocs/PDF_2nd_SR_RussianFederation_fr.pdf

¹⁷⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_la_Russie

¹⁷⁹ D'après les statistiques officielles, le nombre d'Azerbaïdjanais en Russie présente 621 840 individus, soit 0,43 %. http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/minorities/3_fcnmdocs/PDF_2nd_SR_RussianFederation_fr.pdf

visa touristique et a ensuite déposé ensuite une demande de réfugié politique. Après deux années de procédure, il a reçu une réponse négative et a été obligé de quitter l'Allemagne. Il s'est alors installé en Alsace, une région où se trouvaient déjà des compatriotes. Après deux années, la France lui a accordé un statut de réfugié. Il est parti à Moscou via Bakou afin de voir ses parents. Après 4 années de séparation, ses parents l'ont invité à se marier. La rencontre avec son ancienne amie et la proposition de mariage ainsi que son départ en France ont été acceptées sans hésitation. En 2002, ils se sont mariés et se sont installés dans l'est de la France. Étant un ancien élève de l'Institut Technique de Moscou, notre interlocuteur a créé quelques sites Internet de commerce et a monté une petite société. Durant deux ans, tous deux se sont inscrits à des cours de français. Ensuite, ils ont réussi à effectuer une année d'études dans une université française. Leurs deux enfants (une fille et un garçon) sont nés en 2003 et en 2006. La famille n'a pas connue de problèmes d'intégration. Aujourd'hui, leur objectif est d'agrandir leur société. Pour mieux connaître et s'intégrer plus facilement à la société française, ils se sont liés d'amitié avec beaucoup de personnes de leur entourage. Ils sont très contents d'être en France et n'envisagent pas de retourner dans leur pays d'origine. L'année 2012 est l'anniversaire de leur mariage et aussi la dixième année de l'obtention du statut de réfugié qui leur permettra d'aller en Russie sans inquiétude. À la question « Pourquoi avez-vous choisi l'émigration et pour quelle raison la France ? », notre interlocuteur a répondu que l'économie de la Russie et celle de l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui ne sont pas comparables avec celles qui existaient il y a 10 à 15 ans. En même temps, il a souligné que c'est le destin, et qu'il aurait pu construire sa vie n'importe où.

La deuxième famille de Russie que nous avons rencontrée est également originaire d'Azerbaïdjan. L'entretien s'est passé sans incident néanmoins, nous avons pu ressentir l'inquiétude de la famille lors de notre conversation.

Notre interlocuteur est né en 1969 à Bakou et a fait ses études secondaires dans la capitale azerbaïdjanaise. Ils étaient trois enfants dans la famille. À l'âge de 6 ans, la famille s'est installée à Moscou. Son père travaillait dans une société de transports et faisait de longs trajets à travers l'Union soviétique. Son intérêt de voyager et de connaître différentes cultures a débuté avec les histoires racontées par son père après chaque visite effectuée. À la fin des années 1980, il accompagnait même parfois son père. Entre 1989 et 1990, il a fait son service militaire à Perm et l'a interrompu à cause d'une maladie. Il a alors commencé à

travailler dans un restaurant azerbaïdjanais de Moscou. Par contre, la situation sur le plan des flux migratoires a changé en Russie, qui ne parvient pas à gérer le flux migratoire dans l'espace postsoviétique. Les mouvements nationalistes aussi ont commencé à apparaître. Notre interlocuteur a expliqué qu'il est devenu extrêmement difficile pour les citoyens soviétiques de vivre ensemble. Les relations entre Bakou et Moscou pendant la période de Boris Eltsine étaient tendues. En 1998, son grand frère a décidé de partir en Europe sans avoir un plan précis en tête. Après un an, il s'est installé en France et a invité sa femme avec ses trois enfants pour un regroupement familial. En 2002, la famille de notre interlocuteur, après avoir rencontré des problèmes ethniques à Moscou, est retournée à Bakou. Après quelques mois, il est parti pour la France avec un passeport russe et a rejoint son frère. Il a obtenu le statut de réfugié deux années plus tard. Peu avant le départ, ils ont décidé de mettre leurs biens à Moscou en vente. Aujourd'hui, seule sa mère habite à Bakou. Sa femme et ses enfants sont en Allemagne. Pourtant, il ne pense pas rester longtemps en Europe.

4.4.5. L'Iran

Les deux notions, *l'Azerbaïdjan iranien* et *l'Azerbaïdjan du Sud* sont apparus dans les textes historiques à partir du début du XIX^{ème} siècle lors de la guerre russo-persane (1804-1828 et 1826-1828). Selon le traité de Turkmentchay (1828), les territoires historiques de l'Azerbaïdjan ont été divisés en deux parties par le fleuve Araxe (voir la I^{ère} partie). Pendant les deux siècles de séparation, *l'Azerbaïdjan iranien* a non seulement acquis l'indépendance, mais, en même temps, est resté un peuple privé de sa nationalité, de s'exprimer dans sa langue maternelle et de sa propre culture (Həsənli, 2006). Le régime Pahlavi interdisait l'usage de la langue *azéri* dans les gouvernements locaux, les écoles et la presse. Justement, après la révolution iranienne (1979) le nouveau gouvernement a mis en avant la religion comme facteur d'unification des ethnies. Les Azerbaïdjanais d'Iran habitent dans le nord-ouest du pays, essentiellement dans les grandes villes historiques comme Maragha, Zanjān, Tabriz Ardabil, Hamadhan, Qazvin, Ourmia, etc. Aujourd'hui, la région d'Azerbaïdjan iranienne est divisée en plusieurs provinces comme l'Azerbaïdjan oriental, l'Azerbaïdjan occidental, la province d'Ardabil, la province du Zanjān avec la « capitale » Tabriz. La population selon les chiffres officiels et non officiels varie entre 15 à 30 millions d'habitants.

Nous avons pu réaliser trois entretiens avec des Iraniens d'origine azerbaïdjanaise. Le troisième entretien n'a pas été conduit jusqu'à la fin à cause de l'état de santé de notre interlocuteur. Notre première conversation s'est déroulée avec un étudiant faisant ses études supérieures en France qui prenait beaucoup de précautions avant chaque réponse.

Tamerlan est né en 1980 à Ourmia (Iran) dans une famille d'ingénieurs. Après ses études secondaires, il est entré à l'université. Cinq années plus tard, il a obtenu son Master 1 en pédagogie. Comme beaucoup d'autres jeunes iraniens, lui aussi a cherché des moyens pour quitter le pays avec le but de poursuivre ses études en « liberté ». Ayant la possibilité de choisir entre la Turquie ou la France, il a opté pour la France. L'une des raisons pour sa préférence a notamment consisté dans les frais d'inscription moins élevés comparé aux autres pays européens. Avant d'arriver sur le sol français en 2007, il a fait toutes les démarches d'inscription par Internet. Par contre, comme la plupart des émigrants, lui aussi a été mal informé sur la vie des migrants en général en France. En effet, ses compatriotes en émigration ne lui ont donné que très rarement des informations sur la situation réelle dans les centres d'accueil. Cependant, son statut d'étudiant lui a offert beaucoup d'opportunités. Il a expliqué qu'essentiellement, les migrants iraniens avancent les motivations de leur

émigration en nommant raisons majeures : politiques, sociales et économiques. Son cas est plutôt politique et social. Il a souligné que la raison économique n'était pas déterminante parce que sa famille en Iran bénéficiait d'une situation économique aisée. Aujourd'hui, Tamerlan a réussi à valider son Master 1 et 2 et à s'inscrire en doctorat dans une université française. Après ses études, il ne prévoit pas de retourner aussitôt en Iran à cause du régime actuel au pouvoir et envisage au contraire de se marier et de fonder une famille ici. Il se sent proche de la mentalité européenne et de plus, ici, il a plus de libertés et pense qu'il est capable d'aider à changer certaines choses dans son pays.

La deuxième famille est originaire de Tabriz. Cette fois-ci, nous présentons un entretien avec une personne qui a mené une activité toute sa vie pour la liberté et les droits de l'Homme.

Ajdar est né le 4 avril 1936 à Tabriz dans une famille de militaires. Ils étaient quatre garçons et deux filles dans le foyer. Il n'avait que neuf ans lorsqu'il a participé à l'effondrement du régime du Rza Chah. Il a été l'un des témoins de l'opération de « 21 Azer ». À quatorze ans, il a commencé à participer aux activités politiques. Le 12 décembre 1950, pendant le jour de la célébration du gouvernement National d'Azerbaïdjan (Azərbaycan Milli Hökuməti) il était arrêté et a mis en prison pendant trois mois. Il a sorti de prison avec 70 % de perte de capacité d'audition de l'oreille gauche et une fracture de côte. La famille a décidé de ne pas le garder en ville et de l'envoyer à Téhéran. Par contre, il n'a pas arrêté ses activités pour autant et a rejoint les anciens militants de la ville. En 1956, à 19 ans, à cause d'une poursuite il est obligé de quitter le pays et de s'installer en Allemagne. Le pays était économiquement plus avantageux pour les étudiants. Par contre, pour qu'il quitte le pays, la famille est obligée de mettre d'hypothéquer sa maison. En règle générale, il devait également être inscrit auprès de l'organisme iranien qui surveillait les études en Allemagne.

Il a commencé ses études dans la faculté des Sciences Naturelles de Göttingen. Pour son doctorat de recherche en biochimie, il part pour Berlin. Après les études, pendant quelques années il a travaillé en tant que chercheur en Allemagne. Faisant beaucoup de voyages en 1966, il a rencontré sa future femme à Prague. Deux ans après, leur fille naquit en 1970, suivie de leur fils. En 1972, le gouvernement iranien a invité les jeunes diplômés à retourner au pays. Il a décidé, lui aussi, de retourner en Iran. Ce retour n'a duré que trois mois et durant ce temps, il a rencontré des gros problèmes administratifs importants, ce qui l'a poussé à retourner en Allemagne. Il a décidé alors de continuer ses activités et de ne plus

jamais retourner au pays. De retour en Allemagne, il a reçu aussi une offre d'emploi en tant que chercheur en France.

En 1974, il s'est installé avec sa famille en France. Aujourd'hui, notre interlocuteur parle le français avec un accent. Il se sent bien dans la communauté française. Il pense qu'habiter à l'étranger était son destin et qu'ici, il peut continuer librement ses activités. Il est aussi sûr qu'un jour l'Azerbaïdjan iranien aura son indépendance.

4.4.6. La Turquie

Les relations turco-azerbaïdjanaises sont aussi anciennes que la présence des Azerbaïdjanais en Turquie. Lors des deux derniers siècles, les Azerbaïdjanais de Turquie ont été présentés comme une branche importante de la diaspora azerbaïdjanaise. La langue azerbaïdjanaise dite *azérie*, l'une des langues de la famille altaïque, est parlée presque par 1 % de la population turque. Représentant principalement la branche chiite de l'Islam, leur nombre est estimé à 685 000 de personnes (Leclerc, 2007). Avec l'arrivée des Russes dans la région, il y a eu quelques périodes d'émigration azerbaïdjanaise vers la Turquie actuelle. Avant la soviétisation, elle était davantage marquée. Durant l'époque soviétique, ayant des rapports ethniques proches, les relations des deux pays furent diminuées. Aujourd'hui, Bakou affirme qu'il y a presque trois millions d'Azerbaïdjanais en Turquie (Balci, 2011). Pour notre recherche, l'étude de l'émigration des Azerbaïdjanais de Turquie est intéressante, car une partie importante des émigrés azerbaïdjanais en France sont originaires des régions orientales de ce pays (Ardahan, Igdir et Kars).

Notre premier interlocuteur est originaire d'Igdir. Il est né en 1962 dans une famille de menuisiers. Étant l'aîné de la famille, il a deux frères et deux sœurs. Son grand-père était un émigré d'Azerbaïdjan iranien. Touché par notre conversation, il a précisé que ses souvenirs les plus marquants sont liés à sa grand-mère, avec laquelle il a passé son enfance. Jusqu'à l'âge de la scolarité, il a parlé sa langue maternelle (azérie) et n'a appris le turc qu'à l'école. Sa grand-mère ne parlait jamais le turc et utilisait souvent des mots russes. L'histoire de l'émigration de sa famille en France a également été manquante. Son père, un fils d'immigré, avait le droit de posséder certains terrains mais n'arrivait pas à en acquérir pendant de longues années. Il déclara vouloir quitter la Turquie pour aller très loin même en Australie. En 1972, par l'intermédiaire d'un ami ouvrier turc en France, il reçut une invitation d'embauche. Le chef de famille partit pour la France et ses enfants s'installèrent avec leur mère à Istanbul chez leur tante. Il précise que c'est à Istanbul qu'il s'est senti pour la première fois vraiment Azerbaïdjanais, bien qu'on l'ait toujours présenté comme Kurde à l'école. Il travaillait dans un petit magasin chaque jour après l'école, où il vendait des souvenirs et des livres sur les peuples turcs.

En 1974, la famille s'est définitivement installée en France. Le père a tout fait pour que les enfants retournent rapidement à l'école. Entre 6 et 14 ans, ils ont également pris des cours particuliers dans des classes spécialisées pour adolescents étrangers. Après l'école,

avec son petit frère, il continuait ses études à l'université. En 1983, il s'est marié avec une fille de sa région. Sa femme diplômée en éducation spécialisée pour enfants a vite appris le français et a commencé à travailler. Leur premier enfant est né en 1985 et le deuxième en 1989. Le père parle seulement le français dans la famille, la mère s'adresse aux enfants en turc. Aujourd'hui, les enfants sont très intéressés par leurs origines et demandent pourquoi leurs parents ne leur ont pas appris l'azerbaïdjanais.

La deuxième famille rencontrée est originaire de la région d'Igdir. Par contre, leurs grands-parents sont originaires de Gandja, une ville actuellement azerbaïdjanaise, et d'Iran. Cela a constitué le plus long entretien que nous avons conduit. Il s'est déroulé dans une ambiance très familiale. C'est la mère de la famille qui a répondu à nos questions.

Sevda est née en 1967 à Igdir dans une famille relativement connue dans la région. Ils étaient cinq filles et deux garçons dans la fratrie. Nous avons commencé notre interview avec la question de l'identité. Elle a précisé qu'il y avait des Kurdes, des Arméniens, des Turcs et des Azéris dans la région. Pour les distinguer des Turcs et des Azéris, on les appelait « Osmanlis » les premiers. Les mariages entre différentes communautés étaient rares. Ayant la nationalité turque, elle a toujours vécu une vie azerbaïdjanaise. Dans la famille, la langue parlée était l'azerbaïdjanais. En gardant toujours le contact avec l'Azerbaïdjan (par la télé, la radio), ils étaient toujours les bienvenus chez les « Osmanlis ». La seule différence était la confession chiite et sunnite. La situation changea dans les années 1980. Ils vécurent alors un véritable cauchemar avec la communauté kurde. Elle a expliqué que tous les jours, il y avait des morts. Il était impossible d'aller à l'école. On ne voulait pas que la nuit tombe, la fusillade commençait toujours dans l'obscurité.

Après avoir obtenu son diplôme d'éducatrice de jeunes enfants en 1984, notre interlocutrice reçut une proposition de mariage d'un garçon de sa région installé en France depuis dix ans. Lors de notre conversation, elle a avoué qu'elle a redécouvert son propre pays une fois arrivé en France. À la frontière de la France, elle apprit que la plupart des femmes de son pays ne savaient ni lire ni écrire. Cet événement l'a choquée. Elle a précisé qu'à Igdir, l'éducation, surtout des filles, était très importante. Elle n'imaginait pas pour autant l'analphabétisme de femmes turques de la France.

Dès son arrivée, elle s'est sentie aussi seule et abandonnée et désirait rentrer au pays. Seul son mari la soutenait. Elle a rapidement appris la langue et a commencé à

travailler. Son travail principal consistait à encadrer le développement des jeunes Turcs dans les associations. Elle ne se souvient pas d'avoir rencontré un problème d'intégration. Au contraire, l'accueil dans la société d'accueil a été cordial. Par contre, malgré les années passées en France, chaque Noël, elle est excédée par le bruit de pétards, car cela lui rappelle la période d'affrontements de sa région.

Aujourd'hui, elle vit en France avec ses deux enfants et fait plusieurs voyages en Turquie par an. En 2009, elle est allée pour la première fois en Azerbaïdjan. Aujourd'hui, elle souhaiterait faire des recherches pour retrouver ses parents en Azerbaïdjan.

Conclusion générale

Question : *Quelle est ta nationalité ?*

Réponse : *Je suis musulman et aussi turc.*

Question : *Es-tu Osmanli ?*

Réponse : *Non, je suis de Baycan, l'abréviation d'Azerbaïdjan.*

Question : *Où se trouve ce pays ?*

Réponse : *Si je ne me trompe pas, d'un côté de l'Araxe habitent les Azéris, et de l'autre les Baycan. Ensemble, nous sommes Azerbaïdjanais¹⁸⁰.*

Comme nous le voyons dans ce dialogue, le peuple azerbaïdjanais est pluriel, son identité se rattache à des territoires, des langues et des religions.

Les processus mondiaux du XX^{ème} siècle — l'effondrement de l'empire soviétique, l'intégration dans la civilisation occidentale, la construction d'un système politique démocratique, la transition de l'administration au pluralisme, de l'économie planifiée à une économie de marché, et beaucoup d'autres changements ont mené à la création de la conscience des personnes et à la perception du gouvernement et de la politique. L'ouverture des documents d'archives après l'effondrement de l'Union soviétique a permis de clarifier certains passages de l'histoire. Un certain nombre de documents a permis de voir la véritable cause de la tragédie comme la collectivisation forcée, la famine des années 1930, la création des camps de travailleurs forcés – les *Goulags*, les déportations successives des Allemands de la Volga, des Tatars de Crimée, des Tchétchènes, des Ingouches, des Karatchaïs, des Azerbaïdjanais, etc.

Le thème de l'immigration a été un sujet clos durant toute l'époque soviétique. Malgré tout, durant la période du régime communiste, l'émigration a connu différentes étapes. Nous voudrions conclure notre travail en présentant les étapes et les causes de l'émigration, ainsi que des idées sur les phénomènes migratoires en URSS, particulièrement en Azerbaïdjan.

¹⁸⁰ Aygün Həşimova (1992) *XX əsrin birinci yarısında Azərbaycan mühacirəti*, extrait du journal *Kəşkül*, 1891 N°22.

Les idées d'immigration de l'époque soviétique

Différents événements : la révolution d'Octobre et l'arrivée des Bolcheviks, la famine des années 1930 et la répression, la période de la Deuxième Guerre mondiale, la Guerre froide la période de tensions et de confrontations idéologiques et politiques et *la pérestroïka* la période de reconstruction et de restructuration ont causes de divers flux migratoires. Bien évidemment, les premiers migrants ont quitté le pays en réponse aux événements politiques : changement du pouvoir des années 1920, installation du système communiste. On parle alors « d'émigration blanche ». Parmi eux, on trouvait à la fois des militaires et des civils. La principale cause de départ de quelque 2 millions de personnes durant environ quatre ans a été la destruction et la famine de la société (Aliyev, 1995, Dolguikh, 2001, Bugay, 2004). Des frontières strictement surveillées ont été remises en question durant la Deuxième Guerre mondiale. Des personnes se trouvant en dehors de l'Union soviétique durant la guerre n'ont pas pu retourner au pays, volontairement ou involontairement. Certains d'entre elles ont été capturées et d'autres sont restées pour travailler en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe. Cependant, après la guerre, tous les migrants ne souhaitaient pas retourner (en URSS) par peur d'une punition ou tout simplement parce qu'ils n'avaient pas envie de revenir. Durant cette époque, entre 500 000 et 700 000 personnes se trouvaient à l'étranger (Dembitskiy, 2004).

Une autre période de la migration des peuples soviétiques a été observée durant la période de la Guerre froide. Les principales causes de départ consistaient en des raisons politiques et dans la recherche d'une vie meilleure. Pourtant, il existait une migration ordinaire, toujours clandestine ou bien « organisée », et aussi l'expulsion obligatoire, la migration forcée. Par exemple, l'écrivain Alexandre Soljenitsyne fut « invité » à quitter le pays. Le nombre de ces personnes expulsées était d'environ 500 000 personnes. Cette période reste la moins importante et la plus longue étape de la migration des peuples soviétiques. Jusque dans les années 1980, la majorité des émigrants étaient juifs.

La quatrième vague a commencé par la politique de la *perestroïka*, qui a simplifié les conditions de lois sur les sorties. Il s'agissait pour la première fois dans toute l'histoire des peuples soviétiques, d'une émigration pacifique. Par précaution, les pays occidentaux ont restreint l'entrée permanente de résidence des ressortissants étrangers. Par exemple, en 1989, la sortie a atteint 235 000 personnes et en 1990, 452 000 personnes (Vichnievski, Zayontchkovskaia, 1991). Pourtant, les prédictions que l'ouverture des frontières causerait le départ d'entre 3 à 20 millions de personnes ne sont pas avérées justifiées. Dans les années

suivantes, le nombre des départs a encore diminué. D'après Loiko (2011), au cours des dix dernières années, un peu plus d'un million de personnes ont émigré de Russie. Ce chiffre est égal à la période de la révolution de 1917¹⁸¹.

L'intérêt de notre travail est d'étudier les principales causes de déplacement des Azerbaïdjanais au cours du XX^{ème} siècle. Pour approfondir et mieux comprendre cette période de l'émigration, nous avons jugé utile de faire une étude sur l'histoire de l'émigration azerbaïdjanaise, issue des guerres et des conquêtes de différents empires. Dans la I^{ère} et la II^{ème} partie de notre thèse, nous avons exposé l'émigration du peuple azerbaïdjanais du XIX^{ème} au début du XX^{ème} siècle afin de donner un aperçu sur l'aspect l'évolution historique.

L'histoire et la cause de départ des premiers immigrants

C'est à la fin du XVIII^{ème} siècle qu'a commencé l'expansion de l'Empire russe dans le Caucase du Sud. Le Caucase, puissante forteresse protégée par la nature, est resté inaccessible pendant de nombreux siècles. Toutefois, les plans de l'Empire russe ne correspondaient pas aux intérêts des puissances occidentales, en particulier de la Grande-Bretagne, qui a cherché à utiliser la position stratégique de l'Azerbaïdjan pour contenir l'expansion russe dans le Caucase central. La France n'a également pas pu se réconcilier avec l'influence croissante de la Russie dans cette région stratégique. Les tentatives du khan de Guba Fatali Khan d'unir tous les khanats azerbaïdjanaï du nord-est sous son autorité afin de centraliser et de créer un état d'Azerbaïdjan n'ont pas connu de succès.

En 1799, Fatali khan, succédant au trône de Mohammed Agha khan, demanda à George XII, le tsar de Kartli et de Kakhétie, d'envoyer le trône de son père Irakli le II^{ème} et de son fils en otage. Peu de temps après, le tsar de la Géorgie fit appel à l'empereur de Russie de prendre Kartli et Kakheti sous son autorité directe. La conquête de Car-Balakan en 1803, ainsi que la capture par la force du khanat de Ganja en 1804, ont obligèrent l'État iranien et l'Empire ottoman à prendre leurs précautions. En 1804, le shah d'Iran déclara la guerre. Malgré des subventions importantes en espèces et les armes reçues par l'Angleterre et la France, la guerre se termina en 1813 par une victoire de la Russie. La deuxième guerre de deux ans (1826-1828) se termina par la gloire de la Russie. Pour la première fois, entre les

¹⁸¹ <http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-fg-russia-emigration-20111115.0.762445.story>

deux guerres, les Russes ont réussirent à établir une communication avec les peuples montagnards du Caucase.

L'Empire russe utilisa la politique coloniale pour affirmer la souveraineté de la région. L'objectif principal était l'assimilation et la transformation de cette région, et d'en faire une des parties intégrantes de l'empire. La christianisation et la colonisation de la population ont créé beaucoup de problèmes. À cette époque, l'installation des Allemands, des Arméniens et des Russes dans le Caucase provoqua l'émigration des populations musulmanes. Le général Kotlarevski envoyé sur place pour faire un rapport sur la situation écrivit : *en 1805, après l'occupation vivaient plus de 10 000 familles au Karabakh. En 1808, il ne restait que 7474 familles* (Verdiyeva, 1999 : 46). Les maisons vides des émigrants furent occupées souvent par les nouveaux arrivants. Pour calmer la situation, il existait aussi des méthodes traditionnelles, comme la stratégie du *divide et impera* (diviser pour régner) que l'état russe a utilisé parfaitement. H. Verdiyeva (1999 : 45-57) présente un tableau de l'émigration de la population azerbaïdjanaise du XIX^{ème} siècle, plus précisément dès le début du siècle jusqu'à l'année 1872 (voir le tableau N° 2, p. 79). Au total, 13 139 familles ont quittèrent leur région pour s'installer ailleurs. Les destinations les plus choisies étaient l'Iran et la Turquie.

XX^{ème} siècle, de l'*intelligentsia* à la Première République et l'émigration

Tout au début du XX^{ème} siècle, les régions de la Russie, de l'Iran, de la Turquie et du Caucase ont connu des révolutions importantes qui ont bouleversé les régimes locaux dans la région et qui ont causé le départ de milliers de personnes. L'origine de tous ces événements était liée à la situation économique et politique: la crise économique de 1900 et de 1903 et la guerre russo-japonaise (1904-1905) en Russie, la prédominance des étrangers dans la sphère économique et financière (Angleterre, Russie) et la Révolution constitutionnelle en Iran et le fort affaiblissement de l'Empire ottoman, la naissance de réformateur ottoman (de Comité Union et Progrès, CUP), les *Jeunes Turcs*.

L'Azerbaïdjan, pendant cette période, se trouvant au centre de tous ces épisodes historiques et ayant une stabilité sociopolitique plus ou moins importante tomba aussi dans une situation extrêmement difficile. Les mécontentements et les émeutes contre le pouvoir impérial, les manifestations des ouvriers pétroliers de Bakou, la pression sur l'*intelligentsia*, le départ des élites en Iran, en Turquie, les désaccords multiethniques dans la région (le

conflit arméno-azerbaïdjanais de 1905), pour manipuler les deux cotés afin de calmer la révolution, finirent avec la Première Guerre mondiale qui stoppa l'émigration pour un moment et changea la politique mondiale.

Certains chercheurs azerbaïdjanais, Eltchin, Aliheydar Atakichiyev et Mirza Bala Memmedzade montrent que la première étape de l'émigration azerbaïdjanaise du XXème siècle commence à cette période avec le départ des intellectuels et des élites. Pendant cette période, nous assistons aux mobilités d'Ali bey Huseynzade, Ahmed Ağaoğlu, Memmed Emin Rasoulzade, Nassib bey Yussifbeyli, Fuad bey Korpuzade, etc. en Iran et en Turquie. Les panturquistes comme Ismail Gaspirali, Yusuf Akçura, Sultan Galiyev, Zeki Validi Togan aussi quittèrent la Russie pour la Turquie (Ibrahimli, 1996).

Il est aussi assez nécessaire de signaler que la politique de l'expansionnisme de la Russie ne limitait pas seulement à occuper les territoires, mais aussi à introduire l'enseignement public. Le but principal était d'assurer la formation de fonctionnaires pour soutenir la politique et la situation économique dans la province. Des *Séminaria* furent créés dans le Caucase afin de préparer des spécialistes pédagogiques. La branche azerbaïdjanaise du séminaire fut créée en 1882 sous l'initiative de M. F. Akhoundov (Svyataçovski, 2000, Constant, 2002).

Les enfants originaires de la noblesse issue de l'aristocratie azerbaïdjanaise avaient même le droit de faire carrière dans l'armée russe. Une partie de l'aristocratie, n'acceptant plus obéir aux modèles occidentaux, choisirent d'émigrer en Turquie ou en Iran. À la fin du XXème siècle, les parents azerbaïdjanais riches envoyaient leurs enfants dans les universités européennes. Rachid Bey Akhoundov, Ahmed Ağaoğlu, Mohsum Khanlarov et Mohammed Aga Schahtakhtinsky ont été les premiers étudiants en France et en Allemagne. Aujourd'hui, Mohsum Khanlarov reste le premier ayant validé son doctorat en chimie (Herr doctor) à l'Université de Strasbourg (Université Kaiser-Wilhelm).

Plus tard, le savoir-faire et l'activité de ces intellectuels servirent dans plusieurs domaines, à la renaissance, au réveil national ainsi qu'à la formation de l'esprit national. Le peuple azerbaïdjanais, témoin de l'évolution radicale de la société, allait construire la première République démocratique du monde musulman.

Certains chercheurs comme Eltchin, H. Guliyev, A. Atakichiyev, A. Tahirli ou V. Guliyev pensent que la première étape de l'émigration azerbaïdjanaise englobe le début du XXème siècle jusqu'à la fin de la République Démocratique d'Azerbaïdjan. D'autres comme

K. Ibrahimli pensent que la première période commence plus précisément avec l'effondrement de la République et avec le départ de certains intellectuels.

La restauration de l'Empire russe avec le régime soviétique

Dans notre recherche, pour avoir une idée complète sur l'origine de l'émigration azerbaïdjanaise, nous avons présenté un aperçu historique de quelques étapes les plus importantes du XIXème et du début du XXème siècle. Pour conclure sur cette période, nous pouvons évoquer que le déplacement de la population durant cette période était bel et bien lié à l'arrivée d'une grande puissance dans la région : la Russie. En effet, l'occupation du Caucase par les Russes était à l'origine de tous les faits comme l'exode, la famine, la déportation, l'émigration et même les conflits interethniques. C'est précisément avec l'arrivée des Russes que les khanats azerbaïdjanaïens ont perdu leur pouvoir et que le peuple azerbaïdjanaïen a été divisé en deux. Par contre, la résistance du peuple a continué durant de longues années. Ensuite, avec la victoire de l'Armée rouge, cette politique a été poursuivie tout au long de la période soviétique.

Dans notre travail, nous avons abordé le sujet de l'émigration du peuple azerbaïdjanaïen du XXème siècle à la veille de l'occupation de la première République Démocratique d'Azerbaïdjan par les Bolcheviks. Justement, après cette occupation, une grande partie de la population se trouvait à l'étranger. En général, cette période, dite aussi *le mouvement blanc*, présente la deuxième vague de l'émigration du XXème siècle. Cela est un peu différent d'une autre période, car, cette fois-ci, ce sont les diplomates, les étudiants et les élites qui ont été touchés. Il faut également signaler que la déclaration de l'indépendance de la RDA a encouragé certaines personnes, surtout des intellectuels se trouvant à l'étranger (Iran, Turquie) de retourner au pays. A. Ağaoğlu, M. E. Rasoulzade, A. Houseynzade, etc. ont connu le destin d'une vie d'émigrant en se trouvant pendant différentes périodes en Iran et en Turquie.

La bolchévisation de l'Azerbaïdjan a provoqué la deuxième vague de l'émigration du XXème siècle. Ici, nous pouvons parler des personnes se trouvant déjà à l'étranger pour leur fonction diplomatique et pour leurs études et aussi des personnes qui ont tout fait pour quitter les frontières du pays qui étaient encore ouvertes. Cette période a été courte, mais importante, car il s'agissait des élites, des étudiants n'ayant pas trouvé la possibilité de retourner au pays et aussi des militaires. La plupart ont continué leur activité dans le pays où il se trouvait

pendant l'occupation, d'autres sont partis pour la Turquie. À cette époque, Istanbul était la ville d'accueil de la plupart des émigrants d'Asie Centrale.

Le 28 avril 1920, l'Azerbaïdjan a été occupé par les Bolcheviks. C'est ainsi qu'a été créée la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan (Azerbaïdjan RSS). Entre 1922 et 1991, durant 70 ans, le pays a été dirigé par un régime autoritaire, toujours par les Russes, mais cette fois-ci communiste. Pendant ces années, un très riche potentiel économique et intellectuel a été créé. Mais malgré, cela la résistance contre le pouvoir a continué encore durant des années. Cette fois-ci, la résistance venait de descendants de famille de *bey*, *de khan* et de capitalistes qui n'avaient pas envie de céder le pouvoir sans résistance aux ouvriers et aux paysans sans résistance. Avec tous ces succès, dans les années 1930, l'Union soviétique commença à tester la loyauté de ses citoyens en organisant un nettoyage massif. La terreur touchait essentiellement les intellectuels et les paysans, mais aussi les leaders du parti communiste soupçonnés d'avoir trop de sympathie pour le panturquisme ou ayant des contacts avec les mouvements révolutionnaires en Iran ou en Turquie. La répression de 1937 et 1938 a porté un grand coup à la science et à la culture azerbaïdjanaise. Plus de 50 000 personnes furent tuées, plus de 100 000 furent exilés en Sibérie et au Kazakhstan (Bünyadov, 1993). Parmi ces personnes, on trouve les personnalités comme Houseyn Djavid, Mikail Mushvig, Tagi Shahbazi, Salman Mumtaz.

La Terreur Rouge stalinienne

Pendant 70 ans, les déplacements de plusieurs millions de personnes sur le territoire de l'URSS avaient des causes économique, sociale et politique. L'émigration des citoyens soviétique n'était cependant pas entièrement libre. La migration forcée de la population de l'URSS a commencé dès les premières années du pouvoir soviétique et a progressé dans les années suivantes, avec l'organisation du Goulag. Tout au début des années 1930, avec l'installation du régime bolchevique, les déplacements de populations obéissaient à la volonté du gouvernement central. Ils s'accompagnaient d'une transmigration massive des paysans vers les grandes villes. La population urbaine de l'URSS a augmenté de 26 à 56 millions de personnes entre 1926 et 1939. Elle a continué à croître jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale et les premières années de l'après-guerre (Polyan, 2001). La migration forcée touchait essentiellement les territoires de l'URSS, mais elle était aussi internationale. Les

citoyens étrangers, en particulier, les Roumains, les Hongrois, les Yougoslaves, les Tchécoslovaques, les Allemands et les Polonais connurent une migration forcée.

Un autre type de déplacement de la population durant cette époque était lié au pacte germano-soviétique. La conséquence de la déportation et de la répression de la population — la *Grande Terreur* des années 1930 s'est transformée en *nettoyage ethnique* pendant la période de la Deuxième Guerre mondiale (Rosière, 2006). Selon les recherches de Terry Martin (1998), 800 000 personnes ont été déportées entre 1935-1938 en raison de leur appartenance ethnique. Étant accusé de collaboration avec l'Allemagne nazie, le régime stalinien organisa les déportations de masse des groupes ethniques : les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Kalmouks et les peuples du Caucase (les Turcs Meskhètes) vers les camps de Sibérie. À ce fait s'ajoute que la déportation de près de 600 000 Tchétchènes reste toujours l'exil le plus important de l'histoire de l'Union soviétique. Les Azerbaïdjanais ont échappé à cette déportation. Ce sont des relations étroites du premier secrétaire d'Azerbaïdjan Mir Djafar Baguirov avec Staline qui ont empêché le plan de déportation de 1942-1948 vers l'Asie Centrale. Par contre, un autre type d'émigration a surgi entre les années 1948 et 1953.

Transmigration ou déportation ?

Durant la période de l'après-guerre, le peuple azerbaïdjanais a connu une nouvelle vague de déportation. Après les trois traités (Turektchay en 1805, Gulistan en 1813 et Turkmentchay en 1928) signés entre les Russes et le khan de Karabakh et la Russie et l'Iran, il y a eu une augmentation de la population arménienne dans la région. Au moins un siècle après cette politique, le nombre d'Arméniens a atteint 24 % (Verdiyeva, 1999). Vaqif Arzumanli et Nazim Mustafa (1998) ont souligné que 130 000 Arméniens se sont installés pendant les deux guerres russo-iraniennes dans les khanats d'Irévan (Erevan), de Nakhitchevan et de Karabakh, de Gandja (Elizavetpol). Le chercheur russe Chavrov écrivait en 1911 : *aujourd'hui, 1 million sur 1 million 300 000 des Arméniens ne sont pas la population locale, ils y sont installés par nous* (Musayeva, Mamedov, 2003). Cela correspondait à la politique de la Russie d'installer des peuples non musulmans dans la région. Une fois que le nombre d'Arméniens a augmenté dans le Caucase, la Russie a utilisé les conflits interethniques pour affirmer sa politique.

Dans notre travail, nous avons touché au conflit arméno-azerbaïdjanais en essayant d'en expliquer l'origine et les causes. Bien évidemment, les premiers affrontements en 1905 et en 1918 ont laissé une trace dans la mémoire de ces deux peuples. Pendant l'époque soviétique, la situation a été calmée. Par contre, un certain nombre de territoires azerbaïdjanais ont été annexés à l'Arménie¹⁸². Pourtant, la politique de la migration forcée des travailleurs azerbaïdjanais d'Arménie entre 1948 et 1953 a laissé une trace profonde dans la population autochtone. L'idée était de déporter 100 000 travailleurs kolkhoziens azerbaïdjanais d'Arménie pour les installer dans la plaine de Koura-Araxe. Cette politique a été lancée parce que les Arméniens de l'étranger faisaient une demande de retour en URSS. À cause du manque de logement, cette déportation n'a pas été achevée. En 1949, seulement 54 373 personnes furent déplacées. Dans de nombreux cas, elles furent installées dans des étables, pour certaines vides, mais pour d'autres occupées par des animaux (Vəliyev, Muxtarov, Hüseyinov, 1998). Après la mort de Staline, la transmigration fut arrêtée. Ce fait historique doit encore être étudié, car nous ne pouvons pas l'appeler *la transmigration*. C'est seulement 60 ans après cet événement, le 28 janvier 2009, que l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, a fait une déclaration (N° 419) sur *Les déportations massives d'Azerbaïdjanais d'Arménie (1948-1953 et 1988)*, (annexe, p. 380-381).

Les facteurs qui constituent la base du conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne sont ni confessionnels, ni ethniques. Ce conflit a commencé par des désaccords locaux et s'est transformé en l'un des affrontements le plus longs et les plus sanglants d'Europe, après la Deuxième Guerre mondiale. Ses origines se trouvent dans la politique expansionniste de l'Arménie en quête de gain de territoires au détriment de ses voisins (Azerbaïdjan, Turquie et Géorgie). Dans ce conflit, on peut constater qu'en utilisant la force armée, un Etat vise à élargir son territoire au détriment d'un voisin, membre de l'ONU, de l'OSCE et d'autres organismes internationaux. Il s'agit bien de violations des droits d'un État souverain et des Droits de l'Homme.

¹⁸² Si en 1918, la superficie de l'Arménie indépendante, après le traité de Batoum du 4 juin 1918, était de 9 000 km², en 1988, elle atteignit 29 743 km². Au contraire, la superficie de l'Azerbaïdjan entre 1918-1920 était de 114 000 km² alors que la superficie actuelle du pays présente 86 600 km². À ce chiffre, on peut encore ajouter le territoire du Haut-Karabakh et 7 régions de l'Azerbaïdjan occupé par l'armée arménienne qui présente 20 % de territoire (Arzumanli, Mustafa, 1998, 129).

Le destin des prisonniers de guerre et leur réhabilitation

Lors de la période de la Deuxième Guerre mondiale, le peuple azerbaïdjanais a subi une émigration importante. De nombreux Azerbaïdjanais se sont battus dans l'Armée rouge, mais aussi au moins 35 000 prisonniers de guerre ont rejoint le rang de l'Armée allemande. En général, entre 1941 et 1945, plus de 32 millions de personnes ont porté l'uniforme soviétique, dont 5 734 528 ont été capturées (Yagublu, 2005 : 103). Selon les statistiques de F. I. Golikov, le 1er mars 1946, 5 352 963 citoyens soviétiques, dont 3 527 189 civils et 1 825 774 prisonniers de guerre, furent rapatriés. Les chiffres pour les Azerbaïdjanais étaient de 24 333 personnes (Zemskov, 2010). Pendant cette période, l'occupation de l'Azerbaïdjan iranien par les troupes soviétiques a donné une renaissance au peuple. La création du Gouvernement du Peuple Azerbaïdjanais en novembre 1945, dirigé par Seid Jafar Pichevari, a donné un enthousiasme spécial aux Azerbaïdjanais à avoir la possibilité de réunir les deux Azerbaïdjan. L'auteur Hassanli (2006) a proposé pour la première fois d'étudier l'une des causes de la Guerre froide par cet événement. En effet, à cause de la pression des puissances occidentales, l'Union soviétique a été forcée de retirer ses troupes de l'Iran.

Après la mort de Staline, l'une des premières initiatives de Nikita Khrouchtchev, dans le pays qui avait une image globalement négative, a été le développement des relations nationales. L'un des principaux mouvements nationalistes en URSS, dans les années 1950, a été le mouvement des personnes, des exilés de leurs terres, pour le droit constitutionnel. Enfin, en février 1956, lors du XXème Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS) la réhabilitation des peuples opprimés, *peuples punis* a été prononcée. Les quatorze peuples déportés en 1944 avec la fausse accusation de collaboration ont finalement été réhabilités. Par contre, les trois d'entre eux ont toujours eu des difficultés de retour. Jusqu'à l'effondrement de l'URSS, Moscou, n'a pas estimé utile le retour des Tchétchènes, des Tatars de Crimée et des Meskhètes. En avril 1991, les députés de la RSFSR, ont voté la « loi sur la réhabilitation des peuples punis » afin de tenter de corriger *l'héritage stalinien* (Allain, 2012). Le retour reste toujours difficile en Géorgie et en Ukraine pour différentes raisons. Par exemple, pendant l'adhésion de la Géorgie au Conseil de l'Europe en 1999, le pays s'est engagé à faciliter le retour des Meskhètes. C'est après six ans, en 2005, que le retour leur a été permis

Une nouvelle étape a commencé sous différents dirigeants après la mort de Staline. L'histoire de l'Union soviétique a connu pendant 40 ans les époques *Ottepel*, *Zastoï* et *Pérestroïka* qui ont mis fin à son existence. L'émigration de la population soviétique a

beaucoup diminué. On estime environ 2 millions de personnes émigrées de l'URSS. Par rapport à la première et à la deuxième époque de l'émigration soviétique, ce chiffre ne semble pas important, sachant que pendant presque 20-25 ans, la question de l'émigration est restée fermée. À cette période, on observait plutôt l'immigration en URSS. C'est justement après le traité du CSCE en 1976 que l'Union soviétique fut obligé par les pays occidentaux d'ouvrir ses frontières. S. Heitman (1987) estime que 340 000 citoyens soviétiques ont quitté le pays. D'après P. Polyak (2005) il existait deux sortes d'émigration : la première étant les expédiés ou les « chassés » et la deuxième le départ pour le travail, la formation, l'enseignement, etc. Dans le premier cas, l'état essayait de se débarrasser de certaines personnes comme Alexandre Soljenitsyne. Dans le deuxième, il envoyait ses concitoyens à l'étranger pour ses propres intérêts.

Nous soulignons que, durant cette période, quelques peuples étaient autorisés à émigrer. Selon S. Heitman (1987), à partir de 1948 jusqu'à 1985, il existait trois étapes de sortie pour trois peuples (Juifs – 290 000, Allemands – 105 000, Arméniens – 52 000). Au total, 450 000 personnes de ces appartenances ont émigré essentiellement en Israël, aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest. C'est pour la première fois, à l'époque du libéralisme gorbatchévien, à la fin des années 1980, que l'entrée et la sortie a été autorisée. Pour la première fois, le départ de l'URSS a doublé plus de deux fois dans une année, passant de 39 000 à 108 000 en 1987, à 235 000 en 1989 ou encore à 452 000 personnes en 1990 (Vichnievski, Zayontchkovskaia, 1991).

La fin de l'Empire : les guerres, le bouleversement et l'émigration

L'effondrement de l'Union soviétique a causé non seulement la création des états indépendants, mais aussi beaucoup de conflits guerres bouleversements du pouvoir ainsi que la division de certains états comme l'ex-Yougoslavie et l'ex-Tchécoslovaquie. L'Azerbaïdjan a déclaré son indépendance (1991) tout en ayant déjà des milliers de réfugiés dans son territoire lié au conflit du Haut-Karabakh. La guerre éclata en 1992 et pris fin en mai 1994, suivie d'un cessez-le-feu avec 1 million de réfugiés. En conséquence de l'agression militaire de l'Arménie, 20 000 personnes furent tuées, 4 866 personnes portées disparues et 100 000 personnes blessées en Azerbaïdjan. Plus de 50 000 personnes furent blessées à différents

degrés d'handicap¹⁸³. A cette période, l'instabilité du pouvoir, la guerre et des problèmes économiques poussèrent la population à émigrer. La principale destination était la Fédération de Russie avec 84,7 % (Sərdarov, 2004 : 68-78). L'Ukraine, l'Israël, les États-Unis et l'Allemagne figuraient aussi parmi les pays ciblés. Par contre, si dans les années 1990, l'émigration des Azerbaïdjanais vers la Fédération de Russie était de 91 436 personnes, en 2005, ce chiffre a beaucoup diminué et est descendu jusqu'à 4 600 personnes (Mkrtchian 2007). Le Comité Statistique d'État d'Azerbaïdjan (2012) présente le nombre de départs général pendant les années 1989 et 2000. Durant 11 ans, l'émigration a baissé de 10 % chaque année, de 87 700 à 10 000 personnes.

Les émigrés d'origine azerbaïdjanaise en France

Nous souhaitons porter un regard sur la dernière partie de notre recherche : l'émigration des Azerbaïdjanais en France. Qui sont les émigrés Azerbaïdjanais de France ? Nous avons tenté de trouver une réponse à cette question. De nos jours, le nombre de cette population atteint 70 000 individus¹⁸⁴. La majorité d'entre eux ont émigré de l'Iran et de la Turquie. Pour avoir une idée plus complète et pour conclure nos idées sur la composition des immigrants de l'actuelle République d'Azerbaïdjan, nous distinguons quatre étapes et périodes de l'immigration en France : la période de l'installation du régime bolchevique, la période de la Deuxième Guerre mondiale, la période de stagnation (*Zostoï*) et la période de la deuxième indépendance. Les migrants de toutes ces quatre étapes sont différents de l'une à l'autre de telle sorte que parmi eux nous trouvons la première délégation diplomatique, l'intelligentsia, les membres de la bourgeoisie, les premiers étudiants, les anciens prisonniers de guerre, les personnes cherchant un autre environnement, l'immigration de travail et les réfugiés politiques d'aujourd'hui.

En touchant la question sur les origines et les causes de l'installation de ces migrants en France, nous avons rédigé quelques biographies parmi lesquelles se trouvaient les plus célèbres qui restaient pendant toute la période soviétique les ennemis du peuple ou des bourgeois nationalistes. En même temps, nous avons également préparé des entretiens

¹⁸³ Comité d'État de la République d'Azerbaïdjan sur les réfugiés et des personnes déplacées.

Source : <http://www.refugees-idps-committee.gov.az./az/pages/16.html>

¹⁸⁴ 1. Comité d'État pour les Azerbaïdjanais vivant à l'étranger www.diaspora.az

2. Z. Aliyev, *Diaspor*, B. 2007 p.343.

réalisés avec des migrants encore vivants comme Irène Mélikoff¹⁸⁵, Gedir Suleyman ainsi qu'avec leurs enfants et leurs proches.

La présence des Azerbaïdjanais en France : statistiques et sources

Nous avons signalé que d'après les statistiques officielles, la communauté azerbaïdjanaise en France compte 70 000 personnes pour la plupart non émigrées de la République d'Azerbaïdjan. Dans ce chapitre, nous avons essayé de faire une recherche dans les statistiques de rapport de l'UNHCR, de l'OFPRA, du Comité de la Statistique d'État de la République d'Azerbaïdjan et les informations de l'Institut Politique de la Migration. Nous voulons signaler que les données sur les immigrants azerbaïdjanais en France sont toujours incomplètes. Par exemple, le Comité de la Statistique d'État de la République d'Azerbaïdjan ne présente que le chiffre des départs (28 870) pour les années 1990 et 2006. Dans ce rapport, pour la France il n'existe aucune donnée. D'après l'étude du rapport de l'UNHCR, pour 2006, nous avons les informations sur les Azerbaïdjanais en France (878 demandes dont 111 réponses positives). Au total, en 2010, il y a eu 1841 demandes vers l'Union Européenne (UNHCR, 2007). Signalons que les données n'existent qu'à partir de certaines années. Pour les années entre 2000 et 2006, il y a eu 4 391 demandes en France.

L'OFPRA présente ses statistiques depuis 2001. Entre 2001 et 2010, il a enregistré 5 418 demandes en France, dont 2 186 ont obtenu une réponse positive. Le taux d'admission globale pour les années 2001 et 2007 est de 44,9 %. L'année 2010, l'OFPRA a enregistré 2 239 demandeurs d'asile et une personne apatride sous sa protection.

Le résultat d'enquête auprès des immigrants azerbaïdjanais

Du point de vue géographique, historique, religieux et linguistique, le peuple azerbaïdjanais a été lié avec tous ses pays voisins. Dans ce chapitre, nous avons essayé de rencontrer les immigrants des cinq républiques voisines de l'Azerbaïdjan afin d'avoir une image sur des parcours d'émigration. Aujourd'hui, c'est aussi la preuve qu'il y a plus d'émigration de pays voisins (surtout d'Iran, de Turquie et de Russie) en France que de l'Azerbaïdjan¹⁸⁶. Le sujet nous amène également à la question de la diaspora azerbaïdjanaise

¹⁸⁵ Irène Melikoff est décédée le 8 janvier 2009.

¹⁸⁶ Répartition des immigrés par pays de naissance, INSEE, recensement 2008,

parce que la pensée la diaspora est souvent liée à la notion d'État et que chaque Etat a son appartenance territoriale. Par exemple, les Azerbaïdjanais d'Iran, de Turquie ou d'Azerbaïdjan n'ont pas le même mode de vie qu'il y a deux siècles et aussi sur le plan diasporique, chaque représentant de ces pays réagit selon sa propre mentalité, ses mœurs et ses traditions. Aujourd'hui, en étudiant la diaspora azerbaïdjanaise, nous devons veiller aux caractéristiques spécifiques du peuple.

À côté de l'émigration azerbaïdjanaise en provenance de la République d'Azerbaïdjan, il nous fallait aussi faire une place à l'immigration originaire des Azerbaïdjanais d'Iran, de Russie, d'Arménie, de Géorgie et de Turquie. Un des objectifs de notre étude était de voir si ces immigrés se sont croisés lors d'un projet commun, car, en terre d'exil, la probabilité de rencontre est forte. En général, après avoir réalisé des entretiens avec des immigrants azerbaïdjanais de différents territoires géographiques, on peut conclure que durant les deux dernières décennies, l'émigration a été réalisée essentiellement par les citoyens de trois pays – Azerbaïdjan, Iran et Turquie. Au départ, nous avons étudié l'ensemble des flux migratoires azerbaïdjanais en deux groupes : les trois pays sud-Caucasiens et la Russie et l'émigration de l'Iran et de la Turquie. Nous avons constaté sur le terrain de travail que les deux groupes sont très distincts de l'un à l'autre. En effet, les immigrants du premier groupe ont partagé durant presque un siècle un destin historique semblable. Avec la conquête du Caucase par l'Empire russe au XVIIème siècle, malgré les longues résistances des montagnards musulmans, la russification a été décisive dans la politique d'expansion (Əliyev, 2007). À cette époque, la création de diasporas importantes des peuples musulmans surtout en Turquie et en Iran a commencé. Le reste du peuple autochtone a été poussé vers les hautes vallées peu fertiles. Les meilleures terres ont été occupées par les colons slaves et chrétiens.

L'histoire de l'émigration des Azerbaïdjanais de différents pays est elle aussi distincte. Un Azerbaïdjanais d'Iran ou de Turquie utilise les mêmes moyens d'émigration que n'importe quel autre citoyen du pays. La période de l'émigration est aussi liée à la situation sociale et politique de l'Etat. Par exemple, une partie considérable de la population iranienne a commencé à émigrer à partir de la révolution iranienne de 1979 ainsi que la guerre Iran-

Irak. À cette époque, beaucoup d'Iraniens sont partis pour échapper à la situation politique de l'État et au régime du Shah. Officiellement, l'immigration turque en France a débuté avec un accord d'échange de main-d'œuvre avec la Turquie signé en 1965. À cette période, on a assisté à une forte présence de l'émigration turque en France. L'origine principale de l'émigration des pays sud-Caucasiens et de la Russie provient de l'effondrement de l'Union soviétique qui a causé la transformation du Caucase du Sud en une zone de conflit ethnopolitique. La déportation, le nettoyage ethnique et la guerre ont de plus accéléré l'émigration.

D'après les entretiens, nous pouvons conclure qu'en règle générale, les Azerbaïdjanais de ces six pays installés en France se sentent attachés historiquement et culturellement à l'Azerbaïdjan. Pour la formation de la diaspora actuelle, ils se mobilisent et travaillent ensemble en participant à différentes manifestations culturelles. Lors des entretiens, les personnes étaient invitées à s'exprimer librement sur leur vie, de leur naissance jusqu'au présent. Nous les avons ensuite orientées avec des questions sur les sujets qu'elles n'avaient pas abordés. Une seule différence a été ressentie chez les Azerbaïdjanais iraniens. En effet, les langues turcophones forment le second groupe linguistique de l'Iran. À l'intérieur de ce groupe, les locuteurs du turc azéri sont les plus nombreux et représentent un quart de la population iranienne (Riaux, 2011). Les Azerbaïdjanais iraniens ont tendance à percevoir que le centre de la culture azerbaïdjanaise se trouve à Tabriz et que la République d'Azerbaïdjan ne présente qu'un tiers de la population azérie.

Aujourd'hui, il existe plusieurs associations azerbaïdjanaises culturelles en France. Depuis les années 1990, leur nombre a triplé. La création de la Maison de la Culture azerbaïdjanaise en 2005 à Strasbourg a été un événement particulier, car elle unit les trois différentes associations présentant les Azerbaïdjanais d'Iran, de Turquie et de l'actuelle république¹⁸⁷. Ceci représente une tentative d'unir les personnes venant de différents pays et partageant les mêmes origines historiques. Pendant les fêtes nationales, les concerts, les fêtes de la musique, la communauté azerbaïdjanaise se retrouve. Aujourd'hui, il existe de nombreux cas de mariages entre les Azerbaïdjanais originaires de ces pays voisins.

¹⁸⁷ La Maison de la Culture azerbaïdjanaise a été créée à Strasbourg en 2005 par les trois associations : l'Association pour l'Echange Culturel avec l'Azerbaïdjan (APEC Azerbaïdjan), l'Association Culturelle Azerbaïdjanaise de Strasbourg et l'Association des Étudiants Azerbaïdjanais en France l'ASEAF créée en 1999.

Bibliographie

1. ABDOULLA Kamal, MALHERBE Michel (2008), *Parlons azerbaïdjanais*, Paris, L'Harmattan.
2. ABDOULLA Kamal (2005), *Le manuscrit inachevé*, Paris, L'Harmattan.
3. ADAM André (1951), *La maison et le village dans quelques tribus de l'Anti-Atlas : contribution à l'étude de l'habitation chez les Berbères sédentaires du groupe chleuh*, Paris, Larose, 78 p.
4. AFANASYAN Serge (1981), *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie : de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923*, Paris, L'Harmattan.
5. ALICHEVA-HIMY Bakyt (2008), *Les Allemands du Kazakhstan : retour dans la Urheimat ou « Patrie historique »*, Regarde sur l'Est.
6. ALLAIN Annie (2012), *De Eltsine à Poutine ou les aléas de la subsidiarité*, in GUILLUY-SULIKASHVILI Natalia, *L'énigme Russe, pouvoir-économie et société*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion.
7. ARMAND Gaspard (1969), *Caucase*, Lausanne, Rencontre
8. ASBRINK Brita (2002) *The Nobels in Baku Swedes' Role in Baku's First Oil Boom* in Azerbaijan International /10.2, p. 56-59.
9. ASSOULINE David, LALLAOUI Mehdi (1996), *Un siècle d'immigration en France- Première période 1851-1918*, Paris Syros.
10. AVIOUTSKI Viatcheslav (2007), *Les clans en Azerbaïdjan*, in : *Le Courrier des pays de l'Est* 2007/5 (n° 1061), p. 67-79.
11. BALCI Bayram (2011), *Politique identitaire et construction diasporique en Azerbaïdjan postsoviétique*, Cahiers d'Asie centrale 19-20, p. 261-276.
URL: <http://asiecentrale.revues.org/index1451.html>
12. BALCI Bayram et De TAPIA Stéphane (2010), *Mouvements migratoires entre la Turquie et les Républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale : les impacts religieux*, in : *Revue européenne des migrations internationales* (Vol. 26), p. 133-152.
13. BALCI Bayram (2008), *La place de la « diaspora » azerbaïdjanaise dans la politique de l'Azerbaïdjan postsoviétique : esquisse d'analyse*, EurOrient, 28, pp. 185-204.

14. BALCI Bayram (2004), *Islam et Éducation islamique en Azerbaïdjan indépendant*, IFEA-Istanbul, Antenne de Bakou, Études et analyses – N° 1 – mai 2004,
URL : http://religion.info/french/articles/article_54.shtml.
15. BALCI Bayram, MOTIKA Raoul (2007), *Religion et politique dans le Caucase post-soviétique*, Paris, Maisonneuve & Larose.
16. BAROU Jacques (2006), *Europe, terre d'immigration : flux immigration et intégration*, Grenoble, PUG.
17. BAROU Jacques (2001), *Europe, terre d'immigration, flux migratoires et intégration*, Grenoble, Press universitaire
18. BEGAG Azouz (1984), *L'immigré et sa vie*, Lyon, Presses Universitaires.
19. BENNIGSEN Alexandre (1986), *Passé Turco-Tatar Présent Soviétique*, Paris-Louvain, Peeters.
20. BENNIGSEN Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal (1986), *Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste*, Paris, Fayard.
21. BENNIGSEN Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal (1960), *Les mouvements nationaux chez le Musulmans de Russie. Le sultangalievisme au Tatarstan*, Paris- Haye, MOUTON and CO.
22. BENNIGSEN Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal (1981), *Les musulmans oubliés, l'Islam en Union soviétique*, Paris, Maspéro.
23. BERNARD Philippe (1993), *L'immigration*, Bruxelles, Le Monde Poche.
24. BERNARD Philippe (2002), *L'immigration : le défi mondial*, Paris, Gallimard.
25. BOGDAN Henry (1993), *Histoire des peuples de l'ex-URSS. Du IXème siècle à nos jours*, Paris, Perrin.
26. BONNAFOUS Simone (1991), *L'immigration prise aux mots*, Paris, Kimé.
27. BOSNALI Sonel (2005), *Patrimoine linguistique en situation de contact : le cas du turc d'Azerbaïdjan en Iran* », in : T. AZADARMAKI, Ch. BALAY, M. BOZDEMIR Eds., *Contact des langues dans l'espace arabo-turco-persan*, Paris-Téhéran, IFRI (Bibliothèque Iranienne), N° 59 97-108.

28. BRABANT Jacques, LEVALLOIS André (1995), *La communauté turque en France ! Les composantes de l'immigration*, Strasbourg.
29. BRAUX Adeline (2007), *L'émigration des pays de la CEI vers la Russie : enjeu de politique intérieure et extérieure ?* Revue internationale et stratégique, 2007/4 N° 68, p. 121-131.
30. BRAUX Adeline (2011), *Les émigrés sud-Caucasiens en Fédération de Russie au regard de leur pays d'origine : des 'nouvelles diasporas' dans l'espace post soviétique ?* CERISCOPE Frontières.
31. CAMILLERIE Carmel (1987), *L'immigration en France : le choc des cultures : Actes du colloque « Problèmes de la culture posés en France par le phénomène des immigrations récentes*, Paris, Arbresle.
32. CAMPANA Aurélie (2008), *La mobilisation des Tatars de Crimée pour leur réhabilitation : entre légalisme et rhétorique victimaire*, Raisons politiques 2/2008 (N° 30), p. 89-105.
33. CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes) (1975), *Les immigrés. Contribution à l'histoire politique de l'immigration en France*, Paris, Stock.
34. CHAPOULIE Jean-Michel (1994), *La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Paris, SEUIL.
35. Collectif Robert (2008), *Le Nouveau Petit Robert de la langue française 2008*, Paris, Le Robert.
36. CONSTANT Antoine (2006), *L'Etat et le fait religieux en Azerbaïdjan*, Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien,
URL: <http://cemoti.revues.org/1545>
37. CONSTANT Antoine (2002), *L'Azerbaïdjan*, Paris, Karthala (Méridiens).
38. COPEAUX Étienne (1993), *Le mouvement Prométhéen*, in CEMOTI (Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turc-iranien), N° 16, juillet-décembre.
39. COULON Alain (2004), *L'école de Chicago, Que sais-je ?* Paris, Presses universitaires de France.

40. CRAVERI Marta, ELIE Marc (2005), *Ju. N. Afanas'ev et al., Istorija stalinskogo GOULAG*, in *Cahiers du monde russe*, 46/4
 URL: <http://monderusse.revues.org/index6601.html>
41. DEWITTE Philippe (1999), *Immigration : La dette à l'envers*, Paris, La Découverte.
42. DEWITTE Philippe (1999), *Immigration et intégration, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
43. DREANO Bernard (2003), *Dépression sur le Sud-Caucase. Voyage entre guerre et paix*, Paris, Paris-Méditerranée.
44. DUFOIX Stéphane (2003), *Les Diaspora, Que sais-je ?* Paris, PUF.
45. DUMONT Paul (1977), *L'axe Moscou-Ankara. Les relations turco-soviétiques de 1919 à 1922*, in *Cahiers du monde russe et soviétique*, Volume 18, Numéro 3, p. 165 – 193, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
46. DUMONT Paul (1977), *Bolchevisme et Orient*, in *Cahiers du monde russe et soviétique*, Volume 18, Numéro 4, p. 377-409, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
47. DUMONT Paul, JUND Alain, ANASTASSIADOU Meropi (1995), « *Enjeux de l'immigration turque en Europe : Les Turcs en France et en Europe*, Actes du colloque international de Strasbourg, Paris, L'Harmattan.
48. ELIE Marc (2006), *Les politiques à l'égard des libérés du goulag. Amnistiés et réhabilités dans la région de Novossibirsk, 1953-1960*, *Cahiers du monde russe* 2006/1-2, Vol 47, p. 327-347.
49. ELIE Marc (2007), *Les anciens détenus de Goulag, libérations massives, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964*, thèse de doctorat EHESS.
50. ELMAS Hasan Basri (1998), *Turquie-Europe, une relation ambiguë*, Paris, Syllepse.
51. EZRAN Maurice (2004), *John D. Rockefeller, La naissance d'une multinationale*, Paris, L'Harmattan.
52. FLEURY Antoine (1977), *La pénétration allemande au Moyen-Orient, 1919-1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran et d'Afghanistan*, Genève, Leiden.

53. FRANCFORT Didier (2003), *La Lorraine : modèle d'intégration ?* in : *L'immigration en France au XXe siècle*, dossier dirigé par Yvan GASTAUT et Ralph SCHOR, Historiens et Géographes, octobre-novembre, N°384, p. 287-296.
54. FRANCFORT Didier (2008), *Le chant de l'exil : la musique comme expression culturelle de la migration* in : *Musiques & films : archives pour l'histoire de l'immigration*, Migrations N°32, dernier trimestre, p. 70-79.
55. FRANCFORT Didier (2008), *Le chant de l'exil : la musique comme expression culturelle de la migration*, in : *Musiques & films : archives pour l'histoire de l'immigration* » Migrations N°32, dernier trimestre, p. 70-79.
56. GALLISSOT René (1992), *Diaspora postcoloniale*, In Différence, janvier.
57. GALLISSOT René (2007), *Algérie : Engagements Sociaux Et Question Nationale - De La Colonisation À L'indépendance De 1830 À 1962*, Paris, De L'atelier
58. GALSTYAN Garik (2004), *Les minorités russes dans le Sud-Caucase. Une diaspora en voie d'extinction*, in : *Le Courrier des Pays de l'Est* 2004/3, n° 1043, p. 24-36.
59. GASPARD Armand (1969), *Caucase*, Lausanne, Rencontre.
60. GASTOUT Ivan (2000), *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République* Paris, Seuil.
61. GEORGEON François (1980), *Aux origines du nationalisme Turc : Yusuf Akçura (1876-1935)*, Institut d'Études Anatoliennes, Synthèse n° 2, Paris. Recherche Civilisations
62. GEORGEON François (1997), *Vivre dans l'Empire Ottoman*, Paris, Harmattan.
63. GODJAEV (EYVAZLI) Ayaz (1999), *Les relations contemporaines franco-azerbaïdjanaises*, Paris, éditeur inconnu.
64. GUILLON Michelle, SZTOKMAN Nicole (2000), *Géographie mondiale de la population*, Paris, Ellipses.
65. GUILLOU Anne Yvonne, De TAPIA Stéphane, M. WADBLED Pôleth (2007), *Migrations turques dans un monde globalisé : le poids du local*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes.

66. GUTH Suzie (2004), *Chicago 1920. Aux origines de la sociologie qualitative*, Paris, Tétraèdre.
67. HADJIBEYLI Djeyhoun (1933), *Le dialecte et folk-lore du Karabakh (Azerbaïdjan du Caucase)*, Extrait du Journal Asiatique Janvier-Mars, Paris.
68. HADJIBEYLI Timoutchine (1988), *Le question du Haut Karabakh. Un point de vue azerbaïdjanais*, Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, N° 48-49, 1988. Le monde musulman à l'épreuve de la frontière. Pp.281-290, en ligne,
URL: <http://www.persee.fr>
69. JEVAKHOFF Alexandre (2007), *Les Russes blancs*, Paris, Tallandier.
70. Revendications de la Délégation de Paix de la République de l'Azerbaïdjan du Caucase, présentées à la Conférence de la Paix (1919), Paris, P. Harambat.
71. KAYA Bülent (2002), *Une Europe en évolution-Les flux migratoires au 20^e siècle*, Strasbourg, Conseil de l'Europe.
72. KEENAN L. E. (1962), *Remarques sur l'histoire du mouvement révolutionnaire à Bakou, 1904-1905*, Cahiers du Monde russe et soviétique, Vol. 3, N° 2, p. 225-260.
73. KYROU Ariel, MARDOUKHAÏEV Maxime (1989), *Le Haut-Karabakh, vu du côté Azerbaïdjan*, in : HERODOTE, "Les marches de la Russie", revue de géographie et de géopolitique, IV^eme trimestre 1989, N° 54-55.
74. LAFFONT Robert (1964), *Yalta ou le partage du monde*, Paris, Arthur Conte.
75. LEBON André (2004), *Immigration et présence étrangère en France en 2002*, Paris, La documentation française.
76. LECLERC Jacques (2007), *La période féodale : l'ancien français dans L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval,
URL: <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/monde/citations-references.htm>.
77. LIVAK Leonid (2007), *Nina Berberova et la mythologie culturelle de l'émigration russe en France*, in : Cahiers du monde russe, 43/2-3,2002, p. 463-478, en ligne,
URL : <http://monderusse.revues.org/index76.html>.
78. MAMOULIA Georges (2004), *Les crises turque et iranienne (1945-1947)*, Cahiers du monde russe, 45/1-2, en ligne

URL : <http://monderusse.revues.org/index2636.html>

79. MAMOULIA Georges (2005), *Les premières fissures de l'URSS d'après-guerre*, Cahiers du monde russe, 46/3, 2005, en ligne,

URL: <http://monderusse.revues.org/index2830.html>.

80. MAMOULIA Georges (2007), *L'histoire du groupe Caucase (1934-1939)*, Cahiers du monde russe 1/2007 (Vol 48), p. 45-85, en ligne

URL : <http://monderusse.revues.org/index4932.html>.

81. MANDELSTAM André (1926), *La Société des Nations et les Puissances devant le problème arménien*, Paris, Pédone (rééd. Imprimerie Hamaskaïne, 1970).

82. MANDEVILLE Laure (1989), *La sociologie en URSS. Réalisme sociologique ou terrain privilégié de la politique d'ouverture ?* in : *Revue française de sociologie*. 1989, 30-1. pp. 137-154.

83. MARIE Jean-Jacques (1995), *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Complexe.

84. MARIONNE Amar, MILZA Pierre (1990), *L'immigration en France au XX s*, Paris, Colin.

85. MENEGALDO Hélène (2003), *Les russes à Paris 1919-1939*, Paris, Autrement.

86. MESPOULET Martine (2007), *La « renaissance » de la sociologie en URSS (1958-1972)*, *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* 1/2007 (n° 16), p. 57-86.

87. MINCES Juliette (1986), *La Génération suivante : les enfants de l'immigration*, Paris, Flammarion.

88. MINASSIAN Gäidz (2007), *Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, Paris, Autrement (Frontières).

89. MKRTCHIAN Nikita (2007), *La politique d'immigration de la Russie*, La Doc. Française, *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/2 — N° 1060, pages 54 à 68.

90. MUGLIONI Jacques (1995), *Auguste Comte, un philosophe pour notre temps*. Paris, Kimé.

91. MUNOZ-PEREZ Francisco (1992), *Exil politique et migration économique Espagnols et Français aux XIX et XX siècles*, Paris, In : *Population*, 47e année, n°4, pp. 1058-1060.
92. ORBAKI Ramiz, GANDJALI Aydin (1991), *Garabagh entre le passé et le future III*, Paris
93. PLANHOL Xavier de (1988), *Le fait turc en Iran : quelques jalons* », in : J.-P. DIGARD, *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Éditions du CNRS, p. 123-130.
94. REA Andrea, TRIPIER Maryse (2003), *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte.
95. RETAILLE Denis (2007), *La mondialisation*, Paris, Nathan.
96. RIAUX Gilles (2011), *Les modalités de l'engagement dans le nationalisme azerbaïdjanais en Iran : de la tutelle soviétique à l'autonomisation progressive*, Cahiers d'Asie centrale, p. 235-260,
URL: <http://asiecentrale.revues.org/index1443.html>
97. RIAUX Gilles (2004), *La radicalisation des nationalistes azéris en Iran*, CEMOTI Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien (Jeune recherche II), N°37, 15-42.
98. RICHARD Jean-Luc (2005), *Les immigrés dans la société française*, Problèmes politiques et sociaux, N° 916 septembre, Paris.
99. RIGONI Isabelle (2001), *Mobilisations et enjeu des migrations turques en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.
100. ROSIÈRE Stéphane (2006), *Le nettoyage ethnique. Terreur et peuplement*, Paris, Ellipses.
101. ROUX Jean-Paul (2006), *Histoire de l'Iran et des Iraniens. Des origines à nos jours*, Paris, Fayard.
102. SADYKOVA Bakhyt (2007), *Mustafa Tchokay dans le mouvement prométhéen*, Paris, IFEAC – L'Harmattan.
103. SALOMON Robert (1993), *Les réfugiés, Que sais-je ?* Paris, PUF.
104. SAYAD Abdelmalek (1999), *La double absence*, Liber, Seuil.

105. SAYAD Abdelmalek, DUPUY Eliane (1995), *Un Nanterre algérien, terre de bidonville*, Autrement, coll. « Français d'ailleurs, peuples d'ici ».
106. SAYAD Abdelmalek (1991), *Migrance : Histoire des migrations à Marseille*, EDISUD, Tome I.
107. SAYAD Abdelmalek (1984), *L'immigration algérienne en France*, Paris, Editions Entente.
108. SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre (1997), *Le Déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, CHAKER.
109. SAYAD Abdelmalek (2006), *L'immigration ou les Paradoxes de l'altérité : 1. L'illusion du provisoire*, Paris, Raison d'AGIR.
110. SAYAD Abdelmalek (2006), *L'immigration ou les Paradoxes de l'altérité : 2. Les enfants illégitimes*. Paris, Raison d'AGIR.
111. SCHNAPPER Dominique (1992), *L'Europe des immigrés. Essai sur les politiques d'immigration*, Paris, François Bourin.
112. SCHOR Ralph (1996), *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin.
113. SIMON Gildas (1995), *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF
114. SOLJENITSYNE Alexandre (1974), *l'Archipel du Goulag : 1918-1956, essai d'investigation littéraire*, Paris, Seuil.
115. SVANBERG Ingvar (1989), *Kazak Refugees in Turkey a Study of Cultural Persistence and Social Change*, Stockholm, Uppsala.
116. TANDONNET Maxime (2007), *Géopolitique des migrations. La crise des frontières*, Paris, Ellipses Marketing.
117. TAPIA Stéphane de (1989), *Immigration et situation nouvelle du marché du travail effets régionaux*, Elan, les Cahiers du FEC et des IECS, 33^e Année, nov.-déc. 9/10, 18-20.
118. TAPIA Stéphane de (1994), *L'émigration turque : circulation migratoire et diasporas* in : *L'espace géographique*, vol.23, N°1, p. 19-28.

119. TAPIA Stéphane de (1996), *Échanges, transports et communications : circulations et champs migratoires turcs*, in : *Revue européenne des migrations internationales*, vol 12, N°2, p. 45-59.
120. TAPIA Stéphane de (2003), *Les nouvelles configurations de la migration irrégulière en Europe*, Paris, La Documentation française.
121. TAPIA Stéphane de (2005), *Migrations et diasporas turques. Circulation migratoire et continuité territoriale, 1954-2004*, Paris, IFEA et Maisonneuve & Larose.
122. TAPIA Stéphane de (2007), *Migration turques, du local au local, en passant par le global. Conclusion* in : Guillou Y., De Tapia S., Wadbled M.P. (coord.), *Migrations turques dans un monde globalisé. Le poids du local*, Rennes, Presses universitaires.
123. TAPIA Stéphane de (2007), *La circulation des hommes et des biens dans le champ migratoire turc. Itinéraire et impacts économiques*, in : Adelhah F., Bayard F., *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, CERI, Recherches internationales, p. 33-71.
124. TAPIA Stéphane de et Samim AKGÖNÜL (2007), *Kazakhs, Kalmouks et Tibétains en France. Minorité discrète, diaspora en devenir ?* Paris, L'Harmattan.
125. TAPIA Stéphane de, « Marlène LARUELLE (2010), *Dynamiques migratoires et changements sociaux en Asie centrale* », *Revue européenne des migrations internationales* [en ligne], vol. 26 — N° 3, mis en ligne le 03 mai 2011,
URL: <http://remi.revues.org/5247>
126. TINGUY Anne de (2002), *Le « retour » des Russes : où en est la Russie aujourd'hui ?* Hommes et Migrations, N°1235 janvier-février 2002 p.16-27.
127. TOLSTOÏ Nilolay (1980), *Les victimes de Yalta*, Paris, France empire.
128. URJEWICZ Charles (1991), *L'identité azérie à l'épreuve de l'indépendance*, in : *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* N° 59/60, Des ethnies aux nations en Asie centrale, p. 117-122.
129. VICHNEVSKI Anatoli, ZAYONTCHKOVSKAIA Jeanne (1991), *L'émigration de l'ex-Union soviétique : prémices et inconnues*, in : *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 7 N° 3, p. 41-66.
130. WEBER Max (1965), *Essai sur la théorie de la science*, Paris, Librairie Plon p. 181.

131. WEIL Patrick (2004), *La France et ses étrangères, L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard.
132. WERTH Nicolas (1990), *Histoire de l'Union soviétique*, Vendôme, PUF.
133. YERASIMOS Stéphane (1994), *Caucase : le retour de la Russie*, in : *Politique étrangère* N° 1 p. 61-86, en ligne
URL: http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1994_num_59_1_4248
134. ZAIONTCHKOVSKAIA Janna, VITOVSKAIA Galina (1992), *Réfugié en Russie*, dossier Migration *Est-Ouest*, N°1155, juin, Poitiers.
135. ZAPATER Josep (1995), *Réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan*, in : *CEMOTI* N° 20, 285-306.
136. ZARCONE Thierry, ZARINEBAF-SHAHR F. (1993), *Les Iraniens d'Istanbul*, Paris-Téhéran-Istanbul, Peeters.

En Azerbaïdjanais

137. AĞAOĞLU Əhməd (2007), *Seçilmiş əsərləri (Les ouvrages sélectionnés)*, Bakı, Şərq-Qərb.
138. AXUNDOV Rəşid bəy (2003), *Məktublar, sənədlər, tərcümələr, məqalələr (Lettres, documents, traductions, articles)*, Bakı, Nurlan.
139. ARZUMANLI Vaqif, MUSTAFA Nazim (1998), *Tarixin qara səhifələri, Deportasiya. Soyqırım. Qaçqınlıq (Les pages noires de l'histoire, Déportation, Génocide, Réfuge)*, Bakı, Qartal.
140. ARZUMANLI Vagif (2001), *Azərbaycan Diasporu (Diaspora d'Azerbadjan)*, Bakı, Qartal.
141. Azərbaycan Respublikası Prezidentinin İslər İdarəsinin Prezident Kitabxanası (2005), *Azərbaycan diasporu (Diaspora azerbaïdjanaise)* Bakı, Prezident Kitabxanası.
142. BABAOĞLU Hikmət (2009), *Azərbaycan Respublikasının müasir dünya siyasətində yeri və rolu (Place et rôle de la République d'Azerbaïdjan dans la politique du monde moderne)*, Bakı.

143. BAYKARA Hüseyin (1992), *Azərbaycan istiqlaliyyət mübarizəsi tarixi (L'histoire de la lutte de l'indépendance d'Azerbaïdjan)*, Bakı, Azərənəşr.
144. BAYRAMOĞLU Alxan (2003), *Azərbaycan Demokratik Respublika dövründə ədəbiyyat (La littérature pendant la République Démocratique d'Azerbaïdjan)*, Bakı, Elm.
145. BÜNYADOV Ziya (1993), *Qırmızı terror (Terreur rouge)*, Bakı, Azərənəşr.
146. CABBARLI Nikbur (2001), *Əhməd Cəfəroğlunun ədəbiyyatşünaslıq irsi (Patrimoine littéraire d'Ahmed Djeferoglu)*, Bakı, ELM.
147. EMİNOV Zakir (2005), *Azərbaycanın əhalisi: İqtisadi, sosial və demografik problemlər (La population de l'Azerbaïdjan: problèmes économiques, sociaux et démographiques)*, Bakı.
148. ƏFƏNDİYEV Məcid (2009), *Sosiologiya*, Bakı, Bakı Universiteti.
149. ƏHMƏDOV Teymur (1984), *Nəriman Nərimanov*, Bakı, Yazıçı.
150. ƏLİYEV Əli Əkbər (2009), *Artuş və Zaur*, Bakı, Qanun.
151. ƏLİYEV İqrar (2007), *Azərbaycan tarixi, I cild (L'histoire de l'Azerbaïdjan, Ière volume)* Bakı, Elm.
152. ƏLİYEV Zaur (2001), *Beynəlxalq münasibətlərdə diasporaların rolu (Le rôle des diasporas dans les relations internationales)*, Bakı, Nurlan.
153. ƏLİYEV Zaur (2005), *Dünya diasporaları (Les diasporas du Monde)*, Bakı, Qismət.
154. ƏLİYEV Zaur (2005), *Diaspor. İzahlı sözlük və məlumat kitabı (Diaspora. Dictionnaire et ouvrage de référence)*, Bakı, Yurd.
155. ƏLİYEV Zaur (2010) *Türkdilli Xalqların Diasporları (Les diasporas des peuples turcophones)*, Bakı, Adiloğlu.
156. ƏSƏD BƏY Məhəmməd (2005), *Ağ Rusiya. Vətənsiz insanlar (La Russie blanche. Les hommes sans patrie)*, Bakı, Nurlan.
157. FAYQL Erix (2009), *İpək yolu üzərində odlar yurdu — Azərbaycan tarixi Pays du feu sur la Route de la Soie – Histoire de l'Azerbaïdjan)*, Bakı, AzərTac.
158. HƏMİNİ Əyyub (1992), *Mühacirətdə (A l'émigration)*, Bakı, Yazıçı.

159. HƏSƏNLİ Cəmil (2005), *SSRI-Türkiyə : soyuq müharibənin sınaq meydanı (Turquie-URSS: lieu de teste de la guerre froide)* , Bakı, Adiloğlu.
160. HƏSƏNLİ Cəmil (2008), *Azərbaycanda milli məsələ. Siyasi rəhbərlik və ziyalılar 1954-1959 (Question nationale. Le leader politique et des intellectuels 1954-1959)* , Bakı, Adiloğlu.
161. HƏSƏNOV Cəmil (1993), *Azərbaycan Beynəlxalq münasibətlər sistemində, 1918-1920 (Azerbaïdjan sur la scène des relations internationale, 1918-1920)*, Bakı, Azərnəşr.
162. HƏSƏNOVA Şəlalə (1995), *Mühacirət irsimizdən səhifələr (Les pages hérités de notre émigration)*, Bakı, Maarif.
163. HƏŞİMOVA Aygün (1992), *XX əsrin birinci yarısında Azərbaycan mühacirəti (L'immigration azerbaïdjanaise du début du XXème siècle)*, Bakı, Birlik.
164. İBRAHİMLİ Xaləddin (1996), *Azərbaycan Siyasi Mühacirəti (1918 - 1991)(La politique d'immigration d'Azerbaïdjan)*, Bakı, Elm.
165. İBRAHİMLİ Xaləddin (2000), *Yeni Avrasiya Qafqazı (La nouvelle Caucase Eurasie)*, Bakı, Xəzər Universitəsi Nəşriyyatı.
166. İBRAHİMOV Nazim (2006), *Azərbaycan Diasporu : Böyük Yolun Başlanğıcı (La diaspora d'Azerbaïdjan: le début d'un grand chemin)*, Bakı, Xarici Ölkelerde Yaşayan Azərbaycanlılarla İş üzrə Devlet Komitesi, Çəşioğlu.
167. İSMAYILOV E. HƏSƏNOV C. QAFAROV T. (1995), *Azərbaycan tarixi (L'histoire de l'Azerbaïdjan)*, Bakı Oyretmen.
168. İSMAYILOV İsrəfil (1997), *Dünya Azərbaycanlıları XX əsrdə (Les Azerbaïdjanais du monde au XXème siècle,)* Bakı, Oçerk.
169. İSMAYILOV Mahmud, MAKSVELL Nigar (2008), *Azərbaycan tarixi VII cilddə, 1900-1920-ci illər (L'histoire de l'Azerbaïdjan du 1900 au 1920, en 7 volumes)*, Bakı, Elm.
170. KƏNGƏRLİ Sabir (1991), *İren zəkali, Şirin qeyrətli (Irène intelligente, Chirin honorable)* in : journal *Azərbaycan qadını* N°4 p.8-9. Bakı.
171. QAFAROV T. (2008), *Azərbaycan tarixi 7 cilddə 1941-2002-ci illər (L'histoire de l'Azerbaïdjan du 1941 au 2002 en 7 volumes)* Bakı, Elm.

172. QOCAYEV Ayaz (1999), *Eyfel gülləsindən Qız qalası görsənir (De la tour Eiffel est visible tour de la Vièrge)*, Panorama, Bakı.
173. QULIYEV Qorxmaz, MƏMMƏDLİ Mahal (1998), *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti : 1918 – 1920 (La République Populaire d’Azerbaïdjan)*, Bakı, Gənclik.
174. QULIYEV Vilayət (1992), *Azərbaycan Demokratik Respublikası (La République Démocratique d’Azerbaïdjan)*, Bakı, Azərənəşr.
175. QULIYEV Vilayət (2000), *Tarixdə iz goyan şəxsiyyətlər (Les personnes inscrivant leurs noms dans l’histoire)*, Bakı, Ozan.
176. QULIYEV Vilayət (2008), *Azərbaycan Paris Sülh konfransında (Azerbaïdjan à la conférence de Paix à Paris)*, Bakı, Indigo.
177. MAHMUDOV Yagub (2005), *Azərbaycan Tarixi (L’histoire d’Azerbaïdjan)*, Bakı, Təhsil.
178. MAHMUDOV Yagub (2005), *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Ensiklopediyası I və II cild (L’encyclopédie de la République Populaire d’Azerbaïdjan, Ière et IIème volumes)*, Bakı, Lider.
179. MEHDIYEV Ramiz, HƏSƏNOV Əli (2002), *Dünya Azərbaycanlılarını I qurultayı (Le Ier Congrès des Azerbaïdjanais du monde)*, Bakı, Azərbaycan.
180. MƏMMƏDLİ Ağamirzə (1996), *Əli bəy Hüseynzadə, Turan*, Salyan.
181. MƏMMƏDOV Çingiz (2004), *Azərbaycan istiqlal yollarında (L’Azerbaïdjan sur le chemin de l’indépendance)*, Bakı, Adiloğlu.
182. MƏMMƏDOV İsrafil (2003), *Qarabağ dünən bu gün və sabah, Erməni separatizmi və milli şovinizminin ideya-təşkilat əsasları*, 2-ci elmi-əməli konfransın materialları, Bakı.
183. MƏMMƏDZADƏ Mirzə Bala (2007), *Köylü hərəkatı, Leninin milli siyasəti (Mouvement paysan, la politique nationale de Lénine)*, Bakı, édition inconnue.
184. NADIROV A. (2003), *Azərbaycan iqtisadiyyatı (L’économie de l’Azerbaïdjan)*, Bakı, Elm.
185. NƏCƏFOV Bəxtiyar (1992), *Azərbaycan Demokratik Respublikası (La République Démocratique d’Azerbaïdjan)*, Bakı, Bilik.

186. NƏCƏFOV Bəxtiyar (2007), *Düşmənin iç üzü (Le vrai visage de l'ennemi)*, Bakı, Çağışoğlu.
187. NƏSİBZADƏ Nəsim (1997), *Bütöv Azərbaycan (L'Azerbaïdjan entier)*, Bakı, Ay-Ulduz.
188. ORBAKI Ramiz (1991), *Parisdən məktub (Lettre de Paris)*, journal Mədəniyyət, 21 mars, Bakı.
189. RƏFİYEV Bəxtiyar (1995), *Aysberqin sualtı hissəsi (La partie sous-marines d'iceberg)*, Bakı, Azərnəşr.
190. RƏHİMLİ Əkrəm (2003), *Güney Azərbaycanda Milli-Demokratik Hərəkət (Le mouvement national-démocratique en Azerbaïdjan du Sud)*, Bakı, Meqa Nəşriyyatı.
191. RƏHMANZADƏ Fazil (1988), *Ayrılıq kədəri yaman olurmuş (La douleur de la séparation est affreuse)* in : journal *Azərbaycan müəllimi*, 1987 novembre, Bakı, Kommunist.
192. RIZVAN Nazim (2002), *Azərbaycan diasporası tarixindən (D'histoire de la diaspora d'Azerbaïdjan)*, Bakı, Borçalı HPM.
193. RÜSTƏMOVA Solmaz (2008), *Bunları unutmaq olmaz (On ne peut pas oublier cela)*, Bakı, Zerkalo, 30/03/2008.
194. SƏRDAROV Məmmədəğa (2004), *Azərbaycanda migrasiya prosesləri (Les processus migration en Azerbaïdjan)*, Bakı, Adiloğlu.
195. SÜLEYMANOV Manaf (1996), *Azərbaycan milyonçuları : Hacı Zeynalabdin Tağıyev (Millionnaires azerbaïdjanais: Haji Zeynalabdin Tagiyev)*, Bakı, Gənclik.
196. SVYATAÇOVSKİ Tadeuş (2000), *Rusiya və Azərbaycan : sərhədyanı bölgə keçid dövründə (Russie et Azerbaïdjan : la région frontalière au cours de la période de transition)*, Bakı, Xəzər Universitəsi.
197. TAĞIYEVƏ Şövkət, RƏHİMLİ Əkrəm, BAYRAMZADƏ Səməd (2000), *Güney Azərbaycan (L'Azerbaïdjan du sud)*, Bakı, Orxan.
198. TAHIRLI Abid (2001), *Azərbaycan mühacirəti (L'immigration d'Azerbaïdjan)*, Bakı, Tural-Ə.
199. TAHIRLI Abid (2001), *Sözlə yarananlar, sözü yaşadanlar (Crées par les mots, donnant la vie en mot)*, Bakı, Əbilovm Zeynalov və oğulları.

200. TAHIRLI Abid (2002), *Azərbaycan mühacirəti mətbuatı I hissə (La littérature azerbaïdjanaise à l'émigration Ier partie)*, Bakı, QAPP-Poloqraf.
201. TAHIRLI Abid (2003), *Azərbaycan mühacirəti mətbuatı II hissə (La littérature azerbaïdjanaise à l'émigration IIème partie)*, Bakı, Ozan.
202. TAHIRLI Abid (2005), *Azərbaycan mühacirət mətbuatında publisistika (1921-1991) (La publication de la littérature azerbaïdjanaise à l'émigration)*, Bakı, CBS.
203. TAHIRLI Abid (2007), *Azərbaycan mühacirət mətbuatı (1921-1991) (La littérature azerbaïdjanaise à l'émigration)*, Bakı, Çinar Çap.
204. TEYIUROV Maarif (1989), *Nadir sənədlər (Documents rares)*, journal Bakı, 24 octyabr, Bakı.
205. VAHIDOV F. AGAYEV T. (2008), *Sosiologiya*, Bakı, Təknur.
206. VƏLİXANLI Nailə (2007), *Azərbaycan Tarxi II cild (L'histoire d'Azerbaïdjan IIème volume)*, Bakı, Elm.
207. VƏLİYEV Tofiq (2000), *Azərbaycan Tarxi 10 (L'histoire d'Azerbaïdjan 10 classe)*, Bakı, Çaşıqoğlu.
208. VƏLİYEV Y., MUXTAROV K., HÜSEYNOV F. (1998), *Deportasiya, Azərbaycanın Ermənistan ərazisindəki tarixi-etnik torpaqlarından deportasiyası (Déportation des Azerbaïdjanais de l'Arménie, de leurs territoire historique et ethnique)*, Bakı, Azərbaycan Ensiklopediyası.
209. YAQUBLU Nəsiman (1999), *Azərbaycan milli istiqlal mübarizəsi və Məmməd Əmin Rəsulzadə (La lutte pour l'indépendance nationale et Memmed Emin Rasoulzade)*, Bakı.
210. YAQUBLU Nəsiman (2005), *Azərbaycan legionerləri (Les légionnaires d'Azerbaïdjan)*, Bakı, Cıraq.
211. YAQUBLU Nəsiman (2008), *Əbdurrihman Fətəlibəyli-Düdünginski*, Bakı, Adiloğlu.

En Turc

212. ANDREWS Peter Alford (1992), *Türkiye’de Etnik Gruplar (Les groupes ethniques de Turquie)*, Istanbul.
213. AYDA Adile (1191), *Sadri Maksudi Arsal*, Ankara, Kültür Bakanlığı : 1282.
214. BAYKARA Tuncer (1989), *Zeki Velidi Togan*, Ankara, Kültür Bakanlığı : 1042.
215. CAFERSOY Nazim (2000), *Eyalet-Merkez Düzeyinden Eşit Statüye : Azerbaycan-Rusya İlişkileri (1991-2000) (Les relations entre l’Azerbaïdjan et la Russie)*, Ankara, ASAM.
216. Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü (1992), *Türkiye Dışındaki Türkler Bibliyografyası II. Cilt (Bibliographie des Turcs hors de Turquie IIème tome)*, Ankara, seh. 189 – 321.
217. DEVLET Nadir (1988), *Ismayil bey (Gaspıralı)*, Ankara, Kültür Bakanlığı : 962.
218. HANIOĞLU Şükrü (1989) *Osmanlı İttihad ve Terakki Cemiyeti ve Jön Türklük : (1889-1902)(Comité ottoman du parti Union et Progrès et les Jeunes-Turcs (1889-1902)*, Cilt I, Istanbul.
219. HASANLI Cemil (1998), *Azerbaycan Tarihi 1918-1920, Türkiye’nin yardımından Rusya’nın işgaline kadar (L’histoire d’azerbaïdjan 1918-1920, de l’assistance de la Turquie à l’invasion Russe)*, Ankara, Kızılay.
220. ŞİMŞİR Sebahattin (1995), *Mehmet Emin Resulzade’nin Türkiye’deki Hayatı, Faaliyeti ve Düşünceleri (La vie de Mehmet Emin Resulzade en Turquie , activités et réflexions)*, Ankara, Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü.
221. TEMİR Ahmet (1987), *Yusuf Akçura*, Ankara, Kultur Bakanlığı: 836.
222. TOGAN Zeki Velidi (1969), *Hatıralar : Türkistan ve diğer Müslüman doğu Türklerinin millî varlık ve kültür mücadeleleri (Memories: les activités nationales et les luttes culturelles des Turkestanais et des autres Turcs musulmans d’Orient)*, Istanbul.

En Russe

223. АБУТАЛЫБОВ Рамиз, КУЛИЕВ Виляят (1998), *Али Марданбек Топчибашиев, Письма из Парижа* (ABOUTALIBOV Ramiz, GOULIYEV Bilayet, *Ali Mardan bey Tobtchibachi, La lettre de Paris*), Баку, Азернешр.
224. АБУТАЛЫБОВ Рамиз (2006), *Годы и встречи в Париже* (ABOUTALIBOV Ramiz, *Les années et les rencontres à Paris*), Moscou, SJS Media.
225. АБУТАЛЫБОВ Рамиз (2007), *Свой среди чужих чужие среди своих* (ABOUTALIBOV Ramiz, *Les notrs parmi les étrangers les étrangers parmi nous*), in : IRS/Heritage №1 (25), Баку.
226. АБУТАЛЫБОВ Рамиз (2008), *Азербайджанская Демократическая Республика, сборник статей, посвященный 90_летию Первой республики* (ABOUTALIBOV Ramiz, *La République Démocratique d’Azerbaïdjan, la collection des articles à l’occasion de 90 – eme anniversaires de la Premier république*) Москва, SALAM press.
227. АСАДОВ Сабир (1998), *Историческая география Западного Азербайджана* (ASADOV Sabir, *La géographie historique de l’Azerbaïdjan de l’Ouest*), Баку, Азербайджан.
228. АЛИЕВ Играр (1995), *История Азербайджана с древнейших времен до начала XX века* (ALIYEV Igrar, *Histoire de l’Azerbaïdjan de l’Antiquité au début du XX e siècle*), Баку, ЭЛМ.
229. АЛИЗАДЕ Д. (2006), *Представители смешанных семей не подвергаются давлению и преследованию* (ALIZADE D, *Les représentants des familles mixtes ne sont pas soumis à la pression et la persécution*), Bakou, Echo, 29.03.2006.
230. БАГИРОВ Эдуард (2007), *Гастарбайтер* (BAGUIROV Edouard, *Gasterbayter*), Москва, Популярная литература.
231. БАГИРОВА И. С. (1997), *Политические партии и организации Азербайджана в начале XX века (1900-1917)*, (BAGUIROVA I, *Les partis politiques et les organisations en Azerbaïdjan au début du XX e siècle (1900-1917)*), Баку, ЕЛМ.
232. БЕЛЯЕВА Валентина Алексеевна (1957), *Трудовой героизм рабочих Азербайджана в годы Великой Отечественной войны (1941 — 1945 гг.)*

(BELYAEVA Valentina Alexeyevna, *Héroïsme des travailleurs azerbaïdjanais pendant la Deuxième Guerre mondiale (1941 — 1945)*, Баку, Азнефтеиздат

233. БЫЛИНИН В. К, ЗДАНОВИЧ А. А, КОРОТАЕВ В. И. (2007), *Организация «Прометей» и «прометейское» движение в планах польской разведки по развалу России/СССР*, (BILININ V, ZDANOVITCH A, KOROTAEV V, *Organisation «Prométhée» et le mouvement «prométhéen» dans les plans de renseignement polonais par l'effondrement de la Russie / URSS*), Москва, Вече.
234. БУГАЙ Николай (2004), *Депортация народов (Déportation des peuples)*, in : *Война и общество (BOUGAY Nikolay, La guerre et la société)*, 1941-1945, Москва, Наука.
235. БУНИЯТОВ Зия, (1989), *Почему Сумгаит?*, (Bounyadov Ziya, *Pourquoi Soumgaït ?*) Известия Академии наук Азербайджанской ССР. Серия истории, философии и права. № 2, январь, Баку.
236. ВАГАБЗАДЕ Бахтияр, ПАШАБЕКОВ Рена (1992), *Беженцы : 1918-1920, 1948-1952, 1988-1989*, (VANABZADE Bakhtiyar, PASHABEKOV RENA, *Les Réfugiés*), Баку, Гянджлик.
237. ВЕРДИЕВА Хаджар (1999), VERDIYEVA Khadjar, *Переселенческая политика Российской империи в северном Азербайджане (VERDIYEVA Khadjar, La politique de la migration de l'empire russe dans le nord de l'Azerbaïdjan)*, Баку, Алтай.
238. ВЕРДИЕВА Хаджар ГУСЕЙН-ЗАДЕ Рауф (2003), VERDIYEVA Khadjar, HOUSEYN-ZADE Rauf, *«Родословная» армян и их миграция на Кавказ с Балкан (VERDIYEVA Khadjar, HOUSEYN-ZADE Rauf, Les Arméniens et leurs migrations des Balkans au Caucase)*, Баку, Elm.
239. ВЕРДИЕВА Хаджар (2009), VERDIYEVA Khadjar *Немцы в Северном Азербайджане (VERDIYEVA Khadjar, Les Allemands à l'Azerbaïdjan du Nord)*, Баку, Элм.
240. ГАСАНЛЫ Джамиль (2006), HASANLI Djamil, *СССР-Иран: кризис Азербайджана и начало холодной войны (HASANLI Djamil, URSS et l'Iran : la crise de l'Azerbaïdjan et le début de la guerre froide)* Москва, Герой Отечества.

241. ГАСАНЛЫ Джамиль (2008), HASANLI Djamil, *Азербайджанская демократическая республика* (HASANLI Djamil, *La République Démocratique d'Azerbaïdjan*), Баку, Salam. Гасанлы
242. ГАСАНЛЫ Джамиль (2011), HASANLI Djamil, *Нагорный Карабах: старые заблуждения в новой интерпретации* (HASANLI Djamil, *Haut-Karabakh : les anciens égarements dans une nouvelle interprétation*), Баку, ИА REGNUM, URL: <http://www.regnum.ru/news/1429705.html#ixzz1UENToCSQ>
243. ГУСУЙНБЕЙЛЫ Аслидар (1994), *Эмигранты* (HUSEYNBEYLI Aslidar, *Les Emigrés*), Баку.
244. ГУСЕЙН-ЗАДЕ Рауф (2007), *Немцы Азербайджана* (HOUSEYN-ZADE Rauf, *Les Allemands d'Azerbaïdjan*), IRS Наследие, № 25.
245. ГУСЕЙНОВ Р. А, ВЕРДИЕВА Х. Ю (2000), *История Азербайджана* (HOUSEYNOV R, VERDIYEVA K, *L'histoire d'Azerbaïdjan*), Баку, Озан.
246. ГУЛИЕВ Виляят (2010), *Из наследия азербайджанской политической эмиграции в Польшу* (GOULIYEV Vilayet, *Héritage de la politique de l'immigration azerbaïdjanaise en Pologne*), Varsovie, Адам Маршалек.
247. ГУЛИЕВ Гасан (2004), *Эмигрантская литература азербайджана* (GOULIYEV Hasan, *La littérature d'émigration de l'Azerbaïdjan*), Баку, Нурлан.
248. ИБРАГИМЛИ Халаддин (2006), *Азербайджанцы Грузии* (IBRAHIMLI Khaleddin, *Les Azerbaïdjanaïses de Géorgie*), Москва, Европа.
249. ИБРАГИМОВ Н. (1995), *Немецкие страницы истории Азербайджана* (IBRAGUIMOV N, *Page allemande de l'histoire de l'Azerbaïdjan*), Баку.
250. ИГНАТЬЕВ А. В. (1975), *История первой мировой войны* (IQNYATEV A, *L'histoire de la Première Guerre mondiale*), Moscou, 1975
251. ДЕМБИЦКИЙ Н. П. (2004), *Судьба пленных in: Война и общество* (DEMBITSKIY N, *Le destin des prisonniers in : La guerre et la société*), 1941-1945 книга вторая, Москва, Наука, (стр.232-264)
URL : http://scepsis.ru/library/id_1250.html
252. ДИТЦ Яков (2000), *История поволжских немцев—колонистов* (DITS Yakov, *Histoire des colons allemands à Volga*), Москва, Готика

253. ДМИТРИЕВ А. Б. (2006), Миграция-конфликтное измерение (DMITRIEV A, *Migration-la dimension conflictuelle*), Москва, Альфа-М.
254. ДОЛГИХ Елена Ивановна (2001) *Эмиграция из России* (DOLGUIKH Elena Ivonova, *L'émigration de la Russie*), интернет-журнал "ПОЛЕМИКА", 2001, №9.
255. ДОЛГИХ Елена Ивановна (1995), *Эмиграция из России* (DOLGUIKH Elena Ivonova, *L'émigration de la Russie*), Москва, Пресс-центр, Электронный журнал «Полемика» N°9.
256. ЗЕЙНАЛОВА Судаба (2008), *Немцы на Кавказе* (ZEYNALOVA Soudaba, *Les Allemands au Caucase*), Баку, Мутарджим.
257. ЗЕЙНАЛОВА Судаба (2002), *Немецкие колонии в Азербайджане (1819-1941)* (ZEYNALOVA Soudaba, *Les colonies allemandes en Azerbaïdjan 1819-1941*), Баку, Араз.
258. ЗЕМСКОВ Виктор (2010), *Репатриация перемещённых советских граждан* (ZEMSKOV Viktor, *Le rapatriement des citoyens déplacés soviétique*), Москва, МГИМО.
259. КУДЮКИН Павел (2002), *Под созвездием Ильича* (KOUDYUKIN Pavel, *En vertu de la constellation d'Ilich*), Москва, Новая Газета, 11.11.2002.
260. МАКАРОВА Л. В, МОРОЗОВА Г. Ф, ТАРАСОВА Н. В (1986), *Региональные особенности миграционных процессов в СССР* (MAKAROVA L, MOROZOVA G, TARASOVA N, *Les Particularités régionales des processus migratoires dans l'URSS*), Москва, Наука.
261. МАККАРТИ Джастин, МАККАРТИ Каролин (1996), *Тюрки и Армяне* (MAKKARTI Djastin, MAKKARTI Caroline, *Les Turcs et les Arméniens*), Баку, Азербайджан.
262. МАМЕДОВ Исмаил (2009), *История Азербайджана (с древнейших времен до наших дней)* (MAMEDOV Ismail, *Histoire de l'Azerbaïdjan, de l'antiquité à nos jours*), Баку, Маариф.
263. МАХМУДОВ Ягуб (2005), *Азербайджан: краткая история государственности* (MAHMOUDOV Yagoub, *Azezrbaidjan : un bref historique de l'état*), Баку, Тахсил.

264. МЕЛЬТЮХОВ М. (2008), *Начальный период войны в документах военной контрразведки* (MELTYUKHOV, M. *La période initiale de la guerre dans les documents du renseignement militaire*), Москва, Яуза-ЭКМО.
265. МЕНЕГАЛЬДО Елена (2007), *Русские в Париже 1919-1939* (MENEGALDO Elena, *Les Russes à Paris 1919-1939*), Кстати.
266. МЕХТИЕВ Рамиз (2000), *Реалии геноцида Азербайджанцев* (МЕНТИЙЕВ Ramiz, *Les réalités du génocide des Azerbaïdjanais*), Баку.
267. МИКЕЛАДЗЕ Галина, (2010) *Пути и судьбы эмиграции – Банин, Рустам Ибрагимбеков и 20 января...* (MIKELADZE Galina, *Les voies et les destins de l'émigration – Vanine, Roustem Ibrahimbekov et le 20 Janvier...*), 20.01.2010, www.1news.az
268. МУСАЕВА Тамилла, МАМЕДОВ Адиль (2003), *Исторические факты о деяниях армян на азербайджанской земле* (MOUSAYEVA Tamilla, MAMEDOV Adil, *Les faits historiques sur les actes des Armaniens en territoire azerbaïdjanais*) Баку, Elm.
269. МУСТАФА-ЗАДЕ Рахман (2006), *Две Республики : Азербайджано — российские отношения в1918-1922гг*, (MOUSTAFA-ZADE Rakhman, *Deux Républiques : relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie dans les années 1918-1922*), Москва, МИК.
270. МУХАНОВ Вадим, ВОЛХОНСКИЙ Михаил (2007), *По следам Азербайджанской Демократической Республики* (MOUKHANOV Vadim, VOLKHONSKIY Mikhael, *Par les traces de la République Démocratique Azerbaïdjanaise*), Москва, Европа.
271. ОХОТИН Н. Г, РОГИНСКИЙ А. Б. (2005), *О масштабе политических репрессий в СССР при Сталине: 1921-1953* (OKHOTIN N, ROGUINSKIY A, *Sur l'échelle des répressions politiques en URSS sous Staline : 1921-1953*), Москва, Мемориал.
272. ПОЛЯН Павел (2001), *Не по своей воле...История и география ринудительных миграций в СССР* (POLYAN Pavel, *Contre sa volonté... Histoire et géographie de la migration forcée dans l'URSS*), Мемориал, Москва, ОГИ.

273. ПОЛЯН Павел (2005), *Эмиграция: кто и когда в XX веке покидал Россию* in : *Россия и ее регионы в XX веке: территория — расселение — миграции* / Под ред. О. Глезер и П. Поляна с. 493-519. (POLYAN Pavel, *Emigration : qui et quand ont quitté la Russie au XXème siècle*) Москва, ОГИ.
274. РОДИОНОВА Ольга (2005), *Культ личности Иосифа Виссарионовича Сталина и преодоление его последствий* (RADIONOVA Olga, *Le culte de la personnalité de Joseph Staline et le dépassement de ses conséquences*), Екатеринбург.
275. СЕИДОВ Самед (2009), *Феноменология творчества. История, парадоксы, личность* (SEYIDOV Samed, *Phénoménologie de la créativité. Histoire, paradoxes, personnalité*), Баку, Чашыюглу.
276. СЕИДОВ Самед (2000), *Психология менеджмента* (SEYIDOV Samed, *Psychologie de management*), Баку, Чашыюглу.
277. Социально—культурный облик советских наций (1986) (по материалам этносоциологического исследования). Москва, Наука.
278. СУМБАТЗАДЕ А. С. (1987), *Азербайджанская истогафия XIX-XX веков* (SOUMBATZADE A, *Historiographie azerbaïdjanaise du XIXème et XXème siècles*), Баку, Elm.
279. СУМБАТЗАДЕ А. С. (1990), *Азербайджанцы этногенез и формирование народа* (SOUMBATZADE A, *Les Azerbaïdjanaïses ethnogénèse et la formation du peuple*), Баку, Elm.
280. ТОТАДЗЕ Анзор (2009), *Проблема толерантности на Южном Кавказе* (TOTADZE Anzor, *Le problème de tolérance dans le Caucase du Sud*) in : IRS, Наследие, N2 (38), 2009.
281. ШЕВЯКИН А. П. (2005), *Разгром Советской державы. От «оттепели» до «перестройки»* (CHEVYAKIN A, *La défaite de l'empire soviétique. De « dégel » à la « perestroïka »*), Москва, Вече.
282. ШКАРЕНКОВ Леонид (1987), *Агония белой эмиграции*, (SHKARENKOV Leonid, *Agonie de l'émigration blanche*), Москва, Мысль.
283. ШУЛЬГИН Василий (1961), *Письма к русским эмигрантам* (CHOULGUIN Vasilii, *Lettres à des migrants Russes*) Москва.

284. ШЕРБАКОВ Алексей (2011), *1905 год. Прелюдия катастрофы* (СHERBAKOV Aleksey, *An 1905, Prélude d'accident*), Москва, Олма Медиа Групп.
285. ЮУНУСОВ Ариф (2009), *Миграционные процессы в Азербайджане* (YUNUSOV Arif, *Processus de migration en Azerbaïdjan*), Баку, Адильоглу.
286. ЯДОВ Владимир (1998), *Социология в России* (YADOV Vladimir, *Sociologie en Russie*), Москва, Издательство Института социологии РАН.

En Anglais

287. ALTSTADT Audrey L. (1992), *The Azerbaijani Turks: Power and Identity under Russian, Rule*, Hoover Institution. Stanford University, Studies of Nationalities in the USSR Series.
288. ANDREWS Peter Alford (1989), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Reichert.
289. BALCI Bayram (2004), *Between Sunnism and Shiism: Islam in post-Soviet Azerbaijan*, in: *Central Asian Survey*, Vol. 23, n° 2, 205-217
290. BEZANIS Lowell (1994), *Soviet Muslim emigres in the republic of Turkey*, *Central Asian Survey*, vol. 13, N°1.
291. HEITMAN Sidney (1987), *The Third Soviet Emigration: Jewish, German and Armenian Emigration from the USSR since World War II*, Köln, Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien №21.
292. HOPKIRK Peter (1994), *Like hidden fire. The plot to bring down the British Empire*. New York, Kodansha Globe.
293. KAZEMZADEH Firuz (1951), *The Struggle For TransCaucaseia: 1917—1921*, New York, Philosophical Library.
294. KOROBKOV Andrei, ZAIONTCHKOVSKAIA Janna (2004), *The Changes in the Migration Patterns in the Post-Soviet States; the First Decade*, *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 37, 2004.
295. KRAMER Mark (2004), *The Soviets Nearly Won Afghan War*, *Los Angeles Times*, 26.12.2004.

296. LOIKO Sergei (2001), *Russians are leaving the country in droves*, Los Angeles Times, 14. 11. 2011.
297. MARTIN Terry (1998), *The Origins of soviet ethnic Cleansing*, The journal of Modern History, N° 70, pp. 813-861.
298. MARTIN Terry (2001), *The affirmative Action empire. Nation and Nationalism in the soviet Union, 1923-1939*, Ithaca (NY) Cornell University Press.
299. McCARTHY Justin, McCARTHY Carolyn (1989), *Turks and Armenians*, Manual on the Armenian Question, Washington.
300. ORUJEV Rauf (2003), *Azerbaijan: Kurds Targeted Again*, Institute for War and Peace Reporting, Caucasus Service, CRS No. 174.
301. PARK Robert, BURGESS Ernest (1921), *Introduction to the science of sociology*, Chicago, Illinois, The University of Chicago press.
302. SWIETOCHOWSKI Tadeusz (1994), *The Problem of Nagorno-Karabakh: Geography versus Demography under Colonialism and in Decolonization*, in: Hafeez Malik, ed., *Central Asia*, Basingstoke; MacMillan, pp. 143-158.
303. TURFAN Naim (2000), *Rise of the Young Turks, Politics, the Military and Ottoman Collapse*, London, New York, Tauris.
304. YUNUSOV Arif (2005), *Karabakh: past and present*, Bakum Yeni Nəsil.
305. YUNUSOV Arif (2009), *Migration Processes in Azerbaijan*, Institute of Peace and demography, Bakou, Adiloğlu.
306. WILLIAMS Robert (1972), *Culture in exile: Russian emigres in Germany, 1881 - 1941* London, Cornell University Press.

En Allemand

307. RIMSCHA Hans Von (1924), *Der russische Bürgerkrieg und die russische Emigration 1917-1921 (La guerre civile russe et l'émigration russe 1917-1921)* Frommann, Jena.
308. RIMSCHA Hans Von (1952), *Russen gegen Bolschwiken. Die Entwicklung der russländischen Emigration nach dem Zweiten Weltkrieg (Russes contre bolcheviks.*

Le développement de l'émigration russe après la Seconde Guerre mondiale) Getr. Zählung, Frankfurt am Main.

309. VOLKMANN Hans-Erich (1966), *Die russische Emigration in Deutschland, 1919-1929 (L'émigration russe en Allemagne, 1919-1929)* Würzburg.

Les articles

310. *Ədəbiyyat və incəsənət* (04/11/1988), *Hacıbəyli*, Bakou.

311. *Odlar Yurdu* (1989), décembre N° 24(455), Bakou.

312. *Elm* (11/02/1989), Journal N ° 6/182, Bakou.

313. *Panorama* (04/08/1989), *Planetin yeni adları (les nouveaux noms de planète)*, Bakou.

314. *Azərbaycan gəncləri* (09/09/1989), *Özü dost ölkədə ürəyi vətəndə (Le corps est ici mais le cœur à sa Patrie)*, Bakou.

315. *Odlar Yurdu* (1990), janvier N° 1(456), Bakou.

316. *Odlar Yurdu* (1990), janvier N° 2(457), Bakou.

317. *Ədəbiyyat və incəsənət* (02/03/1990), *Qarabağ Azərbaycanlı gözü ilə (Karabakh avec les yeux d'un Azerbaïdjanais)*, Bakou.

318. *Ədəbiyyat və incəsənət* (21/12/1990), *Əziz Nəriman bəy !(Cher Nariman bey !)*, Bakou.

319. *Azərbaycan* (21/05/1991), *Azərbaycan ibtidaisi (Le premier Azerbaïdjanais)*, Bakou.

320. *Azadlıq* (03/12/1991), *Azərbaycan mühacirəti (L'immigration azerbaïdjanaise)*, Bakou.

321. *Ədəbiyyat* (20/11/1991), *Banin vəfat etdi (Banine est décédé)*, Bakou.

322. *Azərbaycan büləni*(1991), *Paris kədəri (Chagrin de Paris)*, Bakou.

323. *Ədəbiyyat* (22/05/1992), *Fransa göylərində şərq ulduzu (Une étoile orientale dans le ciel français)*, Bakou.

324. *Azərbaycan qadını* (1994), *İki bacı bir tale (deux soeurs un destin)*, Bakou.

325. *Mədəniyyət* (13/09/1994), *Timuçin Hacıbəyli*, Bakou..

326. *Azərbaycan* (1998), *Zamanın hökmü (Question de temps)*, Bakou.
327. *Xalq qəzeti* (02/03/2001), *Şuşa-Bakı-Paris (Choucha-Bakou-Paris)*, Bakou.
328. *Respublika* (11/03/2001), *Alovlu vətənpərvər görkəmli ziyalı (Un intellectuel patriote et éminent)*, Bakou.
329. *Az-Media* (2001), novembre-octobre N° 27, Bakou.
330. *Az-Media* (2001), décembre N° 29, Bakou.
331. *Azərbaycan* (2002), *Azərbaycan qızı vətəndən uzaqda (Une azerbaïdjanaïse loin de Patrie)*, Bakou.
332. *Izvestiya* (03/04/2003), Abdulla Huseynov, Bakou.
333. *Az-Media* (2004), mars-avril N° 03(46), Bakou.
334. *Az-Media* (2004), octobre N° 07(50), Bakou.
335. *Az-Media* (2005), janvier N° 09(52), Bakou.
336. *Həftə içi* (2006), *Bu bizim və ya "Qafqaz günləri"nin təzadları (Ce sont nous ou les contrastes de "Jours Caucasiens")*, Bakou.
337. *Azərbaycan* (03/02/2006), *Hacıbəyli 115*, Bakou.
338. *Günay* (18/03/2006), *Baninə ithaf (Dévouément à Banine)*, Bakou.
339. *Həftə içi* (19/06/2006), *Qafqaz gündəliyi (Jours Caucasiens)*, p.8, Bakou.
340. *Le Carrefour* (2008), 1-15 juillet N° 06(11), Bakou.
341. *Bakı* (2009) *Кадыр Сулейман (Gadir Souleyman)*, p.90-91, Bakou.

Les rapports

342. Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (2009), *Les déportations massives d'Azerbaïdjanais d'Arménie (1948-1953 et 1988)*, Doc. 11815.
343. Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (2006), *Réfugiés et personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie*, Doc. 10835.
344. Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (2005), *Deuxième rapport présenté par la Fédération de Russie conformément à l'article 25, paragraphe 2, de la*

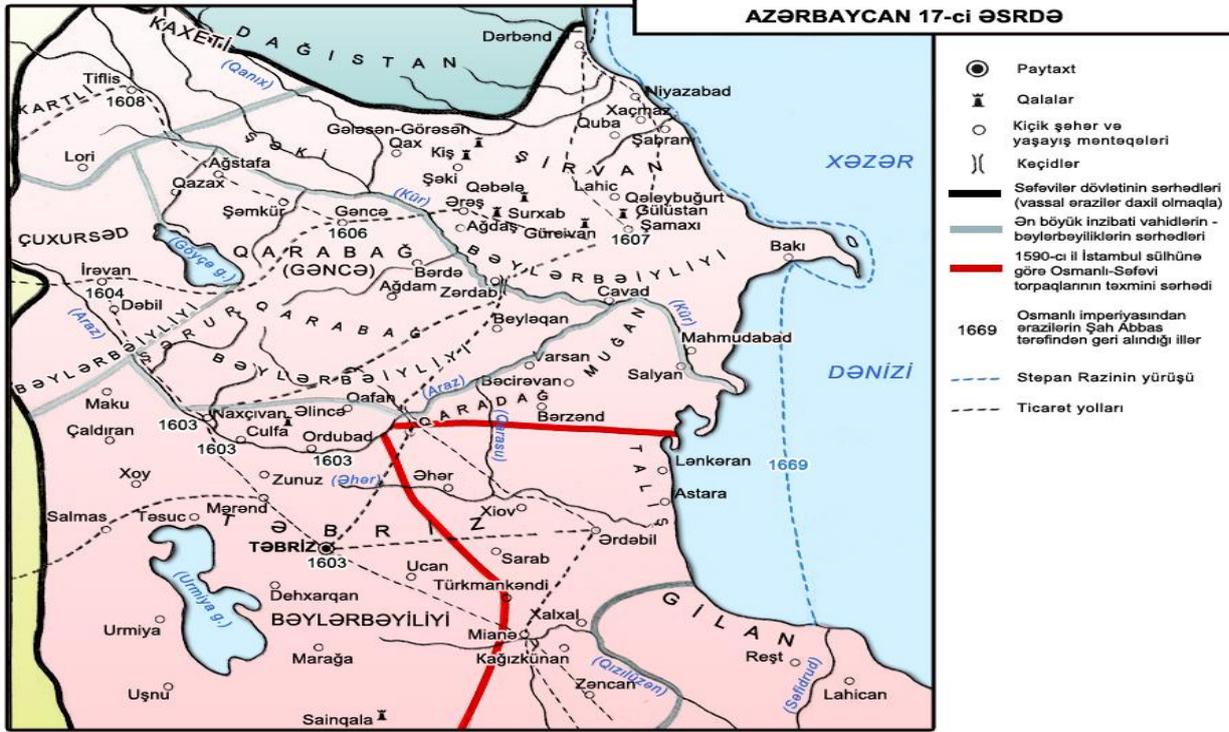
convention – cadre pour la protection des minorités nationales, ACFC/SR/II (2005)003, Moscou.

345. Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (2001), *Prisonniers de guerre et otages détenus en Arménie et dans le Haut-Karabakh*, Doc. 9063.
346. Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (2001), *Reconnaissance du génocide commis par les Arméniens contre la population azerbaïdjanaise*, Doc. 9066.
347. ECRI, *Le Rapport sur l'Azerbaïdjan, adopté le 28 juin 2002*, Strasbourg, le 15 avril 2003.
348. OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) : rapports d'activité (2001-2010),
URL: http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?dtd_id=10&xmld_id=2679
349. UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), (2010), *Niveaux et tendances de l'asile dans les pays industrialisés en 2010*.
350. UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), (2006), *Tendances mondiales en 2006 : Réfugiés, demandeurs d'asile, rapatriés, personnes déplacées l'intérieur de leur pays et apatride* juin 2007.
351. INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Economiques), (2008), *Population étrangère et immigrée par sexe et âge en 2008*, Paris.
352. INSEE (2005), *Les immigrés en France*, Paris, Édition 2005.

La vie est un miracle, il faut la vivre pour le découvrir.

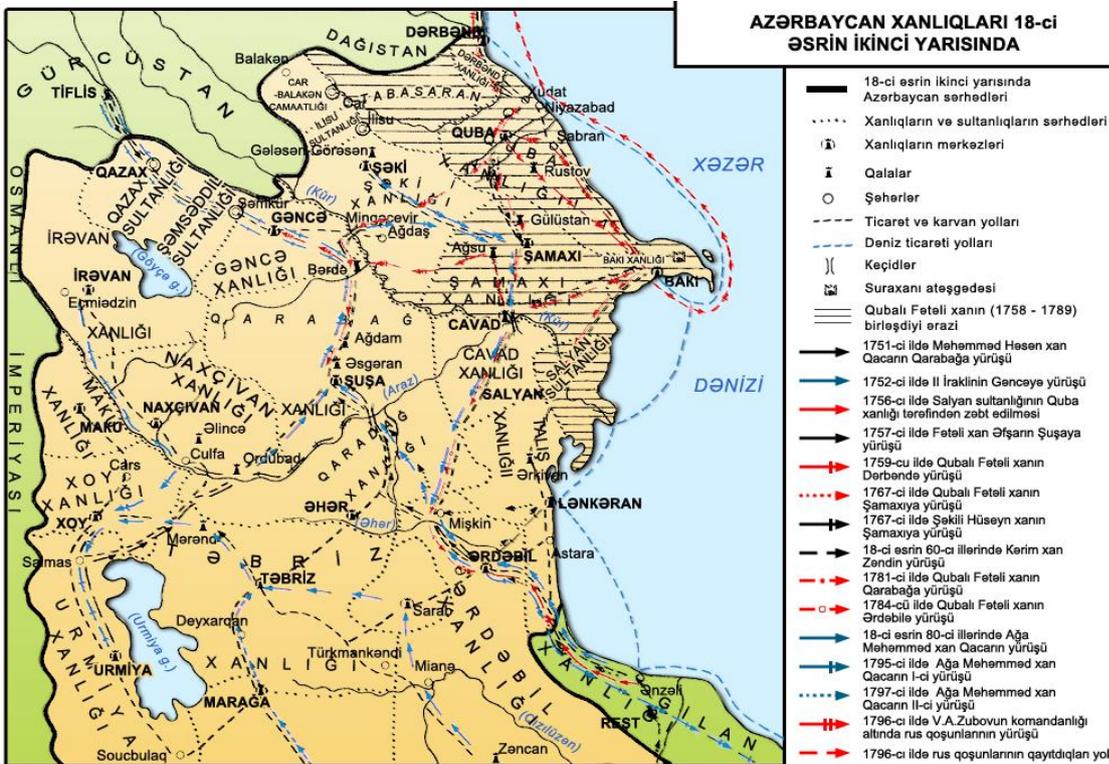
ANNEXE

Azerbaïdjan au XVIIème siècle



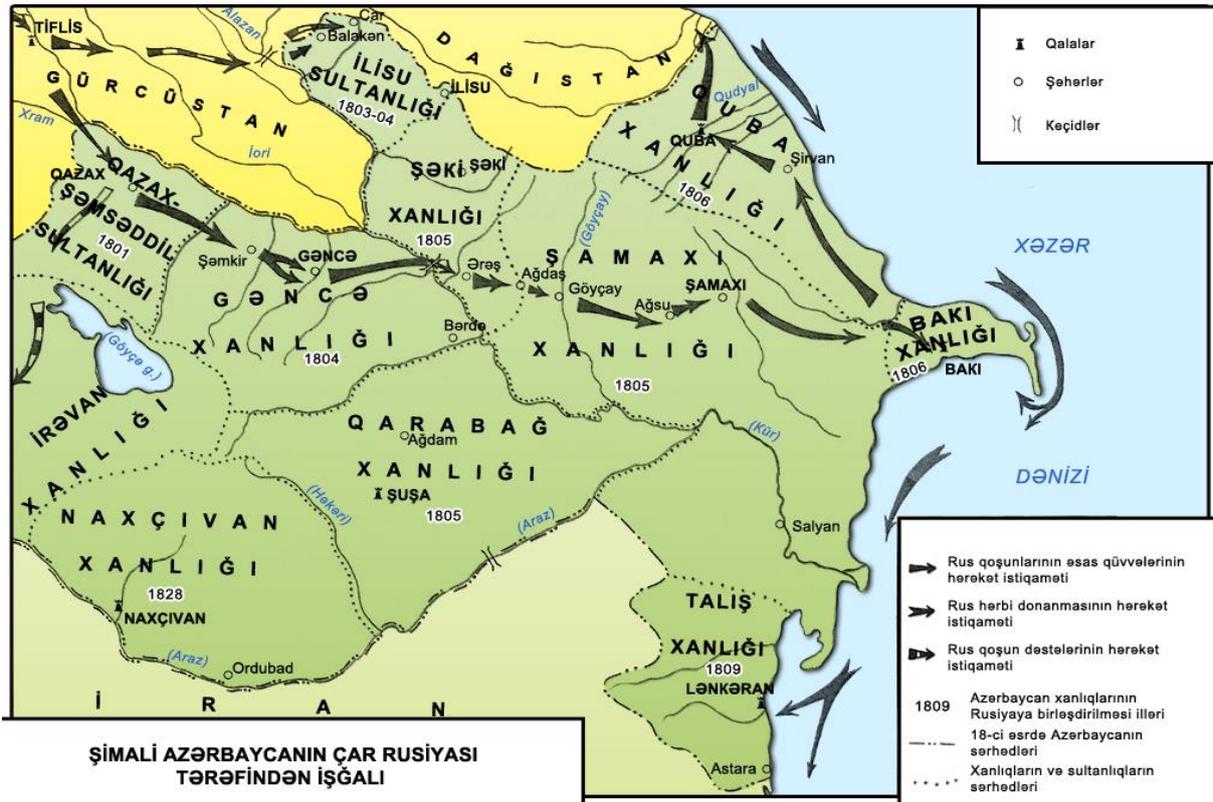
Source : Les cartes historiques de l'Azerbaïdjan (1994), Bakou, Atlas.

Les khanats azerbaïdjanais à la moitié du XVIIIème siècle



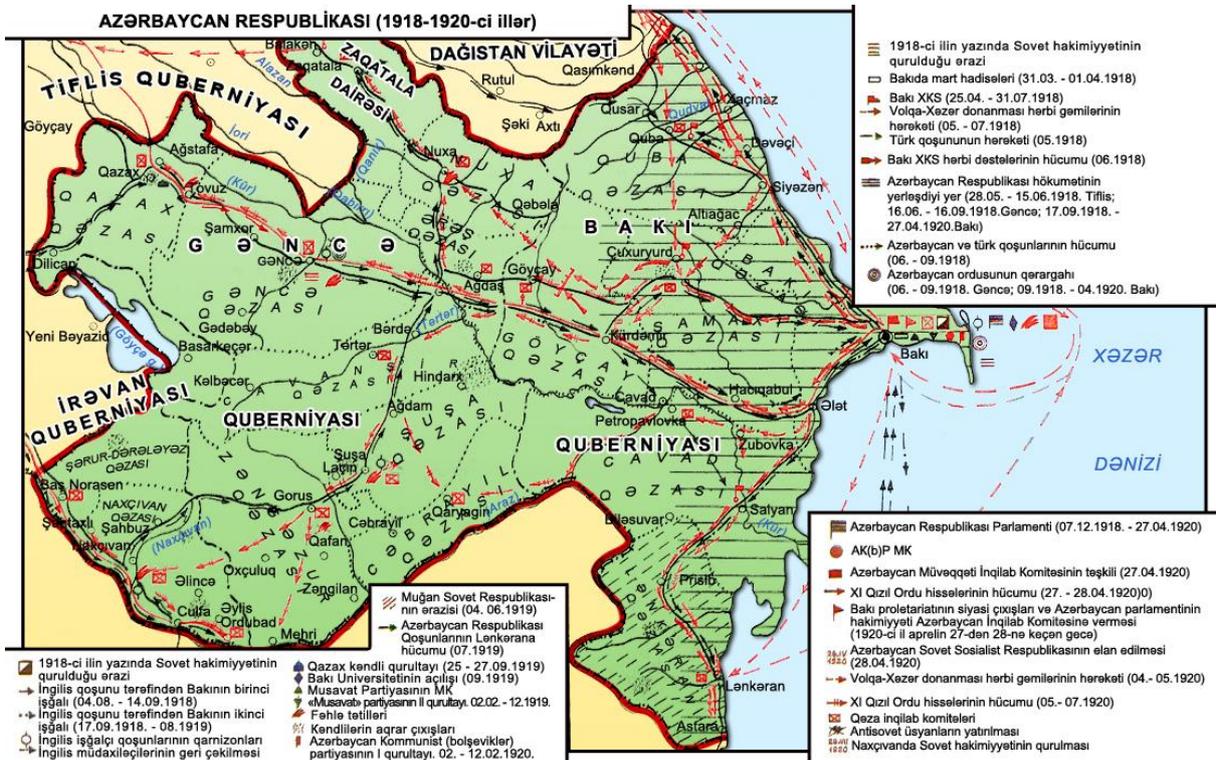
Source : Les cartes historiques de l'Azerbaïdjan (1994), Bakou, Atlas.

L'occupation de l'Azerbaïdjan du Nord par la Russie tsariste.



Source : Les cartes historiques de l'Azerbaïdjan (1994), Bakou, Atlas.

La République Démocratique d'Azerbaïdjan entre 1918-1920



Source : Les cartes historiques de l'Azerbaïdjan (1994), Bakou, Atlas.

Répartition de la population allemande de l'URSS (1939)

Région	Nombre
Région Altaï	29.000
Province d'Omsk	59.000
Novossibirsk (province)	8.100
Krasnoïarsk Vilayet	4.000
Province de Kemerovo	3.300
Province d'Orenbourg	19.000
Total RSFSC	862.000
Province de Karaganda	14.000
Kokchetav Vilayet	15.000
La province de Pavlodar	6.500
Akmola Province	7.600
Total Kazakhstan SSC	92.000
Azerbaïdjan SSC	23.000
Géorgie SSC	20.000
Kirghizes SSC	12.000
Crimée	95.000
Ukraine SSC	362.000

Source : Kolosov, 1 Section, p. 25. 25.

La population du Kazakhstan. Ethnique Distribution par année

Années	1979	1989	1994
Kazakh	5.829.000	6.535.000	7.474.000
Russe	5.991.000	6.228.000	6.042.000
Ukrainien	898.000	896.000	857.000
Biélorusse	181.000	183.000	178.000
Allemand	900.000	957.000	614.000
Ouzbek	263.000	332.000	372.000
Tatar	313.000	328.000	331.000
Azerbaïdjanais	73.000	90.000	101.000
Total	14.684.000	16.464.000	16.870.000

Source: Kaufman, W., Lipkovich, I. (1995) *Housing in Kazakhstan : Recent Statistics and Trends*, Almaty: International City/County Management Association.

Le nombre d'Allemands et leurs quantités par rapport à l'ensemble de la population de l'Azerbaïdjan.

Année	Population	Pourcentage
1819	1 600	0,28 %
1916	15 990	0,41 %
1939	23 133	0,7 %
1989	748	0,01 %

Source : Гусейн-заде Рауф (2007), *Немцы Азербайджана (Les Allemands d'Azerbaïdjan)*, IRS Наследие, № 25.

Le nombre d'*intelligentsia* entre des années 1897 et 1903 dans la société de Bakou et Yelizavetpol (Gandja)

Activité	Nombre	
	1897	1903
Les ingénieurs	Pas de donnée	614
Les techniciens, les mécaniciens,	Pas de donnée	815
Les Arpenteurs	15	22
Les agronomes, les forestiers	17	17
Les vétérinaires (les médecins et le personnel auxiliaire)	62	120
Les juristes	254	323
Les traducteurs	80	90
Les officiers	Pas de donnée	500
Les médecins	176	266
Les aides-médecins	98	299
Les accoucheurs	74	154
Les pharmaciens	77	192
Les travailleurs de la sphère de l'instruction publique	1 260	1 719
Les élèves des écoles secondaires	2 992	4 374
Les représentants des « professions libérales » (les peintres, les hommes de lettres, les architectes, etc.)	261	460
Le clergé	2 175	Pas de donnée
TOTAL	7 541	12 140
Le nombre total de la population (1897)	1 705 000	2 160 000

Source : АУХ Ева—Мария (2001) *Азербайджан и Россия: общества и государства (Azerbaïdjan et Russie : Société et l'État)*, Москва, Фонд Андрея Сахарова.

La population arménienne dans les villages de Nakhitchevan.

Village	Les Arméniens locaux	Les Azerbaïdjanais locaux	Les Arméniens déportés
Nehrəm	—	193	93
Qaraxanbəyli	—	81	26
Tumbul	9	62	12
Yarınca	13	48	14
Kültəpə	—	113	37
Qazançı	10	58	—
Bənənyar	—	72	12
Ərəzin	—	61	7
Güznüt	—	75	19
Naxçıvan şəhəri	114	392	285
Naxçıvan əyalətində	290	1632	943

Source : Vaqif Arzumanli, Nazim Mustafa (1998) *Les pages noires de l'histoire*, Bakou,

Qartal p. 26

Table 1: Selected Migrations From the U.S.S.R. Since 1917

Migration Movement	Estimated No. of Persons	Time Frame
1. Russian refugees from revolution civil war and famine	1,500,000	1917-22
2. European refugees from the same	250,000	1918-22
3. Polish refugees, displaced persons and repatriates to Poland	1,500,000	1918-25
4. German emigrants escaping forced collectivization	5,600	1920
5. Jewish refugees and displaced persons	33,500	1921-25
6. Jewish emigrants	70,000	1922-41
7. German Mennonite, Lutheran and Catholic emigrants	21,000	1923-26
8. Swedish repatriates	900	1928-29
9. Germans transferred from Soviet territory under terms of the Nazi-Soviet Non-Aggression Pact	396,000	1939-41
10. World War II Russian refugees and displaced persons	2,000,000	1939-45
11. Karelian Finns transferred to Finland	415,000	1940-44
12. Ukrainian displaced persons	150,000	1941-45
13. Estonian, Latvian and Lithuanian refugees and displaced persons	2,300,000	1941-47
14. Swedish repatriates from Estonia and Latvia to Sweden	6,000	1942-43
15. Ingermanlanders transferred to Finland	18,000	1943-45
16. Germans expelled from East Prussia	500,000	1944-45
17. Poles transferred from prewar eastern Poland to postwar Poland	4,000,000	1944-47
18. Czechs and Ukrainians transferred from Volhynia and Carpatho-Ukraine to Czechoslovakia	63,000	1945-47
19. Repatriated prisoners of war and captive forced labourers	unknown	1945-?
20. Defectors, escapees, self-exiles, binational spouses, exchanged spies and prisoners, etc.	unknown	1945-?
21. Jews transferred to Poland	50,000	1946
22. Jewish legal emigrants	789,400	1948-91
23. Germans transferred from East Prussia and Memel	3,000	1950-51
24. German legal emigrants	563,400	1951-91
25. Armenian legal emigrants	87,600	1956-91
26. Polish repatriates (including 14,000 Jews)	250,000	1956-59
27. Spanish repatriates	5,500	1956-60
28. Greek repatriates	5,500	1956-79
29. Korean repatriates	3,500	1963-79
30. Pontic Greek legal emigrants	37,300	1979-91
31. Evangelical and Pentecostal legal emigrants	25,700	1984-91

Sources: Benjamin Pinkus, "The Emigration of National Minorities from the USSR in the Post-Stalin Era," *Soviet Jewish Affairs* 13, no. 1 (1983): 3-36; Eugene M. Kulischer, *Europe on the Move: War and Population Changes, 1917-1947* (New York: Columbia University Press, 1948); and Z. Alexander, *Immigration to Israel from the USSR* (Tel Aviv: Faculty of Law, Tel Aviv University, 1977).

Heitman Sidney (1987) *The Third Soviet Emigration: Jewish, German and Armenian Emigration from the USSR since World War II*, Köln, Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien №21

REVENDEICATIONS DES AZERBAÏDJANAIS

Nous voulons croire dans le soutien moral de la Conférence de la Paix et dans celui des Puissances de l'Entente, pour l'œuvre sacrée de :

1. La délivrance physique, économique et politique du Caucase, absolument séparé, et entre autres de l'Azerbaïdjan, de cette vie sociale et politique russe qui nous est étrangère et de cette anarchie dont nous venons de parler. Nous comptons sur ce soutien.

2. La reconnaissance des États qui, de fait, existent déjà au Caucase et dont l'Azerbaïdjan, République indépendante, fait partie. Nous osons terminer notre Mémoire par cette affirmation que les qualités matérielles et morales de notre peuple, les dons moraux aussi précieux que l'amour du travail et de l'étude, l'attachement à l'ordre légal et aux principes de l'État, sont déjà une garantie de l'aptitude à l'existence indépendante de l'Azerbaïdjan, sous forme d'une République indépendante. Pour ces raisons, la Délégation de Paix de la République de l'Azerbaïdjan à l'honneur de présenter à la Conférence de la Paix les revendications suivantes :

I

En sanctionnant la séparation de l'Azerbaïdjan du Caucase de l'ancien Empire russe, reconnaître l'Azerbaïdjan caucasien comme État absolument indépendant, sous le nom de « République démocratique de l'Azerbaïdjan », dans les limites décrites ci-dessus et indiquées sur la carte jointe.

II

Admettre les représentants de la délégation de Paix de la République de l'Azerbaïdjan, aux travaux de la Conférence de la Paix

III

Admettre la République de l'Azerbaïdjan au nombre des membres de la « Ligue des nations », sous la haute protection de laquelle cette République voudrait se placer comme les autres États.

Population russe en Transcaucasie (1959-1989)

Années	Azerbaïdjan	Géorgie	Arménie	Total
1959				
-en milliers	501,3	407,9	56,7	965,9
-en % par rapport à la population totale	13,6	10,1	3,2	--
1970				
-en milliers	532,0	396,7	66,1	994,8
-en % par rapport à la population totale	10,0	8,5	2,7	--
1979				
-en milliers	475,0	372,0	70,4	917,4
-en % par rapport à la population totale	7,9	7,2	2,3	--
1989				
-en milliers	392,0	341,2	51,6	785,1
-en % par rapport à la population totale	5,6	6,3	1,6	--

Émigration des populations russes du Sud-Caucase (1989-2002)

Pays	1989	1999-2002	Soldes migratoires en 2002 par rapport à 1989	Pertes en %
Arménie	51 600	9 900	— 41 700	81
Azerbaïdjan	392 300	141 700	250 600	64
Géorgie	341 200	67 700	273 500	80
Total	785 100	219 300	565 800	72

Résultats des recensements en Azerbaïdjan (1999), en Arménie (2001) et en Géorgie (2002). Le recensement en Géorgie n'a pas pris en compte les populations d'Abkhazie et Ossétie du Sud.

Source : La Documentation française *Le Courrier des Pays de l'Est* 2004/3 — n° 1043ISSN 0590-0239 | pages 24 à 36

REPUBLIC OF AZERBAIJAN / 1919-1920: ATTEMPTED NATION-BUILDING; TERRITORIAL DISPUTES



Source : www.history.az

Les journaux et revues publiés par le parti Musavat en exil

Nom	Année	Pays
Yeni Kafkasya journal	1923-1928	Turquie
Azeri Turk journal	1928-1929	Turquie
Odlu Yurdu journal	1929-1931	Turquie
Bildirish journal	1930-1931	Turquie
Azərbaycan Yurd Bilgisi journal	1932-1934	Turquie
Istiklal journal	1932— ?	Allemagne
Kurtuluş journal	1934-1938	Allemagne
Musavat bulletin	1936-?	Pologne, Turquie
Azerbaijan	1952- aujourd'hui,	Turquie

Tahirli Abid (2007) *Azərbaycan mühacirət mətbuatı (1921-1991) (La littérature azerbaïdjanaise à l'émigration)*, Bakı, Çinar Çap.

L'information sur les étudiants envoyés à l'étranger le 1er septembre 1919 par le Parlement de la République Démocratique d'Azerbaïdjan ¹⁸⁸

Photo	Nom, Prenom	Lieu de naissance	Date de naissance	Pays et établissement supérieur	Profil Enseignement	Destin final
	Abdinov Bahram	Derbent	Aout.1896	Allemagne, Université de Bonn	Agriculture	Aucune information
	Abdullayev Ağaeli	Ağdaş	1897	Italie	Agriculture	Aucune information
	Ağabbabəyov-Muğanlinski Adil	Erivan	13.12.1898	Allemagne, Université de Leipzig	Droit	Aucune information
	Ağabbabəyov-Muğanlinski Əsildar	Erivan	14.09.1900	Allemagne, Université de Leipzig	Droit	Retourné en 1927 au pays et a été exilé en 1935 à Garagan
	Ağasibəyli Yusif bəy	Gandja	20.12.1896	Allemagne, Université technique de Drezde	Elektrotexnika	En 1931, il est retourné à Gandja et a été arrêté en 1937. Étant réhabilité en 1956 il est mort en 1989

¹⁸⁸ Plus d'information sur le site : http://az.wikipedia.org/wiki/C%C3%BCmhuriyy%C9%99t_r%C9%99l%C9%99b%C9%99l%C9%99ri

	Ağayev Balağa Məmməd	Bakı	1899	France, Université de Paris	Médecine	Aucune information
	Axundov Əjdər	?	?	Fransa	Médecine	Aucune information
	Axundov İsmayıl	Chamaklı	25.01.1897	Allemagne, Université de München	Médecine	Est mort en 1952 à Bakou.
	Axunzadə Səməndər	Quba	1898	Allemagne, Université de Fribourg	Ingénieur des mines	Soumis à la répression en 1933 à Bakou
	Aslanov Teymur bəy	Choucha	1890	France, Université de Paris	Histoire-Philologie	En 1921, il s'est installé en Allemagne et a fait ses études dans la faculté d'ingénierie textile à Kotbus. Après son retour au pays, il était exilé. Il est décédé en 1964 à Bakou.
	Atamalibəyov Abbas	Tiflis	26.02.1895	France, Paris École des sciences politiques	Science politique	Est mort en 1971 à Kliven
	Bağırılı Abdulla	?	?	Ukraine, Université de commerce de Kiev	Économie	Aucune information
	Bosnalızadə Məmməd	Gandja	21.06.1892	France, Université de Paris	Droit	Aucune information

	Cabbarov Ələkbər	Bakou	03.01.1898	France, Université de Nancy	Sciences naturelles	Aucune information
	Əbdülhəmid Cavanşir	Choucha	07.09.1897	France, Université de Nancy	Agronomie	Aucune information
	Cəfərov Əliyusif	Bakou	14.01.1901	Turquie	Sciences mathématiques et physiques	Aucune information
	Dadaşov Ağa Abdulla	Bakı	01.04.1902	Angleterre	-	Aucune information
	Daqirov Zaur bəy	Vladikavkaz	11.05.1902	France, Université de Paris	Ethnographie	Aucune information
	Dursunzadə Məmmədzəki	Région Axalsix, Azqur kəndi	1890	Turquie, Université d'Istanbul	Histoire-Philologie	Retourné au pays après ses études et exilé en 1937
	Əbdürrəhmanov Ağacəfər	Shamakhi	30.07.1896	Allemagne, Université de Berlin	Chimie	Aucune information
	Əfəndiyev Abdulla	Daghestan	30.09.1897	Allemagne, Université Commerce de Berlin	Économie	Aucune information

	Əfəndiyev Məmmədamin	Erevan	14.02.1897	Allemagne, Université de Darmstadt	Le transport routier architecte	Aucune information
	Əlimuradov Cavad bəy	Fizouli	06.07.1898	France	Architecte	Aucune information
	Əliyev Abbas Mirzə	Shamakhi	28.07.1897	Allemagne, Université Commerce de Berlin	Économie	Retourné au pays en 1925, arrêté deux fois et réhabilité dans les années 1950. Il est mort en 1972
	Əliyev Ələkbər	Choucha	25.08.1897	Allemagne, Université de Berlin	Agriculture	Aucune information
	Əliyev Əsrəf	Vladigafqaz	02.04.1900	Allemagne, Université de Fribourg	Exploitation minière	Exilé en 1937 à Bakou
	Əliyev Firidun	Choucha	03.12.1898	Allemagne, Université de Drezde	Électrotechnique	Aucune information
	Əliyev Zeynalabdin bəy	Bakou	24.04.1894	Italie, La Royal Academie à Rome	Architecture	Aucune information
	Əmircanov Əliyar	Bakou	?	Russie	?	Aucune information

	Əşrəfov İsrəfil	Bakou	30.05.1900	France, Université de Paris		Aucune information
	Hacıyev Bayram	Choucha	30.06.1900	France, Université de Paris	Économie	Aucune information
	Hacıyev Xasbulat	Choucha	21.01.1900	Russie	-	Aucune information
	Hacıyev Məmməd bəy	Choucha	06.03.1896	Allemagne, Université de Berlin	Ingénierie mécanique	Aucune information
	Hacızadə Mirzə	Gandja	1897	Allemagne, Université de Berlin	Agriculture	Est mort en 1980 à Istanbul
	Həsənov Əlimuxtar	Bakou	1896	Turquie, Université d'Istanbul	Histoire-Philologie	Aucune information
	Həsənov Rzaqulu	Quba	27.09.1889	Allemagne, Université de Fribourg		Aucune information
	Hüseyinov Əlihüseyn	Salyan	1898	Allemagne, Université de Rostock	Médecine	Aucune information

	Hüseyinov Salman	İspahan	04.01.1901	Allemagne, Université de Fribourg	Médecine	Aucune information
	Hüseyinov Zeynalabdin	Bakou	1900	France, Université de Paris	Médecine	Aucune information
	Hüseyinzadə Bəhram	Salyan	04.03.1901	Allemagne, École supérieure technique de Darmstadt	Électrotechnique	Retourné en 1926-à Bakou et exilé en 1941
	Xələfbəyov Məmməd	Chamakhi	20.06.1898	Turquie, Université d'Istanbul	Sciences mathématiques et physiques	Retourné en 1930 au pays et exilé. Après l'exil il a travaillé en tant que médecin à Kolima, région de Magadan de Russie.
	Xiromanov Zəkəriyyə	Daghestan	22.11.1899	Allemagne, Université de Stuttgart	Électrotechnique	Aucune information
	Xudaverdiyev Əlibala	Navahi	1901	Allemagne, Université de Bonn	Agriculture	Aucune information
	İsgəndərov Ağalar	Shamakhi	Septembre 1899	Allemagne, Université de Berlin	Chimie	Aucune information
	Kazımov Cəfər	Bakou	04.01.1897	Allemagne, Université de Fribourg	Exploitation minière	Retourné en 1925 au pays et soumis en 1938 à la répression

	Qaracəmirlı Məcıd bəy	Gedebey	-	Russie	-	Aucune information
	Qədimov Lətif	Choucha	20.03.1895	Allemagne, Institut Parloffen de Berlin	Transport	Aucune information
	Quliyev Mirzə Hüseyn	Bakou, région de Bülbüle	01.01.1900	Allemagne, Université de Berlin	Chimie	Aucune information
	Məmmədov Ağabala	Tiflis	1892	Russie, Université de technologie de Kharkov	Mécanique	Aucune information
	Məmmədov Həmid (Həmidi)	Kars	20.01.1900	Allemagne, Institut de Stuttgart	Médecine	Aucune information
	Məmmədov Hüseynbala	Derbend	22.10.1899	Allemagne, École d'agriculture de Bonn	Agriculture	Aucune information
	Məmmədov Qəhrəman	Tiflis	1897	Allemagne, Université de Berlin	Exploitation minière	Aucune information
	Məmmədov Nəbi			Ukraine, Institut de commerce d'État de Kiev		Aucune information
	Məmmədov Zal	Choucha	1898	Allemagne, Université de	Exploitation minière	Aucune information

				Drezde		
	Məmmədyarov Əbdülsəməd	Bakou	27.09.1889	Xarkov Texnologiya İns.	Mécanique	Aucune information
	Mirqasımov Zeynalabdin	Bakou	1887	France, Université de Paris	Droit	Aucune information
	Muxarski Süleyman	Vilno province, Ostrino (Russie)	20.07.1900	France, Université de Lyon	Droit	Aucune information
	Muradov Abbas	Choucha		France, Université de Paris	Médecine	Aucune information
	Muradov Məmməd	Choucha	01.01.1900	France, Université de Paris	Médecine	Aucune information
	Musayev Cəmil	Choucha	14.03.1897 - 29.01.1970	Allemagne, Institut Polytechnique de Berlin	Architecture	Retourné en 1925 à Bakou
	Mustafayev Ağahəsən	Bakou	1900	Allemagne, Université de Berlin	Construction navale	Aucune information
	Mustafayev Ağasəfər	Tiflis	09.01.1894	Russie, Université de Don (Novocherkassk)	Sciences mathématiques et physiques	Aucune information

	Mustafayev Mustafa	Qazax	17.10.1895	France, Université de Toulouse	Électrotechnique	Retourné en 1927 au pays, il a été exilé en 1937. Il a enseigné après sa réhabilitation à l'Université d'État de Bakou
	Münşüzadə Hilal Mirzə	Choucha	12.04.1899	Allemagne, Université de Berlin	Exploitation minière	Il a mené une active de migrant
	Nağıyev Hüseyin Hacı	Gandja	1897	Allemagne, Université de Berlin.	Agriculture	Aucune information
	Nəbiyev Mahmud	Nukha	03.04.1893	Ukraine,Üniversi té de Kiev	Sciences mathématiques et physiques	Aucune information
	Nərimanbəyov Yaqub Fərman	Choucha	14.06.1898	France, Université de Paris	Électrotechnique	Retourné en 1927 au pays et exilé dans les années des répressions. Il a été réhabilité dans les années 1950.
	Pirverdiyev Hənifə	Tiflis	1893	Allemagne, Université de Berlin	Architecture	Aucune information
	Rəcəbli Əhməd	Erevan	14.02.1898	Italie, Institut Royal Experimental Agriculture de Peruca	Agriculture	Retourné en 1925 au pays et exilé dans les années des répressions. Il a été réhabilité dans les années 1950.
	Rəhimli Məmmədli	Tiflis	10.04.1899	Allemagne, Institut Darmstadt	Mécanique automobile	Aucune information

	Rəhimov Cəbrayıl	Bakou	1892	France, Université de Paris		Aucune information
	Rəhimzadə Abdulla	Gandja	1898	Allemagne, Université de Berlin	Électrotechnique	Aucune information
	Rzayev Nüsrət	Lekoran	1899	Allemagne, Université de Berlin	Médecine	Aucune information
	Rzayev Tağı	Erivan	1895	France, Université de Paris	Exploitation minière	Aucune information
	Rzazadə İsgəndər xan	Téhéran	05.11.1897	France, Institut électrotechnique de Nancy	Électrotechnique	Retourné en 1925 au pays et exilé en 1937. Il a été réhabilité après sa mort dans les années 1950.
	Sadıqov Mirsədix Səid	Bakou, Mashtagha	1896	Allemagne, Université de Fribourg	Exploitation minière	Aucune information
	Salahov Yusif	Choucha	06.09.1897	Allemagne, Université de Munich	Médecine	Retourné en 1928 au pays. Arrêté pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est installé en Turquie.
	Seyidəliyev Mirməmmədrza	Chamakhi	1898	Allemagne, Université de Berlin	Médecine	Aucune information
	Səədi Hacı	Goychay		Turquie, Université	Médecine	Aucune information

				d'Istanbul		
	Səfərov Məhiş	Choucha	01.12.1899	Allemagne, Institut Darmstadt	Igenierie de transport	Aucune information
	Səidzadə Mir İsmayıl	Lekoran	30.01.1896	Allemagne, Université de Berlin	Électrotechnique	Aucune information
	Səlimov Hüseyinqulu	Bakou	09.10.1889	Russie, Université de technologie de Kharkov	Chimie	Aucune information
	Sultanov Baxşəli bəy	Zengezour		Russie, Don, Institut Politechnique d'Alexeyevsk	Exploitation minièrè	Aucune information
	Sultanov İsgəndər	Zengezour	25.05.1897	Allemagne, Université de Berlin	Exploitation minièrè	Aucune information
	Şahnəzərov Əhməd	Daghestan	02.01.1899	France, École de Tissage de Nancy	Tissage	Aucune information
	Şahsuvarov Mürsəl	Zengezour	19.06.1900	Allemagne, Université de Leipzig	Médecine	Aucune information
	Şahsuvarov Surxay	Zengezour	19.07.1900	Allemagne, Université de Fribourg	Exploitation minièrè	Aucune information

	Şıxıyev Hüseyin	Qazakh	25.06.1898	Allemagne, Université de Fribourg	Exploitation minière	Aucune information
	Tahirzadə Abdulla	Oğuz, (Xaçmaz)	1896	Turquie, Université d'Istanbul	Mathématique	Retourné en 1923 et a été exilé. Il est mort en 1978.
	Teymurxanov Murad	Daghestan	03.01.1899	Allemagne, Université de Karlsruhe	Transport	Aucune information
	Topçubaşov Rəşid	Tiflis	26.10.1900	France, Université de Paris	Droit	Il est mort en 1926 à Paris
	Umudov Mirzə Mansur	Tachkent	18.03.1898	France		Aucune information
	Vəkilov Mustafa	Tiflis	25.01.1899	France, Université de Paris	Droit	Retourné en 1924 au pays et a été exilé. Mort en 1943.
	Vəkilov Teymur	Tiflis	25.01.1892	Institut médecine de Kharkov	Médecine	Retourné après ses études au pays et a été exilé au Kazakhstan. Il est mort en 1948.
	Vəliyev İsgəndər	Bakou	15.04.1896	Italie, Institut Royal Experimental Agriculture de Peruca	Agriculture	Aucune information

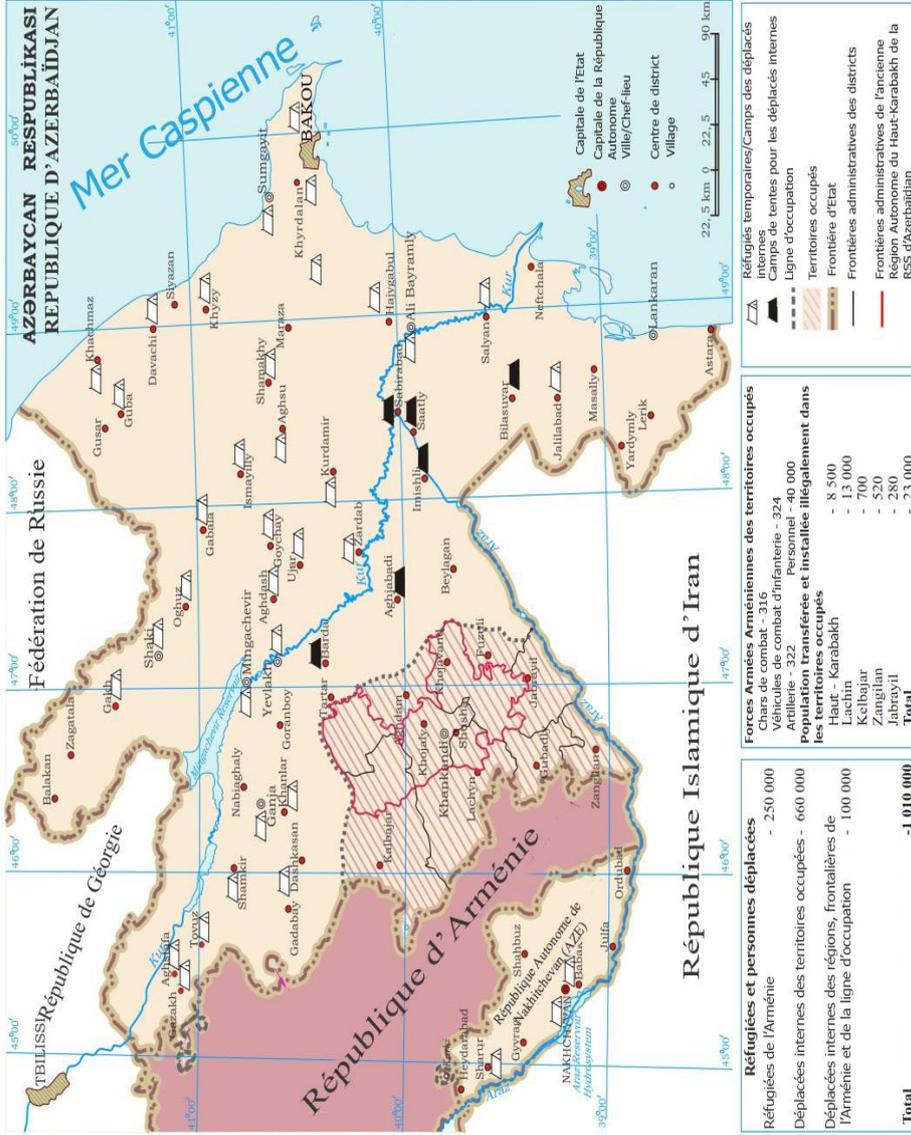
	Vəzirov Aslan bəy	Choucha	01.12.1898	France, Université de Sorbonne	Sciences mathématiques et physiques	Retourné en 1925 au pays. Il a enseigné à l'Institut Industriel de Petrol. Il est mort en 1984
	Yusifzadə Ağaəli	Choucha	01.01.1900	France, École polytechnique de Milhouse	Technique	Aucune information
	Yüzbaşov İsmayıl			Russie, Université de technologie de Kharkov	Mécanique	Aucune information
	Zeynallı Məmmədhanifi	Bakou, Mardakan	1896	Russie, École technique supérieure technique de Moscou		Fusillé en 1937.
	Zeynalov Behbudəli	Choucha	02.12.1899	Allemagne, Université de Berlin	Transport	Aucune information

La composition des prisonniers nationaux de camp du goulag dans 1939-1941

Nationalité	Années		
	1939	1940	1941
Les Russes	830 491	820 089	884 574
Les Ukrainiens	181 905	196 283	189 146
Les Biélorusses	44 785	49 743	52 064
Les Géorgiens	11 723	12 099	11 109
Les Arméniens	11 064	10 755	11 302
Les Azerbaïdjanais Il n'y a pas de renseignements		10 800	9996
Les Kazakhs	17 123	20 166	19 185
Les Turkmènes	9352	9411	9689
Les Ouzbeks	24 499	26 888	23 154
Les Tadjiks	4347	5377	4805
Les Kirghizes	2503	2688	2726
Les Tatars	24 894	28 232	28 542
Les Bachkirs	4874	5380	5560
Les Buryats	1581	2700	1937
Les Juifs	19 758	21 510	31 132
Les Allemands	18 572	18 822	19 120
Les Polonais	16 860	16 133	29 457
Les Finnois	2371	2750	2614
Les Lettons	4742	5400	4870
Les Litvaniens	1050	1344	1245
Les Estoniens	2371	2720	278
Les Roumains	395	270	329
Les Iraniens Il n'y a pas de renseignements		134	1107
Les Afghanes	263	280	310
Les Mongols	35	70	58
Les Chinois	3161	4033	3025
Les Japonais	50	80	119
Les Vietnamiens	2371	2800	2108
Autre*	76 055	67 451	148 460
Total :	1 317 195	1 344 408	1 500 524

Viktor Zemskov, *Goulag (l'aspect sociohistorique)*, publié dans la revue « les études sociologiques » N° 6,7, 1991.

Conséquences de l'Aggression Arménienne



Source : <https://www.azambassade.fr/page-2147483451>

Territoires occupés de l'Azerbaïdjan

Région du Haut-Karabakh
 Territoire - 4.388 km²
 Population (1989) - 189 085
 Arméniens - 145 450 (76,9%)
 Azerbaïdjanais - 40 688 (21,5%)
 Russes - 1 922 (1%)
 Autres - 1 025 (0,6%)

District de Shoucha

Territoire - 289 km²
 Population (1989) - 20 579
 Azerbaïdjanais - 19 036 (92,5%)
 Arméniens - 1 377 (6,7%)
 Occupé - May 8, 1992

Districts situés en dehors de la région du Haut-Karabakh

Occupation	Expulsion
Lachin - le 18 mai 1992	- 71 000
Kelbajar - le 2 avril 1993	- 74 000
Aghdam - 23 juillet 1993	- 165 600
Fizuli - 23 août 1993	- 146 000
Jabrail - 23 août 1993	- 66 000
Gubadly - 31 août 1993	- 37 900
Zangilan - 29 octobre 1993	- 39 500

Victimes de l'agression

Tué - 20 000 Blessé - 50 000 Disparus 4 866

Destructions et dommages

Cités	- 890
Maisons	- 150 000
Bâtiments publics	- 7 000
Ecoles	- 693
Jardins d'enfants	- 855
Etablissements de santé	- 695
Bibliothèques	- 927
Eglises	- 44
Mosquées	- 9
Lieux historiques	- 9
Monuments historiques et musées	- 464
Expositions de musée	- 40 000
Entreprises industrielles et agricoles	- 6 000
Autoroutes	- 800 km
Ponts	- 160
Aqueducs	- 2 300 km
Gazoducs	- 2 000 km
Lignes électriques	- 15 000 km
Forêts	- 280 000 ha
Superficies ensemençées	- 1 000 000 ha
Systèmes d'irrigation	- 1 200 km

Montant total des dommages est estimé à 60 milliards de \$

Copyright 2009
 Ministry of Foreign Affairs of Azerbaijan
 All Rights reserved

Nombre des Azerbaïdjanais vivant à travers les pays du monde

1. États-Unis – 1 000 000
2. Australie – 8 000
3. Autriche – 19 000
4. Albanie – 12 000
5. Argentine – 12 000
6. Algérie – 260 000
7. Afghanistan – 50 000
8. Bangladesh – 175 000
9. Belgique – 13 000
10. Birma – 8 000
11. Bulgarie – 65 000
12. Brésil – 75 000
13. Butane – 1 500
14. Grande-Bretagne – 170 000
15. Hongrie – 27 000
16. Grèce – 13 000
17. Danemark – 60 000
18. Égypte – 900 000
19. Inde – 300 000
20. Indonésie – 44 000
21. Jordanie 450 000
22. Irak 1 000 000
23. Iran – 30 000 000
24. Îlande – 4 000
25. Espagne – 14 000
26. Italie – 33 000
27. République Arabe du Yémen – 35 000
28. République Démocratique du Yémen – 27 000
29. Canada – 170 000
30. Chine – 30 000
31. Koweït – 19 000
32. Malte – 2 500
33. Mexique – 27 000
34. Mongolie – 5 000
35. Norvège – 50 000
36. Émirats arabes unis – 55 000
37. Oman – 19 000
38. Pakistan – 650 000
39. Pologne – 12 000
40. Portugal – 7 000
41. Roumanie – 45 000
42. Arabie Saoudite – 40 000
43. Syrie – 95 000
44. Soudan – 17 000
45. Turquie – 3 000 000
46. Finlande – 12 000
- 47. France – 70 000**
48. Allemagne – 300 000
49. République tchèque – 2 000
50. Slovaquie – 2 000
51. Suède – 2 000
52. Yougoslavie – 6 000
53. Japon – 10 000
54. Ukraine – 500 000
55. Biélorussie – 7 000
56. Fédération de Russie – 3 000 000
57. Ouzbékistan – 60 000
58. Kazakhstan – 100 000
59. Georgie – 600 000
60. Lituanie – 2 000
61. Moldovie – 5 000
62. Lettonieviya – 4 000
63. Kirghizistan – 16 000
64. Tadjikistan – 14 000
65. Turkménistan – 45 000
66. Estonie – 3 000
67. Azerbaïdjan – 9 000 000

Le nombre des Azerbaïdjanais vivant dans le monde entier est estimé plus de 50 000 000 de personnes.

Source : Ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan

<http://mfa.gov.az>

<http://azerworld.info>



General Assembly

Distr.: General
25 April 2008

Sixty-second session
Agenda item 20

Resolution adopted by the General Assembly

[without reference to a Main Committee (A/62/L.42)]

62/243. The situation in the occupied territories of Azerbaijan

The General Assembly,

Guided by the purposes, principles and provisions of the Charter of the United Nations,

Recalling Security Council resolutions 822 (1993) of 30 April 1993, 853 (1993) of 29 July 1993, 874 (1993) of 14 October 1993 and 884 (1993) of 12 November 1993, as well as General Assembly resolutions 48/114 of 20 December 1993, entitled "Emergency international assistance to refugees and displaced persons in Azerbaijan", and 60/285 of 7 September 2006, entitled "The situation in the occupied territories of Azerbaijan",

Recalling also the report of the fact-finding mission of the Minsk Group of the Organization for Security and Cooperation in Europe to the occupied territories of Azerbaijan surrounding Nagorno-Karabakh and the letter on the fact-finding mission from the Co-Chairmen of the Minsk Group addressed to the Permanent Council of the Organization for Security and Cooperation in Europe,¹

Taking note of the report of the environmental assessment mission led by the Organization for Security and Cooperation in Europe to the fire-affected territories in and around the Nagorno-Karabakh region,²

Reaffirming the commitments of the parties to the conflict to abide scrupulously by the rules of international humanitarian law,

Seriously concerned that the armed conflict in and around the Nagorno-Karabakh region of the Republic of Azerbaijan continues to endanger international peace and security, and mindful of its adverse implications for the humanitarian situation and development of the countries of the South Caucasus,

1. *Reaffirms* continued respect and support for the sovereignty and territorial integrity of the Republic of Azerbaijan within its internationally recognized borders;

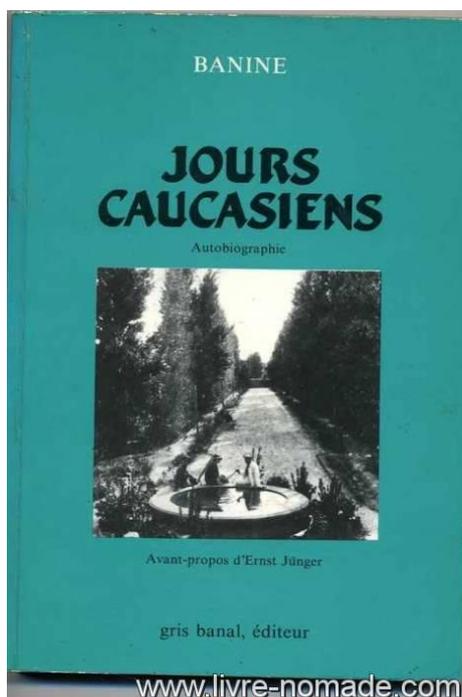
¹ See A/59/747-S/2005/187.

² A/61/696, annex.

2. *Demands* the immediate, complete and unconditional withdrawal of all Armenian forces from all the occupied territories of the Republic of Azerbaijan;
3. *Reaffirms* the inalienable right of the population expelled from the occupied territories of the Republic of Azerbaijan to return to their homes, and stresses the necessity of creating appropriate conditions for this return, including the comprehensive rehabilitation of the conflict-affected territories;
4. *Recognizes* the necessity of providing normal, secure and equal conditions of life for Armenian and Azerbaijani communities in the Nagorno-Karabakh region of the Republic of Azerbaijan, which will allow an effective democratic system of self-governance to be built up in this region within the Republic of Azerbaijan;
5. *Reaffirms* that no State shall recognize as lawful the situation resulting from the occupation of the territories of the Republic of Azerbaijan, nor render aid or assistance in maintaining this situation;
6. *Expresses its support* to the international mediation efforts, in particular those of the Co-Chairmen of the Minsk Group of the Organization for Security and Cooperation in Europe, aimed at peaceful settlement of the conflict in accordance with the norms and principles of international law, and recognizes the necessity of intensifying these efforts with a view to achieving a lasting and durable peace in compliance with the provisions stipulated above;
7. *Calls upon* Member States and international and regional organizations and arrangements to effectively contribute, within their competence, to the process of settlement of the conflict;
8. *Requests* the Secretary-General to submit to the General Assembly at its sixty-third session a comprehensive report on the implementation of the present resolution;
9. *Decides* to include in the provisional agenda of its sixty-third session the item entitled "The situation in the occupied territories of Azerbaijan".

*86th plenary meeting
14 March 2008*

Umm al-Banine, une sultane, amie d'Ernst Jünger...une correspondance de quarante ans.



Nous présentons une longue lettre de Jünger Ernst adressée en avant-propos de ce livre d'Umm - El - Banine Assadoulaeff.

Chère Banine

J'apprends de notre ami François Lagarde qu'il prépare la réédition de vos « Jours Caucasiens ». Cette nouvelle me réjouit, car je me souviens du plaisir que j'ai éprouvé à la première lecture de ce livre, peu de temps après la Deuxième Guerre mondiale. J'ai cherché dans notre correspondance qui s'étend sur une quarantaine d'années, la copie de la lettre que je vous avais écrite le 17 juillet 1946. Peut-être vous en souvenez-vous encore ? La voici :

« J'avais lu vos Jours Caucasiens pendant quelques nuits si chaudes que l'on pouvait très bien avoir l'illusion de se croire au bord de la Mer Caspienne. J'ai noté dans votre livre deux grands thèmes de notre temps ; d'une part la chute du vieux monde, des liens, des rapports anciens ; et, d'autres parts, l'émergence d'une vie élémentaire, d'une liberté nouvelle, devenue possible et probablement accélérée par la proximité des ruines. Le coin d'Europe ou plutôt de l'Asie qui forme le théâtre de vos descriptions apporte de nouvelles lumières et une palette de couleurs d'un univers étranger.

J'avais, par surcroît, le plaisir de rencontrer de plus l'auteur en personne ; l'imaginant sur son divan, comme dans la rue Lauriston ; se délectant d'un moka bien fort et

de sucreries, et toujours à la recherche avide de vérités sur les hommes et les choses de ce monde. Touchant aussi à bien des tabous que je préfère garder dans l'ombre. Votre ironie aussi m'a donné à réfléchir, ainsi que les conditions sociales et personnelles où elle prenait sa source.

Après que votre livre m'eut ainsi donné le plaisir et la joie des souvenirs, je l'ai placé dans ma bibliothèque : quand je le verrai, je penserai encore souvent à vous. Il me serait agréable de recevoir une image de vous pour la glisser entre ses pages »

De n'avoir pas été oublié par mes amis français en ces jours passés m'avait tout particulièrement touché. Je viens à l'instant de feuilleter ces « Jours Caucasiens » déjà jaunis par le temps, avec votre dédicace- et je retrouve confirmée ma première impression. Je n'en tire que plus de joie à voir bientôt ce livre dans sa nouvelle édition...



Source : photo d'archives R. Aboutalibov

Gedir Suleyman chez lui à Paris



Gedir Suleyman et Alain Devilliers



Gedir Suleyman avec Vazeh Asgarov – jeux de *döymə*



Gedir Suleyman avec les étudiants à Paris



Source : photos d'archives de Vazeh Asgarov

Doc. 11 815

28 janvier 2009

Les déportations massives d'Azerbaïdjanais d'Arménie (1948-1953 et 1988)

Déclaration écrite n° 419

La présente déclaration écrite n'engage que ses signataires

Les soussignés, considérant :

- le 60^e anniversaire de la déportation massive d'Azerbaïdjanais par Staline pour les forcer à quitter la RSS d'Arménie, une terre historiquement habitée par les Azerbaïdjanais de souche, pour la RSS d'Azerbaïdjan ;
- la négation par l'Arménie du droit des 150 000 Azerbaïdjanais déportés il y a 60 ans de rentrer dans leur pays d'origine, qui perpétue une violation de leurs droits fondamentaux dont ils sont victimes depuis 60 ans ;
- le fait que, hormis pour les Azerbaïdjanais, le droit de retour des personnes de toutes les nationalités forcées de quitter leur pays d'origine par les déportations de l'ère stalinienne a été reconnu par les pays dont elles ont été déportées ;
- le 20^e anniversaire de la déportation forcée de 300 000 Azerbaïdjanais d'Arménie, une terre historiquement habitée par les Azerbaïdjanais de souche, dans le cadre de la politique officielle de nettoyage ethnique d'Erevan,

condamnent les crimes susmentionnés, à motivation ethnique, perpétrés à l'encontre des Azerbaïdjanais, et appellent le Conseil de l'Europe et ses États membres à mettre en œuvre les mécanismes appropriés pour faire pression sur l'Arménie afin que ce pays reconnaisse et fasse respecter le droit fondamental des Azerbaïdjanais déportés de leur patrie historique en 1948-1953 et en 1988 de rentrer dans leur pays d'origine, l'Arménie.

Signé (voir au verso)

Signé : ¹

PASHAYEVA Ganira, Azerbaïdjan, GDE	KUMCUOĞLU Ertuğrul, Turquie, GDE
AYVA Lokman, Turquie, PPE/DC	LOUTFI Younal, Bulgarie, ADLE
ÇAVUŞOĞLU Mevlüt, Turquie, GDE	MEMECAN Nursuna, Turquie, ADLE
CIRCENE Ingrida, Lettonie, PPE/DC	O'CATHAIN Detta, Royaume-Uni, GDE
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC	PERNASKA Lajla, Albanie, PPE/DC
ILYAZ Fatme, Bulgarie, ADLE	SEYIDOV Samad, Azerbaïdjan, GDE
ISLAMI Kastriot, Albanie, SOC	TEKELİOĞLU Mehmet, Turquie, PPE/DC
KELEŞ Birgen, Turquie, SOC	TÜRKEŞ Tuğrul, Turquie, GDE
KESKIN Hakki, Allemagne, GUE	ÜNAL Mustafa, Turquie, PPE/DC
KOÇ Haluk, Turquie, SOC	ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

Total = 20

¹ PPE/DC : Groupe du Parti populaire européen

SOC : Groupe socialiste

GDE : Groupe des démocrates européens

ADLE : Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

GUE : Groupe pour la gauche unitaire européenne

NI : non inscrit dans un groupe

Doc. 9066 2^{ème} édition

14 mai 2001

Reconnaissance du génocide commis par les Arméniens contre la population azerbaïdjanaise

Déclaration écrite n° 324

2^{ème} édition, premier dépôt le 26 avril 2001

La présente déclaration écrite n'engage que ses signataires

Le génocide est devenu une partie intégrante de l'histoire azerbaïdjanaise à partir de la division des terres azerbaïdjanaises par les traités de Gulistan (1813) et de Turkmentchaï (1828).

Les Arméniens, en poursuivant le but de la création de la Grande Arménie, ont organisé des pogromes contre les Azerbaïdjanais en 1905-1907.

En mars 1918 les Arméniens ont effectué l'épuration de la population azerbaïdjanaise à Bakou, à Chémakha, à Gouba, au Karabakh, au Zanguezour, à Nakhitchevan, à Lenkoran et dans les autres régions de l'Azerbaïdjan.

En 1920 avec l'aide du régime soviétique l'Arménie a annexé Zanguezour et les autres terres azerbaïdjanaises.

En 1948-1953, dans la période du régime communiste un grand nombre des Azerbaïdjanais ont été déportés de leurs terres historiques en Arménie vers l'Azerbaïdjan.

Dès le début du conflit de Nagorno-Karabakh, en 1988, les centaines de milliers d'Azerbaïdjanais ont été déportés de leurs terres historiques.

Le 26 février 1992, les Arméniens ont exterminé toute la population de Khodjali et ont entièrement détruit la ville.

Le séparatisme arménien au Nagorno-Karabakh et l'occupation continue de 20 pour cent de territoires azerbaïdjanais se sont résultés par des milliers de morts et plus d'un million de réfugiés.

Les soussignés, membres de l'Assemblée, demandent à tous les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de prendre les mesures nécessaires en vue de la reconnaissance du génocide perpétré par les Arméniens contre les Azerbaïdjanais dès le début du 19^e siècle.

Signé : ¹

Aliyev İ, Azerbaïdjan, GDE	İrtemçelik, Turquie, GDE
Akçalı, Turquie, GDE	Iwinski, Pologne, SOC
Akgönenç, Turquie, GDE	Kalkan, Turquie, GDE
Aliyev G., Azerbaïdjan, GDE	Loutfi, Bulgarie, LDR
Begaj, Albanie, SOC	Mutman, Turquie, SOC
Cerrahoğlu, Turquie, GDE	Položhani, « l'ex-République yougoslave de
Davis, Royaume-Uni, SOC	Macédoine », GDE
Dokle, Albanie, SOC	Saele, Norvège, PPE/DC
Glesener, Luxembourg, PPE/DC	Sağlam, Turquie, PPE/DC
Gül, Turquie, GDE	Seyidov, Azerbaïdjan, GDE
Gülek, Turquie, SOC	Shakhtakhtinskaya, Azerbaïdjan, GDE
Gürkan, Turquie, SOC	Tanık, Turquie, GDE
Hajiyeva, Azerbaïdjan, PPE/DC	Taylor, Royaume-Uni, PPE/DC
Huseynov R., Azerbaïdjan, PPE/DC	Telek, Turquie, GDE
İbrahimov, Azerbaïdjan, GUE	Vakilov, Azerbaïdjan, GDE
	Jones, Royaume-Uni, SOC

Total = 30

SOC : Groupe socialiste

PPE/DC : Groupe du Parti populaire européen

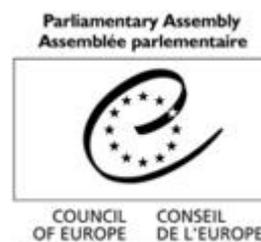
GDE : Groupe des démocrates européens

LDR : Groupe libéral, démocrate et réformateur

GUE : Groupe pour la gauche unitaire européenne

NI : non inscrit dans un groupe

Parliamentary **Assembly**
Assemblée parlementaire



Doc. 9063

25 avril 2001

Prisonniers de guerre et otages détenus en Arménie et dans le Haut-Karabakh

Proposition de recommandation

Présentée par Mme Hajiyeva et plusieurs de ses collègues

La présente proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

1. Le conflit du Haut-Karabakh, qui a commencé en 1988 et s'est poursuivi par l'agression militaire menée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, a entraîné l'occupation d'environ 20 pour cent du territoire de la République azerbaïdjanaise.
2. Selon les informations communiquées par le Comité international de la Croix-Rouge le 10 avril 2001, cette occupation s'est accompagnée de l'enlèvement de 4959 personnes, dont 1092 ont été libérées (entre 1992 et 2001) ; selon cette même source, 176 personnes sont décédées.
3. Mais ce qui est plus important actuellement, c'est que l'on compte 783 personnes – dont 18 enfants, 43 femmes et 56 vieillards – détenues en Arménie et dans la partie occupée de l'Azerbaïdjan. Les autorités arméniennes nient ce fait.
4. Cela fait plus de 6 mois que le Comité international de la Croix-Rouge – selon les informations qu'il a lui-même données – ne peut plus se rendre auprès de ces détenus.
5. Cela fait déjà trois mois que l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont membres à part entière du Conseil de l'Europe, et il est inacceptable que tant de personnes, privées de leurs droits les plus élémentaires, soient détenues sur le territoire d'un État membre du Conseil de l'Europe.
6. Selon les témoignages des personnes libérées, tous les détenus sont réduits en esclavage, et constamment humiliés et torturés. Ils ne sont pas nourris correctement et ne reçoivent pas les soins médicaux dont ils ont besoin.

7. L'Assemblée appelle le Comité des Ministres à veiller à la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme sur le territoire de son État membre, l'Arménie, et dans la partie occupée de l'Azerbaïdjan, en utilisant tous les moyens dont il dispose.

8. L'Assemblée invite la commission des questions juridiques et des droits de l'homme à désigner un rapporteur sur cette question, pour qu'une solution puisse être trouvée rapidement.

Signé : ¹

Hajiyeva, Azerbaïdjan, PPE/CD	Hauptert, Luxembourg, PPE/CD
Aliyev I., Azerbaïdjan, GDE	Jurgens, Pays-Bas, SOC
Arzilli, Saint-Marin, PPE/CD	Kirkhill, Royaume-Uni, SOC
Bársony, Hongrie, SOC	Landsbergis, Lituanie, GDE
Cilevics, Lettonie, SOC	Martínez Casañ, Espagne, PPE/CD
Gamzatova, Russie, GUE	Mikaelsson, Suède, GUE
Glesener, Luxembourg, PPE/CD	Rakhansky, Ukraine, GUE
Guardans, Espagne, LDR	Seyidov, Azerbaïdjan, GDE
Gülek, Turquie, SOC	Shaklein, Russie, GUE
Gürkan, Turquie, SOC	Stoisits, Autriche, SOC

¹ SOC : Groupe socialiste

PPE/DC : Groupe du Parti populaire européen

GDE : Groupe des démocrates européens

LDR : Groupe libéral, démocrate et réformateur

GUE : Groupe pour la gauche unitaire européenne

NI : non inscrit dans un groupe

Les citoyens azerbaïdjanais ayant déposé entre 1990-1999 une demande de réfugié dans les
pays occidentaux

Таблица 28

**Граждане Азербайджана, подавшие документы для получения статуса беженцев и
политэмигрантов в странах западной цивилизации, 1990-1999 гг., чел.**

Страна	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	ВСЕГО
Австрия							7	4	15	53	79
Бельгия			1	11	8	21	35	34	82	349	541
Болгария									1	2	3
Великобритания								15	20	50	85
Венгрия									2	13	15
Германия			208	564	368	423	866	1.245	1.566	2.628	7.868
Греция									1	13	14
Дания					3	1	11	10	12	135	172
Ирландия					2			1		7	10
Испания				9	21	3	15	13	42	72	175
Италия									1	11	12
Лихтенштейн									5	6	11
Люксембург										4	4
Нидерланды			10	23	104	129	185	432	1.651	2.499	5.033
Норвегия				1	1		2	2	15	39	60
Польша						5	33	37	16	45	136
Румыния									1	4	5
Словакия										2	2
Финляндия					5	8			6	5	24
Франция							23	28	53	174	278
Чехия		5		18		4		5	9	10	51
Швейцария			3	4			7	24	41	67	146
Швеции				13		11	14	2	27	46	113
Австралия							6	2	4	2	14
Канада	1	2	13	2	13	23	40	27	34	84	239
США			1	4	25	78	127	84	160	210	689
ВСЕГО:	1	7	236	649	550	706	1.371	1.965	3.764	6.530	15.779

Источник: УВКБ ООН, Институт Миграционной Политики и иммиграционные службы указанных государств

Source: Yunusov Arif (2009) *Migration Processes in Azerbaijan*, Institute of Peace and demography, Bakou, Adiloglu.

Les citoyens azerbaïdjanais ayant déposé entre 2000-2006 une demande de réfugié dans les pays occidentaux

Граждане Азербайджана, подавшие документы для получения статуса беженцев и политэмигрантов в странах западной цивилизации, 2000-2006 гг., чел.

Страна	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	ВСЕГО
Австрия	39	85	182	76	163	126	115	786
Бельгия	440	148	97	94	117	70	64	1.030
Болгария		1			1	2	1	5
Великобритания	70	2	3	108	77	65	65	390
Венгрия		4	5	8	3	2		22
Германия	1.558	1.645	1.689	1.302	1.412	839	518	8.963
Греция	1	5	2	1	5	8	14	36
Дания	146	47	29	16	30	24	12	304
Ирландия	14	14	6	9	14	8	6	71
Исландия				1				1
Испания	61	18	7	2	5	11	9	113
Италия	10	2						12
Кипр		7						7
Лихтенштейн		1		1	1			3
Люксембург		5			1	2	1	9
Нидерланды	1.163	634	326	265	253	287	384	3.312
Норвегия	35	100	145	147	129	84	40	680
Польша	147	70	14	5	9	18	8	271
Румыния							1	1
Словакия		1	31	42	5	1		80
Словения	5							5
Финляндия	6	4	46	34	21	93	19	223
Франция	198	253	375	773	784	1.080	928	4.391
Чехия	9	89	48	9	6	6	6	173
Швейцария	81	102	110	93	101	62	32	581
Швеции	60	308	778	1.032	1.041	431	247	3.897
Австралия	12	2	10	4	9	12	13	62
Новая Зеландия		2						2
Канада	194	151	132	123	54	28	32	714
США	420	523	310	406	407	299	77	2.442
ВСЕГО:	4.669	4.223	4.345	4.553	4.647	3.557	2.592	28.586

Источник: УВКБ ООН, Институт Миграционной Политики и иммиграционные службы указанных государств

Source : Yunusov Arif (2009) *Migration Processes in Azerbaijan*, Institute of Peace and demography, Bakou, Adiloglu.

Les citoyens azerbaïdjanais ayant déposé entre 1990-2006 une demande de réfugié dans les pays occidentaux

Граждане Азербайджана, подавшие документы для получения статуса беженцев и политэмигрантов в странах западной цивилизации, 1990-2006 гг., чел.

№№	Страна	Чел.	%
1	Австрия	865	1,9
2	Бельгия	1.571	3,5
3	Болгария	8	0,02
4	Великобритания	475	1,1
5	Венгрия	37	0,1
6	Германия	16.831	37,9
7	Греция	50	0,1
8	Дания	476	1,1
9	Ирландия	81	0,2
10	Исландия	1	0,01
11	Испания	288	0,6
12	Италия	24	0,1
13	Кипр	7	0,02
14	Лихтенштейн	14	0,04
15	Люксембург	13	0,03
16	Нидерланды	8.345	18,8
17	Норвегия	740	1,7
18	Польша	407	0,9
19	Румыния	6	0,02
20	Словакия	82	0,2
21	Словения	5	0,02
22	Финляндия	247	0,6
23	Франция	4.669	10,5
24	Чехия	224	0,5
25	Швейцария	727	1,6
26	Швеции	4.010	9,0
27	Австралия	76	0,2
28	Новая Зеландия	2	0,01
29	Канада	953	2,1
30	США	3.131	7,1
	ВСЕГО:	44.365	100

Источник: УВКБ ООН, Институт Миграционной Политики и иммиграционные службы указанных государств

Source : Yunusov Arif (2009) *Migration Processes in Azerbaijan*, Institute of Peace and demography, Bakou, Adiloglu.

**Численность населения Азербайджана
в 1897-1989 гг. ,тыс. чел.**

Годы	Все население	В том числе		%	
		городское	сельское	городское	сельское
1897	1806,7	305,1	1501,6	16,9	83,1
1913	2339,2	555,9	1783,3	23,8	76,2
1926	2313,7	649,5	1664,2	28,1	71,9
1939	3205,2	1156,8	2048,4	36,1	63,9
1959	3697,7	1767,3	1930,4	47,8	52,2
1970	5117,1	2564,6	2552,5	50,1	49,9
1979	6028,3	3200,3	2828,0	53,1	46,9
1989	7021,2	3805,9	3215,3	54,0	46,0

*Источник: данные за 1897, 1926, 1939, 1959, 1970, 1979 и 1989 гг.
- переписи на начало года, данные за 1913 г. – оценка на основании
«Кавказского календаря на 1914 г.». – Тифлис, 1913.*

Source: Yunusov Arif (2009) *Migration Processes in Azerbaijan*, Institute of Peace and demography, Bakou, Adiloglu.

Résumé :

Au cours du XXème siècle, l'étude de la politique répressive en URSS a été menée sans utilisation des sources statistiques et des données des organismes internationaux. Ces documents étaient tenus strictement secrets et donc inaccessibles. Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991, le monde se trouve complètement modifié. Ce processus engendre la division de certains états en Europe, la création de nouvelles zones de conflit et aussi la proclamation de l'indépendance de certains pays comme l'Azerbaïdjan en octobre 1991. Ces modifications politiques provoquent des mouvements de population. Essentiellement liée à la sécurité, surtout en raison du conflit arméno-azerbaïdjanais qui a influencé l'économie, les hommes émigrent et s'installent dans les pays de la CEI, particulièrement en Russie et en Ukraine, mais aussi en Allemagne, en Israël, et ailleurs. Aujourd'hui, les raisons de l'émigration du peuple azerbaïdjanais sont différentes. Notre problématique propose d'étudier, de façon historique et sociologique, l'ensemble des courants migratoires azerbaïdjanais vers la France à l'époque contemporaine, c'est-à-dire de la fin du XIXème siècle au début du XXIème siècle. Cette question est éclairée par l'étude de mouvements migratoires des pays voisins. L'exemple azerbaïdjanais regroupe différents types d'immigration, c'est pourquoi il nous a paru pertinent et judicieux de l'analyser pour comprendre les enjeux actuels des mouvements de population. De plus, l'étude des flux migratoires azerbaïdjanais est intéressante de par ses caractéristiques culturelles, politiques et surtout économiques et permet d'accéder à une meilleure intelligibilité de nos sociétés.

Mots – clés : immigration, flux migratoires, mouvement de population, histoire, exil, déportation, intégration, Azerbaïdjan, France, Turcs.

Abstract:

During the twentieth century, the study of political repression in the USSR was conducted without the use of statistical sources and data from international organizations. These documents were kept strictly secret, and therefore inaccessible. With the fall of the Berlin Wall in 1989 and the collapse of the USSR in 1991, the world is in fact completely altered. This process leads to the division of many countries in Europe, which provokes the arising of new areas of conflict, and also the proclamation of the independence of few countries such as Azerbaijan in October 1991. These political changes caused movements of population. Primarily related to security, mainly due to the Armenian-Azerbaijani conflict, which changed the economy in a significant way, population migrate and settle in the CIS countries, more especially in Russia and in Ukraine, or also in Germany, in Israel and elsewhere. Nowadays, the reasons for the emigration of the Azerbaijani people are different. Our research scrutinizes, sociologically and historically, all Azerbaijani migration flows to France at the contemporary times, that is to say the late nineteenth century to the early twenty-first century. This study is enhanced by analyses of migration of neighbouring countries. The example of Azerbaijan gathers different types of immigration that is the reason why we thought it would be relevant and meaningful to analyze the current issues of population movements. In addition, the study of migration of Azerbaijani is thrilling and stimulating because of its cultural, political and, especially economical, facets for a better understanding of our societies.

Keywords: immigration, migration, population movement, history, exile, deportation, integration, Azerbaijan, France, Turks.